



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03

Nouvelles lois

p. 04-06

Séances publiques n^{os} 57 et 58

p. 07-48

Questions au Gouvernement

p. 48-99

2022-2023

N°20

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03

Nouvelles lois p. 04-06

Séances p. 07-48

57^e séance du jeudi 29 juin 2023 p. 07-28

58^e séance du jeudi 29 juin 2023 p. 28-48

Questions au Gouvernement p. 48-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
12/10/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



400 pétitions enregistrées lors de la session 2022-2023

Le nombre de citoyens ayant déposé une pétition est resté plutôt stable au cours de la session actuelle par rapport à la session précédente. Voici un des constats dressés lors de la conférence de presse, le 13 septembre 2023, tirant le bilan des travaux de la Commission des Pétitions pour la session 2022-2023.

400 pétitions ont été enregistrées jusqu'au 11 septembre 2023, dont 372 pétitions publiques et 28 pétitions ordinaires. Lors des 13 débats publics, dont trois étaient issus de la session précédente, pétitionnaires, parlementaires et ministres se sont rencontrés pour discuter de vive voix des revendications des pétitionnaires.

Les thématiques de pétition les plus populaires

Parmi les thématiques soulevées dans les pétitions figurent le travail et l'emploi (18,1 %), la mobilité (17,6 %), les finances et les impôts (8,3 %), la société et la famille (7,9 %), la santé (7,4 %), l'environnement (6,9 %), le logement (6 %) et l'éducation (5,6 %). La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a expliqué que bon nombre de sujets abordés dans les différentes catégories touchent à la situation financière des citoyens.

La pétition – un outil démocratique indispensable

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et la Présidente de la Commission des Pétitions étaient d'accord quant au fait que l'opportunité de pouvoir déposer une pétition renforce la démocratie parlementaire au Grand-Duché. Le travail à la Chambre serait ainsi plus démocratique et plus transparent,

ont-ils souligné. Selon Mme Arendt, les pétitions constituent un instrument permettant aux députés de mieux appréhender les préoccupations des citoyens.

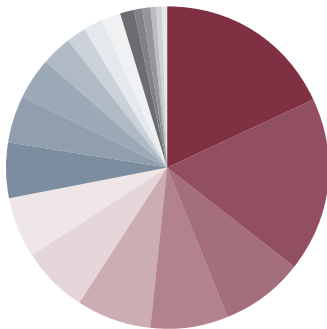
Lors de la législature 2018-2023, 1.743 pétitions ont été enregistrées au total. Les statistiques montrent que le nombre de dépôts a connu une nette hausse suite à la mise en place du site Internet dédié aux pétitions (www.petitionen.lu).

La pétition n'est cependant pas un nouvel outil. Le Président de la Chambre des Députés a rappelé qu'elle s'est vu conférer un rôle important dès la première constitution libérale datant de 1848, puisqu'on y retrouvait le droit de pétition individuel. « Les citoyens ont continuellement soumis des pétitions à l'Assemblée des États, le prédécesseur du Parlement actuel », a expliqué M. Etgen.

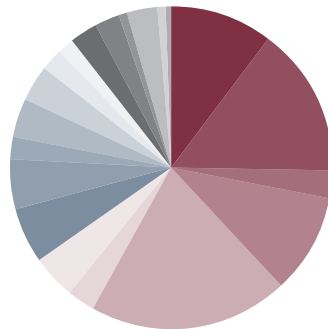


La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a dressé un bilan des travaux de la Commission des Pétitions, conjointement avec le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen.

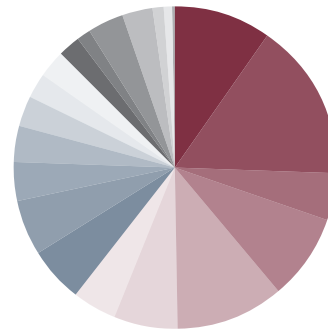
Demandes de pétition publique déposées entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023



Demandes de pétition publique déposées entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022



Demandes de pétition publique déposées depuis 2014



- Travail & Emploi
- Santé
- Institutions & Démocratie
- IT, Médias & Communications
- Divers
- Mobilité
- Environnement
- Justice
- Commerce & Économie
- Langue & Nationalité
- Finances & Impôts
- Logement
- Sécurité sociale
- Protection des animaux
- Culture & Culte
- Société & Famille
- Education & Enseignement
- International
- Sécurité
- Agriculture & Alimentation
- Travaux publics

Retrouvez les détails dans le document de presse :



Veillez noter qu'en l'absence d'une méthodologie uniforme, cette ventilation ne peut donner qu'un aperçu général des thématiques des demandes de pétition publique déposées et ne saura servir à des analyses détaillées.

L'Administration parlementaire recrute :

- un administrateur de commissions parlementaires (m/f/d), sous le régime du fonctionnaire-stagiaire
- un administrateur en relations européennes et internationales (m/f/d), sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration)
- un ingénieur analyste des incidents de sécurité (m/f/d), sous le régime du fonctionnaire (par la voie du changement d'administration)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Cadres de l'administration gouvernementale

8067 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale en raison de la proposition de révision des Chapitres I^{er}, II, III, V, VII, IX, X, XI et XII de la Constitution.

Cette révision constitutionnelle aura notamment pour conséquence que l'actuel article 76 de la Constitution disparaîtra. C'est sur base de cet article que sont nommés les conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, c'est-à-dire les administrateurs généraux, les premiers conseillers de Gouvernement, les conseillers de Gouvernement 1^{re} classe, les conseillers de Gouvernement et les conseillers de Gouvernement adjoints. L'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet 1857 portant organisation du Gouvernement grand-ducal ainsi que l'arrêté grand-ducal modifié du 14 janvier 1974 relatif aux Conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, disparaîtront également, sous leur forme actuelle, à cette date.

Étant donné ces faits, il est nécessaire de donner aux « conseillers qui sont adjoints au Gouvernement » leur assise dans le cadre du personnel de l'Administration gouvernementale, en y adaptant, tel que proposé par le présent projet de loi, certaines dispositions de la loi précitée du 31 mars 1958. Concernant le nombre limite des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, celui-ci sera désormais fixé dans la loi et augmenté de 126 à 150. Les modifications prévues par le présent texte doivent s'appliquer à partir du moment où la révision constitutionnelle entrera en vigueur.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 25/08/2022

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Gusty Graas) :

09/06/2023 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023

Loi du 29 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 336, page 1

Service de l'intégration et de l'accueil scolaires

8069 – Projet de loi relative à l'accueil, à l'orientation, à l'intégration, à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés et à la création du Service de l'intégration et de l'accueil scolaires et modifiant : 1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ; 2° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi introduit une base légale pour la prise en charge holistique et différenciée des élèves étrangers qui viennent s'installer au Luxembourg. Il vise à clairement réglementer les différentes étapes et mesures en faveur de l'intégration scolaire des élèves nouvellement arrivés dans l'enseignement public luxembourgeois, afin de leur garantir un accueil, une orientation, un soutien pour une intégration et un accompagnement scolaires équitables, tout en minimisant l'impact de leurs origines socioculturelles sur le parcours scolaire entamé.

Dans cet objectif, le projet de loi porte création d'un guichet unique pour la prise en charge des élèves issus de familles nouvellement arrivées au Luxembourg : le Service de l'intégration et de l'accueil scolaires (SIA). Ce guichet unique fournit aux parents et élèves des informations sur l'offre scolaire luxembourgeoise ainsi que sur l'éducation non formelle et les mesures d'aide, d'assistance, d'aménagement et d'accompagnement scolaires.

Le SIA propose aux personnes investies de l'autorité parentale ou à l'élève majeur un projet d'accueil, qui établit le parcours scolaire le plus approprié pour l'élève et définit les éventuelles mesures d'aide ou d'adaptation à prendre dans le quotidien scolaire.

Le projet d'accueil est un document conçu en collaboration avec l'école, le centre de compétences ou le lycée que l'élève fréquente et se base sur les aspirations, les besoins, les acquis et le savoir-faire de l'élève ainsi que sur le projet de vie de ses parents. Le projet d'accueil accompagne l'élève jusqu'à la fin de sa phase d'intégration.

En plus de la prise en charge individuelle, le SIA propose un suivi étroit de l'élève pendant deux années. Les performances en classe et le progrès de l'élève sont régulièrement évalués en fonction de son projet d'accueil afin de garantir le bon déroulement

de sa phase d'intégration. Le projet d'accueil peut ainsi être adapté à tout moment pour assurer un soutien optimal à l'élève.

En tant que service ressource, le SIA appuie les écoles, les lycées et les centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée dans leur mission d'intégration des élèves nouvellement arrivés et facilite la mise en réseau au niveau national des professionnels de l'accueil et de l'intégration scolaires.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 02/09/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

21/10/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

11/11/2022 Continuation des travaux

21/04/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

19/05/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

26/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 424, page 1

Exercice et revalorisation de certaines professions de santé

8108 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé en l'adaptant aux conclusions de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 4 juin 2021 (arrêt n° 00166). Dans cet arrêt, la Cour constitutionnelle a déclaré non conforme à la Constitution les dispositions des articles 1^{er} et 7 de la loi précitée du 26 mars 1992. Cette loi fixe notamment les conditions générales d'accès et les attributions de certaines professions de santé.

Pour la Cour constitutionnelle, la précision requise pour définir les mesures d'exécution fait défaut dans la loi précitée, ces mesures étant reprises dans des règlements grand-ducaux. En principe, l'inconstitutionnalité aurait dû rendre inapplicables les dispositions de l'article 7 de la loi précitée du 26 mars 1992 avec effet immédiat. Mais cela aurait eu pour conséquence de rendre inapplicables les règlements grand-ducaux concernant les professions de santé visées par la loi. Ces règlements grand-ducaux fixent, entre autres, les attributions et les conditions générales d'accès aux professions de santé en question. Par conséquent, la Cour constitutionnelle a décidé de reporter la déclaration d'inconstitutionnalité au 30 juin 2023, afin de permettre au législateur de remédier à la situation.

Le projet de loi sous rubrique a dès lors pour but d'ancrer dans la loi précitée du 26 mars 1992 les dispositions qui se trouvent actuellement dans différents règlements grand-ducaux, ceci au moyen d'annexes intégrées dans ladite loi.

Il s'agit des professions de santé suivantes :

- 1) infirmier ;
- 2) infirmier en anesthésie et réanimation ;
- 3) infirmier en pédiatrie ;
- 4) infirmier psychiatrique ;
- 5) infirmier gradué ;
- 6) sage-femme ;
- 7) aide-soignant ;
- 8) assistant technique médical ;
- 9) laborantin ;
- 10) assistant d'hygiène sociale ;
- 11) assistant social ;
- 12) pédagogue curatif ;
- 13) diététicien ;

- 14) ergothérapeute ;
- 15) rééducateur en psychomotricité ;
- 16) masseur ;
- 17) masseur-kinésithérapeute ;
- 18) ostéopathe ;
- 19) orthophoniste ;
- 20) orthoptiste ;
- 21) podologue.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29/11/2022
Rapporteuse : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

- 13/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
- 21/06/2023 Examen des avis du Conseil d'État
Présentation des amendements gouvernementaux
- 27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023

Loi du 29 juin 2023

Mémorial A : 2023, n° 334, page 1

Régime d'aide en faveur des micro-entreprises

8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-crédation d'entreprise

Le présent projet de loi a pour objet d'instituer un régime d'aide en faveur des micro-entreprises des secteurs du commerce et de l'artisanat. L'objectif est d'encourager l'esprit entrepreneurial, de promouvoir la nouvelle création d'entreprises et d'assurer un soutien aux entreprises soumises à une autorisation d'établissement en vertu de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant ainsi qu'à certaines professions libérales.

Les entreprises éligibles sont nouvellement créées, détiennent leur autorisation d'établissement depuis 6 mois au plus et leur dirigeant aura suivi une formation sur la gestion d'entreprise sous forme d'un programme d'accompagnement organisé ou reconnu par les chambres professionnelles. Elles pourront se voir accorder des subventions mensuelles forfaitaires non remboursables de 2.000 euros sur une période de six mois – un montant qui leur servira à surmonter les problèmes de liquidité auxquels elles sont souvent confrontées durant les premiers mois d'activité.

L'aide instaurée constituera une aide de minimis et sera ainsi exemptée de la notification à la Commission européenne.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08/12/2022
Rapporteuse : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

- 14/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
- 08/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 08/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023

Loi du 5 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 360, page 1

Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain

8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de : 1° la loi

modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

Le présent projet de loi vise principalement à créer un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

En outre, le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu en vue de faire figurer l'établissement public à créer par le présent projet de loi ainsi que ceux à créer par les projets de loi 8189, 8190, 8191 et 8192 parmi les organismes bénéficiant d'un régime fiscal dérogatoire au droit commun en application des articles 11, alinéa 2, des projets de loi susvisés.

Finalement, il est visé à modifier la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie afin d'instaurer la possibilité dans le chef du Fonds culturel national de recevoir des dons en espèces ou en nature pour le compte des établissements publics sous la tutelle du ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapporteuse : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

- 16/03/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
- 22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 418, page 1

Musée d'art moderne Grand-Duc Jean

8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean » qui se substituera à la fondation au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapporteuse : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

- 16/03/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
- 22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 27/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023

Loi du 14 juillet 2023

Mémorial A : 2023, n° 417, page 1

Espace culturel des Rotondes

8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, l'« Espace culturel des Rotondes » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapporteuse : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

16/03/2023	Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 416, page 1

Théâtre national du Luxembourg

8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « Théâtre national du Luxembourg » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public, son conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapporteuse : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

16/03/2023	Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 415, page 1

TROIS C-L – Maison pour la danse

8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la danse »

Le présent projet de loi vise à créer un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la danse » qui se substituera à l'association sans but lucratif au même nom ; ce changement de configuration s'avère opportun non seulement d'un point de vue juridique mais également en raison de considérations tant financières qu'organisationnelles. En effet, le « TROIS C-L – Maison pour la danse » remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités revêtant un caractère de service public et la majeure partie de ses ressources financières est issue d'une dotation étatique.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023
Rapporteuse : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :

16/03/2023	Présentation de l'avant-projet de loi
22/06/2023	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
27/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 414, page 1

Mesures décidées lors du troisième accord tripartite

8195 – Projet de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Le présent projet de loi a pour objet de créer la base légale pour certaines des mesures décidées lors du troisième accord tripartite en modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, ainsi que la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers.

Les modifications portent principalement sur :

– l'introduction d'un crédit d'impôt conjoncture (CIC) pour indépendants, salariés et pensionnés, étant donné l'absence d'une pareille mesure tarifaire pour l'année 2023 et l'expiration du crédit d'impôt énergie au 31 mars 2023 ;

– une exemption supplémentaire des revenus nets réalisés grâce à la location d'un logement à travers un organisme œuvrant dans la gestion locative sociale, destinée à renforcer l'attrait de la location sociale. L'exemption passera d'une part de cinquante pour cent actuellement à une part de soixante-quinze pour cent dès l'année d'imposition 2023 ;

– l'introduction d'un crédit d'impôt complémentaire (CI-CO₂) aux crédits d'impôt spécifiques pour indépendants, salariés et pensionnés en vue de la compensation sociale de la taxe carbone. Il est proposé d'introduire ce crédit d'impôt à partir de l'année d'imposition 2024 ;

– la modification du tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de façon linéaire à l'inflation, à raison de deux tranches indiciaires et demie (c.-à-d. 6,376 %), à partir de l'année 2024 ;

– la prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 de la subvention du prix du gasoil utilisé comme combustible et la subvention pour le gaz de pétrole liquéfié (propane en vrac ménager). La subvention de 0,15 euro par litre de gasoil utilisé comme combustible de même que de 0,20 euro par kilogramme de gaz de pétrole liquéfié utilisé comme combustible est donc prolongée d'un an. En même temps, le calcul de l'avance à payer aux opérateurs respectifs ne se fait plus sur base des volumes mensuels des produits pétroliers qui ont été mis à la consommation en 2021, mais sur base des volumes mensuels des produits pétroliers qui ont été mis à la consommation au cours de l'année qui précède l'année d'application de la réduction du prix de vente.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

21/04/2023	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
20/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29/06/2023
Loi du 5 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 357, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

2. 8069 – Projet de loi relative à l'accueil, à l'orientation, à l'intégration, à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés et à la création du Service de l'intégration et de l'accueil scolaires et modifiant :

1^o la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;
2^o la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Max Hengel (dépôt de la motion 1) | Mme Francine Closener | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup (interventions de M. Fernand Etgen, Président, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Josée Lorsché et M. Dan Kersch) | M. Mars Di Bartolomeo (parole pour fait personnel) (interventions de M. Fred Keup et Mme Josée Lorsché) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8069 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Gilles Baum

Vote sur la motion 1 (adoptée)

3. 8108 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8108 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8067 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale

Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas

Discussion générale : Mme Diane Aehm | M. Dan Biancalana | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8067 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8182 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au droit de requérir de la part du Gouvernement des informations et des documents

8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

p. 07

p. 07

p. 15

p. 20

8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

p. 21

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182 : M. Roy Reding

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244 : M. Léon Gloden

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245 : M. André Bauler

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246 : M. Roy Reding

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247 : M. Mars Di Bartolomeo

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248 : M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Marc Spautz)

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249 : Mme Josée Lorsché

Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | M. Roy Reding | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 8069 – Projet de loi relative à l'accueil, à l'orientation, à l'intégration, à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés et à la création du Service

de l'intégration et de l'accueil scolaires et modifiant :

1^o la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2^o la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Moien u mam Projet de loi 8069 iwwert d'Afféiere vun engem Integratiouns- an Empfangsservice an de Schoulen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Wann een hei uewe steet an et ass ee Rapporteur vun engem Gesetz, da kënnt et emol vir, dass ee mengt, säi Gesetz, dat wier elo wierklech dat allerwichtigst. An ech muss Iech soen: Dat Gesetz, iwwert dat mer elo schwätzen, ass mir ganz, ganz wichteg. Et läit mir um Häerz, well et geet em d'Integratioun vun den auslännesche Kanner an eisem Schoulsystem. Et ass en Thema, wat ech an all deene Joren, wou ech am Beruff war, matgemaach hunn, doriwwer kéint ech stonnelaang mat Iech debattéieren. Ech wäert dat awer elo net maachen, ech wäert probéieren, mech

kuerzefaassen, well mer dës Woch scho vill um Programm haten an och weiderhin nach vill um Programm hunn.

Säit dem Enn vum 19. Joerhonnert ass d'Immigratioun, also de Fait, dass Leit op Lëtzebuerg wunne kommen, dass Leit op Lëtzebuerg schaffe kommen, e soziologescht Element aus eiser Geschicht. D'Aschouung vun den auslännesche Kanner ass ganz enk verbonne mat der Geschicht vun dem Lëtzebuurger Schoulsystem, dee sech stänneg enger ëmmer méi grousser internationaler Diversitéit upasse muss.

Obschonn och schonn an der Vergaangenheet eng ganz Rei Mesüren a konkret Moosname geholl gi sinn, fir d'Integratioun vun den auslännesche Kanner an eise Schoulen ze vereinfachen an ze verbesseren, waren der vill vun deene Mesüren net reglementéiert. Erlaabt mer op dëser Plaz awer e klenge geschichtleche Réckbléck:

Wéi gesot, Lëtzebuerg war ab dem Enn vum 19. Joerhonnert en Immigratiounsland. A lues a lues, mat der Zäit ass et e Land ginn, wou Leit aus aller Häre Länner beieneen an nientenee gewonnen, gelief a geschaff hunn. Ab de 50er- a 60er-Jore bis zum Pétrolsschock 1973 huet virun allem d'Siderurgie e ganz groussen Deel vun eisem Rächtum ausgemaach an natierlech och en Deel Main-d'oeuvre gebraucht.

Eis ekonomesch Entwécklung ass also Hand an Hand gaange mam Fait, dass Leit aus dem Ausland bei eis schaffe komm sinn, well mer eebe Main-d'oeuvre an der Siderurgie, awer och an der Landwirtschaft gebraucht hunn. Méi spët hu mer déi Leit gebraucht am Finanzwiesen, am Bau, wou mer wëssen, dass déi meescht Leit aus Portugal kommen.

Säit der Stolkris an de 70er-Joren hunn déi successiv Regierunge probéiert, d'Land op dem ekonomesche Plang méi breet, méi diversifizéiert opzestellen, fir net nëmme vun engem Secteur ofhängeg ze sinn. Nieft dem Bankesecteur an der Industrie gëtt hautdesdaags och vill op Hightech an op Recherche gesat. An och do, och an deene Beräicher brauche mer den Knowhow, brauche mer d'Kompetenze vu Leit, déi aus dem Ausland kommen.

Mir wëssen alleguer, dass an enger éischter Phas Familljen aus Italien op Lëtzebuerg schaffe komm sinn an och hir Kanner mat an d'Schoule bruecht hunn. A verschiddener vun deene Kanner oder souguer Kandskanner sëtze souguer haut bei eis an der Chamber.

(Interruption)

No der Revolutioun a Portugal koume vill portugisesch Famillje mat hire Kanner op Lëtzebuerg wunnen a schaffen. An et dierf een net vergiessen, dass och mat den europäeschen Institutiounen um Kierchbiereg vill aner europäesch Natiounen de Wee an eist Land fonnt hunn an och zum Deel an eise Schoulsystem.

De Balkankrich Enn den 90er-Joren huet eis virun eng nei Erausforderung gestallt, well vill Famillje mat hire Kanner aus Exjugoslawie bei eis wunne komm sinn. An och de massiven Afflux vu Leit aus Syrien, dem Irak an dem Afghanistan ab 2015 huet eise Schoulsystem virun nei Defie gestallt, well mir hei am Land mat deene Sprooch vum de Leit aus deene Länner, déi ech elo opgezielt hunn, awer net esou familiariséiert sinn, wéi mer et mëttlerweil zu Lëtzebuerg mat der italieenescher Sprooch a besonnesch mat der portugisescher Sprooch sinn. Vill vun de Leit aus deene Länner, déi ech elo opgezielt hunn, kennen eist Alphabet net a waren och vläicht ni an enger Schoul.

Mir wëssen alleguer: Mam Ufank vum Krich an der Ukrain si weider Leit mat hire Kanner, weider Flüchtlingen op Lëtzebuerg komm. An och si wëlle mer

esou gutt wéi et geet an eis Gesellschaft integréieren. An dat geet natierlech am beschten iwwert d'Schoul.

Dat si vill Defien, déi ganz vill Asaz verlaangen. An ech wëll op dëser Plaz emol eng Kéier allen Enseignanten an awer och allen Educateurs an Educatrices e grouse Merci soen, déi sech ëm dës Kanner en particulier, awer, ech mengen, ëm all eis Kanner an der Schoul ganz gutt bekëmmern. De Lëtzebuurger Schoulsystem spillt nämlech eng zentral Roll, fir deene jonke Mënschen eng fair Chance ze ginn, fir sech hei am Land ze integréieren, fir sech hei am Land eppes opzebauen a fir hei am Land ze reusséieren.

Am Joer 2022 huet Lëtzebuerg 645.000 Awunner gezielt, dovunner 47 % ouni Lëtzebuurger Pass. Déi meescht auslännesch Matbiereger kommen aus Portugal, Frankräich, Italien, der Belsch an Däitschland. Ronn 4.000 Kanner a Jugendlecher kommen all Joer mat hiren Elteren op Lëtzebuerg an integréiere sech hei an eise Lëtzebuurger Schoulsystem.

Och wann d'Regierung seit der Kreatioun vun den éischte Classes d'accueil an de 60er-Jore vill Efforten am Beräich vun der Integratioun ënnerholl hunn, sou muss een awer feststellen, dass d'Orientéierung vun den auslännesche Schüler haut nach vill ze oft au cas par cas, also ouni strukturéiert Demarche, geléist gëtt. Déi responsabel Acteure konnte bis ewell relativ fräi entscheiden, a wéi eng Klass d'Kand orientéiert ginn ass a wéi eng Zort Ënnerstëtzung et kritt huet.

Dobäi wësse mer mëttlerweil awer, dass eng ganzheetlech, eng holistesche Prise en charge vun den Élèves primo-arrivants ausschlaggebend ass fir hir schoulesch Reussite. Virun allem den Iwwergang vun der Grondschoul an de Secondaire oder d'Transitioun vun enger Integratiounsklass an eng regulär Klass erfuerderen eng intensiv Begleedung duerch professionell Acteuren.

E Wuert nach iwwer eis Sproochesituatioun hei am Land: Déi aktiv Populatioun – dat heescht, do sinn och déi Leit dran, eis Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen – besteet haaptsächlech aus Leit, deenen hir Mammesprooch net Lëtzebuergesch ass. 78 % vun de Leit op der Schaff schwätze Franséisch an d'Aarbechtsëmfeld gëtt ëmmer méi multilingue. 25 % vun de Leit mussen souguer véier Sprooch beherrschen. Déi englesch Sprooch ass mëttlerweil predominant am Bankewiesen an an der Economie. Sou geet et aus den Zuele vum Staterc ervir. De Phänomeen vun der Globalisatioun mécht aus eisem Land eng Plaque tournante vun der linguistescher a kultureller Diversitéit.

Mee dës Villfalt un Nationalitéiten, Sproochen a Kulture stellt eis Schoul natierlech oft viru grouss Defien! Ass eise Schoulsystem gutt opgestallt, fir allegueren déi nei Leit ze empfänken? A kënnen mer deene Kanner, kënnen mer deene Jonke fair Chancen op e gudden Diplom an eng gutt Ausbildung ginn? Genau mat dëser Fro huet sech den drëtten Nationale Bildungsbericht befaasst, deen d'Uni Lëtzebuerg zesumme mam SCRIPT am Joer 2021 virgestallt huet. Et wollt een ënner anerem erausfannen, wéi een Afloss d'Schoul op d'Entwécklung vun de sozialen Inegalitéiten hei am Land huet an ob et eventuell Schwächen an eisem Schoulsystem gëtt.

D'Resultater vun dëser Analys hu kloer gewisen, dass de sproochlechen an de sozioekonomesche Kontext vun de Schüler haut nach ëmmer en entscheidenden Afloss op de schoulesche Parcours vun deene Jonken huet. D'Performance vun de Schüler, déi weeder Lëtzebuergesch nach Däitsch doheem schwätzen an déi aus sozial méi benodelegte Famillje stamen, huet sech ausserdeem par rapport zum leschte Bildungsbericht vun 2018 net verbessert, si huet sech

verschlechtert. Wat speziell d'Compréhension écrite am Däitschen ubelaangt, hu sech d'Resultater vun de Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen oder aus ekonomesch méi aiséierter Famillje kommen, iwwert déi dräi lescht Joer verbessert, während sech d'Performance vu Kanner aus méi einfache Verhältnissen verschlechtert huet.

Den drëtten Bildungsbericht weist deemno ganz kloer, dass mer niewent de besteeënde Mesüren a Strukturen nach zousätzlech Moosname mussen ergräifen, fir géint d'Inegalitéiten an der Schoul virzoeen.

Mir dierfen net vergiessen, dass Familljen, déi nei op Lëtzebuerg kommen, mat enger ganzer Rei vun diversen Defie confrontéiert sinn. Dat ass emol d'Sich no enger Wunneng, d'Sich no enger Aarbecht, vläicht de Kaf vu Miwwelen, vun engem Auto, eng ganz Rei administrativ Demarchen an natierlech den Encadrement an d'Aschouung vun hire Kanner.

Vill Eltere fille sech heiansdo iwwerfuert an hunn net déi néideg Zäit, fir sech e Gesamtbild ze maachen iwwert dat, wat de Lëtzebuurger Schoulsystem unzebidden huet. De Choix fällt da meeschtens op déi Schoul a Betreieungsstruktur, déi am nooste bei der Wunneng oder der Aarbecht vun den Eltere läit, an net op déi Struktur, déi vläicht am beschten op d'Besoinen, d'Kompetenzen an d'Wënsch vum Kand ageet.

Fir den Eltere bei dëser wichteger Entscheedung ënner d'Äerm ze gräifen an hire Kanner déi beschméiglech Bildungschancen ze bidden, hunn d'Auteure vum Bildungsbericht zu der Kreatioun vun engem Service ressource am Beräich Accueil an Integratioun opgeruff. A genee dat, genee esou eng Struktur setze mer elo mat dësem Gesetzesprojet en place.

Fir déi Kolleegen an déi Kolleeginnen, déi sech fir d'Thematik vun der Integratioun interesséieren an och e bësse fir den historiesche Kontext: Déi kënnen dat ganz gären am Exposé des motifs noliesen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mam virleiende Projet de loi schafe mer eng legal Basis fir eng holistesche an differenziéiert Prise en charge vun alle Kanner, déi nei an eist Land kommen. Heimat ginn déi verschidden Etappen a Moosname fir eng gelonge schoulesch Integratioun an déi verschidde Lëtzebuurger Schoulen, sief dat de Fondamental, sief dat de Lycée oder sief dat d'Centres de compétences, reglementéiert, fir de Kanner en adequaten Accueil, eng richtig Orientéierung an déi passend Ënnerstëtzung fir hir Integratioun an eis Schoul unzebidden. D'Zil heivunner ass et, den Impakt vun de soziokulturellen Originen vun de Kanner op hire schoulesche Parcours zu Lëtzebuerg esou gutt et geet ze miniméieren.

Mat dësem Projet de loi schafe mer e Guichet unique fir den Empfang an d'Prise en charge vun alle Kanner, deenen hir Famill nei an d'Land kënnt: de Service de l'intégration et de l'accueil scolaires, kuerz SIA genannt. Dëse Guichet bitt den Elteren an hire Kanner all Informatiounen iwwert d'Offere vum Lëtzebuurger Schoulsystem souwéi iwwert déi nonformal Bildung gradewéi d'Hëllefsmoosnamen, déi een am Lëtzebuurger Schoulsystem ka kréien. Unhand vu verschiddenen Tester an Entretienen erstellt de SIA en Dossier iwwert déi individuell Situatioun vum Kand, dat natierlech am Accord mat de Leit, déi d'Autorité parentale ausüben – dat si jo meeschtens d'Elteren –, oder et kann awer och emol sinn, dass mer e groussjäreg Schüler do derbäi hunn.

No der Kreatioun vun dësem Dossier bitt de SIA den Elteren an de Schüler e Projet d'accueil un, deen de beschgtéegente Schoulparcours fir d'Kand oder de Jonke festleet an eventuell Hëllefsmesüren am Alldag ubitt. An deem Kader kënnen zum Beispill Cours

d'appui a vereenzelte Fächer, d'Participatioun un engem Cours d'accueil oder d'Aschoulung an enger Classe d'intégration pour élèves nouvellement arrivés proposéiert ginn.

Dëse Projet d'accueil ass en Dokument, wat zesumme mat der Schoul ausgeschafft gëtt, dem Lycée oder dem Centre de compétences, wou d'Kand oder dee Jonken higeet, a baséiert sech op seng Interessen, seng Besoinen, dat, wat e scho weess a wat e scho kann, seng Kompetenzen, awer och op dat, wat d'Eltere mengen, wat dat Beschit fir hiert Kand wär. Dëse Projet begleet d'Kand an de Jugendleche bis zum Enn vun der Integratiounsphas, déi maximal zwee Joer dauert. Spéitstens nom Enn vun dëser Phas soll d'Kand ouni weider Mesüeren an eng regulär Schouklasse kënnen goen.

Wichtig ze erwänen ass, dass d'Orientéierungs- an Hëllefsmesüre vun dësem Projet de loi fakultativ sinn. D'Eltere respektiv de volljäreg Schöler kënnen fräi wäelen, ob si dovunner Gebrauch maache wëllen oder net. Ausserdeem kann de Projet d'accueil aus dem Dossier vum Schöler zu all Moment opgeléist ginn. An émgedréint besteet och d'Recht op eng Prise en charge an e Projet d'accueil. Während zwee Joer, wou d'Kand am Land ass, kann deen nach ugefuerdert ginn, wann en net direkt gemaach ginn ass.

Niewent enger individueller Prise en charge proposéiert de SIA och eng enk Begleedung während den éischten zwee Joer. Dat wat d'Kand an der Schoul bäiléiert, gëtt reegelméisseg a sengem Projet d'accueil evaluéiert, fir dass d'Kand sech gutt an eisem Schoulsystem integréiere kann an dass et progresséiere kann. Dëse Projet d'accueil kann zu all Moment ugepasst ginn, fir dem Kand déi optimal Énnerstëtzung unzébidden an zoukommen ze loosse.

Als neie Service begleet de SIA souwuel d'Schoulen am Fondamental an am Secondaire wéi och d'Centres de compétences an hirer Missioun, fir d'Kanner optimal an eise Schoulen ze integréieren, a baut e Réseau vu Professionellen am Beräich Accueil a schoulesch Integratioun op.

(Interruption)

De SIA soll d'Schoulen och bei der Promotioun vun der Interkulturalitéit énnerstëtzen, dat zum Beispill bei der Organisatioun vu pedagogesche Projeten an am Kader vun der Mediation. Innerhalb vum SIA gëtt et e Conseil consultatif, deen als Aufgab huet, d'Entwécklungen an d'Besoinen am Beräich Accueil an Integratioun ze suivéieren.

Zu gudder Lescht wëll ech nach kuerz op d'Avis vum Staatsrot, der ASTI an der Staatsbeamtekummer agoen.

Souwuel d'ASTI wéi d'Staatsbeamtekummer begréissen d'Aféierung vum neie SIA a sinn der Meenung, dass dëse Service eng reell Plus-value fir den Accueil an d'Integratioun vun auslännesche Schöler duerstelt. Si begréissen, dass Familljen, déi nei op Lëtzebuerg kommen, an Zukunft vun Ufank un eng enk Begleedung proposéiert kréien an iwwert de vaste Choix vun eiser Bildungslandschaft informéiert ginn.

D'ASTI lueft ausserdeem, dass déi nei Approche zu méi Bildungsgerechtheet an eise Schoule féiert an dass d'Eltere méi Responsabilitéit iwwert de schoulesche Prozess (veuillez lire: de schoulesche Parcours) vun hirem Kand kréien. D'Staatsbeamtekummer begréisst dann och nach, dass d'Integratiounsperiod vun de Schöler op zwee Joer limitéiert ass, mam Zil, déi Jonk esou schnell wéi méiglech an den normale Schoulsystem ze integréieren.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Opposition-formellen, déi mer no den Amendementen vum Educatiounsministère nees opgehewen hunn.

Wéi gesot, fir weider Detailler verweisen ech op de Rapport. An ech wéilt op dëser Plaz awer ganz gären dem Här Reding an dem Här Assua e grouse Merci soen, déi eis während der ganzer Zäit, wou mer un deem Projet hei geschafft hunn, begleet hunn. E grouse Merci hinnen!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn haut wierklech houfreg, Rapportier vun dësem wichtige Gesetz d'ärfen ze sinn, mat deem mir eis éffentlech Schoulen an eis Lycéeen nach méi kulturell a sozial gerecht maachen. Mat faire Start- a Bildungschancé garantéiere mir, dass all Kand an all Jonken zu Lëtzebuerg an der Schoul ka reusséieren, egal wat seng Originne sinn an egal wat fir eng Sproochen dass en doheem schwätzt. Déi nei strukturéiert an holistesche Approche am Beräich vum Accueil an der Integratioun erlaabt eis, dem Schöler mat engem Migratiounshannergrond eng méi konsequent Énnerstëtzung, eng méi passend Orientéierung an e méi individuelle Suivi ze offréieren.

Ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelachtert hutt, an ech ginn zu dësem Moment och schonn den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gilles Baum.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Ech sinn e bësse méi grouss wéi den Här Baum, dofir muss ech d'Pult e bessen eropmaachen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci dem honorabele Gilles Baum fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëfleche Rapport. Dat mécht engem et duerno scho méi einfach, da kann een awer esou munches ewechloossen. E war effektiv ganz, ganz ausféierlech.

Ech wëll awer och den Auteure vum Projet de loi, esou wéi en deposéiert gouf, villmools Merci soen, well, den Här Baum huet et och gesot, am Exposé des motifs ass wierklech e ganz ausféierlechen Historique vu 60 Joer Educatiounspolitik, verbonne mat deem groussen Challenge vun der Integratioun vu Kanner a Jonken, déi eréischt kierzlech hei am Land ukomm sinn. Ech wëll awer och en ofschléissende Merci un de Claude Feyereisen aus der Fraktioun schécke fir seng Énnerstëtzung beim Ausschaffe vu menger Ried.

Ech mengen, jidderee vun eis huet am Laf vu senger schoulescher Karriär Kanner begéint, déi eréischt kierzlech hei am Land ukomm waren an der Sprooch net mächtig waren. Ech war Mëtt den 80er-Joren an der Primärschoul. Et ass och een op der Tribün, deen ech och do an där Zäit begéint hunn: den Här Reding. An ech hat och e Kolleeg an der Klass, deen eréischt kierzlech mat sengen Elteren aus Portugal ukomm war. Weeder hien nach seng Elteren hunn eis Sprooch geschwat a si hu se souguer och emol net verstanen. A vun dohier war de schoulesche Parcours vu virera schonn net ganz einfach.

Wéi an deene meeschte Fäll hunn och deemools seng Elteren allen zwee de ganzen Dag misse schaffen, fir eng Chance ze hunn, am Grand-Duché Fouss ze faassen. An domat war weider keen do, deen hie konnt encadréieren an deen him bei den Hausaufgaben konnt hëlfe. Hien ass éfters emol mat bei eis heemkomm a mir hu probéiert, zesummen Hausaufgaben ze maachen, woubäi et dann am Ufank awer och guer net einfach war mat der Kommunikatioun,

well mat siwe Joer war mäi Portugisesch och elo net esou ganz fléissend.

(Hilarité)

D'Konsequenz war, dass mäi Kolleeg am Schoulsystem duerchgerecht ginn ass, obwuel et e mega kompetenten a clevere Bouf war. Et ass immens schued. Ech kann Iech awer berouegen: Hien huet duerno säi Wee fonnt an och säi Wee gemaach an et ass haut e glécklechen an zefriddene Mënsch. Hien hätt awer wuel nach ganz aner Méiglechkeete gehat, wann de Schoulsystem hie besser hätt kënnen opfänken.

Dowéinst ass d'Zil vum Projet de loi, iwwert dee mir haut hei diskutéieren, richtig a wichteg, zemoos wann ee weess, dass all Joer 2.000 nei Schöler an der Grondschoul ukommen an 2.000 weiderer am Secondaire. Nei Schöler selbstverständlech, déi eréischt rezent hei am Land ukomm sinn; op déi ganz Detailler ass de Gilles Baum jo och a sengem Rapport agaan, soudatt ech dat net muss maachen. En huet och weider Detailler erzielt, mee ech wëll awer just e puer Punkten nach eng Kéier eraussträchen.

Ech mengen, mat deem Gesetz hei gëtt eng legal Basis fir d'Accueilmesüre fir d'Élèves nouvellement arrivés geschaaft. Et gëtt e Service de l'intégration et de l'accueil scolaires, SIA, geschaaft, deen dem Educatiounsministère énnersteet, an et gëtt eng Prise en charge systématique fir d'Élèves nouvellement arrivés agefouert. De SIA proposéiert de Schöler, déi frësch am Land ukomm sinn, Moosnamen an de Beräicher vum Accueil, der Orientatioun, der Integratioun an der Begleedung an der Schoul. All Schöler kritt eeben och en individuelle Projet d'accueil, deen en appropriéierte schoulesche Parcours soll opzeechen an deen och eventuell Hëllef virgesäit am Schoulalldag. Donieft bitt de SIA och eng Prise en charge individuelle mat engem noe Suivi.

Déi concernéiert Schöler kënnen dann zwee Joer vun dëse Mesüre profitéieren, fir da fit ze sinn, fir am Schoulsystem eens ze ginn. An dëst ass e ganz wichtige Punkt, dofir deposéieren ech dann och eng Motion heizou. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que le système éducatif luxembourgeois est marqué par l'hétérogénéité sociale, linguistique et culturelle de ses élèves ;*

– *considérant qu'annuellement quelque 4.000 enfants, adolescents et jeunes adultes intègrent le système éducatif luxembourgeois au cours de leur parcours scolaire ;*

– *considérant que le projet de loi vise à améliorer et à systématiser les mesures d'accueil et d'intégration scolaires ;*

– *constatant que le suivi de tout élève « nouvellement arrivé » – d'après la définition du projet de loi – dans les écoles et lycées est assuré pendant deux ans,*

invite le Gouvernement

– *à procéder, dans un délai de trois ans*

• *à une évaluation globale du dispositif pour l'accueil et l'intégration scolaires des élèves « nouvellement arrivés » ;*

• *à une évaluation spécifique du niveau d'intégration qu'ont atteint les élèves « nouvellement arrivés » un an après la fin de leur prise en charge,*

– *à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation du dispositif afin d'améliorer la prise en charge des élèves concernés.*

(s.) Max Hengel, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hengel.

M. Max Hengel (CSV) | Kolleginnen a Kollegen, dëst ass wierklech bal de kruziale Punkt vun dësem Projet. Dofir deposéieren ech eeben déi Motioun fir ze soen, datt mer sollten no dräi Joer eng Evaluatioun maachen, well da sinn d'Schüler jo zwee Joer duerch d'Mesüre gelaf a si waren ee Joer am System dran, soudatt een an dräi Joer kéint gesinn, wéi fruchtbar et ass, an noutfalls eebe kéint upassen. Well ech mengen, et kléngt um Pabeier gutt a mir wäerten de Projet och matstëmmen, mee et ass eis awer och wichteg, datt da wierklech gekuckt gëtt, ob déi Mesüeren och wierklech gräifen oder ob ee muss upassen. An ech wär frou, wann déi Motioun da géif eng breet Ënnerstützung kréien.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | De SIA gëtt doriwwer eraus, fir nach eng Kéier drop zrëckzekommen, och e Service ressource fir d'Grondschoolen, d'Lycéeën an d'Kompetenzzentren. A laut den Auteurs vum Projet ass de SIA och eng Reaktioun op ganz vill Recommendatiounen, déi vu bannen a vu bausse komm sinn, wat nach wichteg wär, wat eng richteg Fërderung wär fir eise Schoulsystem.

De Staatsrot war an engem éischten Avis e bësse méi kritesch. En huet eng Rei Remarque gemaach an och Opposition-formellen, notamment wat d'Definitiou vum „élève nouvellement arrivé“ ass. Doropshi gouf et eng ganz Rei vun Amendementen, soudatt de Staatsrot a sengem zweeten Avis keng Oppositioun méi hat.

De Gilles Baum ass och schonn op den Avis vun der ASTI agaangen, déi generell ze fridden ass, well den Accueil eebe vu deene Schüler via Gesetz strukturéiert gereegelt gëtt, Lëtzebuerg sech och domadder selwer als ...

(Interruption)

... Immigrationsland gesäit an de Projet de loi d'Interkulturalitéit als een zentraalt Element vun eisem Schoulsystem gesäit. D'ASTI bedauert awer, datt eeben de Succès vum Accueil a vun der Integreatioun vun dese Schüler ofhängeg ass vum Engagement vu villen Acteuren, Enseignanten, Lycéesdirekteren, Elteren, Gemengen.

An dësem Kader wëll ech och wierklech nach eng Kéier drop agoen – den Här Baum huet et och gemaach –: Et ass an der Vergaangenheet scho ganz vill ganz gutt Aarbecht geleescht ginn. D'Leit um Terrain hu ganz vill geschafft fir ze probéieren, déi Schüler wierklech gutt mat duerchezuhelen. An dofir wëll ech hinne Merci soen.

Sou, ech mengen, ech kann elo relativ gutt ofkierzen, well meng Zäit ass och schonn souwäit ofgelaf. Ech hat zwar nach d'Motioun, dat heescht, ech hunn nach e bësse Wach.

Ech wëll nach op ee Punkt agoen, wat den Här Baum och gesot huet: Am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics seet si sech averstanen, datt déi Integratiounsperiod vum Schüler maximum zwee Joer soll daueren, freet sech awer zäitgläich, ob et duergeet. Dat heescht, och dat ass erëm eng Kéier en Argument fir eis Motioun, fir ze soen: Kommt, mir kontrolléieren et, ob et och wierklech duergeet. Am Noutfall passe mer dat dann un.

Ofschlëssend soen ech Iech da Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech muss mech awer entschëllegen, datt ech relativ séier elo fort muss – wann nach Remarken zur Motioun kommen, wäert d'Madamm Hansen dofir fir eis Fraktioun Stellung bezéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur Gilles Baum fir seng ausféierlech Explikatiounen. Bildungspolitik muss den Usproch hunn, fir Chancégerechtkeet ze schafen. Zeg Etüde weisen awer, datt dat zu Lëtzebuerg trotz allen Efforten net respektiv nach net de Fall ass. A grad Schülerinnen a Schüler mat auslänneschen Originen hu ganz dacks méi Schwieregkeeten an der Schoul wéi Lëtzeburger Kanner. Zweek Drëtzel vun de Kanner, déi haut ageschoult ginn, schwätze kee Lëtzebuergesch doheem. A wann d'Kanner och nach aus engem defavoriséierte Milieu kommen, sinn déi schoulesch Schwieregkeete virprogramméiert.

Eis Méisproochegkeet ass eisen Atout a mir mussen alles drusetzen, fir se ze erhalen. Dat bedeit awer, datt mer u ganz ville Schrauwe mussen dréinen, fir der Hyperdiversitéit vun eiser Schülerpopulatioun Rechnung ze droen, zemoos well déi Diversitéit jo éischerter nach zou- wéi ofhuele wäert. De Schoulsystem kann also net beim Status quo bleiwen.

An de leschten zéng Joer huet d'Regierung d'Bildungs-offer considerabel ausgeweit mam Zil, wa méiglech alle Kanner a Jonken e Bildungswee unzebidden, dee bei se passt. Ech denken an d'Europaschoulen, natierlech, déi jo ganz vill Zoulaf hunn. Wann ech richteg verstanen hunn, ass d'Evaluatioun vum Unterrecht virum Enn vun der Summervakanz awer net disponibel, wat natierlech schued wier.

Vill Familljen, déi nei an d'Land kommen, wëssen awer net gutt Bescheid, wéi déi schoulesch Offer ausgesäit. Ganz ofgesi vun deenen neien agreeierten Europaschoulen ass déi ganz Offer jo och wierklech net einfach ze verstoen, mat all deenen neie Sektouren zum Beispill, mat den ënnerschiddleche Perspektiven a Méiglechkeeten. Och d'Lëtzeburger Elteren a Schüler hu schonn heiansdo Problemer, fir dat alles ze verstoen.

Dofir spillt fir eis als LSAP d'Orientéierung eng zentral Roll, fir d'Kanner an hir Familljen individuell begleeden ze kënnen. An dofir begrësse mer natierlech dese Gesetzesprojet! Dat ass kloer. Déi nei Administratioun SIA soll d'Prise en charge vun alle Schülerinnen a Schüler, déi nei an d'Land kommen, verbessern. Si gëtt restrukturéiert. Mee och déi individuell Betreuung an Orientéierung soll also opgewäert ginn. Dat begrësse mer zu 100 %.

Mam Projet d'accueil kritt déi individuell Begleitung e kloer Kader. Et ass och positiv ze bewäerten, datt déi verschidde concernéiert Acteuren – Elteren, Enseignanten, sozioedukatiivt Personal – an d'Prozedur matagebonne ginn. Och de Guichet unique ass ganz kloer eng gutt Saach. Woubäi natierlech och schonn eng Maison de l'orientation existéiert, déi an de leschte Jore jo och vill Moyene krut, och opgestockt gouf. Fonctionnéieren déi zwou Strukturen, also d'Maison de l'orientation an de Guichet unique vun dem SIA, mateneen? Wa jo, wéi gesäit dat konkret aus? Dat géif eis interesséieren.

Dann ass natierlech all Initiativ, all Gesetz nëmmen esou gutt wéi d'Ressourcen, déi fir d'Ëmsetzung zur Verfügung gestallt ginn. Gëtt et där genuch? Mir kenne jo d'Problemer vun der Penurie am Enseignement an och am sozioedukative Beräich. Ass de Secondeaire ekipéiert?

D'Begleitung soll – an dat ass schonn e puermol ugeschwat ginn – just zwee Joer daueren. Wat geschitt duerno? Wat geschitt, wann e Kand aus ënnerschiddlechen Ursache méi laang brauch an nach

net prett ass fir eng normal Klass, fir den normalen Unterrecht?

An dann nach eemol zrëck zu den Europaschoulen, wou den Observatoire de la qualité scolaire jo festgestallt huet, datt d'Kanner, déi do opgeholl ginn, e relativ héije sozioekonomesche Status hunn. Wéi wëllt de Ministère sécherstellen, datt déi Schoulen och an Zukunft fir all Kanner accessibel sinn a bleiwen – aus alle Gesellschaftsschichten? Sinn d'Critères d'admission transparent genuch? A wat ass mat der Berufsausbildung? Déi gëtt et do jo nach net. Ass dat awer ugeduecht?

Här President, d'LSAP begrësst, datt an dësem Gesetz verankert gëtt, datt all schoufflichteg Kand, dat an d'Land kënt, e Recht op d'Mesures d'accueil et d'intégration scolaires kritt. Dat ass absolutt néideg. Dat ass ganz am Sënn vun der Chancégerechtkeet, déi fir meng Partei eng Prioritéit ass!

E staarke Staat huet d'Flicht, all Kand optimal Viraussetzung fir eng erfollegräich schoulesch Karriär a berufflech Perspektiven ze bidden, egal wou et hierkënt! Dofir muss mer d'Kanner do ofhuelen, wou se sinn. Mat dësem Projet maache mer also e grouse Schratt, e wichtege Schratt an déi richteg Richtung a mir sollen eis awer eeben och nach intensiv dermat beschäftegen, wat no deenen zwee Joer soll geschéien, wann d'Kanner net esou fonctionnéieren, wéi de System et wëllt oder d'Gesetz et virschreift.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. Da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur Gilles Baum huet den Historique vun der Immigratioun schéi beschriwwen. Am Laf vum 20. Joerhonnet virun allem ass Lëtzebuerg zu der Heemecht vu ville Mënschen aus der ganzer Welt ginn an dorop kënnen mer houfreg sinn.

Eis grouss Diversitéit beräichert jo net just eise gesellschaftlechen Alldag an eis Economie, mee och d'Kultur, de Sport, d'Veräinsliewe bis hin zur Noperschaft. A wann de Max Hengel hei erzielt, dass en Hausaufgabenhëllef ginn huet fir portugisesch Kanner, kann ech och aus menger Kandheet erzielen. Mir hu bei italieenesche Leit gewonnen. An ech hu scho mat aacht Joer geléiert, wéi een deene kann zur Sait stoen, véier klenge Kanner, fir datt se an der Schoul reusséieren. An dat sinn Erënnerungen, déi een ni vergësst.

Déi grouss Diversitéit weist sech natierlech och an eise Schoulen. Si stellt eise Schoulsystem zanter Joerzéngte viru grouss Erausforderungen a si spigelt sech natierlech och an de Gesetzter zrëck, déi mer an der Lescht hei gestëmmt hunn. An dat waren der eng Hellewull. Se si ganz oft op d'Diversitéit ausgeriicht an op den Émgang mat eise Primo-arrivanten an all Defien, déi domat verbonne sinn. Esou och dese Projet de loi, an deem et jo prioritär drëms geet, de schouleschen Accueil an déi schoulesch Orientéierung vun deene 4.000 Kanner a Jonken – dat sinn der vill –, déi Joer fir Joer nei op Lëtzebuerg kommen, ze verbessern.

Dat ass ganz sécher net vu Muttwëll, well och wann all immigréiert Kand a Jonke bis haut eng Plaz an eise Schoule fonnt hunn, sou waren d'Qualitéit an den Oflaf vum Accueil éischerter dem Zoufall iwwerlooss. Virun allem huet d'Orientatioun vun immigréierte schoufflichtege Kanner a Jonken dovun ofgehaangen, wéi staark eenzel Gemengeservicer um Accueil

vu Flüchtlingsfamillje bedeelegt gi sinn a wéi grouss hiren Informatiounsstand war. Ech denke virun allem un d'Schoulservicer vun de Gemengen, well et sinn normalerweis si, bis haut, déi d'Orientéierung vu Primo-arrivanten an déi eng oder aner Grondschoul vun der Gemeng zum gudden Deel zesumme mat den Direktiounen, zesumme mam Schäfferot a mat de Schoullkommiteeën ofschwätzen, allerdéngs ouni déi néideg Informatiounen ze hunn, wat de kulturellen a sproochlechen Hannergrond vun deene Kanner betrëfft an och ouni hiren individuelle Fërderbedarf ze kennen.

Am Secondaire gëtt et zwar eng Maison de l'orientation, déi d'Schülerinnen an d'Schüler soll orientéieren, wéi den Numm et seet, mee och hir feelt et bis haut u klore Prozeduren a Missiounen, wat d'Integratioun vu jonke Flüchtlingen an den Enseignement secondaire ugeet respektiv och den Iwwergang vum Primaire – vum Fondamental, wéi mer haut soen – an de Secondaire.

Mat der Kreatioun vum Service de l'orientation et d'accueil scolaires ginn déi ganz Orientéierung an den Accueil net méi dem Zoufall iwwerlooss an dozou gehéieren och déi ganz Ënnerstützungsmoosnamen, déi hei organiséiert ginn. D'Moosnamen an d'Prozeduren, mee och d'Zusammenaarbecht mat Schoulen an Direktiounen sinn eng gutt Saach. Déi ginn och strukturéiert, ganz kloer, a si kréien och eng legal Basis, woumat se dann e feste Piliere vun eisem System ginn.

Dës harmoniséiert Approche ass an eisen Aen och ganz am Sënn vun der Égalité de traitement vun alle Kanner a Jonken, déi nei an d'Land kommen a vun enger eenheetlecher a gläichberechtigter Ënnerstützung kënnen profitéieren, onofhängeg dovun, a wéi enger Gemeng se opgeholl ginn oder wunnen.

Datt d'Integrationsperiod, déi och elo schonn e puermol ernimmt ginn ass, sech op zwee Joer soll limitéieren, fanne mer ganz richtig, well wat e Kand méi séier am reguläre System beschoult ka ginn, wat säi Grondrecht op Inklusioun besser respektéiert gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Zil muss et jo sinn, d'Diversitéit zur Normalitéit ze maachen. A fir déi Normalitéit ze erreechen, ass et wichteg, den immigréierte Kanner esou fréi wéi méiglech d'Chance, mee och d'Sécherheet ze ginn, voll a ganz derzougeheieren, amplatz datt se sech awer e bësse wéi e Spezialfall fillen, dee regelméisseg Evaluatiounen muss ausgesat ginn, esou wichteg wéi se am Ufank och sinn.

Fir datt dëst Grondrecht vun de Kanner a Jonken op Inklusioun ouni Wenn und Aber Realitéit ka ginn, brauche mer allerdéngs net just e Service de l'orientation et de l'accueil scolaires mat all de Missiounen, déi dese Service kritt, mee virun allem brauche mer e Schoulsystem mat engagiertem a kompetentem Personal, dat weess, wat Inklusioun an der Praxis bedeit.

Doriwwer eraus brauche mer Schoule mat gudden Aarbechtskonditiounen, an déi kënnen nëmme garantiéiert ginn, wa genuch kompetent Personal um Terrain an de Reegelklasse schafft. Genuch Personal erlaabt et nämlech, e geziilten individuelle Encadrement vun de Flüchtlingskanner op d'Been ze stellen, ouni datt dës Kanner aus hirer Klassegemeinschaft oder souguer aus hirer Wunngeigend isoléiert musse ginn. Si musse ganz einfach derzougeheieren, wéi ech gesot hunn, an dofir solle staatlech Klasse fir immigréiert Kanner déi absolutt Ausnam bleiwen, esou wichteg wéi se och a gewëssene Fäll sinn. Mir haten de Fall vum Krich an der Ukrain, wou et net anescht gaangen ass. Dat stelle mer guer net a Fro.

Dir Dammen an Dir Hären, Inklusioun a Bildungsrechtgeeket, dat ass de Geescht vun dësem Projet de loi an et wäert och eng vun de gréissten Erausforderungen an der Bildungspolitik vun der Zukunft bleiwen. Domat ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun ganz gären a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och un de Reporter, de Gilles Baum, fir säi Rapport. Mir hunn effektiv hei am Land d'Hallschent vun den Awunner, déi Auslänner sinn. Mir hunn eng immens, immens staark Immigratioun gehat. Oft gëtt da geschwat vun demografeschem Wandel, mee wien „demografesche Wandel“ seet, dee mengt am Fong am Endeffekt dat, wat een och „eng massiv Immigratioun“, „eng Massenimmigratioun“ kann nennen, an déi féiert zu deene Problemer, déi mer hunn. An déi Problemer sinn elo grad ugeschwat ginn. Hei ass gesot ginn, datt Diversitéit bedeit Erausforderung. Dat heescht am Fong esou vill wéi: Diversitéit ass e Problem. An ech soen dat direkt hei: Wann een e Choix huet tëscht Diversitéit an Integratioun, da wielen ech ganz sécher d'Integratioun op déi laang Dauer, well dat de Kanner an der Gesellschaft an eis allegueren zeguttkënn.

Mir hunn elo hei effektiv onwarscheinlech Zuelen, déi och genannt gi sinn: alljoers 2.000 Schüler, déi an d'Schoul kommen an déi net hei gebuer sinn, mee déi aus dem Ausland nei op Lëtzebuerg kommen, am Alter vun 10, 12, 14, 15 Joer. 2.000 allkéiers an d'Primärschoul, all Joer, 2.000 an de Lycée, all Joer. Dat ass enorm!

An ech stelle mer einfach och d'Fro emol eng Kéier – do si vläicht Leit, déi gezwonge sinn heihinnerzekommen, woubäi ech net weess, wou mir Lëtzebuerg jee eng Kéier ee gezwongen hätten, op Lëtzebuerg ze kommen –, mee ech stellen awer emol d'Fro einfach esou an de Raum: Ass dat räsonabel, wann ee mat Kanner, déi an der Schoul sinn, 10, 12, 14 Joer hunn – do ass et jo schonn oft schwierereg genuch, wann een d'Gemeng wiesselt, fir en neit Ëmfeld opzebauen –, ass et do räsonabel, an en anert Land wunnen ze goen? Ech mengen, jiddwereen, deen hei Kanner huet, dee weess dat. A wann een elo einfach zu engem géif soen: „Hei, ma da géi emol a Pole wunnen an da kucks de, dass de do eens gësst!“, dat ass ganz, ganz, ganz schwéier!

(Brouhaha)

An ech stelle mer einfach déi Fro, ob een déi Leit net soll eng Kéier wierklech och emol oplären: „Hei zu Lëtzebuerg sinn d'Reegelen esou. A Lëtzebuerg ass villen net einfach“, dat ass och gesot ginn, „et ass schwierereg, Logementer ze fannen, et ass schwierereg, eventuell eng Aarbecht ze fannen. Mir hunn eng Sproochesituatioun, déi extreem komplex ass. Iwwerleet Iech gutt, ier Der heihinnerkommt, ...“

(Interruption par M. Dan Kersch)

... ob dat wierklech dat ass, wat Der wëllt!“

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR) | Duerno wannechgelift. Jo, merci, Här President, dat maache mer duerno!

Dat ass awer eng Fro, déi een eng Kéier muss stellen. Et gëtt jo kee gezwongen, heihinnerzekommen. Elo sinn awer Leit, déi kommen heihinner, dat ass d'Realitéit.

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, dierf den Här Kersch Iech eng Fro stellen?

M. Fred Keup (ADR) | Ech hu gesot: Duerno!

M. Fernand Etgen, Président | Ok.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | En aneren Toun, wannechgelift!

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat hutt Der gëschter och scho gesot zum President. Mee mat Iech huet jo keen elo geschwat!

(Exclamations)

Voilà! Ech mengen, dat ass awer ganz ...

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Keup huet elo d'Wuert. An de Moment huet elo soss keen d'Wuert wéi den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass net un Iech elo hei, fir mech zurechtzewisen. Dir sidd net President. Dir sidd hei normalen Deputéierten an der Chamber.

Une voix | Jo, jo, jo.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Här Keup, Dir hutt am Fong geholl net deenen aneren Deputéierten ze soen, wat se ze maachen hunn a wat se net ze maachen hunn!

M. Fred Keup (ADR) | Si hu mech provoziert.

M. Fernand Etgen, Président | Dat ass eng Missioun, déi ass dem President iwwerlooss.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Ënnerstellunge kënn Der och si loossen!

M. Fred Keup (ADR) | Wat gelift?!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Dir hutt dat net gär, wann een eng aner Meenung huet wéi Dir!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Nee, nee ...

M. Fred Keup (ADR) | Mee ok, ech maachen awer elo weider. Ech hunn Iech och net ënnerbrach, dann ënnerbricht Dir déi aner Leit och net!

Sou, ech kommen heiroz zréck. Ech mengen, et ass ganz einfach esou, dass dee Problem do ass, dass immens vill Leit an eise Schoulsystem kommen, an déi hunn et effektiv net einfach. Duerfir fannen ech dese Projet och am Grond gutt fir ze soen, hei, mir mussen deenen iergendwéi ënnert d'Äerm gräifen, mir mussen déi besser informéieren, fir dass se sech esou gutt wéi méiglech hei zurechtfannen.

Et muss een awer och eng Kéier kucken, wéi d'Integratioun hei am Land fonctionéiert oder fonctionéiert huet, och iwwert déi lescht 100 Joer. Gréisstendeels ass dat eebe geschitt dank der Schoul, wou d'Leit zesummekommen, wou se zesummen d'Sprooch geléiert hunn, eis Dräisproochgeeket, wou se zesumme Lëtzebuergesch geléiert hunn. An dat ass och gréisstendeels geschitt!

An och ganz vill Kanner vun Auslänner – an ech kennen der selwer and a menger Famill, déi am Fall sinn, a jiddwereen kennt der, an hei sinn der och an der Chamber, déi am Fall sinn –, ganz vill hunn dat ouni Problem gemaach. Si krute gehollef. Si ware fläisseg. Si wollte Leeschtung bréngen. Si haten de Wëllen. Si kruten och vun den Eltere gehollef. Och wann déi emol näscht verstanen hunn, och do ass et Fäll ginn, wou een de Kanner konnt hëllef. An dat huet geklappt. Duerfir wieren ech mech och hei dergéint, fir dat ëmmer einfach esou dohinnerstellen, wéi wa

Kanner vun Ausländer hei automatesch géife benoeddelegt ginn. Dat stëmmt esou net!

An et huet geklappt dann dréttens och dank dem Wëlle vun de Lëtzeburger, déi higaange sinn an déi Méiglechkeete ginn hunn, fir sech hei ze integréieren an der Schoul an och ronderëm. Mir mussen eis awer ëmmer bewosst sinn, dass Integratioun en iwwergenerationelle Prozess ass an dass et normalerweis eréischt an der zweeter Generatioun ass, wou dat seng Friichte richtig dréit.

Mir hunn hei, wéi gesot, immens vill Zouwanderung an eise Schoulen. An Däitschland gëtt emol heiansdo gesot, dass, wann een an enger Klass iwwer 30 % Kanner huet, déi Netmammesproochler sinn, déi aus der Migratioun kommen, iwwer 30 %, dass dann den Niveau drastesch erofgeet, och fir déi aner Kanner. Dat ass iwwerregens eppes, wann Der hei d'Leierpersounal frot, wat déi Iech och kënnen bestätegen.

Et ass also e grondsätzleche Problem a wa mer déi staark Zouwanderung net gebremst kréien, da wäerte mer an der Schoul och weiderhin déi Problemer hunn an da wäerte mer hannendurafe mat esou Projekte wéi deen heiten, déi net ëmmer ganz gutt sinn.

Ech war jo kuerz ënnerbrach ginn, ech mengen, ech hunn nach e bëssen Zäit.

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Dann ass ëmmer gesot ginn: „déi gerecht Schoul“. Jo, „gerecht Schoul“ heescht gerecht, mee wat mer maachen am Moment, ass net gerecht! Ech erënnere drun: An deenen Europaschoule léieren d'Kanner manner Sproochen. Ech erënnere drun: An den Europaschoule maachen d'Kanner hir Première e Joer éischter, scho mat 18 Joer. Si mussen e Joer manner an d'Schoul goen. Dat ass alles net gerecht!

A wa mer wëllen eppes maachen, da mussen mer och d'Schoul méi iwwersiichtlech maachen, de Schoulsystem. Da mussen mer d'Zensuren erëm méi iwwersiichtlech maachen. An da mussen mer déi Zersplitterung vun eisem Schoulsystem stoppen.

An elo kënn awer den Haaptpunkt, firwat mer hei mussen dergéint stëmmen, och wann an deem Projet hei ganz vill Saache sinn, déi effektiv ganz gutt sinn. Mee eppes kënnen mer net akzeptéieren, an dat ass déi Situatioun, déi och d'Staatsbeamtekummer an hirem Avis ugeschwat huet: Do geet et ëm d'Sprooch vun deene Leit, déi an deem SIA duerno sollen ugestallt sinn, an do gëtt verlaangt, dass se just eng Sprooch vun deenen dräi administrative Sprooche kënnen an deelweis dat souguer ... Et steet souguer en Niveau derbäi: B2. B2, wat elo wierklech net den Topp ass! Dat heescht, eng Sprooch vun deenen dräi an déi och nach net ganz gutt. Dat ass einfach eppes, wat mer net kënnen akzeptéieren. Mir soen ëmmer: Een, dee fir de Staat hei zu Lëtzebuerg schafft, een dee vum Staat bezuelt gëtt, dee soll och déi dräi administrativ Sprooche kënnen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da kritt den Här Kersch d'Wuert an duerno d'Madamm Lorsché, fir Iech nach eng Fro ze stellen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt den Här Keup froen – et huet e bëssen esou geklongen, wéi wann eng ganz Rei Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, sech dat vläicht besser sollten iwwerleeën, well se wierklech misste wëssen, dass hir Kanner eventuell hei an der Schoul géife Problemer kréien –: Kënn Der Iech virstellen, Här Keup, dass eng ganz Rei Leit, déi déi Decisioun huelen, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen, dat net maachen einfach aus Spaass un der Freed, mee dass se dat

maachen, well se ënner anerem hire Kanner wëllen nei Perspektive bidden?

Une voix | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | An ech weess, vu wat ech schwätzen. Meng Mamm ass och ganz jonk aus Italien hei op Lëtzebuerg komm. De Problem fir si, fir sech hei ze integréieren, dat war net onbedéngt de Fait, dass se an der Schoul Problemer begéint hätt. Mee de Problem, dee se hat, dat war, dass se vill Leit begéint huet, déi déi nammlecht Theorië vertrueden hu wéi Dir, a wou se gespuert huet, dass se hei net wëllkomm war. Dat ass de Problem, an net dat, wat Dir hei beschriwwen hutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch.

M. Fred Keup (ADR) | Ech weess elo net, wou d'Fro ass, mee ech géif Iech awer drop äntwerthen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn Iech gefrot, ob Der Iech vläicht kënn virstellen, dass dat esou ass!

M. Fred Keup (ADR) | Maja, lauschtert, mee dann, dann ... Ech soen Iech dat och. Ech fannen, dass dat doten e bëssen eng Ënnerstellung ass, fir ze soen: „Déi huet Leit begéint wéi Dir“, ech fannen, dat ass net an der Rei! Meng Fra ..., also hir Elteren, meng Schwéierel-teren, déi sinn och aus Italie komm. Mäi Schwéierpapp ass mat enger Wallis zu Stengefort op der Gare ukomm aus Sardinien, mat 16 Joer, an en ass hei schaffe gaangen. Also ech kennen déi Situatioun do ganz gutt.

Déi Leit, déi ware ganz fläisseg, d'Kanner, déi hunn alleguer hir Schoul gemaach, obwuel d'Elteren d'Sproochen net konnten. Dat war alles net einfach. Duerfir, dat ass guer net de Punkt, deen Dir hei uschwätzt, deen ech wëll soen. Ech mengen, dass ganz villes eebe grad richtig gelaf ass a mir sollen d'Saachen net méi schlechtriiden, wéi se sinn.

Mee de Fakt ass awer och: Wann Der an en anert Land migréiert, da musst Der Iech awer e bëssen informéieren. An dat geet eeben net esou einfach! An et kann ee sech net virstellen, einfach esou op Lëtzebuerg ze komme vun iergendwou hier an dann hei alles esou à la carte gemaach ze kréien. Dat foncti- néiert jo néierens!

M. Fernand Etgen, Président | An da kritt d'Madamm Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här Président. Ech stelle keng Fro, mee ech wëll eng Richtegstellung hei maachen. Den Här Keup huet mir an de Mond geluecht, ech hätt vun engem „Problem“ geschwat, wéi ech gesot hunn, et wär en Defi, fir déi Kanner an de Schoulen opzehuelen. Ech hunn a menger ganzer Ried betount, dass mer deen Defi wëlle positiv ugoen, dass et eng Toleranz ass, déi mer wëlle liewen, eng Oppenheet, eng Wäertschätzung, an dass mer d'Grundrechter vun deene Kanner mussen a wëlle respektéieren am Sënn vun der Inklusioun.

An dat ass net e Problem, mee dat ass e Wäert, dee mer an eiser Gesellschaft liewe sollen, am beschten alleguer mateneen, well nëmmen zesumme kréie mer déi Inklusioun hin. An duerfir bedauere mir ganz staark, dass hei aner Stëmmen ze héiere sinn, déi dat do awer nach mat engem Problem gläichstellen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Prezi- sioun.

M. Fred Keup (ADR) | Wann ech nach kann ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee, et war keng Fro.

M. Fred Keup (ADR) | Ech si jo awer genannt ginn!

M. Fernand Etgen, Président | Eng Fro huet vläicht nach den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Fred Keup (ADR) | Dann äntwerthen ech dann.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, éischter e Fait personnel, Här President. Et ass ganz richtig, dass deen Eenzege, deen d'Diskussiounen hei dirigéiert, Dir sidd, Här President. Dat ass kloer wéi Bullets- zopp. Nach ass et esou, dass mer hei zu 60 sëtzen an dass mer duerchaus, jiddwereen Einzelnen, eis Mee- nung kënnen ausdrécken iwwert den Ëmgangstoun, deen hei an der Chamber gëllt. An ech verbidde mer esou en aggressiven Toun! Ech sinn net e Chrëscht- këndchen, dat weess ech, mee esou, dat Aggressiivt an der Stëmm, dat seet och eppes aus, Här Keup! Ech wär frou, wann Der doru géift schaffen!

M. Fred Keup (ADR) | O!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wär ganz frou, wann Der doru géift schaffen. An dann nach an eege- ner Saach: Migratioun war ëmmer eng Chance a keng Gefor fir Lëtzebuerg!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et war ëmmer en Donnant-donnant an et sinn der derbäi gewiescht, déi, jo, drënner gelidden hunn. An un eis ass et, dass den Equiliber esou gutt ewéi méiglech ass. Mir als Land hunn ëmmer dru gewonnen an et ass och wichteg, dass déi, déi bei eis kommen, déi ganz jonk, wou et schwie- reg ass, an och déi, déi hei schaffen, sech erëm fannen an dass se an der Zäit genee déi selwecht Chancen hu wéi mir alleguer. Ech wollt dat just gesot hunn an aller Kollegialitéit hei, déi mer hei solle gëlle loosser.

Villmools merci, Här President, fir d'Wuert.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Well den Här Keup indirekt ugeschwat ginn ass, kritt en nach eng kéier kuerz d'Wuert zréck.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech géif dem Här Di Bartolomeo an aller Kollegialitéit dann och äntwer- ten, dass ech et, bon – wéi soll ech soen? –, e bësse witzeg fannen, wann e sech driwwer opreegt, iwwert d'Aggressivitéit an der Stëmm. Well ech mengen, den Här Di Bartolomeo ass jo awer och, wéi e lo selwer sot, kee „Chrëschtkëndchen“ – och wéi gëschter. An ech mengen, dat mécht Iech jo och aus an ech ken- nen Iech jo och scho laang, scho laang suivéieren ech Iech hei an der Chamber. An ech kann Iech och ver- sécheren, dass ech am jonken Alter, mat 15, 16 Joer, e ganz grouse Fan war vun där direkter an heiansdo haarder Sprooch, déi Der ëmmer hei an der Chamber bruecht huet. Voilà, dat wollt ech Iech och soen.

Dat anert nach kuerz: „Diversitéit“, hat Der gesot, „ass eng Erausforderung“, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Do hutt Der Iech an der Partei geiert!

M. Fred Keup (ADR) | ... ech hunn interpretéiert: „Problem“. Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Leet mir dat net an de Mond!

M. Fernand Etgen, Président | An ech mengen, elo kënnen mer d'Dezibel erëm erfesetzen. An ech ginn elo d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, virun engem Joer gouf dese Projet deposéiert an huet direkt fir Onrou gesuert. Mir hunn eis dee Moment och mat enger Verriedung vun de Leit getraff, déi am

Secteur vum Accueil an der Integratioun scho ganz laang schaffen.

Mat dësem Projet de loi schafft den Educationsmi- nister en neie Service, dee sech ëm d'Integratioun an den Accueil an der Schoul vu Kanner a Jonke këm- mert, déi nei zougewandert sinn. Dobäi gëtt et scho Servicer, déi an deem Beräich ganz aktiv sinn. D'Per- sonal an deene Servicer gëtt sech vill Méi. Si fille sech awer virun de Kapp gestouss mam neie Gesetz, well se weeder consultéiert gi sinn, nach gi si am Geset- zesprojet richtig erwänt, esou wéi wann et hir Aar- beacht net géif ginn. Virun allem gëtt déi geleescht Aarbecht einfach net geschätzt. Dat ass op alle Fall hir Impressioun.

Här President, et ass jo net esou, wéi wann elo eréischt dru geduecht gi wier, e Service an eng Systematik opzestellen fir d'Prise en charge vu jonke Primo-arrivanten an eise Schoulsystem. De Principe de l'égalité ass ginn duerch eng cibléiert Scola- risatioun, fir de Schüler e beschtméiglechen Iwwer- gang an eng Reegelklass ze erméiglechen. D'Prise en charge systématique fir de Secteur DPI gëtt et schonn, well am Fondamental gëtt et säit Joerzén- gten Accueilsklassen an Accueilskursen, déi de Schüler/ innen hëllefen, eis Sproochen ze léieren. D'Classe- d'attachen hunn d'Zil, d'Schüler/innen aus den Ac- cueilsklassen an de regulären Unterrecht opzehuelen, wou si dann awer an hirem Rhythmus kënnen hiert Wëssen an hir Sproochekenntnisser opschaffen, éier se an de Secondaire iwwerginn.

Fir den Enseignement secondaire gëtt et dann d'CASNA säit 2005, Cellule d'accueil scolaire, déi sech inner- halb vum SECAM, dem Service de scolarisation des enfants étrangers, ëm d'Aschreiwung, d'Orien- tierung an de Suivi vun de sougenannte (veuillez lire: vun den zougewanderte) Schüler/inne këmmert. De SECAM ass e Service ressource, deen d'General- direktioun vum Enseignement secondaire iwwert d'Unzuel un nei zougewanderte Schüler/innen infor- méiert an eng Ufro fir nei Klassen opzemaache stellt.

Här President, dës Optioun sinn essentiel fir d'Inte- gratioun oder besser gesot d'Inklusioun vun zougewanderte Kanner an eis Schoul an an eis Gesellschaft. Déi spillen eng zentral Roll am Kampf géint den Décrochage scolaire an déi schoulesch Ongläichheeten, well dës Kanner vu vieren net de Bagage hunn, fir am lëtzebuergesche Schoulsystem a senger Méi- sproochegkeet eens ze ginn. Schlëmm genuch ass et, dass och d'Kanner, déi hei am Land gebuer sinn, scheinbar och net am Lëtzebuergesche Schoulsystem eens ginn. Mee dat ass e ganz aneren Debat.

Här President, a ville Gemenge feelt et awer u Schoul- raum – et ass och scho gesot ginn – an u Personal, wat schlussendlech kann derzou féieren, dass net genuch Accueilsklassen ugebuede kënnen ginn. Mee voilà, grondsätzlech stousse mer ëmmer erëm zréck op d'Problematik vum Manktum u Schoulpersonal a Schoulraum. A soulaang de Ministère dëse Problem net an de Grëff kritt, wäerten déi zukünfteg demo- grafesch Entwécklungen an d'Verantwortungen, déi drunhänken, an d'Besoinen vun enger ëmmer méi grouss an diverser Schoullandschaft eis iwwert de Kapp wuessen.

Här President, ech gesinn néierens an dësem Gesetz eng Verweisung op d'Cellule d'accueil an de SECAM. De Médiateur scolaire huet ëmmer erëm bedauert, dass d'Cellule d'accueil an de SECAM keng gesetzlech Basis hunn, d'CASNA huet nach ëmmer keng legal Basis. An dat wäert sech och mat dësem Gesetz net änneren, well dëst Gesetz virgesäit, einfach eng nei Instanz ze grënnen, fir en gros déi selwecht Aarbecht ze maache wéi déi bestoend Servicer. Dëse Service

ass de SIA, de Service de l'intégration de l'accueil sco- laires.

Et ass also wierklech esou ze verstoen, wéi wann all déi Jore virun zu Lëtzebuerg Kanner a Jonke, déi nei zougewandert sinn, ni systematesch hätte kënnen an d'Schoul integréiert ginn. Dat ass awer definitiv net de Fall! Zu Lëtzebuerg gëtt et d'ailleurs den Zou- gang zu der Educatioun als fundamentaalt groust Grondrecht plus d'Schoufflicht. Domat misst déi syste- matesch Aschreiwung an eise Schoulsystem fir all schoufflichteg an net schoufflichteg jonk Persoun aus der rezenter Zouwanderung sous-entendu sinn.

Dem Minister no géif et keng spezifesch Instanz ginn, déi den Accueil vun auslännesche Schüler/innen zen- tral koordinéiert a systematesch an d'Hand hält. Et géif keng systematesch Analys vun de Fäegkeeten a Besoinen vun de Schüler/inne gemaach ginn, opgrond vun deenen e Projet d'accueil kéint ausgeschafft ginn, deen dem Schüler an der Schülerin quasi op d'Mooss geschnidde géif ginn, fir se esou gutt wéi méiglech kënnen ze orientéieren. Den neie Service, deen dëst Gesetz an d'Liewe rufft, soll d'Lycéien an d'Schoulen doranner ënnerstëtzen, wat jo eng gutt Saach ass.

Här President, awer hei ignoréiert de Minister déi Aar- beacht, déi scho geleescht ginn ass vun den Acteuren, déi sech säit Joren ëm den Accueil këmmere. An dë- sem Secteur schaffe plus/minus 60 Leit. D'Fro ass: Fir- wat soll dee Secteur net einfach déi gesetzlech Basis an d'Moyene kréien, déi e brauch, fir anstänneg kën- nen ze schaffen?

Am Introtex vun dësem Gesetz steet d'ailleurs, ech zi- téieren: „Bien que les tâches du Service de la scolarisa- tion des enfants étrangers aient été définies au sein du Ministère de l'Éducation nationale, on se doit de constater qu'il s'agit d'une mise à disposition de moyens modestes face à l'envergure des défis.“ Dat heescht an anere Wieder, déi bestoend Servicer si bis elo vernoléisseg ginn, an d'Antwort op dëse Problem ass d'Schafung an d'Finanzéierung vun engem neie Ser- vice. Firwat et einfach maachen, wann et komplizéiert geet?!

De Minister bräicht eigentlech den Accueil net ze har- moniséieren. Hie misst sech prioritär ëm d'Harmoni- séierung vun eise komplett zerstückelten – leider zer- stückelten – Bildungssystem këmmere. Zu Lëtzebuerg gläicht d'Bildungsoffer ëmmer méi engem Rayon am Supermarché: l'embarras du choix! D'Stratifikatioun vum Bildungssystem féiert awer net – entgéint deem, wat mantraméisseg no bausse kommunizéiert gëtt – zu méi Bildungsgerechtheet. Am Géigendeel: Wien de System nämlech net kennt – an dat ass wierklech e grouse Problem –, dee kënn do leider am schlechts- ten weech. An dat si leider oft déi Leit, un déi mer net kommen.

Mee, wéi scho gesot: Wat bréngt esou vill Choix, wann een net ka wierklech effikass ginn, an dat net duerch eng net existéierend Qualitéit vun der Offer, mee einfach duerch e Manktum u Personal, u Res- sourcen an u Schoulraum?

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol merci dem Gilles Baum fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Wann eppes kloer ass, dann dat: Lëtzebuerg ass e Migrationsland. All Joer kommen Dausende Leit nei op Lëtzebuerg, dorënner och ganz vill Famillje mat Kanner. Datt dës Kanner an eng Schoul musse

goen, ass nëmmen normal. Et gëtt eng Schoufflicht a virun allem ass et och wichtig, datt d'Schoul en inte- grative Facteur an hirem Liewen ass.

Wat licht kléngt, dat ass et dann awer net ëmmer esou ganz an der Realitéit. Do gëtt et Sproochbarriären, Problemer mam Schreiwem, zum Beispill wa Kanner mat engem aneren Alphabet opgewuesse si respektiv och scho schreiwem a liese geléiert hu mat engem ane- ren Alphabet, an nach viles méi. Ech schwätzen net emol nëmme vu vu riets no léns oder vu vun uewen no ënnen, mee tatsächlech vun anere Buschtawen. Dat ass net einfach! An dës Problemer suergen derfir, datt eng Rei Kanner Problemer hunn, sech an de Lëtze- buergesche Schoulsystem anzeglidderen.

Et gëtt mëttlerweil zwar speziell Accueilsklassen, mee dës stinn net iwwerall zur Verfügung. An och do musse mer usetzen. Mir mussen dës Kanner beschtméiglech encadréieren an hinne sou gutt wéi méiglech hëllefen, hire Wee am Lëtzebuergesche Schoulsystem ze fannen, well déi meescht – an dat wësse mer och –, déi op Lëtzebuerg kommen, bleiwen och zu Lëtzebuerg.

Certes, an deene leschte Joren huet sech d'Migratioun e bësse geännert, doduerjer, datt haaptsächlech aus dem engleschsproochige Raum Leit fir méi kuerz Mis- sionen op Lëtzebuerg kommen, mee d'Migratioun zu Lëtzebuerg, dat waren traditionell Leit, déi op Lëtze- buerg komm sinn, fir mat eis zesummen de Räichtum vun dësem Land ze bauen. An deementspriedend bleiwen och hir Kanner hei zu Lëtzebuerg an et ass der Schoul hir Aufgab, dës Kanner beschtméiglech ze pre- paréieren, fir duerno an enger Gesellschaft hir Plaz ze fannen, wou se bäikoumen, mee wou se definitiv der- zugehéieren. A genau dat soll mat dësem Projet de loi gemaach ginn.

Wéi scho viru kuerzem beim Projet de loi 8169 si mer och hei der Meenung, datt de Projet an der Theorie gutt kléngt. Vill Persounen, déi nei op Lëtzebuerg kommen, hu Schwieeregkeete mam System, dat hunn ech erkläert, an hu virun allem och Problemer, sech zurechtzufannen. Hei ginn eng gutt Orientatioun an Informatioun einfach indispensabel, fir datt d'Elteren zesumme mat hire Kanner dee fir si beschte Wee an engem dach ëmmer méi komplexe Schoulsystem fan- nen, fir datt se déi passend Schoul zum Beispill fan- nen, déi passend Orientéierung fannen, wëssen, wéi eng Hëllef se an Usproch kënnen huelen.

Dofir ass et och zum Beispill fir eis positiv, datt elo deen Dossier entsteet, well een domat de Kanner och eng Aart vu roudem Fuedem gëtt, un deem se sech orientéiere kënnen fir hire schoulesche Parcours. Natierlech ass och fir d'Schoule selwer deen Dossier ganz wichtig, well en hinne beim Accueil vun den neie Schülerinnen a Schüler awer wäertvoll Informa- tiounen liwwert an domadder hëlleft.

Wat an der Theorie gutt kléngt, muss sech an der Praxis awer bewäeren, well et gëtt e Risiko, datt een hei zousätzlech administrativ Chargé generéiert. Wann ee béis wär, géif ee vun engem „administrative Waasserkapp“ schwätzen, vun deem mer hoffen, datt deen net entsteet.

Mir sinn der fester Iwwerzeugung, datt hei d'Inten- tioun immens gutt ass. Mir sinn der Meenung, datt deen heite Projet wierklech d'Ambitioun huet, datt d'Hëllef do ukënn, wou se gebraucht gëtt. An dofir sollte mer och dem Personal um Terrain, wat dat hei- ten herno ëmsetze muss, dat Vertrauen haut entgéint- bréngen, datt et dat genau esou ëmsetzt, wéi d'Ambi- tioun an d'Intentioun vun deem Projet ass. Mir ginn also jiddwerengem an där ganzer Chaîne hei haut e Vertrauensvirschoß, datt déi gutt Intentiounen do ukommen, wou se dréngend gebraucht ginn.

Wéi also beim Projet de loi 8169 wäerte mer och deen heite Projet matstëmmen. Mir ginn, wéi ech et sot,

jiddweringem, dee bedeelegt ass, vun der Regierung bis zu de Leit, déi dat heiten um Terrain ëmsetzen, e Vertrauensvirschoss an hoffen, dass de Projet an der Realitéit dat hält, wat en an der Theorie verspricht.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e ganz grouse Merci fir d'alleréisch emol un de Gilles Baum, deen net nëmmen hei op d'Detailer vun dësem Gesetzesprojet agaangen ass, wat d'Schafung vun deem Service d'intégration et d'accueil scolaires alles bedeit a wéi d'Prozesser an d'Prozeduren duerno nei wäerte strukturéiert ginn, mee deen eis eigentlech och nach en interessanten Historique geliiwert huet vu Lëtzebuerg, vun eisem Land, vun engem Emigrationsland hin zu engem Immigrationsland, wat natierlech d'Noutwendegkeet mat sech bruecht huet, dass eis Schoule sech och där doter Erausfuorderung unhuelen: nämlech e Schoulsystem opzebauen, deen zu engem Immigrationsland passt, wou mer eis eebe besser kënnen op déi ganz ënnerschiddlech Situatiounen vun de Kanner, déi bei eis kommen, astellen an hinnen och fair Chancé fir eng gutt Bildung an e gudden Ofschloss kënnen garantéieren.

D'Zuele sinn e puermol genannt ginn: 4.000 Schülerinnen a Schüler am Joer, déi hir Sclaritéit an engem anere Land ugefaangen hunn, heiansdo nach a fréie Joren, heiansdo awer och schon am Jugendalter, déi bei eis kommen an déi mer hei mussen integréieren an eis Schoulen, an eise gesamte Schoulsystem. Dat mécht knapp 4 % aus.

Elo seet een, 4 %, dass ass vläicht net vill, mee, Dir Dammen an Dir Hären, 4 % pro Joer, dass sinn der an zwee Joer 8 %, dass sinn an dräi Joer 12 %, dass sinn a véier Joer 16 %, well all Joer 4.000 Schülerinnen a Schüler op en Neits vu bausse bei eis kommen. An dass ass eng grouse Erausfuorderung, där mer eis haut probéiert hunn, esou gutt wéi méiglech ze stellen, och schon an deene leschte Joren, mee wou mer awer gesinn hunn, dass dach e wichtegt Puzzlestück gefeelt huet.

Dir wësst, dass mer eng ganz Rei vun Initiative geholl hunn, fir eis schoulesch Offer och de Kompetenzen, de Sproochen an de Biografié vun de Schülerinnen a Schüler, déi vu bausse bei eis kommen, besser unzepassen, dass mer eis schoulesch Offer diversifizéiert hunn. An ech denken, dass dee Prozess net op en Enn ka sinn, mee dass sech d'Fro awer och stellt: Wéi bréngt mer – an déi ass haut och e puermol hei zu Recht gestallt ginn – de richtege Schüler dann och bei déi richtege Offer? Well aneschtens klappert et jo net.

An dass ass d'Käraufgab vun deem nei gegrënnte Service, dem Service d'intégration et d'accueil scolaires, wou mer kloer Prozeduren definéieren, wou mer vun der Analys – Wat fir eng Kompetenze bréngt dee Schüler do mat? Wat ass seng Biografie? Wou gouf en a wéi gouf en alphabetiséiert? – bis awer och zu engem Projet, deen developéiert gëtt, wat fir e Parcours e ka maache bei eis an de Schoulen, a bis zu enger Orientatioun, fir och an där richtege Schoul respektiv an der richtege Formatioun unzekommen, alles maachen, wéi awer dann och, an dass ass jo e puermol hei gesot ginn, e Suivi maachen.

Well wa mer bis elo ... Effektiv hu mer am Ministère e Service, de SECAM, dee sech dorëms gekëmmert huet. Fir ze kucken, dass mer fir déi Schülerinnen a Schüler, déi bei eis komm sinn, eng Plaz an enger Schoul fannen, mussen mer jo fir d'alleréisch awer och sécherstellen, dass mer Prozeduren hunn, fir dass mer déi richtege Plaz och fannen, an dass mer awer och gläichzäitig kucken, dass déi richtege Plazen och an ausräichendem Mooss geschafte ginn, mee dass mer awer och de Kontakt net ofbriechen dee Moment, wann de Schüler an enger Schoul ukomm ass, an dass mer kucken, dass dat, wat mer eis an esou engem Projet virgeholl hunn, nämlech dass e gutt accrochéiert an enger Schoul an an enger Formatioun, dann awer och iwwert déi zwee Joer do reusséiert. A wann et net reusséiert, mussen mer kucken, dass mer dann och vläicht eng Reorientatioun kënnen virhuelen, dass mer d'Ursaachen erausfannen: Firwat si mer net do ukomm, wou mer zesammen eigentlech hiwollten?

Ech denken, Här President, dass de SIA nach eng weider Aufgab huet, déi extrem wichteg wäert ginn iwwert déi nächst Joren, nämlech och de Ministère, de Minister an d'Chamber ze beroden iwwert d'Entwécklungsnoutwendegkeet vun eisem Schoulsystem. Wa mer soen, mir hu verschidden Offeren, well mer verschidde Schülerinnen a Schüler hunn, dann ass a bleibt et en Challenge, dass mer déi jeeweileg Offeren och deementspriedend ausbauen, déi och méi gefrot wäerte ginn.

Wann ech nach eng Kéier soen: 4.000 Schülerinnen a Schüler pro Joer, déi bei eis kommen, da rechent dat emol eng Kéier, wéi vill Schoulen dass dann eigentlech esou ausmécht, déi dann och pro Joer deementspriedend missten opgoen, respektiv wéi vill Klasse missten opgemaach ginn. Dann ass et och en Challenge, fir eise Schoulsystem deem Besoin no unzepassen. An dass kënnen mer jo eréisch erausfannen, wa mer wierklech och eng genau Analys maache vum eenzelne Schüler, wou en eigentlech hi soll goen, an dann och herno kënnen erausfanne fir si alleguerten, wat fir eng Offer mer dann a wat fir enger Quantitéit do brauchen.

Dass selwecht gëllt natierlech och fir Offeren, déi mer haut nach net an deem Mooss entwéckelt hunn; d'Beruffsausbildung an internationale Klassen ass erwänt ginn. Et gëtt der ëmmer méi. Mir mussen awer sécherlech weider dorunner schaffen an do den Equiliber fannen tëschent deene Sproochekompetenzen, déi d'Schüler matbréngen, wou se och kënnen reusséieren, an awer och duerno de Beruffsperspektiven an där jeeweileger Branche zu Lëtzebuerg.

Ech denken och, dass mer – an do si mer jo amgaangen – eisen traditionelle Schoulsystem mussen weider iwwerdenken, dass deen och hei en Acteur bleibt, fir Kanner vu bausse gutt kënnen ze integréieren, an dass mer dass net nëmmen internationalen öffentliche Schoulen als Aufgab ginn. Aneschtens geet et jo net, well e groussen Deel vun eise Kanner ... Et ass eigentlech net méi d'Ausnam, dass an enger Klass Kanner sinn, déi e Migratiounshannergrond hunn, et ass eigentlech d'Reegel. An duerfir muss eisen traditionelle Schoulsystem sech natierlech och do weiterentwéckelen.

Vläicht e puer kuerz Äntwerten, Här President, nach op Froen, déi gestallt goufen. Eng Prezisioun: De SIA gëtt geschafte iwwer e Gesetz an iwwerhëlt domadder natierlech alles dat, wat virdrun am SECAM gemaach ginn ass. An domadder schafe mer dem SECAM, deen elo en aneren Numm kritt, dee méi Missioun kritt, dee méi kloer Prozedure kritt, eng gesetzlech Basis. Et ass also net, dass hei iergendwéi eppes géif elo verkümmere gelooss ginn an nienendru kéim eppes ganz Neies. Nee, dass gëtt natierlech voll a ganz integréiert. Déi Leit, déi ech gesinn hu bei

der Ausschaffung vun deem Gesetzesprojet hei, dass sinn déi Leit, déi bis elo responsabel gewiescht sinn am SECAM, an dass geet hei eent an dass anert iwwer.

Mir hunn och an de leschten dräi Joer, wéll ech nach eng Kéier ënnersträichen, fir eis prett ze maachen, fir déi nei Prozeduren do kënnen och wierklech ze erfëllen, fir dass mer net nëmmen herno e Gesetz hunn, wou eppes drasteet, wat e Recht ass fir déi Kanner, déi kommen, mee dass mer dass och kënnen schëlleren am Ministère, 30 Poste geschafte an Niveau vum SECAM, fir prett ze sinn. A mir hunn no dëse Prozesser, no dëse Prozeduren, wéi se hei beschriwwen sinn, eigentlech och schon an der Ukrain-Kris – wann een esou ka soen – fonctionéiert, fir de ganzen Oflaf och eng Kéier ze testen an ze kucken, ob dass och ka fonctionéieren am Fall vun engem groussen a massiven Af-flux. A mir sinn eigentlech frou gewiescht, dass mer dee Service schon deementspriedend verbreedert haten an och aneschtens geschafft hunn dann dee Moment, fir deem och kënnen gerecht ze ginn.

De SIA – och dass vläicht nach eng Verständnisfro, déi gestallt gouf – ass en Deel vun der MO. D'MO, d'Maison de l'orientation, ass jo net e Service fir sech, wou alles an engem eenheetleche Service ass, mee et ass e Service, deen d'Koordinatioun mécht vu ganz villen anere Services. An natierlech ass de SIA och en Deel vun der MO, sou wéi de SECAM elo en Deel vun der MO war, d'selwecht wéi awer zum Beispill d'Studenteberodung vum Héichschoulministère och en Deel vun der MO ass a ganz vill aner Services aus mengem Ministère och dann do regroupéiert sinn. An d'MO selwer, d'Maison de l'orientation, ass e Service de coordination, fir do eng gemeinsam Offer, eng gemeinsam Informationsstell ze hu fir Jonker an awer och fir Erwuessener.

Ech kann Iech soen, dass d'Evaluatioun vun den öffentlichen europäesche Schoule wäert d'nächst Woch kënnen presentéiert ginn. An Dir sot mir – bei Ärem gefüllte Kalenner allerdéngs an och bei mengem –, wéini mer eis dann do beenezesen. Dass kënnen mer sécherlech nach virun der Summerpauze maachen, fir eng Kéier mat der Universitéit doriwier ze kucken.

Et ass zu Recht hei drop higewise ginn, d'selwecht wéi am Bildungsbericht – an ech denken, an der Evaluatioun geschitt dass och nach eng Kéier –, dass mer feststellen, dass mer an den öffentlichen internationale Schoulen en anere sozioekonomeschen Hannergrond an der Moyenne hu wéi generell. An dass fuerdert eis nach eng Kéier eraus fir ze kucken, dass all Kand och d'Chance huet, kënnen dohinner ze kommen, wann et da sännvoll ass, wann et dann indiquéiert ass. A wa mer eis elo nëmmen zum Beispill bei deene Kanner, déi vu bausse bei eis kommen, drop baséieren, dass d'Elteren déi dote Recherche maachen a sech da bei der Schoul mellen, da riskéiere mer natierlech, dass mer net de Querschnitt vun der gesamter Schoulpopulatioun herno da wäerte representéiert hunn, mee just déi Kanner vun deenen Elteren, déi sech wierklech da schon am Virfeld, souguer éier se an d'Land kommen, do informéiert hunn a sécher waren: Ech kréien eng Plaz an där doter Schoul. Dass ass nach eng Kéier e staarkt Argument eigentlech, fir de SIA ze schafte an déi Prozedur, dass eigentlech all Kand och gekuckt gëtt, orientéiert gëtt an dann herno wa méiglech bei där Schoul och ënnerdaach kënnt, wou d'Chancen am beschte sinn, dass et seng Plaz wäert an eisem gesamte System fannen.

D'Fro ass gestallt ginn: „Zwee Joer, geet dass duer?“ Ech denken, dertëscht ass jo och d'Optioun emol, dass et eng Reevaluatioun ka ginn an eng Reorientatioun. Et muss een net onbedéngt zwee Joer waarde fir feststellen: „Dass Kand, dass accrochéiert do net“, an: „Mir haten eis vläicht geiert“, an: „Et ass vläicht enzwousch aneschtens besser“, oder: „Mir mussen nach eng Kéier nei ufänken.“

Ech denken awer och, mir däerfen hei net de Reflex hunn, fir ze soen, et gött elo e Service, deen eng gesetzlech Basis huet, deen dat doten alles mécht, an d'Schoul brauch sech net weider a Fro ze stellen, fir méi integrativ, méi inklusiv och ze schaffen. Et muss hei eng Transitionnsphas sinn, wou dee Service déi Begleedung do mécht, och emol eng Kéier kann eng Reorientatioun proposéieren, mee d'Schoul muss awer den Haaptdeel nach ëmmer vun den Efforte selwer maachen an och natierlech iergendwann eng Kéier eegestänneg do kënnen iwwerhuelen.

Ech wëll ofschléissend, Här President, ganz einfach nach all deene Leit Merci soen, déi bis elo déi Aufgab do gemaach hunn, am SECAM, op villen anere Plazen, och a ville Classe-d'accueillen, a ville Grondschoolen, a ville Lycéee sech där doter Aufgab ugeholl hunn, prioritär ugeholl hunn, fir Schülerinnen a Schüler vu baussen opzehuelen, an déi dat mat enorm vill Härzblutt gemaach hunn an och muss weider maachen. Well et ass eng gesamtgesellschaftlech Aufgab, déi natierlech vum Schoulsystem muss wouergeholl ginn, déi vun all Enseignant, all Educateur muss wouergeholl ginn, déi vun den Eltere muss wouergeholl ginn, mee déi awer och – esou wéi de Max Hengel et gesot huet, d'Josée Lorsché et gesot huet – vun eis allegueren eenzel do en Effort verlaangt, do, wou mer am Kontakt si mat Mënschen, déi vu bausse bei eis komm sinn, fir se och heiansdo mat op de Wee ze huelen, fir hir Plaz an eiser Gesellschaft ze fannen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8069. Den Text steet am Document parlementaire 8069⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8069 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Wann ee wëllt mat ofstëmmen, da muss ee sech och op sengem Posten aloggen, ech wëllt dat nach eng Kéier widderhuelen. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen an null Abstentionen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Martine Hansen), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 8108 iwwert d'Revalorisatioun vu verschiddene Gesondheetsberuffer.

Plusieurs voix | D'Motioun!

M. Fernand Etgen, Président | A jo, pardon. Ech sinn ëmmer ze schnell.

Motion 1

Mir mussen nach zur Motioun kommen, déi vum Här Max Hengel deposéiert ginn ass. An den Här Gilles Baum freet direkt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci dem Max Hengel an de Kollege vun der CSV fir dës Motioun. Ech fannen dat ganz gutt. Mir hunn dat dote jo scho bei anere Projet-de-loien och gemaach, dass mer gesot hunn: „Kommt, mir maachen eng Evaluatioun no dräi Joer.“ Dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum.

Ech mengen, da kënnen mer iwwert dës Motioun a main levée ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

3. 8108 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Da komme mer zum Projet de loi 8108 iwwert d'Revalorisatioun vu verschiddene Gesondheetsberuffer. An d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen, ass scho prett.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir hutt et bestëmmt schon un der Längt an un der Komplexitéit vum schrëftleche Rapport gesinn, dass dës Gesetzesprojet net där einfachster een ass. Et war eng richtig Fläissaarbecht noutwendeg an duerfir sinn ech desto méi frou, dass dësen Text elo hei am Plenum virleie kann, well et bei dësem Gesetzesprojet esou war, dass d'Zäit géint eis gespilt huet. Dësen Text ass relativ technesch an den Enjeu ass ganz grouss.

Et geet dorëms, dass d'legal Basis, déi d'Attributiounen an den Accès zu enge ronn 20 Gesondheetsberuffer reegelt, bestoe bleift. Dir fannt d'Lëscht mat de Beruffer, déi betraff sinn, am schrëftleche Rapport. An hei si just e puer vun deene geleefegste Beruffer, déi betraff sinn: Dat wieren den Infirmier, den Aide-soignant oder awer och d'Hiewamm.

Mee fänke mer vu vir un. De 4. Juni 2021 huet d'Verfassungsgericht en Urteel betreffend d'Gesetz vun 1992 iwwert den Exercice an d'Attributiounen vum enger Rei Gesondheetsberuffer geschwat. Laut deem Urteel vum Verfassungsgericht ass et net mat eiser Verfassung kompatibel, dass d'Attributiounen vun dese ronn 20 Beruffer a groussherzogleche Reglementer niddergeschriwwen sinn. Si mussen och am Gesetz verankert sinn. Wann dann d'Urteel direkt a Kraaft getruede wier, hätt dat awer zur Konsequenz gehat, dass déi Bestëmmungen, wéi zum Beispill, wéi eng Ausbildung dass ee brauch, fir verschidde Beruffer auszeüben, net méi gültig gewiescht wieren. Dat selwecht göllt fir d'Attributiounen. Dat heescht, wat déi verschidde Gesondheetsberuffer maachen dierfen a wat net, wier net méi reglementéiert gewiescht.

Fir e Vide juridique ze verhënnern, huet d'Gericht en Delai vun zwee Joer virgesinn, fir dës Situatioun ze redresséieren. An dësem Delai ass dann elo op den 30. Juni 2023 gesat ginn, an dat ass jo bekanntlech muer. Wann dës Projet elo haut gestëmmt gött, wouvun ech ausginn, muss de Staatsrot nach seng Dispens vum zweete Vott ginn an da gött den Text publizéiert. Mee mir krute verséichert, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dass dat klappe géif, fir dass den Text matzäit a Kraaft triede kann.

Firwat ass et dann elo eigentlech zum Schluss esou enk ginn? Ben, dofir gött et direkt e puer Ursachen. Ech mengen, et ass jo jiddwerengem kloer, dass de Santéministère 2021, wéi dëst Urteel geholl ginn ass, nach ëmmer staark mat de Pandemiemesure beschäftegt war.

Da muss een och wëssen, dass d'Regierung zum Deel zweegleiseg gefuer ass. Et ass nämlech eng gréisser Reform vun den Attributiounen vun de Gesondheetsberuffer virgesinn. Mee dat ass eng ganz laangwiereg Aufgab, déi och nach muss mam Terrain ofgekläert ginn. A vu de gewalteen Aarbechtsopwand vun esou enger genereller Reform an och der Zäitlimit, déi vum Verwaltungsgericht gesat ginn ass, ass dunn decidéiert ginn, déi zwee Projeten ze trennen an hei – tëschtent Guillemeten – „just“ déi besteeënd Attributiounen an d'Gesetz ze verankeren, dat eeben, fir de Vide juridique ze verhënnern.

A senger éischter Versioun vun dësem Projet hat de Ministère virgesinn, e gewëssenen Toilettage vun den Texter ze maachen, fir se unzepassen. Et muss ee wëssen, dass all déi groussherzogleche Reglementer net eenheetlech sinn, loin de là. Deen eelsten ass aus dem Joer 1969 an dee rezentsten ass grad eréischt e puer Joer al. Esou Upassungen hätten et erlaabt, den Text méi lieserlech ze maachen a verschidde Prozeduren ze harmoniséieren. Mee doduerch ass et awer och zu Ännerungen an den Texter komm.

Dat huet de Staatsrot a sengem éischten Avis, deen op de 16. Mee 2023 datéiert ass, bemängelt. Wann et zu Ännerunge kënt bei Beruffer, déi reglementéiert sinn, da muss, sou gesäit et e rezent Gesetz vum 2. November 2021 vir, en Examen de proportionnalité gemaach ginn. An dovunner ware laut Avis vum Staatsrot aacht Beruffer concernéiert. Ouni esou en Examen de proportionnalité hätt de Staatsrot seng Dispens vum zweete Vott net kënnen ginn. Hien huet dann a sengem Avis geroden, vu den Zäitdrock, déi original Texter vun de groussherzogleche Reglementer méiglechst getrei an d'Gesetz ze iwwerhuelen. Well d'Zäit awer géint eis gespilt huet, ass dat och gemaach ginn. An dräi Fäll kann dunn awer en Examen de proportionnalité gemaach ginn. Dëst war de Fall fir de Pédagogie curatif – hei war et esou, dass nach kee Règlement grand-ducal bestanen huet –, fir den Infirmier en anesthésie et réanimation a fir den Assistant technique médical de chirurgie.

De Staatsrot huet niewent dëser genereller Observatioun och nach eng Rei aner Oppositions formelles a sengem éischten Avis ausgeschwat, déi awer konnten duerch Amendementer vun der Regierung opgehuewe ginn. A sengem Avis complémentaire, dee mer d'lescht Woch kruten, waren nach véier Oppositions formelles dran, wou de Staatsrot awer Textpropositiounen gemaach huet, déi vun der Kommissioun du konnten iwwerholl ginn, dëst well et sech haaptsächlech einfach ëm Iertemer gehandelt huet, wou eenzel Attributiounen, déi ursprénglech am Projet stoungen, an den Amendementer net mat iwwerholl gi waren.

De Rapport ass dunn den Dënschdeg vun der Santéskommissioun uegheoll ginn. Dofir och hei nach eemol e ganz grouse Merci, awer wierklech e waarme Merci un d'Sekretärin vun der Chamberskommissioun, d'Madamm Patricia Pommerell. Si huet et méiglech gemaach, dass alles an deem dach ganz kuerzen Delai konnt esou modifizéiert gi wéi vum Staatsrot gefrot. An am selwechten Otemzuch géif ech dann och e grouse Merci un den LSAP-Attaché Nicolas Anen gi fir seng wäertvoll Kontributioun.

Zréck bei de Projet: Am Gesetzesprojet ass dann och den Alinea gestrach ginn, dee virgesinn huet, dass nei Gesondheetsberuffer kënnen per groussherzoglecht Reglement geschafte ginn. Deemno mussen nei Beruffer an Zukunft ëmmer duerch en neit Gesetz agefouert ginn, dëst fir dem Urteel vum Verwaltungsgeriicht Rechnung ze droen.

Nach ee Saz zum Beruff vum Assistant senior: Dee Beruff ass viru ronn 30 Joer an d'Gesetz integréiert ginn, allerdéngs ass nach ni e groussherzoglecht Reglement dofir ausgeschafft ginn, dat d'Bestëmmunge vun dem Beruff reglementéiert. Et ass e Beruff, deem um Verschwannen ass. Zum Zäitpunkt, wéi dës Gesetzprojet ausgeschafft ginn ass, hate just nach 17 Leit eng entsprecheend Autorisation d'exercer, dovunner ass déi lescht am Joer 1995 vergi ginn. Ursprénglech war virgesinn, dës Beruff och nach weider an der Lëscht vun de Gesondheetsberuffer ze féieren, allerdéngs ouni Bestëmmungen, well et jo kee Règlement grand-ducal gouf, deem een hätt kënnen an d'Gesetz iwwerhuelen, an och ouni d'Méiglechkeet, nei Autorisatiounen fir dës Beruff ze verginn.

Allerdéngs huet de Staatsrot sech a sengem éischten Avis géint dës Solutioun ausgeschwat. Et gouf argumentéiert, dass d'Bestëmmunge vun de Gesondheetsberuffer mussen am Gesetz stoen an dass dat och fir de Beruff vum Assistant senior géilt. Vu d'Zäit, déi et gebraucht hätt, fir nei Bestëmmungen auszeschaffen an och zousätzlech den Examen de proportionnalité ze maachen, huet d'Regierung proposéiert, dës Beruff net méi am Gesetz vun 1992 ze féieren. Dëst wier den Opwand net wäert gewiescht, well et jo, wéi gesot, e Beruff ass, deem um verschwannen ass. Mee déi Leit, déi haut nach dës Beruff ausüben, kënnen dat selbstverständlech awer weider maachen, bis dass se an d'Pensioun ginn. De Staatsrot huet sech mat dëser Solutioun averstane gewisen. An dat ass och d'Erklärung, firwat den Assistant senior elo net méi an der Lëscht vun de Gesondheetsberuffer am Gesetz vun 1992 wäert geféiert ginn.

Am schrëffleche Rapport fannt Dir och jeeweils e Resümee vun den Avisa vum Collège médical, vun der Associatioun vun den Orthophonisten, vun der Salariatskommuner a vum Conseil supérieur de certaines professions de santé. Aus dësen Avisa geet generell ervir, dass déi verschidde Beruffgruppen op een Iwwerschaffe vun den Attributiounen vun de Gesondheetsberuffer waarden.

Mee wéi gesot, dat wäert dann den Objet vun engem aneren, spéidere Gesetzesprojet sinn. Dofir nach eng

Kéier den Hiweis, dass et mer wierklech wichteg ass, dass ee soll drun denken, dass mer déi zwee Gesetzer hei net solle verwieselen an déi zwee Gesetzer och wannechgelift net solle matenee vermëschen.

Ech soen Iech e grouse Merci fir d'Nolauschteren a ginn och schonns den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Raportrice Cécile Hemmen villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alléischte e grouse Merci un d'Madamm Raportrice fir hire schrëfflechen an och hire mëndleche Rapport. Ech wëll just bei hirem mëndleche Rapport un eppes erënneren. Si huet Recht, et ass d'Gesetz vun 1992, wou d'Cour constitutionnelle en Urteel geholl huet, awer dat duerch d'Verfassungsännerung vun 2014. Vun 1992 bis 2014 war dat komplett an der Legalitéit an et ass eréischt duerch d'Verfassungsännerung vun den Artikelen 11 (5), 11 (6) an 32 vun der Verfassung vun 2014, wou dat an d'Illegalitéit komm ass. Just fir dat och eng Kéier ze soen, net dass een och kéint de Verdacht hunn, dass säit 1992 dat alles net richteg gewiescht wär. Just déi Remark zu hirem Rapport.

156 Säiten huet de Rapport, mat villen Erklärungen, mat villen Avisen, déi do derbäi sinn. An ech wëll direkt virewech soen, an d'Madamm Raportrice huet elo e puermol drop higewisen, dass een den Ënnerschied muss maachen zwëschent enger Gesamtreform an deem, wat hei geschitt ass, fir ze kucken, eng Legalisierung ze kréien opgrond vun deem Urteel, dat do ass.

Dat wat eis – an ech hunn et och an der Kommissioun gesot gëschter Moien – e bësse seet, dass et awer elo wierklech iwwert de Knéi gebrach ginn ass: D'Urteel ass komm de 4. Juni 2021 an et war kloer, dass bis den 30. Juni 2023, an dat ass menges Wëssens iwwermuer (veuillez lire: menges Wëssens muer), misst en neit Gesetz do sinn. An ech gi jo och dovun aus, dass elo de Staatsrot nach séier wäert d'Dispens gi vun allem, fir dass et dann och wierklech kann den nächste Samschdeg – jo, de Samschdeg ass den 1. Juli – a Kraaft trieden, well soss géife mer do hänken ouni eng legal Basis vun all deem, wat do ass.

An et ass dat, wat eis e bësse stéiert, dass elo zum Schluss – an ech kann dat deem nëmme bäifügen, wat d'Madamm Raportrice gesot huet –, dass elo vun Dezember bis elo Vollgas gi ginn ass an och am Conseil d'État mat Vollgas dru geschafft ginn ass, fir dass mer awer matzäiten nach eng Kéier de Wee zréck an d'Legalitéit fannen. Mir hätte léiwer gehat, mir hätten do méi laang kënnen driwwer schwätzen an diskutieren a mir hätten och dat, wat am Koalitiounsaccord vun 2018 steet, dass do eng komplett nei Reform géif kommen, dass dat komm wier. 2018 war net 2020 an och net 2021, mee et war 2018 scho festgehalte ginn, dass déi Reformen an deenen eenzelne Beruffer géife kommen.

D'Madamm Raportrice huet och op déi eenzel Beruffer higewisen, wou déi Reglementer komm sinn. Et muss een och nach eng Kéier ervirsträchen: de Problem mat de Kinéen an de Masseuren. Och dat ass eppes, wat hei eng Upassung kréien, an et sinn aner Beruffer, déi eng Upassung kréien, an et sinn aner Beruffer, déi nach ëmmer keng Upassung fannen.

Ech wëll awer och dodrun erënneren, do gëtt et jo nach d'Directive européenne 2005/36, déi och op alle guerten déi Gesondheetsberuffer hiweist, déi do

international gereegelt ginn, an dass et och dofir awer wierklech noutwendeg wier. An ech géif och do en Appell maachen un déi jëtzege an och – et ass jo vläicht déi selwecht – un déi nächst Gesondheetsministesch, dass een dat dann awer och ganz séier op de Wee hält no de Walen, well et ass wichteg, dass mer en attraktive Gesondheetssektor behalen an dass mer och do d'Attraktivitéit behalen, fir dass déi Leit de Beruff erléieren. A mir hu während der Pandemie geklappt an hinne felicitéiert fir alles, wat se géife maachen. Mee wat d'Attraktivitéit vun de Beruffer ubelaangt, wier et och wichteg, dass dann ..., mee d'Madamm Raportrice hat dat jo gesot, dat wier en anere Projet de loi, mee dass deen awer och da séier kënn, well mir stinn do viru Problemer am Gesondheetssektor, wat d'Personal ubelaangt!

Awer mir net eleng – ech wëll dat awer och fairnesshalber soen –: Eise gréisste Wirtschaftspartner, deem net wäit vun der Musel ewech läit, ech mengen, e läit déi aner Säit op der Musel, deem hunn dee selwechte Problem. An do huet net méi spéit wéi den 11. Juni den ..., net de Gesondheetsminister, mee den Aarbechtsminister aus Däitschland gesot, dass et bal net méi méiglech wier, nach all d'Fleegfachkräifeposte kënnen an Däitschland ze besetzen an dass si elo drop ugewise wieren, iwwer Europa erauszegoen, fir Leit sichen ze goen, fir deem Besoin, deem do ass an deem Sektour, och nozekommen. An ech mengen, dass et och wichteg ass an dass et hei zu Lëtzebuerg net aneschtens wäert sinn. Mee mir misste vläicht och emol alles drusetzen, fir dass mer a) déi Leit behalen, déi déi Beruffer geléiert hunn, well och do gëtt et eng relativ grous Ausstignungsklausel (veuillez lire: Ausstignungsquot).

Ech hat eng Question parlementaire gestallt an ech hunn elo gëschter do och schonn Äntwerten drop kritt, wou Leit, déi dee Beruff geléiert hunn, op eemol net méi wëlle weiderfuere, well och d'Aarbechtskonditiounen – ech betounen: d'Aarbechtskonditiounen – net ëmmer déi attraktivst sinn. An et sinn och Leit heibanen, déi e Partner hu respektiv Kanner hunn, déi déi Beruffer erléiert hunn, an déi wëssen do ganz gutt, vu wat ech schwätzen. An dofir mengen ech, dass et elo net duergeet, dat hei konform ze maachen, mee dass mer och duerno deen nächste Step mussen maachen, fir dass souwuel an der Educatioun wéi och an der Héichschoul déi Ännerunge gemaach ginn, fir dass dee Beruff erëm attraktiv gëtt, fir dass mer wierklech och eise Santésecteur kënnen deementspreechend attraktiv maachen.

An ech wëll zum Schluss soen, d'CSV gëtt trotzdem d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz, well et wichteg ass, dass mer e legale Kader hunn, deem och ab nächstem Samschdeg legal ka fonctionéieren. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Den Arrêt vun der Cour constitutionnelle hat jo derzou gefouert, dat d'Gesetz vun 1992 iwwert déi verschidde Gesondheetsberuffer huet missen ëmgeännert ginn. D'Regléierung vun den Osteopathen hat jo och zu deem Urteel am Joer 2021 gefouert. Dat beweist awer och, muss een direkt hei ënnersträchen, dass mer e gutt fonctionéierende Rechtsstaat hunn, an dat ass och nëmme luewenswäert.

Wann et ee Beräich gëtt an der Politik, deem eis ëmmer erëm muss interpelléieren, dann ass et jo awer virun allem natierlech d'Gesondheetspolitik. De Moment hu mer, d'Raportrice huet dat jo gesot, 20 Beruffer, déi duerch Reglement festgehalte goufen. Et war e bëssen erstaunlech, dass zum Beispill e Beruff

wéi den Heilpedagog bis elo nach net duerch e Règlement grand-ducal gereegelt war. Et dierf een awer net vergiessen, datt dat jo och e ganz wichtege Beruff awer ass.

Mat dësem Gesetz ginn dann awer och quasi, kann ee soen, zwee Beruffer ofgeschafft, wat och munches erkläert: Den Assistant senior an den Assistant d'hygiène sociale. Eppes ass ganz kloer, déi medezinnesch Beruffer hunn an deene leschte Joren enorm evoluéiert. Dat huet natierlech och seng Ursaachen, engersäits duerch déi permanent Entwécklung vun der Medezinn – glécklecherweis, muss ee soen. Awer och d'Gesellschaft huet sech natierlech verännert. Ech mengen, fréier war et evident, datt an engem Haus vläicht zwou, dräi Generatiounen zesummegeewunnt hunn. Wann haut an engem Haushalt méi wéi zwou Generatiounen zesumme sinn, ass dat schonn eppes méi Aussergewöhnlech. Dat bréngt natierlech dann awer och mat sech, datt eeben nei Strukturen musse geschafe ginn, wou d'Leit och am Alter kënnen versuergt ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt zum Beispill 2017 14 % vun de Leit iwwer 65 Joer al waren, a bis 2050 gëtt estiméiert, datt dee Prozentsatz schonn op 24 % eropgeet. Dat bréngt also mat sech, datt dee ganze Beräich nach muss ganz anescht erscaff ginn an datt och d'Betreiungsstrukturen nach musse verbessert ginn. Och d'Émfeld vun de Patienten u sech huet sech verännert. Ech mengen, fréier ass et eng Rei Operatiounen ginn, déi konnten nëmmen um stationären Niveau gemaach ginn. Haut huet een dat awer scho vill méi um ambulanten. Och do gesäit een also déi grouss Differenz, déi sech do lues a lues erausgestallt huet.

De weesentleche Punkt vun dësem Gesetz ass natierlech och dee sougenannten Examen de proportionnalité. Do gëtt dee jo och vum EU-Recht verlaangt, fir eebe verschidde Beruffer ze reglementéieren, wann déi deelweis och ageschränkt solle ginn. Do muss een natierlech och soen, dat ass keen einfachen Exercice, besonnesch wann et sech ëm liberal Beruffer handelt, datt do de Legislatuer u sech awer gewësse Grenze setzt. Et muss een also ëmmer eng gewësse Balance och do fannen.

De Moment hu mer der jo dräi do am Gesetz. De Staatsrot hat jo och gesot, datt nach misst nogereecht ginn, wat weider Examens de proportionnalité ubelaangt. An dowéinst huet dat Gesetz jo hei dann och zousätzlech nach e gewëssene Retard kritt.

Jo, et kéint een iwwert dee Retard hei elo vill diskutéieren, mee d'Haaptsaach ass, datt mer haut déi dréngend Upassung awer elo fäerdebréngen, well, wéi et och virdru scho gesot ginn ass, spéitstens iwwermuer muss dat awer dann och gemaach sinn.

Eppes muss een awer hei elo schonn ënnersträichen: Eng nächst Regierung kritt do eng wichtege Aufgabe ze maachen. An zwar muss sech méi grondleeënd dann och Gedanke gemaach ginn: Wéi soll de Gesondheetssystem vu muer ausgesinn? Mir musse wëssen, datt déi medezinnesch Beruffer, de Fleegeseक्टर, an de Marc Spautz huet dat och schonn hei gesot, vill méi attraktiv musse duergestallt ginn. Dat heescht, net nëmmen de legislative Kader muss stëmmen, mee och d'Sensibiliséierungscampagnë musse gemaach ginn, fir datt mer zousätzlech Leit awer rekrutéiert kréien op allen Niveaue, wat d'Fleeg ubelaangt. Ech wëll och drun erënneren, dass zum Beispill bis 2030 40 % vun den Infirmieren an Infirmiären an d'Pensioun ginn. Och dat kann eis viru ganz grouss Problemer bréngen.

D'Formatioun, evident an deem Beräich, spillt eng ganz wichtege Roll. Dowéinst si mer och frou als Demokratesch Partei, datt och elo um Niveau vun der Uni nei Ausbildungsméiglechkeeten ugebuede ginn. Ech

denken zum Beispill un de Bachelor fir d'Infirmiären. Dat ass jo och op där gudder Schinn.

An deem ganze Kontext muss een natierlech och op de Rapport Lair erëm eng Kéier hei ze schwätze kommen, dee jo 2019 virgeluecht gouf. An do ass ganz kloer ënnerstrach ginn, datt eise Gesondheetssystem viru groussen Erausforderunge steet. Ech wëll awer och hei betounen: Mir sollen net an de Feeler verfallen, elo eise Gesondheetssystem dohinnerstellen, wéi wann en ze vill Faillen hätt, wéi wann en net gutt wär. Nee, jiddwereen, deen e bëssen iwwert d'Grenz geet an och e bësse méi wéi iwwert d'Grenz geet, dee spiert awer ganz séier, dee mierkt ganz séier, datt mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer d'Chance hunn, trotzdem e gudd Gesondheetssystem ze hunn, obwuel natierlech eng Rei Upassung musse gemaach ginn.

Ech wëll och do kuerz zitieren aus dem Rapport Lair: „Mais la situation de dépendance du système de santé luxembourgeois est telle et le risque de grave pénurie important, que cela nécessite plus qu'un simple plan d'action. Elle devrait être déclarée ‚cause nationale‘ afin d'être considérée par plusieurs ministères.“ Ech mengen, dat seet kloer aus, wat u sech muss op eis zoukommen a wat mer och musse natierlech deementspriedend bewältegen.

Déi Covidkris huet natierlech och munches hei ënner Beweis gestallt, a viru allem awer och, datt mer ugewise sinn op ganz vill Fleegepersonal, dat net hei zu Lëtzebuerg wunnt. An och d'äers muss mer eis bewosst si fir d'Zukunft, wa mer gär eise Gesondheetssystem nach wëlle verbessern. Dat ass och d'Ursaach – et muss een dat awer hei soen –, firwat natierlech net konnt op eenzelen Dossiere vläicht méi intensiv geschaff ginn. Mir wëssen et jo hoergenee – an den eternelle Reporter heibanne weess dat nach vill besser –, datt mer do awer ganz staark engagéiert waren an deene leschte Joren. An ech mengen awer och kënnen hei ze soen, datt mer dat awer och gutt gemeeschtert hunn.

Voilà, wéi gesot, onofhängeg vun deem kleng Bemoll, datt dat Gesetz eeben hei elo huet misse relativ séier iwwert d'Bün goen: Haaptsaach, et ass gemaach ginn! D'Demokratesch Partei steet och dohannert, selbstverständlich natierlech och mat dem Opruff, datt mer musse awer spéitstens, wann eng nei Regierung steet, dat heiten erëm op de Leescht huelen an dann, wéi gesot, déi néideg Mesürene huelen, fir datt de Gesondheetssystem hei zu Lëtzebuerg nach wie vor op engem héijen Niveau ka funktionéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grouse Merci un d'Cécile Hemmen fir déi detailléiert Aarbecht am schrëftlechen a mündleche Rapport. Dëst erlaabt et mir, net musse op déi technesch Detailler anzegoen.

Wéi d'Rapportrice et erkläert huet, geet et an dësem Projet de loi haaptsächlech drëm, d'Gesetz vum 26. März 1992 iwwert den Exercice an d'Revaloriséierung vu verschidde Gesondheitsberuffer konform ze setzen zum Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 4. Juni 2021, dee befonnt hat, datt d'Artikelen 1 a 7 vum Gesetz net konform zu der Constitution sinn, well d'Conditions générales d'accès an d'Attributione vun de Professions de santé net am Gesetz stinn, mee iwwer groussherzoglecht Reglement gereegelt ginn.

Mam Stéchdatum vum 30. Juni 2023, dee vun der Cour constitutionnelle fixéiert ginn ass, hu mer et deemno esou just fäerdegruecht, fir mat dësem Projet de loi

iwwert d'Zillinn ze kommen, ouni den Exercice vu verschidde Gesondheitsberuffer a Gefor ze bréngen.

Dir Dammen an Hären, datt mer dëst Gesetz mam Titel „Revaloriséierung vu verschidde Gesondheitsberuffer“ iwwerschaffen, ass eng perfekt Geleeënheet, fir dorobber hinzeweisen, datt mer och bei der Bekämpfung vun der Penurie vun den Aarbechtskräften d'Zillinn musse errechen. Do si mer awer nach e gutt Stéck dovunner ewech. Dofir wéilt ech nieft de constitutionnelle Problemer vum Gesetz vum 1992 gären op d'Urgence agoen, fir dëst Gesetz de Realitéiten um Terrain unzepassen.

Mir wësse scho laang, datt mer d'Attraktivitéit vun de Gesondheitsberuffer musse verbessern. Spéitstens zanter dem Rapport Lair, deen 2019 presentéiert ginn ass, ass et eng Evidenz. Duerfir ass et wichtege, datt mer méi konsequent un der Ëmsetzung vun de Recommandatiounen schaffen, fir datt all dës Beruffer hir Mission de santé publique kënnen korrekt ausüben.

Am Koalitionsaccord steet, datt eng generell Analys a gegebenefalls eng Opwärtung vu verschidde Gesondheitsberuffer soll gemaach ginn, fir eis un aner EU-Länner unzepassen. Déi gréng sinn der Meinung, datt dëst méi wéi jee néideg ass. Et soll jo elo parallel och dorunner geschaff ginn.

Besonnesch am Secteur vun der Fleeg existéiert eng grouss Middegkeet – scho viru Covid, mee dësen huet de Phenomeen nach verstärkt. Duerfir denke vill Leit doriwwer no, aus dem Beruff erauszeklammern. Laut der „LetzCare“-Studie vun der ANIL, déi am Oktober 2022 presentéiert ginn ass, hunn 78 % vun de Befroete schonn eemol doriwwer nogeduecht, de Fleegeberuff ze verloossen, an dorënner een Drëttel ëmmer oder oft. Dëst ass erschreckend a muss onbedéngt geännert ginn.

Une voix | Très bien!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

M. Marc Hansen (déi gréng) | Duerfir musse mer Léisunge fannen, fir engersäits d'Aarbechtsëmfeld ze verbessern, fir d'Leit am Beruff ze halen, an anerersäits méi Leit an d'Formatioun zu Lëtzebuerg ze kréien an déi Leit, déi an d'Ausland studéieren ginn, och erëm op Lëtzebuerg zrëckzekeréieren.

Positiv ass, datt deemnächst d'Bachelorformatiounen fir Infirmieren, d'Infirmiers spécialisés, d'Hiewammen an d'Assistants techniques de radiologie op der Uni Lëtzebuerg ufänken, well déi ginn dréngend gebraucht. Dat ass e wichtege Baustee géint d'Penurie bei de Gesondheitsberuffer, déi vun ëmmer méi Personal aus dem Ausland muss kompenséiert ginn.

E wichtege Punkt, fir dëser Penurie entgéintzewierken, ass awer och d'Revaloriséierung vun de Gesondheitsberuffer. Parallel muss awer och u Brécke geduecht ginn, fir vun engem Beruff an deen aneren ze kommen, respektiv dorunner, Karriärsmeiglechkeeten ze schafen, fir de Leit Zukunftsperspektiven ze ginn. Duerfir ass e globalen Ausbildungs- a Formatiounsplang fir all d'Gesondheitsberuffer, deen net just all einzelen Beruff consideréiert, mee se och mateneen denkt, dréngend néideg, an dat mat engem besonneschen Akzent op deene Beruffer, wou d'Penurie am heefegsten ass oder wou d'Besoinen an der Zukunft wäerte klammen. Dat implizéiert natierlech och, datt d'Attributione vun de verschidde Gesondheitsberuffer musse iwwerschafft ginn.

Am Resümee kann ee soen, datt eigentlech déi ganz Berufsketten aus dem Gesondheitssecteur muss analyséiert ginn an all d'Formatiounen esou musse reorganiséiert ginn, datt méi kompetent a méi effikass kann am Team zesumme geschaff ginn. Mat enger Reform vun de Studien, enger Erhéijung vun

den Ausbildungsplazen an enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen ginn déi verschidde Beruffer dann och méi attraktiv fir déi Jonk.

Här President, et ass wichteg, dass mer mat dësem Projet de loi d'Mise en conformité nom Arrêt vun der Cour constitutionnelle garantéieren. Mir mussen awer och feststellen, dass mer mat dësem Gesetz d'Gesondheetsberuffer net dem Terrain upassen a fir d'Zukunft opstellen. Et besteet deemno weiderhin eng Urgence, dass iwwer 30 Joer aalt Gesetz ze adaptéieren, déi verschidde Beruffer opzewäerten an och hir Attributiounen esou ze definéieren, dass déi verschidde Gesondheetsberuffer effizient an effikass kënnen matenee schaffen. Déi verschidde Gesondheetsberuffer waarden drop, dass gesäit een och, wann een d'Avisen zu dësem Projet de loi liest.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Cécile Hemmen fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech mengen, vu menge Virriedner ass dass meescht gesot ginn, duerfir wëll ech mech haut hei relativ méi kuerz faassen.

Dëst Gesetz schafft am Fong geholl, wann een et esou wëllt soen, Rechtssécherheet, wat allerdéngs op Drock vun engem Gerichtsurteel berout. Et dierft domadder munches méi kloer sinn, mee ob elo alles kloer a korrekt ass, dass musse mer ofwaarden, dass musse mer gesinn an der Zukunft. Et ass jo hei am Fong geholl, wéi et och scho vu menge Virriedner gesot ginn ass, prioritär méi en techneschen Dossier, fir dem Gerichtsurteel Rechnung ze droen.

Mir kommen net derlaanscht, fir eis Gesondheetsberuffer, déi jo permanent vun 1992 bis haut gestige sinn ... An de Besoin gëtt jo ëmmer méi grouss a leider Gottes hu mer ëmmer manner Personal. Fir deem entgéintzewierken, komme mer net laanscht eng Gesamtreform an och do musse mer kucken, wéi mer dat upassen. Do ass ganz sécher nach ganz vill „pain sur la planche“, wéi se soen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. An d'Madamm Oberweis ass scho prett a kritt och direkt d'Wuert. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. E grouse Merci och der Madamm Rapportrice an all deenen, virun allem och der Madamm Pommerell, déi un dësem Projet de loi matgeschafft hunn. An ech wëll och direkt soen, dass mer dëst Gesetz matdroen.

Ech muss awer soen, dass dat, wat mer elo hei virleien hunn, sengem Titel net gerecht gëtt, am Verglach zu deem, wat anoncéiert ass, an zu deem, wat mer brauchen. Effektiv dréit dëse Projet häerzlech weineg zu der Revaloriséierung vun deene verschidde Gesondheetsberuffer bäi. Eigentlech ass dat, wat am Exposé des motifs behaupt gëtt, e bësselchen e Witz.

Här President, nee, dëse Projet de loi bréngt keng substanzuell Verbesserung fir de Stand vu verschidde Gesondheetsberuffer mat sech an et handelt sech

hei net ëm déifgräifend Ännerungen par rapport zum fréiere Gesetz. Hei geet et net ëm d'Häerzstéck vun der geplangter Reform vun de Gesondheetsberuffer, déi eis säit Jore versprach gëtt. Dat hei ass just e Formalitéitgesetz, wou d'Reglementatiounen vu Gesondheetsberuffer, wéi zum Beispill den Osteopathen, den neie Standarden ugepasst ginn a verschidde Kontradiktiounen mam europäesche Rechtskader korrigéiert ginn.

Den Ulass vun dësem Gesetzesprojet ass virop, aus der Verfassungswiddregkeit erauszekommen, an dass ass drénglech a justifiéiert effektiv, firwat dëst Gesetz esou schnell huet misse kommen.

Hei ass dann och keen Usproch erauszulesen op radikal Ännerungen, déi mer brauchen, déi néideg sinn, fir d'Gesondheetsberuffer opzewäerten an attraktiv ze maache respektiv fir géint d'Penurie u medezineschem a Fleegepersonal unzekämpfen. An dass dramatesch, well säit Joren héiere mer vun den Acteuren um Terrain wéi zum Beispill der ANIL, dass hir Leit iwwerschafft sinn an drun denken opzehalen. Dat heescht, net nëmmen hu mer eng Penurie, mee en plus weinst der Charge an och zum Deel der grousser administrativer Charge denken der vill drun, de Beruff ze verlossen. Mir wësse wuel, et ass virdu gesot gi vun der Madamm Rapportrice, dass dat soll kommen, mee mir froen eis, wéini.

Här President, dëse Gesetzesprojet ass eng Uneneereierung vun Annexen, iwwer 200 Säite bal, déi eenzel Gesondheetsberuffer mat all hire Missiounen, Attributiounen, Conditions d'accès oplëschen. Hei wier an der Terminologie gebotzt ginn, deelweis esou gutt, dass op eemol Beruffer wéi den Assistant d'hygiène sociale sollte verschwannen, éier se dann nees an enger amendierter Fassung am Gesetz optauchen. An dass ass och gutt esou, well et ëmmer nach Leit gëtt, déi concernéiert sinn, déi ënnert deem Statutt schaffen an och wëlle schaffen. An deem Fall ass den Avis vum Conseil supérieur de certaines professions de santé respektéiert ginn.

Här President, et ass schued, dass dëse Projet de loi net méi substanzuell Ännerungen an d'Richtung vun enger wierklecher Opwärtung vun de Gesondheetsberuffer mat sech bréngt. Hei geet et leider net ëm d'Formationen, d'Rekrutementsstrategien, d'Aarbechtskonditiounen oder d'Gehälter, net ëm Moosnamen, déi och laangfristeg kéinten zu enger Opwärtung vun de Gesondheetsberuffer bäidroen. Mir wëssen, firwat Covid gëtt ëmmer erëm genannt an aner Erklärungen, firwat dat elo net komm ass. Mir kréien awer gesot, et wär amgaangen, dru geschafft ze ginn, vun enger zweegleeseger Aarbecht ass geschwat ginn.

Da géif ech ganz gären och froen, wou dann déi Aarbechten dru si fir déi Opwärtung vun de Gesondheetsberuffer, respektiv déi Reform, déi néideg ass, wou déi drun ass, sachant dass d'Wale geschwé sinn, mee d'Aarbechte wäerte jo awer amgaange sinn, wéi eis gesot gouf. Kann d'Ministesch vläicht kuerz drop agoen, wou déi Aarbechten dann dru sinn?

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass de Sven Clement an e kritt och direkt d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol ass kloer: D'Gerichtsurteel mussen ëngesat ginn, ob eis den Timing passt oder net. Dass ass ëmmer esou, wann ee verléiert, da passt engem den Timing seelen, mee nichtsdestotrotz muss se ëngesat ginn. A mir packen dat heite jo elo esou tout juste nach.

Et ass vill vum Assistant d'hygiène sociale geschwat ginn, dass et där nach 17 gëtt mat Autorisation d'exercer. Et ass schued, eng dovunner ass am Moment rouend, well déi Persoun ass Minister gi säitdeem, an et kënnen also am Moment tatsächlech just 16 Leit dat exercéieren. Ech fannen dat ... De Georges Engel schwätzt eis ëmmer dovun, wat fir e schéine Beruff dat ass, och wann et en net méi wierklech gëtt.

Bon, et gouf schon dovun geschwat: D'Chance fir déi grouss Reform gouf hei e bësse verpasst. Ech mengen, dass war och zäitleche Constrainté geschëllt, ech wëll dofir do elo net nach weider drop erëmreiden. An ech mengen, mir kënnen ganz fro sinn, dass mer zesumme mam Staatsrot mat all deenen Allez-retouren elo en Text hikruten, deen d'Spuer hält an deen dann och d'gesetzlech Dispositiounen respektéiert.

Ech wëll dofir och nach eng Kéier der Rapportrice e grouse Merci soen, fir déi 156 Säite Rapport net nëmmen am Schrëftlechen, mee och am Mündlechen dann nach eng Kéier presentéiert ze hunn.

Mee nieft all deene Mercien, nieft all deem Positiiven – an ech kann Iech soen, mir wäerten dem Gesetz eis Zoustëmmung ginn – wëll ech awer eng Remark iwwert d'Prozedur maachen:

D'Chamber huet e Gesetz gestëmmt, wat den 2. November 2021 a Kraaft getrueden ass, an dass ass d'Gesetz iwwert den Examen de proportionnalité bei verschidde Beruffer. Dass Gesetz gesäit u sech vir, dass, wa verschidde Berufsgruppe betraff sinn, en Examen de proportionnalité schon um Niveau vum Avantprojet de loi muss gemaach ginn. Dësen Text, dësen Examen muss dann och public sinn, fir dass sech déi betraffe Berufsgruppen an aner Stakeholdere kënnen dorunner inspiréieren an dat an hir Stellungname mataflüsse looschen. Dass heescht, se missten öffentlech an domadder publizéiert sinn. Elo constatéieren ech awer, dass se zumindest net bei der Chamber publizéiert goufen an och sécher net beim Depot virlouchen, zumindest net der Chamber virlouchen, well anescht kann ee sech dee ganzen Hin an Hier zwëschent Staatsrot, Regierung an deelweis och Chamber net erklären.

Den 29. November 2022, also ee Joer, nodeem dat Gesetz a Kraaft getruede war, gouf deen heite Projet de loi deposéiert. Du louch en e bëssen do, an dräi Méint méi spéit, de 6. Februar, huet de Staatsrot schon déi éischte Kéier no deem Examen de proportionnalité gefrot a krut dunn och en Transmis vum der Regierung. Ech gesinn de Minister fir d'Relatioun mam Parlament hei viru mer setzen. Deen huet déi Bréiwer jo zum Deel och un d'Chamber weidergeleert, dofir wësse mer déi Timeline och méttlerweil. An zwou Wochen, dräi Wochen drop, den 28. Februar, huet de Staatsrot du gesot: „Moment, dass doten ass net alles. Dir hutt net dee ganzen Examen de proportionnalité geliwwert.“ D'Chamber huet et e Mount gedauert an an där Zäit huet dunn de Gesondheetsministère dem Staatsrot geäntwert, do wäere keng weider Beruffer betraff, de Staatsrot géif do eng falsch Lektür maachen, wat dunn den Dag drop derzou gefouert huet, dass d'Chamber dunn och déi Dokumenter krut, soudatt mer eis en eegent Bild konnte maachen.

De Staatsrot huet sech dunn nach eng Kéier annerhallwe Mount Zäit geholl, fir säin Avis ze schreiwen, a seet dunn a sengem Avis de 16. Abrëll (veuillez lire: de 16. Mee): „Dach, hei si Beruffer betraff“, a mir hu schon iwwert den Assistant senior ënner anerem geschwat, „wou misst awer en Examen de proportionnalité gemaach ginn.“ Bon, vu d'Constrainte-temporellen hu mer dat dunn duerch Amendementer geléist. Mir hunn also u sech déi Opposition-formellen, déi do gestanen hunn, doduerjer geléist, dass mer dat no hanne

pousséiert hunn, datt mer déi ganz Prozedur vun deem Examen de proportionnalité och no hanne pousséiert hunn. Mee mir hunn et net aus der Welt geschaaft, well déi nämmlecht Froe stelle sech och an Zukunft nach.

Dat heescht, hei hu mer e Gesetz, wat hätt misse beim Depot vum Gesetz nach respektéiert ginn a wou d'Regierung sech et awer e bëssen einfach gemaach huet a souguer huet missen zweemol vum Staatsrot rappéléiert ginn. An ech mengen, dat ass eppes, wat an der Prozedur ... Mir wëssen alleguerten, heiansdo muss et séier goen, mee ech verstinn, datt och Beamten net ëmmer kënnen 100 % perfekt eppes liwweren. Mee ech géif mer awer wënschen, datt mer, wa mer an Zukunft a reglementéierte Berufsgroupe sinn, awer weinstens déi Gesetzter vun Ufank u géife respektéieren, déi mer eis selwer ginn hunn.

An da vläicht déi lescht Fro un d'Madamm Ministesch zu deem Examen de proportionnalité: Ech wollt just froen, wou d'Veréffentlechung vun deem Examen de proportionnalité ass, wéi en am Gesetz vum 2. November 2021 virgesinn ass. Well wann den Examen soll effentlech sinn ... Ech weess, datt mir en an der Chamber als Transmis kruten, ech hu mech awer gehitt, dee mat iergendengem aneren ausserhalb vun der Chamber ze deelen, well mir kruten den iwwert de Courier interne. An ech hunn haut nach eng Kéier gekuckt: En ass net publizéiert ginn am Dossier parlementaire. Deementspriedend gouf et warscheinlech keng Instruktiounen, do ze publizéieren. Dofir wollt ech just froen: Lait de Feeler bei der Chamber? Hätte mir dat dierfen, kënnen, solle publizéieren? Oder hätt de Ministère dat missen enzwousch anescht publizéieren? Dat ass eng Fro, op déi ech bis elo keng Äntwert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dat war dee leschte Riedner. Domat ass d'Discussion générale ofgeschloss.

An d'Wuert huet direkt d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Paulette Lenert. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Här Président, merci fir d'Wuert. Virop e ganz grouse Merci un d'Rapportrice, awer och un all déi Leit, déi un deem heite Projet matgeschafft hunn op allen Eebenen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Et ass schonn ervirkomm: Et ass eng Mammutaufgab gewiescht. Eppes, wat einfach geklongen huet, eppes vun engem Reglement eriwwezechuelen an d'Gesetz, huet sech entpuppt als e ganz komplizéierten Exercice. Dat gesitt Der um Volume vun deem Projet, den, wéi et och schonn a verschiddene Rieden ennerstrach ginn ass, absolutt net den Usproch huet, déi grouse Reform vun de Gesondheetsberuffer ze maachen.

Ech géif awer och gären direkt ervirsträichen, dass mir elo net ofwaarde bis d'Wale fir weiderzeschaffen. Genau de Géigendeel ass de Fall. Déi Aarbechte sinn ugelaft am Fong geholl no der Etüd Lair. Direkt ufangs 2020 sinn Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff ginn, fir, sou wéi dat versprach gi war, sämtlech Beruffer de fond en comble ze iwwerschaffen. Dat sinn opwänneg Aarbechten, déi mir net aus der Distanz eraus maachen, mee mam Terrain zesummen. Dat heescht, dat fuerdert ganz vill participatiivt Schaffen. An déi Aarbechte sinn, wéi ech et hei an dëser Enceinte, mengen ech, net brauch ze rappéléieren, natierlech brutal ennerbrach ginn duerch d'Pandemie, wou mer aner Prioritéiten haten. Mee si si lafend weidergaangen.

Zu engem gewëssenen Zäitpunkt a wëssend, dass mer déi Deadline vum 30. Juni am Raum hunn, hu mer missen e Plang B ausschaffen, well mer gesinn hunn, vu d'Envergure vun deenen Aarbechten, wa mer dat wëlle seriö maachen a Beruff fir Beruff adaptéieren un d'Uspréich vun haut, an dat an enger gesonder Zesummenaarbecht mat de Leit vum Terrain, dass dat nimools kéint opgoen. An dunn ass u sech dee richtegen Tsunami bei eis ausgebrach, well mer déi eng Aarbechte weiderlaffe gelooss hunn an trotzdeem parallel eeben un deem heite Projet geschafft hunn, fir déi gesetzlech Basis an dréchen Dicher ze kréien, mat dach awer engem gewëssenen Opwand.

Dat war guer net esou einfach, well déi Reglementer haten net eng eenheetlech Struktur. Dat war net esou, dass een einfach Copy-Paste konnt maachen. Et war ganz opwänneg. Dat heescht, do si mer parallel angangen, an déi Aarbechte fir de Rescht vun deene Gesondheetsberuffer, déi lafen natierlech weider. Mir hunn och do mat Prioritéite geschafft. Dir wësst, dass nei Studiegäng ugefaangen hunn, de Bachelor am Infirmiersberuff – fir deen ze nennen. Do hu mer prioritär drop geschafft natierlech, well mir hu missen och Input gi fir déi Studiegäng, déi hu missen erstallt ginn.

Mir hunn elo ongeféier e gudden Drëttel vun de Gesondheetsberuffer, wou mer schonn déi éischt Phas hannert eis hunn, wou mer mat den Acteuren zesummen eng Virstellung hunn, wéi déi nei Kompetenze sollen ausgesinn. Dat leeft dann duerno weider a legislativ Aarbecht, mee déi Aarbechte sinn zu kengem Moment ennerbrach gewiescht, ausser an der Ufangsphas natierlech duerch d'Pandemie. Si lafe weider a wäerten och weiderlaffe bis déi lescht Woch op alle Fall, wou ech am Amt wäert sinn, an duerno, do ginn och dervun aus, och. Ech kann haut net soen, ob nach eppes wäert kënnen deposéiert ginn oder net. Et si komplex Aufgaben. Ech ka just versécheren, dass d'Aarbechte weiderginn.

Et ass och richtig, dass vill Hin an Hier war. An do géif ech och ganz gären eng Lanz fir meng Leit briechen: Ech hunn déifste Respekt fir si, si stinn nach ëmmer. Mir hu kleng Ekippen. Mir hunn e legislative Bagage ze evakuéiere gehat an deene leschte fënnf Joer, wéi de Santéministère en nach ni ze stäipen hat. An och si stounge während der Pandemie mat un der Front. Eis Leit waren net déi, déi vun deene vläicht méi angeneeme Saache vun engem Lockdown konnte profitéiere während der Pandemie. Et ass fortlafend geschafft ginn an, jo, mir sinn alleguerte midd an, jo, et geschéie Feeler.

Et ass net deen eenzege Projet, un deem geschafft gëtt. Mir si parallel op op d'mannst enger Dose Chantiere present, mat enger ganz intensiver parlamentarescher Aarbecht och ëmmer, wou déi selwecht kleng Ekippen op alle Fronten ëmmer erëm muss moies am Garde-à-vous stoen, an dat mécht se. An ech sinn haut op alle Fall ganz frou an dankbar, dass mer déi Deadline konnten halen. Et ass dat, wat zielt. Mir hunn eng Deadline gehat, a wa mer haut hei sinn, dann ass dat u sech de Beweis, dass et opgaangen ass. Dat war eist Zil an ech si ganz frou, dass mer dat konnten halen.

Fir de Rescht ass et extreem wichteg fir d'Attraktivitéit vun de Beruffer, dass mer se wäerten adaptéieren. Mee et ass awer genausou wichteg, dass mer eis déi néideg Zäit och dofir huelen an déi Concertatiounen hu mat den Acteuren vum Terrain. Et si ganz vill Ufuerderungen un de Gesondheetssecteur, déi kommen, an do ass et natierlech wichteg, dass déi eenzel Beruffer een op deen aneren ofgestëmmt sinn. Et ass scho gesot ginn, do gëtt et deels ganz al Texter, méi rezenter. Dat ass eng komplex Aufgab an do solle mer dat schnell an zügeg maachen, awer trotzdeem net iwwert de Knéi briechen. Dat ass op alle Fall mä

Plädoyer dofir, well dat muss sëtze fir d'Zukunft. Et ass d'Basis vu Formationskursussen, déi mussen ugepasst ginn hannendrun, an do muss ee sech einfach déi néideg Zäit huelen.

An ech mengen, mir mussen eis alleguerten gestoeno, dass mer nun eeben emol ausgebremst gi sinn an dëser Legislaturperiod. Ech kréien ëmmer gesot: „Dat ass en Joker, deen ëmmer erëm gespillt gëtt.“ Ech kann ëmmer nëmmen erëm betounen, dass et eng Realitéit fir eis ass. Mir sinn net nëmmen hannendra gerode mat deem, wat virgesi war, mee mir hunn och nei Aufgabe krit. Mir schaffen um Pandemiegesetz. Mir hunn Evaluatioun gehat, déi an eisem Haus gelaf sinn. Mir haten en extreem staarke Bagage. An dofir: Iech alleguerten e grouse Merci fir d'Verständnis!

Ech weess, dass dat heiten eng enorm Strapaz war och am Beräich vun der Chamber, fir dee Rapport zustanen ze kréien. Letztendlech solle mer alleguerten zesumme frou sinn, dass mer et gepackt hunn, well e Lach an deem dote Beräich wär net gutt gewiescht. Dat hätt bedeit, dass keng Geneemegung méi hätte kënnen ausgestallt ginn. Dat ass scho ganz dramatesch. Dat ass och eppes, wat mer an deem Sënn net kann hunn hei zu Lëtzebuerg. Et ass jo och déi éischte Kéier, wou esou en Delai gesat ginn ass vun der Cour constitutionnelle. Dat ass schonn eng ganz, ganz grouse Erausforderung, wann ee weess, do ass e Stéchedatum, wou d'Gesetzter net méi wäerten do sinn. Dat hu mer esou net kann.

Ech weess aus menger aler Beruffserfarung um Geriicht, dass ganz oft Prozesser nach jorelang geféiert gi sinn, ëmmer erëm, ëmmer erëm, bis dann endlech d'Base-légallen adaptéiert gi sinn. Dat heite gëtt deen néidegen Drock, dat kann ech Iech confirméieren. An ech kann Iech nëmme Merci soen op alle Fall fir déi vill Efforten an Iech bestätegen, dass eis Aarbechten op Héichtouere wäerte weiderlafen op deem doten Dossier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8108. Den Text steet am Document parlementaire 8108⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8108 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Neestëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile

Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8067 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet Nummer 8067 iwwert d'Upassung vun der Organisation vun de Feierungsplazen an der Regierungsverwaltung. An de Rapportier dofir ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Iwwermuer ass e wichtige Dag fir eist Land: Dann trëtt déi nei Verfassung a Kraaft. An d'Chamber huet jo och derzou opgeruff, fir dat mat engem feierlechen Akt ze zelebréieren, wat och eng gutt Saach ass. Déi nei Verfassung huet selbstverständlech och en Impact op de Fonctionnement vun eisem Staat, och op d'Organisation vum Kader vun der Regierungsverwaltung. Déi baséiert jo de Moment um ofgeännerte Gesetz vum 31. März 1958. Dat muss allerdéngs elo ofgeännert gi wéinst der Revisioun vun enger Rei vu Kapitelen aus der Constitution. Dat sinn d'Kapitelen I, II, III, V, VII, IX, X, XI an XII.

Dës Revisioun bréngt dann och mat sech, dass den Artikel 76 vun der Constitution suppriméiert gëtt. An op Basis vun deem Artikel sinn awer bis elo dann ëmmer d'Conseillere vun der Regierung genannt ginn. Wa mer vu Conseillere schwätzen, heescht dat General-administrateuren, Premiers conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe a Conseillers de Gouvernement adjoints.

Domadder verschwannen dann awer och den Arrêté royal grand-ducal vum 9. Juli 1957 (veuillez lire: vum 9. Juli 1857) iwwert d'Organisation vun der groussherzoglecher Regierung wéi och den Arrêté grand-ducal vum 14. Januar 1974 iwwert d'Conseillere vun der Regierung.

D'Konsequenz ass dann eeben elo, dass d'Conseillers de Gouvernement am Kaderpersonal vun der Regierungsverwaltung verankert ginn. An dowéinst mussen dann eeben och elo verschidden Dispositiounen vum ofgeännerte Gesetz vum 31. März 1958 adaptéiert ginn. Ënner anerem gëtt d'Zuel vun de Conseillere elo vun 126 op 150 eropgesat, dat, fir dass d'Regierung iwwer eng gewisse Marge verfüügt, fir, wéi gesot, gewëssen Upassungen ze maachen.

Da soll een och direkt hei ënnersträichen, dass déi Ännerunge selbstverständlech och schonn den 1. Juli a Kraaft trieden, deen Dag also, wou och déi nei Verfassung en vigueur ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi gouf de 25. August 2022 vum Minister vun der Fonction publique, dem Här Marc Hansen,

deposéiert. A senger Sétzung vum 9. Juni 2023 gouf de President vun der Kommissioun vun der Fonction publique zum Rapportier genannt an de Rapport gouf den 22. Juni och ugeholl.

Vläicht och nach e kuerzt Wuert iwwert déi eenzel Avisen, fir d'éischt ugefaange mat deem vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: Deen datéiert op de 17. November 2022. Am Fong ass d'Chamber mat deem Gesetzesprojet d'accord. Si ass och dermat d'accord, dass d'Limitzuel vun de Conseillere eropgesat gëtt iwwer Gesetz an dat net méi muss iwwer en Arrêté grand-ducal geschéien.

Dann zum Avis vum Conseil d'État vum 16. Mee: Do huet de Conseil d'État fir d'éischt emol drun erënnert, dass déi Conseillers de Gouvernement jo Fonctionnaire sinn, och wann et verschidden Derogatiounen natierlech nach gëtt, wat den Accès an déi Karriär ubelaangt. An déi Karriäre si jo och am ofgeännerte Gesetz vum 25. März 2015 festgehale.

De Conseil d'État erënnert dann awer och drun, dass d'Limitzuel vun de Conseillere an der Vergaangeneheet der Regierung u sech net d'Recht ginn huet, nei Posten ze schaffen, mee dass dat eebe just konnt op Basis vum Numerus clausus geschéien, dee jo alljoers am Budgetgesetz festgehale ginn ass.

Dunn huet de Conseil d'État och nach eng Textännerung proposéiert, wann d'Regierung wéilt Posten ausserhalb vum Numerus clausus stëmmen, an d'Kommissioun huet déi selbstverständlech och ugeholl, fir eeben och eng gewisse Flexibilität da kënnen ze garantéieren.

Dann huet de Conseil d'État awer och nach ënnerstrach, dass d'Decisiounen, wat d'Organisation vun der Regierung ubelaangt, net vum zoustännege Minister kënnen geholl ginn, mee – wat och normal ass – dass dat do misst eng Decisioun vun der ganzer Regierung sinn. An do hat de Conseil d'État och eng Opposition formelle ugedreet a selbstverständlech hu mer dat dann och ugepasst.

Voilà, dat war et am Fong schonn alles zu deem Projet de loi hei. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, géif Iech och bieden, deem Projet hei Är Zoustëmmung ze ginn, a maachen dat am Numm vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapportier Gusty Graas villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Virop wéilt ech och dem Rapportier Gusty Graas villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport. Ech soen direkt, dass d'CSV deen heite Gesetzesprojet matdréit, well fir eis ass et wichtig, dass eng Regierung dës Méiglechkeet huet.

Ech wéll awer trotzdeem nach e puer Wuert zum Avis vun der Chambre des fonctionnaires soen. Et ass richtig, dass d'Chambre des fonctionnaires mat deem heite Projet de loi d'accord ass, mee si huet awer och verschidden Punkte bemängelt. Si seet zum Beispill, dass hei mat deser Dispositioun Leit an d'Fonction publique genannt ginn, déi net onbedéngt d'Konditiounen mussen erfëllen, fir kënnen op déi dote Poste genannt ze ginn. An dann nennt se eeben d'Sproochen, d'Diplomer, déi Leit mussen keen Examen, also kee Concours maachen, kee Stage, keen Examen de fin de stage an esou weider. An als CSV versti mir déi heite Bedenke vun der Chambre des fonctionnaires.

Och wann ee selwer Staatsbeamten ass, da kuckt een dat vläicht och e bëssen aus enger anerer Perspektiv.

Mir soen als CSV, dass een an Zukunft eng Kéier soll iwwer genee dës Kriticke vun der Chambre des fonctionnaires kucken an dass een oudenke soll, fir zumindest eng Formation de base fir déi dote Leit ze maachen, an dass ee vläicht awer iergendwou kéint eng Sproocheklausel aféieren, well et ass net onwichtig, dass déi Leit, déi do agestellt ginn, awer verschidden Sproochen, zumindest bis zu engem gewëssen Niveau, beherrschen.

Voilà, dat gesot, ginn ech heimadder nach eng Kéier den Accord vun der CSV a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm. Ech ginn d'Wuert weider un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapportier Merci soe fir säi ganz gudden mündlechen a schrëftlechen Rapport a ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. Da geet d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci och vun eiser Säit. A mir ginn natierlech och den Accord, mat engem Merci un de Rapportier fir deen interessante Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Graas, deen eis dat hei presentéiert huet. Mir mussen soen, bei eis ass déi Saach hei awer e bësse méi kontrovers ugesinn, well mir hunn hei e System, wou mer elo 150 politesch Nominatiounen sollen erlaben a wou awer – och d'Madamm Adehm huet sech scho bezunn op d'Kriticke vun der Chambre des fonctionnaires – einfach an deene politeschen Nominatiounen déi Qualitéitskrittären, Sproochekrittäre feelen. Dat schaaft natierlech an den Ae vun de Staatsbeamten Gerechtegkeetsfroen an et schaaft Froen zum Beispill iwwer eppes, wat eis ganz wichtig ass, nämlech dass déi Fonction publique soll Lëtzebuergesch schwätzen. Eiser Meenung no soll déi Lëtzebuergesch Fonction publique Lëtzebuergesch schwätzen.

Wat awer eisen Haaptpunkt ass – an dat wéll ech hei ganz kloer soen –, dat ass, dass mir e ganz anere System wëllen. Mir verstinn, dass eng Regierung soll d'Méiglechkeet hunn, Leit vun hirem Vertrauen ze nomméieren op héich Funktiounen, fir Ministeren ze beroden oder wéi och ëmmer. Bon, dat versti mer, obscho mer och der Meenung sinn, dass normalerweis déi normal Fonction publique déi Funktioun och kéint erfëllen. Mee gutt, et ass e politesch Element derbäi a Ministeren sollen déi Méiglechkeet hunn, Leit vun hirem Vertrauen an hirem Ëmfeld ze nomméieren.

Mee da muss een awer och esou konsequent si fir ze soen: Et kann ee jo awer net vun deem nächste Minister oder vun deenen anere Beamten erwaarden, dass déi dat selwecht Vertrauen an déi Leit hunn, déi eng politesch Nominatioun vun enger bestëmmter Regierung kruten. An dofir soe mir, mir sinn eis konsequent: Dir kënnt déi Leit nenne fir déi Zäit, wou Dir an der Regierung sidd, a wann Dir net méi an der Regierung sidd, da mussen déi Leit, déi politesch nomméiert goufen, ouni deen normale Prozess ze maachen, fir Beamten ze ginn – eng Selektioun, hiren Examen an esou weider, hir Konditiounen, déi se erfëllt hunn –, da mussen déi mat der Regierung deen Abléck goen.

Datt do eng Nominatioun op éiweg geschitt opgrond vu politesche Krittäre laanscht déi normal Krittären, dat wëlle mir net!

Also, wie politesch nomméiert gëtt an deen ... Ok, d'Regierung soll dat Recht hunn, obscho mer net begeschtert sinn dovunner, mee si kann et maachen. Mee mir mussen eis konsequent sinn: Déi Leit, déi politesch mat enger Regierung kommen, mussen och politesch mat där Regierung nees goen! An da kann déi nächst Regierung aner Leit vun hirem Vertrauen nennen ënnert deene selwechte Konditiounen.

Doniewent gëtt et awer d'Fonction publique, déi soll politesch neutral sinn. An dat ënnersträiche mer ëmmer erëm: An der Ausübung vun hirem Déngscht ass déi politesch Neutralitéit vun der Fonction publique absolut ze garantéieren. A wéi gesot, ob déi normal Fonction publique oder déi politesch nomméiert Leit, an eisen Ae muss jiddereen, dee fir de Lëtzebuurger Staat schafft, och kënne Lëtzebuergesch schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här Président. Dem Rapporteur emol als Alleréischte e grouesse Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Also, et ass scho ganz villes gesot ginn. Mir stëmmen och dee Projet de loi do mat als déi Lénk.

Ech mengen, déi Remarken, déi hei gesot goufen iwwer den Avis vun der Fonction publique deele mer och zum Deel, mee et ass awer immens wichteg, datt déi Karriäre vun de Conseillers de Gouvernement an dat Gesetz do ageschriwwen ginn, an et ass och immens wichteg, dat ass och scho gesot ginn, datt d'Ministeren eebe wierklech Leit vun hirem Vertraue kënne matbréngen an datt dat alles riicht ofleeft.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Président. Merci dem Gusty Graas fir de gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport. Jo, och mir Piraten sinn e bëssen hin- an hiergerass, wann ee politesch Beroder mat an de Ministère bréngt. Mir kennen den aktuelle System. An dat heiten ass elo, fir deen ze encadréieren, eng gutt Moosnam, dofir wäerte mer et och matstëmmen.

Mir sinn awer och der Meinung, dass, wann eng Regierung wiesselt, et méi Méiglechkeete sollt ginn, fir da seng vertraute Leit op déi Posten ze nennen. Mir verstinn awer och ganz kloer, dass déi Leit, déi virdu genannt gi sinn, mussen eng Garantie hu fir d'Zukunft, well soss kréie mer keng gutt Leit, déi wëlle Conseiller ginn. Wa se de Risiko lafen, dass, wann herno hire Minister géif afgewielt ginn, si keng Aarbechtsplaz méi hunn a keng Zukunft méi hunn, dat ass och e Wee, dee mer net kënnen aschloen.

Dofir ass dat heiten esou en Ofweie vu verschiddenen Argumenter. An dofir wäerte mir et haut matstëmmen, well hei e klere Kader gemaach gëtt. Mee et muss een awer eng Kéier d'Diskussioun féieren, wéi ee mat de Beroder vun de Ministeren, déi agestallt ginn, am Groussen ëmgeet an hir Zukunft awer an engems ofsécher.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Fonction publique Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Merci fir déi verschidden Informationen, déi hei gedeelt goufen, och vun dem Rapporteur, dem Gusty Graas, deen dat perfekt resüméiert huet. Vlächcht just ee Wuert: Also, hei ass guer näischt Neits amgaang ze geschéien! Hei gëtt elo e bësse gemaach, wéi wann e ganz neie System erfonnt géif ginn. Dee System bleift tel quel bestoen, wéi et e fréier gouf schonn zanter Éiwegkeeten. An et ass eben elo just, well den Artikel 76 an der Constitution ofgeschaaft ginn ass, dass hei huet missen e Gesetz gemaach ginn, fir dat doten erëm ze encadréieren.

at heescht, alles wat elo gesot ginn ass, wéi déi Krittäre sinn, dass déi elo op emol anescht géife ginn, dat ass guer net de Fall. Dat Eenzegt, wat nach ajustéiert gëtt, dat ass d'Zuel vun de Conseillere. Den Ament sinn der 126 autoriséiert, wéi mer bis elo gefuer sinn. A vun deenen 126 autoriséierte sinn 90,7 ETPen, déi besat sinn. Dat heescht, et ass och elo net, dass déi autoriséiert vun där heiter Regierung alleguerge gebraucht gi wäeren – fir dat och emol eng Kéier ze soen.

Et brauch also och keen Angscht ze hunn, dass et elo op emol vun deenen 90,7 op 150 nach géif goen. Déi Zuel ass elo just dragesat ginn, fir och eng gewësse Planungssécherheet ze hu fir déi nächst Regierungen, fir dass do net all zwou Minuten en neit Gesetz muss gestëmmt ginn. A fir de Rescht huet iwwerhaapt näischt an dem ganzen Dispositif vun de Staatsbeamte geännert.

A vlächcht nach ee Schlusswuert, fir Iech dat och eng Kéier ze soen: Mat menge Conseiller-de-Gouvernementen, déi bei mir sinn, schwätzen ech all Dag Lëtzebuergesch. Maacht Iech also net ze vill Suergeren ëm Problemer, déi iwwerhaapt keng sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8067. Ech wollt Iech drop hiweisen, datt am Artikel 5 Paragraf 2 en Zeilewiessel no dem Doppelpunkt feelt. Mir stëmmen elo iwwer den Text mat dësem Zeilewiessel of. Den Text steet am Document parlementaire 8067⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8067 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen dann elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Serge Wilmes et Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8182 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au droit de requérir de la part du Gouvernement des informations et des documents

8244 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la vérification des pouvoirs

8245 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la discipline

8246 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la police de la Chambre des Députés

8247 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés introduisant une série de modifications techniques

8248 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux travaux parlementaires

8249 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au registre de transparence et au code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Moie stinn d'Ännerungsvirschléi vum Chambersreglement 8182, 8244, 8247, 8248, eng Rei Adaptatiounen no der Revisioun vun der Constitution, souwéi d'Ännerungsvirschléi 8245 an 8246 iwwer d'Discipline parlementaire, souwéi den 8249 iwwer de Code de conduite. D'Riedezäit ass no zwee Basismodeller festgeluecht a mat zéng Minutte pro Rapporteur. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8182, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182

M. Roy Reding (ADR), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech si ganz hofreg, haut kënnen déi siwen

Texter als President vun der Reglementscommission hei virzebréngen. Ech wollt de Fläiss an och déi kollegial Zesummenaarbecht souwuel an der Reglementscommission wéi och mat de Kollegee vun der Institutionskommisssioun ervirsträchen an och déi vun eise Mataarbechter, mengem Sekretär Benoît Reiter an dem Mars Di Bartolomeo senger Sekretärin Carole Closener, och déi vum Max Agnes, Isabelle Barra a wie soss nach alles gehollef huet. Och eis Cellule scientifique huet eng Hand ugepaakt a verschidden Notte verfaasst. Alles dat ass an engem extreem konstruktiven, positive Geescht geschitt. An all eis Rapporten, déi elo kommen – et sinn der siwen un der Zuel –, sinn och unanime ugeholl ginn an der Reglementscommission.

Mir hunn eis derfir decidéiert, datt vun deene siwen Texter elo de Rapport gemaach gëtt an duerno dann eng Riedezäit ass fir déi, déi nach wëllen eppes dozou soen op Basis vun zwee Basismodeller, dat heescht déi zéng Minuten.

Komme mer elo konkret zum Text 8182. Dat ass deen typeschen Text, deen huet misse kommen, well d'Constitution ebe geännert huet. An eist Reglement muss necessairement d'Constitution reflektéieren. An der Constitution steet elo: „requérir“ – also d'Chamber huet d'Recht – „[de] requérir de la part du Gouvernement tous informations et documents.“ Dat ass e ganz schéine Prinzip, deen do enoncéiert gëtt. Mir hunn deen awer missen a Musek ëmsetzen, nämlech: Wéi soll d'Chamber deen dote Pouvoir, dee se nei kritt oder deen elo richteg verankert ass, constitutionnel ausüben? Wat sinn d'Moyenen? Wéi geet et? Wat ass d'Prozedur? Wat geschitt dermat, wann déi Dokumenter bis an der Chamber sinn? Wéi ass et mat confidentialen Dokumenter an esou weider an esou fort?

Wéi hu mer dat geléist? Mir hunn et asoufern geléist, datt mer gesot hunn: All Deputéierte kann individuell eng Ufro maache fir en Dokument oder fir eng Informatioun. Mee selbstverständlech kann och eng Kommissioun déi Ufro maachen oder d'Chamber als solch mat enger Motioun. Mee all eenzelnen Deputéierten huet dat dote Recht à titre individuel, dat ass ganz wichteg.

Den Deputéierten, deen dat doten ufreet oder déi Kommissioun oder d'Chamber als solch, muss natierlech esou prezis wéi méiglech soen, wat se gären hätt. Et soll net zu deene berüümte „fishing expeditions“ kënne kommen. Et soll ee scho mat där gréisstméiglecher Prezisioun soen: „Dat an dat Dokument oder déi an déi Informatioun sollicitéieren ech vun der Regierung.“

Well elo där Dokumenter kënne derbäi sinn, déi confidential sinn, hu mer an eise Text dat elo esou formuléiert, datt mer u sech der Conférence des Présidents déi gréisstméigleche Fräiheet ginn, fir d'Modalitéite festzelleen. Wann d'Chambre des Présidents (veuillez lire: d'Conférence des Présidents) also wëll, da ka se soen: „Ma Dir dierft eng Fotokopie maachen. Oder Dir kritt d'Kopie geschéckt mat PDF, och vun engem confidentialen Dokument.“ Si kann awer och soen: „Nee“, an da gräift déi méi restriktiv Reegel, déi mer virgesinn hunn, nämlech datt dann d'Dokumenter kënne agesi ginn, mee et däerf een nëmmen Notize maachen. Et gëtt ënner Ëmstänn eng Salle de lecture. Et kann awer och dat Dokument gekuckt ginn en huis clos an der Kommissioun. Alles dat sinn déi normal Prozeduren.

Mee, wéi gesot, d'Conférence des Présidents huet ëmmer de Pouvoir ze soen: „An dësem Fall si mer der Meenung, datt dat net néideg ass.“

Da seet d'Reglement och elo ganz kloer, datt all Deputéierten, deen Informatiounen kritt, muss d'Confidentialité, wann et da confidential Dokumenter sinn,

bewahren, an net nëmmen déi Zäit, wou en Deputéierten ass, mee och – wat eis allegueren iergendwann eng Kéier blitt – wa mer net méi Deputéierte sinn, muss mer déi Confidentialitéit waren.

Dann hu mer gesot, wann elo an esou engem Dokument e Fait constatéiert gëtt – mir nennen dat am Reglement „des faits susceptibles d'être contraires au droit“, dat ass also net nëmmen stroferechtlech, dat kann och zivilrechtlech sinn –, also eng Contraritéit zum Droit, da mécht den Deputéierten dovun eng Informatioun un de President vun der Chamber an deelt deem dat mat.

Deen informéiert dann d'Conférence des Présidents iwwert dat, wat ëm do matgedeelt ginn ass an déi decidéiert dann, „le cas échéant, [...] de saisir les instances juridictionnelles“. Dat heescht, et ass dann am Pouvoir vun der Conférence, fir dat dann ze decidéieren, ob oder ob net eppes muss virugeleet ginn, zum Beispill un de Parquet. Jee nodeem, wat fir eng Faiten do entdeckt ginn, kënne och de Premierminister an de Minister vun der Relatioun mam Parlament geruff gi vum Chamberspräsident respektiv vun der Conférence.

Da war nach eng Diskussioun, déi wierklech derwärt ass, ernimmt ze ginn, an dat ass déi Fro: Muss een als Corps constitué e Fait denoncéieren, wann een dovunner Kenntnis huet? An déi Diskussioun ass jo schonn ëfters gefouert ginn, notamment och an der CSV an enger net allze rezenter Vergaangenheet. Ech war ëmmer der Meenung – an ech bleiwen där Meenung –, datt een Deputéierten net e Corps constitué ass. D'Chamber ass e Corps constitué, d'Chamber als solch ass e Corps constitué.

Et gëtt och eng Jurisprudenz vum Tribunal d'arrondissement vum 29. Mäerz 2012. Déi ass verëffentlecht ginn am Bulletin d'informations juridiques. Mir Juristen nennen deen de BJI, an zwar an der Nummer 1 vum 2014. An do gëtt klipp a kloer vum Tribunal festgehale: „Une fonction [...] ne saurait [...] constituer un ‚corps constitué‘ si elle est exercée par une [...] personne physique, agissant individuellement.“

Fir awer elo déi Affär ee fir allemol ze reegelen, hu mer decidéiert, datt de President vun der Institutionskommisssioun an ech selwer gemeinsam de Conseil d'État chargéieren, wéi mer dat elo kënne no där neier Constitution, an do en Avis froen iwwert d'Tragweid vun deem doten Artikel vum Code de procédure pénale. Dat ass den Artikel 23 (2). Dat wärte mer dann och maachen, soubal wéi d'Constitution en vigueur ass, dat heescht incessamment sous peu d'nächst Woch, an da si mer gespaant, wat de Conseil d'État eis wärt dozou soen.

Voilà. Dat war mäi Rapport vum 8182. Wéi gesot, elo komme sechs weider Rapporten an da kann all Fraktioun driwwer diskutéieren, wa se mengt, et géif nach Diskussionsbedarf bestoen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Änderungsversuch vum Chambersreglement 8244, den honorabelen Här Léon Gloden.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244

M. Léon Gloden (CSV), rapporteur | Merci, Här Präsident. Wéi de President vun der Reglementscommission et ugedeit huet, ass dat hei och en exécution vun der neier Verfassung. Den 13. Juni ass déi Proposition iwwert d'Vérification des pouvoirs deponéiert ginn. Mir hunn an der Règlementscommission

doriwwer den 20. Juni diskutéiert an de Rapport ass ugeholl ginn an der Reunion vum 26. Juni.

Ëm wat geet et hei? Dräi Haaptpunkten:

Den éischte Punkt ass, datt mer de Recours bei der Cour constitutionnelle géint d'Decision vun der Chamber am Kader vun de Chamberswalen aféieren. Mir hate gëschter hei de Projet de loi, de Gesetzesprojet, gestëmmt, fir der Cour constitutionnelle déi Pouvoiren ze ginn an och d'Prozedur ze detailléieren. Dat muss natierlech och hei am Reglement reflektéiert ginn.

Den zweete Punkt ass, datt deen neie Serment och an d'Chambersreglement geholl gëtt, esou wéi e festgehale ginn ass.

An den drëtten Punkt ass och, datt mer déi Kollegeinnen a Kollegen, déi da gewielt ginn an d'Chamber, och responsabiliséieren.

Haut steet schon am Artikel 200 vum Chambersreglement: Wann ee Kandidat war fir d'Europawalen an et gëtt ee gewielt, da muss ee selwer déi néideg Mesüeren huelen, fir enger eventueller Incompatibilitéit en Enn ze setzen. A mir huelen déi selwecht Dispositionen elo fir dann nach d'Chambersdeputéiert, wann ech dat esou däerf soen, dat heescht, jiddwereen hei an dësem Haus muss selwer dann déi Mesüeren huelen, wann e mengt, et wier eng Incompatibilitéit duerch säi Mandat, datt en där Incompatibilitéit entweeder an déi eng oder an déi aner Richtung en Enn setzt.

Dat sinn déi dräi Haaptännerungen, déi duerch dës Proposition am Reglement agefouert ginn, an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Änderungsversuch vum Chambersreglement 8245, an dat ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här Präsident. Léif alleguer, d'parlamentaresch Disziplinn ass am Kapitel 9 vum Chambersreglement gereegelt. Festgehale sinn hei ënner anerem d'Sanktiounen, déi géint en Deputéierten no engem Feelverhalen ausgeschat kënne ginn, an d'Prozeduren, wéi dës Sanktiounen decidéiert ginn.

Haut leeë mer nei Sanktiounen fest, fir de konkrete Fall, wou en Deputéierte vertraulech Dokumenter oder Informatiounen, déi d'Regierung un d'Chamber weidergeleet huet, effentlech mécht. Dës Ännerung huet en direkte Lien mam neie Kapitel iwwert d'Recht vun der Chamber, Informatiounen an Dokumenter bei der Regierung unzefroen.

Am Kader vun dëser Upassung notze mer och d'Geleeënheet, fir d'Kapitel iwwert déi parlamentaresch Disziplinn allgemeng ze iwwerschaffen an eng vereinfacht Uwendung vun den Dispositionen ze erlaben. Et ginn dofir verschidden Onkloerheete verbessert. Et gëtt sech u verschiddene Reegelen aus dem Ausland inspiréiert an och d'Jurisprudenz vun Europäesche Gerichte fir Mënscherechter gëtt berücksichtegt. Et sief op dëser Plaz nach ugemierkt, datt dës Proposition de modification op Basis vun engem Text vun der Cellule scientifique vun eise Parlament ausgeschafft gouf.

Mir ënnerdeelen d'Kapitelen an dräi Subdivisiounen:

Do wieren, éischstens, d'Disziplinarmoosnamen, déi direkt an enger Sëtzung oder an enger Reunion vun

engem Organ, enger Kommissioun oder enger Delegatioun geholl kënnen ginn.

An där zweeter Ënnerdeelung stinn déi méi schwéier Sanktiounen, déi a posteriori vun der Presidentekonferenz ausgeschwat ginn.

An drëttens féiere mer eng Prozedur vum interne Recours an. En Deputéierte kritt also d'Méiglechkeet, virum Bureau géint d'Decisioun zu enger Sanktioun virzegoen.

Ech ginn op déi dräi Ënnerdeelungen elo am Detail an. Mir féieren eng nei Sanktioun an, déi direkt während enger Sëtzung oder Reunioun ausgeschwat ka ginn, déi einfach Manung, einfach an deem Sënn, datt d'Behuele vun engem Deputéierten zwar eng Manung néideg mécht, mee net d'Aschreiwung an de Procès verbal verdéngt.

En Deputéierte kann och eng zweet Kéier zur Uerdnung geruff ginn a je nodeem, wéi grav d'Feelverhale war, kann et dann och an de Procès verbal opgeholl ginn. Fir genee ze sinn, leeë mer dës Sanktioun just formell am Reglement fest. Tatsächlech kënnst se nämlech schonn haut ëmmer nees an den Asaz a gehéiert dacks zum Chambersalldag.

Här President, nieft dëser einfacher Manung kënnen de Chamberspräsident souwéi d'Presidente vu Kommissiounen, Delegatiounen oder anere Chambersorganer, wéi zum Beispill dem Bureau oder der Presidentekonferenz, genee wéi hiren Ersatz, nach weider Sanktiounen direkt während enger Sëtzung oder Reunioun entscheeden. Do wier emol d'Méiglechkeet, engem Deputéierten d'Wuert bis zum Enn vun der Sëtzung oder Reunioun ze entzéien, wann en duerch säi Behuelen den Oflaf vun enger Sëtzung weider stéiert oder et zu enger Widderhuelung vum Feelverhale kënnst. Anescht wéi dat bis elo de Fall war, gëtt dës Moosnam net beim zweeten, mee eréischt beim drëtten Appel à l'ordre virgesinn.

Des Weidere gesäit d'Chambersreglement och d'Ënnerbriechung vun der Sëtzung vir. Dës Suspensioun maache mer elo méi flexibel. Bis elo huet eng Ënnerbriechung obligatoresch eng Dauer vun enger Stonn gehat. Vun elo u ka se just nach 10 oder 30 Minutte laang sinn oder bis zu 2 Stonnen daueren, ofhängeg ass dat vun der Intensitéit vun der Onrou hei am Plenum.

Eng weider nei Sanktioun, déi sech um Europäesche Parlament inspiréiert, ass d'Méiglechkeet vum Chamberpräsident, d'Interventioun vun engem Deputéierten aus dem Compte rendu oder aus dem Videoarchiv sträichen ze loosser, wann dësen d'Wuert net hat oder seng Riedezäit iwwerzunn huet. Dës Sanktioun muss awer nach vun der Presidentekonferenz guttgeheescht ginn, spéitstens aacht Deeg, nodeems se geholl gouf, oder, wann d'Conférence während där Period net zesumme kënnst, während hirer nächster Sëtzung.

Éier ech elo op d'Sanktiounen a posteriori aginn, wéll ech nach eng Kéier an Erënnung ruffen, wat fir e Feelverhale sanktionéiert ka ginn:

Éischtens: d'Stéierung vun der parlamentarescher Uerdnung oder vun den Aarbechten an enger öffentlecher Sëtzung oder an enger Kommissiounsreunioun.

Zweetens: gewalttätégt Verhalen innerhalb vun de Gebaier vun der Chamber oder Opruff zur Gewalt.

Drëttens: Beleidegungen, d'Vennemen oder d'Bedroung vun der Chamber hirem President, engem Member, engem Regierungsmember während enger öffentlecher Sëtzung oder an anere Lokaler vum Parlament et cetera.

Véiertens – an dat kënnst elo nei derbäi –: de Verstouss géint d'Berodungsgeheimnis oder géint

d'Vertraulichkeet vun Dokumenter, Informatiounen oder Protokoller, déi d'Regierung der Chamber weiderleet.

Sanktiounen a posteriori gi vun der Conférence des Présidents decidéiert. Saiséiert gi kann d'Conférence des Présidents an deem Fall vun all de Persounen, déi direkt während enger Sëtzung oder Reunioun eng Sanktioun kënnen verginn an déi ech scho virdrunner opgezielt hunn.

Mee d'Conférence des Présidents ass och an anere Situatiounen kompetent. Esou ka si vun engem Member, dee sech geschiedegt oder als Affer vun engem Feelverhale fillt, saiséiert ginn.

Och wann de Chamberpräsident sech selwer enges Feelverhalens schëlleg mécht, ass si dat kompetent Organ, fir eng Sanktioun ze decidéieren. De Chamberpräsident dierf an deem Fall natierlech net bei der Sëtzung derbäi sinn, wa säin eegene Fall diskutéiert gëtt, mee muss sech vun engem Deputéierten ersetze loosser.

An all deene Situatiounen huet d'Conférence des Présidents dräi Méint Zäit, fir eng Decisioun ze huelen. Éier eng Entscheedung geholl gëtt, huet de sanktionéierten Deputéierten d'Recht, seng Perspektiv, säi Point de vue, schrëftlech oder seng Erklärungen der Presidentekonferenz mëndlech matzedeelen. Nei ass och d'Méiglechkeet fir Deputéierter, sech an dëser Situatioun vun engem anere Member assistéieren ze loosser. Dës Modifikatioun ass vun de Reegelen vum Europäesche Parlament wéi och vum Europäesche Gericht fir Mënscherechter inspiréiert.

D'Presidentekonferenz huet dann och d'Kompetenz, fir follgend Sanktioun ze verhängen:

Éischtens, e Verweis.

Zweetens, d'Suspensioun vun engem oder méi Mandater, déi en Deputéierten an der Chamber huet, fir eng Dauer vu maximal sechs Méint.

Drëttens, de Verbuet, Rapportier genant ze gi fir eng Dauer vu maximal sechs Méint.

Véiertens, de Verbuet, un enger offizieller Delegatioun vun der Chamber deelzehuelen, och fir maximal sechs Méint.

Fënneftens, den Entzuch vun engem Véierel, engem Drëttel oder der Hallschent vun der parlamentarescher Indemnitéit, déi en Deputéierten zegutt huet, fir maximal zwee Méint.

Sechstens, de Verweis mat zäitweilegem Ausschloss tëschent 2 an 30 Deeg. Dës Sanktioun ka moduléiert ginn, dat heescht, se ka sech op all oder just op en Deel vun de parlamentareschen Aktivitéite beschränken, ausser bei engem Feelverhalen am Kader vun enger Delegatioun. Do ka sech den Ausschloss just op d'Delegatiounsarbechte bezéien. An den Deputéierte behält och ëmmer d'Recht, un Ofstëmmungen deelzehuelen. Bei dëser Sanktioun kënnst et zu enger klenger Upassung. Während de Verweis mat zäitweilegem Ausschloss bis elo vun enger absolutter Majoritéit decidéiert gouf, ënnerläit dës Decisioun elo der Kompetenz vun der Conférence des Présidents. Dës Ännerung mécht d'Voie de recours interne méiglech, op déi ech geschwënn nach agoe wäert.

Zu gudder Lescht gëtt nach eng siwent Sanktioun agefouert, nämlech d'Aschränkung vum Recht op Accès zu Informatiounen, Dokumenter, déi vertraulich, also confidential sinn. Och hei läit de Maximum bei sechs Méint. Dës Sanktioun kann awer net isoléiert verhaange ginn, mee muss ëmmer zesumme mat enger anerer Sanktioun verbonne ginn.

Zum Schluss wéll ech nach eng ganz wichteg an déifgräifend Ännerung opgräifen, déi mir un eisem Chamberreglement virhuelen. Wéi elo grad schonn ugeschwat, féiere mer dann déi sougenannt Voie de recours interne an. Esou en interne Recours ass vum Europäesche Gericht fir Mënscherechter virgesinn. Eenzeg Konditioun ass et, d'Wierksamkeet ze garantéieren, dat heescht, d'Voie de recours muss accessibel sinn a si muss et dem Betreffenen erlaben, Afloss op seng Situatioun ze huelen.

Den Deputéierten huet dräi Deeg Zäit, fir Recours beim Bureau anzeleeën. De Bureau setzt sengersäits eng Souskommissioun aus fënnef Membere zesummen ënner Ausschloss vun de Membere vun der Presidentekonferenz. Dës Souskommissioun muss dann innerhalb vun aacht Deeg eng Decisioun huelen. Si kann d'Sanktiounen annulléieren, bestätegen oder änneren.

Här President, léif alleguer, fir e gudden Oflaf an der Chamber an eng konstruktiv Zesummenaarbecht tëschent den Deputéierten an och der Regierung ze erméiglechen, ass et wichteg, op en etofféiert a kohärent Chambersreglement zrëckgräifen ze kënnen, dat déi parlamentaresch Disziplin kloer definéiert. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer an deem Sënn wichteg Verbesserungen an Upassungen um Kapitel 9 vun eisem Chambersreglement virgeholl hunn.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun, soe Merci fir d'Opmierksamkeet a wéll awer och nach eng Kéier en härezele Merci adresséieren un all d'Membere vun der Règlementscommissioun, der Institutionekommissioun, der Cellule scientifique, déi heibäi ganz wichteg Apporte geliwwert hunn, gehollef hunn, an awer och un den Här Benoît Reiter, deen eis bei der Redaktioun vun dëse schrëftleche Rapporten eng gutt Hand mat ugepaakt huet. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler.

D'Wuert huet elo de Rapportier vum Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8246, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246

M. Roy Reding (ADR), auteur-rapporteur | Jo, merci, Här President. Wéi esou oft, wann een un engem Text schafft – an duerfir sinn ech frou, datt elo den André Bauler deen Text elo grad virgestallt huet –, da mierkt een, datt op eemol och an engem aneren Text misste Saache geännert ginn. Mir hu geschafft op deem Text iwwert d'Discipline parlementaire, deen den André elo en long et en large duergeluecht huet – Felicitatiounen dofir! –, an dobäi ass eis opgefall, datt mer ganz vill géife schwätzen iwwert d'Disziplin vun den Deputéierten, mee net esou iwwert d'Disziplin vun anere Leit, déi sech kënnen an deem Haus hei befanen. Dat sinn d'parlamentaresch Mataarbechter, dat sinn d'Leit, déi op den Tribüne sëtzen, dat sinn awer och d'Membere vun der Regierung. An do ware mer der Meenung, mir sollten och do legiferéieren an d'Saachen e bësse méi kloer maachen.

Fir d'alleréischt emol klipp a kloer: Mir hunn als Chamber zesummen hei d'Hausrecht, d'Deputéiert exercéieren hei d'Hausrecht. Du bass Meeschter doheem, wann s de zu engem sees: „Géi wannechgelift heem, ech mengen et gëtt Zäit.“ Dann huet deen ze goen. Dat Hausrecht gëtt hei exercéiert vum President am Numm vun der Chamber. Mir leeë fest, datt keen d'äerf an dës Enceinte erakommen, wann en net dozou klipp a kloer autoriséiert ass. Während enger

Seance d'äerfen d'Deputéiert jo net de gudden Deroulement vun den Aarbechten ënnerbriechen oder stéieren. Dat d'äerfen och d'Membere vun der Regierung net. Och dat soe mer elo hei kloer an däitlech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR), auteur-rapporteur | Mir Deputéiert si jo da soumis aux dispositions disciplinaires, déi virdu genant goufen. Wéi gesäit et dann elo aus mat de Membere vun der Regierung? An do soe mer elo an eise Reglement, datt de President all Member vun der Regierung „qui porte atteinte au bon déroulement de la séance“ kann zur Uerdnung ruffen.

Wann eng Recidive kënn, da kann de President d'Seance suspendéieren an de Premierminister saiséieren, dee jo sou gesinn den direkte Chef ass vum Member vun der Regierung. E kann och béides maachen. E kann decidéieren, souwuel d'Seance ze suspendéieren wéi och de Premierminister anzuschalten.

Falls e Member vun der Regierung sech dann nach weider géif dernieftbehuelen, da kann et jee no der Gravitéit vum Komportement zu engem neie Rappel à l'ordre mat Inscription au procès-verbal an Entzéie vum Wuert kommen – eng ganz wichteg Dispositioun!

Mir widerhuelen, wat och schon an deem ale Reglement stoung, datt déi Leit, déi op der Tribün eis Gäscht sinn, sech sollen uerdentlech behuelen a keng Signes d'approbation an och keng Signes vun Desapprobation solle vu sech ginn – „d'improbation“ nenne mer dat.

An da kënn de wichtigste Punkt: Wenn alle anderen Stricke reißen, wann en Deputéierten, e Member vun der Regierung, en Agent vun eiser Administratioun oder e Visiteur op der Tribün oder all aner Persoun – dat ka jo och e Journalist sinn, den d'Recht hat, hei ze sinn, dee Fotoe mécht, e Fotograf et cetera – sech dann nach ëmmer net gëtt, da kann e sur-le-champ op Uerder vum President manu militari duerch d'Administration parlementaire oder d'Police grand-ducale virun d'Dier gesat ginn a le cas échéant de Justizautoritéiten ausgelievert ginn. Mir hunn hei profitéiert, fir den alen Term „garde de service“, déi et dann de facto net méi gëtt, ze ersetzen duerch den Term „police grand-ducale“.

Voilà, souwäit zu diesen Ännerungen. Vu datt et elo mäi leschte Rapport ass als President vun der Reglements-kommissioun, wollt ech Iech nach eng Kéier – ech weess, ech widerhuele mech, mee nach eng Kéier – Merci soe fir déi extreem kollegial a sympathesch Zesummenaarbecht, déi mer an där Kommissioun haten, an och dem Gast Gibéryen, dem Jeff Engelen an dem Fernand Kartheiser, déi mer deemools, viru fënnf Joer, d'Vertraue geschenkt hunn, fir esou eng wichteg parlamentaresch Kommissioun am Numm vun der ADR d'äerfen ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

D'Wuert huet elo de Rapport vum Ännerungsvorschlag 8247, den honorablen Här Mars Di Bartolomeo, den direkt drop dann och kann de Rapport maache vum Virschlag 8248. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, bei deenen zwou Propositions de changement du Règlement geet et ëm méi eng dréche

Matière. Et geet ëm méi technesch Adaptatiounen, an ech wäert probéieren, esou kloer an esou kuerz wéi méiglech derduerchzegoen, ouni awer ze vergiessen, mech un dee grouse Merci, dee vum Kolleeg Reding an deenen anere Rapporteren un eis kleng Ekip an eiser Verwaltung geet, unzeschléissen.

Hei ass eng exzellent Aarbecht geleescht ginn, zesumme mat der Cellule scientifique, deene Leit, déi eis Piloten oder Kopiloten an deenen zwou Kommissiounen sinn, net ze vergiessen d'Conférence des Présidents, déi ëmmer ganz schnell och Äntwerte ginn huet, wann et noutwendeg war. Hei ass schnell, effikass an exzellent geschafft ginn, dofir merci, merci Iech alleguer!

Bon, hei gëtt et eng Rei vun Ännerungen, déi an eise Reglement noutwendeg sinn opgrond vun deenen Dispositiounen vun der Verfassung, vun de Verfassungstexter, déi iwermuer a Kraaft trieden. Ouni laangt Émgeréits an ouni am Detail op d'Kommissiounsséitzungen anzegoen – dat ass virdu scho gemaach ginn –, well ech just bei der Proposition de modification du Règlement 8247 op d'Haaptännerungen agoen.

Et gi verschidde Wieder an Tournuren adaptéiert. Sou ass zum Beispill am Reglement elo rieds vu „Procuratioun“ amplaz vun „Delegatioun“ – Procuratioun elo am neie Reglement, fir ze soen, dass en Deputéierte fir en aneren Deputéierten, dee grad net am Sall ass, matofstëmmt.

An enger Rei vun Dispositiounen ass elo och net méi rieds vu „vote par appel nominal“, mee vu „vote nominal“. Mir stëmme jo scho méi laang namentlech iwwer Vote électronique of, mee ouni dass mir all Numm opruffen. Dat ass scho gängeg Praxis an dat hu mer dann eeben elo an den Texter drastoen.

Mir mussen och eng Rei vu Renvoien op d'Verfassung am Reglement änneren, well mir jo d'Verfassungsartikele renummeréiert hunn.

Nei ass och an der Verfassung, dass et elo d'Regierung ass, déi d'Projets de loi an der Chamber deposéiert, an net méi de Grand-Duc duerch en Arrêté de dépôt. Och déi Ännerung hu mer elo an eise Reglement gemaach.

Eng aner Ännerung, déi d'Verfassung mécht, ass um Niveau vun de Majoritéitsverhältnissen. D'Verfassung behält elo zrëck, dass d'Decisiounen, d'Resolutiounen an d'Motiounen am Prinzip majoritär geholl ginn an net méi wéi bis elo mat absoluter Majoritéit. Et geet also elo duer, méi Votten derfir ze hu wéi dergéint. Et ass net méi néideg, dass ee méi wéi d'Hallschecht vun de Stëmme zesummenhuet, fir eng Decisioun kënnen duerchzekeréien. Eist Reglement gouf an deem Sënn ugepasst an enger Rei vun Artikele gouf dofir d'Wuert „absolue“ erausgeholl. D'Verfassung behält och eng Rei vu qualifizéierte Majoritéiten zrëck an och am Gesetz kann eng qualifizéiert Majoritéit gefrot sinn. An och deem gëtt elo am Reglement Rechnung gedroen.

En anere Punkt, op deem mer eis ëmgewinne mussen, ass de Fait, dass et keng Sessiounen méi wäert ginn. D'Legislatur geet also an Zukunft ouni formell Ënnerbriechung vum Dag vun der éischter Assermentatioun vun der neier Chamber bis den drëtt Dänschden no de Legislatiwalen riicht virun. Mir mussen dofir d'Reglement op e puer Punkten änneren, fir deem Rechnung ze droen.

Zwu konkret Froen hu sech an deem Kontext gestallt. Engersäits: Wat geschitt den 1. Juli mat der Sessioun, déi elo leeft? An anerersäits: Brauche mer an Zukunft iwwerhaupt nach eng Rentrée parlementaire

den zweeten Dänschden am Oktober, wa souwisou kloer ass, dass d'Chambersaarbechten ouni formell Ënnerbriechung riicht virufueren an net méi déi eng Sessioun vum Grand-Duc zougemaach an déi aner nei Sessioun opgemaach gëtt? Dést si Froen, déi also reng d'Fonctionnement vum Parlament uginn. An do ass d'Chamber jo eleng determinant, fir Decisiounen ze huelen.

D'Conférence des Présidents huet an hirer Sëtzung vum 2. Februar ganz kloer Äntwerte ginn:

D'Sessioun 2022/2023, déi elo amgang ass, soll normal virulafe bis de 24. Oktober, dat heescht, bis deen Dag, wou déi nei Chamber no de Chamberswale fir d'éischt zesummekënn. An ab der neier Legislatur hu mer da keng Sessiounen méi. Aus Organisationsgrënn ass dat effektiv méi einfach.

Wat d'Rentrée parlementaire ugeet, do huet d'Conférence des Présidents proposéiert an decidéiert, dass se soll bäibehale ginn. Eis Rentrée parlementaire bleift deemno e feste solennelle Rendez-vous an eise Kalenner, an zwar, wéi gewinnt, den zweeten Dänschden am Oktober. Wat jo awer net empêchéiert, dass d'Chamber och scho méi fréi erëm kéint zesummekommen, wann dat noutwendeg ass.

Eng lescht Ännerung, op déi ech nach wéilt kuerz agoen, ass de Fait, dass elo souwuel de Bureau wéi d'Conférence des Présidents laut dem neien Text kënnen hir Aarbechte mat all hiren Attributiounen viruféieren, bis déi nei Chamber zesummekënn. Och dat ass eng wichteg Ännerung, well bis elo war et just esou, dass de Bureau no de Walen, bis d'Chamber zesummekënn, just konnt Affaires courantes evakuéieren. An d'Conférence des Présidents evakueert an där selwechter Period nëmme verschidden Avise ginn.

Wéi gesot, mat den Ännerungen, déi dës Proposition de modification bréngt, kënnen béid Organer normal viruschaffen, bis déi nei Chamber d'Relève iwuerholl huet.

Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat ech Iech elo alles opgezielt hunn, dat sinn déi Haaptännerungen, déi eis Proposition de modification mécht. Den Detail kënn Der, wéi ëmmer, am schrëftleche Rapport nolesen.

Ech soe Merci fir Är Opmierksamkeit a ginn dann, wann de President et erlaabt, direkt zu deem aneren Text iwwer. Dat ass d'Proposition de modification vum Reglement, déi den Numero 8248 dréit.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248

Hei hunn déi Ännerungen net direkt oder net alleguer direkt eppes mat dem Akraafttriede vun de Verfassungsrevisiounen ze dinn. Mee et sinn eis am Laf vun deenen Aarbechten, déi mer zesumme mat deenen zwou Kommissiounen haten, eng Rei vu Punkten opgefoll, wou mer gutt géifen doen, wa mer vun dëser Geleeënheet géife profitéieren, fir och déi ze adaptéieren.

Fir d'éischt e puer Wuert zu den Aarbechten vun der Kommissioun, déi, wéi gesot, effikass zesumme-geschafft huet a sech op e gudde Brain Trust konnt verlossen.

D'Haaptännerung, déi dës Proposition de modification vum Chambersreglement mat sech bréngt, betrëfft den Ordre du jour vun den effentleche Sëtzungen. Bis elo huet eist Reglement engersäits vun „Ordre du jour“ an anerersäits vun „Ordre des travaux“ geschwat. Mir hunn dat elo vereenheetlecht, an et ass just nach rieds vun „Ordre du jour“. Direkt e puer Iwwerschrëften an Artikelen hu missen dowéinst geännert ginn.

Et ass och esou, dass d'Verfassung virgesäit, dass fir all Decisioun – also och fir d'Decisioun fir d'Adoptioun oder d'Ofännerung vun eisem Ordre du jour – d'Hallschent vun den Deputéierte muss am Sall sinn, fir awer kënne mat den Aarbechten an den öffentleche Sëtzungen unzefänken, och wa manner wéi d'Hallschecht vun den Deputéierten hei ass, hu mer elo festgehal, dass an dësem Fall den Ordre du jour deen ass, deen d'Conférence des Présidents proposéiert huet.

Dat schléisst awer net aus, dass den Ordre du jour trotzdem ka geännert ginn, wann eebe méi wéi d'Hallschecht vun den Deputéierte present ass. A mir hunn och vun der Geleeënheet profitéiert, fir an d'Reglement ze schreiwen, dass een Deputéierten eleng kann eng Ännerung vum Ordre du jour ufroen, quitte dass natierlech d'Decisioun selwer, fir den Ordre du jour ze änneren, muss majoritär geholl ginn.

Eng weider Ännerung vum Règlement betrifft d'Enquêtékommissioun an déi nei Propositions motivées aux fins de légiférer: déi legislativ Initiativ vun de Bierger, déi virgesinn ass, oder, aneschtens gesot, d'Initiative citoyenne.

Dir erënnert Iech drun, dass mer gëschter Mëtteg jo iwwer zwou Propositions de loi ofgestëmmt hunn zu deene Sujeten. An déi Propositions de loi ginn eng Rei Pisten, wéi béides fonctionéiert. D'Kommissioun wollt awer och béides am Règlement ernimmen, well fir de Moment kennt d'Reglement weeder d'Enquêtékommissioun nach d'Initiative citoyenne – wat jo normal ass, well déi Initiative citoyenne eréischt geschaaft gëtt. Wann een net weess, dass et déi zwee Gesetzer gëtt, da kéint en net aviséierte Lieser mengen, dass d'Chamber béides net huet. An dat wollt mer evitéieren.

A just nach als kleng Rappell, wat d'Enquêtékommissioun ueget: D'Verfassung seet wuel, dass esou eng Enquêtékommissioun muss agesat ginn, wa méi wéi 20 Deputéierter dat froen, mee et sinn déi normal Reegelen, déi sech applizéieren, wat de Fonctionnement vun der Kommissioun ueget. Dat heescht zum Beispill, d'Designatioun vun der Presidence vun der Kommissioun oder och vum Rapporteur. A soss Decisioune ginn all majoritär geholl, esou wéi dat och bei anere Kommissiounen de Fall ass.

Aner kleng Ännerunge vum Règlement, déi dës Proposition de modification mécht, betreffen ënner anerem d'Procès-verballe vun de Kommissiounsreunioune respektiv vun den öffentleche Sëtzungen, wou mir d'Reegelen am Règlement op d'Praxis alignéiert hunn.

Dat selwecht gëllt fir d'Kommunikatioun vun den Aarbechtdokumenter un d'Sensibilités politiques: An der Praxis kréie si natierlech scho laang all Dokumenter. Mee dat gëtt och elo festgehalen am Règlement.

A mir hunn och den Diskussionsforum fir d'Pétitions publiques gestrach aus eisem Règlement, well en an der Praxis schonn eng Zäit laang net méi besteet an och kaum utiliséiert gouf.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi bei mengem viregten Rapport hunn ech elo probéiert, Iech déi kleng Ännerungen hei méi no ze bréngen. An ech wollt gläichzäiteg dann den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ...

(Interruption par M. Marc Spautz)

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci fir déi zwee Rapporten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Euh?

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert huet elo ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ech mengen, den Här Spautz hätt de Fanger gehewen, Här President.

M. Marc Spautz (CSV) | Oder soll ech duerno, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Et ass, wéi Dir wëllt, Här Spautz. Fuert duer!

(Interruption)

Fuert duer!

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, ech wollt eng Fro stellen un den Här Di Bartolomeo wéinst der Proposition 8248, där vun de Kommissiounen. Ech wollt just froen, ob dann an Zukunft dat net méi virkënt, wat elo muer de Moie geschitt: dass gläichzäiteg e President gewielt gëtt, e Projet vu 66 Milliounen virgestallt gëtt, e Rapporteur genannt gëtt an e Rapport ugeholl gëtt. Ech mengen, dass et e bësse komesch ass, dat alles an enger Kommissiounssëtzung beieneen ze maachen. Et misst een awer och do kënne soen, dass do och eng Iwwerleungszäit misst vorhande sinn. Oder ass dat och elo alles nom 1. Juli méiglech?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Also, Här Spautz, dat steet elo net an deenen Texter hei dran, mee ech mengen, do sollt de gesonde Mënscheverstand spillen.

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ech wëll mech dem Här Rapporteur uschlëssen: Et ass net déi gutt an déi fein Schaffensart a -weis.

An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8249, déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei mir gëtt et weesentlech méi kuerz.

D'Modifikatioune vum Chambersreglement, déi ech heimat virstellen, bezéie sech haaptsächlech op eisen Transparenzregëster an op eise Code de déontologie, déi an der Vergaangenheet jo ëfters am Gespéich waren. Den Text gouf vun der Règlementskommissioun an Zesummenaarbecht mat der Institutionskommissioun ausgeschafft, nodeems de Chamberbureau eng entsprechend schrëftlech Proposition virgeluecht hat.

Méi speziell geet et drëms, béid Texter der Realitéit unzepassen an de Problemer, déi sech an der Praxis stellen – haaptsächlech –, Rechnung ze droen. Sou gëtt den Artikel 178bis (2) vum Chambersreglement ergänzt, andeems d'Oplëschung vun den Institutionen an Organisatiounen, déi net ënnert den Transparenzregëster a seng Bestëmmunge falen, prezisiéiert gëtt. Zum Beispill sinn dat déi staatlech, national an auslännesch Institutionen, souwéi öffentlech europäesch oder international Organisatiounen.

An dëser Ofännerung ginn dann och nach e puer deontologesch Reegelen adaptéiert. Den Artikel 2 gesäit an Zukunft vir, dass all Korruptiounstentative denoncéiert gëtt. Doriwwer eraus beseet de Code de déontologie mat der virleiender Modifikatioun, dass kleng Bürosartikelen oder Begrëssungskaddoen, déi keng oder eng niddreg Valeur hunn, net als Kaddoen ugesi ginn an doduerch och net mussen deklaréiert ginn. Dozou gehéiere beispillsweis Artikelen, déi den Deputéierte während Deplacementer, Veranstaltungen oder bei diplomatesche Representatioune fir d'neit

Joer oder bei offizielle Veranstaltungen iwwerreicht oder zur Verfügung gestallt ginn, wéi zum Beispill Bicken, Bläistëfter, Notizbléck, Informationsbrochüren an esou weider an esou fort.

Dat selwecht gëllt dann och fir Essen a Gedrénks, wou d'Deputéiert offiziell invitéiert ginn an op der Plaz en Essen zou sech huelen. An dësem Kontext ass et dann awer wichteg ze betonen, dass och an dësem Fall d'Entgéintheule vun engem Objet oder méi Objeten, deenen hir Valeur iwwer 150 Euro läit, verbueden ass a bleift.

Schlussendlech ass dann nach ervirzehiewen, dass d'Bestëmmungen an d'Prozeduren adaptéiert goufen, nodeems d'Artikelen an eisem Règlement iwwert d'Disziplin duerch d'Ofännerungsproposition 8245 vum Chambersreglement ofgeännert goufen.

Den Text, iwwert dee mer dann elo haut ofstëmme, ass den 13. Juni 2023 vum Här Roy Reding deposéiert ginn a vun der Conférence des Présidents un d'Règlementskommissioun weidergereicht ginn. Den 20. Juni 2023 huet d'Règlementskommissioun den Text analyséiert a mech dann zur Rapportrice vun dëser Ofännerung designéiert. De 26. Juni ass de Projet de Rapport eestëmme ugeholl ginn a pënklech mam Akraaftriede vun der neier Verfassung wäert dann och dës Modifikatioun vum Règlement a Kraaft trieden.

An och ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir e Merci auszudrécken, e Merci dem President vun der Règlementskommissioun, dem Roy Reding, fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Et ass wierklech kollegial ofgelaf, an d'Resultat, dat mer haut zesumme virgestallt hunn, léisst sech jo och weisen.

Merci. An domat ginn ech och den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché.

Da kéime mer elo zur Diskussioun vun deene verschiddenen Ännerungsvirschléi en bloc. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Et ass alles vun de Kolléeg Rapportere gesot ginn an allen Ausféierungen. An ech ginn den Accord vu menger CSV-Fraktioun zu all dëse Projeten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Gloden. Dann huet den Här Guy Arendt sech ageschriwwen.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Ech schlësse mech am Fong de Wiederer vum Léon Gloden un. Et ass alles gesot ginn. Et war effektiv eng exzellent Zesummenaarbecht, déi mer haten. Mir haten net ëmmer déi selwecht Meenung, mee mir hunn dann ëmmer versicht, de richtige Wee ze fannen, fir propper Texter ze kréien. Ech sinn och elo frou, dass mer déi alleguerte kënnen unhuelen. An ech géif och den Accord ginn zu all den Texter vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Arendt. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur-rapporteur | Merci, Här President. Ech schlësse mech de Wiederer vu mengen zwee Virriedner un a bréngen den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir all déi Modifikatioune. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding – Här Di Bartolomeo. Ech war erëm eng Kéier ze schnell.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn elo d'Wuert un de President vun der Reglementskommissioun, den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR), auteur-rapporteur | Ech hu keng Strof verdéngt. Jo, Här President, ech perséinlech stëmmen all déi Texter selbstverständlech mat. Mee mäi Fraktiounskolleeg Fernand Kartheiser huet e Problem mat engem vun den Texter. Wéi Der Iech kënnst virstellen, ass et dee vun der Eedesformel, wou mer ganz einfach eng divergent juristesche Vue hunn op d'Saachen.

Ech mengen, wéi mir zur Constitutioun stinn, wësst Der. Dat brauche mer net ze widderhuelen. Mee et ass awer elo d'Constitutioun. An ech denken, all d'Texter, déi duerno kommen, sief et Règlement oder siefen et Gesetzter, mussen där Constitutioun Rechnung droen an déi Constitutioun esou, wéi se ass, reflektéieren, quitte datt ee spéider eng Kéier wéilt déi Constitutioun änneren.

Voilà. Dofir géif ech mengen, de Fernand kéint vläicht seng Bedenken äusseren, ech perséinlech stëmmen sämtlech Texter.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Villmools merci, Här President. Eigentlech ass déi Divergenz net juristesche, well mir haten déi Diskussioun jo schonn d'lescht Woch hei, wou mer eis Eedesformel fir, mengen ech, d'Gemengebeamten ugepasst hunn. A selbstverständlech mussen d'Gesetzter an och d'Règlement vun der Chamber konform zur Constitutioun sinn. Also formaljuristesche deelen ech dem Roy Reding seng Analys komplett.

Trotzdem wäert ech den 8244 net matstëmmen. Mäi Kolleeg Fred Keup och net. Wat de Jeff ugeet, weess ech elo net. Mee de Punkt ass ganz einfach deen hei. Et ass eng ...

(Hilarité et interruptions)

Nee, et ass eng ganz perséinlech ... Ech mengen, et ass wierklech net, fir elo hei de Geck dermat ze maachen. Ech mengen, ech si bis elo siwemol vereedeegt ginn a mengem Liewen. A siwemol hunn ech gesot: „Je jure fidélité au Grand-Duc.“ An déi alleréischte Kéier „Je promets fidélité au Grand-Duc“ an duerno sechsmol „Je jure fidélité au Grand-Duc“.

Ech sinn dat och. Dat, wat ech siwemol geschwuer hunn, maachen ech och. A fir mech bezitt sech déi Trei zur Monarchie och op d'Eedesformel. An ech wäert keen Text matstëmmen, wou déi Relatioun zur Monarchie geschwächt gëtt a wou jo elo an Zukunft, wa mer hei nei Deputéierten hunn, einfach déi Referenz op d'Monarchie ewechfält. Ech kann dat net. Ech hu siwemol geschwuer, der Monarchie trei ze sinn, a fir mech bezitt sech dat och op d'Eedesformel an dofir wäert ech diesen Text net matstëmmen. Awer formaljuristesche ginn ech selbstverständlech dem Roy Reding an all deenen anere Kolleeg Recht, déi dat matstëmmen: Eist Règlement muss konform zur Constitutioun sinn. Awer fir mech packen ech deen do Schrëtt net aus reng perséinleche Grënn. An ech bidden Iech, dat ze verstoën.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir schwätze jo elo zum Règlement. Da froen ech mech och grad, a wat fir enger Prozedur mer elo grad ware vun der Reiefolleg vun de Riedner. Mee dat emol just dohigestallt.

Als Éischt emol e grouse Merci un d'Rapportere vun deenen Texter. Et sinn eng ganz Rëtsch Texter an et war sécherlech och an der Commissioun net ëmmer ganz einfach, do zu engem Konsens ze fannen. Mir hunn et herno fäerdegbruecht, datt mer eis awer iwwerall eens goufen.

Et sinn eng ganz Rei Ännerungen an d'Rapporteren hunn déi elo grad in extenso virgestallt. Ech ginn also just op wierklech e puer eenzel Aspekter an an et ass och wichteg, datt mer déi haut stëmmen, wann e Samsden dann déi nei Constitutioun och schonn a Kraaft trëtt.

Ech hunn et op dëser Plaz schonn eng Kéier gesot: D'Chamber an hir Deputéiert brauche kloer Reegelen. Net nëmme kloer, mee se mussen och transparent a verständlech sinn, well nëmme esou kënnen mer gutt fonctionéieren, an nëmme wann d'Chamber gutt fonctionéiert, kënnen mer alleguerte gutt zesummeschaffen. An dëst, wa mer soen „zesummeschaffen“, dann ass dat als Institutioun, a mir alleguerte si jo en Deel vun enger gréisserer Institutioun am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger hei am Land.

Iwwer verschidden Inhalter gouf dës Woch schonn op anere Plaz geschwat, zum Beispill iwwert d'Vérfication des pouvoirs. Ech probéieren dofir, dat net nach eng Kéier am Detail opzwerfen.

Ech wëll awer op zwou Saachen agoen: Dat Éischt ass den Accès op Informatiounen fir d'Deputéiert. Duerch den Arrêt, deen ech erkämpft hu viru Geriicht, gouf den Deputéiertenaccès zwar schonn zënter enger gewësser Zäit accordéiert, d'Verankerung dovunner an der Verfassung an och nach eng Kéier duerch dës Upassung zum Règlement waren awer e wichtige Schrëtt, fir d'Rechter op Informatiounen vun eis alleguerten ze stärken. An dat ass wichteg fir eng transparent Aarbecht vun den Deputéierten hei an der Chamber an e richteg Contrôle vun der Action gouvernementale.

An ech fannen et ëmsou méi schlëmm, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Regierung, déi sech schonn eng Kéier um Verwaltungsgeriicht eng bluddeg Nues geholl huet, andeems se behaupt huet, datt d'Chamber en Tiers par rapport à l'État wär an dat vum héchste Verwaltungsgeriicht ëm d'Ouere geschloe krut, elo schonn nees a mengem neie Recours wéinst den Impfkontrakter erëm argumentéiert, en Deputéierte wär en Tiers par rapport à l'État.

Ech hoffen, an ech kann Iech elo scho versprechen, datt ech déi nammlechte Demanden, wou ech am Moment ënnert där aler Verfassung an ënnert där aler Rechtsbasis kloen, och direkt den 1. Juli – Här President, Dir kënnst Iech schonn op mäi Courier freeën – nach eng Kéier déi nammlechte Demande ënnert der neier Verfassung wäert maachen. An ech wäert och drop bestoen, datt déi zwou Prozedure gläichzäiteg oprechterhale ginn!

Mir sollen alleguerten am Interêt vum Land, vun de Biergerinnen a Bierger hei zu Lëtzebuerg schaffen. An dozou gehéiert op béide Säite vun dësem Haus d'Kontroll vun der Regierung. Wann eppes schifgeet, da si mir u sech déi, déi un d'politesche Verantwortung mussen appelléieren. Da si mir déi, déi mussen kontrolléieren, ob politesch Verantwortung geholl gouf. Dat heescht net, datt mer Hexejuerge maachen. Dat heescht net, datt mer zu Hexeverbrennung kommen. Dann heescht et, datt mer konkret de Fanger do an d'Wonn leeën, wou eppes schifgeet, parteiwwergreifend. A wann eppes schifgeet, da solle mer dat och kënnen denoncéieren. A fir datt mer et kënnen denoncéieren, mussen mer den Accès zu den Informatiounen hunn, an dofir freeën ech mech ganz staark doriwwer, datt mer dat haut nach eng

Kéier mat den Ännerungen am Règlement besser verankeren.

Déi zweet Modifikatioun, jo, dat ass de Registre de transparence an iwwert d'Intérêts financiers an d'Conflits d'intérêts. Och hei ass et wichteg, de Biergerinnen a Bierger dobausse kloer ze signaliséieren, datt déi vun hinne gewielte Vertrieederinnen a Vertrieeder sech un eng Rei Reegele mussen halen. An ech kann et hei ganz kloer soen: D'Chamber huet strikt Reegelen a mir kéien näischt rembourséiert, wat net direkt en ligne mat eisem Mandat steet!

Au contraire zur Regierungsmembere gëtt et hei keng zousätzlech Remboursementer fir Iessen oder Verkëstegungen. D'Chamber rembourséiert emol heiansdo den Taxi vun A op B, a fir de Rescht kréie mer eis Indemnitéit, déi am Gesetz kloer geregelt ass. Et gëtt also heibanne wéineg Potenzial fir Abus. An ech mengen, datt sech aner Institutiounen vu Lëtzebuerg och e Bild, jo, e Beispill un der Chamber kéinten huelen.

Ech stelle fest, datt mer mat deenen heiten Ännerungen hoffentlech dat Vertrauen an d'Institutioun Chamber nach eng Kéier stärke kënnen. Mir gesinn, wa mer d'Sondag kucken, datt d'Vertrauen an d'Institutiounen insgesamt sech net verbessert. An et ass un eis, fir exemplaresch ze sinn. Et ass un eis, fir kloer op Interessekonflikter hinzewiesen, en amont, an net eréischt vun anere mat der Nues drop gestouss ze ginn.

Dat gesot, mengen ech, datt et gutt ass, datt mer déi heiten Ännerunge maachen, och wann ech perséinlech aus Transparenzgrënn méi wäit géif goen. Ech weess awer, datt ech domadder eng minoritär Positioun vertrieeden. Dat ass an enger Demokratie heiansdo esou, datt een eng minoritär Positioun vertritt. Ech géif mer awer wënschen, datt mer an deenen nächste Joren net do stoebleiwen, wou mer haut sinn, mee datt mer wierklech dru schaffen, d'Chamber nach méi transparent ze maachen, eis Aarbecht do duerch och an eng besser Luucht ze setzen an deementsprechend och all Doute aus dem Wee ze raumen. Dat gëtt nämlech vun eis alleguerten heibannen erwaart an deem mussen mir och da Rechnung droen.

Ech kéint elo nach iwwer all déi technesch Detailler schwätzen. Ech erspueren Iech dat, datt hunn d'Rapportere virdrun exzellent gemaach, an ech kann Iech den Accord vun de Piraten zu alle Projete matdeelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert déi verschiddenen Ännerungsvirschléi. Mir fänken u mam Ännerungsvirschlag 8182.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8182

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Ännerungsvirschlag ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Änderungsverschlach 8244. Den Text steet am Document parlementaire 8244¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8244

D'Ofstëmmë fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Änderungsverschlach ass mat 57 Jo-Stëmmen an 3 Nee-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Da komme mer zum Änderungsverschlach Nummer 8245. Den Text steet am Document parlementaire 8245¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8245

D'Ofstëmmë fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Änderungsverschlach ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da kéime mer zum Änderungsverschlach 8246. Den Text steet am Document parlementaire 8246¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8246

D'Ofstëmmë fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dësen Änderungsverschlach ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert den Änderungsverschlach 8247. Den Text steet am Document parlementaire 8247¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8247

D'Ofstëmmë fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Änderungsverschlach 8247 ass och eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da komme mer zum Änderungsverschlach 8248. Den Text steet am Document parlementaire 8248¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8248

D'Ofstëmmë fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration.

Den Änderungsverschlach 8248 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag Nummer 8249. Den Text steet am Document parlementaire 8249¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8249

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Ännerungsvorschlag 8249 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy

Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Misch (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Et ass 12.08 Auer. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 12.08 heures.)

58^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président

2. 8195 – Projet de loi portant modification

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de M. Sven Clement) (dépôt de la motion 1) | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Guy Arendt, M. Dan Kersch et M. Yves Cruchten) | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Sven Clement | M. Gilles Baum (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8195 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Sven Clement | M. Gilles Roth | Mme Myriam Cecchetti | M. Gilles Roth | M. Gilles Baum

Vote sur la motion 1 (adoptée)

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Aly Kaes

Exposé : M. Aly Kaes

4. 8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-création d'entreprise

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel

Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Tess Burton | Mme Carole Hartmann | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | M. Sven Clement (parole après ministre)

p. 29

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8115 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :

1^o la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »

8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »

8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »

8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la Danse »

p. 42

Rapports de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard

Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8188

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8189

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8190

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8191

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8192

Dispense du second vote constitutionnel des projets de loi 8188, 8189, 8190, 8191 et 8192

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson, M. Lex Delles et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?
(Négation)

2. 8195 – Projet de loi portant modification

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8195, eng Ofännerung vun der Akommessteier an d'Afëiere vun enger finanzieller Kompensatioun, déi de Verkafspräis vu bestëmmte Pétrolsproduite soll reduzéieren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. A merci och alle Kolleegen, déi schonn heibanne sinn. Mat deemem Projet de loi setze mer weider Mesüeren ëm, déi am Kader vun der drëtter Tripartitt dëst Joer tëscht der Regierung, de Gewerkschafte CGFP, LCGB an OBG-L an och de Patronatsvertrieeder vun der UEL ënnerschriwwen goufen. Et war dëst Joer, den Accord vum 3. Mäerz.

D'Regierung an d'Sozialpartner hu sech op e ganze Pak u Mesüeren, de Solidaritéitspak 3.0, géeneegt, fir den Inflationsschock am Joer 2024 ofzefiederden an de Stéit an och de Betriber weider ënnert d'Äerm ze gräifen. Ënnert dës Mesüre sinn och Mesüeren am Steierberäich, nämlech d'Ofännerung vum Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert den Impôt sur le revenu, méi genau den Titre 1^{er} iwwert d'Akommessteier vun de physesche Persounen.

Verschiede Mesüre gräifen ab dem 1. Januar 2024. Et geet do ëm déi linear Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an Héicht vun 2,5 Indexranchen, also genau 6,376 %, souwéi engem weidere Crédit d'impôt fir Independanten, Salariaéen a Pensionnairen, fir d'Taxe carbone, d'CO₂-Steier, ofzefiederden.

Aner Mesüre gräifen awer réckwierkend op den 1. Januar vun deemem Joer. Do handelt et sech ëm de Crédit d'impôt conjoncture, deen awer och just fir d'Joer 2023 gëllt, an awer och eng Upassung vum Steierfräibetrag vu Leit, déi hir Wunneng oder hir Wunnengen engem Organismus zur Verfügung stellen, deen an der Location sociale schafft, aktiv ass. De Crédit d'impôt gëtt ausgerechent geméiss enger Upassung vun zwou Indexranchen, also 5,063 %; dëst, fir der Upassung vum 1. Januar 2024 virzegräifen, well eng Upassung vun der Steiertabell am Steierjoer selwer net méiglech ass.

D'Erhéijung vum Steierfräibetrag op Wunnengen, déi an d'Location sociale ginn, vu 50 op 75 % wäert eiser Meenung no weider Leit motivéieren, hir Wunneng oder hir Wunnengen zur Verfügung ze stellen, an erhéicht esou d'Zuel vu Wunnengen, vun abordabele Wunnenge fir Leit mat engem méi klengen Akommes.

Bei deemem Gesetz gëtt et och e Règlement grand-ducal fir d'Erhéijung vum Plaffong vun de Schuldzënsen vum 2.000 op 3.000 Euro pro Persoun op der Wunneng vum

Proprietär. Dat heescht, op der éischer Wunneng, op der Haaptwunneng, ass dat virgesinn.

Wat d'Erhéijung vum Seuil vun 10 op 30 kWp ugeet, wat d'Exploitatioun vu Fotovoltaikanlage betrëfft, op där ee Sue verdéngt, déi also och ze versteiere sinn, gëtt dat iwwer Voie circulaire vum Direkter vun der Steierverwaltung gereegelt.

Niewent de Steiermesüre ginn och nach Mesüeren aus dem Solidaritéitspak 2.0 verlängert bis den 31. Dezember 2024, fir d'Inflatioun ofzebremmen. Et handelt sech hei ëm d'Subventioun fir de Masutt, deen doheem gebraucht gëtt fir ze hëtzen, an awer och de Gaz de pétrole liquéfié, de Propangas, deen an de Privatstéit gebraucht gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, hei hëlt de Staat nach eng Kéier ganz vill Suen an de Grapp. An erlaabt mer dofir, nach méi an den Detail vun deene verschidde Mesüeren ze goen an Iech awer och e puer Beispiller ze nennen, wat dat do am Portmonni vun de Leit ausmécht.

D'Upassung vun der Steiertabell ëm zwou an eng hallef Indexranchen op den 1. Januar 2024, wat eng Entlaaschtung vu 6,376 % ausmécht, schléit d'nächst Joer mat 300 Milliounen zu Buch. De Crédit d'impôt conjoncture, wat den Equivalent ass vun zwou Indexranchen, mécht dëst Joer ronn 255 Milliounen aus.

E puer konkret Beispiller, wéi Der se kënnt um Site vum Finanzministère ermëffannen, wollt ech Iech hei elo zum Beschte ginn.

Eng Famill mat zwee Kanner, Steierklass 2: De Papp verdéngt 5.500 Euro brutto, d'Mamm verdéngt der 4.000 brutto. Si hunn e Prêt um Haus. Si kënnen also véiermol 3.000 Euro ofsetzen an net, wéi bis elo, véiermol 2.000 Euro. Dëst Joer bezuelen déi Leit, bezilt dee Stot, 2.460 Euro Steiere manner an d'nächst Joer sinn et der 2.580.

Eng Famill mat engem Kand, wou ee vun de Partner schaffe geet; loosse mer soen, en hätt 100.000 Euro brutto an der Steierklass 2. D'Famill huet och e Prêt um Haus. Si kënnen also dräimol 3.000 Euro ofsetzen. Dat sinn 9.000 Euro an net, wéi bis elo, 6.000 Euro. Dëst Joer bezuele se 1.590 Euro Steiere manner an d'nächst Joer sinn et 2.025 Euro Steiere manner.

Eng Famill mat engem Kand – a mir huelen elo e Beispill, wou kee Prêt op engem Haus ass –, och an der Steierklass 2: Kommt, mir soen, de Papp verdéngt 3.750 Euro brutto an d'Mamm verdéngt der 3.000 brutto. Dëst Joer bezuele se 620 Euro Steiere manner, d'nächst Joer 645.

E Jonggesell an der Steierklass 1 mat engem Brutto vu 5.000 Euro de Mount: Dëst Joer ass et eng Entlaaschtung vu 525 Euro an d'nächst Joer 705.

E Jonggesell, ouni Kanner, Steierklass 1 natierlech, mat 3.000 Euro brutto: Dëst Joer ass et eng Entlaaschtung vun 245 Euro an d'nächst Joer 285.

An der Steierklass 1a, eng Persoun mat engem Kand à charge; kommt, mir huelen e Beispill vu 50.000 Euro brutto: Fir 2023 ass et eng steierlech Entlaaschtung vu 450 Euro an d'nächst Joer 755.

An e lescht Beispill, fir den Tablo ze komplettéieren: Eng Koppel Pensionnairen an der Steierklass 2 mat enger Rent vu 70.000 Euro brutto d'Joer, do ass et dëst Joer eng Entlaaschtung vu 525 Euro an d'nächst Joer 555.

Wéi gesot, déi Beispiller do kënnt Der nosiche goen, déi stinn um Internetsite vum Finanzministère.

Dir gesitt, mat dës Mesüeren, déi geholl gi sinn an der Tripartitt Nummer 3, am Solidaritéitspak 3.0, kënnt d'Politick net nëmmen enger Rei Fuerderunge

vun de Gewerkschaften no, mee si kënt och enger Rei Fuerderungen no vun de Parteien, déi heibanne setzen an d'ni no enger partieller Upassung vum Barème an d'Inflatioun gefrot hunn. Wéi gesot, ech widerhuelen: Et sinn d'nächst Joer 2,5 Indexranchen, un déi de Steierbarème ugepasst gëtt. Dat si 6,376 % an dat ass eng Entlaaschtung vu ronn 300 Milliounen.

Erlaabt mer awer och ofschléissend, op déi aner Mesüeren anzegoen an och déi Mesüeren ze chiffréieren. D'Erhéijung vum Steierfräibetrag fir déi Leit, déi hir Wunneng an eng Instanz ginn, déi am soziale Wunnengsbau tätég ass: De Steierfräibetrag geet jo vu 50 op 75 Milliounen (veuillez lire: vu 50 op 75 %) erop an den Déchet fiscal fir de Staat beleeft sech hei op 5 Milliounen. D'Subventioun um Masutt fir ze heizen, dat heescht déi 15 Cent pro Liter, dat schléit mat 33 Milliounen Euro zu Buch. An d'Subventioun um Propangas fir Haiser, déi 20 Cent pro Kilo, dat beleeft sech nach eng Kéier op 2 Milliounen. D'Erhéijung vum Crédit d'impôt, fir d'CO₂-Steier ofzefiederden, d'Erhéijung vu 50 %, dat heescht vu 96 Euro op 144 Euro, dat wäert de Staat 20 Milliounen Euro kaschten.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo probéiert, Iech esou e komplett Bild wéi méiglech ze ginn, esou vill Informatiounen wéi méiglech, an all aner Informatiounen, déi fannt Der natierlech am schrëftleche Rapport. Merci wollt ech Iech soen, haaptsächlech de Kolleegen Deputéierten aus der Tripartitt-Kommissioun. Mir hunn nach e puer Gesetzer, déi ënnerwee sinn. Mir sinn nach net fäerdig, mee ech wollt Iech Merci soe fir déi flott a fair Aart a Weis, wéi mer hei kënnen zesummeschaffen an Interêt vun alle Leit hei am Land an am Interêt vum Land natierlech och. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt awer, dem President vun der Finanzkommissioun an dem Rapporteur vun der Tripartitt-Kommissioun, dem Gilles Baum, villmools Merci ze soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht. An ech wëll him virun allem Merci soen, dass an esou engem sensibelen Domän wéi dësער Ëmsetzung vun den Tripartitt-Mesüeren de Gilles Baum eng ganz objektiv Approche huet, wou d'Oppositioun dann och hir Awänn an hir Bemierkunge ka maachen. An dofir wëll ech dem Gilles Baum villmools Merci soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dësén Tripartitt-Accord virgestallt gouf ugangs Mäerz, do hate mer eng Debatt hei an der Chamber. Ech hunn dunn dierfen am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass mir géifen deen Tripartitt-Accord ënnerstëtzten. Firwat? Mee well mir zum Lëtzebuerger Sozialmodell stinn a well mer och zu den Tripartitt-Moossname stinn. An dat maache mir och als Oppositiounspartei e puer Méint virun de Walen.

Mir hunn awer gradesou daitlech gesot gehat, dass mer, och wa mer den Accord vu Senningen géife gutt-heeschen, natierlech géife kucken, keng Kaz am Sak ze kafen a wéi déi eenzel Moossnamen, déi ënnert de Sozialpartner ofgemaach waren, och géifen herno an de Gesetzestexter hiren Néierschlag fannen.

Mir fannen och richtig, dass een d'Leit hei steierlech – zumindest zum Deel – entlaascht, a mir droen dat och ausdrécklech mat, well mer der Meenung sinn, dass déi Steiererlicherungen an déi richtig Richtung ginn, well grad elo de groussen Deel vun de Leit, a

besonnesch d'Mëttelschicht, muss steierlech entlaascht ginn, fir eebe méi Kafkraaft ze kréien. Dat ass eppes, wat mer net eréischt haut, mee wat mer scho viru méi wéi zwee Joer ëmmer nees erëm gefuerdert hunn.

Ech muss ganz éierlech soen: Dat, wat mer e bësse bedauern, dat ass, dass déi Tripartitt-Moosnamen, besonnesch dat, wat d'Steiererlicherungen ubelaangt, eigentlech zustane komm sinn, loosse mer soen, engersäits duerch den Drock vun de Gewerkschaften, anerersäits awer och – an dat schreibe mer eis dann e bëssen zou – duerch den Drock vun der CSV an och vun där enger oder anerer Majoritéitspartei. Ech wëll dat ausdrécklech soen: Et waren och d'Sozialisten, déi ëmmer gesot hunn – zu Recht! –, dass ee misst déi breet Mëttelschicht entlaaschten, virun allem opgrond vun der Präisdeierecht, awer virun allem och opgrond, an ech kommen herno nach dodrober zeréck, vun där Zënsexplosioun, déi natierlech bei héijen Immobilienkreditter bei ville Stéit hiren décken Néierschlag féint.

Ech muss eigentlech soen, quitte dass mer et begrëssen, mee dass awer eng gewëss Kehrtwende bei der Regierung komm ass, wéi deen Tripartitt-Accord ugangs Mäerz zustan komm ass. Well ech ka mech nach ganz gutt erënnere, am Juli d'lescht Joer, dunn hu mer och an engem Rapport, wou den André Bauler an ech selwer d'Chance haten, Rapporteur ze sinn, iwwer Steiermoosnamen hei diskutéiert. Dat war eng objektiv Debatt. Jiddwereen huet seng Propositionen duergeluecht. An ech weess awer och, dass eis du gesot gouf, notament aus dem Mond vun der Finanzministesch, dass linear Upassung vum der Steiertabell net sozial selektiv wäeren.

Mir hunn dat deemools net akzeptéiert, well mer nämlech der Meinung sinn, dass eise Barème awer eng gewëss sozial Selektivitéit huet. Firwat? Mee well breet Schëllere méi droen an een, wat ee méi verdéngt, natierlech séier op héije marginale Steiersätz ass.

Ech muss och soen, d'Finanzministesch, déi huet nach, wéi se hei hire Budget presentéiert huet, gesot: „Fir Steiererlicherungen ass kee Sputt, well dat ass finanzpoliteschen Harakiri.“ Si huet souguer 14 Deeg, ier den Accord tripartite zustane komm ass, gesot, et wier irresponsabel – Madamm, dat hutt Dir gesot –, fir elo Steiererlicherungen ze maachen.

An dunn op eemol huet se gesot: „Mee mir hunn awer elo Sputt.“ An de Sputt, Dir Dammen an Dir Hären, dat war net, dass op eemol d'Staatsinnamen explodéiert waren. De Sputt war deemools net, dass si alleguerten déi Konsumausgaben an déi Investitionsausgabe vum Staat ënner Kontroll haten. Mee de Sputt war deen: „Mir hunn elo manner Defizit.“

Ech soen Iech ganz éierlech: Fir eis gesäit Previsibilitéit awer e bëssen aneschtens aus. Well wann ee sechs Wochen, nodeem iwwer e Budget ofgestëmmt ginn ass, seet, engersäits: „Mir si bei finanzpoliteschem Harakiri, et ass irresponsabel“, a sechs Wochen duerno seet een: „Elo hu mer den néidege Sputt“, da muss ech soen, mat allem Respekt, Madamm Ministesch – an ech hu grouse Respekt vis-à-vis vun Iech, mat Äre ganze Beamten a Kohorte vu Steuerbeamten –, dass een op sechs Woche muss awer e bësse méi Previsibilitéit an der Aschätzung vun den öffentleche Finanzen – dat si souwuel d'Recetté wéi och d'Depensen – hunn.

Den zweete Punkt ass deen, dass natierlech d'Leit elo steierlech entlaascht ginn, jo. Mee et muss een awer anerersäits och soen, dass zënter 2017, wéi déi lescht grouss Steuerreform war, bis 2023 ganzer aacht Indextranchen erfale wäerte sinn. Bis um Enn vum Joer wäerte ganzer aacht Indextranchen erfale sinn, déi bis haut – bis haut! – net steierlech berücksichtegt sinn. Dat

ass eng Steiererhéijung! Wann een net d'Steiertabell un d'Inflatioun upasst, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat eng Steiererhéijung. Ob een dat schéierede wëll oder net, dat ass ganz einfach esou! An d'Leit spieren et besonnesch elo an hirem Portmonni. An déi aacht Indextranchen, déi hunn och dem Staat noweislech iwwer 2 Milliarden Euro méi Steieren erabruucht. Dat heescht, d'Leit hunn 2 Milliarden Euro virfinanzéiert a si kréien elo op d'Joer 2023 iwwert de Wee vun de Steierkreditter zweemol 120 Milliounen, sprich 240 Milliounen, dovun net, also eppes méi wéi en Zéngtel.

Richtig ass och, dass elo ... Dat ass och vläicht elektorale Windowdressing, well normalerweis, wann een d'Steiertabell adaptéiert, da mécht een dat an engem Budget fir dat Joer duerno. Bon, Dir decidéiert dat elo als Koalitioun, fir dat dëst Joer ze maachen. Nächste Joer soll och nach eng Kéier eng linear Adaptatioun vun der Steiertabell ëm 2,5 Tranché kommen – droe mir selbstverständlech mat. Fakt ass awer, dass d'Leit entlaascht ginn, jo, mee se gi manner entlaascht wéi dat, wat se kritt hätten, wann ëmmer der Steierinflatioun oder Inflatioun um Niveau vun der Steiertabell Rechnung gedroe gi wär. Dat heescht, ënnert dem Stréch hunn d'Leit dat, wat se elo zréckkréien, scho largement virfinanzéiert.

A mir sinn der Meinung, dass déi Politique d'attente, bis dass den Drock komm ass, besonnesch a Krisenzäiten eng falsch Approche ass, well a Krisenzäiten, wou d'Leit net nëmme mat enger Präisdeierecht konfrontéiert sinn, mee wou d'Leit och nach mat steigenden Immobilienkreditter konfrontéiert sinn, fanne mir dat eng falsch Approche. Grad da muss een de Leit méi Kafkraaft ginn!

Ech wëll drun erënnere, dass an enger CSV/LSAP-Koalitioun ab dem Joer 2009 och ënner verschiddene Kriticke gesot gouf – deemools war dat den Ausgang vun der Finanzkris –: „Mir ginn de Leit elo méi Kafkraaft an herno sollt dat da recuperéiert ginn.“

Fakt ass, dass, wann een de Leit net emol kann en Inflatiounsausgläich vun der Steiertabell ginn, dat e strukturelle Problem ass. An net méi spéit wéi virgëschter – e Méindeg war et – huet de Conseil national des finances publiques dat och ënnerstrach. Also, et kann een elo de Leit ziele vu Covid, et kann een de Leit ziele vun Tripartitt-Moosnamen, mee den CNFP, also de Conseil national des finances publiques – an net, wéi ech eng Kéier gesot hat, den CNFPC, dat ass de Centre de formation professionnelle continue –, deen huet ganz kloer gesot: Et ass e strukturelle Problem, well onofhängeg vun deenen Ennerstëtzungsmoosname sinn einfach d'Dependance vum Staat méi séier gewues wéi d'Recetten iwwert déi lescht Joren!

Ech kommen dann zu den Avisa vun den eenzelne Beruffskammeren. Déi ginn och, muss ech soen, exzellent op déi eenzel Steiermoosname ganz am Detail an a si ënnermolen dat och mat Rechebeispiller.

D'Salariatskummer, déi seet däitlech par rapport zu dem Steierkredit, dee sech applizéiert fir d'Joer 2023, dass d'Leit eigentlech do manner kréie wéi dat, wat se kritt hätten, wann am Dezember – woufir mir plädéiert haten –, zumindest an Etappen, eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun normal geschitt wier. Firwat? Well nämlech hei d'Leit zwar e Steierkredit kréie fir d'Akomessteier, mee si kréie keen zum Beispill fir d'Solidaritéitssteuer.

An d'Salariatskummer gött och ee Beispill, an ech kommen herno op déi Rechebeispiller zréck, déi de Rapporteur virginn huet. Nämlech seet d'Salariatskummer: Wann ëmmer der Inflatioun Rechnung gedroe gi wier zënter 2017 bis elo, dann hätt eng Persoun an der Steierklass 1 – an dat ass awer substanzuell – mat engem Akomes vu 5.000 Euro brutto – ech widderhuelen:

brutto! – haut 140 Euro netto méi de Mount, sprich 1.680 Euro netto méi an der Pai. Mat dem Steierkredit, sou wéi Dir en elo applizéiert, huet déi selwecht Persoun net 140 Euro netto, mee ronn 50 Euro netto de Mount méi. A wann ech dat op e Joer rechnen, dann huet déi nach ëmmer e Verloscht vu méi wéi 1.000 Euro netto, wéi wann et eng Gesamtinflatiousberengung vun der Steiertabell wier.

An da kommen ech zu deem, wat de Rapporteur elo gesot huet. En huet eng Rei vu Rechebeispiller ginn. Faktesch ass dat net ze widderleeën, ech wëll dat ganz kloer soen. Ech wëll awer och soen, Här Baum: De Gros vun deene Steiererlicherungen, déi Dir genannt hutt a wou Der dann iwwer 1.000 Euro kommt, mat wat hunn déi ze dinn? Ma déi hu ganz einfach dermat ze dinn, dass de Plaffong fir d'Ofsetze vun de Scholdzënsen op den Immobilienkreditter bei engem Eegenheim ëm 50 % an d'Luucht geet. A mat deene Rechebeispiller an deene Paien oder Revenuen, déi Dir a Verglach gesot hutt, soen ech Iech, dass eng ganz Rei vu Leit mat zwee Kanner iwwerhaupt net op déi Plaffongen do kommen.

Well den Här Kaes, deen ëmmer mat zwee Féiss um Buedem als Norddeputéierte steet, deen huet gesot: „Majo, e seet awer net, wéi vill d'Leit méi un Zënse muss bezuelen.“ Well kuckt emol, een, deen en Appartement ... Elo schwätzt Dir vun 1 Millioun, mee ech weess awer, ronderëm d'Stad hutt Dir awer net vill Appartementer, déi manner wéi 1 Millioun kaschten, obwuel d'Präisser vläicht liicht erfoginn. Wann een awer elo, fir et ronn ze maachen, e Kredit vun 1 Millioun huet, an dat ass bei jonke Leit, déi sinn oft am Ufank vun dem Kredit, dat heescht, si mussen nach op déi voll Zomm rembourséieren, dann hat deen, fir et do och ronn ze maachen, virun engem Joer nach 20.000 Euro Zënse bezuelen. Deen huet elo 50.000 Euro – also 30.000 Euro méi Zënse – ze bezuelen.

Dofir, mat allem Respekt fir déi Rechebeispiller, déi Der gitt, ech mengen, et däerf een d'Realitéit och net verkennen! Dat, wat d'Leit iwwer d'Steiertabell reng kréien, ass bei dem Spätzverdänger maximum 54 Euro netto de Mount.

Déi zweet Moosnam, dat sinn déi 75 Euro (veuillez lire: déi 75 %) steierfräi beim Loyer, wann ech mäin Appartement oder meng Wunneng un d'Gestion sociale locative verginn, dat heescht, wann ech eigentlech engere Institutioun dat ginn, déi herno déi Wunneng weidervermit oder Leit drasetzt, déi manner bemëttelt sinn. Mir fannen dat eng gutt Moosnam, mir ënnerstëtzen dat ausdrécklech. A mir haten eis kuerzgeschloss an der Fraktioun, mir sinn der Meinung, well mer dat hei eng gutt Moosnam fannen, dass een dat och sollt ausdeenen, wann eng Persoun hir Wunneng, en Appartement oder en Haus, géif un eng Gemeng verlounen.

Ech explizéiere mech: Dir wësst, dass d'Gemenge gehale sinn am Kontext vum Pacte Logement 2.0, sou vill Sozialwunnengen ze maachen. Ech hunn och gelies, queesch duerch d'Parteien – also, ech wëll do net d'Sozialisten ... Keen huet de Monopol vun der Sozialpolitik, weeder d'CSV nach d'DP nach déi gréng, mee iwwerall an de Gemenge gesäit een, dass awer en Effort – an d'Madamm Closener gött zu Mamer Logementschäfferen –, dass do e Wëlle besteet ...

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth (CSV) | Hunn ech Iech elo eppes verroden?

(Interruptions et hilarité)

Ënner anerem, ënner anerem.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Här Roth, wouhier wësst Dir dat dann elo schonn?

M. Gilles Roth (CSV) | Ech wollt dann awer soen ... Nee, ganz seriö, Dir wësst ganz genee, mat SNHBM a mat Fonds du Logement, mat allen Efforten a gutt gemengten Efforten, déi se maachen, sief dat Elmen, Wéltgebond, Wunne mat der Wooltz oder zu Diddeleng, dass déi et net fäerdegréngen, déi néideg Wunnengen ze schafen, déi et brauch, fir eebe Leit, déi sech dat net kënnen leeschten, en Daach iwwer dem Kapp ze assurieren. Also mussen d'Gemengen asprangen.

Ech soen Iech dat awer gradesou riichter aus, dass ganz vill Gemengen, vläicht mat Ausnam vun der Stad Lëtzebuerg, och nach eventuell – ech soen: nëmmen eventuell! – d'Stad Esch, net déi néideg Ressourcen hunn, souwuel finanzméisseg wéi och virun allem den techneschen Knowhow, fir do iwwer Joren zeg Wunnengen a Wunnengen ze bauen, a virun allem kuerzfristeg ze bauen, mat de Liwwerempäss, déi mer nach ëmmer hunn, mat dem Manque de Main-d'oeuvre, déi een op dem Bau huet.

An dofir géif ech proposieren, dass een och déi Moosnam do op déi Gemengen ausweit, wann eng Gemeng zum Beispill seet: „Ma ech loune bei Iech eng Wunneng, ech loune bei Iech en Appartement, ech loune bei Iech en Haus, an ech setzen do Leit, déi de Krittere vun dem Logement social entsprechen.“

Also, ech muss Iech ganz éierlech soen: Dee Loyer, den d'Gemeng da bezilt, a wann deejéinege Proprietär 75 % Exemption huet, dat stéiert eis net. Firwat? Mee dann huet emol zumindest déi Gemeng eng weider Sozialwunneng a si huet se virun allem kuerzfristeg. An ech erlabe mer, ech weess, dass Dir dat als Majoritéitspartei net gär héiert – „on ne gouverne pas par des motions“ –, mee ech erlabe mer trotzdem, Här President, Iech dann eng Motioun an deem Sënn ze iwwerreechen, an ech wier frou, wann déi trotz alle parteipoliteschen Obstakele géif hir Zoustëmmung fannen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *rappelant le paquet de mesures de l'accord du Comité de coordination tripartite du 7 mars 2023 ;*

– *constatant que cet accord prévoit une augmentation de l'exonération fiscale des loyers perçus de logements mises à disposition de la gestion locative sociale,*

invite le Gouvernement

– *à étendre cette exonération fiscale des revenus locatifs nets également au cas où des logements appartenant à des propriétaires privés sont directement loués à des communes sans devoir passer par des organismes conventionnés exerçant la gestion locative sociale.*

(s.) Gilles Roth, Félix Eischen, Aly Kaes, Georges Mischo, Marc Spautz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | An dann drëtens, Här President, Dir Damm an Dir Hären: Mir begrëssen och selbstverständlech, ech hunn dat elo incidemment gesot, d'Upassung vum Plaffong vun der Ofsetzung vun de Scholdzënsen op dem Eegenheim. Dir hat proposiert, dat op 50 % an d'Luucht ze setzen. Mir hunn – d'Madamm Margue, den Här Lies an ech selwer – eng Proposition de loi deposiert, mengen ech, am Februar, also virun der Tripartitt, wou mer proposiert haten, dee Plaffong einfach ze verduebelen. Mir sinn och der Meenung, wann d'Zënsen op 2 %, loosse mer soen, als Duerchschnitt, op 5 % an

d'Luucht ginn, dass een deem och zumindest steierlech misst Rechnung droen, mee selbstverständlech leet mer elo net nach eng drop. Mir hunn eis Proposition de loi deposiert, Dir hutt Är gemaach. Ech soen Iech ganz éierlech: Dat kascht 45 Milliounen Euro; wann och an deem Sënn 20 Milliounen vun der Staatskeess droppeluecht gi wäeren, dat wär och nach keen Drama fir den Equiliber vum Budget oder Netequiliber vum Budget gewiescht.

Dat gesot, Dir Damm an Dir Hären, kommen ech zum Schluss. Mir begrëssen dese Gesetzesprojet, well e fir Entlaaschtungen, déi mir besonnesch fir d'Mittelschicht als CSV mëttel- a laangfristeg gefuerdert hunn ..., dass déi zu engem Deel, zu engem geréngen Deel, erfëllt ginn. Ech widderhuelen awer nach eng Kéier: Aacht Indextranché sinn zënterhier erfall. Mat deem Gesetz gëtt dës Joer der zwou Rechnung gedroen. Dat geet an eisen Aen net duer. Firwat? Well et wichteg ass, an ech schlëssen domadder, dass e Land wéi Lëtzebuerg mat enger oppener Economie a virun allem enger internationaler Communautéit, wat eng Chance ass, muss op d'Cohésion sociale pochen.

Mir hunn net wéi aner Länner lauter ganz aarm Leit a lauter ganz räich Leit, mee et dierf een awer net vergiessen, dass ee vu fënnf mëttlerweile zu Lëtzebuerg ënnert dem Aarmutrisiko leeft, dass eng Persoun vu sechs – an et ass dat, wat dramatesch ass –, déi schafft, déi géint Loun a Gehalt schaffe geet, ënnert dem Seuil de pauvreté leeft. An dofir si mir der Meenung, dass ee muss verstärkt un d'Mittelschicht denken, dass ee muss verstärkt déi Leit steierlech an och anerwärts ënnerstëtzen, déi et besonnesch an dese Krisenzäiten dréngend néideg hunn.

Mir sinn der Meenung, dass dee Schrëtt mat deem Gesetzesprojet nach net erfëllt gëtt, mee et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. An dofir stëmme mir als CSV-Fraktioun deem Gesetzesprojet zou. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, mir befannen haut iwwert e wichteg Gesetz, iwwert e ganz gutt Gesetz. Wichtig ass dës Gesetz, well et d'Kafkraaft vun de Stéit wäert stäerken. A gutt ass dës Gesetz, well et resultéiert eigentlech aus engem intakte Sozialdialog, den eis sozial Kohäsion ofsécher.

An éischer Linn kënn mat deem Gesetz ganz séier méi Kafkraaft bei de schaffende Leit un. Mir féieren, wat schon am Detail vum Rapport Gilles Baum explizéiert ginn ass, e Konjunktursteierkredit an, den eng Adaptation un d'Inflation ëm zwou Indextranché vum Steuerbarème mécht.

Ech hunn och schon am Mäerz hei op dem Riederpult gesot, dass dese Steierkredit fir d'LSAP kee Walkaddo ass. Mir gesinn als LSAP, wat eis Staatsrecetten ubelaangt, virun allem an de leschten dräi Joer eng ganz staark Tendenz, dass d'Personnes physiques, d'Privatpersounen, ëmmer méi egroussen Undeelmuse bäidroen zum generelle Steierakomes. Op der Säit vun den direkte Steieren ass d'Lounsteuer eleng am previsible Kont 2022 op de Budget 2023 ëm 16 % an d'Luucht gaangen. An absoluten Zuelen ass et eng Progressioun vun 830 Milliounen Euro laut dem leschte Budgetdokument. Dass dës Tendenz net einfach esou konnt weidergoen, dat ass scho méi laang d'Iwwerzeegung och vun der LSAP, an et ass ënner anerem och de Beméiung vum der LSAP ze

verdanken, dass déi geplangt Entlaaschtung vun de schaffende Leit och zustane ka kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Well mer eng eenzeg grouss Steierreform an deser Legislatur net konnte maachen, hat ech bei de Budgetdebatten nach emol ënnerstrach, dass mir als LSAP bereet sinn, dës an Etappen ze maachen, soubal déi öffentlech Finanzen dat hierginn. A mir hate gefuerdert, dass eng Upassung misst kommen, wann déi öffentlech Finanzen et géifen erlaben.

Mir hu mam Budget eng Partie Steiermoosnamen ugeholl an d'Madamm Finanzminister hat eis hei zougese, wa sech d'Méiglechkeet fir eng Steierentlaaschtung am Laf vum Joer ergëtt, dass d'Regierung déi dann och géif maachen. An ech muss soen: Heimadder hält d'Regierung hiert Wuert!

Wéi och d'Chambre des Salariés an hirem Avis richtegerweis feststellt, wësst de Steierkredit haaptsächlech bis zu engem Joresakomes vu 60.000 Euro brutto. Duerno wësst e méi lues weider a kënn op e Plaffong bei engem Joresakomes vun 179.000 Euro. Et ass also probéiert ginn, nawell eng lichte Komponent vu sozialer Selektivitéit eranzekrieten. Aus eiser Siicht ass dat net verkéiert, well mir eis musse bewosst sinn, dass eis Budgetsmittelen awer net unbegrenzt sinn an et Akommeskategorie gëtt, déi manner op Steiererlichterungen ugewise si wéi aner.

D'Chambre des Salariés weist och richtegerweis dorober hin, dass d'Steierklass 1a déi ass, déi par rapport zu enger regulärer Upassung vum Steuerbarème mam Konjunktursteierkredit fir all Akommeskategorie licht manner gutt ewechkënn. Fairerweis muss een heizou soen, dass d'Instrument vum Steierkredit a senger Logik an a senger Funktionsweis eppes komplett aneres ass wéi eise Steiersystem mat deene verschiddene Steierklassen.

Nach ass et esou, dass mir beim Konjunktursteierkredit ganz, ganz no un d'Adaptation vum Barème ëm zwou Indextranchen erukommen an dass souwuel an der Steierklass 1 wéi och an der Steierklass 2 d'Leit mat niddrege Gehälter allkéiers esouguer e bësse besser ewechkome mam Konjunktursteierkredit, wéi wa mer eng Adaptation vum Barème gemaach hätten.

Da sief awer och dorun erënnert, dass mir net méi spéit wéi beim leschte Budget am Dezember eng konsequent Revalorisation vum Crédit d'impôt monoparental fäerdegruecht hunn. Als LSAP si mir der Meenung, dass mer de Crédit d'impôt monoparental all Legislaturperiod eng Kéier missten op de Leescht huelen a gegebenefalls och revaloriséiere sollten.

Laangfristeg gesi wäerte mir awer nëmmen eng definitiv Léisung fir déi dote Froe fannen, wa mir mat der néideger Rou kënnen dee berüümt-berüchtete Barème unique aféieren. Dese eenzege Barème soll derzou féieren, dass d'Steierlaascht vun de Biergerinnen a Bierger net méi ännert, just well de Persounestand ännert. Am 21. Joerhonnert brauch et en neutrale Steiersystem par rapport zum Liewen an zur Liewensplanung vun de Biergerinnen a Bierger.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech erënnere drun, dass mir als LSAP zejoert eng konkret Propos fir e Barème unique op den Dësch geluecht hunn. Do ass bestëmmt nach genuch dorunner ze feilen, mee dës Propos huet awer de Meritt ze existieren a si bitt eng Grondlag dozou, fir endlech vun deem theoretische Gepoters doriwwer hin zu enger konkreter Diskussioun ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mam Gesetz kënt dat fir d'nächst Joer eng richteg Adaptatioun vum Steuerbarème un d'Inflatioun an Héicht vun 2,5 Indextranchen. An dës Adaptatioun bedeit 300 Milliounen Euro méi Kafkraaft fir d'Stéit hei am Land! Ech sinn iwwerzeugt, dass et déi richteg Decisioun ass, dës Adaptatioun ze maachen, an zwar grad elo!

Wéi ech d'éinescht scho gesot hunn, ass d'LSAP net eréischt zanter gëschter der Meenung, dass déi sougenannt kal Progressioun duerch d'Netadaptatioun vum Barème iwwer eng länger Zäit politesch zu enger Erosioun vum sozialen Zesummenhalt féiere kann, an dat zumools, wann déi schaffend Leit op eemol den Androck kréien, dass si d'Mëllechkou sinn. Eng komplett Adaptatioun vum Barème ëm sämtlech Indextranchen, déi zanter der leschter Steuerreform komm sinn, kann awer net d'Äntwert vun der Politik sinn. Op alle Fall ka se net d'Äntwert si vun all deene politesche Parteien, déi méi sozial Gerechtegkeet hei am Land wëllen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An d'Chambre des Salariés – wann ech och net mat allem averstane sinn – seet awer an hirem Avis zum Deel genee dat. Ech liesen et eng Kéier vir: „Par ailleurs, il convient de garder à l'esprit l'urgence de plus en plus accrue d'une réforme d'ampleur de la fiscalité des personnes physiques afin de pouvoir notamment : défiscaliser le salaire social minimum ; aplatir le « Middelstandsböckel » ; imposer davantage les très hauts revenus ; rééquilibrer la charge fiscale entre revenus du travail et du capital, mais aussi entre personnes physiques et personnes morales.“

D'LSAP ass och der Meenung, dass een sech et net dierf ze vill einfach maachen, andeem ee bei enger Adaptatioun vum Barème un d'Inflatioun stoe bleift. En e bësse méi groussen intellektuellen Effort, e bësse méi Kreativitéit, vläicht och e bësse méi Fangerspëtzegefill fir eng gerecht Verdeelung vum Rächtum, dat si mir de Biergerinnen a Bierger hei am Land awer schëlleg!

Virun allem kënt bei enger integraler Adaptatioun vum Barème, déi de Lëtzebuerger Staat bal 1 Milliard Euro kaschte géif, just Gegrimmels bei deene Stéit un, déi eng steierlech Entlaaschtung am meeschte brauchen, awer et kéim vill bei deenen un, déi dës Entlaaschtung net esou dréngend géife brauchen. Dofir ass déi Adaptatioun ëm 2,5 Indextranchen e gudder Kompromëss, deen eis an der nächster Legislaturperiod nach e bësse Sputt wäert loossen, egal, wien dann um Rudder ass, fir aner Piste vu steierlecher Entlaaschtung ze sichen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An dësem Gesetzestext ass awer nach eng weider wichteg Ännerung um Niveau vun de Steieren. Ech schwätze vun der Aart a Weis, wéi mer d'CO₂-Steier sozial offiederer. 2021, bei der Aféierung vun der CO₂-Steier, hu mir de reguläre Steierkredit vum de Salariéen, den Independenten an de Pensionnairen ëm bis zu 96 Euro d'Joer revaloriséiert. Mir hunn an der Konsequenz vum Statec attestéiert kritt, dass mir mat dëser Revalorisatioun deenen ënneschte 40 % vun de Stéit hei am Land an der Moyenne d'CO₂-Steier eigentlech integral kompenséieren.

Mir begréissen als LSAP natierlech, dass mir d'nächst Joer e separaten CO₂-Steierkredit aféieren. Esou gétt déi sozial Kompensatioun vun der CO₂-Steier méi transparent, méi visibel a besser novollzéierbar fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Bei engem Bruttoakomes vu 40.000 Euro kritt deen eenzelne Bierger dann

och d'nächst Joer 48 Euro méi mam separaten CO₂-Steierkredit, wéi dat nach dëst Joer de Fall ass.

Fir d'LSAP steet fest, dass mir an eise Beméiunge géint de Klimawandel net dierfen noloossen. Fir eis als LSAP ass et awer och grad sou kloer, dass mer de finanziell méi vulnerabele Stéit mussen hëllef, wann déi Joerhonnertaufgab vun der ekologescher Transitioun eis soll geléngen. D'LSAP hält drop, dass d'Hallschent vun de Recetten aus der CO₂-Steier muss geholl ginn, fir sozial Begleetmoosnamen ze finanzéieren. A fir de fréiere Finanzminister Pierre Gramegna aus senger Budgetsried vun 2020 ze zitieren: „Et geet bei der CO₂-Steier net drëms, eng nei Recette ze schafen.“

Un dëser Astellung huet sech fir eis absolutt näischt geännert. Wann d'Recetten aus der CO₂-Steier eropginn, da kënnen mir eis Investissementer an déi ekologesch Transitioun engersäits an an eis Sozialpolitik anerersäits weider ausbauen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir sinn als LSAP am Fong der Meenung, dass ee systematesch bei all Erhéijung vun der CO₂-Steier och parallel den CO₂-Steierkredit no uewe misst upassen. Och hei si mir en ligne mat den Aussoen, déi am Avis vun der Chambre des Salariés stinn.

Mam Gesetzestext wäerte mir d'Revenuen um Loyer, déi am Kader vun enger Gestion locative sociale entstinn, zu 75 % steierfräi maachen. Dës Mesür wäert eis Logementekris ganz sécher net léisen, mee se ass awer e wichtige Gest, fir d'Gestion locative sociale méi attraktiv ze maachen. Well dës Proprietäre jo net den nammlechte Loyer bezuelt kréien, wéi se eventuell um fräie Maart kéinten erakréien, mécht dës punktuell Mesür definitiv Sënn.

Ech hunn elo schonn zéng Minutte geschwat an ech hunn am Fong lauter Steiermoosnamen ernimmt a se aus eiser Perspektiv belicht. Dëst ass just e Constat, dee sech eigentlech un all déi Leit riicht, déi dëser Majoritéit virgeheien, si hätt um steierleche Plang déi lescht fënnf Joer näischt gemaach. An ech wëll elo kee groussen an exhaustiven Historique maachen, mee vun A wéi „Amortissement accéléré“, iwwer C wéi „CO₂-Steier“, iwwer R wéi „Régime des impatriés“, bis T wéi „Taux de TVA réduit“ ass awer an deene leschte Joren esou munches geschitt, an ech hat vir drun nach aner Beispiller genannt.

Et huet een et vläicht manner virun Aen, well all dës Mesüeren eeben net an engem groussen Coup komm sinn, mee iwwert déi ganz Legislaturperiod verdeelt ëmgesat goufen, meeschtens am Kader vum Budgetgesetz. Dat ännert awer näischt drun um Fait, dass d'Mesüre geholl gi sinn an dass si hiren Effekt hatten a konnten a kënnen entfalen.

Mir hu méi wéi eng Kéier de Steierkredit als Instrument genotzt, fir Adaptatiounen ze maachen. An ech sinn der Meenung, dass dëst Instrument, wat mer jo och elo erëm haut notzen, sech iwwert déi lescht Jore bewäert huet. De Steierkredit huet eis et erméiglecht, e ganz gudder Kompromëss ze fannen tëscht Rapiditéit op där enger Säit an awer och Selektivitéit op där anerer Säit.

Et ginn niewebäi mat dësem Gesetzestext och nach Subventiounen vum Masutt respektiv dem flëssege Propangas ëm e weidert Joer verlängert, wat och eng wichteg Mesür ass, soubal et dobaussen erëm méi kal wäert ginn. Verlängerunge vu besteoende Moosnamen si politesch keng Sensatioun, däers sinn ech mer komplett bewusst, mee hir Verlängerung iwwert dëst Joer bleift awer fir vill Stéit hei am Land ganz wichteg.

Natierlech huet dëse Gesetzestext och e finanziellen Impakt, deen net ze negléieren ass: 255 Milliounen Euro dëst Joer fir de Konjunktursteierkredit, 300 Milliounen Euro d'nächst Joer fir d'Adaptatioun un d'Inflatioun vum Barème ëm 2,5 Indextranchen, 45 Milliounen Euro fir den erhéichte Plaffong beim Ofschreiw vum den Zënse vun engem Prêt um eegene Logement, 20 Milliounen Euro manner Recetté wéinst dem CO₂-Steierkredit oder 35 Milliounen Euro fir déi staatlech Subventioun vum Masutt a Propangas sinn natierlech zesummegeholl eng schéi Staang Geld.

Och d'LSAP ass sech bewusst, dass een all Frang ëmmer nëmme eemol kann ausginn. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass een all Frang och nëmme fir Ziler bereitstellt, déi fir d'Gesellschaft als Ganzes e Sënn erginn. Dat ass mat dësem Gesetz definitiv de Fall. Mir ginn de Stéit déi néideg Kafkraaft, an dëst a schwieregen Zäiten, wou een den indirekten Effekt vun héijen Energiepräisser op sämtlech Wueren esou richteg ze spiere kritt. Mir droe mat dësem Gesetz zum Erhalt vum soziale Fridden hei am Land bäi a mir suergen derfir, dass déi ekologesch Transitioun och déi néideg Akzeptanz bei de Leit fënn, déi se onbedéngt brauch, well déi ekologesch Transitioun muss e kollektiven Effort sinn.

Natierlech gétt et Organisatiounen, déi traditionell ganz virsichteg, jo, ech géif souguer soen, vläicht extreem virsichteg sinn. Am Oktober zejoert huet den deemolege President vun der Chambre de Commerce, den Här Luc Frieden, op der Antenn vun RTL gesot, de Lëtzebuerger Staat kéint sech keng Upassung vum Steuerbarème un d'Inflatioun leeschten.

(Interruption)

Sou wéi ech dat matkritt hunn, ass dem Luc Frieden seng Meenung dozou, fir de Moment op alle Fall, schonn erëm eng aner, an hie verlaangt elo Steiererliichterunge fir jiddwereen.

(Interruptions et brouhaha)

Esou séier, wéi verschidde Leit hir Meenung änneren, ännert sech déi finanziell Situatioun vum Lëtzebuerger Staat natierlech net. Mee a Krisenzäite muss ee Rou behalen an et muss een eng kontrazyklesch Finanzpolitik bedreiwen, a genee dat huet dës Majoritéit gemaach – d'ailleurs och, wéi ech soen, déi Majoritéit vir drun: keng oniwierleuchte Schnell-schëss, mee mat Rou a mat Seriö Moosnamen ausschaffen, déi wierken.

Et ass net vun näischt komm, dass Lëtzebuerg schonn um Enn vum zweeten Trimester 2021 erëm seng Wirtschaftskraaft vu virun der Pandemie ëm 3 % iwwerschratt hat, an dat an engem Moment, wou de Rescht vun der Eurozon awer nach 3 % ënnert dem Niveau vu virun der Pandemie louch. Wann een iwwerall de Routstéft usetze géif, da bräicht ee sech och herno net ze wonneren, wa kee Kraut méi iergendwou géif wuessen. Mee mat der LSAP an der Verantwortung maache mir esou Feeler net!

Här President, mir hunn déi lescht Jore sozial, ekonomesch, politesch a sécher och emotional ustrengend Zäiten erlieft, mir alleguer. Ech wëll net soen, dass mir ëmmer alles richteg gemaach hunn, mee wa mir ronderëm eis kucken, mengen ech, kënnen ze behaupten, dass mir villes besser gemaach hu wéi aner. Dat doten ass awer net eleng der Regierung hire Verdéngscht, mee och de Biergerinnen a Bierger hiren eegene Meritt. A Krisenzäite kënt et dorobber un, dass mir eis allegueren als e Pëselstéck vun engem Ganzen, als eng Gemeinschaft verstinn. Dat war, ass a bleift eng Stärkt vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger!

Mir sinn zesummegerékelt a mir si solidaresch. Mir hunn als klengt Land kee wierklech groussen Afloss

op dat, wat an der Ukrain oder op anere Plazen an der Welt geschitt. Mee mir hunn Afloss dorop, wéi mir hei am Land mat de Konsequenzen dovunner ëmginn. Ech wënsche mir – wéi Dir sécher alleguerten heibannen –, dass och erëm eng Kéier méi roueg Zäite kommen. Bis dohinner loosse mir awer an eisem Effort net no a reagieren dann, wann et néideg ass.

Meng Fraktioun stëmmt dëst Gesetz mat grousser Iwwerzeugung mat. Ech soen dem Rapporteur Gilles Baum e grouse Merci fir säi Rapport an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien! Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Yves Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Elo kritt Der awer direkt e Kompliment, Här Cruchten! Ech ka villes ënnerschreien, wat Dir hei gesot hutt, a meng Ried wäert och ganz genee an déi selwecht Richtung goen.

(*Interruption*)

Dir wäert Iech wonnereen ...

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom Ofschluss vum drëtten Tripartittaccord innerhalb vum engem eenzege Joer soen ech Folgendes op dëser Plaz: Den Tripartittaccord ass dee richtige Kompromiss zu engem Moment, wou d'Onsécherheet weiderhin héich ass. Munchmol huet een d'Gefill, dass d'Onsécherheet awer nach net jiddwerengem bewosst ass oder war. Op alle Fall si mer nach ëmmer an enger Kris, an dat musse mer eis ëmmer virun Aen halen!

Haut, wou mer weider Mesure-pharë vum deem Accord, dem Solidaritéitspak 3.0, ëmsetzen, ginn ech a mengen Aussoen nach e Stéck méi wäit. Ech woen ze behaupten, dass d'Moosnamen aus dem Accord mëttlerweil fir vill Sécherheet gesuergt hunn zu Lëtzebuerg, well se gutt iwwerluecht waren, a si wäerten de Biergerinnen a Bierger fir déi nächst Méint a Joren nach eng zousätzlech Sécherheet bidden; eng zousätzlech Sécherheet, well mer op der enger Säit d'Präsideierrecht weiderhi bremsen an op der anerer Säit wichtige Moosnamen ëmsetzen, fir déi grouss Krise geziilt unzegoen, déi mer kennen – Stéchwuert Klima, Energie a Logement, wou eleng am Logement mat eleng 360 Milliounen am Fonds spécial fir 2023 e Riseneffort gemaach gëtt. Ech erënneren drun: 2017 stoung dee Montant bei just 40 Milliounen. Et kann een also net behaupten, dass do net genuch investéiert gëtt. Natierlech baut een en Haus net vum engem Dag op deem aneren.

Wat de positiven Effet vum den Tripartittmoosnamen op d'Präsideierrecht betrëfft, sou wéilt ech un eng Äntwert vum Energieminister Claude Turmes op eng rezent parlamentaresch Fro vum Mars Di Bartolomeo erënneren. Dora weist de Minister unhand vun Zuelen op, also faktebaséiert, dass déi sëlleg Moosnamen derzou gefouert hunn, dass Lëtzebuerg, am Verglach zu den Nopeschlänner, dat Land ass, wou d'Stroum- an d'Gaspräisser am niddregste sinn. Bezilt en duerchschnëttleche Menage an der Belsch am Moment iwwer 1.600 Euro fir säi Stroumverbrauch am Joer, sou ass et zu Lëtzebuerg manner wéi d'Hallschent, an zwar 788 Euro, ëmmer op der selwechter Moyenne berechent, op där vun 3.500 kWh am Joer. A während e Stot an Däitschland, Frankräich, an der Belsch duerchschnëttlech iwwer 2.000 Euro am Joer fir säi Gasverbrauch muss ausginn, sinn et zu Lëtzebuerg bis zu 700 Euro manner. Hei gi mer aus vun enger Moyenne vu 17.000 kWh am Joer, oder 1.545 m³; dat ass also vergläichbar.

Wëssend, dass d'Liewenskäschten zu Lëtzebuerg aussergewöhnlech héich sinn, zum Deel och méi héich wéi an anere Länner, kann een dës Situatioun trotz

allem net schéieren. Et muss een awer unerkennen, dass d'Efforten um Niveau vun de Gas- a Stroumpräisser sech gelount hunn. Déi genannten Zuele weisen awer och, dass déi decidéiert Moosnamen – an eeben notamment d'Stroum- an d'Gaspräisbremse, déi mat de Gesetzer vum Claude Turmes dann déi reng legal Basis kritt huet – wierken, an dofir si mer op der richteger Schinn. An d'Zuele weisen och, dass eis Regierung, anescht wéi d'Regierung vum anere Länner, eis Populatioun virun der Inflatoun, der Präsideierrecht, beschützt huet.

Ech kommen zu verschiddene Moosnamen. E Wuert zu der Upassung vum Steierbarème un d'Inflatoun an zum Steierkredit als zentral Elementer vum der Diskussioun: Mat der partieller Upassung vum Steierbarème un d'Inflatoun ab dem Januar 2024 an dem Steierkredit „Conjoncture“ fir dëst Joer gi mer mat deemem Projet de loi nach e Schratt méi wäit wéi virun – wéi an deene leschte Gesetzestexter och –, andeems mer d'Leit zousätzlech nach emol steierlech entlaaschten. Dës Approche ass eiser Meenung no sënnavoll a richtig a si besteet net aus enger integraler Upassung. Mir hunn déi och net gefrot a mir si frou, dass mer se och net realisieren.

Bei enger integraler Upassung géife proportional gesinn nämlech virun allem Stéit mat ganz héijem Revenu nach méi wäit vum der Moosnam profitéieren wéi déi niddereg a mëttel Revenuen; dat kann a Krisenzäiten net d'Zil sinn. D'Zil muss et sinn, déi sozial Selektivitéit net aus den Aen ze verléieren a virun allem net elo. An dat ass och e gudd Grond, firwat mer d'Energieprimm verlängert hunn a en CO₂-Steierkredit aféieren, vun deem den Yves Cruchten elo och geschwat huet. D'CO₂-Steier muss op där anerer Säit sozial ausgeglach ginn.

Doriwwer eraus stellt sech dann awer nach déi méi fundamental Fro, ob eng integral Upassung vum der Steiertabell un d'Inflatoun finanziell iwwerhaupt ëmsetzbar wier, ouni d'Staatsfinanze laangfristeg a Gefor ze bréngen. Dat ganz sécher net, wa mer bei der Staatsschuld um maximalen Taux vun 30 % vum PIB festhalte wëllen, ouni op wichtig Zukunftsinvestissementer ze verzichten. Op déi ze verzichten, dat maache mir ganz sécher net, soulaang wéi mer eppes ze soen hunn, well se si ganz einfach onëmgänglech!

Den zweete Punkt, den zousätzleche Steierkredit, den CO₂-Steierkredit, dee jo enk mat der Klimapolitik verbonden ass, wéilt ech dann och nach kuerz kommentéieren, dat ass jo elo en eegestännegen CO₂-Steierkredit. Heimat schafe mer en adequat Instrument, fir d'Erhéijung vum CO₂-Präis sozial ofzefiedereen, wéi ech virdu scho gesot hunn. D'Hausse vum Steierkredit geet Joer fir Joer mat der Hausse vum CO₂-Präis Hand an Hand a wäert Stéit mat niddregem a mëttlerem Akommes finanziell entlaaschten – also grad dat, wat eist Zil ass: eng cibléiert Politik. Dat entsprécht dem Grondprinzip awer och, dass d'Energietransitioun nëmme geléngt kann, wa se sozial gerecht gestalt gëtt.

Ech kommen zum Logement, wou mer mat deemem Projet de loi en zousätzleche steierlechen Avantage fir d'Gestion locative sociale schafe vu 50 % op 75 %. Mat deemem Projet de loi gi jo d'Revenue vum der Locatioun, vun der GLS, an Zukunft nach manner besteiert wéi an der Vergaangenheet, ech hunn et gesot. Dat ass en zousätzlechen Incentive, fir dass d'Proprietären hir Wunneng iwwer eng konventionéiert Agence zu bezuelbare Präisser verlouren. Dësen Avantage ass an deem Sënn gerechtfäertegt, dass de Locatiounsrevenu bei enger GLS vum Ufank un méi niddreg ass. A grad an engem Moment, wou d'Loyere klammen, ass dës Moosnam, déi schon an der grousser Steierdebat proposéiert ginn ass vun eis, ganz sënnavoll.

Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Debat wéilt ech awer och kuerz den Ausbléck maachen op d'Steierreform, déi nieft de kuerzfristige Moosname méi laangfristeg ausgerichtet muss ginn. Jo, mam Tripartitt-Accord setze mer richtig a wichtig Moosnamen ëm, och wat déi partiell Upassung vum der Steiertabell ugeet. Et ass awer och kloer, dass déi Upassung net de Schlusstréck vum der Steierreform ka bedeiten, déi weiderhin aussteet. D'Grënn, firwat mer se net ëmgesat hunn an dëser Legislatur, si bekannt, an et ass vill driwwer diskutéiert ginn. Déi nächst Regierung kënn awer net derlaanscht a muss se zur absoluter Prioritéit maachen.

An deem Kontext kann ee sech et natierlech einfach maachen a schon haut versprieche, et géing een d'Steiere generell fir jiddwreeen erfesetzen. Dat kléngt jo wierklech villversprechend. Een, deen dat awer wëlls huet, muss och erkläre, wéi eng global Steierreduktioun iwwerhaupt finanziéiert soll ginn. Déi Rechnung geet just op, wann ee gläichzäitig d'Ausgabe kierzt, an dorënner leiden dann un éischer Stell grad déi Investitiounen, déi mer am néidegste brauchen: Investitiounen an de Logement, an d'Energietransitioun, an déi sozial Sécherheet, an d'Gesondheet, an d'Mobilitéit.

Als Gréng, Dir Dammen an Dir Hären, si mir der Meenung, dass déi Investitiounen onbedéngt oprechterhalte mussen bleiwen, sou wéi ech et virdu scho gesot hunn, well se d'Zukunft vum Land a senge Biergerinnen a Bierger ofséchere. A mir sinn och der Meenung, dass de Staat och weiderhi responsabel muss sinn, fir d'Entreprise beim Ëmstieg op erneierbar Energie finanziell ze ënnerstëtzen, och no der Kris, an donieft muss en e solidaresche Gesondheits- a Sozialsystem weiderhin ofséchere kënnen. Dat alles gëtt et net zum Nulltariff. Ouni der Steierreform wëlle virzepräifen, wëll ech aus all deene Grënn schon haut betounen, dass et bei där Reform net därer drëms goen, d'Recette vum Staat duerch oncibléiert Steiererliichterunge massiv ze schrumpfen, well d'Allgemengheet ass déi, déi d'Affer dovu gëtt!

De Staat muss och an den nächste Joren an d'Allgemengwuel an an d'Zukunft vum eisem Land investéieren a brauch dofir déi néideg Mëttelen. Et ass kloer, dass mer eng Reform brauchen, mee mir brauchen eng Reform, déi zu méi Gerechtegkeet am Steiersystem féiert, wat och d'Besteuerung vum Kapital versus der Aarbecht ugeet. De Räichtum muss méi gerecht verdeelt ginn a mir brauchen eng Reform, déi d'Investitiounen an d'Klimaneutralitéit massiv begënschtet an de Schutz vum eisem Planéit héichhält. Mir brauche keng Reform, déi aus ondifferenziéierte Steiererliichterunge besteet, well déi Sue feelen dann op wichtige Plazen.

Dat gesot, ginn ech den Accord zu deemem Gesetz, och wann ech e bëssen ausgeholl hunn. Mee ech mengen, kuerz viru Schluss vum der Legislatur war dat mer awer nach eng Kéier wichtig ze ënnersträichen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | E grouse Merci dem Rapporteur fir säi gudd Rapport.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech de Mëtten hei um 14.00 Auer erakomm sinn, hätt ech net geduecht, dass mer elo Walkampf hei maachen

a Walkampfrieden halen. An notamment no der Interventioun, ...

(Interruption)

... no der Interventioun vun eisem sozialistesche Kolleeg, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... muss ech feststellen, dass mer anscheinend awer hei elo op engem Walkampnomëtteg sinn. An do muss ech awer eise sozialistesche Frënn soen, dass si awer anscheinend eng Perceptioun vun de Realitéiten hei am Land hunn, déi awer wäit, wäit ewech ass vun deem, wat all déi aner hei am Land soen. Déi aner, wann Dir de Leit nolauschtert, de Chef-d'entreprises zum Beispill, déi verléieren d'Vestrauen an dat, wat hei am Land u Politick gemaach gëtt, wat an eiser Politick gemaach gëtt!

De Chômage huet eng Tendenz no uewen, d'Staatschuld explodéiert, den Defizit geet an d'Luucht, d'Inflation sous-jacente, déi geet an d'Luucht, d'Bürokratie explodéiert. Eis Betriber leiden ënnert deem Goldplating, wa mer do d'Direktiven iwwersetzen; elo bei de Lanceurs d'alerte a bei de Liwwerkette sinn do Saache geplangt. Dat ass eigentlech den Zoustand, wou mer sinn. De Pensiounsfong gëtt dru gehënnert, a produktiv Secteuren ze investéieren.

(Interruption)

D'Investissementer ginn erof, mir hu kee groussen Industrie-projet hei an de leschte Joren am Land kënnen ulackelen; just e puer Stéchwierder. An den Triple-A, dee gëtt a Gefor bruecht, well eeben hei eng ganz Rei Parteie soen: „Et ass jo net esou schlëmm, wa mer iwwert déi 30 % Verschuldung vum Bruttoinlandsprodukt ewechginn.“

A souguer d'CSV, souguer d'Kolleege vun der CSV, hunn ech elo weini gelies, hu schon eng schwammege Formulierung, wou se soen, 30 %, dat wären em déi 30 %, bis d'Schulde missten do agegrenzt ginn. Mir soen als ADR: „Et bleift enner 30 %“ – Här Kersch, Dir braucht déi Fro net ze stellen –, enner 30 % ass eis Attitud. Dat ass d'Realitéit vum Land: Mir liewen an enger ekonomesch ganz, ganz wackeleger Situatioun a mat Ärer Politick, déi hei d'Regierungscoalitioun mécht, gëtt et kee Fatz besser. Dir bréngt dat Land hei ekonomesch a Gefor! A mir hunn et schon dacks gesot: D'ADR hätt gär eng Regierung vun der ekonomescher Vernunft. An dozou sti mir op jidde Fall zur Verfügung. Ech weess, dat gefält Iech net, mee dat ass esou!

An dann hu mer och hei Saachen héieren, och vun eise sozialistesche Kolleege, wéi zum Beispill: „Jo, d'Steier däerf net vum Persounestand ofhängeg sinn, mir brauchen de Barème unique“, an esou weider, „d'Steierreform“. Jo, dat ass Är Iwwerzeugung, ech respektéieren déi. Mee loosse mer de Leit dach soen, wat dat heescht: Dir wëllt d'Famill steierlech ofschafen. D'Famill ass eppes, wat Iech offensichtlech stéiert. Dat ass eng Kärzell vun der Gesellschaft, ...

(Interruption)

... eng Plaz, wou eng Famill eng Autonomie géintwärt dem Staat muss hunn. Mir protegéieren d'Famill, mir privilegéieren d'Famill, och steierlech, a mir schafen d'Famill net of duerch eng soi-disant Gläichheet vum Persounestand, déi eigentlech dach nëmmen dat viséiert, eppes, wat Iech stéiert, e Gesellschaftsmodell, deem Dir net méi wëllt, ofzeschaffen. A wa mir ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, wann ech fäerdeg sinn. Wann ech fäerdeg sinn, Här Präsident, well ech

sinn elo grad esou schéin amgang, ech wëll mer do net ...

(Exclamations)

Dir wëllt dann ...

(Interruptions)

Da wëll ech awer och ...

(Interruptions)

Jo. Nee, ech wëll dat net vergiessen, Här Baum. Elo kommen ech zu Iech, ech wollt Iech Merci soen.

(Exclamations)

Dir hutt dat esou schéi presentéiert an dofir stëmme mer dat och mat, well Dir eng wonnerbar Presentatioun gemaach hutt a well mir och um Sozialdialog hänken. Mir hu vun Ufank u gesot, dass mir déi Moossname vun der Tripartitt wäerte matdroen. Et ass en Zeeche vu sozialer Verantwortung hei am Land, souwuel vum Patronat wéi vun de Gewerkschaften, eng wonnerbar Saach, dee Lëtzebuurger Modell, deem eis elo och besonnesch a Krisenzäite vill hëlleft, e Garant vum soziale Fridden. Mir droen dëst selbstverständlech mat.

Awer mir mussen wëssen, dass mer u sech eng Verlagerung hei am Land vun der Inflation vum private Konsument op de Staat maachen. Et ass dat, wat mer maachen. An dat maache mer och zesummen. Ech mengen, et muss een et just en connaissance de cause esou soen, wéi et ass: Mir kënnen eis dat och net éiweg leeschten, well mer eebe mussen oppassen op eisen Triple-A am Interessi vun eiser Economie. Dat heescht, mir kommen do an eng Situatioun, wou mer déi Politick, déi mer elo maachen, déi mer am Konsensus maachen, déi mer och gär maachen, net méi kënnen finanzéieren. An dat ass eppes, wou mer mussen drun denken. Dat heescht, et huet kee Wäert, elo grouss Versprieche fir déi nächst Legislaturperiod ze maachen, mir mussen einfach kucken, wéi e finanzielle Spillraum deem Abléck existéiert, an dann och kucken, wéi mer verantwortungsvoll kënnen domadder ëmgoen.

Ech wëll awer vläicht, ier ech op zwou oder dräi Moossnamen hei méi konkret ze schwätze kommen, nach eng Kéier den Hannergrond belichte vun där ganzer Kris, an där mer sinn. Ech mengen, den Här Cruchten hat gesot, dat wären déi extreem héich Energiepräisser, an ech wëll dofir nach eng Kéier kuerz den Hannergrond belichten. Mir hunn déi Situatioun duerch de Krich an der Ukrain, dass mer an eng Situatioun komm sinn, wou eeben d'Energiepräisser explodéieren, wou mer hei an Europa, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee hei an Europa, Energiepräisser hunn – an dat huet d'Fedil eis gesot an hiren Zeitungen, a verschiddenen Interventiounen –, wou dräi, véier verschidde Betriber, wou verschidde Betriber bis zéngmol sou deier mussen komparativ bezuele wéi d'Konkurrenz an den USA.

Mir hunn eng Delokalisatioun vu Betriber aus Europa. Mir hunn eng amerikanesch Politick, déi bewusst probéiert, Betriber unzezéien, a mir wëssen och, dass mer op där dote Schinn net kënnen virufueren, well et de gesamteuropäeschen Interessien, eisen ekonomeschen Interessien, schuet. Mir kënnen och déi Politick net virmachen.

Elo loosst mech Iech eppes soen, do kënn Dir erëm Äert Talent vun e bësse méi Temperament oder esou och weisen: Mir haten hei als ADR am Kontext vun der Ukrain vun Ufank u gesot, vun Ufank un, mir bräichte Mediatioun, mir bräichte Friddensverhandlungen. A mir sinn hei uegraff gi vun alle Bänken, well mer dat gesot hunn. De Moien hunn ech gelies an der Zeitung, wéi Dir och alleguer, dass den Här Bettel dat och elo seet. Gitt Dir dann elo och bei den Här Bettel a sot: „Wat maacht Dir do?“

Une voix | Mir hunn dat nach ëmmer gesot!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt et nach ëmmer gesot? Ech spillen Iech dee Film vir. Mir setzen op eisen Internetsite, wat Dir gesot hutt. Elo huet den Här Bettel ...

M. Guy Arendt (DP) | Fir ze verhandelen, muss een zu zwee sinn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Elo huet den Här Bettel gesot, en hätt gär Verhandlungen. An ech froen Iech: Gitt Dir dann elo alleguer, wou Dir eis hei kritiséiert hutt, wéi mer dat hei gesot hunn, bei den Här Bettel a sot zu him: „Wat geet dech un, fir hei ze soen: „Hei, mir hätt gär Verhandlungen?““

(Interruptions)

Maacht Dir dat?

(Coups de cloche de la présidence)

Et wär vill besser gewiescht, mir hätten dat direkt gemaach! D'Ukrain hätt haut eng ganz aner Ausgangspositioun, wéi si se haut huet.

Une voix | Jo, et géif se net méi ginn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An dat Zweet, wat ech Iech wëll soen ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, mir mussen elo erëm probéieren, zu deem gewinnten, méi berouegten Toun ze kommen. Alleguer.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà, ech schwätzen elo roueg. Dat Zweet, wat ech Iech wëll soen an deem Kontext, dat betrëfft d'Sanktiounen. D'Sanktiounen, déi eebe just zu deenen héijen Energiepräisser féieren a wou mir gesot hunn – a mir sinn och hei extreem kritiséiert ginn dofir –, dass dat och eng Politick ass, wou ëmgaange gëtt.

Den eelefte Pak, deem d'Europäesch Unioun elo d'lescht Woch uegholl huet, do ass et just drëm gaangen, d'Méiglechkeeten ze verhënnern, fir d'Sanktiounen ze ëmgoen. Dat weist, dass se net wierken! An d'Amerikaner hunn eis virun dräi Woche gesot, dass de Level, also den Niveau, un Importer vun elektronischem Material a Russland um Virkriechsniveau ukomm ass. Just, fir Iech dat ze rappeléieren, well mir hunn dat hei als ADR gesot, mir goufen uegraff vun alle Bänken, well mer dat gesot hunn, wat sech haut an an deene leschte Wochen einfach realiséiert huet. Ech wëll Iech dat soen, well Dir kënn dat an Ärer Reflexioun vläicht mat abauen. Déi Kritik, déi mir hei kritt hunn, déi war net berechtigt!

Elo wëll ech awer och hei soen: Déi Moossnamen, déi hei konkret proposéiert ginn, wéi d'Gestion locative sociale, dat begrëisse mir ausdrécklech – ausdrécklech! – an och déi Upassung un d'Steiertabell. Dat ass eng laang Fuerderung, déi mer hei bruecht haten, nach virun de Kolleege vun der CSV. Mir sinn zwar ganz frou, dass déi se opgegraff hunn – ganz frou! –, awer nach ënnerscheede mir eis vun de Kolleege vun der CSV doduerch, dass mir soen: Et brauch en automatesche Mechanismus vun der Upassung. Well déi kal Progressioun, wann een d'Steiertabell net un d'Inflation upasst, ass einfach nëmmen eng Steiererhéijung ouni Sanktioun vum Parlament, fir dat ze maachen. Et ass eng permanent verstoppt Steiererhéijung op Käschte vun de Leit hei am Land – a mir wëllen dat net! Mir hunn et vun Ufank net gewollt an dofir verlaange mer och déi automatesch Upassung un d'Steiertabell.

Wann eng Regierung wëll d'Steieren erhéijen, da soll se de Courage hunn, fir dat ze soen, heihinnerzekommen an ze soen: „Mir géife gär d'Steierlaascht erhéijen.“ An da gëtt doriwirer ofgestëmmt an dann ass dat transparent an demokratesch. Déi kal Progressioun ass weeder transparent nach demokratesch a se ass

ongerecht. A mir wëlle se net an dofir ënnerstëtze mer déi ... Ech mengen, d'Chambre des Salariés oder esou hat dat och gesot. Déi hu gesot, dat misst automatesch ugepasst ginn.

Dann nach e Gedanken zu der CO₂-Steier: Dir wësst, dass mir se net wëlle kompenséieren – mir wëlle se ofschaffen, einfach ofschaffen! Mir brauchen déi Steier net a mir wëlle se och dowéinst net kompenséieren. Natierlech, sou laang et se gëtt, ass et gutt, dass se kompenséiert gëtt, mee dat ass net dee Wee, dee mir géife proposéieren. Da brauche mer och hei net driwwer ze streiden, ob dat 16 % oder Gott weess wat sinn. Bei eis wär déi Steier einfach inexistent.

Ech soen Iech Merci, d'ADR dréit dat hei mat.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Dann hat een awer nach eng Fro gestallt. Fir d'éischt den Här Kersch an dann den Här Cruchten.

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir d'éischt emol, Här Kartheiser: Dir kënt kenger Partei hei am Sall verbidde bäzeléieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Pardon, ech hat Iech akusteschesch net héieren. Wat kann ech net verbidde?

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kënt kenger Partei verbidde bäzeléieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | A nee.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann en CSV-Spätzekandidat fréier mol gemengt huet, d'Staatschold dierft héchstens 20 % sinn, an haut seet 29 %, 30 % oder 31 % – dat ass net d'Fro, mee et ass déi ekonomesch Realitéit, déi hannendrusteet –, dann deelt d'LSAP déi Aschätzung zu 100 %, dat hu mir nach ëmmer gesot. Wéi gesot, loosst jiddwereen evoluéieren, sou wéi hien dat ... Mee déi konkret Fro, déi ech Iech wollt stellen: Dir hat vun der Famill geschwat an eis ënnerstallt, mir wéilten d'Famill ofschaffen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, steierlech.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dofir wëll ech Iech froen: Gehéiert eng Famill, wou zwee Männer mat engem adoptéierte Kand zesummeliwen, gehéiert dat zur Famill an Ärer Definition oder net? Oder zwou Fraen, déi zesummeliwen, ass dat an Ären Aen och eng Famill? A wann d'Änwert op déi Fro, déi ech elo gestallt hunn, „jo“ ass, da missten no Ärer Logik jo déi Familljen an der Steierklass 2 besteiert ginn. Ass dat Är Meenung oder ass dat Är Meenung net?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här Kersch, Dir waart net an der Chamber, ech mengen, Dir waart warscheinlech nach an der Regierung, wéi mer déi ganz Problematik iwwert de Mariage homosexuel an esou weider diskutéiert haten. Ech wéilt Iech drun erënneren, dass mir do net derfir sinn. Mir hunn awer Modeller, well et gëtt einfach Liewenssituatiounen, wou zum Beispill e bestuete Mann oder eng bestuete Fra herno a sengem oder an hirem Liewen en homosexuellen Partner, eng lesbesch Partnerin huet, ne? Dat kënt einfach vir, a mir hu jo gesot, wann do schonn e Kand mat an der Bezéiung ass, dann ass dat selbsterständlech. Och fir eis muss e Statutt fir den neie Partner fonnt ginn, well dat Kand muss da kënnen an engem familiären Zesammenhang liewen.

Dat heescht, et ass net e klore Jo oder e kloren Nee. Wou mir awer e klore Jo – oder e kloren Nee – soen, dat ass bei der Procréation médicale assistée avec tiers donneur a bei der GPA. Do soe mir Nee, well dat ass näischt anescht wéi den Handel mat Kanner, an dat wëlle mer net. Dat soen och international Konventiounen, dass mer dat net wëllen, dat seet d'Kannerrechtskonventioun, a mir halen eis do un dat

internationaalt Recht, Här Kersch. A mir wäere frou, wann Dir dat och géift maachen.

Huet soss nach iergendee Kollege, mengen ech, Här President ...?

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Cruchten hat nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll den Här Kartheiser eigentlech just berouegen, dass kee Mënsch – a virun allem och net d'LSAP – wëll d'Famill ofschaffen. Mir gesinn d'Famill als dat, wat se ass. Dat ass eng Gemeinschaft, wou Mënschen zesummeliwen, wou jiddwer Einzelne säi Raum kritt, fir ze wuessen, wou jiddweree säi Raum kritt, fir sech ze entfalen. Famill, dat ass virun allem Gebuerenheet, Famill, dat ass och ganz dacks Léift a ganz ville verschiddene Formen, déi déi Léift kann un huelen, wéi den Här Kersch et elo just bemierkt huet. Famill, dat ass fir eis awer keng Steiergemeinschaft, an dofir gehéiert d'Famill fir eis och an den État civil an net an de Code fiscal.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat war keng Fro, mee ech sinn Iech awer dankbar, dass Der d'Wichtigkeet vun der Famill ënnerstrach hutt, Här Cruchten. Ech géif Iech vläicht äntwerten, dass mer mam éischten Deel vun Ären Ausféierunge glécklech sinn. A beim zweete soe mer: Mee steierlech soll d'Famill och begënschtegt ginn.

Sou, villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci. An elo gi mer dem nächsten ageschriwwene Riedner d'Wuert an dat ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Allereischt emol dem Rapporteur e ganz grouse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. A viwech soen ech och direkt, fir dass keng Diskussiounen opkommen: Mir stëmme dat do natierlech mat.

Plusieurs voix | A!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Awer et gëtt e puer Kritikpunkten. Säit der Steierreform vun 2017 si siwen Indextranché fälleg ginn. Siwemol ass de Salaire ëm 2,5 % geklommen. A well d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst ginn ass a gëtt, ass et gläichzäiteg siwemol zu enger verstoppter Steiererhéijung komm. Et muss ee soen, dass déi sougenannt kal Progressioun eng ganz flott Saach ass fir d'Regierung. Während fënnf Joer kann een nämlech déi verstoppte Steiererhéijungen an d'Keess stiechen, ouni dass vill Leit et matkréien, an am fënnefte Joer gëtt een dann en Deel vun deem Geld a Form vun enger Steierreform un d'Wieler zeréck. Dat léisst keen Onmutt opkommen a suert fir allgemeng Zefriddenheet, besonnesch virun de Walen.

An dëser Legislaturperiode war den traditionelle Walkaddo awer bal an d'Waasser gefall. Déi sëlleg Krisen hunn d'Staatskeess uerdentlech geplëmmt an déi grouss ugekënnegt Steierreform huet missen ënnerwee ofgeblose ginn. Schlussendlech huet et jo dann awer nach geklappt mam Walkaddo a Form vun deem Steierkredit, dee sech um nächste Paiziedel wäert bemierkbar maachen.

Här President, nodeems am Joer 2022 virun allem an d'Kompetitivitéit oder, besser gesot, an d'Profitabilitéit vun den Entreprises investéiert gouf, gëtt elo mat der Ëmsetzung vum drëtten Tripartittaccord an d'Kafkraaft vun de Leit investéiert. Mir begrëissen dat a wäerten dëse Projet de loi, wéi ech et och scho gesot

hunn, dofir och matstëmme. D'Adaptatioun vun der Steiertabell un d'Inflatioun ass eng Fuerderung vun de Gewerkschaften an et ass och eng Fuerderung vun Déi Lénk. Mat deem haitege Projet de loi gëtt se ab dem Januar eemoleg ëmgesat an Héicht vun 2,5 Tranchen. Dat ass wuelgemierkt just eng partiell Adaptatioun, well, wéi ech agangs scho gesot hunn, siwen Tranchen erfalt si säit 2017 a viraussichtlech Enn des Joers nach eng weider Tranche wäert ufalen.

D'CSL huet d'Beispill ausgerechent vun engem Steierzueler an der Klass 1 mat 5.000 Euro brutto pro Mount. Géif d'Steiertabell un déi aacht Tranchen ugepasst ginn, géif dëse Steierzueler d'nächst Joer 1.654 Euro manner Steiere bezuele wéi mat dëser Upassung ëm 2,5 Tranchen. Et gesäit een also, dass et an dëser Diskussioun net just ëm en Täschegeld geet, mee ëm ëm substanzuell Montanten. Mir plädéieren dofir och fir eng automatesch Upassung, déi jo 2013 ofgeschaf gouf.

Wat de Steierkredit ugeet, muss ee bedauern, dass op en Neits Leit aus der Steierklass 1a schlecht ewechkommen. Ech versti jo och, dass et technesch net esou einfach ass, de Steierkredit esou ze berechnen, dass bei all Situatioun duerno dat erauskënnt, wat am Tripartittaccord festgehalde gouf, mee speziell bei der Steierklass 1a hätt een awer kënnen oppassen a sech eng afale loosse, well heimadder gëtt dat Gefill vu Steierongerechtegkeet, dass ganz vill Mënschen awer an dëser Steierklass elo schonn hunn – an zumools d'Monoparentalen hunn dat –, nach eng Kéier zousätzlech ënnerstrach.

Här President, wat dëse Projet de loi net mécht – an dat kann een net genuch betounen –, dat ass, eppes un der struktureller Steierongerechtegkeet an deem Land ze änneren. E gesäit eng Baisse vun der Besteuerung an all Akommeskategorie vir, ouni iergendepes un der grondsätzlecher Verdeelung vun der Steierlaascht ze änneren.

Mir si jo net déi Eenzeg, déi dat soen. Déi ënnescht Akommeskategorie bezuelen ze vill Steieren an déi ganz héich Akommeskategorien net genuch. Déi Leit, déi all Dag haart schaffe fir e Salaire, mat deem se grad sou iwwert d'Ronne kommen, sinn d'Mëllechkei vun der Natioun, während uewen eraus, virun allem wéinst der niddreger Besteuerung vun de Kapitalertrag, eise Steiersystem regressiv ass.

Wa mer net wëllen, dass dës Gesellschaft auserneebrécht, da muss do ganz grondsätzlech ëmgeduecht ginn. Déi nächst Regierung muss eng strukturell Steierreform an Ugrëff huelen, déi fir méi Gerechtegkeet suert – net eng Steierreform, wou jiddweree manner Steiere bezilt an dann duerno de Staat quasi muss ofgerappt ginn, fir den Defizit ze decken, mee eng Steierreform, déi ëmverdeelt, déi de Räichtum méi besteiert an d'Aarbecht manner. Déi, déi et hunn, kënnen och méi bezuelen, an déi, déi et net hunn, déi mussen einfach méi gehollef kréien an ënnert d'Äerm gegräff kréien.

Här President, ech wëll nach e puer Saache soen zu deenen anere Mesüeren, déi an deem Gesetzesprojet enthale sinn.

Datt de Steierkredit, fir d'CO₂-Tax ze kompenséieren, elo als egestännege Steierkredit konzipéiert gëtt, begrëisse mir ausdrécklech. Dat vereinfacht nämlech déi politesch Diskussiounen enorm. Ech wëll awer domadder betounen, dass fir eis de Montant vun deem Steierkredit net duergeet, fir d'CO₂-Steier ze kompenséieren, oder net mat der Erhéijung, déi elo fir d'nächst Joer virgesinn ass. Et ass eng politesch Fro, op där mir ganz sensibel eebe sinn, well déi ënnescht Akommesklasse si proportional vun där Steier do nees am meeschte betraff. Net nëmme, well dës

Tax par rapport zu hirem Akommes einfach méi en héije Prozentsaz ausmécht, mee virun allem och, well se desër CO₂-Steier einfach manner kënnen aus dem Wee goen.

Wie sech um Cents en isoléiert Haus mat Wärmepompe ka leeschten an um Kierchbiërg schafft, dee brauch net vill CO₂-Steieren ze bezuelen. Mee een, deen zu Péiteng an enger schlecht isoléierter Wunneng mat enger Masutttheizung wunnt an um 4.00 Auer an der Nuecht muss um Findel op der Schicht sinn, dee kann der CO₂-Steier net aus dem Wee goen. An dee gött einfach just massiv ofgestrooft, ouni dofir ze kënnen.

Dës Zort vu Klimapolitick, déi op deem sozialen A komplett blann ass, wäert net funktionéieren! Dir rennt domadder an eng Mauer, well Dir d'Leit géint de Klimaschutz ophetzt a se an d'Äerm vu méi rietsche Parteien dreift!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech si schockéiert.

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech kann domadder liewen.

(Hilarité et interruptions)

Dann nach just e puer Wieder zu de Logementsmesüren: D'Erhéijung vun der Exoneratioun vun de Loyersrevenue op 75 %, wann ee seng Wunneng oder säin Haus iwwer eng Location sociale verloung, droe mir mat. Wéi et schéngt, sinn déi 50 % Exoneratioun jo nach net duergaangen, fir datt genuch Leit hir Objete op dës Aart a Weis verloungen. Mir halen d'Gestion locative sociale fir eng immens gutt Saach, och well et derzou féiert, datt manner Objete verkaaft ginn an um Locatiounsmarché einfach bleiwen.

Ech wëll awer och just gesot hunn, dass dës Mesür virun allem dowéinst néideg ass, well mer et einfach als Staat net fäerdgebréngen, selwer genuch sozialen an abordabele Wunnungsraum ze schafen an derfir ze suergen, datt et däers ëmmer méi gött.

Wéi Der vläicht eraushéiert, si mer net grad esou enthusiastesch par rapport zu deemem Projet de loi wéi all eis Virriedner a -riednerinnen. Mee wéi jo schon am Ufank gesot, wäerte mer dëst awer matstëmmen. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deemem Text, datt hu meng Vierriedner/inne gesot, setzt d'Regierung dann eent vun de Kärsstécker – et kéint ee scho bal soen ee vun de „Filetsstécker“ – vum Tripartitt-Accord 3.0 ëm. Dofir Merci un de Reporter fir den ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et geet bekanntlecherweis ëm d'Upassung vun der Steiertabell, en neie Steierkredit, d'Upassung vum Plafong vun den Zënsen, fir mol nëmmen déi ze nennen, a mir kéinten nach weiderfueren.

Et ass awer elo scho geschwé véier Méint hier, dass den Tripartitt-Accord 3.0 geschriwwen ginn ass. An et gött héich Zäit, datt mer dat hei ëmsetzen! D'Leit hei am Land, an a ganz Europa, leiden zanter elo scho bal annerhallwem Joer ënnert de Konsequenze vun engem Ugrëffskrich vu Russland, deen duerch näischt ze justifiéieren ass! Si leiden ënnert der Inflatoun, den héijen Zënsen, jo, an den Energiepräisser. An elo kommen Hëllef, mee si kommen och spéit!

Här President, d'Piraten hunn an hirer Pressekonferenz am März scho Kriticken un leschten Tripartitt-Accord virbruecht a selwer gerecht Léisunge fir haut a muer presentéiert, fir d'Steiergelder méi gerecht un d'Leit am Land ze verdeelen. Well d'Rechnung geet net op! Dat ass eisen éischte Constat, deen ee bei der Analys vum drëtten Tripartitt-Accord maache muss.

D'Rechnung geet net op, well d'Regierung déi reell Käschte vun alle Moosnamen net erwänt huet, déi wäerte finanzéiert ginn. Op déi 500 Milliounen, déi fir d'Upassung vum Steuerbarème geplangt sinn, kommen nämlech 180 Milliounen drop fir d'Iwwerhuele vun de Käschte vun enger Indexbranche, déi d'Regierung am zweeten Tripartitt-Accord scho versprach hat. An dës soll jo am drëtten Trimester plus/minus fälleg ginn a bis Enn Januar vum Staat iwwerholl ginn.

Hat d'Regierung nach am Dezember d'lescht Joer, an dat gouf haut schon eng Kéier gesot, haart geruff, datt ee kee finanzpoliteschen, ech zitieren, „Harakiri“ wëilt maachen, esou deit den Ubléck vun den aktuellen Zuelen éischter op e luest Ausbludde vun eise Staatskeessen hin. Do kann dann och net driwwer ewechtäuschen, datt mer strukturell a systematesch eis Recetten ënnerschätzen an eis Depensen iwwerschätzen.

Iwwer zwee Joer gekuckt wëllt dës Regierung iwwer 1,5 Milliarden Euro ausginn. Déi wëlle se ausginn ... De CNFP seet awer och ganz kloer, et gött ëmmer vun deene Mesüre geschwat, mee mir iwwerschätzen och ganz heefeg déi Ausgaben. Dat heescht, ech si wierklech gespaant, wou mer herno landen!

Engersäits kann et e gudd Batz méi sinn, wann een all d'Mesüren aus all den Tripartitt-Accorden zesumme-rechent, anerersäits kann et sinn, dass mer guer net alles ausginn. An déi Ongewëssheet, Madamm Finanzministesch, deet mech awer als Legislativ heibannen e bëssen zweiwelen, well u sech erwaarden och mer, wa mer mat Zuele konfrontéiert ginn, déi en Impakt op de Budget hunn, datt mer do eng besser Plangbarkeet dovunner hunn.

An ech soen dat net mat engem liichten Häerz. Ech soen dat einfach aus deem Grond, well mer e Méinden déi Presentatioun hate vum CNFP, deen eis gesot huet, datt déi Iwwerschätzung vun den Depensen an déi Ennerschätzung vun de Recetten – an do schwätze mer vu 500 Milliounen Euro d'Joer! –, datt dat u sech net vu gëschter ass. Dat ass net dës Regierung, déi dat gemaach huet. Dat ass strukturell zënter 1996!

Dat heescht, déi lescht bal 30 Joer goufen der Chamber u sech ëmmer erëm Zuele virgeluecht, déi sech um Enn vum Joer ëm ronn 500 Milliounen falsch duergestallt hunn. Elo kann ee soen: „De Budget ass déi lescht Jore gewuess an doduerjer mécht dat prozentual manner aus.“ Bon, fir mech, ech géif mer wierklech wënschen, datt d'Rechnung opgeet, an ech géif mer wënschen, datt mer déi Rechnung och kéinten iwwerpräiwen.

(Interruption)

An dat bréngt mech dann zu enger zweeter Kritik: D'Steiermoosname sinn esou, wéi se hei sinn, net ganz gerecht. Op de Kapp gekuckt, kënt en Elengerzéierende méi schlecht ewech wéi eng Famill mat zwee Kanner. Dat weisen och d'Zuelen, déi de Ministère selwer publizéiert huet. An dëst obwuel déi Elengerzéierend deem héchsten Aarmutsrisiko hei am Land ausgesat sinn!

Wann ee weess, datt d'Ofschafe vun der Steierklass 1a fir déi Elengerzéierend nëmme ronn 140 Milliounen – dat war aus eise Steierdebat – Euro kaschte géif, dann huet d'Regierung an deemem Moment versot, well dat wäeren 10 % vun dem Gesamtbudget hei gewiescht, fir direkt! An, ech mengen, do hätt een eng Direktmoosnam kënnen maachen!

D'Monoparentalle sinn also bei deemem Steierkredit definitiv erëm ënnert de Verlëierer. A mir maache souguer strukturell d'Schéier zwëschen de bestuetene Koppelen an den Elengerzéierende méi grouss. An dat kënnen mir Piraten esou net einfach nëmmen hinuelen! Dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hunn ech dat hei awer mussen mat enger gewëssener Vehemenz soen. An ech wäert mech och drunhalen, datt mer dee Gap do zoukréien, well et muss e gerechte Steiersystem ginn! Et brauch e System, wou mer net d'Differenz maache bei dem État civil, fir den État fiscal ze bestëmmen.

Den 20. März hu mir Piraten dofir Alternative presentéiert. Mir hu konkret proposéiert, wat ee mat deene 500 Milliounen, déi elo an deemem heite Package sinn, konkret kéint maachen. Mir hu kloer gefuerdert, datt eng gerecht Léisung wier, wann d'Direkthëllef pro Persoun gestaffelt no Joresakommes misst kommen, fir datt d'Leit direkt méi Geld am Portmonni hätten an net iwwer d'Joer gekuckt. D'Leit hätten déi Suen direkt kënnen notzen a bräichten net dorop ze waarden, datt se mat den eenzele Steierkreditter all Mount no an no kommen.

Ech si scho frou, an dat wëll ech och soen, datt mer hei wéinstens bei engem Steierkredit sinn, deen direkt op der Steuerkaart applizéiert gött. Am Ufank war och do nach e bëssen en Doute, e Flou, well dat net ganz kloer war, ob dat elo eppes wär, wat iwwer d'Steierklärung oder iwwer den Decompte géif kommen oder direkt op der Steuerkaart. Ech si ganz frou, datt mer et hei zumindest iwwer d'Steierkaart maachen, ech weisen awer drop hin, datt dat heescht, datt déi Suen iwwer déi nächst Méint drëppelcherweis de Leit zeguttkommen an net, wéi mir dat proposéiert haten, an engem Coup.

Am gläichen Zuch hu mer proposéiert, keng Ennerscheeder tëschent de Leit an de Steierklassen ze maachen, mee nëmmen Ennerscheeder opgrond vum Akommes, fir d'Leit esou méi gläich, méi gerecht ze behandelen.

Här President, den 20. Oktober d'lescht Joer no dem Premier senger Ried zur Lag vun der Natioun hate mir Pirate scho proposéiert, den Undeel vun den Zënsen ze verduebelen, déi ee bei senger Steierklärung fir eng Wunneng oder en Haus, wou ee selwer dra wunnt, dierft ofsetzen. Amplaz vun de vun eis schon am Oktober proposéierten 100 % geet d'Regierung nëmmen op de Wee vu 50 %, dëst, obwuel sech de Leetzëns eleng zanter dem Ennerschreiw vum Tripartitt-Accord vun 2,5 % op 4 % erhéicht huet. Wéi mer eis Hëllef proposéiert hunn – an ech erënneren drun: Eis Hëllef wier duebel esou vill, wéi d'Regierung elo proposéiert –, wéi mir eis Hëllef proposéiert hunn am Oktober, war de Leetzëns nach bei 1,25 %; mir sinn elo bei 4 % – dat ass eng Verdräifachung!

Mee d'Zënsen, déi een op der Bank kritt huet, waren och du schonns dräimol sou héich wéi dat, wat de Leetzëns ass. Well de Leetzëns, dat wësse mer allegueren, ass net dat, mat deem ee léine geet. Dat ass dat, wat d'Banken ënnertene bezuelen, datt ass dat, wat se kréien, wa se Geld bei d'Zentralbank droen. Wat mir als Konsumenten u Prête mussen bezuelen, ass ëmmer méi héich; et muss jo eng gewëss Marge do sinn.

Amplaz also proaktiv ze sinn, huet d'Regierung spéit an nëmmen deelweis reagiert. Besëtzer vun enger Wunneng oder engem Haus, déi ganz oder deelweis e variabelen Taux hunn, sinn an de leschte Méint ferm an d'Stroueweile komm. Hinne muss richtig gehollef ginn! An eisen Immobiliemarché leit, wa weider Immobilien op de Marché kommen, well d'Leit d'Mensualitéiten einfach net méi packen. An et muss ee kloer soen: Och

déi Mesür, däers si mer eis bewosst, gräift eréischt mat der Steiererklärung a gräift eréischt, wann d'Steiererklärung och gemaach an ofgerechent ass. Dat heescht, och dat wär net eng direkt Mesür gewiescht, mee et hätt awer zumindest de Leit eng gewëss Planungssécherheet ginn.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Dat wichtigst Stéck vun engem groussen Hëllefspak huet d'Regierung awer net mat beim Tripartittsaccord 3.0 decidéiert. Si nennt et zwar Solidaritéitspak 3.0, mee eng wierklech solidaresch a gerecht Steierreform, déi op individuell Besteuerung setzt, huet se net dra verpak. Als gerecht Léisung fir muer wäerten d'Piraten sech weider fir dës Steierreform asetzen. D'Steierklasse mussen ofgeschaf ginn an duerch eng individuell Besteuerung ersat ginn, déi de wierkleche Liewenssituatione vun de Leit Rechnung dréit! D'Steierbarème mussen ugepasst ginn, fir datt de Mindestloun och um Pabeier steierfräi ass, fir d'Leit eréischt ab deem Moment Akommessteier bezuelen ze looszen, wou et doriwuer erausgeet.

D'CO₂-Steier, déi aktuell nëmmen de Konsum bestrooft, muss duerch e Klimabonus erweidert ginn, fir d'Leit ze motivéieren, um Klimaschutz deelzehuelen, andeems de Verzicht op onnéidege Konsum belount gëtt. Jo, dat sinn déi Mesüeren, déi de Leit laangfristeg géifen hëlfe, duerch dës Multikrisen ze kommen an déi eist Land géifen am Kampf géint de Klimawandel weider no vir bréngen!

Elo soen ech Iech awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Dat heiten ass zumindest eng kleng Dréps. An dofir wäerten d'Piraten dat awer matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Den Här Baum wëllt Iech nach eng Fro stellen, Här Clement.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Nee, nee, Här Clement, et ass keng Fro. Et ass just: Dir hutt virdu gesot, et hätt laang geschleeft. Ech wollt Iech just soen: Den Accord ass ënnerschriwwen ginn den 3. März, d'Gesetz ass deposéiert ginn de 5. Abrëll, dat war an der Ouschtervakanz. Den 21. hate mer d'Presentatioun an der Kommissioun, du war et beim Staatsrot a soubal, wéi den Avis vum Staatsrot zréck war – dat war, waart, ech kucken eng Kéier, hei hunn ech et stoen, den 13., do ass den Avis vum Staatsrot komm, den 13. dës Mount –, den 22., hu mer de Rapport gestëmmt an haut ass et an der Chamber.

Ech fannen, dass mer wéi an allen aneren Dossieren hei esou séier geschafft hunn, wéi mer konnten. Mir waren och hei tributaire vum Staatsrot. Mengt net, ech wär net méi wéi eng Kéier gefrot ginn: „Wéini kënnst dat do? Wéini kënnst dat do endlech?“ Wéi gesot, ech si frou, dass mer, mengen ech, haut hei e ganz grouss Konsens hunn. Mee, wéi gesot, fir ze soen, mir hätten et hei schleefe gelooss, dat fannen ech net ganz gerecht.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An ech muss dorobber just äntweren, dass ech net gesot hunn, mir als Chamber hätten et schleefe gelooss. Ech hu constatéiert, datt véier Méint fir déi Leit, déi betraff sinn – an Dir hutt warscheinlech déi nammlecht Temoignagen héiere wéi mir alleguerten heibannen –, eng laang Zäit waren. Dat ass nun emol esou, wann een eppes hautdesdaags an den Zäite vu soziale Medien annoncéiert, datt d'Leit sech och erwaarden, datt et ab muer a Kraaft trëtt. An et ass eeben net esou, datt et deemools wéi beim Fall vun der Berliner Mauer geet, datt dat ëmmer esou séier geet, dat muss een dann och erklären.

Ech wëll awer och ganz konkret soen, datt ech beim Steierkredit och kritiséiert hunn, datt en eeben net als Direkthëllef, wéi mir dat proposéiert hunn, ausbezuelt gëtt, wou et elo nach méi séier gehollef hätt, mee datt en eeben elo pro rata mat all Pai de Leit eebe proratiséiert zeguttkënn. Mir haten do eng méi séier Léisung proposéiert, mee dat ass eeben, wann een an der Oppositioun ass, dann huet een heiansdo och minoritär Iddien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d' Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert. Och vu menger Säit aus dem Rapporteur e ganz grouss Merci fir d'Presentatioun vu sengem Rapport an och dem Detail zu den eenzele Mesüeren. Ech mengen och, dass mir an Dir hei wierklech gutt geschafft hunn.

Mir setzen hei den drëtten Tripartittsaccord, oder en Deel dovunner, nach weider ëm, dee jo och bewisen huet, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg wierklech gutt fonctionéiert. Ech freeë mech, dass mir iwwert dës Wee d'Kafkraaft vun de Leit och weider stärke kënnen. Ech mengen, dat ass wierklech an Zäite wéi haut extreem wichteg. Déi Entlaaschtung kënnst da via d'Upassung vum Barème. D'Tranché ginn no uewen ugepasst an der Héicht vun 2,5 Indextranchen oder ronn 6,4 %. Dës Modifikatioun bedeit, dass d'Leit da manner séier an déi méi héich Tranché falen.

Well dës Mesür awer eréischt ab dem Steierjoer 2024 méiglech ass, féiere mir dann eeben dëst Joer de Crédit d'impôt conjoncture an, deen ass da réckwierkend op den 1. Januar dëst Joer. E gëtt berechent, wéi wann et dëst Joer eng Upassung vun der Steiertabell an der Héicht vun zwou Indextranché géif ginn.

Ech maachen eng Klammer op: Ech verstinn, dass Verschiddener heibannen eng komplett Upassung vum Barème gefrot hunn an och nach weider froen. Och verschidden aner Mesüre sollte verduebelt ginn. Ech mengen, do sidd Dir awer net ganz kredibel, wann Der dann zur selwechter Zäit sot a repetéiert, dass den Defizit an d'Dette vill ze héich sinn; an den CNFP-Rapport, dee gëtt dann och zitéiert. Ech mengen, mir müssen och an enger Kris weider responsabel agéieren. D'Regierung huet verschidde ganz cibléiert Mesüre geholl, an dat, fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen – dat sinn déi vulnerabel Stéit –, op där anerer Säit, fir déi Entreprises an cibléiert ze ënnerstëtzen, déi mat den héijen Energieskäschten da Problemer haten.

An dann hu mer effektiv och manner cibléiert Mesüre geholl. A firwat hu mer déi geholl? Majo, well mer wëllen d'Inflatioun bekämpfen. An ech mengen, d'Resultat läit um Dësch. Mir hunn déi niddregst Inflatioun an Europa an och dat hëllef de Leit an och dat hëllef den Entreprises! Hei hu mer wierklech gemaach, wat mer konnten.

Mir wäerten dann och den zousätzleche Steierkredit fir déi sozial Kompensatioun vun der méi héijer CO₂-Steier elo separat ausweisen, an dat dann ab 2024.

Mir hunn an deem Kader och de Steierfräibetrag vu Loyerrecetté bei der Gestion locative sociale op 75 % eropgesat. Dës Mesür hëllef op der Offersäit, wat, mengen ech, wierklech, am Kontext, wou mer haut sinn, och ganz wichteg ass. An déi Mesür zielt dann och ab dësem Joer.

An da gëtt mat dësem Gesetz och d'Subventioun vum Masutt an dem LPG bis Enn 2024 verlängert.

Ech freeë mech natierlech och iwwert déi verschidden Avise vun de Chambres professionnelles. Allgemeng stelle mer hei fest, dass déi eis Texter ganz positiv aviséieren. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce begrëissen d'Mesüeren aus dësem Gesetzesprojet. D'Chambre des Saliariés an d'Chambres des Fonctionnaires et Employés publics freeë sech och iwwert d'Upassung vum Steuerbarème, mee si hätte gärer méi gehat.

Wéi gesot: Ech verstinn dat, mee eng komplett Upassung elo ass net méiglech! Dofir ass effektiv de Sputt net do. Dat ass a bleift eebe wouer.

De Statec: Ech mengen, deem seng Statistike suivéiere mer natierlech och. Mir gesinn, dass de Wuesstem manner héich ass. Ech hu scho gesot: D'Inflatioun ass um niddregsten Niveau vun der Unioun. Ech mengen, dat muss mer natierlech och ganz no suivéieren. Mee de Statec huet seng Previsiounen och ganz oft mussen revidéieren. Dat ass eeben esou an enger Kris. Do ass d'Previsibilitéit leider limitéiert.

Et hu Verschiddener vun Iech heibannen och vun enger Steierreform geschwat. Also, ech sinn deen Éischten, deen Iech hei wëll soen: „Absolutt, dat bleift eng Prioritéit.“ An ech hoffen natierlech och, dass ech an der Zukunft un enger Steierreform kann eng Hand mat upaken.

Ech wëll dann zum Schluss wierklech der Chamber Merci soen, dass Dir déi Texter hei esou séier aviséiert hutt. Ech freeë mech och wierklech op déi ganz breet Zoustëmmung an dësem Haus.

D'Mesüeren, dat muss ech wierklech ënnersträichen, bréngen eng ganz kloer an eng nohalteg Entlaaschtung fir d'Leit. A vu dass mer ëmmer esou vill Negatives trotzdeem liesen an ëmmer héieren, wëll ech hei vläicht just op enger positiver Nott och ophalen, wann Der erlaabt, Här President, fir op de Communiqué vun der Lëtzebuurger Zentralbank hinzewiesen, deen de Moie publizéiert gouf. Do geet et ëm eng Enquête de conjoncture vun de Consommateuren. An hei gesi mer eng weider Progressioun an der Confiance vun de Consommateuren. An, ech mengen, dat ass wierklech eng ganz gutt Nouvelle!

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8195.

Ech wollt Iech drop hiweisen, dass an den Article 6, 7, 8 nach e puer Trackchanges hu missen ewechgeholl ginn. Am Artikel 6, Paragraf 3, beim b) war den „l“ vu „la“ nach duerchgestrach. Am Artikel 7 beim éischte Paragraf beim a) waren nach zwee „s“ bei „les termes“ duerchgestrach, beim b) war nach e Punkt duerchgestrach a beim Punkt c) waren d'Opzielungen i) an ii) nach ënnerstrach. A schliisslech beim Artikel 8, beim b), dem zweeten Tiret, war zum Schluss ee Stréichpunkt nach ënnerstrach. Mir stëmme elo iwwert den Text ouni dës Trackchanges of.

Den Text steet am Document parlementaire 8195⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8195 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Motion 1

Da muss mer elo nach zum Vott vun der Motioun kommen, déi den Här Roth deposiert huet. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun ass eis am Kär ganz sympathesch.

Ech wollt just d'Fro stellen, wéi sech d'CSV-Fraktioun duerno d'Verdeelung vun deene Wunnenge géif virstellen. Well et ass esou: D'AIS, d'Agence-immobilière-socialen, déi si jo mam Familjeminstère konventionéiert. An do gëtt et eng gewësse Gouvernance, wéi déi Wunnengen dann och vergi ginn, och no gewëssene Krittären. An ech fäerten e bëssen, wa mer dat komplett opmaache fir eis 100 Gemengen, datt een do vläicht e bëssen och ënnerschiddlech Behandlungen kéint kréien an deenen eenzelne Gemengen. An dofir wollt ech einfach froen, wéi Der Iech dat virstellt.

Mee am Kär ass se eis sympathesch an en fonction dovunner kënne mer se da matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da géif ech direkt d'Wuert un den Här Roth ginn.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech mengen, déi Fro vum Här Clement ass och berechtigt. Mee Dir wësst, dass et zënter 2012 eigentlech eng Reform vun den Office-socialen gëtt an dass déi Office-socialen kënne ouni Problem, ob se elo fir eng oder méi Gemengen zoustänneg sinn, déi Verdeelung vun deene Wunnenge virhuelen no Krittären, déi an den eenzele Gemengen, selbstverständlech no de Critères sociaux, festgeluecht sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech hunn och eng Fro, well eis ass déi Motioun och ganz sympathesch a mir géife se och matstëmmen. Ech hu just d'Fro: Souwäit ech jo weess, beim AIS, wann d'Leit hir Haiser oder hir Appartementer iwwert dee Wee verloune loosse, ass jo och de Loyer gedeckelt. Wéi

gesitt Dir dat hei vir? Soll dat esou änlech funktionéieren, well soss géife mer jo awer vläicht riskéieren, datt d'Gemenge Wucherloyere misste bezuelen an dat erëm iwwert d'öffentlech Hand misst bezuelt ginn? Dat ass meng eenzeg Fro, déi ech hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth direkt fir d'Änwert.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech mengen, déi Fro ass och berechtigt, mee mir hunn dat jo am Kontext vun der Uleennung oder Erweiderung vun deem System, wéi et elo bei der Gestion locative sociale, der GLS, ass; déi selwecht Krittären, och mat der Deckelung vun dem Loyer, selbstverständlech. Et kann net sinn, dass d'Leit hiert Appartement zu dem normale Marchés-präis géinge verloune a si géifen da 75 % Exemption vum hire Rentréee vum Loyer kréien.

D'Schlësselung vun de Krittären muss déi selwecht sinn, wéi wann ech der Gestion locative sociale dat ginn. Mee et gëtt en zousätzlechen Ureiz, well, ech soen Iech och ganz éierlech, net all Mënsch weess ... Et si jo oft, loosse mer d'Saach soen, eeler Leit, déi nach Appartementer hunn, wou se soen: „O, ech wëll mech elo net méi do mat Loyer an ech weess net soss Problemer erëmwälzen“, déi soen: „Ech ginn dat där Gestion locative sociale.“ An eng Gemeng ass nun emol, loosse mer soen, ganz éierlech, heiansdo méi no zu de Bierger wéi sou eng ASBL.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, alleguerten déi heibannen, déi an de Gemengen aktiv sinn, an dat sinn der ganz vill, déi wëssen, dass eng Gemeng emol kann an d'Situatioun kommen, wou se Leit muss relogéieren, séier logéieren, dass Leit kommen, déi aus der Wunneng eraus mussen. A wann een dann d'Méiglechkeet huet, fir bei enger Privatpersoun dann entweeder eng Wunneng kënnen ze lounen, en Haus kënnen ze lounen, da weess ech, dass ganz vill Gemengen dat nawell gär maachen.

Ech muss Iech soen: Ech fannen déi Propos hei, déi gemaach ginn ass, ganz sénnvoll. Ech fannen déi ganz gutt. Ech mengen, d'Detailer misst een eng Kéier festhale mat Sécherheet an der Finanzkommission, mee ech géif menger Fraktioun op alle Fall proposéieren, dat heite matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum.

Kënne mer iwwer dës Motioun dann à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg uegholl.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Aly Kaes

Da géif ech d'Wuert un den Här Aly Kaes gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Aly Kaes (CSV), auteur | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et handelt sech hei ëm eng Proposition de loi, wou et drëm geet, bei eisen Ingénieur-directeure respektiv eisen Direkteren an hiren

Adjointen, déi an den interkommunale Syndikater tätég sinn, a ganz besonnesch an deene méi technische Syndikater tätég sinn, déi all Dag mussen reagéieren op déi Besoinen, déi sech stellen, déi awer leider Gottes net de Cadre légal hunn, fir ganz dacks konform zu eiser Gesetzgebung ze reagéieren, fir eeben dat Gesetz iwwert d'interkommunal Syndikater dohigeeënd ze änneren, fir datt et méiglech ass, datt déi Leit och kënnen déi schwéier Missioun erfëllen, déi si hunn, déi se exzellent wouerhuelen, mee wou si leider Gottes ëmmer erëm an enger Grozon si respektiv souguer liicht an der Inegalitéit heiansdo sinn, fir kënnen de Betrib adequat ze féieren. Fir dat ze änneren, wollt ech eeben dës Proposition de loi deposéieren.

8261 – Proposition de loi 1. portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes et 2. portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

M. Gilles Roth (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes.

M. Aly Kaes (CSV), auteur | Merci.

4. 8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-création d'entreprise

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8115 iwwert d'Afëiere vu Bähëllef fir Mikroentreprise vum Geschäfts- an Handwierkssektor. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, mat dem Projet de loi 8115 gëtt eng nei Hëllef geschaf fir Mikroentreprises am Secteur vum Handel a vum Handwerk. Schonn a senger Ried zur Lag vun der Natioun vum 12. Oktober 2021 hat de Premierminister d'Annonce gemaach, dass dës Hëllef fir Mikroentreprises, wéi een et nennt, Aide primo-créateur, soll geschaf ginn. An haut gëtt dës Annonce vun der Regierung Realitéit.

Wat versti mer ënner enger Mikroentreprise? Ma et ass eng Entreprise, déi manner wéi zéng Leit huet an e Chiffre d'affaires annuel, dee manner ass wéi 2 Milliounen Euro. D'Zil vun der Aide primo-créateur, ass op der enger Säit eeben, den Entrepreneursgescht ze féerden, an op der anerer Säit och, fir nei Betriber mat neien Aktivitéiten ze féerden.

Wat sinn d'Konditiounen? Fir dass eng Mikroentreprise an de Genoss vun dësen Aidë komme kann, muss se folgend Konditiounen erfëllen – et sinn der u sech véier un der Zuel –: Si muss éischtenes nei gegrënnt gi sinn, dat heescht, si muss eng Autorité d'établissement hunn, déi manner wéi sechs Méint al ass. Zweetens muss den Dirigeant d'entreprise eng beschleunegt Formatioun matgemaach hunn a Gestion d'entreprise, fir eebe just d'Chancé vun den nei gegrënnten Entreprisè maximal an d'Luucht ze schrauwen a Saache vugudder Gestéien. Drëtten: Et kann een awer eng Dispens kréie vun dëser Formatioun, an zwar wann een entweeder en Unisdiplom huet a Gestion d'entreprise oder awer wann een e Brevet de maîtrise huet oder awer wann een en auslänneschen Diplom huet, deem seng Equivalenz zum Brevet de maîtrise hei zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt. A véiertens: D'Entreprise muss de Beweis féieren, dass se e Lokal zur Verfügung huet fir hir Aktivitéiten, dee getrennt ass vun hirer eegener Wunneng.

Här President, wéi geet dat dann elo konkreet? De Betrib, deen eligibel ass, kritt elo während enger Period vu bis zu sechs Méint pro Mount e Subsid vum 2.000 Euro, also dee kann e kréien. Dat heescht, do ass e Gesamtbetrag da virgesi pro Entreprise vun 12.000 €.

Wat ass d'Justificatioun? Mir wëssen alleguerten, dass d'Betribler, wa se sech op d'Bee stellen, ganz um Ufank e Koup vu Käschte mussen stemmen. Dat heescht, dat geet vun Notaireskäschtchen iwwer Loyerer, Ekipement bis hin zu Material, Stroum an esou weider. Mir wëssen awer och, dass et mat Momenter e puer Méint dauert, bis déi éischt Clienté kommen oder bis déi éischt Revenue generéiert ginn. An et ass eebe just fir dës Ufankskäschtchen op d'mannst zum Deel ze couvréieren, wou déi nei Aiden hei ausgeschafft gi sinn, fir deem Genre Entreprises ze hëllefen.

Här President, déi nei Hëllef kann awer och cumuléiert gi mat aneren Hëlfe, déi mer scho virdrun ageféiert hunn hei an dësem Haus. Dat heescht, et dierf e Maximalbetrag net iwwertratt ginn, deo schon am Gesetz vum 20. Dezember 1991 iwwert de Regimm vun den Aiden de minimis virgesinn ass. Dëse Betrag, deen huet e Maximum vun 200.000 Euro, limitéiert op dräi Joer. A wann een dodrënner bleift, da brauch dat och der Europäescher Kommissioun vu Bréissel net matgedeelt ze ginn. D'Gesetz gesäit weider Krittäre vir, jee nodeems ob de Grënner eng Eenzelperson ass oder awer ob do verschidden Associé viséiert si mat deem neie Gesetz.

Zur Prozedur: Wann een eng Demande eragëtt – déi musst Der schrëftlech eraginn un den zoustännge Ministère, wat de Classes-moyennes-Ministère ass –, dann huet den zoustännge Minister en Delai vun engem Mount fir ze äntweren, dat heescht fir déi Demande ze traitéieren. Elo eppes ganz Spannendes: Wann an engem Mount keng Äntwert zu där Demande komm ass, da gëtt dat ugesi wéi eng positiv Äntwert. Dat heescht, dann huet den Demandeur d'Recht op de Subsid. An ech weisen dorop hin, well dat u sech e Paradigmewissel ass, well ganz oft an anere Secteuren, le silence vaut refus. Hei ass et: Le silence accord.

Zum Käschtepunkt gëtt gerechent, dass déi nei Aiden hei zesammen ongeféier e Käschtepunkt hu vun enger Millioun Euro.

Här President, ech erënneren och drun, dass schon aner Hëlfe virgesi si fir eebe Mikroentreprises, Kleng- a Mëttelbetriber am Commerce an am Handwierk, an dat, fir Investitiounen ze fërderen. Dat ass d'Gesetz vum 9. August 2018 iwwert de Régime d'aides en faveur vu klengen a mëttleren Entreprises. Dat just zur Erënnerung. An dann hu mer och schon e Gesetz geholl, fir nach jonke Betriber och ënnert d'Äerm ze gräifen.

Zu den Avisen: Dir wësst, bei all deene Projekte kréie mer ëmmer eng ganz Serie vun Avisen, hei natierlech och. Den éischten Avis ass dee vun der Chambre de Commerce, also der Handelskummer. Déi weist sech erfreet, déi begréisst dës nei Hëlfe, a si seet, dat wär extreem wichtig fir d'Attraktivitéit vum Secteur a fir Promotioun fir Lëtzebuerg ze maachen eebe just a Saache Grënnung vun neien Entreprisë mat neien Aktivitéiten. Si begréisst et och, dass d'Berufskummeren agebonne gi sinn, eebe just fir d'Grënner ze informéieren an ze ënnerstëtzen. An drëtens begréisst se natierlech de kuerzen Delai vun engem Mount, an deem muss geäntwert ginn, wann eng Demande erakënn.

D'Chambre des Métiers – et geet an déi selwecht Richtung – begréisst och déi nei Aiden eeben am Intress vun der Ënnerstëtzung vun dëse Mikroentreprises. D'Chambre des Salariés ass och ganz positiv. Si begréisst d'Mesüren a si begréisst haaptsächlech d'Kopplung vun

der Finanzéierung un der néideg Formatioun, well se seet, dat ass en exzellente Wee, fir eeben d'Reussite vun dëse Mikroentreprisë beschtméiglech ze garantéieren.

Dann hu mer de Staatsrot. De Staatsrot hat am Ufank zwou Opposition-formellë gemaach. Dat ass ëmmer do, wou si ganz streng sinn. Bei där éischer Opposition formelle ass gaangen ëm de Pouvoir discrétionnaire vum Minister, fir d'Zréckbezele vun de Gelder ze fërderen, wann iergendwéi eppes schifgelaf ass oder, wéi gesot, déi Entreprise net d'Konditiounen erfëllt huet oder aner Saachen net befollegt huet. A bei där anerer, der zweeter Opposition formelle, ass et ëm d'Disproportionalitéit vun der Mesure de remboursement selwer gaangen. Mir hunn als Chamberskommissioun dee Moment parlamentaresch Amendementer geholl a wéi déi bis eragaange sinn an de Staatsrot, huet de Staatsrot seng Opposition-formellë levéiert an den Accord ginn zum Text.

Da koun nach en Avis era vum Conseil de la concurrence, vun der Konkurrenzautoritéit, déi just seet, ob eventuell a puncto Exigencé vun den Akommesse vun de Grënner an och déi Konditioun vun deem Lokal, dat muss do sinn niewent der Wunneng, ob een dat net kéint bësse manner streng maachen.

Här President, Kollegeinnen a Kollegen, ech sinn elo schon duerch mat dem Rapport. Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp häerzlech Merci ze soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, mee och alleguer de Membere vun der Classes-moyennes-Kommissioun, déi ganz konstruktiv an aktiv matgeschafft hunn, dann eisem Sekretär, dem Dan Schmit, vun dem Sekretariat vun der Classes-moyennes-Kommissioun, awer och dem Olivia Welsch vun der DP-Fraktioun. Et war e Genoss, fir zesummenzeschaffen, mir hunn dat schnell hikritt, an dofir soen ech Iech fir de Moment emol en häerzleche Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Rapporteuse Simone Beissel villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President, merci och der Madamm Beissel fir hire gudde Rapport, dee ganz komplett an ausféierlech war. Jo, fir d'CSV sinn d'Mikro-, d'Kleng- a Mëttelbetriber d'Reckgrat vun eiser Wirtschaft a vun der Beschäftegung an eisem Land. Dofir begrëisse mir all Beméiungen, fir dës Betriber ze ënnerstëtzen.

All Betrib huet eng Kéier kleng ugefaangen. Bei verschiddenen ass dat méi laang hier, bei aneren ass et méi rezent, mee fir dass eis Wirtschaft weiderdréint, brauche mer Leit; Leit, déi sech traue, e Betrib am Handwierk oder am Commerce ze grënnen an an dësem hiert Kënne an hiren Asaz anzebréngen an dann och dee Betrib opzebauen. Mir wëssen alleguer, wéi schwierig et hautzudaags ass, unzekommen, sief et duerch héich Käschten, héije Loyer, den Accès u Kreditter, an oft sinn déi éischt Méint entscheidend fir den Erfolg vun engem Betrib.

Dowéinst begrëisse mir et ausdrécklech, dass mat dësem Projet de loi eng staatlech Hëllef geschaf gëtt, fir deene Leit, déi hiren éischte Betrib grënne, ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir begrëissen och, dass dëse Projet de loi ausdrécklech festhält, dass de Ministère muss den Demandeur – d'Madamm Beissel huet et elo grad gesot – bannent engem Mount eng Äntwert liwweren, ob si dës Hëllef kréien, a wann elo keng Äntwert op eng Demande mat engem kompletten Dossier virläit, dës Demande dann automatesch approvéeiert gëtt; dat fanne mir ganz gutt, dat ass eng gutt Saach a sollt och e Virbild sinn.

Mir schlëssen eis an deem Punkt den Avise vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce un. Mir fannen et och gutt, dass eng Konditioun, fir dës Hëlfe ze kréien, d'Beleëe vun engem Cours iwwer d'Gestion d'entreprise bei enger Berufschamber ass. Dës Konditioun fällt ewech, wann de Firmegrënner entweder en Unisdiplom, eng Meeschterprüfung oder säin auslänneschen Equivalent virleëe kann. Dës ass eng wichteg Mesür, fir den Taux d'échec e wéineg erofzékriegen a fir vermeidbare Feeler virzebeugen.

De Projet de loi gesäit och vir, dass dës Aidë sechs Méint gräife mat Tranché vun 2.000 Euro pro Mount, also engem Maximum vun 12.000 Euro. D'Chambre de Commerce ass der Meinung, et hätt een d'Ausbezele vun der Hëlfe e bësse méi flexibel kënnen gestalten, fir dass grad an den éischten ee bis zwee Méint méi ausbezuelt kéint ginn, wann d'Suen eeben am meeschte gebrauch ginn. Dat gesi mir och esou an hätten eis do e bësse méi Flexibilitéit säitens vum Ministère erwaart.

Alles an allem ass dës Aide awer eng wichteg Ënnerstëtzung fir den Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg an d'CSV stëmmt natierlech dësem Projet de loi zou. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Eischen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, fir d'éischt wëll ech natierlech och der Madamm Beissel villmools Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mat dësem Gesetzesprojet ënnerstëtze mer Leit, déi de Schrëtt an d'Selbststännegkeet woen an eng nei Entreprise grënne. Si kréie während sechs Méint eng finanziell Starthëllef an der Héicht vun 2.000 Euro.

Mir fërdere mat dëser Hëlfe den Entrepreneursgeescht hei bei eis am Land a virun allem awer och d'Innovatioun, well et oft déi nei kleng Entreprisë sinn, déi nei Iddien ëmsetze wëllen. Dëst dréit zur wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land bäi an och zu der Attraktivitéit vun eisem Land. Nei Entreprisë schafen awer och nei Aarbechtsplazen an dofir ass et wichtig, dass mir derbäi hëlfe, dass nei Entreprises de Wee packen, sech ze etabléieren, ze wuessen an erfollegräich ze sinn.

Här President, ech wëll nach eng Kéier op dräi Punkten agoen, déi eis an dësem Gesetz ganz wichtig sinn. D'Subventioun ginn nämlech direkt al Mount ausbezuelt a si mussen net rembourséiert ginn. Déi finanziell Ënnerstëtzung ass un eng Formatioun vun der Gestion d'entreprise gebonnen. Domadder steigere mer d'Warscheinlechkeet, dass déi nei gegrënt Entreprisë reusséiere wäerten a mir bannen déi professionell Berufskummeren och mat an.

An en anere weidere wichtige Punkt fir eis ass deen, dass de Ministère innerhalb vun engem Mount d'Demande muss traitéieren, dat gëtt nämlech deene nei gegrënnte Betriber eng gewësse Planungssécherheet. Wann een de Schrëtt an d'Selbstständegkeet wot, dann ass dat e Schrëtt, dee virun allem am Ufank vill Unsécherheete mat sech bréngt. Et ass e Sprong an d'kaalt Waasser. An och, wann ee sech vill renseignéiert a gutt virbereet huet, gëtt et ëmmer Imprevuen, déi engem séier wuertwertlech de Stréch duerch d'Rechnung maache kënnen. Dofir ass et wichtig, e finanzielle Puffer, e Rettungsreef ze hunn, deen een iwwer Waasser hält, bis eeben d'Entreprise sech fräigeschwommen huet.

Dëse Projet ass also eng gutt Saach, dofir kann ech hei nëmmen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn dacks gesot, dass Efforte mussen gemaach ginn, fir den Entrepreneursgescht ze stäerken an de Leit Loscht ze ginn, sech als Entrepreneur ze lancéieren. Mat dësem Gesetz gi mir deenen, déi sech wellen traumen, en direkten Incentive, andeems mir si während der Ulafphas, déi dacks méi schwéier ass, finanziell ënnerstëtzen. E Betrib brauch nämlech oft Zäit, bis en eng stabil Clientbasis opgebaut huet a reegelméisseg Revenuen erakritt, mat deenen hie seng Käschten decke kann.

Zil vun dësem Gesetz ass awer net nëmmen, de Primo-créateure ze hëllefen, den ekonomesche Risiko ofzefiederer. Mir ginn hinnen och eng Sécherheet, wa si eventuell e Salariatsverhältnis opléisen, fir sech an d'Selbstännegkeet ze traumen. Mir ënnerstëtzen soumat och d'Independanten, déi heimat eng Ofsécherung kréien.

Et goufe scho vill Initiative lancéiert, fir den Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen an ze férdere. Ze erwänen ass zum Beispill de Projet „Sustainable Entrepreneurial Schools“ vum SCRIPT an dem Mëtzelstandministère, un deem Dausende Schüler deelgeholl hunn zanter senger Kreatioun 2016/2017. Dobäi ginn Ateliers, Mini-Stagen, Konferenzen a Visitte mat externe Partner organiséiert. Ech denken awer och un de Projet „Mini-Enterprises“, dee säit Joren an de Lycéien ënnert dem Lead vun der Jonk Entrepreneur ASBL ganz vill Succès huet a vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt, e Projet, deen den Entrepreneursgescht bei jonke Schüler stimuléiert an hinnen d'Responsabilitéit iwwert eng kleng Firma gëtt.

D'Regierung huet och rezent eng Roadmap zur Fërdere vum Startup-Ökosystem ausgeschafft. Zil vun där ambitiéiser a participativer Roadmap ass, Lëtzebuerg als en éischtklassege Standuert ze positionéieren fir Grënner, déi innovativ Projeten entwéckelen, fir Investoren an aner Playeren aus dem Startup-Ökosystem. Dobäi kennt de Projet de loi iwwert den Droit d'établissement, deen deemnächst op dëser Plaz soll gestëmmt ginn. Dëse wäert derzou bäidroen, de Prinzip vum der zweeter Chance fir Entrepreneur ze stäerken. Wann een eemol Faillite gemaach huet a sech nach eng Kéier nei lancéieren wëll, kann een hei dann eng zweet Chance kréien.

Fir Primo-créateure spillen och d'Netzwerk, de Mentoring an eng Ulafstell, wou ee sech iwwer d'Prozedur vun der Betribsgrënnung kann informéieren, an esou wieder eng wichteg Roll. Hei leeschte Lux-innovation an d'Handelskummer mam House of Startups an dem House of Entrepreneurship zanter ville Joren eng ganz wichteg Aarbecht.

Dir Dammen an Dir Hären, wat de Projet de loi ugeet, ass et gutt, dass d'Primo-créateuren eng Subvention en capital kréien, bei där si sech keng Suerge maache mussen, dës bis zu engem Stéchedatum erëm zeréckzebezuelen. D'Prozedur fir d'Demande vun der Hëllef ass och effikass, well en Demandeur séier eng Äntwert kriift, ob en d'finanziell Hëllef wäert kréien oder net. D'Äntwert vum Ministère muss jo och an engem Mount kommen, soss gëtt de Prinzip „Silence vaut accord“ ugewant – e Prinzip, deen iwwregens och anere Prozeduren zu manner Delaie féiere kéint.

D'DP begrësst och d'Koppelung vun der finanzieller Hëllef un eng Formatioun iwwer d'Geschäftsleedung.

Dëst ka sécherstellen, d'Probabilitéit vun der Reussite vun engem Projet, deen d'Aide primo-créateur kritt, ze vergréisseren. Duerch eng geziilt Ënnerstëtzung stäerke mir de Primo-créateuren hir Chancen, erfollegräich ze ginn a mat hirem Betrib zu der wirtschaftlecher Entwécklung vum Land bäizetroen. Dëse Projet de loi ass deemno am Sënn vum Entrepreneursgescht an am Sënn vun eiser Ekonomie.

Ech ginn deemno mat Freed den Accord vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et un der Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass wierklech schonn immens villes gesot gi vu menge Virriedner. Fir d'alleréisch, fir dass ech et och natierlech net vergiessen, der Madamm Beissel e ganz grouse Merci fir de schrëftlechen an natierlech mëndleche Rapport.

A jo, wat ech am Fong wollt soen, ass: De Choix ze maachen, en eegene Projet an eng eege Firma ze lancéieren, ass sécherlech net einfach an et verlaangt och e gewëssene Courage, de Courage, sech ouni vill Garantien eppes kënnen opbauen an och dass ee kann natierlech seng eegen Iddie verkafen. Et bedeit, kënnen säin eegene Chef ze sinn, mee et bedeit awer och, kënnen iergendwéini eng Kéier, wann et gutt geet, de Chef vun anere Leit ze sinn. Den Entrepreneuriat ass wichteg fir eis Gesellschaft. Dat si Leit, déi sech net nëmmen selwer natierlech wellen opbauen a privat hoffentlech wellen erfëllen, mee dat si Leit, déi nëtzlech si fir eis Gesellschaft, eis Ekonomie an den Aarbechtsmarché. Natierlech sinn dat och Leit, déi interessant sinn an eng Plus-value wäerte si fir déi potenziell Clienten.

Fir eis war et schonn ëmmer wichteg, deene Jonken oder souguer déi deene manner Jonken hiren Entrepreneuriatgescht ze encouragéieren a si ze ënnerstëtzen, sech ze lancéieren a sech esou weider fir beruffleche Méiglechkeeten ze interesséieren.

E konkret Beispill hei wier och zum Beispill de Lycée Ermesinde zu Miersch, well ech fannen, et feelt e bëssen an eise Schoulsystem ... Also op jidde Fall, dee Moment, wéi ech an der Schoul war, ass guer net vun Independantë geschwat ginn an den État d'esprit, fir iergendwéini eng Kéier Independant ze sinn, war guer net un Programm. An dofir ass et wichteg an dofir geet dëse Lycée mat engem gudden Beispill vir, fir dat – d'Mini-Enterprises – och scho ganz fréi an de Schoulprogramm anzuschreiwene, fir datt d'Schüler schonn emol d'Gefill kréien, wat et heescht, säin eegene Chef ze sinn a selwer ze kucken: Wéi maachen ech dat, wéi bauen ech dat op, fir e kleng Revenu ze kréien, fir datt dat Ganz rullt?

Voilà, da schléissen ech dës Klamer zou, mee et war mer wichteg, dat ze soen, well fir déi Jonk wier dat natierlech net oninteressant, schonn esou eng gewëssen Erfahrung ze maachen, bevir si am aktive Liewe kënnen täteg sinn.

Mir Gréng ...

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci. Mir Gréng hu schonn oft gesot: Wann ee wëll d'Independance opwäerten, dann ass et wichteg, deene Leit méi Sécherheet ze ginn an domadder de Statut méi attraktiv ze maachen. A mat dësem Gesetzesprojekt encouragéiere mir iwwert de Wee vun enger Prim d'Kreatioun vun de Mini-Enterprises an domadder droe mer natierlech derzou bäi, datt d'Handwerk opgewäert gëtt an opgebaut gëtt. Mir begrësse bei

dësem Gesetzesprojekt de Wunsch natierlech vun der Regierung, den Entrepreneuriatgescht duerch Hëllef a Subventionen ze ënnerstëtzen an ze encouragéieren.

Weider ass dëse Projet interessant, well d'Subventionen och un eng Formatioun gekoppelt sinn. Esou soll séchergestallt ginn am Fong, datt déi nei Entrepreneurien déi beschtméiglech Basis hunn, also de beschtméigleche Start souzesoen, fir hir Iddi ze realiséieren an eng Reussite doräuser ze maachen, datt do natierlech iwwer eng Formatioun klasesch Fehler kënnen vermeit ginn an datt en natierlech béis Iwwerraschungen, déi ee vläicht am Ufank esou net um Radar huet, kann aus dem Wee raumen. Sech ze bilden an iwwerhaupt dës Opportunitéit ze hunn, ass vill wäert an ass och immens wichteg. Dofir ass et an eisen Aen immens interessant, dës Demande fir Subventionen un dat gekoppelt ze hunn, a mir hoffen natierlech, datt dat Ganz wäert fir all Entreprise zum Erfolge féieren.

Et ass wichteg, iwwert dëse Wee d'Attraktivitéit och vun eise Land ze stäerken. Déi administrativ Hürde si beschtméiglech opgehuewe ginn duerch eng Simplification administrative a mir begrëssen natierlech, datt d'Regierung sech hei maximum ee Mount gëtt, fir op all Demande kënnen ze reagéieren.

Dat alles gesot, kéint ee mat engem Saz dat Ganz resüméieren: Mat dësem Gesetzesprojekt férdere mir den Entrepreneuriatgescht an ënnerstëtzen op eng ganz aktiv Aart a Weis d'Kreatioun vun den neie Betriber.

Dat gesot, merci natierlech fir d'Nolauschteren. An net ze vergiessen: Ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Ech ka mech wierklech kuerzfaassen, well et ass an dësem Gesetz näischt gesot ginn, wat mir net géinge mat zwou Hänne ënnerschreiwene. Souwuel d'Ënnerstëtzung vum Entrepreneuriat, vun neien Enterprisen an esou weider an esou virun ass eppes, wat eiser Linn komplett entsprécht. Dofir gi mir gär eisen Accord. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also als Alleréisch emol e grouse Merci der Rapportrice fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Also mir droen dat hei natierlech selbsterständlech mat, well et ass jo och scho gesot ginn, dëse Projet de loi cibléiert wierklech déi kleng Enterprisen, déi kleng Commercen, déi kleng Artisanaten, an do ass et schonn immens, immens schwéier. An et geet net nëmmen duer, datt mir soen: „Trau dech! Maach et!“, mee hei kréie se wierklech finanziell gehollef. An all Respekt dofir an e grouse Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och fir de ganz gudden an ausféierleche Rapport. Ech ginn elo net méi op d'Montanten an op d'Delaian an, wéi laang et déi Aidë ginn; déi 12.000 Euro a sechs Méint si bekkant.

Mir fannen et generell gutt, datt et de Start an d'Entrepreneuriat soll facilitéieren. Mir Piraten fannen et awer schued, datt d'Aidë bis elo mol just fir d'Secteur vum Commerce a vum Handwierk gëllen – dat hate mer och an der Kommissioun thematiséiert –, et gi sécher nach aner Secteuren, wou et kéint interessant sinn. Ech verstinn och d'Argumentatioun, firwat dat elo sou gemaach ass, well et deelweis aner Aidë ginn. Ech géif mer do heiansdo e Streamlining wënschen, dat géif et de Leit och e bësse méi einfach maachen, si op déi richteg Plaz ze guidéieren. Dat hu mer schonn oft diskutéiert, Här Minister. Ech mengen, mir sinn eis do am Kär eens, et ass just un der Ëmsetzung, wou et heiansdo happert.

Ech hunn awer e puer Punkten, déi ech trotzdem wollt uschwätzen, déi hei nach net gesot goufen. Dat eent, dat ass: Ech fannen et e bësse komesch, datt een op d'mannst zwee Versteëss géint de Verbuot vum Travail clandestin a sengem Casier muss stoen hunn, ier ee fir dës Hëllef net méi eligibel ass. Fir eis ass kloer – a mir hätten do och eis Ënnerstëtzung ginn –, datt een direkt ab der éischter Verurteilung wéinst Ausbeutung vu Persounen ouni Openthaltsrecht säi Recht op dës Aidë verwiert hätt. Et gi Grënn, mir hätten awer och eis Ënnerstëtzung wierklech gi fir ab der éischter Verurteilung. Mir hätten eis hei also kloer fir eng méi streng Clause entscheet a mir denken, datt dat hei och eventuell spéider nach eng Kéier kéint fir eng blöd Situatioun an der Ëffentlechkeet suergen, wann dann iergendwann eng Kéier eng Firma an deem Fall wier oder eng Persoun an deem Fall wier an dat géif an der Press thematiséiert ginn.

Och gänne mer et schued, datt Leit, déi hire Betrib bei sech doheem wëlle lancéieren, hei keng Chance hunn, vun deenen 12.000 Euro ze profitéieren. Well och wa si sech d'Loyerskäscht spueren, heescht dat nach laang net, datt hire Business an deene sechs Méint esou grouss ass, datt se kéinte vun hirem Geschäft liewen. En Handwierker zum Beispill, dee bei d'Leit heem Reparatur maache geht, huet och net onbedéngt de Besoin vun engem eegene Geschäft oder vun engem eegene Lokal, well hien ass jo déi ganz Zäit dobaussen ënnerwee an huet deementspreechend vläicht just d'Käscht vum enger Camionnette ze droen. Och hei wiere mer also mat méi largë Reegelen averstane gewiescht. Och do, wien de schréftleche Rapport liest, gesäit och e bëssen d'Erklärungen derfir. Ech fannen trotzdem, datt et enger Oppositounspartei zoustoen d'äerf, drop hinzewiesen, datt se dat anescht gesäit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do duerch datt d'Regierung an hirer Fiche financière just vun 83 Beneficiairen am Joer ausgeet, mengen ech, ass jiddwerengem heibanne bewosst, datt dat heiten eng Hëllef ass, déi laang net fir all Entrepreneur oder all Entrepreneuse geduecht ass. Et ass eng Hëllef, déi enger ganz cibléierter Grupp vu Leit wäert zegutt-kommen, a fir eis wär en Opmaachen op méi Grouss definitiv wëschenswäert a mir hoffen, datt mer an der Evaluatioun vun deem heite Projet dann och an déi Richtung wäerte goen. Et ass en éischte richtige Schrëtt an dofir gi mer eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëtzelstandsmi-nister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | Merci villmoos, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken der Rapportrice villmoos Merci soe fir de schréftlechen an de mëndleche Rap-port. Ech wëll net nach eng Kéier op alleguer d'Detailer

vum Gesetz agoen. Et ass zwar schonn alles gesot ginn, mee net vu jiddwerengem gesot ginn, ech wëll och net alles nach eng Kéier widerhuelen.

Ech wëll just nach eng Kéier hei ënnersträchen, dass et e ganz wichtege Volet ass, deen hei ëmgesat gëtt, eebe grad fir d'Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen. Wa mer soen: „Trau dech!“, da muss mer dat hei och kënne maachen. Wa mer soen: „Trau dech!“, a wa mer wëllen, dass d'Leit e Geescht vum Entrepreneuriat wëlle weiderféieren, dann ass dat hei de richtige Wee, fir dohinnerzegoen. Well et ass grad um Ufank bei der Kreatioun vun enger Entreprise, an ech mengen, d'Madamm Burton huet et gesot, wou, wann ee sech wëll lancéieren, ganz oft verschidde Käschtchen op een duer-kommen, mat deenen een net direkt gerechent huet.

Hei geet et also ëm sechsmol 2.000 Euro an dofir ass et och extra gemaach ginn, dass et net eng eenzel Aide ass, bei där einfach nëmmen 12.000 Euro geholl ginn, déi direkt ausgeschott ginn, nee, hei geet et drëm, eebe grad déi Suen iwwer sechs Méint ze strecken, gekoppelt un eng Formatioun vun der Gestion d'en-treprise.

Den Här Clement huet kritiséiert, dass et muss un e Lokal gebonne sinn. Mee verschidde Garde-foue muss een awer hei abauen. Et kann ee jo net einfach soen: „Majo, da komm, da frees de eng Autorisatioun an da kriss de mol während sechs Méint 2.000 Euro iwwer-wisen an no sechs Méint méchs de erëm zou.“ Nee! Mir brauche Substanz. A wa mer vu Substanz schwätzen, hu mer dat och a ganz villen aneren Texter, wou mer Aiden ausbezuelen, wou mer froen, dass reellement eng Substanz do ass, fir kënne vun Aiden ze profitéieren. Dat Beispill, dat genannt ginn ass, de Schräiner oder de Schlässer, dee sech an d'Camionnette setzt a vu léns no riets fiert, dat ass eng ganz léif Iddi, mee an der Realitéit hunn ech nach kee begéint, gëtt et och net hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt och do ëmmer eng Sub-stanz.

Wa mer dat dote soen, dass ee muss e Lokal hunn, an et steet och extra am Text dran, dass et en anert Lokal muss si wéi den Domicile, ass dat, fir ze evitéieren, dass een hei en Independantstatutt kreéiert, nëmme fir vun deenen 12.000 Euro iwwer sechs Méint kënnen ze profitéieren. Et seet een zum Beispill, et gëtt ee Formatiounen. Formatiounen ass och eng Activité commerciale, wou een eng Autorisation d'établissement bei eis kritt, wou een dann, wann een einfach nëmme géing iergendzousch hifueren, ouni dass ee Méikäschtchen huet, vun där Aide hei ka profitéieren.

Eis geet et hei drëm, fir d'Promotioun ze maache vun der neier Kreatioun vu Betriber. Eis geet et hei drëm, den Independant ze ënnerstëtzen. Eis geet et hei drëm, fir eebe grad de Geescht vum Entrepreneuriat ze stäerken, andeem ech mech traue, andeem ech mech lancéieren a wou ech meng Aarbecht virdrun ... Well dat ass och eng weider Konditioun: Ech d'äerf kee Revenu méi hunn. Dat heescht, ech muss op menger Plaz virdu gekënnegt hunn, fir kënnen hei vun dëser Aide ze profitéieren, fir dass ech eebe grad, wann ech ufänken, dann net ouni näischt dostinn, mee ech kréien hei da während sechs Méint déi 2.000 Euro.

Et war nach eng kleng Kritik komm iwwert d'Visibili-téit vu verschidde Aiden. Dofir hu mer verschidde Voleten, notamment d'House of Entrepreneurship, dat eebe grad dee Guidage och soll maache vun deene Leit, wéi eng Aidë se kënne kréien; d'House of Entre-preneurship, de One-Stop-Shop, fir kënnen dohinner-zegoen, fir iwwert déi verschidde Aiden informéiert ze ginn an eebe grad déi heiten. An ech mengen, et ass an den Avisen, souwuel vun der Chambre de Com-merce wéi vun der Chambre des Métiers, nach eng Kéier ënnerstrach ginn, dass mer och ganz enk mat

deenen zwou zesummeschaffen, fir Promotioun hefir ze maachen an dass se och wierklech do ukënn, wou se soll ukommen.

Neanmoins muss ech awer soen, dass et eng Panoplie vun Aidë gëtt hei zu Lëtzebuerg, vun deene Betriber kënne profitéieren, sief et an der Energie, Environnement, Classes moyennes oder Innovatiounsaiden. An do ass et wichteg, dass mer do och eng Kéier e ganz propperen Tablo maachen, deen een net nëmmen am House of Entrepreneurship kritt, mee dass een do iwwer e ganz einfache Klicksystem an de System vun engem Entonnoir kann déi verschidde Aidë fannen. Mee hei, wéi gesot, e ganz wichtege Volet, fir d'Entre-preneuriat ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mëtzel-standsminister Lex Delles. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier wierklech kloermaachen: Ech menge schonn, datt et och Leit ginn, déi sech selbstänneg maachen, ouni datt se en eegent Lokal hunn. Et gi Leit, déi am Evenementiel schaffen, an dat sinn net alles faux Indépendants. Dat sinn der, déi defini-tiv och Käschtchen engagéieren. A mir hunn elo hei an deem heite Gesetz gesot: „Mir knëppen et un e Lokal.“ Dat verstinn ech. Ech perséinlech sinn awer weiderhin der Meenung, datt een et och hätt kënnen un en anere Garde-fou knëppe wéi zum Beispill d'Presentatioun vun engem Leasingskontrakt fir eng Camionnette. Dat wär genau deen nämmlechte Garde-fou gewiescht.

An ze behaupten, datt een, dee sech elo als Gäertner selbstänneg mécht an ufänkt mat klengen Aarbechten oder als Homme à tout faire – wat och Entrepreneuriat ass mat Substanz, well et hëlleft de Leit, déi déi Hëllef brauchen, déi dee Service brauchen ... Dee mécht net einfach no sechs Méint zou! An ech mengen, do hätt een och aner Garde-foue kënnen abauen.

Ech weess, datt dat heiten e wichtege éischte Schrëtt ass, an dofir gi mer och eis Zoustëmmung. Mee ech bleiwen awer fest der Meenung, datt dat – sech un e Lokal ze bannen – an eisen Aen ze limitativ ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert geet direkt zréck un den Här Mëtzelstandsmi-nister ... Nee, dat ass net de Fall. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8115. Den Text steet am Document parlementaire 8115¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8115 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par pro-curation. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei enger Nee-Stëmm ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8115 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »

8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »

8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »

8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « TROIS C-L – Maison pour la Danse »

Beim leschte Punkt vum Ordre du jour vum haut geet et ëm d'Projets de loi 8188, 8189, 8190, 8191 an 8192 iwwert d'Schafung vun enger Rei vun Établissements publics. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt d'Madamm Rapportrice vun dëse Projet-de-loien an dat ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. An de kommende Minute stellen ech Iech fënnf Kulturinstitutione vir, déi jeeeweils de Statut vum Établissement public solle kréien. Sou géife se zu enger Personne morale de droit public ginn an duerch hiert jeeweiligt Gesetz ginn hiren Objet, hir Missioun, hiert Fonctionnement, de Siège an natierlech och de Ministère de tutelle fixéiert an dat ass natierlech an dësem Fall de Kulturministère.

Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech elo mol déi fënnf Kulturinstitutione kuerz vir. Ech ginn dervunner aus, dass mer se alleguerter scho besicht hunn, a falls ee vun Iech dat nach net sollt gemaach hunn, da géif ech Iech dat natierlech wäermtens recommandéieren.

Ech fänken u mam Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain. De Casino, dee sech hei an der Stad befënnt, huet näischt mat engem Spillcasino ze dinn. Den Numm geet zrëck op eng Zäit, wou een d'Rencontre an den Echange mam Begrëff „Casino“ associéiert huet, an dat géllt och an dësem Fall nach haut fir eise Casino. Et ass eng Plaz fir all Forme vun zäitgenëssescher Konscht, mee virun allem, fir sech do ronderëm ze begéinen, fir sech auszetauschen – e richtege „Forum“ also. 2021 koum de Casino Display derbäi, eng Plaz, wou d'Konschtmittlung hir Plaz hat, an doduerjer e Raum fir d'Recherche a fir d'Experimentatioun genauso wéi eng Résidence d'artistes. Haut stellt de Casino op nationalem wéi op internationalem Plang eng Referenz duer an huet eng Ekipp vu 15,25 ETP an e järeleche Budget vu bal 2,7 Milliounen.

Déi nächst Institution ass de Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, kuerz de Mudam. D'Iddi ronderëm d'Schafung vun enger international rayonnéierter Konschtinstitution geet zrëck an d'90er-Joren. 1998 huet déi deemoleg Regierung d'Fondation Musée d'art moderne Grand-Duc Jean gegrënnt, déi de Bau an d'Konzeptioun vum neie Musée verantwort huet. Dat bekannt Gebai vum Architekt Ieoh Ming Pei ass entre-temps aus dem Landschaftsbild vum Kierchbierg a vun der ganzer Stad net ewechzedden an de Mudam assuréiert haut eng enorm wictheg national Missioun fir d'Kollektioun, d'Konservatioun an d'Presentatioun vun zäitgenëssescher Konscht, déi, wéi gesot, an d'ganz Welt ausstrahlt.

Vum Kierchbierg eriwwer an de Bouneweg-Garer Quartier, wou d'Rotonden direkt nieft de Schinnen zu engem kulturellen, mee virun allem och zu engem soziale Mëttelpunkt gi sinn. Nom Succès vum Kulturjoer 2007 hunn de Kulturministère an d'Stad Lëtzebuerg zesumme gekuckt, fir d'Aktivitéiten an d'Dynamik vum Kulturjoer ze perenniséieren. Während d'Rotonden zu Bouneweg a Stand gesat goufen, huet de CarréRotondes an der Rue de l'Académie en interessante Provisorium erschloss, deen awer dunn 2015 mat der Aweiung vun der Rotonde 1 eriwwegong. Saitdeem gëtt et hei nieft der renovéierter an natierlech denkmalgeschützer Rotonde 1 e flotte Parvis, eng Container- an eng Holzstruktur. D'Rotonde 2 ass nach an hirem Originalzoustand, mee hei wäert deemnächst e Chantier ufänken, fir dës Rotonde och nach ganz bespillen ze kënnen. D'Rotondé sinn e Lieu de création et d'innovation, wou nei Kënschtler/innen a Konschtrichtungen zesumme mat engem breede Public hir Plaz sollen hunn.

Ech kommen dann elo eriwwer bei den Théâtre national du Luxembourg, kuerz den TNL. Och hei huet d'Kulturhauptstad vun 1995 hir Spueren hannerlooss, an dat maassgeblech bei de Kulturschafenden aus der Theaterzeen, déi doropshin eng ASBL gegrënnt hunn, fir den Arts du spectacle zu Lëtzebuerg eng fest Adress an Ulafstell ze ginn. Mat der fréierer Forge an der Lonkecher Strooss huet de Staat 2001 eng ideal Plaz kaaft, an där bis haut ëm déi 375 Spektakele konnte stattfannen. Och vernetzt den TNL a säin Ekosystem Acteuren aus der Kulturwelt iwwert d'national Grenzen eraus. Haut ass den TNL nieft de stätteschen Theateren, de regionale Kulturzentere an den onofhängegen Theateren en nationale Piliere an der Theaterwelt, dee ronderëm seng lokal Kreatiounen, seng international Koproduktiounen, Nowuessförderung a Kulturaktiounen definitiv e Service vun nationaler Relevanz ubitt.

Last but not least den TROIS C-L, an dee befënnt sech an der Bananefabrik. 1994 hëlt de Kulturministère d'Initiativ, fir eng Association „Théâtre dansé et muet“ unzestiwweilen, déi d'choreografiéiert Konscht zu Lëtzebuerg soll promouvéieren. D'Entwécklung huet hire Wee geholl a säit 2004 kenne mer den Numm „TROIS C-L“, dee sech zënterhier ëmmer weider professionaliséiert huet a mat der Bananefabrik zu Bouneweg och eng Struktur fonnt huet, an där geschafft, geprouft an opgefouert ka ginn. D'Dynamik vum Danzsecteur an Lëtzebuerg schwätzt Bänn an op ganz villen auslännesche Büne sinn ons Dänzer a Choreografe present. De Besoin fir eng méi grouss Struktur gëtt ëmmer méi däitlech an et steet eng Perspektiv am Raum: déi vum Développement vun enger Maison de la Danse fir all Danzformen an Expressiounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann ee sech d'Fro stellen: Wéi sou en Établissement public? An dofir gëtt et direkt e puer Argumenter: Bis op den Théâtre national du Luxembourg sinn alleguerter d'Institutionen d'Suite vun enger staatlecher Demande respektiv enger Initiativ. Se si maassgeblech impaktéiert gi vun den zwee Kulturjoren 1995 an 2007, déi ganz sécher en enormen Elan an d'Schafung vu kulturelle Lieue respektiv Institutione mat sech bruecht hunn. Alle fënnf Institutionen erfëllen haut schon de Charakter vun engem Service public an hir Aktivitéiten an Offere riichte sech un eng breet Effentlechkeet. Bei sämtlechen Institutionen ass och haut schon de Staat mat verschiddene Verrieder am Conseil d'administration vertruuden.

An och a puncto Finanzement kënn d'Majoritéit vun de finanzielle Mëttelen aus staatlecher Hand. Heizou huet och d'Cour des comptes schon an hirem Rapport vun 2008 eng ganz däitlech Recommendation fir d'Émwendung vu bisheerege parastatlechen ASBLen an Établissement-publicken ausgeschwat. Mat der Struktur vum Établissement public kann nämlech och de Rechnungshaff d'Strukturen an Zukunft reegelméisseg kontrolléieren.

Net zulescht bekennt sech de Staat mat dëse Gesetzer zur Wichtigkeet an der Positioun vun de fënnf Institutione fir eist Land. Si ginn an engem Gesetz verankert, d'Gestioun an d'Governance gi weider professionaliséiert an d'Missioun vum Service public gëtt ënnerstrach.

All Établissement public huet, wéi d'Kadergesetz dat virgesäit, e Conseil d'administration, deen aus staatleche Verrieder/innen zesummegesat gëtt. Just am Fall vun de Rotonden handelt et sech ausserdeem och ëm Verrieder/inne vun der Stad Lëtzebuerg.

De Kulturministère huet déi fënnf Avant-projet-de-loien den 30. Mäerz 2023 deposéiert. Mir hu se schon, a weiser Voraussicht, de 16. Mäerz virgestallt kritt a mir kruten d'Avis vum Staatsrot de 6. Juni 2023. D'Chambre de Commerce huet hir Avisen de 16. Mee eragereecht, wou se eng Rei vu punktuellen Froen a Remarken zur Organisatioun zum Ausdrock bruecht huet, awer d'Projete soss guttgeheesch huet. Den 22. Juni hu mer d'Avis vum Staatsrot diskutéiert an hei kann ech och rapportéieren, dass keng Oppositions formelles dra waren, de Staatsrot just beim Projet zu de Rotonden eng punktuell Remark zur Organisatioun vum Conseil d'administration hat, där d'Kommissioun Rechnung gedroen huet. Mir hunn d'Rapporte vun de Gesetzer de 27. Juni 2023 an der Kommissioun ugehol.

Här President, mam Vott vun de fënnf Gesetzestexte wäert sech am Alldag vun de Visiteuren, dem Personal, der Gesellschaft vis-à-vis vun de fënnf Kulturinstitutionen eigentlech net ganz vill änneren. D'Émwendung an en Établissement public ass eng logesch Suite

am Werdegang vun dese Strukturen an en ligne mat hirer nationaler kulturpolitescher Missioun. Gläichzäitg dierf een d'Symbolik an d'Wichtigkeet heivun net ënnerschätzen. Mir verankeren den TROIS C-L, den Théâtre national, de Mudam, de Casino an d'Rotonden am Gesetz. Mir perenniséiere se a bekennen eis als Staat an als Gesellschaft zur Wichtigkeet vun dese Kulturinstitutionen.

Här President, well dëst déi lescht Ried fir dës Legislaturperiod an der Kultur wäert sinn, erlaben ech mer, ganz kuerz Merci ze soen un de Kultursecteur, deen ech an de leschte fënnef Joer vun enger anerer Säit dierft kenne léieren an dee sech an de leschte fënnef Joer a villen Hisiichten nei erfondt a weiderentwéckelt huet, un de Kulturministère mat sengen devouéierte Beamten an natierlech och un d'Madamm Closener an den Här Louis, déi d'Sekretariat vun der Kulturkommissioun wonnerbar assuréiert hunn, den Här Ben Zenner aus der grénger Fraktioun, u meng Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kulturkommissioun, déi d'Presidence vun enger jonker an onerfuereener Kommissiounspräsidentin ëmmer ganz agreabel, léierräich a kolleegial gestalt hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | An net zulescht un d'Ministesch Sam Tanson. Sou hu mer de Moien op de Kulturassisen héieren, dass si mat groussm perséinlechen Asaz d'Kulturpolitik zu Lëtzebuerg weiderbruecht huet an dobäi och ëmmer present an der Chamberskommissioun war.

Ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun fir déi fënnef Projet-de-loien an soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Djuna Bernard.

An éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll gläich do uschléissen, wou eis Rapporterin a Presidentin Djuna Bernard opgehale huet, a mech hire villen a richtege Mercien uschléissen un all déi Leit, déi an eiser Kommissioun matgeschafft hunn a fir eis Kommissioun geschafft hunn. An Iech, Madamm Presidentin, och merci fir déi Aart a Weis, wéi Dir présidéiert hutt. An natierlech och merci haut fir déi fënnef Rapporten oder fir déi Rapporten zu de fënnef Gesetz, déi Der gemaach hutt.

D'Kultur ass extrem wichtig, si gëtt net ëmmer genuch wougerholl, si däerf och net nom Covid net méi bemierkt ginn. An dofir ass et och ëmmer erëm wichtig, datt mer vill an der Kommissioun zesumme schaffen an datt mer dat och heiansdo hei op der Tribün maache kënnen. Merci nach eng kéier fir Äre Rapport, merci Iech alleguer (ndlr: op der Tribün) an Iech alleguer (ndlr: op der Majoritéitsäit). An der Madamm Minister souwisou, déi war an all deene Mercie mat dran.

D'Kultur dréit individuell zu Perséinlechkeetsentwécklung an -opbau bäi, bewusst oder onbewusst. A Wäerter, Normen an Identitéitsbildung gi kollektiv och staark duerch d'Kultur beaflosst. D'Kulturvermittlung a kulturell Bildung sinn also och e Stéck effentlechen Optrag, deen eng Missioun ass vun de Kulturhaiser niewent hirer wichtiger Missioun vu Promotioun a Weiderentwécklung vun de künstleresch Schaffen den.

Déi fënnef Kulturhaiser, ëm déi et haut geet, déi hunn ëmmer schonn dës Missiounen erfëllt an et sinn alles

méi wéi confirméiert Kulturinstitutionen. Hir Ém-wandlung vun ASBL zu Établissement public ass dofir net vu Muttwëll, louch och alt schonn emol an der Loft viru Joren. Datt et net éischer dozou komm ass, hat ënnerschiddlech Ursachen. Haut ass et de Fall an et passt bei déi Haiser, sachant allerdéngs, datt de Mudam schonn eng Stéftung war, déi Fro stellt sech hei also e bëssen anescht.

De Casino – Forum d'art contemporain an der Énneschtgaass hat mat als éischte schonn, an endlech, Lëtzebuerg op déi international an natierlech national zäitgenëssesche Konschtkart gesat. En huet och mat der „Lady Rosa“ eng éischt wichteg, deels hefteg Ausernanersetzung zu Lëtzebuerg mat der zäitgenëssescher Kreatioun bruecht. Et war fréier an der Ried, en als Établissement public anzesetzen, zwëschenuewer war de Casino awer frou mat sengem bestoenden, méi kleng Kommitee. D'Zesummeferiung an eng Hand mam Mudam ass och ëmmer erëm nees opgeworf ginn, war awer keng gutt Iddi; déi zwee Haiser sinn dofir ze ënnerschiddlech. En huet leschtens – an dat huet d'Rapporterin och scho gesot – de „Beim Engel“ derbäikritt, fir als Casino Display ze geréieren. Wéi, Madamm Minister, geet et do virun an Zukunft? Net wéinst dem neie Gesetz, mee mat de Projeten, déi do kommen, a mat der Öffnung och no baussen?

En zweet Etablissement, dat hei viséiert ass, ass de Mudam. Deen huet Lëtzebuerg definitiv op Weltniveau gehuewen an der zäitgenëssescher Konscht a Kreatioun an op där Weltkaart verankert. D'Promotioun fir d'Lëtzebuerg visueller Artiste war dem Mudam vun Ufank un ëmmer scho wichteg. Rivalitéiten am Verwaltungsrout, fälschlecherweis, hu bestanen, wat seng Ausrichtung ugaang ass, mee ech ka mer keng aner virstelle fir de Mudam an et huet kee Wäert, datt mir iergendeng Auer wëllen zrëckdréien an op modern Konscht géife kommen, wou mir net matgespillt hunn an der Zäit, mee mer kënnen bei der zäitgenëssescher Konscht a Kreatioun matspillen. Do si mer derbäi an dat solle mer och ervirhiewen.

Elo gëtt de Mudam vun enger Fondatioun, vun enger Stéftung, zu engem Établissement public. Dat wäert am prakteschen Alldagsbetrib allerdéngs wuel net ganz vill änneren, well esou ënnerschiddlech ass deen Deel dovunner elo net. Aner Punkte sinn dovun vläicht minimal méi betraff.

En drëtt Gesetz betrëfft d'Rotonden. Ech mengen, un hir Ankerroll am Kulturjoer 2007 kënnen mir eis nach alleguer erënneren, mat enger anerem grousser Landesausstellung wéi d'Sophie Calle, mat der Triennale Jeune Création, mat de Congés annulés, déi et nach ëmmer gëtt. An datt d'Rotonden iwwer 2007 eraus weiderbestoe sollten, ech mengen, dat war evident. Dat hunn ech mam Colette Flesch als Stater Kulturschaffenen am Summer 2007 op der Terrasse vum Exit07 uitgemaach, zwëschen Staat a Stad, zwëschen Kulturministère a Stad Lëtzebuerg. De Carré Rotondes als Prefiguratiouns-ASBL ass dorauer ervirgaangen, et konnt nëmmen eng ASBL also sinn. 2015 ass et zrëckgaangen an d'Rotonden, virdu konnt et keen Établissement public ginn.

Hir Akzenter, mengen ech, si ganz wichteg gewiescht an hunn e Stéck zougemaach, wat nach gefeelt huet hei, mat Activités éducatives, enger pedagogescher Programmation mat engem Akzent op jonkem Publikum, op neie kulturelle Expressiounen an insolletter Programméierung. 2015 ass et also an déi éischt Rotonde zrëckgaangen. Wéi ass elo d'Zukunft vun der zweeter Rotonde? Mat hirer Rehabilitéierung ausgangs 2021 sollt en Avant-projet sommaire do sinn. D'Madamm Minister kann eis bestëmmt soen, wéi et elo doranner steet a wéi a wéini et mat der zweeter Rotonde virueget.

E véiert Etablissement ass den TROIS C-L, deen 2003 oder 2004 staatlech initiéiert ginn ass, elo consolidéiert gëtt. An dat ass déi Referenzplaz fir zäitgenësseschen Danz a Choreografie hei am Land. Et ass e kulturellen Hub mat Residences an engem ganz groussen internationalen Netzwierk, wou en extrem, extrem vill gemaach huet fir d'Inklusioun an d'Promotioun vun der hiseger Zee. 2011 ass d'Banannefabrik, dem TROIS C-L an dem CPCA säin Doheem, fäerdeg renovéiert an ageweit ginn, mat den Acteuren, dem Claude Wiseler als Baudeschaffenen a mir selwer.

De leschten Etablissement, deen hei viséiert ass, dat ass den TNL, den Théâtre national du Luxembourg. Et ass sécher dee Projet haut mat manner staatlecher Initiatioun, mee mat villen engagéierten Theatermacheren, déi dat op d'Bee wollte setzen. Hei ass extrem vill Pionéieraarbecht gemaach gi fir eng nei Programméierung niewent den zwee grousser stäteschen Theateren, déi et natierlech virdu scho gi sinn. En huet ganz vill Lëtzebuergescher Schauspiller mat der internationaler Zee verbonnen a vernetzt, huet mat eegenen Inzenéierungen erausgestach wéi 2004 seng Eegekreation vun „Hamlet“. An och hei gëtt elo aus enger ASBL, wou et vläicht nach méi evident war, datt et am Ufank eng ASBL war, en Établissement public.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Net all Haus kann oder wëll an en effentlech respektiv parastaatlech Organ ëmgewandelt ginn. Pragmatismus bei der Grënnung, net staatleche Betrib an Optrag, statuttareesch Flexibilitéit, d'Gréisst vun der Associatioun, Marché-publics-Gesetzgebung an esou weider kënnen do Grënn sinn. Déi fënnef Haiser, vun deene mer haut hei schwätzen an iwwert déi mer haut entscheeden, déi kréien elo als Établissement public eng legal Assise an do ass och en Deel aner Reegelen ze bedenken. Déi Gestiou an Organisatioun ass och an de Kulturbetriben wichteg, a wichteg ass ganz besonnesch, datt si kënschtlersch Fräiheet an hirem Schaffen hunn a behalen.

Elo kann ee sech natierlech froen: Wéi eng Krittäre sinn do, fir aus enger ASBL en Établissement public ze maachen? D'Rapporterin huet der opgezielt gehat – et stinn der och dräi jee weils am Exposé des motifs –, mee wéi eng iwwert déi dräi eraus zielen, fir eventuell zukünfteg Associatiounen oder Organismen dann och als ASBL eriwuer an en eventuelle Statutt vun Établissement public ze féieren? Oder aneschtens ausgedréckt: Gesitt Dir nach aner Haiser, déi do eng kéier kéinten an der Rei stoen, Madamm Minister, oder ass et dat hei, bei deem et bleift?

Et kann ee sech natierlech och froen, ob et net nach aner Forme gëtt wéi Établissement-publicen oder awer ASBLen, och wa mer gëschter dat neit Gesetz hate vun ASBLen a Stéftungen. Et gëtt a Frankräich EPICen (ndlr: Établissements publics à caractère industriel et commercial); dat ass natierlech och en Établissement public, awer e bëssen aner Formen. Et gëtt och GIEen; firwat net GICen als Groupements d'intérêt culturel? Wären dat Saachen, déi besser ugepasst wäeren? Dat ass vläicht och eng kéier eng Iwwerleeung wäert, eventuell.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt effentlech Haiser, déi Établissement-publicke sinn, effentlech-rechtlech Haiser, an der Kultur och als Missioun hunn, niewent deenen, déi ech scho genannt hunn, hir staatlech Dotatioun zum Deel ëmzverdeelen hin zu den Artisten an deenen hir Liewensgrundlag ze stäerken. D'Positioun vun de Künstler a Kulturschaffenen ze festegen, ass domadder och eng ganz, ganz wichteg Aufgab, fir si ze féerden. Hir Promotioun am In- an Ausland ze maachen, gehéiert selbstverständlech do derzou.

Et ass net, datt, wann een en Établissement public géif ginn, een domat e Selbstzweck erfüllt hätt, dat ass ganz kloer. Dat ass och net dat, wat si wëllen hunn a wëlle maachen, do kënnen mer sécher sinn. Dat dierft et och net sinn. An dofir hunn ech groust Vertrauen doranner, datt, ob an där aler oder där neier Form, déi Haiser, ëm déi et haut geet, hir wichteg Roll an der Kulturzeen zu Lëtzebuerg weider wäerte spillen. Si sinn elo selwer gefestegt ginn, si wäerten och d'Positioun vun de Künstler a Kulturschaffende weider festegen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, et ass un Iech.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Virop wollt ech der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht zu deene fënnef Gesetzesprojeten, déi haut um Ordre du jour stinn. Jo, et geet ëmmer ëm déi selwecht Saach. Mir kommen e bëssen, hunn ech zu der Madamm Asselborn-Bintz gesot, an de Widderhuelungsmodus. Jo, d'Schafe vun engem Établissement public fir fënnef scho méi laang bestoend Kulturhaiser an Institutiounen ass haut de Sujet.

Mir als Demokratesch Partei begrëssen dat. Mir begrëssen, datt et mat dësem Projet – oder mat dëse Projeten – eng eenheetlech juristesche Form fir de Casino, den Nationalen Theater vu Lëtzebuerg, de Mudam, d'Haus vum Danz an de Carré Rotondes gëtt. Mir sinn der Meinung, dass dëse gesetzleche Kader net nëmme méi zäitgeméis ass, ma och eng kloer Struktur an och eventuell méi Transparenz mat sech bréngt. Dat alles war bis elo net esou ganz kohärent, dat duerch d'Tatsaach, datt mer et zum Beispill mat dem Statutt vun enger ASBL oder enger Fondatioun ze dinn haten, jee no Haus. Dës Haiser an Institutiounen ginn all vum Staat – dat ass elo virdru och schonn e puermol gesot ginn – subventionéiert, also mat öffentleche Gelder majoritär bezuelt, an esou hu se an Zukunft mat dëse Projet-de-loien alleguer déi selwecht juristesche Basis.

D'Cour des comptes, de Rechnungshaff, ass der Meinung, datt dës Ännerung fir d'Transparenz vun de Finanzen sënnvoll, jo, noutwendeg ass. Sou schreift d'Cour des comptes an hirem Bericht aus dem Joer 2008, datt ASBL wéi de Casino an de Carré Rotondes d'Rechtsform vun enger öffentlecher Institutioun sollte kréien – natierlech mat der néideger Flexibilitéit, fir d'Erwaardunge vum jeeweilege Public ze erfüllen.

Här President, loosst mech ganz kuerz op déi eenzel Haiser agoen, fir dës Argumenter, déi fir dës Émwendung an öffentlecher Institutiounen schwätzen, ze belichten. Wat d'Rotondé betrëfft, kann een umierken, datt een Drëttel vun hirer Dotatioun vun der Stad Lëtzebuerg kënnt, de Rescht kënnt vum Staat. Och déi aner ginn, wéi scho gesot, majoritär vum Staat finanziert. Huele mer nach eventuell d'Beispill vum Mudam. Als Fondatioun ass de Mudam ëmmer, dat ass och an der Kommissioun ënnerstrach ginn, als eng Aart Privat-institutioun gekuckt ginn, déi en awer a Wirklecheit net war an net ass. De Mudam ass eng Institutioun, déi eebe vum Staat finanziert gëtt. Dat dierft also mat dësem entsprecheende gesetzleche Kader méi kloer ginn.

Jo, och d'Haus vum Danz ass scho jorelaang en Thema, dat manner wéinst der juristescher Struktur, mee éischer well déi bestoend Raimlecheite bis haut de Bedürfnisser vun dëser Konscht net ugepasst sinn. D'Aarbechte fir d'Schafe vun neie Säll sinn zwar amgaangen, ma et huet een awer dacks aus der Zeen eng gewëss Ongedold matgedeelt kritt. Mir erwaarden eis jiddedalls, dass der Danzzeen hei zu Lëtze-

buerg infrastrukturell ka gehollef ginn. En neit Gesetz, en neie gesetzleche Kader ass gutt, ma et muss sech natierlech och eppes um Terrain konkret doen. Mir sinn awer zouversichtlech, datt sech do eppes ka verbessern.

Léif alleguer, Dir frot Iech och bestëmmt, firwat en eenzelt Gesetz fir all eenzelt Etablissement noutwendeg ass. Et ass effektiv besser, datt all Haus, all Institut, säin eegent – säi spezifesch – Gesetz huet, fir eeben och eng kloer Visibilitéit no baussen ze hunn. Sollten eventuell och zousätzlech Missiounen fir en Institut derbäikommen, da kann een direkt an dat spezifesch Gesetz eragoen an eeben dorunner eppes änneren.

Och am Kulturentwécklungsplang 2018–2028 steet an der Recommendation – ech mengen, et ass d'Recommendatioun Nummer 12 –, et sollt een iwwerleeën, d'Rechtsformen an d'Funktioen vun den institutionelle Kulturorganisatiounen ze iwwerdenken. Sou gesäit de KEP vir, datt Haiser an Institutiounen, déi souwiso schonn öffentlech Missiounen iwwerhuelen, zu engem groussen Deel net nëmmen en nationalen, ma och en internationale Public unzéien, och de juristesche Kader eebe vun enger öffentlecher Institutioun solle kréien.

Doriwwer eraus ass et jo sou, datt all fënnef Haiser elo scho jorelaang zu engem groussen Deel vum Staat finanziert ginn, an dofir gesäit d'DP de Sënn fir dës Ännerung an domadder de gesetzleche Kader op alle Fall an. Well och schonn haut an de jeeweilege Verwaltungsreit Membere vum Staat vertruede sinn, versteet een also duerch de Besoin, fir aus de Kulturhaiser Etablissements publics ze maachen.

Domat wier vum eiser Säit alles gesot an dofir ginn ech dann och direkt den Accord vun eiser Fraktioun zu dëse fënnef Gesetzestexten. Der jonker Presidentin vun der Kulturkommissioun, déi dat fënnef Joer laang gutt a mat vill Gentillesse gemaacht huet, wollt ech nach eng Kéier en extrae Merci soen an da soen ech och Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Bauler. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Wannechgelift.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, Kultur ass e wichtige Bestanddeel vun enger demokratescher a pluralistescher Gesellschaft. Si dréit weesentlech zur Meinungsfreiheet an doriwwer eraus zum intellektuelle Räichtum vun eisem Land bäi. Dir Dammen an Dir Hären, dëst hunn ech schonn op anere Plaze méi dacks gesot an ech fannen et och wichteg, dat ëmmer erëm ze widderhuelen; dat ass net nëmmen en eidele Saz, mee dat ass fir mech eng ganz wichteg Ausso: Ouni Konscht a Kultur si mer en aarmt Land! An ech mengen, dat kann heibanne jiddweree mat ënnerschreien. An eis Kulturinstitutionen gehéieren ouni Zweifel och do derzou!

An deene fënnef Projet-de-loien, déi mer dann elo hei virleien hunn, schwätze mer iwwer fënnef Kulturinstitutionen, déi u sech net méi aus eiser kultureller Landschaft ewechzedden sinn: de Casino, de Mudam, d'Rotonden, den Théâtre national an den TROIS C-L.

Andeems dës fënnef Institutiounen en Établissement public ginn, kréie se domat eng stabill gesetzlech Grondlag, eng eege Personal... – sou, lo schwätzen ech e bësse méi lues, dann tuddelen ech och net –, ...

(Interruptions)

... eng eege Personalitéit juridique, eng Professionaliséierung an och eng méi effikass Gestiou, ënnerstëtzt vun enger staatlecher finanzieller Participatioun.

Dëse Changement hin zu engem Établissement public schreift sech an d'Beméiung vun deene leschte Joren an, de Kultursecteur ze professionaliséieren. De Statutt vun engem Établissement public festegt och nach eng Kéier déi artistesche a kulturell Onofhängegkeet vun de jeeweilege Kulturinstitutionen.

Als LSAP ass et an dësem Kontext och wichteg, dass de Conseil d'administration équilibréiert zesummege-sat ass. Et ergëtt sech vum selwen, dass Vertrieeder a Vertrieederinnen aus dem Ministère am Conseil sinn. Gradesou selbstverständlech ass et an eisen Aen awer och, dass Persounen aus der Kulturzeen am Conseil erëmzefanne sinn.

Vu dass vun elo u Schwarz op Wäiss festgehalten ass, dass d'Vertrieeder a Vertrieederinne vun dem Ministère vun hirer Funktioun am Staatsdëngscht net de jeeweilegen Établissement public kontrolléieren oder Paiementer en faveur vum Etablissement accordéieren dierfen, dierft de Risk vun der staatlecher Surveillance aus dem Wee geraumt sinn.

Och elo schonns hunn déi concernéiert Kulturinstitutionen alleguer Missiounen an Aktivitéiten erfüllt, déi ganz no un engem Service public stoungen. An deem Kontext muss een natierlech och an der nächster Legislaturperiod kucken, ob et net nach aner kulturell Acteure gëtt, déi eng wichteg Missioun um nationale Plang erfüllen an dëser Missioun eventuell och nach besser kéinten nokommen, wa se dann eeben en Établissement public wäeren. Ech denken do beispillsweis en de Centre national fir Industriekultur, awer net nëmmen deen; et gëtt sécherlech nach aner.

Dës Gesetzer sinn dann awer och eng Suite vun der Recommendation Nummer 12 vum Kulturentwécklungsplang, wou mer jo de Moie vun der Kulturministesch zu Iechternach e ganz interessante Bilan virgestallt kritt hunn. Wéi och meng Virriedner gesot hunn – a virun allem och d'Rapportrice Djuna Bernard, där ech och heimadder Merci soe fir hire ganz gudd schréftlechen a mëndleche Rapport –, gëtt elo d'Tutelle vun der Ministesch an d'Gesetz ageschriwwen. Verschidden Decisiounen mussen dann awer och eng Approbatioun vum Ministère kréien sou wéi d'Investissementsprogrammer, d'ASTellen oder Licenciéiere vun Direkteren oder nach zum Beispill déi generell Politick vun der Institutioun. De Conseil de Gouvernement muss dann och d'Konten an Emprunten approuvéieren an d'Institutiounen gi vun der Cour des comptes kontrolléiert.

Ech kéint elo nach ganz vill a ganz laang iwwert déi eenzel Institutiounen schwätzen – dat ass jo och scho ganz vill gemaach ginn, et ass awer wichteg, verschidde Saachen nach emol ze widderhuelen -: de Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, dee jo säit dem Kulturjoer 1995 besteet an deen déi zäitgenëssesche Konscht promovéiert; de Mudam, deen och an den 90er-Jore gegrënnt ginn ass an iwwer eis Grenzen eraus duerch seng Architektur an awer och duerch seng Programmatioun erausstécht; den Espace culturel des Rotondes, dee jo och op e Kulturjoer zréckzeféieren ass an zwar op dat vum 2007, deen en Uert fir d'Kreatioun ass an de Beräicher Theater, Musek, Arts plastiques, digital a visuell Konscht an och op Participatioun setzt, fir ganz Jonker an och nach manner Jonker; den TNL, dee jo dann och no 1995 vum Frank Hoffmann gegrënnt ginn ass a sech virun allem eeben der Theaterkonscht consacréiert, an zum Schluss dann den TROIS C-L – Maison pour la Danse, déi jo aus dem „Théâtre dansé et muet“ entstanen ass, wou d'Kreatioun um nationalen an internationale Plang steet ronderëm den Danz a mam Danz.

Ech denken awer, dass et dat Allerbescht ass – an dat, mengen ech, huet d'Madamm Presidentin vun der Kulturkommissioun och scho gesot –, wa jiddereen,

wann dat nach net de Fall war, dës an déi aner Kulturinstitutione besiche geet a sech op der Plaz vun hiren Offeren iwwerzeege léisst. Dat ass dat Besch, wat ee ka maachen!

Et brauch eis Kulturinstitutionen an hirer Gesamtheit, fir méiglechst breet all kulturell Disziplinen an all kulturell Gouten ofzedecken. Et ass keng Institution méi oder manner wäert wéi eng aner, well et kënnt op se alleguerten un. Dofir ass d'Komplementarität an d'Kollaboration tëscht den Institutionen och esou wichteg!

Et ass och esou wäertvoll, och mat Kanner a Jugendliche Konscht a Kultur ze genéissen. Dat dréit zu enger wichteger Bildung bäi, déi Kanner a Jonken hëllef, hir Perséinlechkeet ze bilden an ze entwéckelen. D'Konscht ass a bleift e wonnerbare Vecteur, fir eis Wäerter vun Toleranz an Oppenheet ze affirméieren. De Gao Xingjian, Schrëftsteller a Literaturnobelpreisträger, huet an engem bekannte Buch gesot: „La culture n'est pas un luxe, c'est une nécessité.“

(Interruption)

Ofschléissend wëll ech dann all de Mataarbechter an de ville Benevollen, déi an der Konscht an an eise Konschtinstitutionen täteg sinn, Merci soe fir hiren onermiddlechen Asaz an Engagement am Sënn vun der Konscht an der Kultur.

Ech profitéieren dann och haut hei dervun, der Presidentin Merci ze soen. Ech war net déi fënnf Joer derbäi, mee déi lescht dräi Joer derbäi. Et war wierklech eng flott Kommissioun, wou mer vill flott, interessant Gespréicher haten, och Visitten haten. Mir hunn eis ganz gutt ausgetosch. Dat heescht: der Presidentin, de Sekretären, all eise Memberen an och der Ministesch en décke Merci fir déi wäertvoll Aarbecht, déi mer am Sënn vun der Kultur gemaach hunn.

An da ginn ech natierlech selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktion fir dës Gesetzer an ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Konscht ass et jo och, net alles ze widerhuelen, wat scho gesot ginn ass, a sech sou kuerz ze faasse wéi méiglech. Ech probéieren, dat dann och hei ze maachen.

Ech wëll awer un dräi Saachen erënneren, déi dës Konschtpolitik an der leschter Zäit e bësse gepräagt huet.

Dat Éischt ass dat, wat an d'Verfassung ageschriwwen ginn ass. Do ass ageschriwwen ginn: „en Accès op d'Kultur“, a leider net: „d'Fräiheet vun der Kultur“ – wat mer bedauern.

Dat Zweet, wat ech wëll uschwätzen, dat ass, dass mer vum Ministère en Deontologiekodex haten, deen dach awer eng politesch Richtung ugëtt, wou mer awer der Meenung sinn, dass de Ministère an de Staat sech sollen, wat den Inhalt ugeet, eraushalen aus alle méigleche Kulturinstitutionen, an och vum Inhalt hier.

An déi drëtt Saach dann, wou ee sech Froe ka stellen, dat ass dat, wouriwwer mer elo hei haut decidéiere sollen – an dat ass och dat, wat een och e bëssen héiert aus verschiddene Kreesser –: Ass et net e bëssen och d'Richtung vun enger Verstaatlechung vun de kulturellen Institutionen hei am Land? An ass dat wierklech gutt? Kritt de Staat doduerch nach eng méi staark Emprise op d'Kultur hei am Land?

Ech mengen, dass et allgemeng wichteg ass, dass d'Kultur eng Distanz huet zum Staat, zur Politick, besonnesch zur Regierung. Et ass, wéi dat och scho gesot ginn ass: D'Kultur ka kritesch sinn. D'Kultur muss och guet net tolerant sinn oder oppe sinn. Dat verlaangt keen. Si ka fräi sinn a si soll kritesch sinn. An d'Zil ass natierlech, dass mer eng Kultur hunn, déi sou wäit wéi méiglech onofhängeg ass an doduerch och fräi ass.

(Interruption)

Elo wësse mer awer natierlech alleguerten, dass hei am Land warscheinlech ganz, ganz wéineg Kënschtler wierklech kënnen finanziell onofhängeg vum Staat oder vu soss Hëllef liewen. A bei den Institutionen ass et jo d'selwecht. Dat heescht, et ass e bëssen en Dilemma, wann ee seet: „Mir hätte gär eng onofhängeg Kultur, déi keng Sue kritt“, well se eeben dann net kann existéieren. Mee dat wier vläicht d'Zil. An et ass, mengen ech, duerfir, wou mer eis och wëllen asetzen: dass esou wäit wéi méiglech eeben d'Kultur vun der Politick Distanz hält.

Wat awer elo hei ..., wou ech mech elo gefrot hunn, och wéi mer hei sollen ofstëmmen, dat ass: Ech hätt elo gär hei haut héieren, wat dann elo wierklech de Grond ass fir déi heite Saach, dass déi ASBLen zu engem Établissement public ginn. Et sinn och Grënn genannt ginn. Ech muss Iech awer leider soen: Déi hu mech elo net wierklech iwwerzeegt.

(Interruption)

An dat heescht, ech weess net wierklech, wat de Grond ass. An dofir géif ech hei och virschloen – dat mécht der Kaz jo och kee Bockel –, dass mer eis géifen enthalen. Ech wëll awer nach zum Schluss preziséieren, dass mer absolutt handelen am Interessi vun der Kultur an och fir d'Fräiheet vun der Kultur. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabeler Fred Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Wannechgelift, Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och ech schlësse mech de Merci-Wierder un un eis Presidentin, un d'Ministesch natierlech och an all hir Leit, déi laang heidru geschafft hunn, an och un eis Kommissiounssekretärin, effektiv, déi och hei mat dru geschafft huet.

Jo, mat dëse fënnf Gesetzer ginn dann de Mudam, de Casino, den TNL, den TROIS C-L an d'Rotonden zu Etablissement-publiken. Dës fënnf wichteg Kulturinstitutione ware bis elo entweeder Fondationen oder ASBLen. Si hunn also ënner engem privatrechtleche Statutt funktionéiert, an dat obwuol hire Finanzement quasi exklusiv duerch öffentlech Gelder geschitt ass.

An et gëtt och endlech dem Rapport ..., pardon, ech hunn e Saz iwwerspronnen.

(Hilarité)

D'Kulturministesch huet jo dann och heimadder u sech e Punkt – de Punkt 12 – vum Kulturentwécklungsplang ëmgësat. An en plus, wat nach derbäikënn, ass jo, dass endlech dem Rapport vun der Cour des comptes iwwert déi parastaatlech ASBLen Rechnung gedroe gouf. Well dëse Rapport, dee vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ugefrot gouf, huet 2008 scho gesot, dass ASBLen wéi de Casino oder d'Rotondë missten zu Etablissement-publike gemaach ginn, well hire Finanzement bal ausschliisslech öffentlech ass, well d'Conseil-d'administratione vun dësen ASBLen souwisou scho besat si wéi déi vun engem Établissement public a well se och wichteg Missions de service public am Beräich vun der Kultur erfëllen.

Här President, d'Cour des comptes hat deemools geschriwwen, dass de Choix vun enger ASBL nozevoll-zéie war, fir esou Kulturinstitutionen ze lancéieren an duerch eng Transitionensphas ze féieren, déi am Fall vun de Rotonden zum Beispill mam Bezéie vun de Gebaier zu Bouneweg an de Rotonden eeben opgehale huet. Déi Transitionensphase sinn natierlech och fir déi aner Kulturinstitutione scho laang ofgeschloss. Den TROIS C-L, den TNL an de Casino si Mëtt den 90er-Jore gegrënnt gi ronderëm d'Europäesch Kulturhauptstad 1995. Dat si bal 30 Joer hier. D'Rotondë sinn 2007 fir d'Kulturhauptstad entstanen, de Mudam huet seng Dieren 2006 opgemaach. Et ass also héich Zäit ginn a mir begrëissen, dass endlech Neel mat Käpp gemaach gi sinn.

Et huet nämlech eng Rei vun net onwichtige Virdeeler, dass dës fënnf Institutionen elo zu Établissement-publike gemaach ginn. Deen éischten ass vläicht dee vun der finanzieller Transparenz – en ass schonn ugedeit ginn. Établissement-publike gi jo vun der Cour des comptes kontrolléiert, wat jo och normal ass, well se mat öffentleche Gelder funktionéieren. Wat mat deene Gelder, déi an dës Institutione gestach ginn, geschitt, gëtt dann eeben an aller Transparenz nogekuckt.

Deen zweete grouse Virdeel ass dee vun der finanzieller Perennitéit. Eemoleg ASBLen mussen elo net méi fäerten, dass si hir Konventionen no ënne revidéiert kréien, an hunn also eng méi grous finanziell Sécherheet a Planungsméiglechkeet, fir hir wichteg öffentlech Funktioun auszefëllen. An dës Sécherheet gëllt natierlech och fir all déi Leit, déi do schaffen.

Da gëtt och gesetzlech festgehale, dass de Staat gutt representéiert ass an deene CAen. Dës Kulturhaiser ginn also wierklech institutionaliséiert, wéi sech dat gehéiert, wann een eng wichteg öffentlech Missioun erfëllt.

Här President, e weidere wichteg Grond, ofgesi vun der finanzieller Transparenz a Sécherheet, sinn u sech d'Salaires- an d'Aarbechtsbedéngungen. Am Kultursecteur schaffen nämlech vill héich qualifizéiert Leit, déi hir Missioun mat Enthusiasmus ausfëllen, mee net onbedéngt esou bezuelt ginn, wéi dat eigentlech misst sinn. Dat ännert sech dann och elo mat dësem Gesetz, an och dat begrëisse mir ausdrécklech.

Aus deem, wat ech elo gesot hunn, geet natierlech kloer ervir, dass mir dëst Gesetz matstëmmen – oder éischer dës Gesetzer matstëmmen. Bei déi Lénk stoung dës Fuerderung un éischer Stell am Kulturwalprogramm 2018. D'Salariéé gewonnen, d'Kultur gewonnen, well d'Influenz vun private Sektor och méi kleng gëtt an d'Kultur esou net einfach zu engem banale Bien de consommation degradéiert gëtt. Ech hoffen, dass ech konnt den Här Fred Keup iwwerzeegen mat dëse Virdeeler, wann en net schonn iwwerzeegt war. Mir begrëissen dëst Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabeler Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als éischt emol merci un d'Rapportrice fir net nëmmen ee Rapport, mee fënnf Rapporten, a gläichzäitig souwuel schrëftlech wéi mëndlech. Datt et déi lescht sinn, mécht natierlech dat Ganz ëmmer e bësse méi emouvant, mee ech mengen, datt et warscheinlech net déi allerlescht sinn, déi aus Ärer Fieder hei an der Chamber wäerte presentéiert ginn.

Mat deene fënnf Projets de loi, déi och sequentiell numerotéiert sinn, sollen da verschidde kulturell Ariichtunge jeeeweils zu engem Établissement public

ginn. An ech kann Iech direkt soen: Mir wäerten net nëmmen eemol Jo soen haut, mir soen direkt fënnemol Jo, well et mécht och einfach Sënn. Meng Virriednerinnen hunn et gesot: Et ass eppes, wat net nëmme vun de Partie gefuerdert gouf, et ass och eppes, wat vum Secteur gefrot war, an et ass och eppes, wat vun der Cour des comptes recommandéiert gouf, an dat scho viru fënnef Joer.

Mir gesi jo och an anere Secteuren, wat geschitt, wann een ASBLen huet, déi zu 100 % vum Staat subventionéiert ginn a gläichzäitig nach aner Verflechtungen hunn. Ech zitieren do just den Educationsecteur mam Science Center an dräibuschtawege Firmen, déi do hannendrunhänken. Ouni wëllen an den Detail ze goen: Et ass wichteg, datt an alle staatlech subventionéierte Secteuren Transparenz herrscht. Et muss Transparenz herrschen, wou d'Suen higinn, et muss awer och eng Autonomie herrschen, datt Konscht a Kultur sech kënnen selwer entwéckelen. Et soll net zu enger Amëschung duerch d'Politick kommen an deemtspriechend ass en Établissement public, änlech wéi dat beim 100,7 de Fall ass, änlech wéi dat bei aneren Organismen de Fall ass, déi beschtechtsform, well et eis einfach eng gewëssen Onofhängegkeet garantéiert. Et garantéiert eng Sécherheet fir déi Leit, déi do schaffen, an et garantéiert natierlech och, datt déi Suen, déi se kréien, rasonabel a virun allem transparent verwalt ginn.

Deemtspriechend wëll ech Iech net weider langweile mat den techneschen Detailler, déi ganz gutt presentéiert goufen. Also, ech kéint elo nach hei op dräi Säiten de Rapport nach eng Kéier maachen. Ech erspueren Iech dat. Ech kann Iech soen: Ech si ganz frou, datt dat heiten trotzdeem, obwuel et vläicht e bësse méi laang gedauert huet, wéi deen een oder anere sech dat erwaart hat, elo haut nach d'Luucht gesäit, datt mer déi Projeten iwwert d'Zillinn kréien, an dofir ginn ech eisen Accord an ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Clement. Domadder wier d'Lescht vun den Orateuren vun den Deputéierten ofgeschloss.

An ech ginn der Madamm Minister d'Wuert. Wann ech gelift, Madamm Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, schéine gudder Mëtten. Ech sinn natierlech frou, Iech kënnen um Enn vun dëser Legislaturperiod nach weider fënnef Gesetzesprojeten an der Kultur ze ënnerbreeden, wou eeben déi fënnef nei Établissement-publicke geschafte ginn.

Dir hutt scho vill iwwert déi eenzel Haiser geschwat, erlaabt mer, nach eng Kéier e bëssen zrëckzekommen och op de Kader vun deem Ganzen, d'autant plus well haut e bëssen deen Dag ass. De Moien hate mer d'Kulturassisen, déi véiert Kulturassisen generell – mir hu jo och ëmmer erëm sektorieller. An dat war och d'Occasioun, de Bilan ze zéie vun der éischter Hallschent vum Kulturentwicklungsplang, dee jo d'Zäit 2018 bis 2028 couvériert, deen och nach op meng Virgänger, de Guy Arendt an de Xavier Bettel, zrëckgëtt, déi dee beim Jo Kox an Opdrag ginn haten, an dee mer elo als Kompass hate fir ëmzesetzen iwwert déi lescht fënnef Joer an deen – dat hu mer och de Moien deene vun Iech, déi derbäi waren, och gesot – bis elo zu 60 % ëmgesat ass.

Et läit dëser Regierung extreem um Häerz, dass souwuel Kulturschafender wéi och Kulturinstitutionen e beschtméigleche Kader virfannen, fir hir kënschtlech Aktivitéite kënnen auszeüben. An dësem Sënn hat Der jo schon an dëser Legislaturperiod, de 6. Dezember, an dësem Plenum iwwert de sougenannte Kënschtlerstatutt hei eng nei Reform gestëmmt an

och d'Gesetz iwwert d'Kulturinstitutionen – e bëssen de Pendant dann zu den Établissements publics um Niveau Verwaltung. Déi virleidend Gesetzentwurf, déi d'Émwandlung vun der Forme juridique vun der ASBL respektiv der Fondation an déi vum Établissement public vun am Ganze fënnef Kulturhaiser zum Zil hunn, reie sech also an dës Efforten an, fir e besseren institutionelle Kader an der Kultur ze schafen.

Och steet eeben an deem faméise KEP, dee jo zesumme mam Secteur ausgeschafft gouf – dat ass d'Recommandatioun 12 –: „mener une réflexion sur les formes juridiques et le fonctionnement des institutions culturelles (État, communes, secteur conventionné, secteur non-conventionné)“, an e stellt kloer eeben d'Fro vun der Gouvernance vun de Kulturhaiser, déi eng Konvention mam Ministère hunn, déi eng national Envergure hunn an déi och Gebailechkeeten hunn, déi dem Staat gehéieren, an deene se schaffen an de Public empfänken.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dir hutt och schon alleguerten – oder vill vun Iech – vun der Recommendation vun der Cour des comptes geschwat, déi eeben och déi Konkusioun gezunn hat, wat de Casino an d'Rotonden ubelaangt. An et ass jo no Argumenter gefrot ginn. D'Cour des comptes gëtt jo hei gären zitéiert, wa se een arrangéiert; ech sinn der Meenung, et kann een dat net just au choix kucken: „Si le recours à la forme juridique de l'ASBL a pu se justifier à l'époque de sa création, le Casino est devenu au fil du temps un organisme semblable à d'autres établissements culturels.“ Dat war, wéi gesot, schon 2008. „Dès lors, la Cour est d'avis que le Casino devrait à l'avenir revêtir la forme juridique de l'établissement public sans pour autant perdre la flexibilité requise pour satisfaire les attentes du public.“ An dass en Établissement public och ka ganz flexibel sinn, dat beweisen déi bestoend Établissement-publicke wéi d'Rockhal oder och nach Neimënster.

Op d'Grënn, d'Motiver, firwat d'Rechtsform vun engem Établissement public bei deene fënnef Haiser méi adaptéiert ass wéi de Statutt vun der ASBL oder der Fondation, ginn ech dann och nach eng Kéier kuerz an.

Fir d'éischt emol den institutionelle Volet: Et handelt sech bei deene fënnef Haiser ëm Kulturinstitutionen, déi laut hire Statuten an de Konventionen, déi se mat dem Staat an der Gemeng ofgeschloss hunn, haut schon als privatrechtlech Veräiner oder Fondatione Missionen an Aktivitéiten ausüben, déi dem Service public zouzerechnen sinn, also am allgemengen Interesse vun der Bevëlkerung sinn, dat op d'mannst emol fir déi Mënschen, déi der Meenung sinn, dass d'Kultur am allgemengen Interesse vun der Bevëlkerung ausgeübt gëtt. Dir wësst, dass ech absolutt zu deene gehéieren.

Den organisatoresche Volet, do setzt sech de Verwaltungsrout vun den ASBLen oder der Stëftung och elo schonn zu groussen Deeler aus Vertrieeder, déi vum Staat oder bei de Rotonden och der Stad Lëtzebuerg genannt sinn, zesummen.

Beim finanzielle Volet ass et esou, datt e Groussdeel vun de finanzielle Mëttele vun den Institutionen sech aus enger järelecher finanzieller Subvention vum Staat, a bei de Rotonden eeben der Stad Lëtzebuerg, zesummesetzen. Dës Subvention eleng mécht tëschent 80 % an 90 % vum Budget vun den Établissements publics aus. Zesumme mat den Établissements publics, déi schon existéieren – eebe Kultur | lx, Neimënster, d'Philharmonie, d'Rockhal –, wäerten déi fënnef nei Haiser bal 30 % vum Budget vum Kulturministère ausmaachen.

D'Merkmaler vun deenen Haiser – et kënt jo och nach dat mat de Gebailechkeeten derbäi, dat hunn ech Iech

scho gesot –: Déi hiewe sech däitlech of vun aneren ASBLen, déi mer am Secteur hunn. D'Madamm Modert huet d'Fro gestallt, ob elo nach aner ASBLen a Fro kéimen. De Moment elo direkt gesinn ech keng, mee ech ka mer awer virstellen, en fonction vun der Evolution vun deenen engen oder aneren, dass sech déi Fro hei an e puer Joer nach eng Kéier wäert stellen. Mee do muss ee vläicht nach e bësse waarden op d'Evolution vun deenen eenzel Haiser, déi sech gebilt hunn an der Lescht oder déi nach an der Maach sinn.

Si gehéieren och zu deene bekanntsten, gréissten a beschtechte Kulturinstitutionen vum Land. An et handelt sech ëm Institutionen aus deenen ënnerschiddlechste Konschtsarten. Zwou vun hinnen, de Mudam an de Casino, sinn der zäitgenëssescher Konscht gewidmet, hunn awer ganz ënnerschiddlech Approchen. Dat eent ass e Musée mat enger Kollektion, déi mëttlerweil eng international Unerkennung huet. De Casino ass éischer eng Konschtal – pardon, Esch –, déi 1995 als Provisorium gegrënt gi war an déi awer och haut net méi ewechzedden ass, déi eng ganz grouss Plaz wierklech der aktueller Kreatioun araut, an och ganz intensiv der nationaler aktueller Kreatioun mat reegelméisseg och Ausstellung vu Lëtzebuerg Artisten.

Do war och d'Fro gestallt gi vun der Madamm Modert iwwert den Display. Dat funktionéiert ganz gutt. Vläch e gudden Exempel vum Fonctionéieren: Dir wësst, dass et en Deel ..., also et ass eng Residenz virgesinn, wou en Artist kann hi wunne komme während enger Zäit a schaffe kommen. Deen éischen, deen do war, dat war den Andrea Mancini. Dat ass deen, deen elo och ausgewielt ginn ass, fir Lëtzebuerg ze verriede bei der nächster Biennale vum Venedeg, soudass de Casino do eng ganz gutt Nues hat bei deem éische Choix. Am Moment ass et d'Océane Muller, dat do ass. An et ass och eng Institution, déi der Recherche gewidmet ass, dem Echange mat de Konscht-schoulen aus der Groussregion.

Dann natierlech den Théâtre national, deen e bëssen eng aner Entsteungsgeschicht huet; ech gesinn de Frank Hoffmann do uewen op der Tribün, an hien huet dat wierklech 1996 mat e puer Gläichgesënnten opgebaut, huet sech den „national“ einfach emol ënner den Nol gerappt an zurecht deen Theater wierklech och zu engem extreem positive Lieu de création gemaach, wou vill probéiert gëtt, wou och Jonker eng Chance kréien, wou hie selwer och oft seng Fangeren am Spill huet. Et ass ëmmer erëm eng Freed, den zäitgenësseschen Theater an den Théâtre national kucken ze kommen, wou och mat Jonke geschafft gëtt, mat Kanner, mat Jugendlechen. Et ass eng formidabel Initiativ. An ech si ganz frou, dass och dee Projet elo kann als Établissement public evoluéieren.

Dann natierlech d'Rotonden, déi och erëm aus der Dynamik vum Kulturjoer entstanen sinn, wéi de Casino. Mir hunn elo virdu vun der Madamm Modert do nach e puer Detailler kritt, wéi dat alles gangen ass, mee och do gesäit een, wéi eng Institution evoluéiere kann, sech dem Zäitgescht kann upassen, an et ass extreem flott. Ech si jo vläicht e bësse befaangen, well ech net ganz wäit dovun ewech wunnen, mee ze gesinn, wéi eng Plaz dee Lieu am Quartier ageholl huet, wéi eng Plaz dee Lieu vis-à-vis vun de Kanner an de Jonken ageholl huet, mat och Kreatiounsart a -weisen a Kultursparten, wou een elo net direkt drun denkt, wéi den Zirkus oder d'Märercher ... Et gëtt och vill ronderëm déi digital Konscht gemaach, soudass si ëmmer erëm nei Weeër sichen, nei Moyene sichen, fir de Public méi breet opzustellen a fir eng nach besser Transmissioun ze maachen. An et ass wierklech de grouse Fokus op Kannerspektakelen, déi net aus der Kulturzeen méi ewechzedden sinn.

An net wäit ewech, eng aner Bouneweger Institution – ech versprieden Iech, et huet näischt mat hirem Lieu de résidence ze dinn –, dat ass natierlech och den TROIS C-L an der schéiner Bananefabrik. Entstanen 1994 als „Théâtre dansé et muet“ huet e sech a well 30 Joer zum Centre névralgique vum zäitgenësseschen Danz developpéiert. An och dës Institution huet extreem vill derzou bäigedroen, dass den Danz haut zu Lëtzebuerg déi Positioun huet, déi en huet, si huet vill Dänzer op enger Professionaliséierung begleet, soudass Lëtzebuerg eng fest Plaz an der internationaler Danzseen huet. An och hei hoffen ech, dass mer duerch d’Kreatioun vum Établissement public dës Institution op nach méi sécher Féiss kënnen stellen.

Fir eng sëllege vun dësen Haiser goufe scho virun etleche Joren Avant-projet-de-loien ausgeschafft, d’Madamm Modert hat dat och scho gesot – et sollt ni zu engem fäerdege Gesetz kommen. An natierlech hate mer vill Diskussiounen mat deenen eenzelen Haiser iwwert d’Avantagen, d’Desavantagen – de Steph Meyers huet dat de Moien och nach eng Kéier bei den Assisé rappeléiert – a si hu sech alleguer d’Fro gestallt: „Ass et opportun? Solle mer et maachen? Wat sinn déi positiv an déi negativ Aspekter?“ A mir hunn am Dialog d’Decisioun geholl, dës Haiser eeben elo duerch déi Gesetzer, iwwert déi Dir haut ofstëmmt, ze perenniséieren. An ech fannen dat eng extreem positiv Saach.

Vläicht nach just kuerz ...

A jo, Dir hat nach d’Fro gestallt iwwert d’Rotonden, de Chantier; och wierklech en ambitiöse Projet, déi zweet Rotonde, déi elo restauréiert gëtt, ëmgebaut gëtt, fir kënnen de Rotonden och méi Plaz an aner Espacen zur Verfügung ze stellen. An dee Chantier soll Enn nächst Joer ugoen, da sinn d’Rotondé fir zwee, dräi Joer zou. Dat ass en neien Defi fir si, wou si da probéieren wäerten, sech op anere Plazen an néierzelossen. Mee dat wäert och nach zur Perennisiatioun an zur Expansioun vun deem Établissement public absolutt bäidroen.

Wat mer awer ganz wichteg ass ze ënnersträichen, well dat hei awer bei enger Interventioun esou iergendwéi duerchgeschéngt huet, wéi wann et elo hei drëms géing goen, d’kënschtleresch Fräiheet anzeschränken: Ech fannen dat grad vun där Säit natierlech eng interessant Ennerstellung, wann ee weess, dass grad riets-konservativ Parteien uechter Europa ëmmer nees derfir suergen, dass d’Konschtfreiheet ageschränkt gëtt, sief et well Budgete gekierzt ginn, well Ausstellungen, Kënschtler a Fro gestallt ginn, well se net dat representéieren, wat déi riets-konservativ populistesche Parteien sech virstellen, dowéinst fannen ech dat natierlech en interessante Virwurf. Mee vläicht misst ee rappeléieren, wat am Artikel 1 drasteet vun deene Gesetzer, déi Der stëmmt: „L’établissement [...] bénéficié de la liberté artistique.“ An dorëms geet et!

Hei ass just den institutionelle Kader, hei gi Suen zur Verfügung gestallt, hei gëtt verwaltungstechnesch alles méiglech gemaach, dass déi Haiser sech kënnen fräi entfalten, alles maachen, fir eng oppen, fräi Gesellschaft ze representéieren, fir ze picken, wou et wéideet, fir esou oppen an divers ze sinn, wéi se dat Loscht hunn ze sinn. An et geet mat Sécherheet net drëm, dass de Ministère oder iergendeen hinne virschreift, wat se solle maachen oder net solle maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministère de la Culture | An dat selwecht géllt d’ailleurs fir de Code de déontologie. Och do steet expressis verbis dran, dass d’Liberté artistique vun deene konventionéierten oder fräiwëllege Signataire – fräiwëlleg an deem Sënn, dass se keng Konvention mat eis hunn, dat heescht, déi sech vu sech aus un eis adresséiert hunn, fir dee Code de déontologie ze ënnerschreien –, 123 un der Zuel à ce jour, dass

d’Fräiheet vun der Konscht, vun der Kultur vun deenen Haiser, d’Liberté artistique, net a Fro gestallt ass.

Dës Gesetzer sollen, wéi gesot, den 1. Januar a Kraaft treden. Bis dohinner bleift also nach e bëssen Aarbecht um administrative Plang. Ech soen Iech jiddwerfalls e ganz grouse Merci fir déi grouss, breet Zoustëmmung fir d’Stärkung vun der Lëtzebuurger Kulturzeen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. D’Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun deene verschiddene Projeten.

Da fänke mer u mam Projet de loi 8188. Den Text steet am Document parlementaire 8188³.

Vote sur l’ensemble du projet de loi 8188

D’Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8188 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer bei de Projet de loi 8189. Den Text steet am Document parlementaire 8189³.

Vote sur l’ensemble du projet de loi 8189

D’Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dese Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8190. Den Text steet am Document parlementaire 8190³.

Vote sur l’ensemble du projet de loi 8190

D’Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8190 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8191. Den Text steet am Document parlementaire 8191³.

Vote sur l’ensemble du projet de loi 8191

D’Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8191 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth,

Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8192. Den Text steet am Document parlementaire 8192³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8192

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8192 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Elisabeth Margue), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Dispense du second vote constitutionnel des projets de loi 8188, 8189, 8190, 8191 et 8192

Freet d'Chamber d'Dispens vun deene Projet-de-loien, vum 8188, vum 8189, vum 8190, vum 8191 a vum 8192?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer awer elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 4., 5. a 6. Juli vir-gesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.15 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Bilan d'application de la loi sur la protection des animaux	7597	Jeff Engelen	50	Flux migratoires	7770	Charles Margue	57
Autorisations de la CNS	7755	Martine Hansen, Max Hengel	50	REVIS en fonction de la communauté domestique	7771	Nathalie Oberweis	58
ChatGPT et protection des données	7757	Diane Adehm, Laurent Mosar	51	Campagne « Zesumme spueren, zesammenhalen »	7772	Marc Goergen	58
Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire	7758	Sven Clement	51	Incident sur la « Nordstreck »	7773	Carlo Weber	58
Promotion de l'enseignement précoce	7759	Sven Clement	52	Consommation de médicaments psychotropes par des enfants et adolescents	7774	Max Hengel	59
Aide humanitaire pour la Turquie et la Syrie	7760	Nathalie Oberweis	52	Archéologie préventive introduite avec la loi relative au patrimoine culturel	7775	Marc Lies, Martine Hansen	59
Arrêt n° 00177 du 3 mars 2023 de la Cour constitutionnelle concernant la loi sur l'organisation militaire	7761	Claude Lamberty, Gusty Graas	53	Facturation de la consommation d'eau par les communes	7776	Marc Goergen	60
Bilan de l'immigration 2022	7762	Claude Wiseler, Marc Spautz, Paul Galles	53	Centre de données de Google à Bissen	7777	Laurent Mosar	61
Informations concernant l'accès aux structures d'accueil	7763	Nathalie Oberweis	53	Compte épargne-temps (CET) auprès de l'armée	7778	Marc Goergen	61
Commissions consultatives communales d'intégration et Conseil national pour étrangers	7764	Nathalie Oberweis	54	Clauses abusives en droit de la consommation	7779	Sven Clement	61
Contrôles de vitesse dans les zones 30	7765	André Bauler, Claude Lamberty	55	Mobilité transfrontalière en matière de logement	7780	Mars Di Bartolomeo	61
Gardiennage des sites de l'ONA	7766	Sven Clement	56	Actes notariés	7781	Elisabeth Margue, Marc Lies	62
Augmentation des prix de certains produits alimentaires	7767	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	56	État de protection du patrimoine culturel	7782	Djuna Bernard, François Benoy	63
Contrôle de camions	7768	Mars Di Bartolomeo	56	Classes d'efficacité énergétique	7783	Laurent Mosar	65
Activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi	7769	Sven Clement	57	Protection de la vie privée	7784	Sven Clement	65
				Prolongation de l'indemnité de chômage	7785	Sven Clement	65
				Mesures de sécurité dans le cadre de la ligne ferroviaire du Nord	7786	André Bauler	66
				Projet de construction d'un nouveau bâtiment pour l'École de Commerce et de Gestion (ECG)	7787	Martine Hansen	66

Difficultés du Credit Suisse	7788	Sven Clement, Marc Goergen	66	Stratégie « green health » dans le secteur de la santé et des soins	7824	Marc Hansen, Josée Lorsché	78
Accès à un ordinateur pour les détenus	7789	Marc Goergen	67	Station d'épuration à Bech	7825	Francine Closener	79
Rapports psychiatriques en relation avec la délivrance d'un permis de conduire	7790	Sven Clement	68	Phénomène du « littering »	7827	André Bauler, Claude Lamberty	80
Statistique concernant le placement des enfants dans les crèches	7791	Sven Clement	68	Possibilité pour les cardiologues du Centre Hospitalier du Nord d'effectuer des coronarographies à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle	7828	Martine Hansen	80
Capacités de la ligne RGTR 303 entre Trèves et Kirchberg	7792	Sven Clement	68	Évolution des nappes phréatiques	7829	André Bauler, Gusty Graas	80
Accouchements au Luxembourg	7793	Josée Lorsché, Marc Hansen, Charles Margue	69	Lecteur automatique de plaques d'immatriculation	7830	Dan Biancalana, Lydia Mutsch	81
Parking Saint-Esprit	7794	Carole Hartmann, Claude Lamberty	69	Mendicité	7831	Nathalie Oberweis	81
Pont Grande-Duchesse Charlotte	7795	Jeff Engelen	69	Pénurie d'Aspégic	7832	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	82
Trafic ferroviaire dans le nord du pays	7796	Jeff Engelen	69	Signalement d'une atteinte aux règles de protection des données	7833	Sven Clement	82
Passerelle unique informatique « API-PNR Gateway »	7797	Sven Clement	70	Difficultés linguistiques observées lors de la scolarisation	7834	Martine Hansen	82
Rénovation du pont « Hammerel » à Bettembourg	7798	Elisabeth Margue	70	Factures pour « rendez-vous non observé »	7836	Sven Clement	82
Assurance de responsabilité civile des constructeurs	7799	Cécile Hemmen	71	Promotion des médicaments génériques	7837	Gusty Graas	82
Dommages liés à la vaccination contre la Covid-19	7800	Marc Spautz	71	Éducation financière	7838	Laurent Mosar	83
Bons à la consommation dans le cadre de l'inscription des résidents étrangers sur les listes électorales	7801	Marc Goergen	71	Déplacement du centre de décisions RTL Belux&Cie vers la Belgique	7839	Diane Adehm, Laurent Mosar	84
Travail de l'organisation non gouvernementale « Eng oppen Hand fir Malawi »	7802	Gusty Graas	72	Centre d'incendie et de secours commun de Bettembourg et Dudelange	7840	Gusty Graas, Max Hahn	84
Extension de la centrale nucléaire de Cattenom	7803	Gusty Graas, Max Hahn	72	Agents municipaux et sanctions administratives	7841	Georges Mischo	84
Facturation électronique obligatoire	7804	Laurent Mosar	72	Nouveaux lieux pour les mariages	7842	Georges Mischo	85
Production et distribution du cannabis	7805	Martine Hansen	73	TGV entre Metz et Luxembourg	7843	Myriam Cecchetti	85
Logements pour étudiants	7807	André Bauler, Gilles Baum	73	Effets secondaires du vaccin contre la Covid-19	7844	Fernand Kartheiser	85
Diplôme d'aptitude professionnelle inclusion	7809	Martine Hansen	74	Convention d'Istanbul concernant la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des filles	7845	Fernand Kartheiser	85
Suppression du passage à niveau PN7	7810	Gusty Graas, Max Hahn	74	Événements avec des hommes d'État étrangers pendant la campagne électorale	7846	Marc Goergen	86
« Independent Police Complaints Authorities' Network » (IPCAN)	7811	Emile Eicher	75	Gouvernance du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI)	7848	Marc Hansen, Jessie Thill	86
Bracelet électronique	7812	Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth	75	Fonds pour la protection de l'environnement	7849	Marc Lies	87
Toilettes pour chauffeurs de bus	7813	Marc Goergen	75	Rénovation énergétique de bâtiments classés	7850	Sven Clement	87
Nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie	7814	Martine Hansen, Marc Lies	75	Contrôle automatisé des passeports à l'Aéroport de Luxembourg	7851	Elisabeth Margue	87
Musée Thillenvogtei	7816	Carlo Weber, Tess Burton	76	Perturbations des lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la France liées aux grèves contre la réforme des retraites en France	7853	Elisabeth Margue	88
Recours dit collectif	7817	Marc Spautz	76	Situation des ingénieurs-directeurs et des ingénieurs-directeurs adjoints des syndicats communaux	7854	Aly Kaes	88
Piste cyclable 35	7818	Max Hahn, Frank Colabianchi	76	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale	7855	Dan Biancalana	89
Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports	7819	Jeff Engelen	77	Contrôles dans les crèches, maisons relais et foyers de jour	7856	Simone Asselborn-Bintz	89
Amortissement pour usure lors de la location de biens immobiliers	7820	François Benoy	77	Subventions pour pompes à chaleur aérothermique	7857	Max Hahn, Claude Lamberty	90
Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique	7821	Myriam Cecchetti	78	Travail à temps partiel	7858	Carole Hartmann	90
Plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC)	7822	Simone Asselborn-Bintz	78	Mesures disciplinaires et protection contre le licenciement dans la fonction publique	7859	Dan Biancalana	90
Compagnies de bus étrangères	7823	Marc Goergen	78				

Situation du SAMU dans la région Wiltz	7860	Stéphanie Empain, Marc Hansen	91	Application « E-Bichelchen »	7868	Sven Clement	95
Baisse du nombre de cancers détectés pendant la crise de la Covid-19	7861	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	91	Stockage et transport de dioxyde de carbone	7869	Myriam Cecchetti	96
Organisation de l'examen du permis de conduire dans le nord du pays	7862	André Bauler	92	Personnel du CGDIS	7870	Sven Clement	97
Montants de pension versés pour le mois d'avril 2023	7863	Myriam Cecchetti	92	Scanner thoracique dans le cadre de la Covid-19	7872	Martine Hansen	97
Financement du terrorisme au Luxembourg	7864	Léon Gloden, Laurent Mosar	93	Systèmes de chauffage dans les bâtiments étatiques	7873	Myriam Cecchetti	97
« Mammerent »	7865	Marc Spautz	93	Évolution de la consommation de gaz naturel au Luxembourg	7874	Fred Keup	98
Chargés de cours dans l'enseignement fondamental	7866	Fred Keup	93	Droit à l'avortement	7875	Gusty Graas	98
Logiciels espions au Luxembourg	7867	Sven Clement	94	Aide militaire à l'Ukraine	7878	Fernand Kartheiser	98
				Vote dans le cadre du « Chat Control » urgente	8350	Sven Clement	99

Bilan d'application de la loi sur la protection des animaux | Question 7597 (14/02/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Zanter 2018 ass elo dat aktuell Déiereschutzgesetz a Kraaft. An deem Kontext wär et interessant, en éischt Bilan ze zéie vun der Aarbecht vun all deene Leit, déi Dag fir Dag um Terrain schaffen, fir d'Wuel vun den Déiere sécherzestellen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wéi ass de Service vum Landwirtschaftsministère allgemeng opgebaut, fir d'Wuel vun den Déiere sécherzestellen? Wéi vill Persoune schaffen an deem Service a wéi gesäit hiren Aarbechtsalldag aus?
2. Wéi vill Verstéiss am Hibleck op d'Déierewuel goufen zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 detektéiert? Bei wéi ville vun deene Verstéiss huet et sech ëm Notzdéiere gehandelt a bei wéi ville Verstéiss ëm Hausdéieren? Vu wéi enger Natur waren dës Verstéiss? Wéi goufen dës Verstéiss der Justiz signaléiert a wéi goufen se bestrooft?
3. Am Hibleck op d'Déierewuel bleibt an eenzelen, schwéiere Fäll leider nëmmen nach d'Méiglechkeet, en Déier ze euthanaséieren, fir et esou vu senger Péng ze erlëisen. Huet den Här Minister Informatiounen doriwier, wéi vill Notzdéieren zënter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 hu missen euthanaséiert ginn?

Réponse (15/03/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1. Am Landwirtschaftsministère fält d'Déierewuel ënnert d'Kompetenz vun der Divisioun vun der Déieregesondheet an dem Déierewuel vun der Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmittelverwaltung (ALVA). De Moment si 6 Veterinärsinspekteren all Dag am Asaz, fir d'Déieregesondheet an d'Déierewuel ze kontrolléieren an, wann néideg, den Déieren ze hëllefen. Dozou gehéieren ë. a. Routineskontrollen op de Betriber, mee awer och Kontrollen op Betriber oder bei private Leit opgrond vu Plainten.

Zousätzlech gesäit d'Déiereschutzgesetz eng ganz Rei Autorisatioune vir, engersäits fir bestëmmten Déierenarten, woufir een eng Autorisatioun fir d'Haltung brauch, an anerersäits och fir eng ganz Partie Aktivitéite mat Déiere wéi z. B. den Handel, d'Zucht vu bestëmmten Aarten a Pensiounen, fir der nëmmen e puer ze nennen (Art. 6 (2) vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018). Och fir dës Autorisatioune sinn d'Veterinärsinspekteren um Terrain ënnerwee, fir d'Anhalung vun de gesetzleche Bestëmmungen ze kontrolléieren.

Vun deene 6 Veterinärsinspektere këmmert een sech a Vollzäit an déi aner an Deelzäit ëm d'Déierewuel, wouzou net nëmme Kontrollen um Terrain, mee och aner z. B. administrativ Chargé gehéieren oder och d'Kontroll vun Déierewuel vun de Versuchsdéieren. An de Schluechthaiser gëtt d'Déierewuel all Dag vun 3 Veterinärsinspekteren a Vollzäit kontrolléiert. D'ALVA wäert och dëst Joer nach e weidere Veterinärsinspekter astellen, deen sech exklusiv ëm den Déiereschutz bekëmmert.

ad 2. Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 goufen 272 Verstéiss gemellt. Dovu waren d'Notzdéieren a 65 % vun de Fäll betraff an d'Hausdéieren a 35 %. Et handelt sech haaptsächlech ëm Verstéiss betreffend een adaptéierte Logement, adaptéiert Fudder an och d'Houffleeg. Jee no der Gravitéit vum Verstouss kréien d'Proprietären d'Méiglechkeet, sech innerhalb vun enger Frist konform ze setzen. Wann dat net de Fall ass oder de Verstouss méi gravéierend ass, gëtt d'Affär un de Parquet virugeleet.

62 Dossiere goufen zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2018 um Parquet opgemaach.

Bei 49 Dossieren handelt et sech ëm Hausdéieren, bei 8 ëm Notzdéieren a bei 5 Dossieren ëm wëll Déieren.

Bei 28 Dossieren handelt et sech ëm Déierequalerei, bei 29 ëm d'Ënnerloosse vun enger adequater Ernährung, Gedréns, Soinen oder d'Ënnerbréngung an enger Behausung, déi net de physiologeschen an ethologesche Besoine vum Déier entsprécht. 5 Dossiere concernéieren d'Hale vu Spezies, déi net op der Lëscht vun autoriséierten Déiere stinn.

An de meeschte Fäll goufen d'Verstéiss vu Privatpersounen der Police oder de Justizautoritéite gemellt. An anere Fäll hu Policebeamte selwer d'Faité constatéiert, oder d'Police an d'Justizautoritéite goufe vu Veterinären, dem Landwirtschaftsministère, der Veterinärsinspektioun oder der Naturverwaltung informéiert. Am Kader vun dësen Dossiere goufe 76 Ranner, 75 Hinger, 42 Kanéngercher, 31 verschidden Zorte Villercher, 11 Hënn, 10 Inten, 7 Dinden, 3 Pærd, 3 Geessen an 1 Kaz saiséiert.

Vun den 62 Dossiere goufen der 34 ouni Suite kläseiert aus diverse Grënn, z. B. well Verwarnungen un déi concernéiert Persounen ausgestallt goufen, eng geréng Beanträchtegung vum Ordre public oder ongenügend Beweiser virlouchen, den Auteur onbekannt war oder d'Situatioun sech regulariséiert huet, oder de Proprietär d'Déier renoncéiert huet.

An 21 Dossiere goufe follgend Urteeler gesprach: 2 Fräispréich, 4 Verurteilungen zu Prisongsstrofe mat Geldstrofen a 15 Verurteilungen zu Geldstrofen. Am

Kader vun dëse Verurteelunge goufen des Weidere Confisquatioune vu 15 Hënn, 10 Spannen, enger Kaz an enger Rei Schlaangen a Skorpiounen, souwéi 11 Verbueter, Déieren ze halen ausgesprach.

A 7 Dossiere gëtt aktuell nach enquêtéiert.

ad 3. An absolutten Zuele goufe vun 2018 bis haut 13.674 Notzdéieren (Ranner a Schwäin) euthanaséiert. D'Käschte vun dësen Euthanasien, déi vu Veterinären duerchgefouert ginn, gi vum Staat iwwerholl.

Autorisations de la CNS | Question 7755 (13/03/2023) de Mme Martine Hansen | M. Max Hengel (CSV)

Am Januar 2022 hate mir Iech an enger mëndlecher Fro op ee Fall vun engem Patient higewisen, deen d'urgence misst am Ausland operéiert ginn, d'Sue fir dës Operatioun awer selwer huet misse virstrecken, well d'Autorisatioun vun der CNS net matzäit virlouch. Den Här Minister fir sozial Sécherheet hat deemools geäntwert, dass et sech an deem Fall ëm eng Urgence handelt an esou eng Demande an deem Fall misst méi séier traitéiert ginn. An de soziale Medien ass ze liesen, dass deen nämmelechte Patient wéinst enger Komplikatioun nees muss dréngend am Ausland operéiert ginn, an nees an der Situatioun ass, Geld am Beräich vun Dausenden Euro musse virstrecken, fir dass dës dréngend noutwendeg Operatioun stattfënn. Dëse konkrete Fall werft eiser Meenung no vill Froen op, wéi d'Autorisatioun fir een dréngenden operativen Agrëff am Ausland vun der CNS gehandhaabt gëtt. Dëst zemoos fir Patienten, déi d'Moyenen net hunn, d'Sue fir eng Operatioun virzestrecken.

Dowéinst wollte mir follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass dës konkrete Fall keen Eenzelfall ass?
2. Kann den Här Minister eis soen, ob schonns Operatiounen ofgesot goufen, well déi néideg Autorisatioun net virlouch?
3. Wat sinn aktuell d'Delaien, fir eng Autorisatioun vun der CNS fir een dréngenden operativen Agrëff am Ausland ze kréien?
4. Wat soll gemaach ginn, fir am Fall vun Urgencen d'Autorisatioun méi séier kënnen ze ginn?
5. Ass den Här Minister der Meenung, dass de System vun den Autorisatioune fir dréngend Operatiounen am Ausland muss iwwerschaft ginn?

6. Ass den Här Minister der Meenung, den zoustänneg Service op der CNS misst personell opgestockt ginn?

Réponse (17/04/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

D'europäescht Reglement 883/2004 betreffend d'Koordinatioun vun de Systemer vun der sozialer Sécherheet gesäit d'Reegelen an d'Konditioune vir, fir d'Prise en charge bei engem Traitement am Ausland ze assuréieren. Konkreet gëtt bei enger Autorisatioun fir eng Auslandsiwwerweisung en S2-Formular vun der zoustänneger Institutioun, an dësem Fall vun der Gesondheetskeess (CNS), ausgestellt.

D'Stature vun der CNS gesi méi am Detail d'Prozedur vir, fir kënnen eng Autorisatioun ausgestellt ze kréien. D'Dispositiounen iwwer d'Prestatiounen am Ausland sinn och op den 1. Dezember 2022 ugepasst ginn, fir d'Prozedur fir eng Auslandsiwwerweisung ze vereinfachen.

Des Weidere gëtt och aktuell de Formular „Demande d'autorisatioun d'un transfert à l'étranger“ iwwerschaafft, fir dësen ze optimiséieren.

ad 1. Allgemeng fonctionéieren d'Auslandsiwwerweisungen am Moment ganz gutt. A ganz seelene Fäll, déi ganz spezifesch sinn a wou eventuell kéinte Problemer optrieden, gëtt déi betraffe Persoun informéiert.

Am Fall, dee vum honorabelen Deputéierte mentioinéiert gëtt, gouf och e Formular ausgestellt, fir eng Prise en charge ze assuréieren.

ad 2. Dem Service „Transfert à l'étranger“ vun der CNS sinn eenzel Fäll bekannt, wou geplangt Operatiounen am Ausland hu misse reportéiert ginn, well déi néideg prealabel Autorisatioun vun der CNS net virlooch.

Dëst ass emol virkomm, well en Datum fir eng Interventioun scho fixéiert gouf, obwuel déi néideg Autorisatioun nach net ausgestellt gouf. Dëst kann awer och eng Rei aner Grënn hunn, zum Beispill, datt d'Ufro net richteg gestallt gouf oder net komplett war oder datt, iert d'Prozedur den 1. Dezember 2022 vereinfacht gouf, zousätzlech medezinesch Präzisioune gefrot goufen etc.

Zënter datt d'Prozedur op den 1. Dezember 2022 ugepasst gouf, ass d'Prozedur méi séier ginn, wann all Info direkt virläit, dat heescht, de Formular och komplett ausgefëllt gouf.

ad 3. Am Fall vun engem dréngenden operativen Agrëff am Ausland gëtt d'Autorisatioun vun der CNS esou séier wéi méiglech ausgestellt, woubäi déi néideg Demande och muss zäitno un d'CNS geschéckt ginn. An esou engem Fall ass et wichteg, datt den Dokter schnellstméiglech d'Demande direkt un d'CNS virgëtt, fir dass déi prealabel Autorisatioun sou séier wéi méiglech kann ausgestellt ginn.

Hei ass och ze präziséieren, datt bei enger Urgence den Datum vun der Demande oft den Dag vun der Prise en charge am Ausland selwer ass, oder 1–2 Deeg no der Auslandsiwwerweisung un d'CNS geschéckt gëtt. Obwuel d'Ufro prinzipiell muss virun der Auslandsiwwerweisung gestallt ginn, spillt dat bei enger Urgence natierlech net.

ad 4. Demandé fir d'Autorisatioun fir eng Behandlung am Ausland mussen direkt vun den Dokteren un d'CNS geschéckt ginn. Ab deem Moment, wou d'Demandé bei der CNS ukommen, a wann se da richteg ausgefëllt si laut den Dispositiounen vum Artikel 27 vun de Statute vun der CNS an och all Pièce virläit, ginn se ganz séier ausgestellt, fir eeben d'Prise en charge ze assuréieren.

ad 5. D'Prozedur vun de Prestatiounen am Ausland gouf op den 1. Dezember 2022 vereinfacht. Hei ass och virgesinn, eng intern Evaluatioun ze maachen, fir ze kucken, ewéi d'Situatioun evoluéiert huet. Doriwwer eraus ass et virgesinn, de Formular ze vereinfachen a méi spéit komplett ze digitaliséieren. Dëst géif d'Ausstellung vun der Autorisatioun weider beschleunegen.

ad 6. Aktuell huet de Service „Transfert à l'étranger“ vun der CNS genuch Personal, fir d'Demandé fir eng Auslandsiwwerweisung ze traitéieren.

Global gouf de Personalkader vun der CNS am August 2021 fir d'Joren 2021–2025 ugepasst. Reegelméisseg gëtt gekuckt, ob eng weider Upassung néideg ass, wat fir all Institutioun vun der sozialer Sécherheet géllt. Gläichzäiteg wäerten och d'Digitalisatiounsefferten d'Prozedure vereinfachen a beschleunegen, fir datt d'Assurée méi séier op d'Leeschungen, déi se zegutt hunn, kënnen zeréckgräifen an och, fir datt d'Prestataire administrativ entlaascht ginn.

ChatGPT et protection des données | Question 7757 (14/03/2023) de **Mme Diane Aehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

ChatGPT est un chatbot développé par l'entreprise américaine OpenAI, que l'on peut décrire comme un outil conversationnel établi sur la base de l'intelligence artificielle. Son mode de fonctionnement repose sur le « deep learning », c'est-à-dire le traitement en masse de données pour améliorer les réponses et rendre le système de plus en plus intelligent. ChatGPT peut être utilisé pour une multitude de tâches – de la rédaction d'un article à la résolution d'une équation en passant par l'écriture d'un code informatique. Cet outil trouve également son application dans le monde du travail, puisqu'il peut être utilisé pour produire des diapositives ou répondre à des e-mails.

De plus en plus d'acteurs attirent cependant l'attention sur les possibles violations du Règlement général sur la protection des données (RGPD) liées à l'utilisation de ChatGPT. Les données confidentielles que les employés d'une entreprise sont susceptibles de copier-coller dans ChatGPT pourraient être réutilisées par le logiciel pour la formulation d'une réponse future pour un autre utilisateur. D'après un sujet publié sur paperjam.lu, intitulé « La double menace de ChatGPT pour les secrets d'entreprise », les données sensibles représentent 11 % de ce que les employés collent dans ChatGPT.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

– Comment est-ce que Monsieur le Ministre évalue le potentiel d'un outil comme ChatGPT ?

– Quelle est son appréciation de la situation par rapport à la protection des données personnelles ?

– Est-ce que le Gouvernement a émis des recommandations ou établi une stratégie par rapport à l'utilisation de ChatGPT dans ses services ? Dans la négative, est-ce que le Gouvernement compte émettre des recommandations ?

Réponse (17/04/2023) de **M. Marc Hansen**, Ministre délégué à la Digitalisation

Pour illustrer l'étendue des capacités de ChatGPT, j'ai demandé à l'outil de répondre en 200 mots à votre question concernant l'appréciation de son potentiel. Voici la réponse proposée par ChatGPT :

« ChatGPT est un modèle de langage très avancé qui a été formé sur une quantité massive de données textuelles, ce qui lui permet de générer des réponses cohérentes et pertinentes à une grande variété de

questions et de sujets. En tant que tel, son potentiel est très vaste et peut être utilisé dans de nombreux domaines, tels que :

1) Assistance clientèle : ChatGPT peut être utilisé pour fournir une assistance clientèle personnalisée et rapide, en répondant aux questions des clients sur les produits et services.

2) Éducation : ChatGPT peut être utilisé pour fournir des réponses rapides et précises aux étudiants, en répondant à leurs questions et en leur fournissant des explications supplémentaires.

3) Santé : ChatGPT peut être utilisé pour fournir des conseils de santé personnalisés aux patients, en répondant à leurs questions sur les symptômes, les traitements et les médicaments.

4) Recherche : ChatGPT peut être utilisé pour aider les chercheurs à trouver des informations pertinentes et à formuler des hypothèses.

5) Création de contenu : ChatGPT peut être utilisé pour générer des articles, des résumés et des descriptions de produits, pour aider les rédacteurs à gagner du temps et à augmenter leur productivité.

Dans l'ensemble, le potentiel de ChatGPT est immense et il peut être utilisé pour résoudre un large éventail de problèmes dans de nombreux domaines différents. »

Cependant, comme vous n'avez pas demandé une réponse générée par ChatGPT, voici mes propres réflexions à ce sujet.

Le potentiel de ChatGPT est tout à fait spectaculaire et incalculable à l'heure actuelle au vu de la rapidité à laquelle l'outil évolue. Ce que certains qualifient déjà de « tsunami numérique » n'en est qu'à ses débuts et son évolution promet d'être fulgurante et d'apporter des bouleversements dans tous les domaines : à l'école, au travail, dans notre vie de tous les jours ...

En fait, à l'instar de toute nouvelle technologie qui change nos habitudes, une bonne maîtrise de l'outil et une parfaite connaissance de ses possibilités et de ses limites sont indispensables. D'une manière générale, ChatGPT soulève un nombre de questions auxquelles il convient de répondre de manière réfléchie et concertée.

La protection des données est à juste titre une des questions fondamentales qu'il faut régler de manière claire, tout comme les questions concernant l'éthique dans l'interaction homme-machine et les normes qu'il s'agit de mettre en place lorsqu'il est question de ChatGPT ou bien d'intelligence artificielle en général.

Tout comme cela a déjà été énoncé à la Chambre des Députés au mois de mars lors d'une question élargie, il faut sensibiliser aux opportunités que présente ChatGPT, mais à ses risques également.

L'utilisation de ChatGPT fait l'objet de réflexions au sein des autorités compétentes, tout en gardant un œil sur l'évolution au niveau européen. À l'heure actuelle, ces considérations n'ont abouti à aucune sorte de recommandation. Il y a lieu d'appréhender ces questions avec le même calme et la même sérénité qu'on le fait pour toute autre forme de nouvelle technologie.

Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire | Question 7758 (14/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Question parlementaire N° 7315 hunn ech Froen zu den Iwwerstonnen am Secondaire gestallt. An der Äntwert krut ech d'Formel, mat där d'Indemnitäite gerechent ginn. Mir gouf zougedroen, dass dës Formel awer net bei der École nationale de l'éducation

physique et des sports (ENEPS) ugewannt géif ginn, mee dass do mat enger anerer Formel géif geschafft ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

– Kann de Minister bestätegen, dass bei der ENEPS eng aner Formel ugewannt gëtt, fir d'Indemnitéite fir Iwwerstonnen ze berechnen?

• Wa jo, wéi ass dës Formel, firwat ass se aneschtens an zënter wéini gëtt se ugewannt?

Réponse (18/04/2023) de M. Georges Engel, Ministre des Sports

Zënter der Grënnung vun der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) am Joer 1984 gëtt op Sportsproffen zeréckgegraff, fir de Funktionnement vun der ENEPS ze assuréieren. Dës Proffe ginn entweder an d'ENEPS detachéiert oder dechargéiert a schaffe bei der ENEPS an engem administrative Kader.

Dësen administrative Kader ass identesch wéi dee vun engem classesche Staatsbeamten. Iwwerstonne ginn deemno via de Compte épargne-temps comptabiliséiert.

Och wann d'ENEPS keng Iwwerstonnen ausbezilt, gëtt zënter 2001 folgend Formel ugewannt, fir den Tarif vum de Sportsproffen an Dokteren auszerechnen, wa si als Chargé de cours fir d'ENEPS tätég sinn:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice :100) x (1:22) x (1:52)

D'Tariffer fir d'Chargé de cours gi via eng Decisioun vum Regierungsrat festgeluecht, sou wéi et am Kadergesetz vun der ENEPS virgessinn ass. De Regierungsrat huet a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 déi validéiert.

Zukünftig wäerten d'Tariffer awer an engem Règlement grand-ducal festgehalen ginn. De Gesetzesprojekt N° 8090, deen aus der ENEPS den INAPS, also den Institut national de l'activité physique et des sports, schafft, ass den 3. November 2022 déposéiert ginn. Parallell hunn d'Aarbechten un engem Projet de règlement grand-ducal ugefaangen, deen déi applikabel Tariffer festleet. Dësen ass den 22. Mäerz am Regierungsrat ugeholl ginn, fir dass en zäitgläich mam neie Gesetz géif a Kraaft trieden.

Promotion de l'enseignement précoce | Question 7759 (14/03/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Vill Kanner hei am Land ginn a verschiddene Betreuungsstrukturen ënnerbruecht, zum Beispill an enger Crèche oder enger Maison relais. De Staat iwwerhëlt iwwert d'Chèque-service-accueil eng finanziell Participatioun fir d'Crëchen, wou d'Eltere bis zu 20 Stonnen d'Woch zegutt hunn am Kader vum Programme d'éducation plurilingue. Fir d'Maison-relais iwwerhëlt de Staat déi ganz finanziell Participatioun, bis op d'Schoulvakanz, wou d'Eltere dann ee klengen Deel selwer musse bezuelen.

Donieft gëtt et nach den Enseignement précoce, wou d'Kanner net als „enfants scolarisés“ ugesi ginn. Kanner, déi nëmmen hallef Deeg an de Precoce ginn, hunn nach 10 Stonnen d'Woch am Kader vum Programme d'éducation plurilingue zegutt. Wann se awer ganz an de Precoce ginn, hu si am Kader vun der „éducation plurilingue“ keen Urecht op eng staatlech Hëllef zegutt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

1. Firwat gëtt den Enseignement précoce bei dëser Reegelung net wéi d'Crëchen an d'Maison-relais behandelt?

2. Huet de Minister wëllen, den Enseignement précoce ze férdere an de Kanner vun 3 Joer déi selwecht Chancen op eng méisproocheg Bildung ze erméiglechen?

– Wa jo, wisou kréien déi Eltere, deenen hir Kanner Vollzäit an de Precoce ginn, dann net déi selwecht Hëllef?

– Wann nee, firwat net?

3. Firwat gëtt den Enseignement précoce net méi als Alternativ zu den dacks iwwerfëllte Crèche gefërdert?

Réponse (18/04/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et sief nach eemol drun erënnert, datt den Enseignement précoce iwwert d'Schulgesetz definéiert ass an datt de Programm vun der Éducation plurilingue iwwert d'Jugendgesetz gereegelt ass. All Crèche, déi eng finanziell Ënnerstëtzung vum Staat via de Chèque-service accueil (CSA) wëll froen, muss de Programm vun der Éducation plurilingue ëmsetzen an d'Konditiounen vum Programm erfëllen. Och wann dës Strukturen engem ënnerschiddleche Kader ënnerstinn, esou ass esouwuel de Programm vun der fréikandlecher Sproochférdung wéi och de finanzielle Kader mateneen ofgestëmmt.

A béide Bildungsofferen (Precoce an SEA) ass op eng spilleresch Manéier eng sproochlech Férdung vun zwou vun eise Landessproochen, Lëtzebuergesch a Franséisch, mat virgessinn, wéi och eng Valorisation vun der Mammesprooch, déi d'Kanner matbréngen. Am Precoce steet d'Lëtzebuergesch als Integratiounsprooch am Vierdergrond, nieft enger Initiatioun an déi franséisch Sprooch an der Valorisation vun de Sproochen, déi d'Kanner matbréngen.

Wat déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat ugeet, esou ass et wichteg ervirzehiewen, datt keng vun deenen zwou Méiglechkeeten (Precoce oder SEA) e finanziellen Avantage oder Desavantage fir d'Eltere mat sech bréngt. Déi 20 Gratisstonnen am Kontext vum Programm vun der Éducation plurilingue entspreche méi oder wéineger der selwechter Unzuel u Gratisstonnen, déi d'Eltere zegutt hunn am Fall, wou e Kand Vollzäit an der Éducation précoce ageschriwwen ass. E Kand, dat nëmmen hallef Deeg an de Precoce geet, huet deementspreechend och just 10 Gratisstonnen am SEA zegutt an déi aner Betreuungstonnen, déi nach geschëlt sinn, ginn dann nom Barème vum CSA facturéiert.

D'Eltere vun engem dräijärege Kand hunn deemno de Choix a kënnen jee no Besoin selwer decidéieren, ob si hiert Kand wëllen an d'Éducation précoce aschreiwene oder léiwer an eng Crèche (SEA), oder eventuell op eng kombinéiert Bildungsoffer (Precoce an SEA) wëllen zeréckgräifen.

ad 2. Kanner vun dräi Joer hunn deemno déi selwecht Chancen op eng méisproocheg Bildungsoffer garantéiert, onofhängeg dovunner, ob se an de Precoce ginn oder an den SEA. Wat déi 20 Gratisstonnen am SEA ubelaangt, esou entspreche dës Gratisstonnen (20 St/W x 46 Wochen = 920 Stonnen/Joer) méi oder manner der Unzuel u Stonnen am Fall, wou e Kand Vollzäit am Precoce (26 St/W x 36 Wochen = 936 Stonnen/Joer) ageschriwwen ass.

ad 3. D'Éducation précoce an d'Crèche ginn zu gläichem Mooss gefërdert an et ass den Elteren iwwerloos, en fonction vun hire Besoinen an de lokale Méiglechkeeten ze decidéieren, a wéi eng Bildungsstruktur si hiert Kand wëllen aschreiwene.

Aide humanitaire pour la Turquie et la Syrie | Question 7760 (14/03/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Une série de séismes survenus à partir du 6 février 2023 à proximité de la frontière entre la Syrie et la Turquie ont provoqué une sérieuse catastrophe humanitaire dans ces deux pays. Les besoins en matière d'aide ont été importants et de nombreux acteurs internationaux ont envoyé des aides financières, du matériel et des moyens d'assistance vers les régions sinistrées.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Pouvez-vous me détailler l'apport en matière d'aide humanitaire que l'État luxembourgeois a fait parvenir à la Turquie et à la Syrie dans le cadre des séismes récents ? Merci de préciser la nature de l'apport, la destination finale et les canaux d'acheminement.

Dans ce même contexte, j'aimerais encore poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense :

2) Est-ce que des demandes ont été adressées à Monsieur le Ministre concernant l'emploi de l'avion de transport militaire A400m dans le cadre de l'aide humanitaire pour la Turquie et la Syrie ? Est-ce que l'avion a été déployé dans ce contexte et si oui, pouvez-vous me donner des détails sur les missions ?

Réponse (07/04/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. François Bausch, Ministre de la Défense

ad 1) Suite à la demande officielle d'assistance internationale de la Turquie, le Luxembourg a reçu des requêtes via différents canaux, notamment via son réseau diplomatique, le mécanisme de protection civile de l'Union européenne, les Nations Unies et le réseau de l'International Humanitarian Partnership (« IHP »).

Sur demande du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (« OCHA ») et dans le cadre d'IHP, en date des 7 et 9 février 2023, deux membres du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires (Humanitarian Intervention Team, « HIT ») du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), dont un expert en technologies de l'information et de la communication ainsi qu'un expert en support logistique sont partis vers la zone sinistrée par le tremblement de terre. Leur mission fut le soutien de l'équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes des Nations Unies. Ce personnel a été remplacé par deux autres experts en date du 20 février 2023. Le soutien luxembourgeois dans ce contexte est prévu d'être maintenu jusque fin mars 2023.

En ce qui concerne la plateforme de communication par satellite emergency.lu, deux systèmes ont été envoyés avec l'équipe du HIT, un jour seulement après le séisme. Un premier est opérationnel au centre de coordination des unités internationales à Hatay, le deuxième restera en réserve pour une éventuelle opération de l'ETC (Emergency Telecommunications Cluster). Sur demande de BFAST (Belgium First Aid and Support Team), un troisième système était déployé à l'hôpital de campagne mis en place par la Belgique à Kirikhan. Fin février, un total de 300 GB de données a été transféré par les systèmes emergency.lu en question.

Également dans le cadre du partenariat emergency.lu, en date du 10 février 2023, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes, en collaboration avec Luxembourg Air Ambulance, avait offert une capacité d'évacuation médicale aérienne pour opérer à l'intérieur de la Turquie. Cette offre n'a cependant pas été retenue par les autorités turques.

Dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne, la candidature d'un membre du HIT pour faire partie du Union Civil Protection Team a été retenue par le Emergency Response and Coordination Center de la Commission européenne. Cet expert est parti en Turquie le 11 février 2023 pour une mission de trois semaines en tant qu'expert logistique de l'UE à Gaziantep.

En ce qui concerne les articles et matériels de secours, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire a décidé d'acquérir 12 générateurs d'électricité, 8.000 sacs de couchage hivernaux et 2.000 kits d'hygiène. La valeur de cette contribution est de 500.000 euros.

236 palettes d'articles de consommables médicaux, tels que des masques chirurgicaux, compresses, seringues etc., d'une valeur totale de 250.000 euros ont été mises à disposition par le Ministère de la Santé et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (« FHL »). Le Rehazenter a offert du matériel médical additionnel dont le transport vers les zones sinistrées est actuellement en cours.

En outre, l'entreprise luxembourgeoise B Medical Systems, fabricant et distributeur mondial de dispositifs médicaux de qualité, a fait un don de 50 boîtes de transport pour des médicaments et des perfusions sanguines d'une valeur approximative de 65.000 euros.

Aussi, un deuxième don d'équipement médical (ventilateurs, défibrillateurs, moniteurs) de la FHL a récemment été accepté par la Turquie. Le transport de ces équipements est actuellement organisé par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Dans le cadre de l'étroite collaboration avec l'ambassade de Turquie au Luxembourg, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire a également pris en charge les frais de transport pour 220 palettes de dons en nature qui ont été collectés par l'ambassade.

Ces donations ont été déployées par le biais de deux vols charter opérés par la compagnie nationale de fret Cargolux et cofinancés par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire et l'Union européenne.

La livraison du matériel médical vers la base militaire d'Inçirlik (Adana) a été effectuée en date du 22 février 2023.

Le second vol a été effectué le 1^{er} mars 2023. Ont ainsi été envoyés les 12 générateurs, 8.000 sacs de couchage, 2.000 kits d'hygiène, le matériel offert par B Medical Systems ainsi que 160 palettes de l'ambassade de Turquie au Luxembourg.

Des transports additionnels par camion sont en phase de planification.

La collecte et l'envoi du matériel d'urgence ont été coordonnés par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, en lien étroit avec l'ambassade du Luxembourg à Ankara, et ont été réalisés en collaboration avec plusieurs acteurs luxembourgeois, à savoir le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et des acteurs du secteur privé.

L'ensemble du matériel acheminé en Turquie peut être chiffré à 1.218.500 EUR.

En outre, le Luxembourg a fait une contribution à hauteur de 500.000 EUR total à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (« FICR ») en soutien à ses appels d'urgence pour la Turquie et pour la Syrie. D'après l'appréciation de la FICR, la répartition de ces fonds se fera en principe comme suit : 60 % pour la Turquie et 40 % pour la Syrie.

Le Luxembourg a également affecté 430.000 EUR à des projets d'urgence des ONG humanitaires luxembourgeoises Handicap International Luxembourg, Care in Luxembourg et la Fondation Caritas. Ces dernières interviennent principalement en Syrie pour répondre aux besoins les plus urgents des personnes touchées par les tremblements de terre en fournissant notamment de l'assistance alimentaire, des abris et du chauffage, ainsi que de l'aide médicale.

Finalement, le Luxembourg a fait une contribution de 500.000 EUR au Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie, le « Syria Cross-Border Humanitarian Fund », qui est géré par OCHA. La contribution permet de soutenir les efforts humanitaires de réhabilitation et de résilience en Syrie et en Turquie. Le fonds achemine les contributions financières des donateurs aux ONG locales à travers une procédure de sélection et de suivi rigoureuse.

ad 2) Les missions de transport aérien de la Défense luxembourgeoise sont coordonnées à travers le « European Air Transport Command (EATC) » qui fonctionne selon le principe du « Pooling and sharing ». L'EATC répartit les missions de transport en fonction de la disponibilité des avions de ses nations membres et veille à ce que les missions de transport respectives soient exécutées avec les avions de transport les mieux adaptés. Cela implique qu'il n'y a pas nécessairement de lien direct entre la nation qui demande une mission de transport et la nationalité de l'avion qui l'exécute. Les avions A400M de l'unité belgo-luxembourgeoise ainsi que les avions A330 MRTT de la « Multinational MRTT Fleet » (MMF), dont le Luxembourg est également membre, opèrent sous le commandement de l'EATC.

Dans le cadre de l'aide humanitaire pour la Turquie et la Syrie, les A400M de l'unité belgo-luxembourgeoise se sont rendus à dix reprises en Turquie pour acheminer des secours en provenance de différentes nations et pour transporter du personnel humanitaire. L'avion luxembourgeois a été utilisé deux fois à cette fin et sur cinq vols il y avait 1 à 2 membres d'équipage luxembourgeois à bord.

.....

Arrêt n° 00177 du 3 mars 2023 de la Cour constitutionnelle concernant la loi sur l'organisation militaire | Question 7761 (14/03/2023) de **M. Claude Lamberty** | **M. Gusty Graas** (DP)

Am rezenten Arrêt Nr. 00177 vum 3. Mäerz 2023 vum der Cour constitutionnelle gëtt festgehalen, dass den Art. 20 aus dem Arméiesgesetz vum 23. Juli 1952 géint den Art. 96 vum der Verfassung verstéisst. Op Basis vum Artikel 95ter vum eiser Verfassung ass den Art. 20 no der Publikatioun vum Arrêt deemno net méi appliqué a verfassungswiddreg.

An deem Kader wollte mir dem Verdeedegungsminister a Minister fir déi bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Wéi wëll de Minister op dëst Urteel reagéieren?
2. Wat fir eng Repercussioune huet dëst Urteel op de Rekrutement vun de fräiwëllegen Zaldoten?
3. Wat fir Auswirkungen huet dëst Urteel op d'Bezuele vum Solde vun de fräiwëllegen Zaldoten, sachant datt déi Payementer hir gesetzlech Basis och am viséierten Artikel 20 hunn?
4. Wat fir eng Bedeutung huet dëst Urteel am Kontext vum neien Arméiesgesetz, dat um Instanzewee ass? Mussen hei nei Adaptatioune gemaach ginn?
5. Ass d'Police direkt oder indirekt vum dësem Urteel betrafft?

Réponse (07/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. bis 3. De Verdeedegungsminister huet dëst Urteel zur Kenntnis geholl a waart op d'Urteel vum Verwaltungsgericht an där Affär, op dat der Cour constitutionnelle hiert Urteel zrëckgeet.

ad 4. Wéi am Exposé des motifs vum neien Arméiesgesetz (projet de loi 7880) erkläert, dréit dësen Text engem viregten Urteel vum der Cour constitutionnelle, wou och schonn d'Netanhale vun den Artikelen 32 a 96 vum der Verfassung festgestallt gouf, Rechnung. Eent vun den erkläerten Ziler vum neie Gesetz ass, der Rechtssécherheet vum Arméiesgesetz vum 1952 en Enn ze setzen.

ad 5. D'Police ass net vum Urteel vum der Cour constitutionnelle betrafft, well den Artikel 96 vum der Verfassung vum der „force armée“ schwätzt an doduerch eleng d'Arméi betrafft.

.....

Bilan de l'immigration 2022 | Question 7762 (14/03/2023) de **M. Claude Wiseler** | **M. Marc Spautz** | **M. Paul Galles** (CSV)

Viru Kuerzem huet de Minister fir Immigratioun an Asyl de Bilan zu dësem Sujet fir d'Joer 2022 virgestallt. Aus dem Bilan geet ervir, dass d'Demandë fir Asyl erëm méi staark klammen an dass Lëtzebuerg esou lues u seng Grenze stéisst. Sou sinn ons national Opfangstrukturen zum Beispill zu 94,9 % fir d'DPI bzw. zu 90,5 % fir BPT gefëllt. Leider ginn aus dem Bilan e puer Zuelen net ervir, zum Beispill, wou d'Asylbewerber ënnerbruecht sinn.

Am dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Minister fir Immigratioun an Asyl stellen:

1. Kann d'Regierung oplëschen, wéi vill Flüchtlingen (differenziéiert no hirem Statut) um Territoire vun all Gemeng hei am Land an de jeeweilige Strukturen ënnerbruecht sinn?
2. Kann d'Regierung d'Flüchtlingskapazitéiten (z. B. den Taux d'occupation vun de Strukturen) vun all Gemeng uginn, souwuel kuerzfristeg, wéi och laangfristeg?

Réponse (17/04/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. An der Tabell, d'Zuel vun de Persounen no hirem Statut, déi an de Structure vum ONA an de verschiddene Gemengen ënnerbruecht sinn (Donnéeë vum Enn Mäerz 2023).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. An der Tabell déi aktuell Hebergementskapazitätéite vum ONA opgeschlësst no Gemeng. Den Taux d'occupation net vum Réseau läit bei 94,9 % (Enn Mäerz 2023):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....

Informations concernant l'accès aux structures d'accueil | Question 7763 (14/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénx)

Dans une interview radio diffusée le 14 mars 2023, Monsieur le Directeur général de Caritas Luxembourg a exprimé un certain mécontentement en ce qui concerne la gestion des centres d'hébergement pour

demandeurs de protection internationale par l'Office national de l'accueil (ONA).

Dans ce contexte, Monsieur le Directeur général a notamment fait l'affirmation suivante : „D'Leit muss sech aschreiwten, wann se erakommen, a wann se erausginn, mussen se och dat erëm beim Gardiennage mellen. Dat gëllt d'ailleurs fir d'Beneficiairen an och fir eis Mataarbechter. Kierzlech krute mer zougestach, dass dann elo och nach d'ONA de Gardiennage gefrot huet, fir datt e soll doriwuer informéiert ginn, wa mir kommen a wa mir ginn. Mir fannen dat dann e bësselche komesch, datt, wann ee partnerschaftlech Relatiounen huet, da muss ee jo net iwwert en Drëtte fueren, fir gewuer ze ginn, wann deen een oder deen aneren am Haus ass.“

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Pouvez-vous me confirmer que l'ONA demande au gardiennage des structures d'accueil de noter toutes les entrées et sorties dans les centres d'accueil ? Est-ce que cela concerne toutes les personnes sans exception ou seulement certaines catégories de personnes ? Dans ce dernier cas, merci de spécifier les catégories en question.

2) Pouvez-vous me confirmer que des informations sur les entrées et les sorties sont accessibles à l'ONA ? Dans l'affirmative, pouvez-vous m'expliquer quel usage l'ONA fait de ces informations ? Toujours dans l'affirmative, est-ce qu'il s'agit d'un accès généralisé ou d'un accès sur demande et est-ce que cet accès est compatible avec les règles concernant la protection des données ?

3) Est-ce qu'il y a eu un changement de politique ou de pratique récent de l'ONA concernant la collecte et l'accès aux informations sur les entrées et les sorties dans les structures d'accueil ? Si oui, pouvez-vous m'en donner les détails et m'en expliquer les raisons ?

4) Pouvez-vous me donner une énumération détaillée et complète des tâches demandées par l'ONA aux prestataires du gardiennage des centres d'accueil ? Merci de distinguer entre les tâches fixées de manière contractuelle et d'éventuelles exigences ou demandes supplémentaires.

Réponse (17/04/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) Afin d'assurer la sécurité des personnes hébergées dans les structures ainsi que du personnel y travaillant, notamment en cas d'incendie et lors d'une évacuation générale d'une structure d'hébergement, un concept de sécurité est établi par le CGDIS – en fonction de la taille de la structure – qui est également avisé par la Police grand-ducale.

Ainsi, et dans un souci de protection, l'ONA demande effectivement au service de gardiennage de noter sans exception toutes les entrées et sorties des structures d'hébergement.

ad 2) L'ONA a accès à toutes les données relatives aux structures d'hébergement y compris les entrées et sorties. Ces données sont seules consultables par les agents qui doivent pouvoir y accéder dans le cadre de leur mission de service public et ceci dans le respect du Règlement général sur la protection des données.

ad 3) Pour pouvoir accéder à une structure d'hébergement, toute personne doit se présenter auprès de la loge du gardien en service, que ce soient les personnes logées, le personnel régulier, les intervenants ponctuels ou encore les visiteurs. Depuis le 15 février 2023, une nouvelle procédure d'accès a été mise en place et est en cours d'évaluation, afin de faciliter l'accès des personnes logées et du personnel permanent pour

ainsi garantir un travail plus efficace au niveau de la loge et une sécurité plus efficace pour l'ensemble des intervenants sur les sites.

ad 4) Les tâches du personnel de sécurité/gardiennage comprennent les domaines suivants :

– Accueil et contrôle d'accès (accueil des nouveaux résidents et attribution des chambres, liste de toutes les entrées et sorties, accès au parking, etc.)

– Administration de la structure d'hébergement (respect du règlement intérieur, gestion des stocks, etc.)

– Contrôle technique (surveillance de toutes les installations techniques, suivi des travaux de maintenance, etc.)

– Sécurité (test quotidien de tous les dispositifs de sécurité, test des issues de secours, médiation en cas de conflit, etc.)

– Hygiène (suivi des plans de nettoyage, respect des mesures sanitaires, etc.)

– Administratif (mise à jour des registres des résidents, rédaction des rapports quotidiens ainsi que des rapports spéciaux si besoin, commande de marchandises, etc.)

.....

Commissions consultatives communales d'intégration et Conseil national pour étrangers | Question 7764 (14/03/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration spécifie en son article 7 que la commission se réunit au moins 4 fois par an.

Par conséquent, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Comme votre ministère est destinataire des procès-verbaux, veuillez m'indiquer combien de CCCI ont satisfait aux 4 réunions annuelles dans les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.

L'article 7 du règlement grand-ducal stipule que « L'avis de la commission est demandé par le conseil communal sur :

– les mesures d'accueil et d'intégration dans la commune ;

– la sensibilisation des étrangers en vue de leur participation aux élections communales ;

– les règlements d'utilisation des infrastructures sportives et culturelles de la commune. »

Par conséquent, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre :

2) Veuillez svp m'indiquer pour les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 le nombre de CCCI qui ont été sollicitées pour un avis sur au moins un des sujets.

Le CNE actuel ne semble pas avoir donné satisfaction. Par conséquent, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre :

3) Combien d'avis ont été demandés au CNE par le Gouvernement pendant les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.

Quelle était la dotation budgétaire du CNE au fil de ces années ?

4) Quelles conclusions tirez-vous pour les CCCI et pour le CNE quant à leur fonctionnement et leurs moyens, quant à la transparence de leurs travaux et quant aux moyens de communication vers le public ?

Réponse (03/04/2023) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Les commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) ont été largement impactées dans leur fonctionnement pendant les dernières années. Vu la pandémie Covid et ses répercussions et restrictions en matière de rassemblement, les CCCI n'ont pas pu satisfaire aux obligations prévues par le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011.

En 2020, il s'est avéré nécessaire de dresser un bilan objectif et approfondi de la législation en vigueur par rapport aux commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) et de la faisabilité de sa mise en œuvre. Ce bilan a été dressé par un consultant externe au ministère, ensemble avec les CCCI. Plusieurs propositions d'amélioration ont été formulées par les CCCI dont notamment la nécessité d'obtenir plus de flexibilité en matière de tenue des réunions, d'enlever l'obligation de transmettre les procès-verbaux des réunions au ministre et d'être avisé par le Collège des bourgmestre et échevins sur les sujets correspondant au vivre ensemble. L'étude sur le fonctionnement et sur les besoins des CCCI est disponible sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région : <https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/le-ministere/attributions/integration/niveau-communal/ccci.html>.

Afin de répondre aux constats de l'étude, l'accompagnement des communes et des CCCI a été renforcé à plusieurs niveaux, à savoir :

– soutien dans le cadre du « Pakt vum Zesummeliewen » par 5 conseillers à l'intégration

– conseil et expertise par le Département de l'intégration et par ses partenaires conventionnés à savoir le CEFIS, le CLAE et l'ASTI

– soutien financier pour des projets d'intégration locale et de vivre-ensemble interculturel

– mise en réseau et échange de bonnes pratiques par l'organisation à intervalles réguliers de séances d'informations, du Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local (GRESIL) et du réseau des chargés à l'intégration

– soutien dans l'élaboration d'un guide du citoyen

– soutien dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation « Je peux voter »

Par tous ces moyens, les relations directes entre les CCCI et le ministère ont été renforcées faisant en sorte que le ministère a une meilleure vue d'ensemble des travaux des CCCI et des besoins de terrain sans devoir avoir recours à l'ensemble des rapports des CCCI.

ad 2) Le ministère ne dispose pas d'informations relatives au nombre de CCCI qui ont été sollicitées par les communes pour un avis sur au moins un des sujets en lien avec l'intégration. Les modalités de fonctionnement entre une CCCI et sa commune est du domaine de l'autonomie communale.

ad 3) Depuis les élections du CNE en 2017, le Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a officiellement saisi le CNE à 8 reprises avec 15 avis reçus, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a officiellement saisi le CNE à 1 reprise, avec 1 avis reçu et le Ministre des Affaires étrangères et européennes a officiellement saisi le CNE à 2 reprises, avec 1 avis reçu et 1 avis en préparation. Ci-dessous le détail des avis :

– Saisine du 30 janvier 2018 par le MIFA : avis sur le Plan d'action national d'intégration ; pas de délai de réponse ; avis du CNE reçu le 13 mars 2018

– Saisine du 25 février 2019 par le MIFA : avis sur la révision du CNE ;

délai de réponse fixé au 21 avril 2019 ; avis du CNE reçu le 14 juin 2019

– Saisine du 18 février 2021 par le MIFA :

- avis sur les actuels programmes d'intégration ;
- avis sur la composition et le rôle des CCCI ;
- avis sur le rôle des associations en matière d'intégration ;
- avis sur le développement futur du CNE ;

délaï de réponse septembre 2021 ; avis CNE reçu le 28 septembre 2021

– Saisine du 22 septembre 2021 par le MIFA : avis sur la loi électorale des élections communales ; délaï de réponse fixé à mi-novembre 2021 ; avis reçu le 12 novembre 2021

– Saisine du septembre et octobre 2021 par le MENJE : projet de loi sur l'accueil, l'orientation, l'intégration et l'accompagnement scolaire des élèves nouvellement arrivés ; délaï de réponse janvier/mars 2022 ; avis CNE reçu le 4 mars 2022

– Saisine du 18 janvier 2022 par le MIFA : avis concernant les recommandations issues de l'étude de l'OCDE sur le fonctionnement du système d'intégration et ses acteurs au Grand-Duché de Luxembourg délaï de réponse juin 2022 ; 8 avis reçus dans le cadre de cette saisine :

- avis reçu le 26 avril 2022 sur le logement ;
- avis reçu le 26 avril 2022 sur le cyberharcèlement ;
- avis reçu le 15 juillet 2022 sur l'accès à l'emploi ;
- avis reçu le 4 août 2022 concernant les implications fiscales et sociales du télétravail ;
- avis reçu le 4 août 2022 portant sur la question des réfugiés ;
- avis reçu le 19 décembre 2022 sur l'intégration des étudiants de l'Université du Luxembourg ;
- avis reçu le 19 décembre 2022 relatif à la loi sur l'accueil, l'orientation, l'intégration et l'accompagnement scolaire des élèves nouvellement arrivés ;
- avis du CNE reçu le 25 janvier 2023 sur le coût de la vie

– Saisine du 17 novembre 2022 par le MAEE : avis sur la prise de position du Gouvernement (PL modifiant la loi modifiée du 29 août de 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration) ; délaï de réponse : dans les meilleurs délais ; avis en préparation

– Saisine du 23 novembre 2022 par le MAEE : projet de RGD modifiant le RGD modifié du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; délaï de réponse : dans les meilleurs délais ; avis du CNE reçu le 28 mars 2023.

Par ailleurs, par courrier du 26 octobre 2020, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a demandé à tous les membres du CNE de participer à la consultation sur la réforme de la loi sur l'intégration et de remettre leur avis au ministère. 12 membres du CNE ont donné suite à cette invitation ; ces avis sont consultables sur le site Internet du ministère.

Enfin, depuis les élections de 2017, le CNE a transmis 10 avis/propositions supplémentaires par auto-saisine au Ministère de tutelle :

- 27 juin 2018 : avis sur le projet de loi n° 7231 relatif à la promotion du luxembourgeois ;
- 20 décembre 2018 : avis sur le Brexit ;
- 3 avril 2019 : avis sur le télétravail des frontaliers ;
- 12 juillet 2019 : recommandation sur la traduction des questions parlementaires rédigées en langue luxembourgeoise, en langue française voire anglaise ;
- 30 mars 2020 : note sur le Covid-19 « solidarité à toute épreuve » ;
- 6 mai 2020 : proposition relative au déconfinement dans l'éducation ;
- 22 mai 2020 : proposition concernant les remises migratoires vers les pays à revenu faible ;

- 22 mai 2020 : proposition relative au déconfinement dans l'éducation ;
- 27 mai 2020 : déclaration concernant la communauté chinoise ;
- 18 mai 2021 : avis sur le test Covid-19 : voucher pour test gratuit.

ad 4) Avec le projet de loi n° 8155 relatif au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, il est prévu de réformer la législation, y compris celle en matière des CCCI et du CNE, pour répondre aux besoins changeants de la société. Ce projet de loi est basé sur les consultations et les études suivantes :

- avis du Conseil économique et social de 2014 sur la politique d'intégration au Luxembourg ;
- étude commanditée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région à Deloitte intitulée « Analyse de la mise en œuvre de la législation en vigueur concernant les CCCI » (2020) ;
- près de quatre-vingts avis adressés par les communes et les acteurs de la société civile au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région sur demande explicite du ministre afin d'alimenter la rédaction du projet de loi (2020) ;
- débat de consultation sur l'intégration à la Chambre des Députés (2021) ;
- compte rendu coordonné des quatre focus groups organisés (2021) ;
- rapport de synthèse de la consultation des offices sociaux sur l'intégration des résidents dans la société luxembourgeoise (2021) ;
- étude de l'OCDE intitulée « Vers un parcours d'intégration réussi – le fonctionnement du système d'intégration et ses acteurs au Grand-Duché de Luxembourg » (2021) ;
- étude réalisée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en collaboration avec le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et le Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (CEFIS) intitulée « Le racisme et les discriminations ethno- raciales au Luxembourg » (2022) ;
- étude réalisée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en collaboration avec Inspiring More Sustainability (IMS) intitulée « État des lieux des formations et initiatives à l'interculturalité au Luxembourg » (2022).

Tous les documents de référence sont disponibles sur le site : <https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/le-ministere/attributions/integration/etudes.html>.

Le projet de loi n° 8155 vise à créer un conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel qui participe à la mise en œuvre du vivre-ensemble interculturel. Il vient remplacer l'actuel comité interministériel à l'intégration et le Conseil national pour étrangers. Il est composé de représentants de l'État, de la société civile et des communes. L'accent est mis sur les communes ce qui se justifie par le fait que les barrières au vivre-ensemble sont le plus souvent identifiées au niveau local et les spécificités de chaque région et commune doivent être transmises au niveau national pour garantir une stratégie nationale cohérente. Sur base des consultations, la composition du Conseil supérieur n'est plus basée sur les nationalités. Toutefois, il est prévu que le Conseil supérieur peut inviter un expert ou un groupe d'experts d'un domaine spécifique aux réunions.

Au niveau communal, les commissions communales du vivre-ensemble interculturel viennent remplacer les commissions consultatives communales d'intégration actuelles. Elles ont notamment pour missions d'identifier les priorités et d'éventuels obstacles rencontrés dans le domaine du vivre-ensemble interculturel au

niveau communal, d'assister la commune dans le développement et la mise en œuvre des mesures et activités favorisant le vivre-ensemble interculturel au niveau communal et de promouvoir l'accès à l'information, la participation citoyenne et la vie associative. Les membres des commissions communales peuvent se présenter aux élections pour devenir représentants des communes au Conseil supérieur. Ce sont également les membres des commissions qui élisent les représentants communaux au Conseil supérieur. Les travailleurs frontaliers peuvent être membre dans la commission communale de la commune dans laquelle ils travaillent.

Le projet de loi prévoit également un soutien financier conséquent aux frais d'un coordinateur pacte communal ainsi que des subventions qui permettront de renforcer la communication et la sensibilisation dans le domaine du vivre-ensemble interculturel.

Jusqu'à présent, le CNE a disposé d'un budget pour couvrir ses frais de fonctionnement, budget qui a augmenté de 15.000 € par année pour les années 2018 et 2019, à 20.000 € en 2020 et à 30.000 € par année pour les années 2021 et 2022. En termes de transparence et de communication, la crise sanitaire a certainement rendu le travail des CCCI et du CNE difficile, mais les efforts ont tout de même été renforcés au cours des dernières années. À titre d'exemple, les deux acteurs ont participé activement à la campagne « je peux voter » du ministère afin d'informer les résidents non luxembourgeois de leur droit de vote aux prochaines élections communales. De nombreux ateliers d'échange d'idées ont également pu être mis en place dans certaines communes dans le cadre du « Pakt vum Zesummeliewen ». Enfin, le CNE a également organisé une série de communications, de débats et de conférences.

Contrôles de vitesse dans les zones 30 | Question 7765 (14/03/2023) de M. André Bauler | M. Claude Lamberty (DP)

No deem schlëmmen Ongléck am Neiduerf stellen sech eng Rei Froen, ënner anerem déi vun de Kontrolle vun der Police an den Tempo-30-Zonen. Et ass eis nämlech zu Ouere komm, datt d'Police net déi Mëttel an déi Zäit huet, fir méi dacks a regelméisseg d'Vitesse an dëse Beräicher ze kontrolléieren.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

– Wéi dacks an a wéi engen Uertschafte goufen zanter 2020 Kontrollen an den Tempo-30-Zonen duerchgefouert? Gëtt et speziell Plazen, déi méi dacks kontrolléiert goufen oder hu misse ginn?

– Wéi vill Avertissements taxés goufen an dësen Zonen insgesamt ausgestellt? Wéi vill Délits de grande vitesse goufen an deem Kontext festgestallt?

– Wéi dacks si Kontrollen duerchgefouert ginn, well et säitens de Buergermeeschteren an de Privatleit Reklamatioune gouf?

Réponse (11/04/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Am Kader vun hiren alldeegleche Missiounen an Iwwerwaachungen am Stroosseverkéier iwwerpréift d'Police, dass d'Dispositioun vum „Code de la route“ um nationalen Territoire respektéiert ginn, dorënner falen dann och d'Tempo-30 Zonen. Allerdéngs ginn dës spezifesch Kontrollen net onbedéngt separat esou agedroen, an et ass dofir net méiglech, dëst statistesch ze erfassen.

Dës Kontrolle baséieren op der Analys vun de lokale Pläng vun der „surveillance et contrôle de la circulation“, déi souwuel repressiv wéi och préventiv sinn,

an orientéieren sech ënnert anerem un de Besoine vun de Gemengen. Heibäi gi Reklamatioune vun de Gemengen, Buergermeeschteren a Bierger consideréiert.

Heidrënner ass eng Tabell mat der Unzuel vun den Avertissements taxés, déi sech op d'Tempo-30-Zone bezéie vun 2020 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Eis Datebanken erlaben eis et net, eng automatiséiert Recherche, déi sech spezifesch op d'Infraktioun „délits de grande vitesse“ an Tempo-30-Zone bezitt, duerchzuführen, well et bei där Infraktioun juristeschen net relevant ass, ab wéi enger maximal autoriséierter Vitesse een am Délit ass.

Gardiennage des sites de l'ONA | Question 7766 (14/03/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Kader vun der Gestiou vun de Foyere schaffen nieft Educateuren an Assistants sociaux och Gardiene fir den ONA.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Immigration an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gardiene ginn am Schnëtt bei engem Site vum ONA agesat?
2. Op wéi engem Foyer ginn déi meescht Gardienen agesat a wéi vill Persounen sinn et? Op wéi engem déi mannsten a wéi vill Persounen sinn et?
3. Wéi vill Gardiene solle bis 2024 bäikommen?
4. Wéi vill Gardiene solle bis 2027 bäikommen?
5. Wat sinn d'Aufgabe vun de Gardiene bei de Foyeren?
6. Op wéi vill Sitten huet d'ONA Persounen ënnerbruecht an op wéi vill vun dëser Sitte gi Gardienen agesat?

Réponse (17/04/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. Et sinn aktuell 150 Gardienen op 53 vu 66 Sitte verdeelt (dat ass eng Moyenne vun 2,27 Gardiene fir all Site).

ad 2. D'Zuel vun de Gardienen ass proportional zu der Gréisst, Kapazität a Komplexitéit vum Site:

– Déi meescht Gardiene ginn agesat an der Struktur „Kirchberg 90“ mat 16 Gardiene fir Stand haut 900 Leit.
– 15 Ënnerkonftstrukturen hu guer keng Gardienen.

ad 3. Dëst wäert vun den Ouverturen a Fermeturé vun de Sitten an den nächste Joren ofhänken. An der Reegel probéiert den ONA fir all Struktur, wou op d'mannst 30 Persounen ënnerbruecht sinn, e Gardien um Site ze hunn. Ab 100 Persounen soll en zweete Gardien derbäikommen. Dëse Schlëssel hänkt allerdéngs och dervun of, wéi d'Gebaier konfiguréiert sinn (wéi vill Personal een z. B. fir eng Evakuatioun brauch) a wéi vulnerabel d'Persounen sinn, déi do ënnerbruecht sinn.

ad 4. Idem Äntwert 3.

ad 5. D'Aufgabe vun de Gardienen enthalt folgend Beräicher:

- Receptioun an Zougankkontroll (den Accueil vun neien Awunner an Zouweisung op hir Zëmmeren, Lëscht vun all Entréeën a Sortien an de Strukturen, Verwaltung vum Zougang op de Parking asw.)
- Administratioun vun der Ënnerkonftstruktur (Anhale vum Règlement d'ordre intérieur, Gestiou vun verschiddene Stocken asw.)

– Technesch Kontrollen (Iwwerwaachung vun allen techneschen Installatiounen, Suivi vu Maintenance-Aarbechten asw.)

– Sécherheet (deeglech Tester vun all de Sécherheetsgeräter, Iwwerprüfung vun Noutausgänge, Mediatioun am Fall vun engem Konflikt asw.)

– Hygiène (Iwwerwaachung a Suivi vu Botzpläng, Konformitéit mat sanitäre Moossnamen asw.)

– Administrativ (Aktualiséierung vun Awunnerregistreuren, Ausschaffe vun deegleche Berichter, Bestellung vu Wueren asw.)

ad 6. Aktuell huet den ONA 66 Ënnerkonftstrukturen an et ginn op 53 Sitte Gardienen agesat.

Augmentation des prix de certains produits alimentaires | Question 7767 (14/03/2023) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Tout en saluant les mesures prises par le Gouvernement en accord avec les partenaires sociaux dans le cadre des réunions tripartites et votées par la Chambre des Députés pour protéger les ménages contre l'inflation et plus précisément l'explosion des prix de l'énergie, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

– Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer une augmentation sensible des prix de certains produits alimentaires au Luxembourg atteignant jusqu'à 11 pour cent au cours des derniers mois ?

– Quels sont les produits les plus touchés par cette forte augmentation ?

– Quelle est la marge de manœuvre dont dispose le Gouvernement pour agir sur les prix des produits de première nécessité suite à l'abolition du contrôle des prix et plus précisément en matière de plafonnement de ces prix tel qu'envisagé dans nos pays voisins ?

– Les restrictions territoriales d'offre exacerbent-elles le renchérissement des produits alimentaires au Luxembourg ?

– Ne serait-il pas utile de se donner les moyens de vérifier l'évolution des marges et partant la justification de l'augmentation des prix ?

Réponse (18/04/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs | M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

Comme l'indique le Statec dans le « Conjoncture Flash » de mars 2023, en février 2023, l'inflation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées au Luxembourg a dépassé un record historique avec +13 % sur un an, donc par rapport à février 2022, contribuant à un peu plus d'un tiers de l'inflation totale (4,3 %). Parmi les augmentations les plus marquées, on retrouve les graisses et huiles, les légumes et les produits laitiers et œufs.

Les résultats détaillés de l'Indice des prix à la consommation national (IPCN) sont disponibles sur le portail des statistiques, sous le thème Économie et prix, notamment dans l'indicateur à court terme A1 qui permet de suivre l'Indice des prix à la consommation nationale (IPCN).

(<https://statistiques.public.lu/fr/themes/economie-finances/dossier-indice-prix-inflation.html>)

La loi luxembourgeoise sur la concurrence prévoyait un mécanisme général permettant au Gouvernement de fixer des prix maxima en présence d'une crise. Le caractère général de l'article relatif à la fixation des prix a été épinglé par le Conseil d'État comme contraire à la

jurisprudence de la Cour constitutionnelle et se trouve dès lors en cours de révision. Le Gouvernement attend depuis fin 2022 l'adoption d'un avis complémentaire par le Conseil d'État. Cela dit, le Gouvernement peut à tout moment proposer la fixation de prix, à titre sectoriel, à travers l'adoption de projets de loi – à l'instar de ce qui s'est fait dans le secteur énergétique.

Le Gouvernement ne dispose pas d'indications pointant vers une amplification de la problématique du renchérissement des produits alimentaires au Luxembourg à cause de la persistance de restrictions territoriales de l'offre. De manière plus générale, le Gouvernement poursuit ses efforts de sensibilisation par rapport aux institutions européennes en vue de créer un cadre juridique européen visant à abolir les restrictions territoriales non justifiées.

Les marges relèvent du secret d'affaires des entreprises et ne peuvent donc faire l'objet de telles vérifications.

Contrôle de camions | Question 7768 (14/03/2023) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Lors d'une récente opération conjointe dans le Benelux menée par les services d'inspection routière belge, néerlandais et luxembourgeois il est ressorti que sur 60 camions contrôlés, 26 ont été enregistrés en infraction. Cette information a été publiée par le Secrétariat général de l'Union Benelux.

Les contrôles effectués ciblaient spécifiquement le respect des temps de conduite et de repos ainsi que l'utilisation correcte du tachygraphe (appareil électronique intégré au véhicule et enregistrant les temps de conduite et de repos du chauffeur, la vitesse du véhicule, la distance parcourue et les irrégularités).

Au total, 41 infractions ont été constatées. Cette action a été menée par le service public fédéral « Mobilité et transports » en Belgique, l'Inspection de l'environnement et des transports (ILT) aux Pays-Bas et l'Administration des douanes et accises au Luxembourg.

Des équipes comprenant des inspecteurs des trois pays ont effectué des contrôles à Kruibekke et Lamain en Belgique, à Venlo aux Pays-Bas et à Sterpenich, à la frontière luxembourgeoise.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances combien de camions ont été contrôlés à la frontière belgo-luxembourgeoise.

– Combien étaient en infraction et quelle était la nature des infractions ?

– Comme presque la moitié des camions contrôlés dans les trois pays étaient en infraction est-il prévu de répéter régulièrement ces contrôles ?

– Quelles ont été les sanctions contre ces infractions ?

– Est-ce que les entreprises opérant les camions en infraction seront poursuivies elles aussi ?

Réponse (17/04/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Dans le cadre de l'opération conjointe récente Benelux à laquelle fait référence l'honorable Député dans sa question parlementaire, les services compétents et spécialisés en matière de contrôles des poids-lourds de l'Administration des douanes et accises ont procédé à un contrôle intégré de dix-neuf véhicules à la frontière belgo-luxembourgeoise.

Vingt-six différentes infractions ont été constatées en relation avec douze des dix-neuf véhicules qui ont été contrôlés.

Les infractions qui ont été constatées peuvent être regroupées dans les cinq catégories reprises ci-dessous :

- défaut d'avoir payé le droit d'usage ou de disposer d'une exemption du droit d'usage (Eurovignette) ;
- défaut d'exhiber les documents de bord ;
- chargement pouvant constituer un danger pour les personnes, causer des dommages aux propriétés, traîner sur la voie publique ou y tomber (Arrimage) ;
- non-respect du temps de conduite et de repos ;
- dépassement de la largeur maximale autorisée d'un véhicule routier en circulation.

Les services compétents et spécialisés en matière de contrôles des poids-lourds de l'Administration des douanes et accises font régulièrement des contrôles sur le territoire national, dont, entre autres, à la frontière de Sterpenich. De plus, ils participent régulièrement à des actions conjointes, qui sont organisées dans le cadre du Benelux.

Les agents de l'Administration des douanes et accises ont émis vingt-six avertissements taxés pour les 26 infractions qui ont été constatées.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le montant total des avertissements ainsi émis s'élève à 6.732 €.

Afin d'offrir une meilleure vue globale, le tableau ci-dessous met en relation les différentes infractions constatées pour les 12 véhicules, tout en indiquant le montant des avertissements taxés à payer pour les infractions respectives :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dans le cadre du contrôle visé par la question parlementaire, la totalité des avertissements taxés ont été payés sans délais et sur place, de sorte qu'aucune autre procédure pénale ne s'en suivra.

Activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi | Question 7769 (14/03/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 1. August 2019 ass ee Gesetz a Kraaft getrueden, mat deem eng „activité d'assistance“ agefouert gouf. Dës Activité d'assistance soll Mënsche mat enger Behënnerung oder déi sech an engem externe Reklassement befannen, zeguttkommen. D'Moosnam huet d'Zil, « d'encadrer et de promouvoir l'inclusion des salariés handicapés et des salariés en reclassement externe sur le marché du travail ordinaire par un accompagnement adapté aux besoins du salarié handicapé [...] ».

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn zënter der Aféierung vum Gesetz eng Demande fir eng Activité d'assistance gemaach?

Wéi vill Demandë goufen accordéiert?

2. Wéi vill Persounen, déi eng Activité d'assistance accordéiert kruten, hunn hiren Aarbechtsposte bis haut behalen?

3. Wéi eng Informatiounscampagnë goufe vum Ministère iwwert d'Activité d'assistance geschalt an op wéi enge Medien ass dëst geschitt?

Réponse (17/04/2023) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Zënter der Aféierung vum Gesetz ass leider nach keng Activité d'assistance à l'inclusion gemaach ginn. Et si bis haut nach keng Demandë fir eng Assistance à l'inclusion gemaach ginn.

ad 2. Vu datt nach keng Activité d'assistance à l'inclusion bis haut accordéiert gouf, gëtt et fir den Ament keng Zuele vun de Persounen, déi vun enger Activité d'assistance à l'inclusion profitéiere konnten an hiren Aarbechtsposte behalen hunn.

ad 3. Zesumme mam Aarbechtsministère a mat der ADEM huet de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun 2019 eng Informatiounscampagne lancéiert.

2022 gouf eng weider Publicitéit an engem Katalog gemaach, wou Formatiounen am Beräich „Handicap“ ugebuede ginn.

Déi lescht Sensibiliséierungsaktioun gouf an der Reunioon vum 8. Dezember 2022 vum Comité pour la charte de la diversité zu Bartreng ënnerholl. Op d'Demande vum Comité huet de Ministère fir Famill an Integratioun zesumme mat der ADEM, de Membere vum Comité de projet vun der Assistance à l'inclusion presentéiert. Zu de Membere vum Comité zielen, ënnert anerem, grouss Entreprises, ewéi Deutsche Bank, PwC, Linklaters, RBC Investor&Treasury Services, Sodexo, HSBC Luxembourg an d'Associatioun IMS Luxembourg.

D'Zil vun der Presentatioun war, d'Entreprises iwwert de Projet vun der Assistance à l'inclusion ze informéieren an och ze motivéieren, bei engem Projet-pilote matzemaachen.

Do dernieft huet de Ministère fir Aarbecht, Beschäftigung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft an enker Zesummenaarbecht mat der ADEM iwwert d'Joer 2023 weider Aktiounen geplangt, fir kontinuéierlech ze sensibiliséieren:

- Realisatioun an Diffusioun vun enger Broschür, déi déi agreéiert Assistente virstellt;
- iwwerschaffte Presentatiounen vun der Assistance à l'inclusion um Site vun der ADEM;
- systematesch Kommunikatiounen un d'Employeuren, déi eng Persoun mat Behënnerung astellen;
- Offer fir d'Employeuren, fir d'Mesuren an d'Entreprisë virstellen ze goen;
- Kommunikatioun iwwert d'Mesuren a Kollaboratioun mat deene jeeeweilege Federatiounen, Chambres professionnelles a Gewerkschaften;
- och am Kader vun der Journée handicap et reclassement professionnel, den 19. Mee 2023, gëtt d'Activité d'assistance à l'inclusion nach eemol presentéiert.

Flux migratoires | Question 7770 (14/03/2023) de M. Charles Margue (déi gréng)

Le Luxembourg connaît des flux migratoires conséquents depuis de longues années. Cependant, peu d'informations sont disponibles sur la durée de séjour de personnes arrivant au Luxembourg.

Le solde migratoire (le nombre des arrivées déduit du nombre des départs) des dernières années correspond à peu près à la moitié du chiffre des arrivants. Le solde migratoire est donc un indicateur, certes très utile, mais il ne renseigne pas sur le profil des personnes quittant le Luxembourg.

L'émigration constitue néanmoins une dimension à considérer dans le cadre des politiques à mener pour favoriser la cohésion sociale et la culture du vivre-ensemble en général, et plus particulièrement dans le cadre des travaux parlementaires en cours, notamment du projet de loi relatif au vivre-ensemble interculturel.

Je me permets de poser les questions suivantes dans ce contexte à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Parmi les personnes qui arrivent au Luxembourg comme résident.e.s régulière.s, combien séjournent encore au Luxembourg au bout de 1, 2, 3, 4, 5 et plus de 5 ans ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir plus d'informations sur les caractéristiques démographiques (âge, sexe, nationalité et durée de séjour) des personnes ayant quitté le Luxembourg par année d'émigration ?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur les pays dans lesquels les personnes quittant le Luxembourg émigrent ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir la proportion des personnes retournant dans le pays où elles ont résidé avant de venir au Luxembourg, ainsi que celle des personnes émigrant dans un autre pays ?

Réponse (07/04/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Le Statec prévoit de diffuser au cours de l'année 2023 une publication concernant les statistiques sur les migrations et en relation avec le recensement de la population de 2021, les données figurant ci-après seront donc encore développées.

Ci-dessous le tableau 1 concernant l'année de départ des émigrants en fonction de l'année d'immigration. Les données sur les migrations de l'année 2022 sont en cours de finalisation et ne peuvent donc pas encore être prises en compte. Dans ces statistiques migratoires calculées par le Statec, les personnes arrivant et quittant le Luxembourg au cours d'une même année ne sont pas prises en compte afin de respecter le Règlement européen sur les statistiques migratoires.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le Statec constate que sur les personnes ayant immigré vers le Luxembourg entre 2016 et 2018, environ 13,5 % ont quitté le pays l'année suivante. Pour ces mêmes années, environ 26 % ont quitté le Luxembourg endéans 3 ans.

Pour les personnes ayant migré en 2019, la situation est différente et probablement due à l'impact de la crise du Covid-19 en 2020 et 2021. Parmi les immigrants arrivés en 2019, près de 20 % ont quitté le Luxembourg en 2020, donc l'année suivant leur immigration. Près de 13 % de ces migrants ont quitté le Luxembourg en 2021. 32 % des immigrants de l'année 2019 ont donc quitté le pays endéans 2 ans, soit environ 12 points de pourcentage de plus par rapport à la période 2016-2018.

Les caractéristiques des émigrés varient peu, comme le montre le tableau 2 ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Si l'âge moyen de l'ensemble des émigrants entre 2016 et 2019 est de 33,5 ans, ceux quittant le Luxembourg endéans les 3 années sont plus jeunes. Parmi les émigrants, la part des femmes est généralement plus faible que celle des hommes. Quant aux nationalités de ces émigrés, le top 3 est toujours composé des Français, des Portugais et des Italiens. À noter également que la durée de séjour est relativement stable et ne varie guère au cours du temps.

Pour leur nouveau pays de résidence, les émigrants ayant quitté le Luxembourg en 2021 optent le plus souvent pour un des trois pays limitrophes au Luxembourg : la France (26,2 %), l'Allemagne (16,7 %) et la Belgique (12,7 %). La part de ces trois pays est plus

élevée pour les émigrants de nationalité luxembourgeoise : Allemagne (41,4 %), France (20,6 %) et Belgique (13,9 %). Ces observations sont également vraies pour les années antérieures.

Le Stater ne dispose pas des informations nécessaires pour calculer la proportion des personnes retournant dans le pays où elles ont résidé avant de venir au Luxembourg ou émigrant dans un autre pays.

REVIS en fonction de la communauté domestique | Question 7771 (15/03/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

La notion de la communauté domestique est définie de la manière suivante : « Une communauté domestique est constituée de toutes les personnes qui résident dans le cadre d'un foyer commun, qui disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir des preuves matérielles qu'elles résident ailleurs. »

Par conséquent, c'est bien le budget commun qui est le critère définissant la communauté domestique – et non pas la communauté domestique qui prouve qu'il y a un budget commun.

Pourtant, force est de constater que jusqu'à présent le FNS semble présupposer que ceux ou celles qui habitent ensemble sous un même toit partagent un budget commun. Mais toujours selon la définition, le lien devrait aller dans l'autre sens.

Aujourd'hui encore, cette présupposition a comme conséquence qu'après un an de « recueil par pitié », les cohabitants doivent se séparer s'ils/elles veulent continuer d'avoir droit au REVIS. Cette disposition crée évidemment des situations dramatiques dans un contexte de crise du logement. Des personnes perdent leur logement, risquent de ne plus retrouver de logement adéquat et risquent de perdre leur droit au REVIS.

De plus vous n'êtes pas sans savoir que les foyers pour réfugiés sont à moitié occupés par des bénéficiaires de protection internationale qui eux pourraient quitter le foyer mais ne trouvent guère un logement sur le marché.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Êtes-vous d'accord pour dire que si le budget commun est le facteur déterminant la communauté domestique, il ne faudrait pas présupposer que chaque cohabitation a d'office un budget commun ?

2) Si vous êtes d'accord, pourriez-vous envisager un changement de cette pratique de présupposer un budget commun ?

3) Madame la Ministre, pourriez-vous envisager la possibilité pour les requérants de déclarer sur l'honneur l'absence d'un budget commun de la communauté domestique ?

Le « recueil par pitié » qui permet à une personne de continuer de jouir du droit au REVIS pendant douze mois a été introduit pour permettre à des personnes bénéficiaires du REVIS de vivre en cohabitation.

4) N'êtes-vous pas d'avis que cette clause de 12 mois pourrait être prolongée au vu du fait que le marché du logement n'offre tout simplement aucune perspective à la majorité des personnes qui dépendent du REVIS et que douze mois représentent une échéance trop courte pour trouver un logement adéquat sur le marché ?

Réponse (30/03/2023) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Pour répondre à la question de l'honorable Députée, il y a tout d'abord lieu de relever que l'article 4 (1) de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS) établit une présomption par rapport à laquelle la preuve du contraire peut être rapportée.

L'article 4 (1) de la loi précitée prévoit précisément ce qui suit :

(1) Sont présumées former une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir les preuves matérielles qu'elles résident ailleurs.

Un règlement grand-ducal précise les preuves matérielles à fournir relatives à la situation de logement et au paiement des frais y relatifs, la durée sur laquelle doivent porter ces preuves, sans qu'elle ne puisse être inférieure à six mois, ainsi que les modalités pratiques d'application.

En ce qui concerne la première question, il y a par conséquent lieu de rappeler que le budget commun n'est pas le seul facteur déterminant la communauté domestique. En effet, pour établir la communauté domestique, le FNS se base sur un faisceau d'éléments dont notamment celui que les personnes vivent dans un foyer commun, qu'elles partagent les frais de la vie courante et qu'elles ne peuvent rapporter aucune preuve que tel n'est pas le cas.

Une telle preuve peut être rapportée si par exemple les personnes concernées documentent qu'elles habitent dans des unités de logement distinctes ou qu'elles disposent, dans une unité de logement déterminée, de lieux d'habitation distincts.

D'une façon générale, le FNS essaie d'interpréter les dispositions de la loi d'une façon large afin de prendre en compte les diverses situations de logement.

ad 2) L'honorable Députée est au courant que d'après une motion de la Chambre des Députés du 10 juillet 2018, le Gouvernement procédera à une révision du dispositif REVIS après une période de trois années. Cette étude sera achevée dans les prochains mois. Le Gouvernement se basera sur les conclusions de cette étude pour entamer les changements éventuels de la loi sur le REVIS.

ad 3) Lors de leur demande, les requérants sont obligés de donner toutes les indications au FNS afin que celui-ci puisse déterminer le calcul de la prestation. Le FNS est de son côté chargé de vérifier si les conditions de la loi sont remplies. La forme des déclarations des requérants ne dispense pas le FNS d'effectuer les vérifications en conformité avec la loi.

ad 4) Il est renvoyé à l'évaluation du dispositif REVIS citée à propos de la réponse à la question 2.

Campagne « Zesumme spueren, zesammenhalen » | Question 7772 (15/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zanter e puer Méint ginn an de Gemengen am Land Energiespuerette verdeelt. Dës Sette ginn am Kader vun der Campagne „Zesumme spueren, zesammenhalen“ mat Enovos un all interesséiert Haushalter verdeelt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun den Energiespuerette si bestallt ginn?

2. Wat war de Käschtepunkt heivunner?

Huet Enovos hei een Deel vun de Käschten iwwerholl?

3. Wéi vill Sette konnte verdeelt ginn?

4. Wat geschitt mat deene Setten, déi iwweregbliwwe sinn?

5. Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung fir d'Energiespueretten?

Wa jo, wéi vill Entreprises hu sech gemellt? Wann nee, firwat net?

6. Vu dass net all Haushalt wäert kënnen mat all Deel vum Set eppes ufänken, firwat gouf net virgesinn, dass d'Leit déi Saachen, déi se net brauchen, an der Gemeng loosse?

Gesäit de Minister an, dass esou hätte kënnen Ressourcen agespuert ginn an d'Leit sensibiliséiert gi wieren, par rapport zu dësem Ressourcenverbrauch?

Réponse (12/04/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Enovos huet wéi all Gas- a Stroumfournisseur nom ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisation vum Stroummaart eng Verpflichtung, fir am Kader vum Mécanisme d'obligation en matière d'efficacité énergétique en effizienten Émngang vun der Energie ze ënnerstëtzen a ganz konkret Energiespuerungen ze realiséieren.

Am Kontext vum Energiespuere gëtt et bei Enovos ënnert dem Programm „enoprime“ eng ganz Rei vu konkreten Aktiounen a Mesuren am Beräich Energiespueren, déi sech un d'Industrie, d'PMEen an d'Privatleit adresséieren: Zum Beispill ginn Ingenieuren a Betriber a schaffen individuell Energiespuerprogramme fir déi Betriber aus.

Enovos huet am Kader vun der Energiekris och eng Energiespuercampagne lancéiert, „Let's Save Energy Now“ (<https://www.lets-save-energy.lu/fr/>), fir seng Clientë fir d'Energiespueren ze sensibiliséieren an heibäi ze ënnerstëtzen.

Wat Privatstéit betrëfft, sou verdeelt Enovos aktuell iwwer 50.000 Energiespueretten. Dës Initiativ gëtt integral vun Enovos gedroen a financéiert. Fir ze vermeiden, dass onnéideg vill Energiespuerette kaf ginn, huet Enovos den Akaf un den Erfolleg vun der Aktioun gekoppelt. Esou goufen d'Energiespuerette final a 4 Lousen akaaft, woubäi dat lescht Lous opgrond vun enger europäescher Ausschreiwung war. Et maachen 73 Gemenge bei dëser Aktioun mat an et deit sech un, dass alleguer d'Sette wäerte verdeelt kënnen ginn.

Bei der richteger Benotzung vu sou engem Energiespuerette kann ee 4-Persounen-Stot an engem Joer säin Energieverbrauch ëm bis zu 3.700 kWh reduzéieren an 59.000 l Waasser spueren. Nieft dem Energiespuere kann duerch dës Aktioun also och ee wichtege Bäitrag, fir Waasser ze spueren, geleescht ginn.

Weider Detailler kann een ënnert folgendem Link fanen: <https://www.enoblog.lu/fr/enostories/kits-deconomie-energie-gratuits-denoprimes/>.

Incident sur la « Nordstreck » | Question 7773 (15/03/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

An engem Pressecommuniqué vum 14. Mäerz 2023 vun de CFL heescht et, dass den Tracé tëschent Ettelbréck-Kautebaach a Kautebaach-Wooltz op der Linn 10, déi sougenannt „Nordstreck“, wéinst schlechte Wiederkonditiounen bis op Weideres gespaart ass. Wéi an der Matdeelung ze liesen ass, wier dës Entscheidung op eng onstabil Fielswand op der Héicht vu Bierden zeréckzeféieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

– Kann den Här Minister ons méi Detailler iwwert d'Ursaache vun dësem Problem matdeelen?

– Wéi eng Aarbechte mussen ënnerholl ginn a wéi laang wäert dës Linn viraussichtlech zoubleiwen?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op der betraffener Fielswand iwwert enger Geröllkummer an der Héicht vu Bierden waren zum Zäitpunkt vun der Detektioun vum instabile Fielsblock präventiv Stabilisatiounsarbechten amgaange realiséiert ze ginn. Schlecht Wiederkonditiounen si warscheinlech d'Ursaach vun der Degradatioun vun der Situatioun. Well e weidere Fielsrutsch net konnt ausgeschloss ginn, bis d'Stabilisatiounsarbechte fäerdeg sinn, huet missen den Zuchtrafik bis zum Ofschloss vun den Aarbechten ënnerbrach ginn.

D'Expertis, déi vun engem externen Expert realiséiert gouf, huet et erlaabt, eng ugepasst Aarbechtsmethode ze definéieren a folgend Stabilisatiounsmoosname festzeleeën: Buere vu 440 Ankere mat enger Längt bis 8 Meter, Ubränge vu 5.000 m² Grillage (fir klengt Gestengs) an 1.000 m² Metallnetzer. D'Interventioun gëtt vun enger externer, spezialisierter Firma während sechs Wochen duerchgefouert. D'Aarbechte ginn op zwou Schichte realiséiert; eng Nuetsinterventioun ass aus Sécherheetsgrënn net méiglech. Et ass virgesinn, dësen Abschnitt vun der Streck erëm den 8. Mee a Bërbësch ze huelen.

Consommation de médicaments psychotropes par des enfants et adolescents | Question 7774 (15/03/2023) de **M. Max Hengel** (CSV)

An engem Rapport vum franséischen Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) warnt dëse virun enger Hausse vu psychotropesche Medikamenter (Medikamenter, déi d'Aktivitéit vum Gehier verännere) bei Kanner tëscht 6–17 Joer. Vill ze vill Medikamenter géinge verschriwwen ginn, an dës wieren och nach dobäi oft ze vill staark doséiert. An deem Sënn hätt d'Consummatioun vun esou Medikamenter bei Kanner sech verduebelt an deene leschten 10 Joer. 5 % vun der franséischer pediaterescher Bevëlkerung wier betraff, also 1 Kand vun 20.

Laut der franséischer Assurance maladie, wier tëscht 2010 an 2021 de Konsum vu psychotropesche Medikamenter wéi Antidepressive bei Kanner ëm 179 % eropgaangen, bei Psychostimulante géing ee bei 148 % leien, bei antipsychotesche bei 114 % an hypnotesche Medikamenter bei 35 %. Et kënn een zur Conclusioun, datt d'Medikamenter ëmmer méi fréi verschriwwen ginn.

Des Weidere géif een am Rapport vum HCFEA zur Conclusioun kommen, dass eng grouss Partie vu Kanner a Jonker, déi schonns Unzeeche vun enger psychescher Krankheet uweisen an eng fréi Betreierung bräichten, net prioritär behandelt géinge gi mam Resultat, datt hiren Zoustand sech verschlechtert.

De Rapport vum HCFEA kënn weiderhin op d'Resultat, datt e groussen Deel vun de Prescriptiounen vun de Medikamenter net fir Kanner bestëmmt wieren.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Kann een zu Lëtzebuerg och eng Hausse vun de Prescriptiounen vu psychotropeschen, antipsychoteschen an hypnotesche Medikamenter an och vu Psychostimulante bei Kanner a Jugendleche feststellen? Wa jo, ëm wéi vill Prozent sinn dës an d'Luucht gaangen?

2. Kann een des Weidere feststellen, datt Dose vun dësen Medikamenter oft ze héich si fir d'Kanner?

3. Kann d'Regierung Zuelen nennen, wéi vill Kanner a Jugendleche esou Medikamenter verschriwwen kréien/kruten?

4. Wéi gi Case vu Kanner a Jugendlecher, déi Zeeche vun enger psychescher Krankheet opweisen, geréiert? Wat sinn d'Waardezäite fir eng Behandlung an der Moyenne?

5. Kann een hei zu Lëtzebuerg och feststellen, datt Medikamenter u Kanner a Jugendlecher verschriwwen ginn, déi net fir dës bestëmmt sinn? Wa jo, wat sinn hei d'Zuelen? Wat wëll d'Regierung ënnerhuelen, fir eis Kanner a Jugendlecher viru Medikamenter, déi net fir si bestëmmt sinn, ze schützen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Unzuel un Ordonnancë fir verschidden Aarte vu psychotropesche Medikamenter, déi vun der Krankeversécherung fir Kanner a Jugendlecher am Alter vu 6 bis 17 Joer iwwerholl goufen, mat deenen d'Assurée vun der Lëtzebuurger Krankeversécherung an eng Apdik zu Lëtzebuerg gaange sinn, fir déi respektiv Medikamenter ze kafen, beispillsweis en Erwuessenen (haauptsächlech Elteren) fir e Kand. D'Donnéen erlaben et net unzeginn, iwwert wéi een Zäitraum déi respektiv Medikamenter verschriwwen goufen. Dowéinst léisst eng Baisse vun der Unzuel un Ordonnancen, wéi se fir 2013 bis 2022 festgestallt gëtt, net direkt op eng Baisse an der Consummatioun vun de respektive Medikamenter schléissen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'Ermiese vun der Dos läit an der Responsabilitéit vum Medezinner, deen d'Medikament verschreibt.

Et muss ënnerscheet ginn tëschent Medezinner, déi eng allgemeng Ausbildung hunn a solchen, déi am pediatereschen, pedopsychiatreschen, souwéi neuropediateresche Beräich spezialiséiert sinn.

Sou besti fir dat nämmelech Medikament bei ënnerschiddleche psycheschen/psychiatresche Krankheitsbiller ënnerschiddlech Dosagen, deemno wéi en Zil mam Medikament wëll erreicht ginn. Dofir muss mer virsiichteg sinn, wa mer vun ze héijen Dosagé schwätzen, well dës bei verschiddene Krankheitsbiller noutwenne sinn.

D'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheitsdirektioun ass dofir zoustänneg, d'Dossiere vun de Medikamenter ze analyséieren, an de Gesondheitsministère stellt d'AMM (autorisation de mise sur le marché) aus. Dëst geschitt op Basis vun engem RCP-Dossier (résumés des caractéristiques du produit), an deem Dosagen a Posologie virgeschriwwen si fir déi verschidde Patientegruppen. E Medikament dierft deemno och just an de Limite vun deem RCP verschriwwen a benotzt ginn.

Et leie keng Zuelen vir, ob a wéi vill Medikamenter an ze héijen Dose bei Kanner verschriwwen géife ginn.

ad 3. Den Tableau 2 weist d'Unzuel un Assuréeen am Alter vu 6 bis 17 Joer, fir déi op d'mannst eng Aart vu psychotropesche Medikamenter vun der Krankeversécherung rembourséiert gouf. Et goufe just Assuréeen vun der Lëtzebuurger Krankeversécherung gezielt, déi an eng Apdik zu Lëtzebuerg gaange sinn, fir déi respektiv Medikamenter ze kafen.

Am Joer 2022 hunn 3,6 % vun all den Assuréeen am Alter vu 6 bis 17 Joer psychotropesch Medikamenter an

enger Apdik zu Lëtzebuerg kaf. Am Verglach heizou waren et am Joer 2013 nach 3,9 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Et läit an der Autorité parentale ze decidéieren, wéi se mat den Zeeche vun enger psychescher Krankheet, déi se selwer erhieft, oder op déi se vun Externen, heefeg vum Schoulsecteur, opmierksam gemaach gëtt, ëmgoe wëllt. Sou wende se sech entweder u psychologesche Servicer vun der Educatioun oder vun der Aide à l'enfance, oder consultéieren éischter am Santéberäich hire Kanner- oder Hausdokter, oder wenden sech u Medezinner, déi am Beräich vun der psychescher/psychiatrescher Krankheet kompetent sinn, am liberale Secteur oder am Spidol mat enger multidisziplinärer, fachspezialisierter Ekipp. Niewent enger direkter Prise en charge am Urgencéservice fir dringend Fäll gëtt et am liberale Secteur eng Waardezäit, déi vun e puer Woche bis zu e puer Méint goe kann, jee no Drénglechkeet vum Fall.

ad 5. Engersäits läit d'Verschriewung vu Medikamenter am Ermessen an der Verantwortung vum Medezinner, wou all Abus prinzipiell beim Collège médical kéint gemellt ginn.

Weiderhi gesäit d'Gesetz vum 24. Juli 2014 vir, dat d'Rechter an d'Obligatiounen vum Patient (bei Mannerjäregen d'Persounen, déi mat der Autorité parentale investéiert sinn) legiferéiert, datt eng gréisser Kohärenz an eng gréisser Transparenz tëschent dem Patient (d'Persounen, déi mat der Autorité parentale an dëser Situatioun investéiert sinn) an de Prestatairen aus dem Gesondheitsberäich besteet.

Et leie keng Zuele vir, ob a wéi vill Medikamenter an net adequaten Dose bei Kanner a Jugendleche verschriwwen géife ginn.

Archéologie préventive introduite avec la loi relative au patrimoine culturel | Question 7775 (15/03/2023) de **M. Marc Lies** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Mam neien Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 ass de Prinzipp vun der preventiver Archeologie agefouert ginn. Duerch dës Preventiv Prinzipp mussen Bauprojeten, déi an enger Zone d'observation archéologique léien, ënner verschiddene Konditiounen, am Virfeld beim Kulturministère agreecht ginn, fir dass se enger Évaluation archéologique ënnerzu ginn. Duerch dës archeologesche Evaluatiounsprozedur soll dem Bauhär eng méi grouss Previsibilitéit am Kontext vun den ustoenden Aarbechte gi ginn.

Ee Joer nom Akraaftriiede vun dësem Gesetz sinn d'Konditiounen, fir dës Dispositiounen korrekt ze applizéieren, leider nach ëmmer net erfëllt.

Laut eisen Informatiounen gëtt et fir de Moment net genuch agreeiert Leit um Terrain, déi dës archeologesche Sondagen duerfen duerchfeieren. Fir den Agreement ze kréien, géif et 3 Méint daueren. Déi Tatsachen droen derzou bäi, dass verschidde Projeten an hirer Ëmsetzung gebremst ginn, wat an Zäite vu steigende Baukäschten och e finanziellen Impakt op Bauprojeten huet.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Wunnengsbauminister stellen:

– Ass sech d'Regierung der uewe genannter Problematik bewusst?

– Wéi wëll d'Regierung dergéint virgoen?

– Ass d'Regierung bereet, den Agreement, fir archeologesch Evaluatioune kënnen ze maachen, ze vereinfachen an ze beschleunegen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Mam Artikel 9 vum Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 gouf de ministeriellen Agreement agefouert, dee privat archeologesch Operateuren accordéiert musse kréien, fir archeologesch Ënnersichungen zu Lëtzebuerg kënnen ze maachen. An dësen Agreemente gi bei all Demande déi verschidde Spezialitéite vun den Archeologe prezisiéiert, wéi zum Beispill „diagnostesch Sondéierungen, preventiv archeologesch Gruewungen am ländlechen oder/an urbane Gebidder“. Dozou ginn d'Qualifikatiounen en fonction vun de chronologeschkulturellen Epochen a Spezialisatiounen (zum Beispill „Bau- oder Grafarcheologie, Archeozoologie an esou weider) définiéiert. D'Demandé fir den Agreement gi vum Institut national de recherches archéologiques (INRA) iwwerpréift. All Agreement gëtt fir eng Dauer vun héchstens dräi Joer accordéiert a muss spëtstens dräi Méint virum Oflaf erneiert ginn.

Wat d'Dauer vum Traitement vun enger Demande d'agrément ugeet, gesäit den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 9. März 2022 en Delai vu maximal dräi Méint vir (ab deem Moment, wou den Dossier komplett ass). Tatsächlech dauert den internen Traitement vun esou Demanden awer am Schnëtt just 10 Schaffdeeg, an net dräi Méint, esou wéi déi honorabel Deputéiert dat an hirer parlamentarescher Ufro behaupten. Vu dat e séieren Accord vun engem Agreement an Interessi vun den dräi betroffenen Acteuren ass (Bauhär, Archeolog a Staat), huet den INRA zanter März 2022 en dediéierte Conseil d'agrément souwéi eng standardiséiert Prozedur en place gesat, fir esou séier an esou prezis wéi méiglech d'Demandé kënnen ze evakuéieren.

Déi 10 Schaffdeeg, an deenen den INRA am Schnëtt senger Obligatioun nokënn, fir de bien-fondé vun engem Agreement ze iwwerpräiwien, schéngen eis duerchaus verhältnisméisseg ze si par rapport zu den dräi Méint, déi am règlementaire Kader virgesi sinn, sou datt d'Fro vun enger Beschleunegung vun dëser Prozedur eis net opportunn schéngt. Och d'Informatiounen, déi am Kader vun enger Demande d'Agreement am Artikel 1 vum uewe genannte Règlement grand-ducal gefrot ginn, sinn duerchaus rasonabel an dierfte fir déi archeologesch Operateure keng administrativ Hürden duerstellen, esou datt eng Vereinfachung vun der Prozedur och schwéier envisageabel ass.

Bis dato hunn aacht Entreprises eng offiziell Demande d'agrément agereecht. 2022 krute sechs archeologesch Bedreiwere en Agreement an 2023 zwee weider Operateuren. D'Lëscht vun den agreeierten archeologeschen Operateure kann online consultéiert ginn a gëtt reegelméisseg aktualiséiert.¹

Et sief dann och ze ënnersträchen, datt d'Augmentatioun vun den agreeierte privaten archeologeschen Operateure vun dëser Regierung gewënscht ass a gefërdert gëtt, engersäits, fir der ëmmer méi grousser Demande säitens de Bauhäre gerecht ze ginn, an anersäits, fir eng gesond Konkurrenz ze schafen, mat equilibréierte Präisser an ouni Monopol.

Den INRA huet an dësem Sënn och schon zwee Informatiounsdeeg op nationale an europäeschem Niveau organiséiert, déi sech un déi interesséiert archeologesch Operateure geriicht hunn, fir se op dës nei Marchés de Service ze sensibiliséieren an se ze invitéieren, esou séier wéi méiglech en Agreement unzefroen.

¹ https://cnra.lu/fr/amenagement/demarches/MC-Liste_des_operateurs_archeologiques_agrees-20230411.pdf

.....
Facturation de la consommation d'eau par les communes | Question **7776** (15/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gemenge bidden hire Bierger:inne verschidde Servicere un, déi zum Deel mussen iwwert d'Taxe matfinanzéiert ginn. Dorënner falen, zum Beispill, d'Benotze vun de Poubellen, d'Consommation vum Waasser an d'Gestioun vum Ofwaasser. D'Héicht vun den Taxen ass am Taxereglement vun der Gemeng festgehalen. D'Gemeng schéckt dem Konsument dann eng Ofrechnung fir d'Benotze vun de Servicere.

An der Gemeng Péiteng ass et bei der Ofrechnung vum Waasser esou, dass de Proprietär vun der Wunneng d'Rechnung zougestallt kritt, egal ob hien/si selwer dra wunnt oder se un ee Locataire verlouert. De Schäfferot vun der Gemeng hat nämlech de 27. Abrëll 2016 d'Decisioun geholl, dass ab dem 1. Oktober 2016 d'Méiglechkeet, fir d'Waasserrechnungen un d'Locataire ze adresséieren, net méi ugewannt gëtt. Zënterdeem ginn d'Waasserrechnungen nëmmen nach un de Proprietär adresséiert. D'Gemeng Péiteng huet dëst Virgoen den 8. März 2023, op eng schrëftlech Fro vum Gemengeconseiller Christian Welter hin, bestätegt. D'Gemeng erkläre ausserdeem, dass an der Vergaangenheet vill ze vill Locataire hir Waasserrechnung net bezuelt hätten a si dowéinst elo d'Rechnungen nach just un de Proprietär adresséiert.

D'Gemeng hält als legal Basis fir dëst Virgoen dat modifizéiert Waasserreglement vun der Gemeng Péiteng vum 24. Juni 1973, Artikel 22, wou drasteet:

„Der Eigentümer von Gebäuden oder Grundstücken, die an die öffentliche Wasserleitung angeschlossen sind, ist für die Zahlung der fälligen Wassertaxen zuständig. Die Wassergebühren können jedoch auch, aufgrund einer schriftlichen Übereinkunft zwischen Eigentümer und Mieter, direkt den Mietern in Rechnung gestellt werden. Ein Exemplar dieses Abkommens ist der Gemeindeverwaltung zuzustellen. Haftbar für die Entrichtung der Taxen bleibt jedoch der Eigentümer, sollte der Mieter die fälligen Zahlungen nicht entrichten.“

Den Erklärungen vun der Gemeng no, wier et haut och net méi méiglech, fir d'Rechnung vum Waasser a vum Ofwaasser direkt un de Locataire auszustellen. An anere Gemengen ass et, mengen Informatiounen no, wuel awer méiglech, fir d'Facturatioun direkt op de Locataire auszustellen, esou wéi dat och fréier an der Gemeng Péiteng de Fall war. Grad well et sech beim Waassercompteur ëm een individuelle Compteur handelt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1. A wéi engen anere Gemengen hei am Land gëtt d'Facturatioun vum Waasser eenzeg an eleng un de Proprietär ausgestellt?
2. Ass et legal, fir ee Gemengereglement sou ëmzeänneren, wéi zu Péiteng, dass net méi de Locataire als Consommateur, mee de Proprietär vun der Wunneng d'Waasserrechnung zougestallt kritt, obwuel dësen, am Fall vun enger Locatioun, weeder de Consommateur vum Waasser ass, nach iergend en Afloss op d'Consommation vu sengem Locataire kann hunn?
3. Ass et iwwerhaupt am Aklang mat der aktueller Gesetzgebung, dass eng Gemeng engem Proprietär eng Waasserrechnung zoustellt, obwuel d'Wunneng en individuelle Compteur huet an de Locataire offiziell bei der Gemeng ugemellt an deklaréiert ass?

4. Steet et enger Gemeng zou, fir iwwert de Wee vun enger Waasserrechnung dem Proprietär Informatiounen iwwert de Waasserverbrauch vu sengem Locataire zoukommen ze looschen an ass dës Virgoensweis am Aklang zum Dateschutz?

5. Ass d'Virgoensweis zu Péiteng och legal a proportional am Hëlleck op de Fait, dass eng Gemeng spëtstens no der Umeldung genee weess, wien de Locataire ass, wéi vill Persounen am Stot wunnen, an deemno all Informatiounen huet, fir de Locataire eng individuell a personaliséiert Rechnung auszustellen?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Rechnungen fir d'Waassertaxen, déi eenzeg an eleng un de Proprietär ausgestellt géife ginn.

Mir hu bis elo keng Kenntnis vun Taxereglementer, déi sou Dispositiounen agefouert sollen hunn. D'Gemenge sinn autonom am Erstelle vun hiren Taxereglementer, ënner anerem mussen d'Waassergesetz an d'Gesetz iwwert de Bail à loyer awer respektéiert ginn.

D'Bail-à-loyer-Gesetz vum 21. September 2006 gesäit am Artikel 5 vir, dass „le bailleur ne peut mettre à charge du locataire que les montants qu'il justifie avoir déboursés lui-même pour le compte du locataire“. D'Gesetz erlaabt an dësem Fall, dass de Proprietär d'Chargen an domadder och d'Waassertaxen un de Locataire weiderverrechen, déi de Proprietär an enger éischer Phas selwer bezuelt hätt. Wéi d'Chargé bezuelt ginn, kënnen d'Parteien och opgrond vum kontraktuelle Fräiheitsprinzip am Kontrakt bestëmmen.

Den aktuellen Artikel 22 vum Péitenger Waasserreglement gesäit awer vir, dass bei der Presentatioun vun engem Contrat de bail d'Péitenger Gemeng d'Waasserrechnung direkt un de Locataire, an domat och de konkrete Benotzer, schéckt. Am Kader vun enger „contredits“-Prozedur huet de Fridensrichter an engem Jugement vum 25. Januar 2021 entscheet, dass „en cas de non-paiement de la taxe d'eau par le locataire, l'administration communale de Pétange peut se retourner contre le propriétaire de l'immeuble compte tenu du fait que l'article 22 précité du règlement communal prévoit que c'est le propriétaire qui est responsable du paiement de la taxe d'eau en cas de non-paiement par le locataire“². D'Uwendung vun dësem Artikel ass also vun der Jurisprudenz guttgeheescht ginn, an et gouf och kee Verstouss zum Waassergesetz festgestallt. Wichtig ass, dass d'Waasserpräisser käschendeckend sinn, wat och vun der Waasserverwaltung (AGE) opgrond vum Artikel 33 vum Waassergesetz iwwerpréift gëtt.

D'Facturatioun un de Proprietär op Basis vum Waasserverbrauch vum Locataire ass eng Dateveraarbechtung am Sënn vum Règlement général sur la protection des données (RGPD). Fir all Dateveraarbechtung muss eng Gemeng och eng Base légale hunn. An dësem Kontext geet et ëm Recouvrementsprozedure vu Gemengtaxen, déi ënner anerem am Kapitel 3 vum Gemengesgesetz virgesi sinn an der Gemeng domat eng gesetzlech Basis ginn, fir Traitement duerchzuführen. Hei muss d'Gemeng ënner anerem d'Grondprinzip vum Dateschutz, déi am Artikel 5 vum RGPD opgeléicht ginn, respektéieren. De Respekt vun dësem Prinzipie muss d'Gemeng, als Responsable du traitement,

² Jugement du 25 janvier 2021, Juge de paix, Rép. fiscal n° 220/21.

opgrond vum Accountability-Prinzip och beweise kënnen. Dat bedeit, datt d'Gemeng ënner anerem d'Rechtméissegheet vun der Dateveaarbechtung, d'Limitatioun vun den Zwecker an d'Minimisatioun vun den Donnéeë berücksichtegt muss. Ausserdeem gëtt d'Kontroll vum RGPD a senger Prinzipie vun der Commission nationale pour la protection des données (CNP) assuréiert.

Centre de données de Google à Bissen | Question 7777 (16/03/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans un post posté sur le réseau social professionnel LinkedIn, Monsieur le Premier Ministre s'est félicité ce mercredi 15 mars 2023 d'une entrevue fructueuse avec l'entreprise américaine Google en écrivant (traduit de l'anglais) : « Je suis heureux que Google confirme son engagement envers le Luxembourg et envisage d'investir dans des équipes de commercialisation basées à Luxembourg pour établir des centres d'excellence dans l'intelligence artificielle, la cybersécurité et d'autres technologies de pointe. » Le Gouvernement a par ailleurs annoncé via communiqué un « projet de Google au Luxembourg dans le domaine du Cloud, de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle ».

Je me permets de rappeler que Google est également au centre des discussions depuis plusieurs années pour son projet d'un centre de données à Bissen. Jusqu'à présent, le projet en question semblait être au point mort.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre a discuté du projet d'un centre de données à Bissen avec les représentants de Google ?

– Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut me dire où en sont les plans de l'entreprise américaine ?

– Dans la négative, pourquoi est-ce que Monsieur le Premier Ministre n'a pas jugé nécessaire d'aborder le sujet ?

2) Est-ce que le projet annoncé ce mercredi 15 mars 2023 est à voir en relation avec le projet d'un centre de données à Bissen ?

3) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut déjà donner de plus amples informations sur le projet annoncé via communiqué ? Quand est-ce que ce projet verra le jour ? Est-ce que ce projet est lié à la création de nouveaux postes de travail ? Est-ce que le montant des investissements a été annoncé par Google ?

Réponse (23/03/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1) Oui, en effet, le projet du centre de données a été brièvement discuté lors des entretiens avec les représentants de Google. La situation concernant les terrains à Bissen reste inchangée dans le sens que d'un point de vue légal, le projet pourrait être entamé à court terme. Cependant, la situation économique en général, l'inflation et surtout la pression sur les prix de l'énergie en Europe font que de manière générale certaines entreprises ont ralenti les projets d'investissement de grande ampleur et Google ne fait pas exception.

ad 2) Le projet de créer une offre dans le domaine du « cloud souverain » est une initiative du Gouvernement qui s'inscrit dans la stratégie économique à l'horizon 2025 du Gouvernement ainsi que dans l'objectif d'accélérer la digitalisation de l'économie au profit de la

société et de contribuer à une économie des données durable et de confiance. La coopération entre LuxConnect et Proximus pour le lancement, l'exploitation et la commercialisation de la solution est un très bon exemple de coopération belgo-luxembourgeoise et n'est pas en relation avec le projet d'un centre de données de Google à Bissen.

ad 3) Les deux entreprises, Proximus et LuxConnect, ont signé un accord sur la création d'une filiale commune qui sera basée au Luxembourg. Cette nouvelle entreprise aura comme objet de proposer des services cloud sur base d'une technologie ultra performante et déconnectée, opérée par des experts basés au Luxembourg et la plateforme sera hébergée dans des centres de données de LuxConnect au Luxembourg.

Il est prévu que la plateforme soit opérationnelle fin 2023.

Compte épargne-temps (CET) auprès de l'armée | Question 7778 (16/03/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Zäitspuerkont (CET) ass geschaf ginn, fir souwuel de Betriber wéi och den Employéë méi Flexibilitéit unzebidden. Een Employé ka sech, op Demande, geleschten Iwwerstonnen opschreiw loossen, fir se duerno als Congésdeeg kënnen erëmkreien. Dës Moossnam ass ee Mehrwärt fir d'Employéë vun engem Betrieb a steigert d'Attraktivitéit vum Patron.

Ugesiichts, dass d'Arméi an enker Konkurrenz mat anere Verwaltungen a Firme steet, fir Personal ze rekrutéieren, wier d'Implementéierung vum CET bei der Arméi eng Iddi, fir d'Attraktivitéit vum Beruf ze erhéien.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung an ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt dem Zaldot seng Aarbechtszäit enregistriert?

2. Ass dësen Enregistrement konform mat der EU-Direktiv 2003/88 an dem Arrêt du 14 mai 2019 (C-55/18) vun der CJUE?

3. Firwat huet de fräiwëllegen Zaldot kee Recht op de CET?

Ass bei der Arméi geplangt, dorunner eppes ze änneren?

4. Sinn d'Zaldoten déi eenzeg Karriär beim Staat, déi kee CET hunn?

5. Gëtt et eng aner Form oder ee Relevé, iwwert déi den Zaldot seng geleschten Iwwerstonnen opgeschriwwe kritt?

Falls jo, ënnert wéi enger Form, a wat ass d'Begrënnung, dass dat esou gehandhaabt gëtt?

Falls ee Relevé existéiert, op wéi enger legaler Basis fousst dësen?

Réponse (17/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Défense | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

ad 1., 3. a 5. Den Zaldot huet e kontraktuell zäitlech limitéiert Engagement bei der Arméi. An der limitéierter Zäit vun sengem Engagement soll den Zaldot an éischer Linn um Terrain sinn, fir militäresch Aufgaben ze erfëllen a sech op Asätz virzebereeden.

Den Zaldot ass kee Staatsbeamten an d'Zaldote falen och net an de Champ d'application vum Gesetz vum 1. August 2018, dat de CET am ëffentlechen Déngscht agefouert huet.

Dem Zaldot säi Régime de travail ass aktuell duerch den Accord relatif au temps de travail et de repos

dans l'armée vum 12. Juli 2019 gereegelt. Dësen Accord gesäit weeder d'Applikatoung nach d'Afféiere vum CET fir d'Zaldote vir.

Dem Zaldot seng normal Aarbechtszäit gëtt, wéi den Artikel 4 vum Accord et virgesäit, iwwert e Programme d'instruction gereegelt. D'Aarbechtszäit gëtt méttels engem Relevé enregistriert. Am Fall, wou de Programme d'instruction méi wéi 40 Stonne pro Woch virgesäit, kritt den Zaldot eng Recuperatioun am Relevé agedroen.

Nieft den normalen Aarbechtszäiten, hunn d'Zaldoten och Aktivitéiten, déi zu der Préparation opérationnelle gehéieren an duerch den Artikel 10 vum Accord vum 12. Juli 2019 gereegelt sinn. An deem Fall kritt den Zaldot eng Compensation en nature.

Et gëtt e puer Ausnamen, wou Zaldoten an engem Service schaffen, wou se net vun 8.00 bis 12.00 an 13.00 bis 17.00 Auer schaffen. An deene Fäll gëtt hir Presenz via Personalmanagementsoftware (Interflex) kontrolléiert. An deenen anere Fäll gëtt d'Presenz vum Kader op der Plaz kontrolléiert.

ad 2. Jo.

ad 4. An der Magistratur gëtt et och kee CET.

Clauses abusives en droit de la consommation | Question 7779 (16/03/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Eise Code de la consommation gesäit am Fall vu Clauses pénales abusives keng kloer legal Obligatioun vir. Esou si scho Fäll viru Gericht tranchéiert ginn, wou d'Riichtere Clauses abusives festgestallt hunn, d'Strot fir de Consommateur awer net annulléiert, mee nëmmen reduzéiert hunn. Dëst ass laut Konsumenteschutz awer net am Sënn vum Arrêt vum 30. Mee 2013 vun der CJUE.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi huet de Konsumenteschutzministère op d'Analys vun der ULC reagéiert?

2. Ass de Ministère och der Meenung, dass d'nationale Gesetz zu de Clauses pénales abusives net konform ass zum EU-Recht, esou wéi ausgedréckt am Avis vun der CJUE?

Réponse (17/04/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs

De Ministère fir Konsumenteschutz steet reegelméisseg am Kontakt mat senger Partner, déi am Beräich vum Konsumenteschutz aktiv sinn, ënnert anerem mat der Union luxembourgeoise des consommateurs, fir sech mat hinnen auszutauschen an zesummen no Verbesserungsvorschläi zum Wuel vum Konsument ze sichen an entsprechend Léisungen ëmzesetzen.

Am Kontext vun de Clauses pénales abusives ass ze betounen, dass zanter der Afféierung zu Lëtzebuerg vun der Direktiv 1993/13/CEE weeder déi europäesch Kommissioun nach den Europäesche Geriichtshaff déi lëtzebuergesch Transpositioun op dësem Punkt kritiséiert hunn.

De Ministère verfollegt den Dossier vu ganz no an huet eng Etude an d'Wëer geleet, fir d'Pertinenz vun de besteende Reegelen ënnert Betruecht vun de rezente Entwécklungen ze analyséieren.

Mobilité transfrontalière en matière de logement | Question 7780 (16/03/2023) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

À la question parlementaire suivante :

« Il est un fait que la mobilité transfrontalière en matière de logement a tendance à augmenter. C'est ainsi qu'un nombre non négligeable de ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement si son ministère dispose d'un état des lieux sur ce phénomène et quelles sont les cas échéant les raisons principales du changement de résidence.

– Quels sont les cas échéant les avantages/désavantages d'un tel choix ? »

Monsieur le Ministre a fourni la réponse suivante :

« Le Ministère du Logement ne dispose pas de données sur les flux migratoires de ressortissants luxembourgeois dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges autres que celles disponibles via le portail du Statec. »

Tout en remerciant Monsieur le Ministre pour sa réponse, j'aimerais l'informer que malgré des recherches intensives, je n'ai pu trouver de telles données via le portail du Statec. En effet, le Statec ne dispose que de données sur les personnes qui vivent au Luxembourg.

– Devant ces lacunes, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il n'estime pas que le phénomène des flux migratoires de ressortissants luxembourgeois vers les régions frontalières allemandes, françaises et belges mériterait une analyse sur base de statistiques réellement existantes.

Réponse (12/04/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Les raisons multiples et diverses pourquoi des ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges méritent certes des analyses plus approfondies.

Tel est également le cas d'autres sujets ayant trait à la question du logement et dont je me permets de dresser ici une liste non exhaustive :

– Comment faire en sorte que le secteur privé de l'immobilier développe davantage de logements répondant à la capacité de financement des ménages à revenu moyen au Luxembourg ?

– Quelle est la part de la rente foncière dans le développement des prix de l'immobilier au Luxembourg au cours des vingt dernières années ?

– Quelle est l'évolution des caractéristiques socio-économiques des primo-acquéreurs au Luxembourg au cours des vingt dernières années ?

– Comment minimiser l'impact du développement de nouveaux logements sur le réchauffement climatique ?

– Comment assurer le vivre-ensemble dans des quartiers citadins qui se densifient ?

– Quelle est la surface habitable par tête d'habitant en moyenne et selon les régions et les catégories d'âge ou de situations socio-économiques au Luxembourg ? Comment ces moyennes se comparent-elles avec les moyennes des pays limitrophes ?

– Quelle serait la surface habitable par tête d'habitant utile et nécessaire pour réussir les défis du développement durable ?

– Quel est l'imaginaire du logement abordable préféré pour les jeunes, les 60+, les familles ? Comment cet imaginaire a-t-il évolué depuis les années 80 ? Est-ce que le stock des logements du pays correspond à cet imaginaire ?

– Comment mobiliser les potentiels résidentiels pour mieux utiliser les surfaces d'habitation disponibles au Luxembourg tout en renforçant la résilience économique des ménages ?

– Quel impact présente un impôt de mobilisation du potentiel foncier sur la disposition des propriétaires de développer leur réserve foncière destinée à l'habitat ? Quelle corrélation entre le niveau du taux de l'imposition et le développement de logements ?

– Comment assurer que l'impôt de mobilisation du potentiel foncier pour le développement du logement n'ait pas d'impact négatif sur l'évolution des prix tout en assurant un développement résidentiel conforme au PDAT ?

– Quel impact présente un impôt sur les logements non occupés sur la disposition des propriétaires de mettre ces logements en location ? Quel serait l'impact d'une offre plus étoffée de la Gestion locative sociale sur la mobilisation de logements non occupés ?

– Comment évaluer l'impact de la masse monétaire (M3) sur l'évolution des prix de l'immobilier en Europe ?

– Pourquoi les bénéficiaires potentiels de la subvention de loyer ne profitent pas davantage des aides à la location mises en place par le Gouvernement ?

– Quel est le taux de recours aux autres aides individuelles en matière d'accès à la propriété ?

– Comment évaluer plus précisément les coûts de la mise en œuvre d'une Gestion locative sociale pour son acteur ?

– Comment améliorer la productivité du secteur de la construction alors que celui-ci est en baisse constante ? Comment assurer que le secteur de la construction devient précurseur dans l'usage de matières de construction renouvelables ?

– Comment promouvoir l'économie circulaire dans la construction ?

– Comme faire en sorte que les responsables politiques communaux accueillent plus ouvertement le développement de logement abordable dans leurs communes, notamment sur les anciennes friches industrielles ?

– Comment définir la mixité sociale ? Est-ce qu'il existe une « mixité sociale saine » ?

– Y a-t-il des critères de mixité sociale à mettre en œuvre au niveau du développement urbain ?

– Quels sont les facteurs psychiques, économiques, sociaux et culturels de fragilisation des ménages à revenus faibles ?

– Quels sont les facteurs psychiques, économiques, sociaux et culturels de fragilisation des ménages à revenus élevés ?

– Quels liens entre diversité des habitants d'une résidence et résilience du vivre ensemble ?

– Quel accompagnement est nécessaire et utile pour mener à bien le vivre-ensemble d'une communauté résidentielle présentant une grande diversité économique, sociale et culturelle ?

– Quel accompagnement est nécessaire et utile pour mener à bien le vivre-ensemble d'une communauté de quartier présentant une grande diversité économique, sociale et culturelle ?

– Quel impact revient à la mixité scolaire sur le bon vivre-ensemble au sein d'un quartier ?

– Comment définir la « gentrification » ? Dans quels quartiers des grandes localités du Luxembourg peut-on constater une « gentrification » ?

– Comment réussir la transition énergétique en matière de logement dans les quartiers populaires ? Comment identifier des quartiers populaires au Luxembourg ?

– Quelles améliorations sont nécessaires pour faire du dispositif des commissions de loyer une instance de médiation efficace en amont de la justice de paix ?

– Quelle est l'évolution de la taille des entreprises actives dans le développement du logement ?

.....
Actes notariés | Question **7781** (16/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** | **M. Marc Lies** (CSV)

Les achats d'un bien immobilier se font par un acte notarié devant un notaire établi au Luxembourg. Les données concernant les acheteurs et les vendeurs ainsi que les biens achetés sont dès lors mentionnées aux termes d'un acte authentique. Les personnes physiques achetant un bien immobilier à des fins d'habitation personnelle peuvent par ailleurs bénéficier du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » prévu par la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation. Le bénéfice de cet avantage fiscal est également mentionné aux termes de l'acte authentique.

Une analyse de ces données devrait permettre de mieux appréhender les problèmes qui se posent actuellement sur le marché de l'immobilier.

Nous souhaiterions dans ce contexte interroger Madame le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre du Logement s'ils sont en possession des données suivantes concernant les 5 dernières années :

– le nombre d'actes authentiques passés à des fins d'habitation personnelle ainsi que le nombre d'actes passés à des fins d'investissement ;

– le nombre d'acheteurs qui sont des personnes physiques et le nombre d'acheteurs qui sont des personnes morales (pour une maison/appartement ainsi qu'un terrain) ;

– la nationalité des personnes physiques respectivement le lieu d'établissement des personnes morales ayant acheté des biens immobiliers.

Réponse (18/04/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Parmi les actes notariés de ventes et de ventes en état futur d'achèvement enregistrés au cours des cinq dernières années, la répartition est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est précisé qu'aucun indicateur de recherche ne permet à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de filtrer les actes passés « à des fins d'habitation personnelle » et « à des fins d'investissement ». Les chiffres fournis se limitent ainsi aux actes de ventes enregistrés contenant une demande de crédit d'impôt (« Bëllegen Akt ») ou une clause de revente.

La répartition entre personnes physiques et personnes morales pour les actes notariés de ventes et de ventes en état futur d'achèvement enregistrés se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ne dispose pas des données permettant de déterminer ni la nationalité des personnes physiques, ni le lieu d'établissement des personnes morales ayant acheté des biens immobiliers.

Enfin, notons que l'Observatoire de l'habitat mobilise, depuis 2007, des données de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, elles-mêmes issues des actes notariés découlant d'achats immobiliers au Luxembourg, pour ses analyses sur les prix immobiliers. À la demande du Ministère du Logement, l'Administration de l'enregistrement et des domaines a récemment fourni à l'Observatoire de l'habitat des informations additionnelles sur ce type de transactions pour la période 2016-2022. L'Observatoire est en train

de réaliser une analyse granulaire de ces données qui sera finalisée prochainement. Cette analyse permettra notamment de fournir davantage d'informations sur les acquéreurs ainsi que sur certaines de leurs caractéristiques, telles que leur lieu de résidence. La publication des résultats est attendue sous forme de note de l'Observatoire de l'habitat au mois de mai.

.....

État de protection du patrimoine culturel | Question 7782 (16/03/2023) de **Mme Djuna Bernard** | **M. François Benoy** (déi gréng)

À l'heure actuelle, il s'est déjà écoulé plus d'un an depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel. Comme il a été souligné lors du débat parlementaire dans le cadre de l'adoption du projet de loi en question, l'efficacité de la protection du patrimoine culturel ne découle point de la simple existence d'un cadre législatif, mais plutôt d'une mise en œuvre conséquente et transparente.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Culture :

- 1) Quel est, à ce jour, l'état de protection du patrimoine culturel au Luxembourg ?
- 2) De manière générale, quel est le bilan de la première année d'application du nouveau cadre législatif ?
- 3) Quels sont, à court et à moyen terme, les principaux défis en matière de protection du patrimoine culturel ?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Patrimoine archéologique

La mise en œuvre de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel (ci-après « la loi ») a permis de moderniser le cadre législatif concernant, entre autres, la protection du patrimoine archéologique qui était jusqu'alors régi par les anciennes lois de 1966 et 1983 devenues obsolètes et inadaptées aux enjeux sociétaux du XXI^e siècle.

En effet, la loi introduit le principe « d'archéologie préventive », suivant lequel l'évaluation archéologique s'effectue avant l'aménagement des terrains permettant d'assurer, dans des délais appropriés, la détection, la documentation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés. Le but de l'archéologie préventive est d'offrir aux aménageurs une plus grande prévisibilité et sécurité dans le cadre de leurs travaux (maîtrise des calendriers et des coûts financiers).

D'ailleurs l'INRA veille à sensibiliser les interlocuteurs publics et privés concernés par ce changement de paradigme qu'est la « consultation en amont » de tous les acteurs. Cette approche permet de participer ensemble aux politiques de planification respectant les intérêts des aménageurs et ceux de la ressource archéologique à documenter avant destruction ou protection.

Dans ce cadre, il est essentiel d'informer les aménageurs, de sorte que toutes les informations concernant la nouvelle loi peuvent être trouvées dans la brochure Patrimoine culturel – un guide pratique. Dans ce contexte le CTIE apporte son support pour la mise en ligne prochaine de la nouvelle version du site web de l'INRA et la mise à jour du site guichet.lu avec toutes les informations nécessaires.

Aussi, pour garantir une bonne mise en œuvre de la loi, un 8^e institut culturel de l'État a été créé : l'Institut national de recherches archéologiques (ci-après « INRA »,

anc. Centre national de recherche archéologique) qui comprend de nouveaux services, en particulier :

- le service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire, et
- le service de l'inventaire, de la cartographie et de la zone d'observation archéologique.

Intensifiant les pratiques mises en place les années précédentes, ces services ont concentré prioritairement leurs activités sur les développements d'applications informatisées pour améliorer les délais de gestion des données patrimoniales et de traitement des demandes d'évaluation de projets d'aménagement du territoire. Alors que la loi prévoit un délai maximum d'un mois, les délais d'instruction sont actuellement inférieurs à 15 jours.

Concernant les volumes des demandes, depuis 2019, l'INRA a instruit 2.659 dossiers pour lesquels ont été délivrées 1.523 levées de contrainte directes et 1.104 prescriptions de diagnostic (sondages, prospections, suivis). Suite à ces évaluations, 33 fouilles préventives ont été prescrites, soit 1,25 % des dossiers soumis. L'INRA a également traité plus d'une cinquantaine de demandes relatives aux projets EIE, SUP, auxquelles s'ajoutent les conseils auprès de cabinets d'études et des services techniques communaux.

Concernant les pronostics organisationnels, les projets de construction situés dans la zone d'observation archéologique devant dorénavant, dans les conditions prévues par la loi, être soumis à évaluation auprès de l'INRA, les demandes vont continuer à augmenter. Afin d'être en capacité de gérer cette croissance de flux, l'INRA met progressivement en place les moyens opérationnels adaptés (procédures, ressource humaine, équipement logistique).

L'inventaire du patrimoine archéologique via la base de données patrimoniales numérisées de l'INRA, appelée LARIS, est quotidiennement employée et alimentée par ses services. À ce jour, plus de 8.600 sites archéologiques ont été saisis et géoréférencés. Toutefois, il demeure encore à encoder pendant plusieurs années les données qui avaient été inventoriées manuellement au siècle dernier.

Dans le cadre de la mise en œuvre du principe de l'archéologie préventive, l'INRA a finalisé une première version informatisée de la « Zone d'observation archéologique » (ci-après « ZOA »). Basée sur l'inventaire du patrimoine archéologique, la ZOA est l'instrument-clé alors qu'elle indique, ensemble avec les conditions inscrites dans la loi, quels terrains devront faire l'objet d'une demande d'évaluation avant d'être soumis à une autorisation de construire ou de démolir. Conformément à la loi, la ZOA a fait l'objet d'une enquête publique de février à mars 2023 par le biais d'un assistant électronique, ainsi que par voie postale traditionnelle. L'INRA ayant finalisé et m'ayant transmis la version 1.0 de la ZOA, le Conseil de Gouvernement et le Conseil d'État seront prochainement saisis par mes soins pour arrêter le projet de délimitation de la ZOA par voie d'un règlement grand-ducal. Pour l'avenir, la ZOA étant un document évolutif, les données patrimoniales continuent d'être analysées et saisies par un service et des agents spécialement dédiés pour permettre une mise à jour régulière de ce nouvel instrument-clé.

L'INRA supervise annuellement entre 40 et 50 fouilles. Pour ce faire cinq services archéologiques spécialisés par période assurent la gestion administrative, technique et scientifique des opérations les concernant, allant du terrain jusqu'aux recherches post-fouilles en laboratoire et à leurs publications.

Sur le terrain, les investigations archéologiques préventives sont effectuées par des opérateurs archéologiques spécialisés qui doivent préalablement être

agréés. À ce jour, 8 opérateurs privés ont reçu un agrément. Afin de pouvoir répondre à la demande croissante et de voir s'équilibrer par voie de concurrence les prix de ces nouveaux marchés, il est à espérer l'essor d'autres opérateurs à l'échelle nationale. Facteur économique non négligeable, la loi génère la création d'emplois alliant secteur culturel et travaux publics. Ces cinq dernières années, ce sont plus de 150 emplois fixes (CDI) qui ont été créés dans le secteur privé spécialisé en archéologie.

Il est rare que des sites archéologiques fouillés soient conservés et classés. Par contre, à défaut de protéger in situ le patrimoine archéologique à l'issue d'une fouille, il est nécessaire d'assurer, d'une part, sa documentation scientifique avant la destruction irréversible des structures archéologiques dégagées, ainsi que, d'autre part, la conservation pérenne du mobilier archéologique mis au jour.

Pour permettre à l'INRA de relever les nouveaux défis et missions de la nouvelle loi, il est à souligner que depuis 2019, l'effectif en personnel de cette institution a doublé, passant de 20 à 40 agents apportant une nouvelle dynamique qu'il faut continuer à entretenir.

Finalement, l'INRA veille à sensibiliser le public (journées porte-ouverte, expositions temporaires, conférences, publications), ce dernier étant de plus en plus intéressé et curieux sur l'histoire de ses origines. L'INRA entretient en particulier des contacts étroits avec les associations d'archéologie en soutenant et en encourageant les recherches des prospecteurs amateurs. Connaissant très bien leur terroir, ces bénévoles passionnés contribuent à l'actualisation des inventaires archéologiques et participent à la protection des sites situés notamment en milieu forestier. Dans ce cadre, qui comprend aussi les utilisateurs de détecteurs de métaux, sont délivrées annuellement sur base de critères scientifiques une trentaine d'autorisations concernant l'utilisation de détecteurs, activités qu'il est important d'encadrer pour éviter des pillages de sites archéologiques (revente d'objets sur le marché noir) et des accidents (présence non négligeable d'engins explosifs de la Seconde Guerre mondiale).

Patrimoine architectural

Avec la mise en place de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, la dynamique, telle que développée au cours des dernières années en matière de protection et de conservation du patrimoine architectural a pu être intensifiée. En effet, depuis début 2019, 723 immeubles ont été ajoutés à la liste des objets bénéficiant d'une protection nationale, portant à 2.189 le nombre total de ces objets. Ainsi, en quatre ans, ce nombre a pu progresser de plus d'un tiers, alors que ces protections sont possibles depuis 1927.

L'inventaire du patrimoine architectural, déjà entamé de manière cohérente avant la loi, a pu obtenir une véritable assise légale, avec des critères légaux clairement définis. À ce jour, sept communes ont été entièrement inventoriées et pour deux communes toutes les protections sont en place. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, l'inventaire du patrimoine architectural de la commune de Mersch a pu entre autres être achevé et la « nouvelle » procédure de classement prévue par la loi avec l'enquête publique a pu être entamée une première fois, cela entre janvier et mars 2023. Cette enquête publique a comme objectif d'informer le public ainsi que les propriétaires concernés sur la proposition de classement des immeubles figurant à l'inventaire du patrimoine architectural de la commune concernée et d'obtenir d'éventuelles contributions. Par le seul déclenchement de l'enquête publique, tous les 189 objets inventoriés dans la commune de Mersch connaissent déjà une protection provisoire telle que

prévue par la loi. Les 29 contributions obtenues par l'enquête publique sont actuellement examinées par l'INPA. La prochaine étape sera la saisine du Conseil de Gouvernement et du Conseil d'État, afin de pouvoir mettre en place les protections définitives.

Pour les communes de Helperknapp, Lintgen, Lorentzweiler et Kehlen, les inventaires sont au point d'être achevés et des enquêtes publiques vont être lancées en 2023. Les inventaires des communes de Remich, Colmar-Berg et Useldange vont être poursuivis, respectivement entamés sous peu.

Parallèlement à ces protections du patrimoine architectural de communes entières, 186 procédures relatives à des protections ponctuelles sont actuellement en cours. Elles ont été entamées suite à la demande de propriétaires d'immeubles, sinon de tiers, d'associations ou de la Commission pour le patrimoine culturel.

À côté des protections nationales à mettre en place par l'État, les responsables communaux ont gardé leurs prérogatives en vue de faire bénéficier leur patrimoine architectural d'une protection communale via leurs plans d'aménagement généraux (PAG). Conseillés en la matière par l'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA (anc. Service des sites et monuments nationaux), 18.911 des 26.615 objets repérés en 80 communes y ont été protégés valablement au cours des dernières années. Il est à espérer que les attributions communales en la matière soient encore mieux déployées par les responsables sur place, afin que la protection physique des immeubles et celle, juridique de leurs propriétaires, soient bien assurées au niveau local. De surcroît, des aides financières du ministère et des conseils en restauration de l'INPA peuvent être dispensés à ces propriétaires. Actuellement, 1.387 dossiers de suivi et de financement sont en cours, cela pour 530 immeubles protégés par les communes et 426 immeubles bénéficiant d'une protection nationale.

Un des principaux défis est à l'heure actuelle le renforcement des équipes chargées de l'inventaire scientifique du patrimoine architectural et du suivi adéquat de ce dernier. Depuis 2019, les équipes ont été doublées, car il va sans dire que la protection accélérée, cohérente et conséquente du patrimoine architectural ainsi que sa bonne prise en charge ne pourront se faire qu'avec des ressources humaines suffisantes et spécialisées en la matière.

Enfin, comme la sensibilisation du public pour le patrimoine culturel, surtout des jeunes, est primordiale, un service didactique est créé auprès de l'INPA. Avec la mise à disposition d'un nouveau siège pour cet institut en 2027, ce service pourra s'y élargir et recevoir e. a. un grand public pour des manifestations diverses. Il a été décidé d'attribuer à cet institut culturel de l'État un lieu en phase avec son développement et ses attributions. Ainsi, les bâtiments ayant jadis servi le Laboratoire national de santé au Verluerekascht à Luxembourg-ville sont actuellement en réfection et un grand projet d'aménagement y est réalisé au profit de l'INPA.

Patrimoine mobilier

Au Luxembourg, la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel vient combler les lacunes juridiques en matière de protection du patrimoine culturel mobilier. Désormais, cette loi prévoit :

- procédure de classement claire (droit d'initiative) ;
- cadre légal pour le régime de circulation des biens culturels ;
- cadre légal pour les garanties d'État et garanties de restitution.

La loi met en place une procédure de classement claire, qui permet d'identifier les biens culturels d'importance nationale et de les protéger contre les dégradations, la

destruction ou la vente. Cette procédure permet également à tout citoyen de proposer un bien pour être classé en tant que patrimoine culturel national, renforçant ainsi la participation de la société civile dans la protection de leur patrimoine.

En outre, la loi introduit un cadre légal pour le régime de circulation des biens culturels en se référant aux réglementations européennes, ce qui permet de réglementer davantage l'importation et l'exportation de ces biens, afin d'éviter leur trafic illicite.

De même, la loi a introduit un cadre légal pour les garanties d'État et de restitution. La première permet aux musées d'obtenir une garantie suffisante pour les prêteurs d'œuvres d'art, ce qui leur permet d'organiser des expositions en toute sécurité. La garantie de restitution vise à protéger les biens culturels en cas de conflits ou d'autres situations où leur propriété serait remise en cause.

Deux commissions ont été créées pour traiter les demandes de classement des biens culturels et demandes de circulation de biens culturels. Ces commissions sont chargées d'examiner les demandes et de rendre un avis sur leur faisabilité. Cette procédure garantit une évaluation impartiale des demandes de classement, ainsi que de la circulation des biens culturels.

Enfin, un budget a été alloué pour financer les restaurations des biens classés comme patrimoine culturel. Cette mesure importante permet de garantir la conservation des biens culturels classés comme patrimoine national. Les demandeurs des subventions pour la restauration des biens classés peuvent bénéficier de subventions allant jusqu'à 50 % du coût total des restaurations.

En conclusion, la loi renforce la protection du patrimoine culturel mobilier dans le pays. Les mesures prises témoignent de l'engagement du Luxembourg à préserver son patrimoine culturel pour les générations futures, en assurant leur conservation et leur mise en valeur.

En général, la première année d'application du nouveau cadre législatif a été marquée par la mise en place de plusieurs procédures visant à assurer la bonne exécution de la loi.

Une procédure interne entre le Ministère de la Culture et le Ministère des Finances a été établie afin de traiter les dossiers de garanties d'État, ce qui a permis une gestion plus rapide et efficace des demandes.

En 2022, le Ministère de la Culture a pu traiter :

- 5 demandes de garantie d'État ;
- 2 demandes de garantie de restitution ;
- 7 demandes de licence d'exportation, et
- 6 demandes de classement de biens culturels comme patrimoine culturel national.

Aussi, un groupe d'experts en histoire de l'art provenant de différents instituts sous la tutelle du Ministère de la Culture est chargé de l'élaboration des critères de classement pour les biens culturels mobiliers qui seront publiés.

Actuellement, environ une centaine de biens culturels sont classés comme patrimoine culturel national dont une majorité de biens meubles faisant partie d'édifices religieux. Le Ministère de la Culture entend établir un inventaire de ces biens meubles classés, alors qu'il fait défaut actuellement (les églises étant classées « avec leur mobilier » sans autre précision).

Par ailleurs, le ministère entend renforcer le département du patrimoine culturel par le recrutement d'un historien de l'art afin de poursuivre ses efforts de protection du patrimoine mobilier.

Patrimoine immatériel

La loi relative au patrimoine culturel confère un cadre légal à la procédure d'inscription d'un élément sur l'inventaire national du patrimoine immatériel. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, les éléments du patrimoine immatériel du Bärbelendag et du Klibbere goen ont été inscrits sur l'inventaire national, ce qui porte ainsi à 15 le nombre d'éléments y répertoriés.

Par ailleurs, le Luxembourg a depuis participé à quatre candidatures multinationales pour inscrire des éléments du patrimoine immatériel national sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco :

- la transhumance, déplacement saisonnier de troupeaux ;
- l'irrigation traditionnelle en Europe : connaissance, technique et organisation ;
- d'Hiewanskonscht – la maïeutique ;
- l'art de la construction en pierre sèche.

En exécution de l'article 105 de ladite loi, qui prévoit que le Ministre de la Culture prend toute mesure propre à assurer la sauvegarde, la reconnaissance, le respect et la mise en valeur du patrimoine immatériel dans la société, une nouvelle dotation est dédiée à la sauvegarde du patrimoine immatériel dans le budget du ministère, et de nombreuses actions de sensibilisation et de promotion ont été réalisées, sont en cours ou prévues à cet effet, dont notamment :

- la réalisation de clips vidéo IKI-Clip fir Jonker, en collaboration avec le SCRIPT et le CNA au sujet des éléments inscrits sur l'inventaire national du patrimoine culturel ;
- le projet IKI Oral History, en collaboration avec le CNA : début d'une série d'interviews filmés des principaux acteurs historiques du patrimoine culturel immatériel à Luxembourg ;
- le projet IKI Social Media visant à sensibiliser le public à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel via les médias sociaux ;
- des échanges réguliers entre les communautés porteuses des éléments inscrits sur l'inventaire national et la Ministre de la Culture.

Il convient par ailleurs de mentionner les Journées européennes du patrimoine culturel qui, pour leur édition 2023, seront axées sur la thématique « Living heritage », et contribueront donc à la promotion de ce volet du patrimoine culturel.

Parmi les défis majeurs qui se présentent aujourd'hui aux pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire de communautés, groupes ou individus faisant partie du patrimoine immatériel, figure la mobilisation et la fidélisation de la jeune relève. En effet, contrairement aux immeubles, vestiges ou meubles faisant partie du patrimoine culturel du Luxembourg, les éléments du patrimoine immatériel existent et persistent essentiellement à travers la transmission de génération en génération. La sensibilisation de la jeunesse figure ainsi parmi les priorités du Ministère de la Culture en matière de promotion de notre patrimoine immatériel.

C'est justement dans cette fragilité que les éléments du patrimoine culturel découvrent leur potentiel d'impacter positivement notre environnement et de fournir des réponses aux défis sociétaux d'aujourd'hui. Ainsi, la moitié des éléments inscrits sur l'inventaire national consiste en des pratiques qui se caractérisent par leur durabilité et leur impact favorable sur la nature, tels que le savoir-faire traditionnel de la construction en pierre sèche ou l'abissage (Fléizen), l'irrigation traditionnelle des prairies. Finalement, le patrimoine immatériel reste un important facteur de cohésion sociale qui nous procure un sentiment d'identité et de

continuité, établissant un lien entre notre passé et, à travers le présent, notre futur.

Classes d'efficacité énergétique | Question 7783 (16/03/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

D'EU-Parlament huet sech kierzlech fir méi streng Ufuerderungen an der Energieeffizienz vu Gebaier ausgeschwat. D'EU-Kommissioun huet virgeschloen, eenheetlech Effizienzklassen a ganz Europa anzeféieren, déi den Energieverbrauch erëmginn. Dorunner gemooss sollen dann als éischt déi Immobilië moderniséiert a besser isoléiert ginn, déi an der Energieeffizienz am Moment am schlechtesten ofschneiden. Dës Decisioun ass am Kader vum European Green Deal ze gesinn, deen d'Klimaneutralitéit bis 2050 viséiert.

Laut EU-Kommissioun solle bis 2033 all Gebaier eng méttel Effizienzklass erreichen an domadder an Zukunft manner Energie verbrauchen. Ab 2028 sollen all Neibaute beim CO₂-Ausstouss als Null-Emissiounsgebaier gebaut ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Wunnungsbauminister stellen:

1. Wéi ass Positioun vun der Regierung zu den neie Propositione vu der EU-Kommissioun?
2. Muss doduerch eis Gesetzgebung iwwert d'Energieeffizienz respektiv d'Performance énergétique vun de Gebaier verschärft ginn?
3. Wéi vill Gebailechkeete wiere vun dëse Mesuren zu Lëtzebuerg betraff?
4. Ass d'Regierung bereet, d'Primmen, fir Gebaier ze renovéieren an ze sanéieren, substanzuell no uewen unzepassen?

Réponse (18/04/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

ad 1. Laut dem leschten definitive Bilan fir d'Joer 2021³ maachen d'Gebaier ronn 20,4 % vun den nationalen Zäregasemissionen aus. Am Secteur vun de Gebaier gouf d'Klimazil am Joer 2021 ëm 10 % iwwerschritt an et gëllt also an dësem Beräich, national weider Efforten ze maachen. Um Niveau vun Europa maachen d'Gebaier 36 % vun den energiebedingten Zäregasemissionen aus. D'Regierung begréisst dofir déi méi streng Ufuerderungen op europäischem Plang un d'Energieeffizienz vu Gebaier, wéi d'EU-Kommissioun se virgeschloen huet am Kader vun hirer Propos fir eng nei Direktiv zur Energieeffizienz vun de Gebaier⁴. Dës Propos befënnt sech de Moment nach an der Prozedur an et gëtt deemno nach keen definitiven Text.

D'Haaptzil vun Effizienzklassen ass et, eng Vergläichbarkeet ze schafen, esou dass ënnerschiddlech Gebaier kënne matenee verglach ginn. Een Energiepass fir ee Wunngebaier zu Lëtzebuerg enthält dräi Effizienzklassen: d'Classe de performance énergétique, d'Classe d'isolation thermique an d'Classe de performance environnementale. Dës dräi Klassen erlaben et, verschidde Gebaier matenee ze vergläiche bezüglech hirer Notzung vun erneierbaren Energien, der Qualitéit vun hirer Isolatioun respektiv de jeeeweilege CO₂-Emissionen, déi mat der Notzung vum Gebaier verbonne sinn.

D'Regierung wäert déi aktuell Effizienzklassen esou weiderféieren, dass Energiepäss och an Zukunft

³ https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2023-03-mars/15-bilan-emissions.html

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/HIS/?uri=CELEX:52021PC0802>

vergläichbar bleiwen. Esoubal deen definitiven Text vun der Direktiv publizéiert ass, wäert d'Regierung analyséieren, wéi déi proposéiert europäesch Klassen an de besteenden nationale System integréiert ginn.

Wat elo d'Ufuerderung un d'Energieeffizienz vun de Gebaier betrëfft, onofhängeg vun de Klassen, esou hu mir zu Lëtzebuerg bei neie Gebaier haut schonn ee ganz ambitiöse Standard. Säit dem 1.1.2023 ass hei eng Loft-Waasser-Wärmepompe d'Referenztechnik⁵, esou dass nei Gebaier net nëmme gutt isoléiert sinn, mee och mat enger Heizung equipéiert ginn, déi net mat fossille Brennstoffe bedriwwen gëtt. Hei si mir also scho ganz no un engem Null-Emissiounsgebaier. Et gëllt elo virun allem, d'Energieeffizienz vun de besteende Gebaier ze verbesseren, esou wéi dat am nationalen Energie- a Klimaplang⁶ an an der laangfristeger Renovierungsstrategie⁷ virgesinn ass.

ad 2. D'Gesetzgebung zur Energieeffizienz vun de Gebaier gëtt regelméisseg adaptéiert, fir d'Ufuerderungen unzepassen am Kader vun der nationaler Strategie am Beräich vun der Energieeffizienz a vun der Reduktioun vun den Zäregasemissionen. Am Moment kann een nach net konkret soen, wéi d'Ufuerderungen vun der proposéierter Direktiv zur Energieeffizienz vun de Gebaier wäerten am Detail ëmgesat ginn. Et lafen awer schonn Analysen zu entspreche Moossnamen am Kader vum Avant-projet de mise à jour vum nationalen Energie- a Klimaplang, deen d'Regierung de 17. Abrëll presentéiert huet.

ad 3. Déi gefroten Zuele kënnen eréischt ermëttelt ginn, wann den definitiven Text vun der Direktiv zur Energieeffizienz vun de Gebaier virläit a soumat déi genee Critère feststinn.

ad 4. D'Regierung huet déi finanziell Hëllef fir d'energetesch Renovatioun vu Wunngebaier schonn am Kader vum Solidaritéitspak 2.0 substanzuell erhéicht a wäert dëst Instrument och weider cibléiert a setze mam Zil, déi national Energie- a Klimazil ze erreichen.

Hei si virun allem déi staatlech Klimabonus-Hëlfelefen ervirzehiewen, déi energetesch Renovatiounsarbechten (och mat nohaltege Materialien) ënnerstëtzen, souwéi d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen an den Ersatz vun Heizungsanlagen, déi mat fossille Brennstoffe bedriwwen ginn, duerch Heizungsanlagen, déi op Basis vun erneierbaren Energiequelle bedriwwen ginn, woubäi och Hybridléisungen ënnerstëtzt ginn.

Dës staatlech Hëllef kënnen oft mat Hëllef vun der Gemeng (gemengespezifesch) an Hëllef vun de Stroum- a Gasliwweranten am Kader vum Obligatiounsmechanismus fir d'Energieeffizienz kombinéiert ginn; een Iwwerbléck zu deene verschidde kombinéierbaren Hëlfelefe gëtt den Aidë-Simulator vun der Klima-Agence (<https://aides.klima-agence.lu/>).

Donieft gëtt et nach den „amortissement accéléré“ fir energetesch Renovatiounsarbechte fir Proprietären, déi hir Wunneng(en) verlounen an déi domat ee weideren Incitatif hunn, fir esou Aarbechten duerchzuführen, vun deenen dann d'Locataires duerch ee méi niddregen Energieverbrauch an deemno méi niddereg Energiekäschte profitéieren.

Protection de la vie privée | Question 7784 (16/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

⁵ Règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments (<http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2021/06/09/a439/jo>)

⁶ <https://environnement.public.lu/fr/actualites/2020/05/pnec.html>

⁷ https://energy.ec.europa.eu/system/files/2020-06/lu_ttrs_2020_0.pdf

Obwuel d'Recht op Privatsphär an d'Recht op eng reegelkonform automatiséiert Veraarbechtung vu persounbezunnenen Daten duerch eng ganz Rei national an europäesch Texter geschützt ginn, kënn et ëmmer nees vir, dass Persounen sech an dësem Domaine an hire Rechter verletzt fillen, well et nach Gesetzeslücke gëtt oder d'Technologie méi séier viruheet wéi d'Legislatioun.

Rezent huet sech eng Persoun bei eis gemellt, déi sech an hirem Recht op Privatsphär gestéiert gefillt huet, well een, dee bei si op Besuch komm war, ongefrot Fotoe vun de banneschte Raim vun hirem Doheem gemaach an dës Fotoen un Drëtter weiderginn huet. Op de Fotoe waren nëmme Géigestänn a keng Persounen ze gesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

– Ass et richtig, dass et aktuell keng gesetzlech Protektioun virun Handlung wéi där genannter gëtt, well d'Gesetz iwwert de Schutz vum Privatliwien dës Fall net ofdeckt an och d'Recht op d'eegent Bild net ka gëlte gemaach ginn, well déi betraffe Persoun net op de Fotoen drop ass?

- Falls jo: Gëtt et Pläng, dës Gesetzeslück zouzemaache fir ze verhënneren, dass Fotoen aus de private Raim kënne genotzt ginn, fir Persounen ënner Drock ze setzen, falls op de Biller Saachen ze gesi sinn, déi fir déi Concernéiert onangeneem sinn?
- Falls nee: Ëm wéi eng gesetzlech Basis handelt et sech?

Réponse (17/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

Déi genannten Handlung sinn net vum Gesetz iwwert de Schutz vum Privatliwien ofgedeckt an och d'Recht op d'eegent Bild spillt net, wann déi betraffe Persoun net selwer op de Fotoen ze erkennen ass.

Et ass net virgesinn, eng spezifesch gesetzlech Protektioun fir esou Fäll anzeféieren. Et ass den Ament awer schonn duerch méiglech, eng zivilrechtlech Aktioun op Basis vun den Artikelen 1382 an 1383 vum Code civil anzeleeden, am Fall wou eng betraffe Persoun e Schued duerch esou eng Handlung erlidden hätt.

Prolongation de l'indemnité de chômage | Question 7785 (16/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Och wann an der Lescht d'Chômagezuelen erfreeschwerer ze réckginn, gëtt et nach Dausende Leit, déi dovu betraff sinn an op näischt méi waarden, wéi op eng nei Aarbechtsplaz. All Chômeur ass en Eenzelfall a sollt och als solche gekuckt a behandelt ginn, och wann dat enger grousser Verwaltung net ëmmer liicht fält.

Mir ass e Fall zu Ouere komm, zu deem ech dem Här Aarbechtsminister gär géif e puer Froe stellen.

2022 koum e Chômeur an de Genoss vun enger OTI, déi Enn Dezember 2022 ausgelaf ass an aus techesch-administrative Grënn net verlängert konnt ginn. Säin éischten Dossier bei der ADEM ass bis ufanks Februar 2023 gelaf. Hie krut d'Bestätigung, dass en duerno weider Chômage zegutt hätt, mee dass dofir een neien Dossier misst opgemaach ginn. Bis den 2. Dossier opgemaach ass, wäert de Chômage fir dësen 2. Dossier allerdéngs net ausbezelt ginn. Et kënn also zu enger Situatioun, wou d'Persoun Chômage accordéiert kritt, op dës Geld awer muss Wochen oder souguer Méint waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wann et kloer ass, datt engem Demandeur d'emploi indemnisé säi Chômage verlängert gëtt, firwat muss da gewaart ginn, datt den 1. Dossier zou ass, éier en 2. Dossier opgemaach gëtt?

2. Wéi ka verhënnert ginn, datt déi betraffe Leit an e Lach fale bzw. en akute finanziellen Enkpass riskéieren ze kréien?

3. Wéi laang ass normalerweis den Delai am Fall vun enger Verlängerung vum Chômage, éier d'Indemnisationsprozedur erëm uleef? Wat ass an den Ae vum Minister een akzeptabelen Delai?

Réponse (17/04/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Effektiv ass et zurzäit aus informatésche Grënn net méiglech, 2. Versioune gläichzäitig ze bezuelen, well de Risiko besteet, dass de ganze Paiement blockéiert gëtt. Dofir leet d'ADEM aktuell déi nei Versioun eréischt un, nodeems déi éischt Versioun ausbezult ass. Allerdéngs huet d'ADEM och schonn en eenzele Paiement duerchgerechent an dorop eng Avance bezuelt, déi da mat der neier Versioun verrechent gouf.

D'ADEM ass sech dëser Problematik bewosst. Duerch d'Implementatioun vun der Plattform eADEM (a priori ab Mëtt 2024) wäert dës Contrainde an Zukunft net méi existéieren.

ad 2. Bis elo hat d'ADEM an deem Kader zwee Paiementer am Mount. Wann awer gesi gëtt, dass d'Leit wierklech net déi zwou Woche kënnen ofwaarden, besteet d'Méiglechkeet, eng Avance ze bezuelen, éier de monatlechen Dekont berechent a bezuelt gëtt.

Ab Abrëll 2023 féiert d'ADEM 3 Paiementer am Mount an – dee Moment gëtt de 5. Schaffdag, den 10. Schaffdag an den drëttleschte Schaffdag bezuelt. Esou sinn d'Delaien tëscht de Paiementer manner laang, a fäerdeg Dossiere kënnen méi séier bezuelt ginn.

ad 3. Wann déi initial Period vum Chômage am Mount M ausleef, gëtt déi entsprechend Indemnitéit Ufank vum Mount M+1 ausbezult, an dann eréischt kann d'Verlängerung vum Chômage traitéiert ginn. Den éischten Deel vun der Verlängerungsperiod (Rescht vum Mount M) gëtt dann Enn vum Mount M+1 ausbezult.

Deemo kann den Delai zwëschent dem leschte Paiement vum Schluss vun der initialer Period vum Chômage an dem éischte Paiement vum Ufank vun der Verlängerungsperiod vum Chômage, bis 1 Mount sinn.

Den neie System eADEM wäert d'Berechnung vun der Verlängerungsperiod vum Chômage virgesinn, nach éier déi lescht Period vun der initialer Chômageperiod ausbezult ginn ass – dëst, fir keen Delai méi beim Ausbezuele vun den Indemnitéiten am Fall vun enger Verlängerung ze hunn.

Mesures de sécurité dans le cadre de la ligne ferroviaire du Nord | Question 7786 (16/03/2023) de M. André Bauler (DP)

Nodeems sech Fielsen iwwer dem Tunnel vu Bieren lassgëlléist hunn, stellt sech op en Neits d'Fro vun der Sécherheet op der CFL-Nordstreck. D'CFL hunn an de leschte Joren eng Rei Stabiliséierungsmaassnahmen duerchgefouert, fir esou kritisches Incidenten ze vermeiden.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister e Bilan vun dësen Maassnahmen zéien?

– Wéi dacks gi Kontrollen op der Nordstreck duerchgefouert, fir d'Wierksamkeet vun de Stabiliséierungsmaassnahmen ze iwwerpréieren an dës eventuell auszebauen?

– Sinn an noer Zukunft nach weider Infrastrukturmaassnahmen an deem Sënn virgesinn?

– A wat fir engem Mooss ass d'Zweegleisegkeet op der Nordstreck fir den Här Minister eng Optioun, déi een émsetze kéint?

Réponse (17/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'CFL plangen a realiséieren d'Aarbechte fir d'Ofséchere vun de Fielswänn laanscht d'Eisenbahnstrecken no enger proaktiver Approche. Déi ronn 13 Kilometer Fielswänn um nationalen Eisenbahnnetz goufen a 4 Drénglechkeetsniveauen ënnerdeelt, woubäi déi 3 éischt ganz ofgeschafft goufen an dee 4. amgaangen ass. Ronn 95 % vun de Fielswänn, déi virgesi goufen, si scho stabiliséiert. All Joer gi ronn 1,2 Milliounen Euro an der Moyenne investéiert, fir dës Maassnahmen ze realiséieren.

D'Kontrolle gi wéi follegt duerchgefouert:

– eemol järelech vum Chef de district op zweegleisegen Abschnitter;

– all 2 Joer vum Chef de district op eegleisegen Abschnitter;

– zweemol järelech vum Chef de brigade;

– zweemol järelech vum engem Surveillant environnement;

– während dem Wanter, wann d'Vegetatioun vu spezialiséierten Aarbechter zeréckgeschnidde gëtt, ginn déi bestoend Stabiliséierungsmaassnahmen mat inspizéiert.

Fir d'Joer 2023 si 7 kleng Fielswänn vum Niveau 4 geplangt, geséichert ze ginn. Dës Aarbechte sinn och schonn zum Deel ugefaange ginn.

E Projet fir den zweegleisegen Ausbau vun der Nordstreck, oder, méi generell, e Projet fir d'Moderniséierung vun der Nordstreck, ass e Projet, dee laangfristeg ze betruechten ass, an deem de Gestionnaire vun der Infrastruktur a säin Etudéprogramm integréiert huet.

Projet de construction d'un nouveau bâtiment pour l'École de Commerce et de Gestion (ECG) | Question 7787 (17/03/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Beim Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État den 30. November 2021 an der Chamber sot deemools d'Rapportrice:

„Beim zéngte Projet geet et ëm den ECG, dee sech jo och um Campus Geesseknäppche befënt a wou d'Lokalitéiten net méi dem aktuelle Besoin vum Lycée entsprechen. Den ECG huet nei Missiounen a weider Formatiounen ginn hei offéiert, wéi zum Beispill e Bachelor an der Kontabilitéit a Fiskalitéit. Den Ament huet de Lycée eng Capacitéit vu 508 Schüler a Schülerinnen, mee e brauch an Zukunft genuch Plaz, fir 1.192 Schülerinnen a Schüler plus zousätzlech Personal ze accueilléieren. Duerfir gesäit dës Projet vir, dem ECG um Kierchbiereg – um Site vum alen IST – en neit Doheem ze schafen, soudatt den ECG an d'Uni um nämmlechte Site implantiert wären.“

Mengen Informatiounen no ass de „programme de construction“ vun der „Commission d'analyse critique“ fir dat neit ECG-Gebai um Kierchbiereg scho fäerdeg, mee den erausgesichten Terrain gëtt aktuell nach ëmmer vun der Uni Lëtzebuerg genotzt.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir effentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. A wéi enger Phas ass de Projet fir en neit ECG-Gebai?

2. Wéi gesäit den Zäitplang fir de Bau vum neien ECG-Gebai aus?

Réponse (20/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Op Basis vum „programme de construction“, deem 2020 vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend opgestallt ginn ass, gouf vu menge Servicer gepréift, wéi den neien ECG kéint op de Site um Kierchbiereg passen, deem haut nach ganz vun der Universitéit Lëtzebuerg genotzt gëtt.

ad 2. Opgrond vun den ënnerschiddlechen Ufuerderungen un de Site an den Ofstëmmungen, déi an dësem Kontext nach mat der Universitéit Lëtzebuerg amgaange sinn, léisst sech zu dësem Moment nach keen Zäitplang fir de Bau vum neien ECG-Gebai festleeën.

Difficultés du Credit Suisse | Question 7788 (17/03/2023) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

An der internationaler Press ass ze liesen, dass de Credit Suisse an eng finanziell Schiflag geroden ass a muss, wéi et schéngt, staatlech gerett ginn. D'Bank huet sech dofir bei der Schwäizer Nationalbank 50 Milliarde Franke geléint fir liquid ze bleiwen.

Bei der Pleite vun der Silicon Valley Bank (SVB) ass vun der Finanzministesch gesot ginn, dass et kee Risiko fir eis Bankeplaz gëtt, well de Modell vun der SVB en anere war, et onkloer war, ob et iwwerhaapt lëtzebuergesch Clienté gëtt an och de Lien mat de Banken, déi hei present sinn, net wierklech grouss ass.

De Credit Suisse ass och hei am Land aktiv an de Fall schéngt fir eist Land méi relevant ze si wéi bei der SVB, well de Bankmodell ass net ee komplett aneren an et besti vill Verbindungen mat Lëtzebuerg. De Credit Suisse ass och als Member op der Lëscht A vun der ABLL opgeléicht.

An deem Zesammenhang wéilt mir der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Kann d'Finanzministesch Positioun zur aktueller Situatioun bezéien?

2. Wéi eng Verbindungen huet de Credit Suisse mat der Lëtzebuerger Wirtschaft?

3. Mat wéi engen Auswierkunge muss ee rechnen?

4. Wéi wäert d'Regierung d'Leit an d'Marchéen informéieren fir ze verhënnern, dass Panik entsteet?

Réponse (07/04/2023) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Am Kontext vun de rezenten Evolutive vum der Situatioun vum Bankegrupp Credit Suisse stellen déi honorabel Deputéiert Froen am Zesammenhang mat Lëtzebuerg.

Wéi am effentlech zougängleche Register vun der CSSF-Websäit ersichtbar, ass de Bankegrupp Credit Suisse zu Lëtzebuerg mat verschiddeenen Entitéiten vertrueden an ass a verschiddeenen Finanzsparten vum Lëtzebuerger Finanzsecteur aktiv. De Bankegrupp huet, ënnert anerem, zu Lëtzebuerg Lizenzen fir Bankenaktivitéiten an d'Gestioun vun Investmentfongen auszeüben, a setzt och Investmentfongen zu Lëtzebuerg op.

Doriwwer eraus läit et net un der Lëtzebuenger Regierung, sech méi prezis iwwer d'Geschäftsaktivitéite vun engem Acteur aus dem Privatsecteur ze prononcéieren.

Déi genannten Aktivitéiten ënnerleien der Iwwerwachung vun der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a si gemäss nationalen an europäesche Reegelwierker reglementéiert.

Dës europäesch Reegelwierker sinn iwwer dat lescht Joerzénge, notamment als Reaktioun op d'Bankekrise vun 2007/2008, weiderentwéckelt ginn an d'Finanzacteurs an Europa an zu Lëtzebuerg si mëttlerweile vill besser opgestallt wat hir Kapital- a Liquiditéitsausstattung ugeet wéi an der Vergaangenheet.

Mat der Reprise vum Credit Suisse duerch d'UBS hunn d'Schwäizer Autoritéiten eng stabil a schnell Léisung fonnt.

.....

Accès à un ordinateur pour les détenus | Question 7789 (17/03/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Während Covid-19 haten d'Detenuen zu Schraasseg Accès zu Computeren, fir kënne mat hire Familljen ze skypen. Dëst war dee Moment néideg, well d'Visite verbuede gi waren, fir d'Ausbreedung vum Virus ze verhënneren.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Hunn d'Persounen an de Prisongen zu Schraasseg, Giwenech an um Uerschterhaff Accès zu Computere mat Internet?

– Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen dierfen si dës benotzen?

– Handelt et sech ëm WiFi oder Ethernet?

– Wann nee, firwat net?

2. An de verschiddene Strukture gi laut Site vun der Administration pénitentiaire Formatiounen ugebueden.

– Ëm wéi eng Formatiounen handelt et sech heibäi?

– A wéi enger Reegelméissegkeet ginn dës organiséiert?

– Wéi vill Detenuen maachen hei alljoers mat?

– Wat fir Konditiounen muss een erfëllen, fir un de Formatiounen deelzehuelen?

Réponse (12/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Am Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff (CPU) hunn d'Detenuen am Régime de vie en communauté och no der Covid-19-Pandemie weiderhin Accès zu Computere mat Internet, an dat am Kader vun enger Videokonferenz via Teams, déi am Service accueil visiteurs stattfënnt. D'Detenuen am Régime de vie en communauté kënne bis zu véiermol 45 Minutten am Mount Videokonferenz ufroen, heibäi ginn d'Videokonferenze mam Affekot net matgezielt. Den Accès zum Internet fir Teams-Séizungen ass iwwer en Ethernetschluss garantéiert.

Am Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schraasseg (CPL), genee wéi am CPU, kënnen d'Detenuen och via Teams kommunizéieren. Een anereren Internetaccès ass aus Sécherheetsgrënn net méiglech.

Am Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) sinn d'Klassésäll mat Computeren equipéiert, déi och mam Internet duerch eng Ethernetlinn verbonne sinn, wou den Accès duerch d'Enseignantë kontrolléiert gëtt. D'Detenuen hunn och Accès op den Internet iwwer e WiFi-Router (LanCom), dee mat engem Filter, wat den Inhalt ubelaangt, equipéiert ass. Fir déi Detenuen, déi net un enger schoulescher Aktivitéit deelzehuelen, steet eng Born mat Accès un den Internet am Schoultrakt zur

Verfügung. Hei ass den Accès duerch eng Ethernetverbindung garantéiert an et gëtt eebenfalls en Inhaltfilter applizéiert.

Wat de CPG betrëfft, muss nach drop higewise ginn, dass dee Prisong jo no engem hallef-oppene Régime fonctionéiert, sou dass de Besoin fir Visiten iwwer Videokonferenz net sou grouss ass, well d'Visiten am Prinzip duerch déi sougenannte „sorties temporaires“ vun den Detenuen stattfannen.

ad 2.

– Formatiounen a Coursen, déi ugebueden ginn:

Wat de CPU ubelaangt, sou ginn déi vum Service de la formation des adultes (SFA) vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse organiséiert.

D'Formatioun vun den Detenuen baséiert op zwee Piliere:

- De Basiscours adresséiert sech un Alphabetiséierungsfänger an der franséischer Sprooch an u Persounen, déi an der däitscher oder franséischer Sprooch alphabetiséiert goufen, an déi hir Basiskompetenzen (liesen, schreiwen, rechnen, navigéieren an enger sech digitaliséierender Welt) verbessere wëllen.

- Preparatioun vum Enseignement secondaire général, wou de Fokus op en Enseignement duerch Modulle geluecht gëtt, virun allem an de Coursen „Allux“ (Däitsch mat lëtzebuergesche Konnotatiounen), Franséisch, Allgemengbildung (Geographie, Moral, Informatik a Wëssenschaften) a Mathematik. An noer Zukunft ass och geplangt, Englesch ze ënnerriichten. Den Enseignement duerch Modullen erlaabt et, de gesamte Profil vun der Persoun ze berécksiichtegen an u säi Rhythmus ze adaptéieren. No der Clôture a bei der Reussite vun engem Modul kritt d'Persoun eng Zensur, déi si iwwer hir Kompetenzen informéiert.

Formatiounscoursë ginn ëmmer zu zwee oder dräi gläichzäitig ofgehalen, mat allkéiers fënnf Detenuen. All d'Coursen, an deemno all Léiergrupp, sinn an Duebelstonnen organiséiert, dat heescht 1h40 hannerteneen. An all Léiergrupp kann en Enseignant maximal dräi Matière gläichzäitig enseignéieren.

Am CPL gëtt et als éischt mol Coursen, déi vum Service enseignement et formation des détenus (SEF) ugebueden ginn. Als schoulesch Offer gëtt et hei:

- Basisschoulungen: Alphabetisatioun, elementar Lies-, Schreif- a Rechecapacitéiten;

- Den zweete Bildungswee: haaptsächlech fir den Niveau vun enger 5^e ES ze errechen, mee dat gëtt awer och fir aner Niveauen ugebueden, wann eng Demande besteet;

- Coursen, déi vun allgemengem Intressi sinn: z. B. am Konschtberäich, de Geeschteswëssenschaften, den Naturwëssenschaften, oder och nach, wat den Enseignement de la citoyenneté ubelaangt.

Et gëtt dann awer och, nieft der Offer vum SEF, nach eng Offer fir spezifesch Formatiounen, déi vum Service travail et formation (SFT) ugebueden ginn. Hei geet et virun allem ëm eng Aarbechtssécherheetsformatioun mat prakteschen Übungen.

Et ass och esou, dass all Detenu, deen an engem Atelier vum CPL schafft, sech seng erschaffte Kompetenzen neutral zertifizéieren ka loossen, dat heescht, ouni dass et direkt erkennbar ass, dass déi Formatioun an engem Prisong gemaach gouf, wat e wichtege Aspekt ass, wann déi Persoun duerno um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz sicht.

– Wat d'Reegelméissegkeet vun deene Formatiounen a Coursë betrëfft:

D'Schoulcoursë ginn op der Basis vun hallwen Trimesteren, Trimesteren oder Semesteren ugebueden, an

et gëtt awer och méi kuerz Offeren. D'Aschreiwunge kënnen sech iwwer dat ganz Schouljoer erstrecken.

D'Formatiounen, déi vum Service formation et travail ugebueden ginn, fannen normalerweis am Kader vun engem Plan volontaire d'insertion (PVI) statt. Wann en Detenu kee PVI wëll agoen, kann en trotzdem nach ëmmer eng Demande un de Chef d'atelier maachen fir eng Participatioun, a fir seng erschaffte Kompetenzen trotzdem zertifizéiert ze kréien.

Fir an der SFT-Formatioun matzemaachen, muss en Detenu als éischt eng Formation initiale à la sécurité au travail matmaachen. Fir d'Kompetenzen zertifizéiert ze kréien, muss den Detenu reegelméisseg op der Aarbecht erschéngen.

Och am CPG gëtt et zwee Piliere, wéi am CPL:

- Basisschoulungen: Alphabetisatioun, elementar Lies-, Schreif- a Rechecapacitéiten;
- Praktesch Formatiounen.

D'Schoulcoursë ginn op der Basis vun hallwen Trimesteren, Trimesteren oder Semesteren ugebueden, et gëtt och méi kuerz Offeren. Bei deene Formatiounen, déi vun externe Formateuren ugebueden ginn, handelt et sech normalerweis ëm de Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC), an déi Formatiounen ginn ugebueden, wa genuch Kandidaten sech ageschriwwen hunn. D'Aschreiwunge kënnen sech iwwer dat ganz Schouljoer erstrecken.

– Wat d'Participatioun vun den Detenuen un deene Coursen a Formatiounen betrëfft:

Wat de CPU betrëfft, sief rappeléiert, dass deen eréischt de 5. Dezember 2022 a Betrib gaangen ass. Duerno si progressiv Detenuen aus dem CPL an de CPU transferéiert ginn, wou et der aktuell ëm déi 240 sinn. Et muss fir de CPU och berücksichtegt ginn, dass et sech bei deem Prisong ëm eng sougenannte „maison d'arrêt“ handelt, wou am Prinzip nëmme Untersuchungschaft exekutéiert gëtt, an d'Detenu sou an der Reegel och ëmmer nëmme eng kuerz Zäit do sinn, wat gewësse Contraintë mat sech bréngt. Dofir gëtt et am CPU och keng Ateliere wéi am CPL an am CPG, an dofir sinn och d'Aarbechtsplazen am CPU méi rar. Op där anereren Säit dréit dann awer déi schoulesch Offer am CPU där Tatsaach Rechnung.

Op den 21. Mäerz 2023 hunn 48 Detenuen u Formatiounen a Coursen deelgeholl, an 38 Detenuen stinn nach op der Waardelëscht. Nom Modul „Franséisch“ an der Preparatioun vum Enseignement secondaire général ass de Basiscours vun der däitscher Sprooch dee Cours, deen am meeschte besicht gëtt. Aktuell ënnerriichte siwen Enseignantë mat enger Tâche vun 12 respektiv sechs Stonne pro Woch am CPU. Zousätzlech ass e Rekrutement vu weideren Enseignantë geplangt, fir d'Offer vun de Formatiounen an de Coursen ze erhéijen. Dofir ass virgesinn, fir dräi Enseignantë fir weider 36 Stonne pro Woch anzustellen, wat no der Ouschtervakanz soll ulafen.

Am CPL presentéiert sech d'Participatioun vun den Detenuen un de SEF-Formatiounen esou:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am Joer 2022 hunn och 10 Detenuen un engem Opfrëschungscours iwwer de Code de la route deelgeholl, a säit September 2022 hunn erëm sechs Detenuen sech fir dee Cours ageschriwwen.

Bei de STF-Coursen am CPL presentéiert sech d'Unzuel vun Detenuen, déi an Ateliere schaffen an eng Zertificatioun vun hire Kompetenzen ufroen, esou:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am CPG presentéieren sech d'Zuele vun der Participatioun vun den Detenuen un deene verschiddene Coursen a Formatiounen esou:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

50 Detenuen hunn un enger Formatioun „Sich no Aarbecht“ an „Erstelle vun engem CV“ am Schouljoer 2021/2022 deelgehol, fir de selwechte Cours waren et der am Schouljoer 2022/2023 och erëm 50. Am Joer 2022 hunn och 13 Detenuen un engem Opfrëschungskours iwwer de Code de la route deelgehol, säit September 2022 hunn erëm 12 Detenuen sech dofir ageschriwwen.

– Wat d'Konditiounen betrëfft, fir un deene Formatiounen a Coursen deelzehuelen:

Eng schoulesch oder beruflech Minimalausbildung ass net verlaangt, an all Detenu, deen am Régime de vie en communauté ass, kann un all Cours oder Formatioun deelhuefen. Déi endgültig Aschreiwung hänkt vum Accord vun der Direktioun, vum Zäitpunkt, un deem d'Formatioun stattfënnt, a vun der Unzuel vun ageschriwwene Kandidaten of. Fir déi Formatiounen, déi vum CNFPC ugebuede ginn, ass e Certificat d'aptitude médicale verlaangt.

Rapports psychiatriques en relation avec la délivrance d'un permis de conduire | Question 7790 (17/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 7494 hat ech mech iwwert psychiatresch Rapporten, fir e Führerschäin ze kréien, renseignéiert. An der Äntwert op meng Froen erkläert de Minister, dass een „Dokter aus der Commission médicale, am Kader vun engem Führerschäinsdossier, e rezente psychiatresche Rapport freet, deen am Detail attestéiert, dass et bei der betroffener Persoun keng medezinnesch Konterindicatiounen gëtt, fir mat engem motoriséierte Gefier op der Strooss kënnen ze fueren“.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froen stellen:

1. Wat sinn dem Mobilitéitsministère seng Sourcen, fir esou Rapporten bei verschiddene Persounen ze froen?

2. Op wat fir enger legaler Basis baséiert d'Virgoe vum Mobilitéitsministère?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat de psychiatresche Rapporten, déi am Kader vu Führerschäinsdossieren vun der Commission médicale gefrot kënnen ginn.

Den Dokter vun der Commission médicale kann et fir néideg halen, fir e psychiatresche Rapport vun engem Persoun ze froen, wann Informatiounen virleien, dass eng Persoun net déi minimal medezinnesch Krittären erfëllt, fir kënnen e Gefier op der öffentlecher Strooss ze fueren. D'Source vun dësen Informatiounen ka verschiddener Natur sinn. Dat kënnen Rapporten vun der Police, Informatiounen aus dem Certificat médical, déi vum Hausdokter vun der betreffender Persoun ausgestellt goufen, genee esou wéi Informatiounen, déi aus Urteeler ervirginn, sinn.

D'Aufgabe vun dëser Commission médicale fënnt een an den Artikelen 77 an 90 vum groussherzoglechen Arrêt vum 23. November 1955 iwwer de Stroosservekéier (Code de la route). Esou steet an dësen: « Afin d'examiner les personnes souffrant d'infirmités ou de

troubles susceptibles d'entraver leurs aptitudes ou capacités de conduire un véhicule automobile [...] il est institué une Commission médicale. » [...] « La commission se prononce sur les inaptitudes ou incapacités permanentes ou temporaires d'ordre physique ou psychomental [...] en se basant sur le résultat de son examen médical ainsi que sur les rapports d'expertise fournis par les médecins-experts [...] ». (Art. 90). « Sur avis de la Commission médicale prévue à l'article 90, le titulaire d'un permis de conduire peut de même être obligé par le ministre à se soumettre à un examen médical, s'il existe des doutes sur ses aptitudes ou capacités de conduire. » « Troubles mentaux : Si l'intéressé est atteint de troubles psychiques dus à des maladies, traumatismes ou opérations du système nerveux central ou de retard mental évident, ou s'il souffre de troubles psychologiques graves, le permis de conduire n'est délivré ou renouvelé que sur avis motivé de la Commission médicale. Il en est de même pour les candidats présentant des troubles comportementaux graves dus à la sénescence ou des troubles majeurs de la capacité de jugement, du comportement ou de l'adaptation liés à la personnalité. » (Art. 77).

Et sief an dësem Zesummenhang awer och nach dorops higewisen, dass Lëtzebuerg opgrond vun den Dispositiounen vun der Annex 3 („Normes minimales concernant l'aptitude physique et mentale à la conduite d'un véhicule à moteur“) vun der europäescher Führerschäinsdirektiv (2006/126) dozou verpflichtet ass sécherzestellen, dass all Persoun, déi e Führerschäin ausgestellt kritt, déi medezinnesch Krittären aus dëser Direktiv och erfëllt. D'Punkten 13.1 an 13.2 ginn heibäi speziell op mental Krankheeten an.

Statistique concernant le placement des enfants dans les crèches | Question 7791 (17/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 9. Mäerz ass op rti.lu en Artikel mat der follgender Iwwerschrëft verëffentlecht ginn: „Kleng Kanner gi statistesch gesi manner a réischt méi spéit an d'Crèche“. Dora gi vum Minister eng ganz Rei vun Zuelen dozou genannt, wéi vill Kanner ab wéi engem Alter a fir wéi vill Stonnen den Dag an enger Crèche placéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froen stellen:

– Kann de Minister d'Zuelen, op déi en sech am uewe genannten Artikel bezitt, virleeën?

Réponse (24/04/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Kleng Kanner ënner engem Joer sinn hautdesdaags an der Moyenne méi al, wa si eng Crèche besichen. Zanter der Reform vum Congé parental am Joer 2016 ass d'Altersmoyenne vun de klengen Kanner an enger Crèche eropgaangen. Am Joer 2016 louch d'Altersmoyenne vun de klengen Kanner bei 8,7 Méint. Hautdesdaags läit d'Altersmoyenne bei 9,2 Méint⁸.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op d'Woch gesinn, verbréngt kleng Kanner ënner engem Joer an der Moyenne manner Stonnen an enger Crèche wéi nach virun e puer Joer. D'Unzuel u Stonnen ass am éischte Liewensjoer réckleefeg. Am Joer 2012 ware kleng Kanner ënner engem Joer an der Moyenne 33 Stonnen d'Woch an enger Crèche ageschriwwen. Hautdesdaags si kleng Kanner ënner

engem Joer an der Moyenne just nach 28 Stonnen d'Woch ageschriwwen.

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Unzuel u Stonnen, wou kleng Kanner ënner engem Joer 40 Stonnen d'Woch oder nach méi laang an enger Crèche verbréngen, ass zanter dem Joer 2012 ëm 50 % eropgaangen.

(Graphique et tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Undeel u klengen Kanner ënner engem Joer, déi eng Crèche besichen, ass zanter der Reform vum Congé parental eropgaangen. Am Joer 2017 hu 27 % vun de Kanner ënner engem Joer eng Crèche besicht. Hautdesdaags sinn et just nach 24 % vun de klengen Kanner ënner engem Joer, déi an enger Crèche ageschriwwen sinn.

Famillje mat Kanner iwwert engem Joer gräife verstärkt op d'Offer vun enger Crèche zeréck. Hautdesdaags sinn 71 % vun de Kanner am Alter tëschent 1–2 Joer an enger Crèche ageschriwwen, an 79 % vun de Kanner am Alter tëschent 2–3 Joer.

Capacités de la ligne RGTR 303 entre Trèves et Kirchberg | Question 7792 (17/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass op der Linn 303, enger grenziwwergräifender Linn tëschent Tréier an dem Kierchbierg, d'Busser an de leschte Woche voll besat sinn. Grad zu de Spëtzenzäiten, wou vill Grenzgänger eriwier op Lëtzebuerg kommen, géif et knapps nach Stéiplazen am Bus ginn.

Um Fuerplang gesäit een, dass tëschent 5.55 Auer an 8.55 Auer eng 13 Busser de Wee op Lëtzebuerg fueren, woubäi och Doppeldeckerbusser ënnerwee sinn. Wann esou ee Bus an der Moyenne 70 Sätzplazen huet, bedeit dat, dass an deenen 3 Stonnen ronn 910 Persounen op Lëtzebuerg transportéiert ginn.

Obwuel et erfreesch ass, dass sou vill Leit de Bus notzen, muss een dach bedenken, dass dës Buslinn zu engem Deel iwwert d'Autobunn fiert.

D'Tatsaach, dass Passagéier am Bus mussen stoen, ass puncto Verkéierssécherheet bedenklech. Wann de Bus eng kéier eng Vollbremsung op der Autobunn muss maachen, kéint dat fir d'Passagéier, déi keng Sätzplaz hunn, schlecht ausgoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froen stellen:

1. Wéi vill Passagéier huelen d'Linn 303 am Schnëtt während de Spëtzenzäiten?

2. Wëssen de Minister a seng Servicer doriwuer Bescheid, dass op dëser Buslinn, trotz 13 Busser, Passagéier keng Sätzplaz am Bus virfannen?

3. Wäert de Minister den Takt vun dëser Buslinn, ugesichts vun der héijer Demande, erhéijen? Falls jo, wéi vill Busser solle bäikommen a wéini kéint dëst fréistens geschéien?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte beriff sech drop, dass him zougedroe gi wier, an de leschte Woche wieren d'Benutzerzuele vun de Busse besonnesch an de Spëtzenzäiten esou gutt, dass et knapps nach Plazen am Bus géif ginn.

ad 1. D'Verwaltung fir öffentlechen Transport huet eng Analys vun der automatescher Fahrgastzählung tëschent dem 30. Januar an 13. Mäerz 2023 gemaach.

⁸ All d'Zuelen an dëser Äntwert baséieren op den Donnéeën vum Facturationssystem Chèque-service accueil.

Vu datt nach net grad all Bus mat engem automateschem Zieler ausgerüst ass, sinn net all Dag all Faarte gezielt.

Bei de Faarten, déi en Zieler hunn, kouv follgend Resultat eraus:

Op der Linn 303 fueren an der Moyenne tëschent dem Kierchberg an Tréier 32 Léit. De Maximum, dee konnt iwwer ermëttelt ginn, ware 75 Léit, de Minimum 6 Léit. Richtung Tréier – Kierchberg fueren an der Moyenne 28 Léit mat, maximal goufen hei 86 Persounen op enger Faart gezielt, den déifste Wäert waren op dëser Richtung 3 Léit. Insgesamt kann ee soen, dass dës Linn ganz gutt nogefrot gëtt. D'Nofro variéiert staark tëschent der Spëttestonn moies an owes, wat d'Richtung betrëfft.

ad 2. D'Linn gëtt mat Doppeldeckerbussen assuréiert, déi mindestens 90 Sëtzplazen hunn. D'Zielunge weisen drop hin, datt d'Linn 303 Moies Richtung Lëtzebuerg a Mëttes Richtung Tréier geleentlech Kapazitéitsproblemer huet.

ad 3. Fir der Demande besonnesch an de Spëttestonne gerecht ze ginn, gëtt den Takt vun der Linn fir den nächste Fuerplangwiessel am September ugepasst. Et ass eng zousätzlech Faart moies Richtung Lëtzebuerg an eng weider mëttes Richtung Tréier geplangt.

Accouchements au Luxembourg | Question 7793 (17/03/2023) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** | **M. Charles Margue** (déi gréng)

Dans le contexte des discussions sur l'organisation des hôpitaux, et notamment des maternités et des conditions d'accouchement au Luxembourg, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer le nombre d'accouchements annuels, ventilés par mois et par maternité depuis 2010 ? Combien de naissances ont eu lieu en-dehors des maternités ?

2) Les naissances peuvent-elles être ventilées par chiffres par année et par jour de semaine depuis 2010 ?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils décomposer cette évolution selon les différentes maternités du Grand-Duché, en vue de définir la répartition des accouchements sur les différents établissements hospitaliers par jour de semaine ?

4) Quelle est la répartition des modes d'accouchement depuis 2015 dans les différentes maternités au Luxembourg par jour de semaine, à savoir accouchement par voie basse ou accouchement par césarienne, voire par d'autres modes tels que forceps et autres ?

5) Quelle est la répartition entre les accouchements déclenchés et accouchements non déclenchés dans les différentes maternités au Luxembourg par jour de semaine depuis 2015 ?

6) Quel est le taux d'accouchements ayant eu lieu sous péridurale dans les différentes maternités au Luxembourg par jour de semaine depuis 2015 ?

7) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous informer sur le nombre d'accouchements au Luxembourg en fonction des différentes tranches horaires, à savoir : 00.00 à 06.00 heures / 06.00 à 08.00 heures / 08.00 à 14.00 heures / 14.00 à 18.00 heures / 18.00 à 20.00 heures / 20.00 à 24.00 heures, ventilé par maternité depuis 2015 afin de pouvoir analyser l'évolution de la charge de travail dans les salles d'accouchement au fil de la journée ?

Réponse (18/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Afin de garantir une meilleure lisibilité des données mentionnées dans les tableaux ci-dessous, il y a lieu de donner quelques définitions quant aux différents termes utilisés.

– Accouchement

L'accouchement est lié à la maman. Il n'y a qu'un accouchement par maman, quel que soit le nombre de bébés.

– Naissance

La naissance est liée au bébé. Il peut y avoir plusieurs naissances par accouchement lors d'une grossesse multiple. Un accouchement de jumeaux équivaut à 2 naissances, un accouchement de triplés à 3 naissances.

– Césarienne

• La césarienne I ou césarienne primaire est la césarienne entreprise avant un début de travail spontané ou induit, qu'elle ait été programmée au préalable ou non programmée, c'est-à-dire d'urgence.

• La césarienne II ou césarienne secondaire est la césarienne faisant suite à un début de travail spontané ou un début de travail induit mais il ne s'agit pas nécessairement d'une césarienne faite dans l'urgence.

Les points 1 à 6 de ce rapport sont présentés sur les accouchements. Le point 7, quant à lui, est présenté sur les naissances (créneaux des heures de naissance des bébés).

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

Parking Saint-Esprit | Question 7794 (17/03/2023) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Claude Lamberty** (DP)

D'Renovationsaarbechten um Helleg-Geescht-Parking an der Stad sinn zënter enger Rei Méint ofgeschloss. Allerdéngs ass de Parking zënterhier net wéi virgesi fir d'Éffentlechkeet owes a während dem Weekend opgaang.

Et ass eis zu Ouere komm, dass de Grond heifir dee wier, dass bis elo nach ëmmer keng Ausschreibung, fir en Exploitant vum Parking ze fannen, gemaach ginn ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Huet d'Administration des bâtiments publics schon eng Ausschreibung fir d'Exploitation vum Helleg-Geescht-Parking gemaach?

2. Wa jo, wéini ass dës Ausschreibung verëffentlecht ginn? Gouf et scho Soumissiounen? Bis wéini ass geplangt, en Exploitant ze designéieren?

3. Wann net, wat sinn d'Grënn heifir?

4. Wéi steet den Här Minister dozou, de Parking op d'mannst fir d'Mataarbechter aus der Cité judiciaire, fir Leit, déi e Rendez-vous um Geriicht hunn, grad ewéi fir hir Affekoten a Begleeder opzemaachen?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Ausschreibungsdossier ass finaliséiert an d'Ausschreibungsprozedur ass amgaangen.

ad 2. an 3. Fir d'Exploitation vum Parking gëtt et eng eenzeg Soumissioun. D'Ausschreibung gouf den 1. Abrëll 2023 verëffentlecht. Et ass virgesinn, fir am September een neien Exploitant designéieren ze kënnen op Basis vum Resultat vun der Ausschreibung.

ad 4. De Ministère fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte kann heierop keng Äntwert ginn a verweist un d'Direktioun „Administration et domaines“ vum Finanzministère. Dës Direktioun fällt net an de Kompetenzberäich vum Ministère fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten.

Pont Grande-Duchesse Charlotte | Question 7795 (17/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zënter enger gewësser Zäit scho ginn Aarbechten un der Rouder Bréck virgeholl, besonnesch um Fouss gëtt geschafft.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir éffentlech Aarbechten:

1. Vu wéi enger Natur sinn déi Aarbechten, déi de Moment grad un der Rouder Bréck – besonnesch och um Fouss – virgeholl ginn?

2. Wéi laang wäerten dës Aarbechte viraussichtlech nach undauern a wäerten dës Aarbechten zu iergendengem Zäitpunkt en Impakt op de Verkéier hunn?

Réponse (18/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Usträicheraarbechten un der Rouder Bréck sinn ofgeschloss.

Aktuell ginn nach säitens dem Eecher Bierg d'Gerüster, déi fir den Ustrach gebraucht goufen, demontéiert an d'Bëtoufundamenter um Fouss sanéiert.

ad 2. D'Gerüster sinn amgaangen, demontéiert ze ginn, dofir ass och de Boulevard Paul Eyschen nach bis Énn Abrëll fir de Verkéier gespaart.

D'Sanéierungsarbechten um Bëton si wiederofhängeg, kënnen awer viraussichtlech am Fréijoer ofgeschloss ginn. D'Gerüst um Fouss vun der Rouder Bréck gëtt dann uschlëssend och demontéiert.

Fir dës Aarbechten duerchzuführen, gëtt ausserhalb vum Beruffsverkéier eng Spuer vun der Côte d'Eich fir ongeféier fënnf Deeg gespaart.

Trafic ferroviaire dans le nord du pays | Question 7796 (17/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Leit am Norde vum Land, déi op den Zuch ugewise sinn, sinn de Moment mat enger katastrophaler Situation konfrontéiert – et fueren elo iwwerhaapt keng Zich méi an d'Éislek. D'Bauaarbechten am Tunnel Schieburg hunn eng Verspéidung vu minimum sechs Wochen an doduerch, datt sech bei Bierden eng Fielsformatioun geléist huet, ass elo och nach d'Streck Ettelbréck–Kautebaach komplett blockéiert. An enger Pressekonferenz, déi vun de CFL de 16. Mäerz ofgehale gouf, heescht et iwwerdeems, datt schon de leschte Summer festgestallt gouf, datt bei där betreffender Fielsformatioun bei Bierden e gréissere Problem géif bestoen. An deem Kontext stellen sech dann awer eng ganz Rei Froen, wat déi laangfristeg Planung vum Zuchverkéier am Éislek ueget.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi ass et méiglech, datt, wa schon de leschte Summer bekannt war, datt bei där betreffender Fielsformatioun bei Bierden e gréissere Problem war, net scho präventiv un deem Problem geschafft gouf, fir esou kënnen déi Situatioun ze verhënneren, déi mir elo hunn?

2. Firwat gouf elo eréischt kommunizéiert, datt d'Aarbechten um Tunnel Schieburg sech minimum ëm

sechs Woche verspéiden? War dës Informatioun dann net scho virdu gewosst?

3. Wéini ass – realistesch gesinn – domat ze rechnen, datt den Zuchverkéier am Éislek nees integral funktioniéiert?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Kader vun Entretienaarbechten un der Geröllkummer am Agang vum Tunnel Bierden, gouf am Summer 2022 eng Fielshformatioun detektéiert, déi eng potenziell Gefor kéint duerstellen. D'Expertis huet erginn, datt hei keen imminente Risk bestoe géif, mee eng präventiv Befestegung ubruucht wier. Dës Aarbechte goufen du programmiéiert an am Januar 2023 ugefaangen. Et ass dervun ausgeginn, dass schlecht Wiederkonditiounen d'Lag verschlémmert hunn an et dunn zu dem bekannte Fielstrutsch koum.

Am Tunnel Schieburg waren den 13. Februar 2023 déi virgesinnen Injektione fäerdeg an et ass ugefaange ginn, am Tunnel d'Effektivitéit vun dësen Aarbechten ze kontrolléieren. Heibäi huet misse festgestallt ginn, dass zousätzlech Injektionen noutwendeg sinn. Dës waren eréischt de 16. März 2023 fäerdeg. Eng Kommunikatioun virun dësem Datum hätt keng nei Elementer bruecht. An dësem Kontext verweisen d'CFL op hir Pressekonferenz vum 23. März 2023, wou de Stand vun den Aarbechten zu deem Zäitpunkt erkläert gouf.

Den Zuchverkéier tëschent Ettelbréck a Kautebaach respektiv Kautebaach a Wooltz wäert den 8. Mee 2023 erëm opgeholl kënne ginn. Bedéngt duerch d'Imprevuen, mat deene bei der aktueller Phas vun den Aarbechten am Tunnel Schieburg muss gerechent ginn, ka fir de Streckendeel Kautebaach–Clief nach keen Datum genannt ginn.

Passerelle unique informatique « API-PNR Gateway » | Question 7797 (20/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 8. Mee 2019 huet de Minister fir bannenzeg Sécherheet d'Statute vun engem Groupement d'intérêt économique (GIE) mam Numm „Agence luxembourgeoise pour la promotion d'une interface unifiée en matière d'échange de données passagers dans le domaine de la sécurité“ ënnerschriwwen. D'Zil vum GIE war et, eng Passerelle unique informatique, genannt „API-PNR Gateway“, op d'Been ze stellen, déi et erlabt soll, API-Daten („Advanced Passenger Information“) a PNR-Daten („Passenger Name Record“), déi beim Fluchverkéier erhuewe ginn, méi einfach ze traitéieren a weiderzeleeden. D'Plattform sollt zu Lëtzebuerg genotzt ginn, mee och un aner Staate verkaf gi bei Interesse.

Och op EU-Niveau gëtt et esou Systemer geschafft. An zwou rezente EU-Propose fir d'Harmoniséierung vun der Sammlung an der Iwwermëttlung vun API-Daten (COM(2022)731 a COM(2022)729) geet dovun riets, dass d'eu-LISA (European Union Agency for the Operational Management of Large-Scale IT Systems in the Area of Freedom, Security and Justice) fir d'Memberstaate soll d'Entwécklung, den Hosting an d'technesch Verwaltung vun engem Router fir d'Iwwermëttlung vun API-Daten iwwerhuelen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten um Gateway drun? Ass de System schonn operationell? Falls jo, a wéi eng Länner?

2. Wéi vill huet de Staat, dee 75 % vun de Parte vum GIE hält, an d'Entwécklung vum API-PNR Gateway investéiert?

3. Awéifern ënnerscheet sech dee vun der EU geplangte System vum Lëtzebuurger Gateway?

4. Wäert de gemeinsamen europäesche Router dee vum GIE entwéckelte Gateway iwwerflësseg maachen?

Réponse (24/04/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Den 20. August 2018 ass de Gateway, deen et erlaabt, d'API- an d'PNR-Donnéeën vun de Fluchgesellschaften zentral a gebündelt un d'Police weiderzeschécken, a Betrib gaangen. Saitdem gouf et um Gateway verschidde Verbesserungen an Evolutiounen.

Lëtzebuerg ass als eenzegt Land um Gateway connectéiert. Verschidden Negotiatiounen mat anere Länner sinn nach net zu engem Ofschluss komm. De GIE bedreift och eng Plattform fir Fluchgesellschaften, déi am Beräich „Business Aviation“ tätig sinn. 36 Fluchgesellschaften sinn un de Gateway ugebonden.

ad 2. De gesamten Invest vun de Joren 2017–2020 beleefst sech op 582.660 €. 289.860 € si vum Lëtzebuurger Staat komm, de Rescht ass duerch europäesch Gelder couvriert ginn.

Sait 2020 gëtt all Joer e Marché mat PAXGOV GIE gemaach. Sait 2020 sinn d'Käschte vun dësem Marché an der Héicht vu 75 % vun der EU kofinanzéiert.

ad 3. Am Moment ginn zwou Propose vun der Europäescher Kommissioun fir d'Kollekten an den Transfert vun API-Donnéeën am Aarbechtsgrupp „Working Party on JHA Information Exchange“ (IXIM) vum Europäesche Rot diskutéiert.

Reischt nom Trilog mam Europaparlament wäert eng stabil Versioun vum Text existéieren, unhand vun där ee ka gesinn, ob a wéi wäit sech déi verschidde Systemer ënnerscheeden.

ad 4. De gemeinsamen europäesche Router wäert mëttelfristeg (bis 2030) de Gateway vum GIE net kënnen ersetzen. En fonctioun vun den Decisiounen, déi den europäesche Legislatiouner hält, wäert de Gateway vum PAXGOV och nach no 2030 néideg bleiwen.

Rénovation du pont « Hammerel » à Bettembourg | Question 7798 (20/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Wéi an engem rezente RTL-Artikel vum 17. März 2023 ze liesen ass, sollt zu der Zäit, wou d'Olympesch Summerspiller 2024 zu Paräis stattfannen, keen TGV op der Streck Lëtzebuerg–Paräis circuléieren. De „Pont Hammerel“, iwwert der Beetebuurger Gare, muss ersat ginn, an dofir gëtt an der Sommervakanz 2024, während véier Wochen, dës Bréck ofgerappt an duerch eng nei Constructioun ersat. Laut CFL-Informatiounen gouf et keen anert Zäitfenster fir dës Chantier, well d'Mobilitéit vun de Berufspendler fir d'CFL Prioritéit virum Confort vun Olympia-Touristen huet. Den Zuchverkéier op de Strecke Stad–Beetebuerg, Beetebuerg–Esch, Beetebuerg–Diddeleng a Beetebuerg–Diddenuewe wäert also während engem knappe Mount net funktionéieren.

Fir d'Ponts et chaussées wier et eng Alternativ giewischt, fir de „Pont Hammerel“ eréischt 2025 ze erneieren, zäitgläich mat engem aneren CFL-Chantier op der Beetebuurger Gare.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Hätt net eng Méiglechkeet bestanen, dës Chantier an engem Zäitraum ze ënnerhuelen, wou weeder

Berufspendler nach Touristen iwwerproportional impaktéiert giewischt wieren?

– Wéi héich ass déi geschätzten Unzuel u Leit, déi vun dësem Chantier am Summer 2024 impaktéiert sinn?

– Firwat wëll d'Regierung déi 2 Chantieren zu Beetebuerg net zäitgläich am Joer 2025 ënnerhuelen?

– Wéi gesinn déi konkret Alternativen aus, déi dee Moment den effentleche Persounverkéier op de genannte Strecken ersetzen?

• Mat wéi héijen Zäitverloschter mussen d'Leit rechnen?

• Kéint een einfachen Zuch, amplaz vun engem TGV, iwwert d'Ligne 70 (Péiteng) ëmgeleet ginn? Wann net, firwat?

Réponse (19/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Well d'Schoulvakanz zu Lëtzebuerg sech mat deene vun der Lorraine vum 16. Juli 2024 bis den 2. September 2024 iwwerlageren, ass dat déi Period, wou den Impakt op d'Berufspendler am klengsten ass.

Während den Aarbechten um „Pont Hammerel“ wäerten all déi Persounenzich, déi normalerweis duerch d'Gare Beetebuerg fueren, duerch Bussen ersat ginn. Dëst ass bei engem Chantier vu sou enger Envergere ausschliisslech an enger Schoulvakanz méiglech, well während der Schoulzäit vill Bussen am Schülertransport agesat sinn, an dofir net genuch Bussen a Chaufferen disponibel sinn, fir ee funktionéierende Busersatzdéngecht ze garantéieren. D'CFL sinn also op Schoulvakanz begrenzt, fir esou Chantieren duerchzeféieren.

Am Summer 2024 sinn nieft den Aarbechten um „Pont Hammerel“ och nach aner Chantieren um Lëtzebuurger Schinnereseau geplangt, wou Zich duerch Bussen ersat ginn. Dës Chantiere kënnen net gläichzäitig mat deem zu Beetebuerg stattfannen, well d'Ressourcen un Ersatzbussen a Buschauffere genau wéi d'Platzverhältnissen an der Busgare zu Lëtzebuerg begrenzt sinn. Dofir huet d'Sommervakanz 2024 missen an 2 Perioden opgedeelt ginn. Fir dass d'Ëmsteigméiglechkeeten um Knuet Beetebuerg a Richtung Diddeleng an Esch-Uelzecht dee Moment, wou d'Sommervakanz an der Lorraine eriwuer ass, erëm funktionéieren, gouf decidéiert, d'Aarbechten um „Pont Hammerel“ an déi éischt Period vun der Vakanz (Mëtt Juli bis Mëtt August) ze leeën.

Aktuell kann ee vu ± 25.500 Clientë pro Dag ausgoen, déi hei wäerten impaktéiert sinn, dovunner 13.000 Richtung Frankräich (dovun ± 850 Clienten TGV).

Déi genannte Méiglechkeet ass ënnersicht ginn an ass aus de follgende Grënn leider net machbar:

Déi zwee Chantiere „Pont Hammerel“ an „Aarbechten en vue vum Umschluss vun der neier Streck Lëtzebuerg–Beetebuerg“ iwwerlagere sech deelweis an der Gare Beetebuerg, soudass ee gläichzäitig Schaffen net kompatibel mat Aarbechtssécherheet an -technik ass.

Dowéinst ass och entscheet ginn, fir de Chantier vum Neibau vum „Pont Hammerel“ esou schnell ewéi méiglech ze realiséieren, fir dem uschlëssenden Ëmbau vun der Beetebuurger Gare net am Wee ze stoen.

Des Weideren erméiglechen d'Platzverhältnissen op der Gare Beetebuerg et net, dat néidegt Baumaterial an déi néidegt Maschinne fir déi 2 Chantiere gläichzäitig ënnerzebréngen.

Et gëtt op de genannte Streckenofschnëtter, déi duerch de Chantier impaktéiert sinn, ee Schinnenersatzverkéier mat Bussen organiséiert.

Ofgeleet aus de leschten Erfahrungswäerter wäert ee mat enger Reeszeitverlängerung vun ongeféier 35 Minutte rechnen müssen. Natierlech gëtt awer probéiert,

den Impakt an den Zäitverloscht esou kleng ewéi méiglech ze halen.

Een einfachen Zuch, deen iwwer d'Linn 70 op Thionville fiert, brauch 85 Minutte Fuerzäit. Den Ersatzbus tëscht Lëtzebuerg an Thionville wier bei ongeféier 50 Minutte Fuerzäit däitlech méi séier. Aus dësem Grond ass decidéiert ginn, dass sou eng Léisung net interessant ass, méi am Detail ze studéieren. Dass dës Spezialzich dann nach eng negativ Auswierkung op de regulären nationalen Trafic hätten, ass ee weideren Nodeel vun där Iddi.

Assurance de responsabilité civile des constructeurs | Question 7799 (20/03/2023) de Mme Cécile Hemmen (LSAP)

Au Luxembourg, il n'existe pas d'assurance obligatoire pour les constructeurs dans le domaine du logement. Ils ont néanmoins une responsabilité légale vis-à-vis de l'acheteur pendant les dix ans qui suivent la réception des travaux. Il s'agit d'une part de la garantie décennale qui couvre les vices affectant le gros ouvrage et d'autre part de la garantie biennale qui est appliquée pour les vices affectant les menus ouvrages.

Or, en cas de faillite d'un constructeur non assuré, l'acheteur d'un logement n'a en pratique que très peu de chances d'être indemnisé. En France, les constructeurs ont l'obligation de souscrire une assurance de responsabilité civile décennale qui garantit la réparation des dommages qui apparaissent après la réception des travaux.

– Monsieur le Ministre du Logement est-il d'avis qu'il serait opportun d'introduire une telle obligation au Luxembourg ?

Réponse (24/04/2023) de M. Henri Kox, Ministre du Logement

Les responsabilités biennale et décennale instituées par les articles 1792 et 2270 du Code civil s'appliquent lorsqu'un propriétaire d'un bâtiment est confronté à un vice de construction touchant le gros ouvrage ou le petit ouvrage après la réception de celui-ci. Ainsi, les architectes, entrepreneurs et autres personnes liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage sont présumés responsables des vices.

Toute personne confrontée à un vice de construction doit dénoncer celui-ci dans les plus brefs délais au vendeur ou au constructeur afin que ce dernier constate contradictoirement les vices. Le constat d'un vice de construction peut se faire à l'amiable, par l'intermédiaire d'un huissier de justice, par voie d'expertise ou par expertise judiciaire.

Si aucun accord amiable n'a pu être trouvé avec le vendeur ou le constructeur, il reste au propriétaire la voie judiciaire. Si les dégâts constatés ont une valeur inférieure à 15.000 euros, la justice de paix est compétente. Si les dégâts constatés ont une valeur supérieure à 15.000 euros, l'action en réparation doit être introduite par le biais d'un avocat à la cour devant le tribunal d'arrondissement.

De nombreux corps de métier s'assurent contre le risque de mise en œuvre de ces deux garanties biennale et décennale en contractant une assurance de garantie décennale ou biennale auprès d'une compagnie d'assurances. Une telle assurance n'est cependant pas obligatoire. En effet, elle induit en règle générale un coût non négligeable du fait de la couverture du risque lui-même et du fait que les assurances acceptent de couvrir les responsabilités biennale et décennale que pour des chantiers et travaux qui ont été contrôlés. Il s'entend qu'une compagnie d'assurance souhaite vérifier par un contrôleur technique – expert en bâtiments – que les

ouvrages couverts ont été réalisés suivant les règles de l'art.

L'application des responsabilités biennale et décennale au Luxembourg présente un certain nombre de désavantages dont notamment ceux mentionnés par la députée concernant les faillites. Dès lors, la question d'une révision des dispositions légales en matière de garantie décennale se justifie.

Il y a cependant lieu de considérer également les désavantages du système français qui laisse aux compagnies d'assurances le soin de prendre en charge les problèmes auxquels sont confrontés les propriétaires privés souvent dépourvus des moyens nécessaires pour faire valoir leurs droits. En effet, face à une obligation de s'assurer pour le maître d'ouvrage et pour laquelle celui-ci doit payer, le législateur devrait alors prévoir une obligation d'assurer pour le secteur des compagnies d'assurances et de prendre en charge effectivement les dommages. En effet, le propriétaire de l'ouvrage assuré et victime du dommage n'intervient pas directement dans les relations contractuelles relatives à une assurance décennale obligatoire.

Dommages liés à la vaccination contre la Covid-19 | Question 7800 (21/03/2023) de M. Marc Spautz (CSV)

An Däitschland sinn Impfschied, ervirgeruff durch d'Injektione géint de Covid-19-Virus, zënter e puer Deeg an der Aktualitéit. Dat, well den däitsche Gesundheitsminister e Programm presentéiert huet, deen op all déi Leit ausgeriicht ass, déi schwéier gesondheetlech Schied duerch d'Impfung erlidden hunn an deenen elo soll gehollef ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Gesundheitsminister riichten:

– Sinn zu Lëtzebuerg Fäll vun nogewisene schwéiere gesondheetleche Schied duerch eng Covid-19-Impfung bekannt?

Am Fall vun der Existenz vun esou Fäll stelle sech eng Partie weider Froen:

– Wouranner bestinn dës Impfschied respektiv wéi eng gesondheetlech Aschränkungen hunn dës Leit?

– Ëm wéi vill Fäll handelt et sech genau?

– Wéi al sinn déi betraffe Leit?

– Ass e spezielle Programm virgesi fir déi betraffe Leit?

• Wa jo, wat gesäit dee Programm am Detail vir a vu wéini u soll en a Kraaft trieden?

• Wann net, wéi gedenkt d'Regierung an Zukunft mat de betraffene Leit an hire Problemer ëmzegoen?

– Ganz allgemeng, awéiwäit plangt d'Regierung, d'Covid-19-Pandemie an hir Konsequenzen op d'Populatioun an hirer ganzer Breet opzeschaffen?

Réponse (20/04/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Aktuell hunn, bei iwwert 1.402.000 geimpften Dosen, 40 Persounen Niewewierkunge gemellt, déi zu längere Symptomer oder Gesondheetsproblemer gefouert hunn. Déi gemellte Symptomer si verschidden. E puer Leit melle Péng an de Muskelen oder Gelenker, dorënner zwee Fäll vu enger Verschlëmmung vu Symptomer vun enger virbekannter rheumatoider Arthritis, an eng Kapsulitis vun der Schëller vum geimpften Arm. Fir aner ass et eng Verschlechterung vum allgemengen Zoustand, eng länger Middegkeet oder neurologesch Stéierung wéi Kappwéi, Schwindel, persistenten Tinnitus oder Parästhesië vun den Extremitéiten, dorënner ee Fall vun Neuropathie. E

puer Patient signaléieren Häerzproblemer wéi Arrhythmie oder Hypertensioun, a visuell Stéierungen.

Den Alter vun de Leit, déi laangwiereg Effekter gemellt hunn, ass ganz variabel a geet vun 30 bis 90 Joer, mat engem Duerchschnittsalter vun 48 Joer.

Déi betraffe Leit kréie spezifesch Behandlungen fir hir Problemer am normale Gesondheetssystem, an dës Behandlungen ginn natierlech vun der Gesondheetsskeess iwwerholl am Kader vun den übleche Konditiounen.

Falls et zu permanente Schied kënn, kann déi betreffend Persoun eng Entschiedegung beim Gesundheitsministerium ufroen, baséiert op d'Gesetz vum 4. Juli 2000 „relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations“. An dësem Fall gëtt dann een onofhängegen Expert genannt, deen d'Ausmooss vun de bleiwende Schied evaluéiert an de kausale Lien mat der Impfung feststellt. Dëst ass dann d'Basiss, fir de Montant vun der Entschiedegung festzelleen.

Wat d'Fro vun der allgemenger Opschaffung vun der Pandemie betrëfft, verweist d'Regierung op de Rapport vun der OECD „Evaluation of Luxembourg's Covid-19 response: learning from the crisis to increase resilience“ als éischte Schrëtt, a wäert sech iwwert eventuell komplementar Evaluatiounen am Kader vum éffentlechen Debat iwwert d'Petitioun 2489, de 7. Juni an der Chamber, positionéieren.

Bons à la consommation dans le cadre de l'inscription des résidents étrangers sur les listes électorales | Question 7801 (21/03/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den 11. Juni si Gemengewalen, wou all d'Bierger:innen hei am Land vun hirem Walrecht dierfe Gebrauch maachen. Dofir lafen aktuell verschidde Campagnen, fir d'Bierger:innen, déi kee lëtzebuergesche Pass hunn, ze iwwerzeegen, sech op de Wielerlëschten anzuschreien. Déi meeschte Campagnë sinn éischer neutral, mee et existéiere verschidden Approchen, déi warscheinlech op der Limitt vun der Legalitéit verlafen.

Esou bidden déi politesch Verantwortlech ronderëm de Schäfferot vun der Gemeng Péiteng de Leit, am Gégenzuch dofir, dass si sech op d'Wielerlëschten anschreien, ee „bon à la consommation“ un. An engem weidere Schrëtt huet eng Partei, déi am Schäfferot vertrauden ass, Videoe vun den nei ageschriwwene Wieler opgeholl a Publicitéit mat dëse Videoen op de Social-Media-Plattformen vun hirer Partei gemaach.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Weess d'Regierung, a wéi engen anere Gemengen d'Leit ee Kaddo kruten, ënnert der Bedéngung, dass si sech op d'Wielerlëschten anschreien?

2. Dierf eng Persoun, Organisatioun oder Institutioun enger Persoun eng Géigeleeschtung ubidden, fir se ze motivéieren, sech op d'Wielerlëschten anzuschreien?

3. Ass dëse Kaddo am Aklang mat den Artikelen 94 bis 96 vum Walgesetz, notamment dem Artikel 95, wou drasteet: „La même peine est appliquée à ceux qui, à l'occasion d'une élection, ont donné, offert ou promis aux électeurs des comestibles ou des boissons.“?

4. Zwiwelt d'Regierung un der politescher Neutralitéit vun dëser Aktioun?

Réponse (20/04/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

ad 1. Neen, bis haut sinn der Regierung keng weider sou Fäll bekannt.

ad 2. an 3. Den Artikel 95 Alinea 1 an 2 vum ofgeän- nerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 seet Follgen- des:

„Est puni d'une amende de 500 à 5.000 euros celui qui, sous prétexte d'indemnité de voyage ou de séjour, a donné, offert ou promis aux électeurs une somme d'argent ou des valeurs ou avantages quelconques.

La même peine est appliquée à ceux qui, à l'occasion d'une élection, ont donné, offert ou promis aux élec- teurs des comestibles ou des boissons.“

D'Froe vum honorablen Deputéierte kënnen net mat Sécherheet pauschal mat Jo oder Nee beäntwert ginn, well alles vun der jeeweileger Situatioun an de konkrete Faiten ofhänkt. Et läit des Weideren net an der Zoustännegkeet vun der Regierung, ze jugéieren, ob eng Strofdot am eenzelne Fall virläit oder net. Dëst ass eleng d'Kompetenz vun der Justiz an notament dem Parquet.

ad 4. Et läit net an der Kompetenz vun der Regierung, sech zu désער Fro ze äusseren.

Travail de l'organisation non gouvernementale « Eng oppen Hand fir Malawi » | Question 7802 (21/03/2023) de M. Gusty Graas (DP)

L'organisation non gouvernementale « Eng oppen Hand fir Malawi » a été créée en 1989, et depuis sou- tient des projets en faveur de la population autour de l'Hôpital St Gabriel à Namitete au Malawi. Le but de l'ONG est avant tout de garantir une prise en charge médicale à la population, et un accès pour tous à des services fondamentaux de santé et hospitaliers.

Selon un reportage de RTL Radio Lëtzebuerg ce 20 mars 2023, les sœurs de la Clinique Sainte Zithe Luxembourg, auraient été actives à l'Hôpital St Gabriel depuis environ 65 ans. D'après les nouvelles, le nou- vel évêque de Lilongwe aurait par contre soudainement mis un terme à la coopération avec les sœurs en date du 31 janvier 2023. Une explication quant à la rupture avec la congrégation n'aurait à ce jour pas été fournie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions sui- vantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Ac- tion humanitaire :

1) Est-ce que le Ministère de la Coopération et de l'Ac- tion humanitaire a connaissance des raisons pour les- quelles les sœurs luxembourgeoises ont dû abandon- ner leurs activités au sein de l'Hôpital St Gabriel ?

2) Selon le rapport de RTL Radio Lëtzebuerg, plus de 80 % des équipements et médicaments de l'hôpital au- raient été financés par la congrégation luxembour- geoise. Quid de ces fonds financiers et matériels ?

3) Sachant que le ministère soutient l'ONG depuis 2017, comment, le cas échéant, Monsieur le Ministre estime- t-il pouvoir fournir de l'aide sur place à long terme ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre est informé si d'au- tres ONG sur place sont impactées ?

Réponse (24/04/2023) de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) D'après les informations du ministère, les sœurs ont été contraintes de quitter précipitamment le Mala- wi et de retourner au Luxembourg pour des raisons de sécurité. Le ministère a eu des échanges avec l'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi dès leur retour au Luxem- bourg, qui a fait rapport des raisons pour lesquelles les sœurs luxembourgeoises ont dû se retirer de la région de Namitete au Malawi.

ad 2) Les fonds financiers et matériels principalement investis par la congrégation luxembourgeoise dans l'Hôpital Saint Gabriel au cours des dernières années, notamment, des équipements hospitaliers, resteront selon les informations communiquées par l'ONGD de la propriété de l'hôpital dont il importe d'assurer qu'il puisse continuer à fonctionner au bénéfice de la po- pulation locale.

ad 3) Le ministère soutient l'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi depuis de nombreuses années et continuera à appuyer les ONGD luxembourgeoises actives au Mala- wi, y inclus l'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi. L'ONGD Eng oppen Hand fir Malawi a exprimé sa volonté de vouloir continuer à fournir de l'aide aux populations vulnérables du Malawi et est actuellement en train d'ex- plorer les opportunités de travailler avec un autre par- tenaire.

ad 4) Deux autres ONGD luxembourgeoises sont ac- tives au Malawi. Ces ONGD n'ont pas été impactées étant donné qu'elles y interviennent à travers d'autres partenaires et dans d'autres régions du Malawi.

Extension de la centrale nucléaire de Cattenom | Question 7803 (21/03/2023) de M. Gusty Graas | M. Max Hahn (DP)

Tel qu'il a été relayé récemment dans la presse écrite, le maire de Cattenom aurait lancé la candidature de sa commune pour accueillir la construction de deux des six nouveaux réacteurs EPR annoncés par le Président de la République française.

Dans ce cadre nous aimerions poser les questions sui- vantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Gouvernement est-il en contact avec la commune de Cattenom à ce sujet ? Quelle est la position du Gou- vernement en la matière ?

2) Selon Messieurs les Ministres, quelle est la probabi- lité qu'une extension de la centrale nucléaire de Catte- nom se produise effectivement ?

3) Y a-t-il des projets énergétiques basés sur les éner- gies renouvelables conjoints avec la France actuelle- ment en cours d'élaboration ?

4) Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il fournir des précisions quant à ces projets ?

5) Dans la négative, est-il prévu de lancer des projets énergétiques basés sur les énergies renouvelables conjoints avec notre voisin français dans l'optique d'en- courager par ce biais la fermeture de la centrale nucléai- re de Cattenom ?

Réponse (07/04/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Envi- ronnement, du Climat et du Développement durable | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Conformément à sa position antinucléaire, le Gou- vernement fait régulièrement part de son opposition au recours à l'énergie nucléaire au Gouvernement français. Il s'oppose donc également aux projets EPR2 et tout particulièrement à leur implantation éventuelle sur le site de Cattenom.

ad 2) À ce stade le Gouvernement ne dispose pas d'in- formations à cet égard. Cependant, le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention les discussions en France. Lors de la réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire tenue en juin 2022, la partie luxembourgeoise a interpellé les re- présentants de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à propos d'une telle éventualité, et reçu la réponse

qu'aucune demande d'autorisation de création de réac- teurs EPR2 n'a été déposée auprès de l'ASN à ce stade. Le Gouvernement reste néanmoins vigilant et ne tar- dera pas à intervenir auprès du Gouvernement français si cela s'impose.

ad 3) à 5) Alors qu'un projet commun de promotion des énergies renouvelables dans la région frontalière a été proposé aux autorités françaises, ces discussions n'ont pas abouti et actuellement, il n'y a pas de projets de coopération dans le domaine des énergies renouve- lables avec la France. Il convient de noter dans ce contexte que la France n'a que récemment décidé de renforcer le développement des énergies renouve- lables.

Toutefois, il est à noter que le fournisseur d'énergie avec participation étatique Enovos est en train d'élargir ses activités vers le Grand-Est et a mis en place une équipe de développement de projets d'énergies renouvelables.

Facturation électronique obligatoire | Question 7804 (21/03/2023) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans un sujet publié sur luxtimes.lu, « E-invoice dead- line looms for thousands of small companies », il est question de l'obligation de facturation électronique pour les entreprises, ce qui avait été voté fin 2021 à la Chambre des Députés. Il avait été décidé que le Gouvernement ne puisse qu'accepter les factures en- voyées ou qui peuvent être payées par voie électro- nique – l'objectif étant d'accélérer la digitalisation de l'économie du pays.

Bien que cet objectif soit louable, il semble – d'après l'article de presse – que de nombreuses entreprises ne soient pas encore prêtes pour ce changement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions sui- vantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) De quelle manière est-ce que le Gouvernement a in- formé les entreprises concernées des changements in- duits par cette obligation de facturation électronique ?

2) Est-ce que le Gouvernement a noté une augmenta- tion des demandes de subsides visant à accélérer la di- gitalisation des entreprises ?

Réponse (25/04/2023) de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | M. Marc Hansen, Ministre délé- gué à la Digitalisation

ad 1) L'obligation de facturer électroniquement dans le cadre des marchés publics et des contrats de conces- sion engendre des adaptations organisationnelles et informatiques auprès de nombreux opérateurs écono- miques et auprès des organismes du secteur public. Pour accompagner et soutenir cette évolution au cours des 2 dernières années et même déjà avant l'adoption de la loi de 2021, toute une panoplie de mesures ont été prises :

Tout d'abord, les opérateurs économiques, et notam- ment les petites et moyennes entreprises, ont été in- formés, sensibilisés et formés par le Ministère de la Digitalisation dès 2021 :

– au cours d'une trentaine de conférences, workshops ou webinaires, organisés par la Chambre de Com- merce, la Chambre des Métiers ou d'autres acteurs à destination de leurs adhérents, ou bien directement par le Ministère de la Digitalisation (plus de 40 webi- naires ont été organisés par le Ministère de la Digitali- sation à destination de ces parties prenantes où elles ont pu poser leurs questions et obtenir des réponses en direct) ;

– via des formations régulièrement organisées par la House of Training sur base d'une formation initiale dis- pensée par le ministère.

Parmi ces évènements, nous pouvons notamment citer la conférence FIT4Tenders sur la facturation électronique du 27 avril 2021 ou le « E-Invoicing Symposium » du 21 février 2023. Ce dernier évènement a été organisé par la Chambre de Commerce en collaboration avec le Ministère de la Digitalisation et la Chambre des Métiers. Au cours de cette journée, plus de 500 participants sont venus s'informer au sujet de la facturation électronique au Luxembourg.

De plus, nous avons informé les opérateurs économiques par écrit en collaboration avec la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce : une première fois en mars 2022, une deuxième fois en septembre 2022 et une troisième fois en décembre 2022. Rien qu'en décembre 2022, plus de 50.000 entreprises ont été informées par écrit.

Au-delà de ces communications ponctuelles et de masse, le ministère et ses partenaires continuent d'envoyer régulièrement des informations sur la facturation électronique et les événements y relatifs par e-mail aux différentes parties prenantes.

Le ministère et ses partenaires ont également mis en place des helpdesks téléphoniques afin de répondre aux questions concrètes des parties prenantes. Ces helpdesks connaissent une forte affluente et des milliers d'interactions, d'échanges et de réunions bilatérales ont eu lieu dans ce contexte pour informer, conseiller et assister.

Depuis décembre 2021, un dossier détaillé dédié à la facturation électronique est publié et mis à jour régulièrement sur le site du Ministère de la Digitalisation. Ce dossier fournit des explications sur le cadre légal, sur les concepts clés, sur les solutions techniques, sur le réseau de livraison Peppol et sur tous les autres éléments importants dans le contexte. La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ont aussi, de leur côté, mis en place depuis longtemps des pages web dédiées au sujet de la facturation électronique.

Le Ministère de la Digitalisation et ses partenaires ont également lancé le 3 décembre 2022 le portail Internet www.e-facturation.lu. Il s'agit d'un portail fédérateur en trois langues qui offre une porte d'entrée unique vers tous les contenus web déjà en ligne et énoncés précédemment. Sont publiés les liens vers des dossiers, des informations pratiques et des FAQ, des vidéos et des tutoriels ainsi qu'un agenda avec la liste des conférences, webinaires et évènements relatifs à la facturation électronique. Enfin, les intéressés y trouvent également les coordonnés du ministère et de ses partenaires et des différents helpdesks.

Le 27 février 2023, le Ministère de la Digitalisation, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ont fait le point sur les éléments essentiels de la facturation électronique lors d'une conférence de presse conjointe. Ce fut une nouvelle occasion de rappeler l'existence des helpdesks existants des différents partenaires ainsi que de toutes les sources d'information et actions de sensibilisation mises à disposition des opérateurs économiques.

Lors de la conférence de presse, les différents partenaires n'ont pas manqué de souligner l'exemplarité de la collaboration qui a été instituée entre le ministère et les chambres professionnelles.

Le Ministère de la Digitalisation a en outre lancé une campagne de sensibilisation cross-média en janvier 2023. Les informations ont ainsi été relayées dans la presse écrite et digitale, ainsi que sur les réseaux sociaux. Des vidéos explicatives sont venues s'ajouter récemment à la panoplie de supports de communication en place.

ad 2) Les « SME Packages – Digital » permettent l'implémentation d'un outil digital pour une meilleure communication en ligne avec les clients et une meilleure gestion de l'entreprise (marketing digital, gestion et facturation électronique).

Depuis mars 2022, un « SME Packages – Digital » dédié à la facturation électronique est disponible aux PME luxembourgeoises disposant d'une autorisation d'établissement. Ce package permet un accompagnement spécifique par un expert pour implémenter un système ERP avec un module pour la facturation électronique dans les entreprises. Après l'implémentation de l'outil, l'entreprise reçoit une subvention forfaitaire de 5.000 euros de la Direction générale des classes moyennes du Ministère de l'Économie pour un projet d'envergure entre 6.650 euros HTVA et 25.000 euros HTVA.

En 2022, 181 SME Packages Digital ont été réalisés dont 4 relatifs à la facturation électronique. En 2023, 87 packages ont déjà été réalisés ; 35 SME Packages Digital relatifs à la facturation électronique ont déjà été ou sont en cours d'être implémentés.

Les entreprises n'émettant pas beaucoup de factures pour le marché public peuvent se référer à MyGuichet pour saisir et transmettre leurs factures sans devoir installer un système de facturation électronique dans leurs entreprises.

Production et distribution du cannabis | Question 7805 (21/03/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

D'Regierung huet ugekënnegt, datt den Ubau vu Cannabis zu medezinneschen Zwecker hei am Land soll erlaabt ginn. D'Gesondheitsministesch an de Landwirtschaftsminister haten an deem Kontext fir Enn 2022 eng juristesche Etude ugekënnegt, wou d'Konditiounen an d'Krittäre fir d'Produzente solle gekläert ginn an op der Basis vun där dat entspreichend Gesetz soll ausgeschafft ginn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Konnt déi ugekënnegt juristesche Etude an Tëschenzäit finaliséiert ginn?
2. Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen vun der Etude?
3. Wéi eng Krittäre sinn zréckbehale ginn?
4. Wéi sollen d'Veraarbechtung an d'Vermaartung vum medezinnesche Cannabis organiséiert ginn?
5. U wien däerfen d'Produzente verkafen?
6. Wéi gesäit déi zäitlech Ëmsetzung aus?

Réponse (24/04/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. bis 5. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 6381 vum 21. Juni 2022 vun der honorabeler Deputéierter Madamm Martine Hansen geschriwwen, wäerten op Basis vun der Analyse juridischer Äntwerten op eng ganz Rei Froen, ewéi z. B. déi vun de Konditiounen an och den Auswalkrittäre vun de Produzente fonnt ginn.

Dëse Prozess gouf nach net integral ofgeschloss. Déi juristesche Analyse juridischer ass amgaangen, finaliséiert ze ginn, an d'Conclusiounen dovu wäerten an en zukünftegen Avant-projet de loi afléissen.

ad 6. Den Avant-projet de loi soll nach virun dem Enn vun dëser Legislatur am Regierungsrat presentéiert ginn.

Logements pour étudiants | Question 7807 (21/03/2023) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

L'accès au logement n'est certes pas chose facile pour les étudiant(e)s fréquentant l'Université du Luxembourg. En effet, la capacité des logements situés à Esch-Belval, à Luxembourg et ailleurs semble être largement dépassée. Il n'est donc pas surprenant que maint(e)s étudiant(e)s éprouvent de sérieuses difficultés à trouver un hébergement adéquat.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quel est actuellement le nombre de logements gérés par l'Université du Luxembourg ? L'université projette-t-elle, ensemble avec l'État et/ou le Fonds Belval, d'agrandir son parc de logements ? Comment ce parc a-t-il évolué ces dernières années ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il présenter succinctement d'éventuels projets en cours ?

2) Dans quelle mesure le Ministère du Logement a-t-il créé et crée-t-il des logements pour jeunes qui poursuivent des études supérieures et/ou universitaires ? Quelle a été leur évolution ces dernières années ?

3) Monsieur le Ministre du Logement pourrait-il nous informer sur les échanges qu'il aurait eu et avec le rectorat de l'université et avec les milieux estudiantins afin d'augmenter l'offre de logements en ce domaine ?

Réponse (24/04/2023) de M. Henri Kox, Ministre du Logement | M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Pour répondre aux questions soulevées par les honorables Députés André Bauler et Gilles Baum au sujet du logement étudiant à l'Université du Luxembourg, nous nous permettons de renvoyer à notre réponse à la question parlementaire n° 6094.

Nous tenons néanmoins à apporter les précisions suivantes.

L'université propose actuellement 990 logements en 31 résidences ce qui permet de loger environ 1/6 des étudiants. Avec cette capacité, l'Université du Luxembourg se situe dans une bonne moyenne internationale. Tous les logements sont pris à l'heure actuelle et il y a chaque année une liste d'attente.

Le nombre d'unités dans le parc de logements pour étudiants géré par l'université est passé de 1.091 en l'année académique 2018-2019 à 985 en 2021-2022, avec un taux d'occupation qui varie entre 96,4 % et 99,7 %.

Le nombre de chambres disponibles à l'université par rapport au nombre total d'étudiants (bachelor, master et PhD) se situait entre 19,9 % en 2018-2019 et 16,2 % en 2021-2022. Ce pourcentage reste très proche de la moyenne européenne de 18 %.

La raison de la baisse du nombre de logements est notamment la fermeture temporaire de la grande résidence « Les Dominicaines » à Luxembourg-ville pour des raisons sanitaires nécessitant des travaux de rénovation. Les appels d'offre sont en préparation et une réouverture est envisagée en 2024.

D'autres résidences plus petites gérées par l'université ont été fermées temporairement ou définitivement pour raison de sécurité ou parce que leurs propriétaires souhaitent les utiliser à d'autres fins.

Actuellement, 575 chambres bénéficient d'aides à la pierre via le Fonds spécial de soutien au développement du logement mis en place par le Ministère du

Logement et font l'objet d'une convention à cet égard. De ces chambres, 482 ont été réalisées sur initiative de promoteurs privés. Les subventions pour ces projets sont versées annuellement, de telle façon que ces projets resteront à l'inventaire du fonds spécial pour la totalité de la période prévue dans la convention.

Ces logements ont été conventionnés comme suit :

- 30 logements en 2010 ;
- 442 logements en 2014 ;
- 55 logements en 2016 ;
- 9 logements en 2017 ;
- 38 logements en 2019.

De nouveaux projets de construction sont en cours de préparation :

- le projet « Porte de France » à Belval, avec 140 unités de logement, devrait ouvrir en 2027 ;
- des discussions sont en cours avec les CFL pour la construction d'une résidence d'environ 124 unités au centre-ville d'Esch-sur-Alzette ;
- un nombre limité d'unités est en discussion à proximité du campus de Kirchberg ;
- la reprise de 20 logements actuellement gérés par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) à Belval est également prévue.

En plus de la future résidence « Porte de France » planifiée à Esch-Belval, d'autres projets sont en cours d'être étudiés, mais n'ont toutefois pas encore été validés.

Certains de ces projets feront également l'objet d'un conventionnement par le Fonds spécial de soutien au développement du logement.

.....

Diplôme d'aptitude professionnelle inclusion | Question 7809 (22/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi den Här Minister de 17. Mäerz ugekënnegt huet, wäerten de Lycée du Nord Wiltz, de Lycée Bel-Val an de Lycée technique de Bonnevoie vun der kommen-der Rentrée un en Diplôme d'aptitude professionnelle am Beräich vun der Inclusioun (DAP Inclusion) proposéieren. Mat deem Ofschloss soll een am formale, awer och am nonformale Bildungsberäich kënnen schaffen.

Op dëser Plaz sief dann un d'Äntwert vum Här Minister vum 2. September 2022 op d'parlamentaresch Fro Nummer 6452 erënnert, an där hien zum DAP Éducation – deen op der Rentréespressekonferenz den 13. September 2021 ugekënnegt an den 3. Mee 2022 méi genau presentéiert gouf – Follgendes schreift: „[...] Deemno kéint en Agent socio-pédagogique mat engem DAP Éducation duerchaus och bei der Prise en charge vu Schüler duerch e Kompetenzzentrum matschaffen. D'Formatioun vum DAP Auxiliaire de vie gëtt am Moment och reforméiert a spezialiséiert op Personnes à besoins spécifiques. [...]“

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi gëtt d'Berufsbild vum DAP Inclusion definéiert?
2. Wéi ass déi nei Formatioun DAP Inclusion par rapport zum DAP Éducation ze gesinn?
3. Ass d'Formatioun vum DAP Auxiliaire de vie an der Tëschenzäit reforméiert ginn?
– Wa jo, wéi ass dës Formatioun am Detail ausgereicht?
– Wann net, firwat net a bis wéini soll d'Reform ëmgesat sinn?
4. Wéi ginn déi dräi genannte Formatiounen vuneneen ofgegrenzt?

5. Wéi gëtt d'Orientatioun vun de Schüler a Bezuch op déi dräi Berufsbiller organiséiert?

Réponse (24/04/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Agent d'inclusion ass eng pädagogesch Fachkraaft, déi Mënsche mat spezifesche Bedierfnisser am Alldag pädagogesch begleet. Dëst kann a verschidde Beräicher de Fall sinn, wéi zum Beispill a Strukture vun der formaler an nonformaler Bildung, an Institutiounen, wou Mënsche mat Behënnerung liewen oder schaffen, mee awer och am Kontext vun der perséinlecher Assistenz.

ad 2. Den Agent socio-pédagogique ass eng pädagogesch Fachkraaft, déi virun allem bei der Betreuung vu Gruppe vu Kanner a Jugendlechen a Strukture vum Service d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) matschafft oder a Wunnheemer, Internater oder bei professionnelle Fleegefamillje kann agestellt ginn.

Am Kontext vun der Inclusioun ass et awer och wichteg, datt en Deel vum pädagogesche Personal dorop spezialiséiert ass, Kanner a Jugendlechen mat spezifesche Bedierfnisser méi individuell ze betrieien, an hei wäert den Agent d'inclusion matschaffen.

ad 3. D'Formatioun vum DAP Auxiliaire de vie wäert vum September 2023 un net méi uegbuede ginn.

D'Schülerinnen an d'Schüler hunn d'Méiglechkeet, sech elo fir déi zwee nei DAPen anzuschreien, déi méi spezialiséiert op déi pädagogesch Aarbecht mat de Kanner respektiv de Mënsche mat spezifesche Bedierfnisser sinn.

Schülerinnen a Schüler, déi wëllen am Beräich vum Soin schaffen, gi bei den DAP Aide-soignant orientéiert, well deen d'Fachkraaft fir fleegeresch Betreuung ass.

ad 4. Schülerinnen a Schüler, déi d'Konditiounen erfëllen, fir den DAP Catégorie A ze maachen, wäerte vun der Cellule d'orientation an de Schoule begleet gi fir erauszefannen, mat wéi enger Zilgrupp si léiwere wëlle schaffen. An dësem Kontext spillen och d'Orientatiounstagen am Cycle inférieure eng wichteg Roll, well déi Jonk hei d'Méiglechkeet hunn, déi verschidde Aarbechtsfelder kennen ze léieren.

ad 5. Ausserdeem sinn d'Schülerinnen an d'Schüler an hir Elteren hærzlech agelueden, nach bis de 26. Abrëll op d'Schoulfoire YEP ze kommen, well se och do d'Méiglechkeet hunn, déi verschidde Berufsausbildungen an néng verschidde Welte méi genau kennen ze léieren. Do sinn natierlech och den DAP Inclusion, den DAP Éducation souwei den DAP Aide-soignant vertraueden.

.....

Suppression du passage à niveau PN7 | Question 7810 (22/03/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

Il nous revient qu'après plus de dix ans de fermeture du passage à niveau PN7, les travaux relatifs à sa suppression devraient démarrer prochainement.

Dans ce cadre, il serait désormais prévu d'installer un bollard afin d'éviter une augmentation de la circulation routière dans le quartier résidentiel de Merl, en particulier aux heures de pointe.

De ce fait, le nombre d'usagers potentiels serait limité considérablement, à moins que le projet en question ne s'inscrive dans un concept plus large de promotion de la mobilité douce, créant des liaisons séparées du trafic motorisé vers les localités et pistes cyclables en proximité.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quel est le coût prévisionnel global de la suppression du PN7 ? Quel est le montant déjà engagé ?

– De quelle manière la promotion de la mobilité douce est-elle prise en compte dans le cadre de ce projet ?

– Est-il notamment prévu de créer une liaison sécurisée pour cyclistes et piétons entre la rue des Celtes et le quartier « Schléiwenhaff » ?

– Dans la négative, et au vu du nombre d'usagers potentiels alors restreint, Monsieur le Ministre est-il d'avis que les dépenses liées au projet en question seraient justifiées ?

Réponse (20/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

La situation actuelle au niveau du passage à niveau PN7 fut réalisée il y a 10 ans déjà et les coûts y relatifs avaient été intégrés à l'époque au projet de la mise à double voie de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange.

Concernant la réalisation de l'ouvrage souterrain et de la route, seules des études d'une valeur d'environ 500.000 € ont été attribuées jusqu'à ce jour. Comme les études actuelles furent relancées après l'acquisition des emprises par l'État et sont toujours en cours, les CFL ne disposent pas encore d'un devis actuel des travaux.

La piste cyclable nationale PC1 existante fait la liaison entre la rue des Celtes et Leudelange respectivement le quartier « Schléiwenhaff ». Dans le cadre du projet de suppression du PN7, il n'est pas prévu de créer un nouvel itinéraire pour la PC1.

Néanmoins, l'ouvrage souterrain et la route d'accès planifiés permettent une utilisation mixte avec une intégration de la voie cyclable au niveau de la chaussée et séparée de la voie routière par un simple marquage au sol ou par un trottoir piéton. Ce sujet sera discuté avec les autorités compétentes.

Le projet de suppression du PN7 s'inscrit dans la stratégie d'amélioration de la sécurité des circulations ferroviaire, routière et piétonnière poursuivie par l'État et les CFL. Lors d'une suppression de passage à niveau, les CFL s'engagent à rétablir les liaisons de circulations y relatives.

Dans le cas présent, les deux lignes ferroviaires Luxembourg-Pétange et Luxembourg-Kleinbettingen et les autoroutes A4 et A6, au nord de la Croix de Cessange, créent une enclave incluant entre autres une zone industrielle avec quelques commerces et une ferme. L'accès à cette zone était jadis garanti par les deux passages à niveau PN7 et PN77 de la ligne Pétange-Luxembourg, respectivement de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen. Depuis la fermeture du PN7, l'accès dans cette zone ne peut se faire que par le seul PN77 à Merl.

Actuellement, les services de secours perdent du temps précieux si les barrières du PN77 à Merl sont baissées au moment de leur intervention dans cette enclave. En plus, tout incident ou problème technique sur les installations du PN77 constitue un blocage incontournable aux secouristes. Il importe aux CFL de pouvoir enfin éliminer cette situation malencontreuse par la réalisation du projet prévu au PN7, c'est-à-dire la mise en place d'un accès confortable pour le passage d'un camion pompiers ou tout autre véhicule de secours.

Par ailleurs, la réouverture de l'accès routier à la rue des Celtes en venant de Leudelange constitue le prérequis à une suppression ultérieure du PN77 à Merl. La suppression ultérieure du PN77 supprimera définitivement l'utilisation de la rue des Celtes comme chemin attirant du trafic de transit.

« **Independent Police Complaints Authorities' Network** » (IPCAN) | Question 7811 (22/03/2023) de **M. Emile Eicher** (CSV)

Den Independent Police Complaints Authorities' Network (IPCAN) ass een informellen internationale Reseau, deen d'Echangen an d'Kooperatioun tëscht externen onofhängegen nationalen Autoritéiten, déi d'Police an engem Land kontrolléieren, vereinfacht. Et handelt sech heibäi ëm een Netz vu Länner, déi hir Kontrollautoritéite vun der Police op internationalem Plang a Saache Mënscherechter a Beruffsethik matenee vergläichen a sech iwwer „Best Practices“ austauschen. Zu Lëtzebuerg ass d'Inspection générale de la police (IPG) zoustänneg fir de Contrôle vun der Police. Eis Nopeschlänner, d'Belsch a Frankräich sinn och Deel vum IPCAN, deen a reegelméissegem Ofstänn vergläichend Etudë publizéiert, Lëtzebuerg awer net.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär folgend Froe stellen:

- Firwat ass Lëtzebuerg kee Member vum IPCAN?
- Gedenkt d'Regierung, dat ze änneren? Wa jo, wéini?
- Wéi eng Virdeeler gesäit d'Regierung an engem internationale Verglach vun eiser Inspection générale de la police (IPG)?
- A wéi eng Nodeeler kéint dat mat sech bréngen?

Réponse (25/04/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Am Géigesaz zu deenen Instanzen, déi d'IPCAN bilden, ass d'IGP weeder eng onofhängeg administrativ Autoritéit, nach en Organ, dat vum Parlament ofhänkt, wat béides fundamental Critère sinn, fir Member vun der IPCAN ze sinn.

Bei eise belschen a franséischen Nopere sinn de „Comité P“ an den „Défenseur des droits“ Member vun der IPCAN, mä net d'Inspection générale de la police fédérale et locale (AIG) an d'Inspection générale de la police nationale (IGPN) oder d'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN). De Comité P steet am Déngscht vum belsche Parlament. Den Défenseurs des droits ass eng Autorité administrative indépendante, déi vun der Verfassung consacréiert ass, déi och zoustänneg ass fir aner Beräicher wéi bannenzeg Sécherheet. Déi belsch AIG oder déi franséisch IGGN sinn Deeler vun der exekutiver Muecht an doduerch de Moment net eligibel, fir Member vun der IPCAN ze sinn, grad ewéi eis IGP.

D'IGP ass Member vun der Plattform European Partners Against Corruption (EPAC) an dem European contact-point network against corruption (EACN). Dee Forum, deen iwwer 90 Institutionen zielt, besteet säit 2004 an deckt net nëmme d'Preventioun vun der Korruptioun (ACA), mä och d'Kontroll op d'Polizeikräften (POB) of.

2016 war d'IGP an aner Membere vun der EPAC/EPACN engagéiert, fir e Guide auszeschaffen, deen et erlaabt, d'Effikasitéit an d'Effektivitéit vun de Kontrollorganer vun de „forces de l'ordre“ ze evaluéieren. Dëse Guide d'évaluation de l'efficacité et de l'effectivité des organes de contrôle des forces de l'ordre ass dat selwecht Joer hei zu Lëtzebuerg presentéiert a validéiert ginn.

D'IGP ass a bleift en aktive Member an der EPAC/EPACN a kann esou weider mat de leschten Developementer am Beräich vun der Policeopsicht evoluéieren. Et besteet ausserdem zënter der Schafung vun der IGP ee bilaterale Austausch vun Experienze mat änlechen Institutionen am Ausland. All dës Aktivitéite gi vun der Regierung ënnerstëtzt.

Bracelet électronique | Question 7812 (22/03/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** | **M. Gilles Roth** (CSV)

Zu Lëtzebuerg gëtt et gewësse Konditiounen, déi mussen erfëllt sinn, fir dass eng Persoun an Untersuchungshaft komme ka bis zur Condamnatioun. Dëst bréngt mat sech, dass mir zu Lëtzebuerg eng héich Unzuel u Leit an der Untersuchungshaft hunn. Eng Alternativ zur Untersuchungshaft kéint d'elektronesch Foussfessel duerstellen.

Aus der Äntwert op d'Question parlementaire N° 2198 vun der CSV geet ervir, dass den Untersuchungsrichter bis dato den Artikel 107 leschten Alinea vum Code de procédure pénale nach net applizéiert huet. Dësen Artikel erméiglecht dem Untersuchungsrichter, eng Persoun, déi ënner d'Obligatioun vum Artikel 107 Alinea 2 Punkt 1, 2 an 3 fält, iwwer eng Foussfessel ze iwwerwaachen. De Bilan aus der „Legislatioun“ vun der elektronischer Iwwerwaachung am Kader vu Condamnatiounen war laut Regierung tëscht 2015 an 2020 duerchaus positiv. A verschidene Fäll hunn déi Condamnéiert duerch dës Mesure net missen an de Prisong goen oder konnten éischter erauskommen.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Persoune sëtzen zu Lëtzebuerg aktuell an Untersuchungshaft?
 2. Wisou applizéieren d'Untersuchungsrichter den Artikel 107 leschten Alinea vum Code de procédure pénale an der Praxis net?
 3. Ass d'Regierung gewëllt, déi entspreichend Gesetzter ze adaptéieren, fir den Untersuchungsrichter méi Moyenen am Kader vun Alternativen zur Untersuchungshaft ze ginn?
- Wa jo, wéi a wéini?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Aktuell (Stand 04.04.2023) sëtzen am Ganzen 287 Persoune an Untersuchungshaft, dovunner:

- 238 Untersuchungshäftlingen am Prisong um Uerschterhaff,
- 35 männlech Untersuchungshäftlingen a 14 weiblech Untersuchungshäftlingen am Prisong zu Schraasseg.

ad 2. D'Analys vun der Opportunitéit, eng elektronesch Foussfessel unzeuerdnen, ënnerläit der exklusiver Kompetenz vun de Justizautoritéiten a kann opgrond vun der Gewaltentrennung net vun der Regierung kommentéiert ginn.

ad 3. Nieft der elektronischer Foussfessel verfügen d'Untersuchungsrichter schon iwwer eng Panoplie vu Mesuren, déi si am Kader vun engem Contrôle judiciaire als Alternativ zur Untersuchungshaft unuerdne kënnen, dovunner zum Beispill e Kontaktverbuet zu all Persoun, déi den Untersuchungsrichter designéiert, de Verbuet, de lëtzebuergeschen Territoire ze verlossen oder op verschidde Plazen ze goen, d'Obligatioun, sech reegelméisseg bei der Police ze presentéieren oder en Traitement ze suivéieren.

Toilettes pour chauffeurs de bus | Question 7813 (22/03/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Dem Busverkéier kéint eng Schlësselroll beim öffentlechen Transport an eisem Land zou. Heibäi däerfe mir net nëmme u Fuerpläng, u Bus-Couloiren an un d'Fuermaterial denken, mee virun allem un d'Chauffeuren:innen, déi eng grouss Verantwortung, vill

Virsiicht a Gedold fir hir alleegelech Aufgabe mussen matbréngen.

Och si mussen reegelméisseg Paus maachen. Heiansdo sinn déi Pausen éischter kuerz, mee si kënnen och emol méi wéi eng Stonn daueren. D'Bussen däerfen net egal wou stoe bleiwen an do, wou se kënnen stoe bleiwe fir d'Paus, misst et ee Minimum un Infrastruktur ginn: getrennt Toiletten, eng Méiglechkeet, fir sech d'Hänn ze wäschen a sech ze sëtzen a vläicht am Idealfall och nach an engem raisonnablen Ëmkrees eng Plaz, wou een e Kaffi drénken oder eppes iesse kéint.

Leider si mir vun esou enger Situatioun zimmlech wäit ewech. Ee Beispill: zu Ettelbréck op der Gare ass de Quai 1 gespaart. Dat war bis viru Kuerzem awer d'Pausplaz vun de Buschauffeuren:innen. Hei hate si d'Méiglechkeet, op d'Toilette ze goen an e Kaffi ze drénken oder esouguer eppes Klenges iessen ze goen. Elo mussen déi Pausen zu Ierpeldeng gemaach ginn, laanscht der Eisebunn. Hei si keng Toiletten, hei ass kee Café, kee Bäcker, guer näischt. An dëst ass just ee Beispill. Dëse Problem stellt sech och op villen anere Plazen uechtert Land.

Grad de Mangel un öffentlechen Toiletten, déi einfach a séier fir d'Chauffeuren:innen ze erreche sinn, stellt ee grouse Problem duer.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Firwat ass et net méiglech, op de strategesch wichteg Plazen Toilette fir d'Chauffeuren:innen opzestellen?
2. Kënnen d'Paus- a Raschtplazen net esou erausgesicht ginn, dass se e Minimum vu Komfort an Infrastruktur bidden?
3. Wann et Ausname gëtt, z. B. duerch e Chantier oder eng Naturkatastroph, ass et dann net méiglech, op d'mannst e puer mobil Toiletten opzestellen?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Infrastrukture vun de Bushaltestellen falen ënner d'Gemengekompetenzen. Iwwer Circulaire ginn d'Gemengen alljoers drun erënnert, dass de Mobilitéitsministère Kreditter huet, déi dozou destinéiert sinn, d'Gemenge mat engem Subsid ze ënnerstëtzen, wann se eng sanitär Anlag op engem Termin vum enger RGTR-Buslinn ariichten.

Op all neie Pôle d'échange ginn déi néideg Infrastrukture fir Fuerpersonal gebaut. Esou ass fir de Pôle d'échange op der Cloche d'Or virgesinn, net just Toiletten, mee och eng Kichen an en Openthaltsraum fir d'Fuerpersonal ze bauen. Dëst soll bis Enn des Joers fäerdeggestallt sinn.

ad 2. Et ënnerläit der Kompetenz an der Responsabilitéit vum Busbetrieb, fir d'Zäiten an d'Plazen anzeplangen, wou d'Fuerpersonal ka Paus maachen.

ad 3. Esou Zenarie missten ënnersicht ginn, allerdéngs dierft dat net esou einfach ginn; eleng fir den RGTR geréiere meng Servicer iwwer 800 Chantiere pro Joer, a bei Naturkatastrophen ass et schwéier virauszesoen, wat d'Prioritéite sinn oder ob déi betraffe Plazen iwwerhaupt accessibel sinn.

Nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie | Question 7814 (22/03/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Lies** (CSV)

Le projet, qui a été lancé fin 2015 sous forme de PPP (public-private partnership), prévoyait une mise en service du nouveau bâtiment pour la rentrée en

septembre 2021. En date du 16 novembre 2018 la procédure d'appel d'offres du « projet PPP » a été annulée.

Dans la réponse commune des ministres François Bausch et Claude Meisch à la question parlementaire n° 4019 du 24 août 2018 de la députée Madame Claudine Konsbruck, les ministres ont souligné leurs convictions que la construction d'un nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie demeure une priorité absolue.

Suite à cette annulation l'Administration des bâtiments publics a reçu la mission de réaliser le nouveau bâtiment sous forme « classique ».

Monsieur le Ministre des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse peuvent-ils fournir des informations quant à la construction d'un nouveau bâtiment pour les besoins du LTB ?

1) Quelle est la situation actuelle du projet ?

2) Quelles dates sont prévues pour :

- le dépôt du projet de loi pour le financement de ce projet,
- le début du chantier,
- la mise en service du nouveau bâtiment ?

3) Quelle fonction aura le bâtiment actuel ?

Réponse (25/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'avant-projet définitif étant terminé, le document du projet de loi est en élaboration. Les dossiers pour l'obtention des autorisations sont en train d'être finalisés.

ad 2)

– Le dépôt du projet de loi y relatif est prévu pour l'été 2023.

– Les travaux de viabilisation du site peuvent débuter prévisiblement mi-2024 et les travaux de construction proprement dits fin 2024/début 2025, à condition que la loi de financement ait été votée.

– La mise en service prévisionnelle du bâtiment est actuellement prévue pour septembre 2029.

ad 3) Actuellement, le Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) est implanté sur différents sites, dont le CNFPC Esch-sur-Alzette aux sites Sommet, Belval, Terres Rouges et à Strassen et le CNFPC Ettelbruck à Ettelbruck et à Colmar-Berg. Dans l'intérêt de compléter l'offre du CNFPC au centre du pays, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse élabore un programme des besoins permettant l'implantation d'un nouveau CNFPC dans l'actuel bâtiment du LTB.

Musée Thillenvogtei | Question **7816** (23/03/2023) de **M. Carlo Weber** | **Mme Tess Burton** (LSAP)

De Musée Thillenvogtei bréngt de Visiteuren d'Liewensweis am ländleche Raum an d'Handwierk ëm d'Joer 1900 méi no. Fir Schoukklasse bitt de Musée schoulesch Aktivitéiten un, bei deenen och d'Nohaltegkeet vun eiser haiteger Liewensweis hannerfrot gëtt. D'Geschicht vum Musée reecht bis 1991 zeréck, wéi eng Privatpersoun decidéiert hat, hir Sammlung vu Géigestänn aus der Zäit ëm 1900 dem Public zougänglech ze maachen. Am Ufank nach op engem Haff zu Wal. 2014 ass de Musée an de Bauerenhaff Grisisu zu Randschelt geplënnert.

De Proprietär huet sech dozou entscheet, d'Gebai ze verkafen. D'Gemeng Wal ass den natierlechen éischten

Uspriechpartner gewiescht. D'Gesprécher sinn Ufank 2021 opgeholl ginn. Am Dezember 2022 – esou ass et an der Press ze liesen – wier een sech prinzipiell eens ginn, lescht Detailler wieren nach ze klären an de Compromis wier nach net ënnerschriwwen.

Mëttlerweil gouf och am Regierungsrat decidéiert, datt de Staat 50 Prozent bäileet. Esoubal de Kaf duerch d'Gemeng duerch ass, wäert kënnen eng Konventioun mam Kulturministère ausgeschafft ginn. De Kaf vun der Thillenvogtei duerch d'Gemeng ass wichteg, fir de Projet Randschelt ze schützen. D'Duerf ass als Site protégé klasséiert.

An deem Kontext wëllt mir dem Här Minister fir Mëtzelstand a fir Tourismus gäre folgend Froe stellen:

– Wéi stellt sech den Här Minister d'Zukunft vum Musée Thillenvogtei vir?

– Wéi soll déi Konventioun mam Ministère ausgesinn, a wäert se et erméiglechen, dass d'Equipe vum Musée an Zukunft méi eng grouss beruflech Sécherheet wäert hunn?

Réponse (24/04/2023) de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme

Wéi déi honorabel Deputéiert richtig bemierken, hëlt de Musée Thillenvogtei zu Randschelt seng Visiteure mat op eng faszinant Rees duerch d'Zäit, fir d'Liewen an d'Aarbecht um Land an am ländleche Raum an de leschte Joerhonnerten ze entdecken an dréit esou aktiv dozou bäi, eise ländlechen, kulturellen an historesche Patrimoine ze schützen an an d'Vitriinn ze stellen – dëst ass och eng vun de Prioritéite vun eiser nationaler Tourismusstrategie.

Fir déi genee Visioun vum zukünftege Musée Thillenvogtei auszedäitschen, sinn d'Gemeng Wal an d'ASBL „Musée Thillenvogtei Randschelt“ zoustänneg. Ech sinn effektiv der Meenung, dass de Musée Thillenvogtei zu Randschelt – dat klegsten Duerf zu Lëtzebuerg – e grousst Potential huet, fir zu enger eenzegaarterger touristescher Attraktioun am Weste vu Lëtzebuerg ze ginn, genau wéi och en Hub fir de „Slow Tourism“, dee jo eng Prioritéit vun der regionaler Tourismusstrategie ass.

D'Regierung huet an deem Kontext am Regierungsrat vum 25. November eng Modifikatioun vum Règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2018 établissant le programme d'équipement de l'infrastructure touristique op de Wee bruecht. Konkreet bedeit dëst, dass d'Generaldirektioun vum Tourismus sech, am Kader vum Plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, mat bis zu maximal 50 % um Kafpräis vun der Thillenvogtei bedeelege wäert.

Mat dësen Investissementer kënnen déi um Site proposéiert Aktivitéite fir d'Zukunft perenniséiert an déi touristesch Offer vun der Thillenvogtei zu Randschelt nach weider ausgebaut ginn.

Eng Konventioun tëscht der ASBL Musée Thillenvogtei Randschelt an dem Ministère fir Kultur ass opgestallt ginn a soll deemnächst ënnerschriwwen ginn. Mat dëser Konventioun bedeelegt sech de Ministère fir Kultur ab dem Joer 2023 un de Fonctionnementskäschten an ënnerstëtz de Musée Thillenvogtei a sengen alldeeglechen Aufgaben.

Recours dit collectif | Question **7817** (23/03/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Aux termes d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 21 mars 2023, il a été décidé que « l'acheteur d'un véhicule à moteur équipé d'un dispositif d'invalidation illicite bénéficie d'un droit à

réparation de la part du constructeur automobile lorsque ledit dispositif a causé un dommage à cet acheteur ».

Cette décision peut avoir des incidences sur le Luxembourg, notamment pour les consommateurs luxembourgeois qui ont subi un dommage suite à l'achat d'un véhicule équipé d'un dispositif d'invalidation interdite.

À ce jour, un recours dit collectif par ces consommateurs n'est pas possible, alors que la directive européenne 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs n'a toujours pas été transposée en droit national malgré le délai de transposition du 25 décembre 2022.

Les consommateurs luxembourgeois n'ont dès lors pas la possibilité de défendre collectivement leurs intérêts à l'encontre d'un constructeur automobile pour avoir réparation de leurs préjudices subis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

– Comment le Gouvernement entend-il garantir la protection des intérêts collectifs des consommateurs luxembourgeois à défaut pour ces derniers de pouvoir profiter de la procédure du recours dit collectif prévu par la susdite directive européenne ?

Réponse (20/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

Le projet de loi 7650⁹ (amendé) transposant la directive 2020/1828 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs et abrogeant la directive 2009/22/CE a été déposé¹⁰ en date du 26/01/2022. Il a vocation d'introduire en droit luxembourgeois de la consommation une nouvelle procédure d'actions collectives, dite « le recours collectif », qui facilitera l'exercice des droits des consommateurs sans créer de nouveaux droits quant au fond.

Or, bien que le délai de la transposition de ladite directive ait été fixé au 25 décembre 2022, son entrée en vigueur ne se fera que le 25 juin 2023, c'est-à-dire que les transpositions dans les différents États membres ne seront applicables qu'aux actions collectives intentées à partir du 25 juin 2023.

Les dispositions législatives luxembourgeoises actuelles en matière d'action en cessation voire interdiction restent entre-temps d'application. À savoir qu'il sera possible d'intenter un recours collectif après introduction de la nouvelle procédure même si la cause du préjudice subi par une pluralité de consommateurs s'est produite avant son entrée en vigueur, sans préjudice du respect des délais de prescription applicables au litige.

Piste cyclable 35 | Question **7818** (23/03/2023) de **M. Max Hahn** | **M. Frank Colabianchi** (DP)

Déi national Vëlospist PC35 soll an Zukunft eng Verbindung vun der Käerjenger-Suessemer Gare, iwwer Dippech an d'Dippecher Gare, bis op Bartreng an an d'Stad schafen. A senger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2407 vum 17. Juni 2020 hat den Här Minister geschriwwen, dass zu deem Moment verschidden Avant-projeten amgaange wieren ausgeschafft ze ginn, notamment wat d'Ennerféierung vun der N5 op der Héicht vun der Gréiwelsbarrière an d'Opdroe vu engem feste Belag am Bësch tëscht Dippech a Bartreng betrëfft.

⁹ Dossier législatif : www.chd.lu/fr/dossier/7650

¹⁰ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0127/146/255460.pdf>

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Wou sinn déi verschidden Aarbechten um PC35 drun?

– Wéini wäerten déi éischt Ofschnëtter vum PC35 fir d'Ëffentlechkeet kënnen opgoen?

– Wéini sollen alleguer d'Aarbechten op der ganzer Längt vum PC35 ofgeschloss sinn?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op der Streck vum zukünftegen nationale Vëloswee PC35 gëtt zu dësem Moment un zwee Projekte geschafft. Den éischten ass de Projet vun der Ënnerfëierung op der Gréiwelsser Barrière, an den zweete Projet verleeft vun der Gréiwelsser Barrière bis op d'Dippecher Gare, wou den Usschluss un d'Vëlospist laanscht d'Ëmgeungsstrooss vum der Dippecher Gare realiséiert gëtt.

Betreffend den Ofschnëtt duerch de Bësch tëscht der Gréiwelsser Barrière an der Dippecher Gare ass et sou, datt engersäits déi entsprechend Ëmweltgeneemung nach net virläit an anersäits nach een Echange vun Terraine muss ofgeschloss ginn.

Wann dës Elementer bis gekläert sinn, kënnen déi néideg Ausschreibungsdokumente virbereet an déi ëffentlech Ausschreibung lancéiert ginn, éier mat den Aarbechte kann ugefaange ginn.

D'Ausschreibung vum Projet vun der Ënnerfëierung op der Gréiwelsser Barrière kann och eréischt ausgeschriwwen ginn, wann déi néideg Terraine virleien.

Opgrond vun deenen hei genannte Grënn ass et mir zu dësem Moment net méiglech, een Datum, wéini méiglech Ofschnëtter respektiv den Usschluss vum integrale Projet ze erwaarden ass, unzekenegen. Et sief awer drop higewisen, datt meng Servicer mat allen zoustännegen Autoritéiten a Kontakt stinn, fir an dësem Projet sou séier wéi méiglech virunzokommen.

Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports | Question 7819 (24/03/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Laut dem rezent publizéierten Aktivitéitsbericht vum Sportministère vum Joer 2022 huet d'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) d'lescht Joer nieft hirem eegene Personal 254 Chargé-de-coursen, 11 Professerer a 87 extern Experten, also insgesamt 352 extern Mataarbechter beschäftegt.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Wéi genau ginn d'Chargé-de-coursen vum der ENEPS bezuelt?

2. Verschidde Chargé-de-coursen sollen no der Iwwerstonnereegelung am Enseignement secondaire laut Règlement grand-ducal vum 24.7.2007 bezuelt ginn. Kann den Här Minister dat confirméieren?

3. Wann net, no wéi enger Formule ginn dës Chargé-de-coursen da bezuelt an op wéi ee Règlement grand-ducal gëtt sech hei beruff?

4. Wéi géif an dësem Kontext de genaue Stonneloun bei engem fiktive Beispill vu 5.000 Euro Bruttoloun ausgesinn?

5. Wéi erkläert sech den Här Minister dësen Ënnerschied?

6. No wéi enger Reegelung an no wéi engen aarbechtstechnesche Bestëmmunge ginn déi aner extern Mataarbechter vum ENEPS bezuelt bzw. agestallt?

7. Wéi gëtt an dësem Fall de Stonneloun berechent?

Réponse (24/04/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1. D'Chargé-de-coursen gi pro Unité de formation vu 50 Minutte bezuelt. D'Bezuellung gëtt en fonction vun hirem Statut (Statsbeamten oder Tiers) iwwert ee jeeweileg separate Budgetartikel gemaach.

ad 2. Dëst kann net confirméiert ginn.

ad 3. D'Tariffer ginn aktuell iwwert eng Decisioun vum Regierungsrat festgeluecht, sou wéi et am Kadergesetz vum der ENEPS virgesinn ass. De Regierungsrat huet sech a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 un där deemools applizéierter Formel vum der Éducation nationale fir Iwwerstonnen inspiréiert, fir se fir d'ENEPS fir d'Sportsproffen an d'Dokteren ze iwwerhuelen.

D'Formel, déi zënter 2001 ugewannt gëtt, ass follgend:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice : 100) x (1:22) x (1:52)

Bei de Sportsproffen zielt also d'Anciennetéit an de Punktwäert, fir den Tarif auszerechnen. D'Doktere ginn entsprechend dem leschten Echelon vum der Carrière E7 an dem Punktwäert bezuelt.

Fir alleguer déi aner Chargé-de-coursen ass den Tarif 60 EUR brutto pro Unité de formation.

Zukünfteg wäerten d'Tariffer awer an engem Règlement grand-ducal festgehalen ginn. De Gesetzesprojekt n° 8090, deen aus der ENEPS den INAPS, also den Institut national de l'activité physique et des sports schafft, ass den 3. November 2022 an der Chamber deposéiert ginn. Parallell hunn d'Aarbechten un engem Projet de règlement grand-ducal ugefaangen, deen déi applikabel Tariffer fixéiert. Dësen ass den 22. März am Regierungsrat uegeholl ginn, fir dass en zäitgläich mam neie Gesetz géif a Kraaft trieden.

Besoten Text gesäit vir, dass d'Tariffer zukünfteg ofhängeg vun der Qualifikatioun vum Chargé de cours tëscht 60 EUR an 110 EUR brutto pro Unité de formation leien.

ad 4. Bei engem fiktive Bruttoloun vu 5.000 Euro, wat ongeféier 225 Punkten (points indiciaires) entsprécht, wier de Bruttotarif fir 1 Unité de formation vu 50 Minutte 40,36 Euro. D'Carrière vun deene concernéierte Chargé-de-coursen variéiert jee no Anciennetéit tëschent 340 a 560 Punkten.

ad 5. D'Variatioun vum Tarif ass ofhängeg vun der Qualifikatioun vum Chargé de cours. Am aktuellen Text sinn ausserdeem verschidden Tariffer index- an anciennetéitsgebonden an aner net.

Am uewe genannten neie Projet de règlement grand-ducal sinn alleguer d'Tariffer indexgebonden a vun der Qualifikatioun vum Chargé de cours ofhängeg. Déi aktuell uewe genannte Formel wäert net méi ugewannt ginn an d'Tariffer wäerten entsprechend och net méi anciennetéitsgebonden sinn.

ad 6. Extern Mataarbechter, dorënner d'Sportsproffen, mee och aner Experten an hiren Domainen, schaffen mat der ENEPS Formatiounen oder Konzepter aus, genesou wéi didaktescht Material, dat an de Formatiounen benotzt gëtt. Bei de Profen kann d'Zusammenaarbecht och iwwert de Wee vun Dechargen oder Detachementer vum MENJE lafen.

Et kann och sinn, dass eng punktuell Assistenz vun aneren nationalen (z. B. Sportpsychologen, Ernierungsberoder, national technesch Direkteren vun de Sportverbänn asw.) oder auslänneschen Experten néideg ass, fir an engem spezifischen Domaine d'Kompetenz hei am Land aus- oder opzebauen. Déi

ginn dann, opgrond vun hire Qualifikatiounen, ausgewielt. Et handelt sech heibäi net ëm intern Mataarbechter vun der ENEPS, mee ëm Prestataires de service.

ad 7. Aktuell ginn dës extern Mataarbechter vun der ENEPS via eng „convention de prestation de services“ bezuelt. Den Tarif, deen hei applizéiert gëtt, ass 60 Euro brutto pro Stonn. Zukünfteg wäert dësen Tarif och am uewe genannte Règlement grand-ducal fixéiert ginn.

Amortissement pour usure lors de la location de biens immobiliers | Question 7820 (24/03/2023) de **M. François Benoy** (déi gréng)

La législation fiscale permet de porter en déduction des revenus locatifs bruts l'amortissement pour usure. Celui-ci est calculé sur la base du prix d'acquisition ou de revient de l'immeuble. Le taux d'amortissement est aujourd'hui généralement de 2 %. Jusqu'à l'année 2020 incluse, en ce qui concernait les immeubles bâtis, acquis ou constitués il y a moins de 6 ans, ce taux correspondait à 6 %, dénommé aussi « amortissement accéléré ». Depuis 2021, le taux de l'amortissement accéléré a été ramené à 4 % et le critère de la durée de 6 à 5 ans.

Notons que seul le bâti est destiné à être amorti et non le terrain, sachant que le terrain n'est pas sujet à dépréciation dans le temps. Or, lors de l'achat d'un bien immobilier, il arrive que l'acte notarié ne spécifie ni la valeur du terrain ni celle de l'immeuble, mais seulement le prix global. Dans ces cas, la circulaire LIR n° 106/2 du 7 février 2000 stipule que « sauf situation spéciale (situation géographique particulière, petit immeuble érigé sur un grand terrain, etc.), il est permis d'évaluer la quote-part du terrain à vingt pour cent du prix d'acquisition global ».

Il ressort de la réponse à ma question parlementaire n° 4731 du 23 juillet 2021, qu'en effet, dans les cas où le prix du terrain n'est pas connu, ce qui est généralement le cas lorsque l'immeuble a été acquis dans un état déjà construit, le fonctionnaire procédant à l'estimation, prenant en compte les circonstances importantes permettant d'influer le montant à estimer, peut recourir à une évaluation forfaitaire du prix du terrain à 20 % du prix d'acquisition global.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Quel a été le déchet fiscal annuel de l'amortissement pour usure et de l'amortissement accéléré depuis la réforme entrée en vigueur en 2021 ?

2) Quel est le nombre de contribuables ayant profité de la disposition de l'amortissement pour usure en 2021 voire en 2022 ? Combien de contribuables ont profité de la disposition de l'amortissement accéléré ? Si Madame la Ministre ne possède pas de chiffres précis, peut-elle fournir une estimation ?

3) Dans combien de cas l'Administration des contributions directes procède-t-elle à une évaluation forfaitaire du prix du terrain à 20 % lors de la définition de la base pour le calcul de l'amortissement pour usure ? Si Madame la Ministre ne possède pas de chiffres précis, peut-elle fournir une estimation ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

L'Administration des contributions directes ne dispose pas de chiffres précis permettant une analyse détaillée du déchet fiscal du système d'amortissement pour usure respectivement du système d'amortissement accéléré puisque le détail de l'annexe 190, dont fait partie

l'amortissement, n'est pas saisi informatiquement. En effet, seuls les revenus nets sont enregistrés dans le système informatique lors du traitement des déclarations d'impôts. À défaut de données saisies informatiquement, il n'est pas possible non plus, à ce stade, de déterminer ni le nombre exact de contribuables ayant profité de la disposition de l'amortissement soit pour usure soit accéléré, ni de déterminer dans combien de cas, une évaluation forfaitaire du prix du terrain a été appliquée.

Par ailleurs, beaucoup de facteurs viennent influencer le calcul du déchet fiscal, tels que le nombre de constructions de logement à des fins locatives, le prix ainsi que la surface de ces derniers.

Ceci étant dit un certain nombre d'estimations ont été établies dans le cadre des dernières révisions de l'amortissement accéléré ainsi que de la question parlementaire n° 3069 du 30 octobre 2020 de l'honorable Député Yves Cruchten.

Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique | Question 7821 (27/03/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Lors de la deuxième KlimaExpo Madame la Ministre a fait savoir que la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique aurait « ... réuni une première fois, également à la KlimaExpo, toutes les parties prenantes à échelle nationale – à savoir les organisations et chambres professionnelles patronales, les investisseurs, les organisations de la société civile, la jeunesse, les organisations salariales, les représentants communaux et gouvernementaux ainsi que toute une série d'observateurs issus d'organisations et d'institutions liées ».

La plateforme en question a été créée par la loi sur le climat du 15 décembre 2020 et devrait entre autres émettre des recommandations dans le cadre de la mise à jour du PNEC dont la date butoir est fixée au 30 juin 2023.

Cette même loi prévoit que les membres de la plateforme climat sont nommés par le Gouvernement en conseil pour une durée de 5 ans. Or, à ma connaissance, ces nominations n'ont jusqu'ici pas été officialisées par un arrêté ministériel.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Le Gouvernement en conseil a-t-il nommé les membres de la plateforme climat tel que prévu par la loi du 15 décembre 2020 ?

2) Dans l'affirmative, par quelle voie cette nomination a-t-elle été faite ?

3) Dans l'affirmative encore, quels sont les membres de la plateforme susmentionnée ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) La composition de la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique a été arrêtée par le Conseil de Gouvernement. C'est ainsi que la plateforme climat regroupe les parties prenantes suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Il est renvoyé à la réponse à la première question.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse à la première question.

Plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC) | Question 7822 (27/03/2023) de Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP)

Un sinistre dans une bibliothèque ou dans un lieu d'archives est un événement imprévisible et inattendu susceptible de perturber la vie quotidienne du personnel et des usagers. Surtout, un sinistre risque de nuire de manière irréversible aux collections.

La mise en place d'un plan de sauvegarde des collections dans un établissement a pour but de prévoir les différents risques de sinistres encourus par les collections et de préparer à l'avance les interventions permettant d'atténuer les effets dévastateurs en cas de sinistre.

En France, le Plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC) est un document opérationnel, à disposition du personnel des établissements patrimoniaux et des services de secours, qui comprend des mesures de prévention, de prévision opérationnelle, d'intervention et de rétablissement.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Culture et de Madame la Ministre de l'Intérieur :

– Existe-t-il au Luxembourg un document opérationnel mis à disposition notamment des bibliothécaires et archivistes ?

– Dans la négative, le Gouvernement entend-il mettre en œuvre un tel plan de sauvegarde ? Dans quel laps de temps un tel plan de sauvegarde sera-t-il finalisé ?

Réponse (25/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture | **Mme Taina Bofferdig**, Ministre de l'Intérieur

Un plan de gestion de crise pour l'ensemble des instituts culturels de l'État est en train d'être réalisé par le Ministère de la Culture, en collaboration étroite avec la Direction de la sécurité civile du Ministère de l'Intérieur et le CGDIS. Le plan prévoit l'identification des risques éventuels qui menacent chaque institut culturel, son personnel, ses visiteurs et ses collections. Il développe les mesures préventives à prendre pour réduire autant que possible la réalisation de ces risques ainsi que l'aggravation de leurs conséquences, tout en prévoyant les mécanismes à déclencher au moment de l'incident, respectivement les mesures à prendre après que l'incident s'est produit.

Comme il s'agit d'un projet ambitieux impliquant de nombreux acteurs issus autant des secteurs culturels que des corps de secours, une date pour la finalisation du projet ne peut pas encore être avancée à ce stade. À noter toutefois que la nature d'un tel plan exige qu'il soit continuellement adapté aux réalités du terrain et ne pourra donc jamais être considéré comme définitif.

Parallèlement à ce plan de gestion, il convient de mentionner que les instituts culturels de l'État qui tombent dans le champ d'application de la présente question parlementaire œuvrent de leur côté à la prévention d'incendies et la sauvegarde des fonds documentaires en cas de sinistre :

– À part la mise en place de procédures internes et l'acquisition de matériel de secours, les Archives nationales ont élaboré des plans d'intervention avec les services de secours, ceci notamment lors de la mise en conformité en 2014. Il va sans dire que le nouveau bâtiment des ANLux qui est en voie de construction à Esch-Belval répond à toutes les normes et exigences en vigueur en ce qui concerne la sécurité des dépôts et, par conséquent, des fonds et collections.

– La Bibliothèque nationale a notifié les priorités de ses collections qui devront être sauvées en cas

d'urgence. En outre, des lignes directrices ont été élaborées en collaboration avec le CGDIS. Les règles de sécurité ont également été déterminées avec le CGDIS, et le nouveau bâtiment répond aux exigences les plus récentes. En outre, du matériel de secours a été acquis et mis en place sur chaque étage des dépôts. Deux exercices d'évacuation ont lieu chaque année.

– Le Centre national de littérature est en train d'établir, en collaboration avec le CGDIS, un plan de sauvegarde spécifique des fonds d'archives, objets et livres qu'il abrite. Dans ce contexte, des chaînes de communication et des règles de sécurité ont été établies.

Par ailleurs, la participation de la part des Archives nationales au développement de l'outil international d'apprentissage en ligne « Préparation aux situations d'urgence » (www.bestandserhaltung.eu) a donné naissance à une ressource importante d'informations dont peuvent profiter tous les bibliothécaires et archivistes du Luxembourg pour la mise en place d'une prévention d'urgences dans leurs institutions respectives.

Compagnies de bus étrangères | Question 7823 (27/03/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Chamberssitzung vum 22. Mäerz hat de Mobilitéitsminister gesot, dass et aktuell immens schwéier wier, fir Busfirmen hei am Land ze fannen, fir de Schinneverkéier am Norde vum Land ze ersetzen, während d'Tunnelaarbechten am Schieburg-Tunnel weiderginn. Dem Minister no sicht de Ministère dofir schonn no Busfirmen an der Groussregioun.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busfirmen aus der Groussregioun oder aus anere Länner fueren hei am Land regulär oder temporär Buslinnen?

2. Ginn d'Buschauffere vun dësen Entreprises och no Lëtzebuergesche Standard bezuelt?

Réponse (02/05/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Aktuell huet de Lëtzebuurger Stat kee Kontrakt mat enger Busfirma aus der Groussregioun oder anere Länner, déi regulär oder temporär Buslinne fueren. All grenziwwerscheidend Buslinnen, déi am RGTR-Reseau gefuer ginn, gi vu Lëtzebuurger Busfirme bedriwwen.

Et existéieren e puer regulär Buslinne vun auslännesche Busfirmen a Richtung Lëtzebuerg, déi net am RGTR-Reseau sinn. Dës Linne gi vun dräi Busbetreiber aus Däitschland, vun engem Exploitant aus der Belsch a vun enger Firma aus Frankräich gefuer. Dës Informatioun bestinn, well opgrond vum europäesche Reglement 1073/2009 grenziwwerscheidend Buslinne geneemegungspflichteg sinn an dofir en Echange tëschent de jeeweiligen Autoritéite besteet, an d'Informatiounen zu de d'Linne ginn och um Site mobilité.lu an der Rubrick vun de Fuerpläng verëffentlecht.

ad 2. Dat entzitt sech menger Kenntnis.

Stratégie « green health » dans le secteur de la santé et des soins | Question 7824 (28/03/2023) de M. Marc Hansen | Mme Josée Lorsché (déi gréng)

En date du 8 juillet 2022, lors de la 67^e réunion consultative des associations germanophones des médecins, regroupant celles de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, du Luxembourg, du Tyrol du Sud et du Liechtenstein, un communiqué conjoint a été diffusé dans lequel les chambres médicales des pays en question

reconnaissent l'urgence sanitaire causée par le réchauffement climatique menant à des canicules, des inondations, des maladies infectieuses, la pollution de l'air, etc.

Les chambres médicales soulignent également la responsabilité du secteur médical en tant qu'acteur du changement, étant donné qu'il s'agit d'un secteur qui consomme une grande quantité de ressources et produit une quantité importante de déchets. Elles appellent le secteur médical à adopter un mode de fonctionnement plus durable et demande que les gouvernements participent financièrement à ce mouvement de transition. Cette initiative rejoint les idées propagées par le concept du « green health » qui consiste à promouvoir la pensée du développement durable dans le secteur de la santé.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Une analyse des potentiels d'amélioration a-t-elle été réalisée pour le secteur de la santé et des soins en tenant notamment compte de l'économie d'énergies, des flux de matériaux, des alternatives écoresponsables et autres ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

2) Quels sont les objectifs de réduction des émissions de CO₂ du secteur de santé et des soins et quel est le niveau de réduction déjà atteint ?

3) Quels sont les autres projets « green health » actuellement en cours dans le secteur de santé et des soins au Luxembourg ?

4) De quelle manière le Ministère de la Santé promeut et soutient-il les initiatives promouvant la « green health » ? Quelles sont les aides financières actuellement accessibles au secteur de la santé afin de soutenir la transition vers un mode de fonctionnement plus durable et écoresponsable ?

Réponse (04/05/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Un premier rapport analysant l'empreinte climatique du secteur de la santé, établi par « Health Care Without Harm » (HCWH), en collaboration avec la firme de consulting ARUP, a été publié en septembre 2019.

Ce rapport se veut le premier d'une série de rapports sur la recherche et les politiques que HCWH et ses partenaires ont pour ambition de réaliser au cours des trois prochaines années. Le rapport ambitionne de définir l'empreinte climatique des systèmes de santé et exposera les grandes lignes d'un ensemble d'actions que le secteur pourra mettre en place pour être conforme aux objectifs de l'Accord de Paris tout en atteignant ses buts en matière de santé.

ad 2) Le « Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) » et la loi relative au climat fixent comme objectif intermédiaire en 2030 une réduction de 55 % par rapport aux niveaux de 2005 des émissions attribuées au Luxembourg au titre du règlement (UE) 2018/84220.¹¹

Dans le rapport susmentionné, les résultats sur l'empreinte climatique du secteur de la santé sont publiés au niveau mondial, européen et luxembourgeois.

Pour le Luxembourg en particulier, ce rapport relate une empreinte climatique du secteur de la santé à 3,7 % de l'empreinte nationale (données 2014), ce qui est en dessous du 4,7 % pour l'Union européenne et du 4,4 % au niveau mondial.

ad 3) Le Ministère de la Santé soutient d'une part les maîtres d'ouvrages de projets de construction

hospitalière à réaliser un audit et une certification de construction durable à établir par la société allemande Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen (DGNB), visant notamment à mettre en place des infrastructures, installations techniques et un fonctionnement organisationnel futur selon des critères contribuant à l'optimisation énergétique des bâtiments réalisés.

Par ailleurs, les centres hospitaliers du Grand-Duché (CHdN, CHEM, CHL et les HRS), ainsi que les services de soins à domicile du territoire sont certifiés par l'écolabel « SDK fir Betriber », dont l'action en termes de gestion des déchets s'inscrit dans une démarche durable et soucieuse de la protection de l'environnement.

Dans le cadre de leur exploitation courante, les établissements hospitaliers visent à assurer leur approvisionnement en énergies auprès des fournisseurs respectifs par le biais d'énergies renouvelables (ex. Gréngé Stroum).

La mise en œuvre de techniques de double réseau d'eaux usées, permettant un traitement ciblé des eaux avec des concentrations élevées de résidus pharmaceutiques, ainsi que l'épuration y relative est également prévue pour les nouvelles constructions hospitalières.

Des installations de récupération d'énergie ou de valorisation d'énergies renouvelables telle que la photovoltaïque sont réalisées par les établissements en fonction des possibilités techniques des sites et bâtiments exploités.

ad 4) Dans le cadre de la planification et de la réalisation de projets de construction de nouvelles infrastructures et en fonction des mesures retenues, le subventionnement est soutenu dans le cadre de la mise en œuvre des projets respectifs.

D'autre part, grâce aux lignes directrices fonctionnelles élaborées avec les acteurs du terrain, les experts du ministère et de la Direction de la santé, et validées par la commission permanente pour le secteur hospitalier afin d'encadrer et d'harmoniser la planification des projets de construction/modernisation/extension des établissements hospitaliers élaborées par les maîtres d'ouvrage, différents aspects médicaux-fonctionnels y sont repris, permettant d'améliorer les performances environnementales des établissements hospitaliers.

Le financement des projets susmentionnés s'inscrit dans le cadre de l'approche hôpitaux verts et de l'engagement durable (« Sustainable Bonds »). Le « Sustainable Bonds » suit les « Green Bond Principles (GBP) », les « Social Bond Principles (SBP) » et les « Sustainability Bond Guidelines (SBG) » ainsi que les « EU Green Bond Standards (EU-GBS) ».

Ainsi un certain nombre de projets subventionnés à raison de 80 % par le fonds pour le financement des infrastructures hospitalières fait partie du périmètre de l'obligation souveraine durable de 1,5 milliard d'euros émis par l'État luxembourgeois en septembre 2020.

Il s'agit notamment de la construction du nouveau bâtiment centre du CHL, de la construction du Südspidol en remplacement des trois sites actuels du CHEM, ainsi que de la construction du nouveau bâtiment des Hôpitaux Robert Schuman sur le site de la ZithaKlinik (E-Bau).

D'une durée de 12 ans, cet emprunt a été coté à la Bourse de Luxembourg et constitue la première émission d'un État européen exclusivement dédiée aux instruments financiers verts, sociaux ou durables. Le Luxembourg contribue ainsi à accélérer le développement de ce nouveau segment et de consolider davantage la position de sa place financière, une référence internationale dans le soutien à la transition vers un avenir plus durable.

.....
Station d'épuration à Bech | Question 7825 (28/03/2023) de Mme Francine Cloeser (LSAP)

An der Gemeng Bech gött scho méi wéi 10 Joer un enger neier Kläranlag geplangt. No villem Hin an Hier ass am Laf vum Joer 2020 – zesumme mat de Responsable vum der Ëmweltverwaltung, der Administration de la gestion des eaux (AGE), der Natur- a Bëschverwaltung an dem Ofwaassersyndicat SIDEST – ee Projet ausgeschafft ginn, dee fir all Parteien „geneemegungs-fäeg“ war.

Dësen neie Projet ass vum 28. August bis de 14. September 2020 an d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur gaangen, an de Schäfferot vum der Gemeng Bech huet de Projet – nodeems all Reklamante gehéiert goufen – den 9. Oktober 2020 nees zeréck un d'ITM an un d'Ëmweltverwaltung geschéckt.

D'Inspection du travail et des mines huet den 21. Januar 2021 den „Arrêté du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire“ un d'Gemeng Bech weidergeleet (Geneemegung vum Aarbechtsminister fir d'Exploitioun vum der neier Kläranlag zu Bech duerch den Ofwaassersyndikat SIDEST).

Am Artikel 9. - 4. a) vum Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'„établissements classés“ steet, dass op eng Geneemegung vum enger „Autorité“ innerhalb vum 45 Deeg eng Decisioun erfollege misst, nodeems den Dossier zeréck un d'Verwaltunge gaangen ass.

An deem Zesammenhang wëll ech der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Ursach, datt nach ëmmer keng Geneemegung säitens dem Direkter vum der AGE bzw. der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung virliät?

2. Sinn d'Reklamante géint de Projet d'Ursach, dass sech net un d'Gesetz gehale ginn ass an den Delai vu 45 Deeg net agehale gouf?

Obwuel d'Uertschaft Bech ganz lues gewuess ass, sinn an de leschte Joren eng ganz Rei Haiser a Wunnenge geneemegt a realiséiert ginn, a weider Geneemegung vum PApE bzw. Haiser an den Neibaugebieder stinn an noer Zukunft nach un.

D'Ofwaasser vum all dëse Wunnenge bzw. Haiser soll an der bestoender Kläranlag gekläert ginn. Déi Kläranlag, déi haut scho keng Reservekapazitéite méi huet, riskéiert dann awer, d'Sauerbaach ze belaschten.

Dofir wëll ech folgend Froe stellen:

3. Wéi gesäit de Planning vum der neier Kläranlag aus, a fir wéini kann d'Gemeng Bech bzw. den Ofwaassersyndicat SIDEST mat enger Betriebsgeneemegung rechnen?

4. A wéini kann eng éischt Soumissioun fir den Neibau vum enger neier Kläranlag zu Bech lancéiert ginn?

Réponse (02/05/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Kommodosgeneemegung ass den 28. Abrëll 2023 erdeelt ginn.

Èe kompletten Dossier fir eng Geneemegung op Basis vum Waassergesetz läit der Waasserverwaltung (AGE) aktuell nach net vir. D'AGE ass domat en attente vun Informatiounen, déi si am August 2020 nogefrot hat.

ad 2. Leider erlaben et déi personell Ressourcë vu menge Verwaltungene net, ëmmer an all Dossier, déi virgeschriwwen Delaien anzehalen. Dëst ass onofhängeg dovunner, ob Observatiounen eragereecht goufen oder net.

¹¹ Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, « Stratégie nationale à long terme en matière d'action climat "Vers la neutralité climatique en 2050" », p. 12, Octobre 2021

ad 3. Wéi uewe gesot, läit eng Geneemegung nom Kommodosgesetz vir an eng Geneemegung nom Waassergesetz steet wéinst feelenden Informatiounen nach aus. Den Timing vun där Geneemegung hänkt dofir dovunner of, wéini déi nach feelend Informatiounen virleien.

ad 4. Et ass de Bauhär, deen d'Initiativ hëlt an domadder den Zäitpunkt decidéiert, fir eng Soumissioun ze lancéieren. Well esou Anlage substanzéiell Hëllefén aus dem Waasserréseau kënnen kréien, gëtt d'Soumissioun an der Reegel eréischt gemaach, wann den Accord fir déi Hëllefé virläit. Et ass des Weidere recommandéiert, dat eréischt ze maachen, wann een alleguerter seng Geneemegungen huet – et si jo nach anerer wéi déi zwou virdu genannten erfuenderlech – dëst fir ze evitéieren, dass d'Soumissiounsennerlagen net dem geneemegte Projet géifen entsprechen an doduerch Zousazkäschen oder -aarbechte géifen entstoen.

Phénomène du « littering » | Question 7827 (29/03/2023) de M. André Bauler | M. Claude Lamberty (DP)

Les grandes actions de nettoyage organisées tous les ans par les communes les plus diverses du pays – ensemble avec des citoyens bénévoles – révèlent à merveille que le phénomène du littering pose régulièrement problème, surtout le long des routes. En effet, certaines gens n'hésitent pas à jeter leurs ordures et déchets dans la nature. Pire encore, les dépôts sauvages de matières inertes et de déchets ménagers font légion. Dans la plupart des cas, il s'avère difficile, voire impossible de détecter les auteurs de ces dépôts.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre de délits environnementaux qui ont été détectés et enregistrés depuis 2018 dans les différentes régions du pays par la police ? La pandémie a-t-elle accéléré ce phénomène ?
- 2) Quels sont les types de délits qu'il faut distinguer couramment ?
- 3) Dans combien de cas les auteurs de ces délits ont-ils pu être identifiés ?
- 4) Quelles ont été les sanctions appliquées par les autorités policières et judiciaires en la matière ?

Réponse (04/05/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1) Du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2022 huit-cent quatre-vingt-six (886) délits environnementaux commis dans les différentes régions ont été enregistrés dans les bases de données de la police. Par délits environnementaux, nous comprenons des infractions passibles de sanctions pénales.

En 2018, quarante (40) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, soixante et un (61) dans la région Sud-Ouest, six (6) dans la région Capitale et trente-sept (37) dans la région Centre-Est.

En 2019, quarante-quatre (44) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, cinquante-neuf (59) dans la région Sud-Ouest, cinq (5) dans la région Capitale et vingt-huit (28) dans la région Centre-Est.

En 2020, cent un (101) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, cinquante et un (51) dans la région Sud-Ouest, onze (11) dans la région Capitale et soixante-trois (63) dans la région Centre-Est.

En 2021, soixante-cinq (65) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, quarante-deux (42) dans la région Sud-Ouest, deux (2) dans la région Capitale et vingt-cinq (25) dans la région Centre-Est.

En 2022, cent quarante-huit (148) délits environnementaux ont été enregistrés dans la région Nord, quarante-neuf (49) dans la région Sud-Ouest, neuf (9) dans la région Capitale et quarante (40) dans la région Centre-Est.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Les chiffres susvisés constatent essentiellement des infractions aux articles 42 et 47 de la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets. Ces dispositions sanctionnent l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets, le terme « déchet » étant défini comme « toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ». Les peines sont aggravées lorsqu'il s'agit de déchets dangereux tels que repris à l'annexe V de la loi du 21 mars 2012.

La Police grand-ducale répertorie le plus souvent l'élimination illégale de déchets dans ses bases de données.

Ces dernières ne permettent pas de faire une recherche automatisée, voire de distinguer entre les différents délits environnementaux. La constellation de données « délit à l'environnement/type de délit à l'environnement » n'est pas considérée dans les relevés statistiques.

ad 3) Ci-dessous le taux d'élucidation des enquêtes de la police en ce qui concerne les délits environnementaux relevés pour les années 2018 jusqu'à 2022 inclus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) La loi du 21 mars 2012 prévoit une peine d'amende entre 25 euros et 1.000 euros pour l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets ordinaires et une peine d'emprisonnement de 8 jours à 1 mois et/ou une amende de 251 euros à 100.000 euros pour l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets dangereux.

Le juge peut en outre ordonner la confiscation des engins et instruments dont les contrevenants se sont servis, ainsi que des véhicules utilisés pour commettre l'infraction.

Le juge peut également ordonner le rétablissement des lieux dans leur état antérieur aux frais des contrevenants.

Possibilité pour les cardiologues du Centre Hospitalier du Nord d'effectuer des coronarographies à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle | Question 7828 (29/03/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Zanter dem Hierscht ass bekannt, dass et am Centre Hospitalier du Nord e personelle Problem um Niveau vun der Kardiologie gëtt. A menger parlamentarescher Fro 7718 vum 7. Mäerz wollt ech ë. a. wëssen, ob d'Konventioun mat de Kardiologen iwwert den 31. Mäerz eraus verlängert gouf. Eisen Informatiounen no soll nom 1. Abrëll kee Kardiolog vun Ettelbréck respektiv aus dem ganzen Norden, nach d'Méiglechkeet hunn, fir am nationalen Häerzzentrum INCCI Koronarografien duerchzuführen. An deem Kontext wollt ech folgend Froen an d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Kënn Dir eis Informatiounen confirméieren, dass kee Kardiolog vun Ettelbréck respektiv aus dem Norden nom 1. Abrëll d'Méiglechkeet huet, fir eng Koronarografie am INCCI ze maachen?

- Wa jo, aus wat fir Ursachen ass dat net méi méiglech?
- Wa jo, wien huet dës Decisioun geholl?

Réponse (11/04/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Nodeems een neie Kardiolog am Dezember agreéiert gouf an zënter Januar am CHdN schafft, huet de Verwaltungsrat a senger Reunioun am Mäerz dräi weider Kardiologen agreéiert.

Domadder sinn ab Abrëll 2023 véier Kardiologen an engem neie Grupp zesummen, fir d'Kardiologie-Aktivitéit am CHdN ze assuréieren. Doriwwer eraus hunn dovunner dräi Kardiologen och eng Spezialisatioun an der interventioneller Kardiologie.

Nodeems den Agreement vun den Doktere vum ale Groupe cardiologique resiliéiert ginn ass an si net méi am CHdN agreéiert sinn, wäerten d'Konditiounen fir een Agreement am INCCI vun einzelnen Dokteren net méi erfüllt sinn. Et opläit dem Verwaltungsrat vum INCCI, fir eventuell Decisiounen dozou ze huelen.

Eng Zesummenaarbecht mat den interventionelle Kardiologen am INCCI ass duerch den neie Grupp vun Doktere weiderhin assuréiert an d'Prozedure vum Transfert an der Prise en charge vum Patient si kloer.

Évolution des nappes phréatiques | Question 7829 (29/03/2023) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

Dans certaines régions de l'Europe, les déficits en eaux pluviales durant cet hiver risquent de conduire à une sécheresse aiguë et à des goulets d'étranglement en matière d'approvisionnement en eau potable dès ce printemps.

Au Luxembourg, l'on a dû constater que les eaux pluviales ont été sensiblement déficitaires au cours du mois de février. Ces déficits semblent avoir été compensés, du moins en partie, en mars.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Comment la nappe phréatique a-t-elle évolué au fil des derniers mois ? Comment les eaux pluviales ont-elles évolué depuis janvier 2022 ?

2) Quel est le coût moyen d'un mètre cube d'eau potable au Luxembourg ? Quelle est la commune qui applique le prix le plus élevé ? Quelle est celle qui applique le prix le moins élevé ?

3) Est-il possible de dresser un tableau comparatif indiquant les différents prix d'eau potable par commune tout en précisant le coût de traitement par mètre cube ?

Réponse (02/05/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) La recharge de la nappe d'eau souterraine a essentiellement lieu pendant la période hivernale située entre les mois d'octobre à mars. Le début et la fin de cette période de recharge peuvent varier annuellement en fonction du degré de saturation des sols en eau en automne ainsi qu'en fonction de la durée de la période de végétation. Les aquifères du Luxembourg ont la caractéristique d'être assez profonds (au-delà de

60 mètres en moyenne pour le Grès de Luxembourg d'où proviennent 75 % des eaux souterraines utilisées pour l'eau potable). De ce fait, les temps de transferts de l'eau de pluie vers l'eau souterraine sont de plusieurs mois à quelques années, et les effets de la pluviométrie depuis l'été 2022 ne sont pas encore mesurables de manière significative dans les sources d'eau souterraine. Suivant les mesures les plus récentes réalisées par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE), les débits des sources situées dans l'aquifère du Grès de Luxembourg sont comparables aux années précédentes.

Cependant, localement, le débit de certaines sources, particulièrement réactives aux précipitations, comme c'est notamment le cas pour l'aquifère du Muschelkalk, se retrouvait fin 2022 parmi les plus bas jamais mesurés depuis les vingt dernières années.

En ce qui concerne les prévisions du développement de ces débits, il est à noter que les conditions météorologiques en 2022 étaient défavorables pour la recharge des eaux souterraines.

Le déficit de recharge des eaux souterraines entre octobre 2022 et mars 2023 est ainsi estimé de l'ordre de 30 % en dessous de la moyenne. Ceci s'explique par un début tardif de la recharge dû à un degré de saturation très bas des sols en eau en automne 2022, suite à la sécheresse estivale, ainsi que par un déficit prononcé des précipitations en février 2023. L'évolution de la situation est suivie de manière continue par l'AGE. En cas d'un risque de pénurie, des procédures d'intervention au niveau des fournisseurs d'eau potable sont existantes.

ad 2) et 3) Un tableau comparatif indiquant les différents prix d'eau potable par commune sur base des informations disponibles est annexé.

Les coûts de traitement peuvent varier sensiblement selon la nature de la ressource et de la nature du traitement. À titre indicatif, les coûts d'investissement et d'entretien pour des infrastructures de traitement de produits phytopharmaceutiques au niveau de l'eau souterraine varient dans un ordre de grandeur de 0,3 à 0,7 euro par 1.000 litres d'eau distribuée. Il est à remarquer que des mesures de précaution d'une contamination de l'eau, comme la délimitation de zones de protection et la mise en place de mesures adéquates dans ces zones, sont beaucoup moins onéreuses qu'un traitement curatif des eaux chargées en contaminants. Beaucoup d'eaux souterraines ne nécessitent pas de traitement, voire seulement une désinfection, alors qu'une eau de surface nécessite tout comme des eaux souterraines chargées de contaminants des traitements plus complexes et coûteux. Les coûts varient en fonction du type de polluants à traiter, ainsi que du contexte local (composition de l'eau à traiter, débits à traiter, localisation du captage, ...).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Lecteur automatique de plaques d'immatriculation | Question 7830 (29/03/2023) de M. Dan Biancalana | Mme Lydia Mutsch (LSAP)

En 2021, 3.106 cambriolages ou tentatives de cambriolage ont eu lieu. Cependant, seuls 493 cambriolages ont été élucidés cette année-là. Selon les chiffres de la Police grand-ducale, une caractéristique géographique des cambriolages est la proximité aux grands axes routiers (voir « chiffres de la délinquance en 2021 » de la Police grand-ducale). Il nous est revenu que de nombreux cambrioleurs fuient le lieu du crime en voiture. Étant donné que le nombre de cambriolages élucidés

est assez modeste, la question se pose de savoir comment augmenter au mieux le taux d'élucidation.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quelles mesures ont été prises jusqu'à présent pour lutter contre les cambriolages et augmenter le taux d'élucidation ? Quelles mesures supplémentaires sont envisagées pour l'avenir ?

– Dans de nombreux pays, les autorités policières ont recours à des caméras appelées ANPR (Automatic Number Plate Recognition) respectivement LAPI (Lecteur automatique de plaques d'immatriculation) pour traquer les criminels. Les caméras LAPI photographient en temps réel les plaques d'immatriculation et les comparent aux bases de données des autorités policières. Le cas échéant, la police est immédiatement avertie. Ce système permet d'identifier rapidement des automobiles suspects. À cet égard, est-il prévu de doter la Police grand-ducale d'un système de caméras LAPI ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les mesures qui devraient être prises pour mettre en œuvre un système LAPI ? Est-ce que les caméras actuellement en service seraient adaptées pour un tel système ?

Réponse (24/04/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Il y a d'abord lieu de préciser que les cambriolages élucidés en 2021 n'ont pas nécessairement été perpétrés la même année. Le chiffre de 493 ne saurait donc renseigner sur le taux d'élucidation des cambriolages commis en 2021. Or, même en faisant ce raccourci incorrect, par souci d'avoir un ordre de grandeur, le taux d'élucidation de 15,9 % n'a rien à envier aux résultats obtenus dans nos pays voisins (selon des sources sur Internet entre 10 et 16 %).

En la matière, les taux d'élucidation sont généralement faibles, ce qui s'explique par la grande masse de faits commis en partie par des auteurs multirécidivistes, locaux et internationaux, et l'absence quasi généralisée de lien entre les auteurs et leurs victimes en amont des faits. La charge de la preuve incombe aux forces de l'ordre qui doivent établir la présence du suspect dans les lieux au moment des faits. Si l'auteur n'est pas appréhendé en flagrant crime, l'exploitation des traces relevées sur le lieu d'infraction reste souvent la piste la plus prometteuse pour confronter un cambrioleur.

Pour cette raison, il a été décidé de faire intervenir de manière systématique la police technique en cas de cambriolages dans des immeubles d'habitation ou autres.

L'identification définitive de l'auteur sur base de traces peut prendre quelques années en fonction des données disponibles.

La police priorise les enquêtes actuelles sur des séries en cours afin d'augmenter les chances d'appréhender en flagrance ou sur mandat des auteurs actifs et d'éviter ainsi d'autres victimes. Ce choix n'a certes peu d'effet sur le taux d'élucidation en général, vu la masse des cambriolages, mais permet néanmoins de réduire le nombre de cambriolages, si la police réussit à freiner l'activité d'auteurs en série actifs.

La recherche proactive des auteurs actifs sur le terrain, sur base des éléments d'enquête et des informations provenant de la population générale, est une piste à exploiter davantage.

Il n'est actuellement pas prévu de se doter de systèmes ANPR et LAPI.

La mise en place d'un dispositif ANPR nécessiterait d'abord la création d'une base légale. L'utilisation du dispositif ANPR devrait être conforme aux dispositions de la protection des données. Le cadre légal doit préciser les finalités, les données personnelles collectées dans la base de données, les traitements qui en sont faits, les personnes habilitées à consulter les données, les durées de conservation des données, choix entre dispositif fixe ou mobile, etc.

L'implémentation d'un dispositif ANPR nécessiterait également des formations de la Police grand-ducale à l'utilisation de l'équipement. Il faudrait en plus déterminer les emplacements des dispositifs fixes et l'usage de dispositifs mobiles, identifier du matériel qui répond aux exigences techniques et logistiques, ce qui en somme ne peut se faire à court ou moyen terme, si toutefois l'on venait à décider d'implémenter un tel système.

Mendicité | Question 7831 (29/03/2023) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Lors des débats au conseil communal de la Ville de Luxembourg au sujet d'une modification de son règlement général de police, la bourgmestre de la Ville de Luxembourg a fait référence à l'article 563, point 6, du Code pénal.

Il convient de préciser que l'article 563, point 6, du Code pénal contient une note de bas de page et que celle-ci renvoie à l'article 157, point 2, de la loi du 29 août 2008 qui dispose qu'« (à) l'article 563 du Code pénal, le point 6 du deuxième alinéa est supprimé ».

En ce sens, il est mentionné qu'il s'agit vraisemblablement d'une erreur de formulation car il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563 du Code pénal.

En outre, il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6, et que les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Pouvez-vous confirmer que le point 6 de l'article 563 du Code pénal a été abrogé dans son intégralité, comme le considèrent les autorités judiciaires, et que la mendicité simple n'est plus une infraction dans le Code pénal ?

2) Est-il prévu de modifier l'article 563, point 6, du Code pénal afin de tenir compte de cette erreur de formulation et d'éviter tout malentendu à l'avenir ?

Réponse (04/05/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose qu'« l'article 563 du Code pénal, le point 6 du deuxième alinéa est supprimé ».

Or comme il est spécifié dans une note de bas de page dans le Code pénal « il s'agit vraisemblablement d'une erreur de formulation car il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563. Il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6. »

Le commentaire des articles de la loi susmentionnée explique en effet que « les références à la reconduite à la frontière des étrangers prévues aux articles 346 et 563 du Code pénal sont supprimées, alors qu'elles ne cadrent plus avec la terminologie et l'esprit de la nouvelle loi ».

Cette référence à la reconduite à la frontière se retrouvait en 2008 à l'alinéa 2 du point 6 de l'article 563 du Code pénal.

Cependant, comme le précise la note de bas de page précitée, « les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité ».

Rappelons également que l'interdiction de la mendicité simple risque d'être contraire à la Convention européenne des droits de l'homme.

ad 2) Pour l'instant aucune modification n'est projetée, mais une adaptation pourrait être envisagée dans le cadre d'une révision du Code pénal.

Pénurie d'Aspégic | Question 7832 (29/03/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Eisen Informatiounen no gëtt et am Moment nëmmen nach ganz begrenzt Reserve vun Aspégic IV. Dëst Medikament ass awer z. B. am Fall vun engem Hërzinfarkt als Eischttherapie enorm wichteg.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Kënn Dir eis Informatiounen confirméieren, datt d'Medikament Aspégic IV nëmmen nach begrenzt disponibel ass?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir d'Rupture de stock?
- Wa jo, gëtt et Alternativpräparater, déi bei akute kardiovaskuläre Problemer an der Reanimatioun kënnen agesat ginn?
- Wa jo, wéini gëtt d'Medikament viraussichtlech nees op Lëtzebuerg geliewert?

Réponse (27/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Zënter Ufank 2022 ass et zu Lëtzebuerg effektiv zu Liwwerungsenkpäss vun Aspégic IV weinst engem Produktiounsproblem komm.

An enger éischercher Phas konnten dës Enkpäss an der Spideeler duerch alternativ disponibel Produite kompenséiert ginn.

Ufank 2023 goufen dunn och Liwwerungsenkpäss bei den Alternativproduite festgestallt.

D'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Direction de la santé ass säit Mäerz 2023 beméit, Léisungen ze fannen a konnt d'Liwwerung vun Alternativproduiten elo mol bis Enn August 2023 ofsécheren.

Aktuell gëtt et deemno kee Manktem méi un Aspégic IV zu Lëtzebuerg. De Gesondheitsministère suivéiert dësen Dossier awer och weiderhi vu ganz no an ass och zouversichtlech, fir d'Liwwerung bis 2024 kënnen sécherzestellen.

Signalement d'une atteinte aux règles de protection des données | Question 7833 (29/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi national an europäesch Gesetzgebung gesäit vir, dass Persounen sech bei enger nationaler Entitéit beschwéiere kënnen, wann hir Rechter am Beräich vun de si betreffende persounbezunnenen Date verletzt goufen. Bei eis am Land ass et d'CNPD, déi sech ëm dës Doleancë këmmert.

Niewent selwer betraffene Persounen kënnen awer och Aussestoender Problemer beim Dateschutz opdecken. Allerdéngs ass d'Recevabilitéit vun enger Reklamatioun bei der CNPD awer ënnert anerem dovun ofhängeg, ob deen, wou reklaméiert, selwer vum

Dateschutzproblem betraff ass. Deckt eng Persoun e Problem op an engem Beräich, wou hir eegen Daten net traitéiert ginn, ass d'CNPD ënnert der aktueller Gesetzgebung also net zoustänneg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froen stellen:

1. U wie kënnen sech Persounen aktuell wenden, déi en Dateschutzproblem melle wëllen, deen hir eegen Daten net betrëfft?

Falls et esou eng Kontaktstell gëtt: Ass dës Entitéit gesetzlech verpflichtet, dës Reklamatioun ze traitéieren?

2. Gëtt et Iwwerleeungen, fir d'Kompetenze vun der CNPD auszeweiten, fir zentraliséiert op enger Plaz all Aarte vu Meldungen iwwer Dateschutzproblemer ze traitéieren?

Réponse (26/04/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

D'CNPD deelt d'Aschätzung vum honorabelen Deputéierten net: Wann d'CNPD eng Reklamatioun vun engem Aussestoende kritt, deen net selwer vum Dateschutzproblem betraff ass, da kann dat als Signalement betruecht ginn, an dofir gesäit sech d'CNPD fir zoustänneg un.

D'CNPD hält tatsächlech och Signalementen un, an traitéiert déi wéi eng Reklamatioun fir erauszefannen, ob et opportun ass, d'Traitement vun deem Signalement ze poursuivéieren. An deem Sënn applizéiert d'CNPD den Artikel 6 vun der Procédure relative aux réclamations¹². „En fonction de la gravité et de l'impact sur les personnes concernées des faits signalés“ decidéiert de Collège vun der CNPD, wat gemacht gëtt.

Datt d'CNPD zoustänneg ass, ergëtt sech aus dem Artikel 37 vum Gesetz vum 1. August 2018 „portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données“, dee beseet: „La CNPD peut intervenir de sa propre initiative...“, fir eng Enquête opzemaachen. Dës eegen Initiativ baséiert allerdéngs entweder op engem Signalement oder op der Volontéit, fir an engem spezifische Secteur eng spezifesch Problematik ze kontrolléieren.

D'CNPD kann also als allgemeng Kontaktstell fir d'Meldung vun Dateschutzproblemer ugesi ginn.

Difficultés linguistiques observées lors de la scolarisation | Question 7834 (29/03/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut den Aussoe vu Verrieder vum Observatoire national de la qualité scolaire (ONQS) an der parlamentarescher Educatiounskommissioun vum 29. Mäerz gi bei ronn engem Véierel vun de Kanner bei der Sclarisatioun Réckstänn an/oder aner Problemer am Sproocheberäich festgestallt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister d'Entwécklung vun der Unzuel vu Kanner mat de beschriwwene Problemer vun 2013 bis elo dokumentéieren, opgeschlësselt no Joer?

Réponse (02/05/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Erkenntnisser, déi mir mam systemateschen Depistage duerch de Centre de logopédie konnte gewannen, ginn an déi selwecht Richtung wéi d'Analyse vum

Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS). Et kann ee bei ca. 20 % vun de Schüler am Cycle 1 Réckstänn an aner Problemer am Sproocheberäich observéieren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Net heidrënner fale Kanner, déi nach Problemer am Lëtzebuergeschen hunn, obschonn se hir Éischtsprooch gutt schwätzen, Kanner, déi isoléiert Problemer am Beräich Artikulation hunn (z. B. lispelen oder phonologesch Prozesser) a Kanner, déi tuddelen oder e Mutismus opweisen.

Eng Analys vun deenen Zuelen erméiglecht, eng relativ Konstanz ze observéieren. Et muss een awer och wëssen, dass den Diagnostic déi lescht Joren evoluéiert huet, an deem Sënn, datt d'Norme vu Sproochentwécklungstester respektiv evozéierte Sproochanalysen ugepasst goufen.

Doriwwer eraus weess een aus der Fuerschung, datt „troubles du développement du langage“ (ugebuer) méi oder wéineger konstant bleiwen (6–8 % vun enger Populatioun), 1–2 % heivunnen hunn eng staark ausgeprägte Steierung, an datt „difficultés du développement du langage“ (Schwieregkeeten) an der Sproochentwécklung zouhuelen, v. a. opgrond vun dacks komplexe méisproochege Milieuen.

Am Cycle 1 läit e grouse Fokus op der sproochlecher Bildung vun de Schüler, opbauend op der lëtzebuergescher an der franséischer Sprooch, an der Valorisierung vun de Sproochen, déi d'Kanner matbréngen. D'Kanner gi vun hirem Enseignant ënnerstëtzt an entwéckelen hir sproochlech Kompetenzen an Alldagssituatiounen, am Fräispiell oder a geplangten Aktivitéiten.

Factures pour « rendez-vous non observé » | Question 7836 (29/03/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Fall wou een säin Doktesch-Rendez-vous net matzäiten oder guer net ofseet, kann een Dokter eng Rechnung ausstellen. Dës Rechnung gëtt net vun der CNS iwwerhollt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froen stellen:

1. Wéi vill Rechnung goufen an deene leschte 5 Joer un d'CNS geschéckt, wou ee „rendez-vous non observé“ facturéiert ginn ass?

2. Huet d'CNS Estimatiounen, wéi oft esou Facturen am Joer ausgestallt ginn?

Réponse (02/05/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Den Tableau 1 weist d'Unzuel u Rechnunge fir e „rendez-vous non observé“, deen den Assuréé vun der lëtzebuergescher Krankesversicherung zwëschen 2018 an 2022 facturéiert gouf. Wann d'Rechnunge vun den Assuréen net bei der CNS erageschéckt goufen, sinn dës net am Tableau 1 beinhalt.

Am Joer 2018 goufen 1.536 esou Rechnungen un d'CNS geschéckt an an der Datebank encodéiert, an 2022 waren et der 1.367. Dëst entsprécht enger Baisse vun 13,3 % op 5 Joer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'CNS huet déi gefrotten Donnéeën net.

Promotion des médicaments génériques | Question 7837 (29/03/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

¹² <https://cnpd.public.lu/fr/legislation/droit-lux/Reglements-CNPD.html>

Depuis des mois, des ruptures de stock se produisent régulièrement pour différents médicaments. Ainsi, des médicaments pour le traitement du diabète ont été touchés, tout comme des sirops contre la toux pour les enfants. En moyenne, huit médicaments sont en rupture de stock chaque jour au Luxembourg.

Une amélioration de la situation pourrait être obtenue par un recours accru aux médicaments génériques. En 2019, les médicaments génériques ne représentaient que 6 % au Luxembourg. La moyenne de l'OCDE était de 24 %.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que le Luxembourg, comme tous nos voisins, a besoin d'une politique de promotion des médicaments génériques ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

– Actuellement, seuls deux groupes de médicaments sont légalement substituables. Madame la Ministre serait-elle prête à autoriser d'autres groupes de médicaments pour la substitution ? Dans l'affirmative, quels groupes prendrait-elle en considération ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

– Madame la Ministre estime-t-elle qu'il faudrait mettre en place des incitations pour que les médecins utilisent une dénomination commune internationale lorsqu'ils prescrivent des médicaments ? Cela permettrait aux pharmaciens d'avoir une plus grande flexibilité dans la substitution des médicaments. Dans la négative, pour quelles raisons Madame la Ministre ne soutiendrait-elle pas l'utilisation d'une dénomination commune internationale des médicaments ?

– Dans la question parlementaire n° 0922 de juillet 2019, l'idée d'une réserve nationale stratégique de médicaments a été soulevée. Dans sa réponse, le Ministre de la Santé de l'époque a écrit que le Luxembourg était ouvert à une telle idée et que les premières mesures avaient déjà été prises pour la mettre en œuvre. Où en sont actuellement les travaux relatifs à une telle réserve nationale ? Quels médicaments seraient placés dans une telle réserve nationale ?

– Lors de la distribution de médicaments, les grossistes-répartiteurs sont tenus de garantir un stock de médicaments pour un mois. Madame la Ministre, combien de fois les grossistes-répartiteurs n'ont-ils pas pu respecter cette obligation en raison de pénuries dans la production de médicaments ? Des amendes sont-elles infligées dans de tels cas ? Dans l'affirmative, combien d'amendes ont été infligées au cours des cinq dernières années ?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Le marché des médicaments est actuellement marqué par d'importantes tensions d'approvisionnement entraînant des problèmes de disponibilité pour le patient. La Caisse nationale de santé est d'avis qu'en cas d'indisponibilité notifiée, la substitution par un médicament générique sans l'accord préalable du médecin prescripteur devrait être autorisée au pharmacien afin de lui donner plus de moyens pour assurer la continuité du traitement prescrit.

Les prérequis sont :

– une source fiable sur l'état de disponibilité des médicaments,
– la définition d'une liste de médicaments pour lesquels une substitution est interdite sans l'accord préalable du prescripteur, par exemple les médicaments à marge thérapeutique étroite, et

– la mise à disposition de ces informations aux prescripteurs et aux pharmaciens.

Si l'on considère également le potentiel d'économies qui peut être réalisé avec des génériques, le bénéfice de leur utilisation pourrait être double.

Toutefois, compte tenu du fait qu'une grande majorité des médicaments et de leurs structures de prix sont d'origine belge et que le législateur belge exerce une forte pression sur le prix des médicaments remboursés par l'assurance maladie qui ne sont plus sous brevet, le potentiel d'économies évoqué doit être nuancé.

Une analyse montre que dans le cadre actuel, seuls les groupes de médicaments pour lesquels les médicaments princeps ne sont pas remboursés en Belgique présentent encore un potentiel d'économies significatif (par exemple, le traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer).

La promotion de la prescription en DCI (dénomination commune internationale) pourra être un facilitateur respectivement amplificateur par rapport aux deux sujets précités. Si le prescripteur sait quel médicament est en rupture de stock et quel médicament n'est pas limité en substitution, il pourra prescrire directement en DCI et ainsi faire abstraction des différentes spécialités et conditionnements de médicaments contenant la même substance active, au même dosage et pour la même voie d'administration.

Le pharmacien délivrera alors le médicament le moins coûteux inscrit sur la liste positive qui correspond à ces spécifications en ayant ainsi peut-être plus d'options en cas d'indisponibilité.

Le ministère et la Direction de la santé ont bien progressé, ensemble avec les acteurs du terrain FHL/COPAS, dans l'élaboration d'un concept pour une centrale d'achat commune au niveau national. Une des missions envisagées pour cette centrale d'achat pourrait être l'établissement et la gestion de stocks nationaux de médicaments critiques. La liste précise des médicaments sera définie dès la création effective de la centrale d'achat.

Le Ministère de la Santé ne dispose pas de statistiques sur le non-respect des grossistes-répartiteurs de la garantie d'un stock mensuel de médicaments. Il convient de préciser que les grossistes-répartiteurs sont eux-mêmes dépendants des livraisons à partir de fournisseurs étrangers et aucune amende n'a été infligée au cours des cinq dernières années.

.....
Éducation financière | Question **7838** (29/03/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Les conclusions d'une enquête qui avait été initiée par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et la Fondation ABL pour l'éducation financière et réalisée par ILReS, sur lesquelles la CSSF et l'ABBL ont communiqué récemment, ont contribué à faire le constat suivant : le niveau de culture financière est insuffisant au Luxembourg. La tranche d'âge des moins de 30 ans semble être particulièrement concernée par ce niveau de culture financière insuffisant – le score se situe par ailleurs en dessous de la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ce sont des résultats qui semblent étonnants, quand on sait l'importance de la place financière pour l'économie du Luxembourg. D'après la presse, l'ILReS voit un lien avec le contexte économique du pays qui serait « propice à une certaine désinvolture » dans la gestion budgétaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Comment est-ce que le Gouvernement évalue ces résultats ?

– De quelle manière est-ce que la culture financière au sein de la population pourrait être améliorée ?

– Compte tenu du contexte économique actuel, globalement de plus en plus difficile à appréhender, est-ce qu'il n'est pas d'autant plus important d'intégrer davantage la culture financière dans les programmes scolaires ?

• Dans l'affirmative, quelles nouvelles actions pourraient voir le jour ?

• Dans la négative, pourquoi ne pas accorder plus d'importance à la culture financière ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

Les résultats de l'étude sur la culture financière des résidents du Luxembourg auxquels l'honorable Député fait référence dans sa question parlementaire mettent en évidence la nécessité de poursuivre et de renforcer les efforts déployés en matière d'éducation financière auprès de l'ensemble de la population.

Au cours des dernières années, des acteurs publics et privés ont pris des initiatives au Luxembourg en vue de consolider les connaissances financières des consommateurs, de promouvoir un comportement financier responsable et de préparer les jeunes, le plus tôt possible, à l'environnement économique de plus en plus complexe.

Le portail letzfin.lu recense les différentes campagnes de sensibilisation et initiatives en matière d'éducation financière qui existent à ce jour et met à la disposition des consommateurs des informations financières fondamentales ainsi que des outils pratiques afin de transmettre des connaissances de base dans les domaines financiers les plus courants.

Par ailleurs, les consommateurs peuvent s'informer et trouver assistance auprès de l'Union luxembourgeoise des consommateurs et du Centre européen des consommateurs, qui s'engage avec le Ministère de la Protection des consommateurs pour les outiller au mieux comme consommateurs avisés.

Dans le cadre de la mise à jour de la stratégie nationale de 2017 en matière d'éducation financière, un groupe de travail ad hoc présidé par la Fondation ABL pour l'éducation financière et regroupant des représentants du Ministère des Finances, du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et du Ministère de la Protection des consommateurs ainsi que de la CSSF, de l'ACA et de l'ALFI a entamé les travaux en vue d'actualiser les initiatives proposées, y compris en ce qui concerne les nouveaux produits financiers et la finance numérique, et de développer de nouvelles activités au niveau scolaire et extrascolaire visant à promouvoir la culture financière des citoyens de tous âges.

Au cours des dernières années, le MENJE a par ailleurs œuvré dans trois directions : intégration de l'éducation financière tant dans les activités extrascolaires que dans les curriculums scolaires ; création de nouvelles formations dans le domaine financier ; formation des enseignants.

Afin de garantir l'inclusion socio-économique, le MENJE a mis en place un programme pédagogique destiné à

tous les élèves. Cette offre a pour but de renforcer la position du consommateur dans le circuit économique et d'améliorer l'employabilité et la capacité d'insertion professionnelle des futurs salariés. Le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques (SCRIPT) du MENJE et le Ministère de l'Économie ont lancé à partir de l'année scolaire 2020-2021 un ensemble d'activités extrascolaires visant la promotion de l'entrepreneuriat durable dans les lycées. La qualité des activités proposées (adéquation au groupe cible, neutralité et qualité pédagogique) est garantie grâce à l'encadrement assuré par le SCRIPT. Depuis 2019, 17 lycées avec quelque 17.000 élèves ont rejoint ce projet intitulé Sustainable Entrepreneurial Schools et des centaines d'activités ont été organisées avec 19 partenaires externes : ateliers, mini-stages, simulations, conférences, concours, visites, etc.

L'éducation financière constitue un des nombreux sujets d'émancipation qui méritent d'être abordés en classe. Parallèlement aux offres extrascolaires, l'introduction de l'éducation financière dans le curriculum des classes inférieures de l'enseignement secondaire, et plus particulièrement, dans celui des classes de la voie de préparation est souhaitable. Des pistes ont été tracées lors d'entrevues avec des représentants du monde de la finance et le MENJE est prêt à intégrer des offres de workshops visant l'éducation financière dans les cours de formation générale de ces classes.

Vu la forte demande en personnel qualifié dans le secteur financier, de nouvelles formations du domaine économique et social ont été initiées ces dernières années.

Longtemps délaissée dans l'enseignement secondaire classique, la culture de l'entrepreneuriat est actuellement développée : un cycle de spécialisation axé sur les compétences entrepreneuriales, managériales, commerciales, sur le marketing et sur la gestion financière est en train de s'ajouter à l'offre de formation traditionnelle. Une nouvelle section entrepreneuriat, finance et marketing a vu le jour. Cette nouvelle formation complète l'offre de la section sciences économiques – mathématiques et de la section sciences humaines et sociales. Elle prépare les élèves aux exigences d'un monde professionnel en mutation, changements dus notamment aux progrès technologiques, à une digitalisation accrue et à de nouvelles logiques du marché.

Dans l'enseignement secondaire général, la section finance a été mise en place à la rentrée 2020. Dans des cours d'économie numérique, d'économie financière, de comptabilité sectorielle ou d'analyse financière, les élèves acquièrent des connaissances et des compétences répondant à de réels besoins sur le marché du travail. Le cours de gestion de portefeuille vise à stimuler la curiosité de l'élève à travers la constitution et la gestion d'un portefeuille de titres fictif. Les projets réalisés dans ce contexte permettent à l'élève d'acquérir une autonomie d'apprentissage progressive. On retrouve par ailleurs dans les curriculums de la section gestion et dans ceux de la section sciences sociales, divers aspects de culture financière.

En général, l'évolution de la situation économique et sociale amène les enseignants à repenser les contenus de différentes matières enseignées tant à l'école fondamentale que dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire. Étant donné que certains aspects de la culture financière ne sont guère traités dans les manuels de sciences économiques et sociales de l'enseignement secondaire luxembourgeois, des supports de cours adaptés au marché luxembourgeois sont actuellement élaborés par des groupes de travail encadrés par le SCRIPT.

Finalement, on observe une prise de conscience auprès des enseignants. Étant donné que la situation économique actuelle (inflation, hausse des taux d'intérêts directeurs) risque d'avoir un impact négatif sur la situation financière de beaucoup de ménages, surtout les personnes à faible revenu, ils se montrent très motivés pour aborder des aspects de l'économie financière tant auprès des élèves de l'enseignement fondamental que des élèves de l'enseignement secondaire. En témoignent les inscriptions à des formations spécifiques offertes par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) dans le contexte de l'éducation financière.

Le développement d'activités, de cours et de formations favorisant la culture financière a donc bien avancé au cours des dernières années et le MENJE veillera à consolider ces efforts en fonction des nécessités.

Déplacement du centre de décisions RTL Belux&Cie vers la Belgique | Question 7839 (29/03/2023) de Mme Diane Aehm | M. Laurent Mosar (CSV)

Le 23 mars 2023, le Gouvernement annonçait via communiqué que la société luxembourgeoise RTL Belux&Cie SA déplace son centre de décisions du Luxembourg vers la Belgique. Ce déplacement intervient alors que les belges DPG Media et le groupe Rossel sont devenus chacun actionnaire à 50 % de RTL Belux&Cie SA le 1^{er} avril 2022. RTL Belux était titulaire de concessions délivrées par le Gouvernement luxembourgeois pour la fourniture des services de radiodiffusion télévisuelle RTL TVi, Club RTL et Plug RTL.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Quelle est son appréciation de la situation ?

– Il est précisé dans le communiqué du Gouvernement que Broadcasting Center Europe (BCE), qui fait partie de RTL Group, reste le prestataire de services pour le nouvel éditeur de sorte que ce déplacement du centre de décisions vers la Belgique est sans impact sur le contrat qui ira jusqu'à son terme. Quelles sont les conditions du contrat qui lie BCE et RTL Group à RTL Belux précisément ? Est-ce que le contrat avec BCE sera renouvelé à son issue ?

– De manière plus générale, tenant compte également que le « Luxemburger Wort » appartient désormais au groupe multimédia belge Mediahuis, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le paysage médiatique luxembourgeois s'érode peu à peu ? Comment aller à l'encontre de cette tendance ?

Réponse (16/05/2023) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Le ministre ne saurait se prononcer sur un contrat de droit privé entre deux sociétés commerciales. Pour ce qui est de la question d'ordre plus général sur la situation du paysage médiatique au Luxembourg, il y a lieu de souligner que le Gouvernement a, au cours de cette législature, procédé à une réforme substantielle du régime d'aide à la presse, permettant non seulement d'augmenter le nombre de bénéficiaires, mais également le montant alloué aux différents éditeurs. Qui plus est, de nouvelles conventions ont été conclues avec RTL, le Média de service public et Radio ARA, permettant à ces médias de pleinement développer leurs activités, ceci au bénéfice des citoyens du Luxembourg. En substance, la présence de 19 publications journalistiques imprimées ou en ligne (bénéficiaires de l'aide à la presse), 17 chaînes de radio et 6 chaînes TV (4 locales et 2 nationales, visant un public résidant, sans compter l'offre des administrations communales), témoigne d'une offre médiatique luxembourgeoise très

dynamique et variée ainsi que de la volonté du Gouvernement à soutenir le journalisme professionnel au Grand-Duché.

Centre d'incendie et de secours commun de Bettembourg et Dudelange | Question 7840 (30/03/2023) de M. Gusty Graas | M. Max Hahn (DP)

Wéi gëschter an enger Dageszeitung ze liese war, gëtt et zënter dräi Joer keen neie Moment, wat d'Kreatioun vun engem gemeinsame Centre d'incendie et de secours (CIS) vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng betrëfft. Schonn am Mäerz 2020 hate mir den ëmstridene Site vum neie CIS an der Industriezon „Riedgen“ an enger parlamentarescher Ufro opgegraff.

An deem Kontext si mir gewuer ginn, dass sech am Beetebuenger Corps Froen iwwert d'Funktionsfähigkeit an d'Zukunft vun hirem Corps gestallt ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneministesch folgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Inneministesch d'Informatione confirméieren, dass et keen neie Moment an deem Dossier gëtt?

– Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir?

– Ass d'Madamm Inneministesch nach ëmmer vun der Kreatioun vun deem gemeinsame CIS iwwerzeugt?

– Wa jo, wat ass d'Madamm Inneministesch gewëllt ze ënnerhuelen, fir dese Projet weiderzedreiwten ouni déi geplanzte Fusioun vu béide Corpsen ze hypothekéieren?

– Wann neen, wat sinn d'Alternativen, dass béid Corpsen och an Zukunft funktionsfähig bleiwen?

Réponse (19/04/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Als éischt wëll ech déi zweek Deputéiert drun erënneren, dass de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) en eegestännegen an onofhängegen Établissement public ass, deen opgrond vum Artikel 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisation vun der ziviller Sécherheet eng eege Personnalité juridique huet a finanziell an administrativ autonom ass.

Ech kann den Deputéierten aus deem Grond just soen, dass de Projet vun engem gemeinsamen Asazentier fir d'Corps Beetebuerg an Diddeleng an der Industriezon „Riedgen“ mengem Wëssen no vum CGDIS net a Fro gestallt gëtt an nach ëmmer realiséiert wäert ginn. Iwwert de genaue Stand vun den Demarché vum Projet hunn ech keng Kenntnis.

Ech sinn awer fest dovun iwwerzeugt, dass de CGDIS kee vu senger Corpse jee wäert „hypothekéieren“.

Agents municipaux et sanctions administratives | Question 7841 (30/03/2023) de M. Georges Mischo (CSV)

D'Gesetz zu den Agents municipaux an de Sanctions administratives vum 27. Juli 2022 ass säit dem 1. Januar 2023 a Kraaft. Mat deem Gesetz solle virun allem d'Kompetenze vun den Agenten um kommunalen Niveau erweidert ginn.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Wéi vill Gemengen hunn des Kompetenzerweidierung vun den Agents municipaux schonn ëmgesat an am Gemengerot ofstëmme geloost?

– A wéi ville Gemengen ass dat uewe genannte Gesetz schonn en Vigueur?

Réponse (11/04/2023) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur

Den Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Gesetz zu de Sanctions administratives vum 27. Juli 2022 a freet, wéi vill Gemengen et schonn ëmgësat hunn.

Bis haut huet eng Gemeng de Service de proximité agëfouert, während zwou Gemengen d'Sanctions administratives an hir Polizeireglementer iwwerholl hunn.

Dat uewe genannte Gesetz ass, sou wéi och all aner Gesetze, am ganze Grand-Duché a Kraaft.

Nouveaux lieux pour les mariages | Question
7842 (30/03/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Duerch d'Gesetz vum 8. Juni 2022 kënnen d'Gemengereit verschidde Lieuen definéieren, fir de feierlechen Acte vun engem Mariage oder engem Partenariat ausserhalb vum Gemengenhaus ze feieren. Dës mussen am Gemengerot gestëmmt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

– Wéi vill Gemengen hunn dës Lieue schonn definéiert an um Ministère agereecht?

– Wéi vill Lieue sinn dat an der Moyenne pro Gemeng?

– Wéi vill Gebaier ginn do opgeléicht, déi net vun der jeeweileger Gemeng geréiert ginn a wou den Accord vum jeeweilege Besëtzer/Exploitant néideg ass?

– Wéi grouss sinn dës Gemengen (Awunnerzuel)?

Réponse (19/04/2023) de **Mme Taina Bofferding**,
Ministre de l'Intérieur

D'Moderniséierung vun den zivillen Zeremonien (bestueden oder pacsen) ass duerch eng Upassung vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 méiglech gemaach ginn. D'Erneuerung besteet doran, dass d'Zeremonien net méi just an der Gemeng stattfanne mussen, mee och op aneren, vum Gemengerot ausgewielte Plazen, ofgehal kënnen ginn.

Opgrond vun den Deliberatiounen, déi mir aktuell virleien, gehéieren déi Gebailechkeeten entweeder der Gemeng oder dem Staat, an entsprechen all de Konditiounen vum Gesetz.

Heidrënner eng aktuell Lëscht¹³ vun de Gemengen, déi den Artikel, deen d'Moderniséierung vun den zivilen Zeremonien erlaabt, applizéieren an domat hiren AwunnerInne méi Plazen ubidden, op deene Bestietnesser a Pacse gefeiert kënnen ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir d'Fro 4 verweisen ech den Deputéierten op de Portal des statistiques vum Statec.

TGV entre Metz et Luxembourg | Question **7843**
(30/03/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Monsieur le Ministre n'est pas sans savoir que les trains TER entre Metz et Luxembourg sont généralement saturés ou même surchargés aux heures de pointe. Par contre, aux mêmes horaires, les TGV entre Paris et Luxembourg circulent souvent avec très peu de voyageurs sur le tronçon Metz–Luxembourg.

Dans ce contexte, l'Association des voyageurs du TER Metz–Luxembourg (AVTERML) demande d'autoriser

l'emprunt des TGV Paris–Metz–Luxembourg pour les abonnés TER sur le trajet Metz–Luxembourg (et retour) sous condition de réservation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre soutient la proposition d'autoriser l'emprunt des TGV Paris–Metz–Luxembourg pour les abonnés TER sur le trajet Metz–Luxembourg (et retour) sous condition de réservation ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à intervenir dans ce sens auprès de la SNCF ?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les trains à grande vitesse qui circulent entre Luxembourg et Metz sont exploités et commercialisés exclusivement par la SNCF en autonomie commerciale. En conséquence, c'est uniquement la SNCF qui fixe les conditions tarifaires applicables à bord de ces trains et qui peut décider d'accorder l'accès à ces trains également pour les clients du TER se déplaçant sur l'axe Luxembourg et Metz.

Effets secondaires du vaccin contre la Covid-19 |
Question **7844** (30/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Nom Vertrag tëscht verschiddene Pharmafirmen, engersäits, an der EU-Kommissioun, anersäits, (SANTE/2020/C3/043), ass de Staat fir all Zort vun Niewewierkungen, wat d'Covidimpfung ueget, haftbar. Et ass bekannt, datt bei der Covidimpfung mat variablen statistescher Heefegkeet verschidden Niewewierkungen opgetratt sinn, déi vu „ganz schwaach“ bis „ganz staark“ ginn.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesondheitsminister gäre folgend Froen stellen:

1. Wat sinn zu Lëtzebuerg déi genee Prozeduren, fir en Impfschued ze mellen an eventuell eng Entscheedung vum Staat ze kréien? Kann all Betroffenen esou eng Prozedur selwer beim Gesondheitsministère ufroen oder muss dat ëmmer iwwer en Dokter goen?

2. Huet d'Regierung vir, z. B. iwwer MyGuichet.lu, eng iwwersichtlech Onlineprozedur ze entwéckelen? Gëtt et um Site vum Gesondheitsministère fäerdeg Formulare fir déi Betroffenen? Wann nee, firwat net?

3. Wéi laang brauch de Staat, bis eng Entscheedung decidéiert a bezuelt gëtt? Wéi eng Recoursméiglechkeeten hu Leit, déi eng negativ Decisioun kruten?

Réponse (27/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**,
Ministre de la Santé | **M. Xavier Bettel**, Premier
Ministre, Ministre d'État

ad 1. D'Gesetz vum 4. Juli 2000 iwwer d'Verantwortung vum Staat bei Impfung gesäit vir, datt de Staat fir de Schued opkënn, wann eng Impfung, déi duerch eng gesetzlech oder reglementaresch Bestëmmung virgeschriwwen oder vum Staat recommandéiert ass, den Doud vun der geimpfter Persoun verursaacht oder zu enger permanenter kierperlecher Onfäegkeet féiert. D'Verantwortung vum Staat besteet niewent den Aktiounen, déi gemäss dem „droit commun“ ausgeübt kënnen ginn, souwäit de Schued net duerch Leeschtunge vun der sozialer Sécherheet kompenséiert ass.

D'Ufro op Entscheedung muss bannent enger Periode vun 30 Joer no der Impfung schréfflech per Bréif vun der geimpfter Persoun selwer oder, wann dës mannerjäreg ass, vun de rechtliche Vertrieeder beim Gesondheitsministère agereecht ginn. Am Fall vum

Doud vun der geimpfter Persoun ass d'Ufro vu hiren Ierwen anzerechen.

Folgend Dokumenter mussen der Ufro bäigeluucht ginn:

– e Beweis vun den Impfungen, z. B. Impfschued, deen déi geimpfte Persoun erlidden huet, beleechen,

– e medezinneschen Zertifikat, deen den definitive Kierperschued oder den Doud als Suite vun der Impfung attestéiert.

Fir ze bewäerten, ob den definitive Kierperschued oder den Doud vun der geimpfter Persoun op d'Impfung zeréckzeféieren ass, beoptraagt de Gesondheitsministère eng Expertis bei engem medezinneschen Expert.

Wann d'Expertis ergëtt, dass déi recommandéiert Impfung zu enger permanenter kierperlecher Onfäegkeet bei der geimpfter Persoun gefouert huet oder den Doud vun der geimpfter Persoun verursaacht huet, kritt déi geimpfte Persoun oder, wann dës verstuerwen ass, hir Ierwen, eng Entscheedung.

Nëmmen den Doud oder dauerhaft Konsequenzen, déi zu enger permanenter kierperlecher Onfäegkeet, féieren, d. h. déi irreversibel sinn, kënnen opgrond vum uewe genannte Gesetz vum 4. Juli 2000 entschiedegt ginn. Üblech Niewewierkungen no enger Impfung, wéi z. B. Rötung, Schwellung oder Verhärtung/Härtheit op der Injektionsplaz, Kappwéi, Muskelschmerzen, Féiwer, eng temporaire Onfäegkeet, si keng definitiv Schied, déi vum Staat op Basis vum Gesetz vum 4. Juli 2000 entschiedegt kënnen ginn.

ad 2. De Gesondheitsministère gesäit vir, e Formulaire fir d'Demande op Entscheedung vun Impfschied mat den Informatiounen iwwert d'Prozedur, wéi dës Fall ënnersicht ginn, auszeschaffen an déi Informatiounen op sante.lu ze publizéieren.

Fir weider Informatiounen kënnen d'Leit sech och un den Informatiouns- a Mediatounsservice am Gesondheitsberäich wenden.

ad 3. Vun deem Moment un, wou eng Persoun eng Ufro op Entscheedung stellt, ass d'Dauer vun der Prozedur variabel an hänkt virun allem dovun of, wéi séier den Dossier mat den néidege medezinneschen an administrativen Dokumenter kompletéiert gëtt, a wéi séier déi néideg Expertise realiséiert kënnen ginn. Dëst hänkt och vun der Disponibilitéit vun de respektiven Experten of. Des Weidere mussen d'Kierperschied vun de betroffene Leit konsolidéiert sinn, fir kënnen eng permanent kierperlech Onfäegkeet feststellen an de Grad vun dëser kierperlecher Onfäegkeet ze evaluéieren.

Wann d'Expertis ergëtt, dass de Schued net duerch d'Impfung entstan ass an d'Verantwortung vum Staat net zeréckbehal gëtt, kënnen d'Leit e Recours géint d'Decisioun vum Staat maachen oder op déi üblech Prozeduren aus dem „droit commun“ zeréckgräifen (eventuell Responsabilitéit vum Produzent vun der Impfung oder vum Prestataire, deen d'Impfung gemaach huet).

Convention d'Istanbul concernant la lutte contre les violences à l'encontre des femmes et des filles |
Question **7845** (30/03/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 3. Juli 2018 huet d'Chamber d'Istanbul-Konvention vum Europarat zur Preventioun a Bekämpfung vu Gewalt géint Fraen a géint haislech Gewalt ratifizéiert. Dës Konvention verflucht d'Ennerzeechnerstaaten dozou, Moosnamen ze ergräifen, déi d'Affer schützen, an déi presuméiert Täter ze sanktionéieren.

¹³ Par rapport zu menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7695

Um Site vu violence.lu erkläert d'Regierung, wat se ales ënnerhëlt, fir d'Istanbul-Konventioun ëmzesetzen.

Wéi een awer en enger Pressematdeelung vun DAVIA (Domestic Abuse and Violence International Alliance), enger internationaler Organisatioun, déi sech derfir asetzt, datt ë. a. d'Istanbul-Konventioun am Sënn vun der Famill ëmgesat gëtt, noliese kann, komme just 3 % vun de Fongen, déi zur Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun agesat ginn, och wierklech den Affer zou: „Many billions of euros have been allocated to addressing the domestic violence issue over the past decade. For example, the European Union pledged 500 million euros in 2017, and France allocated an additional 360 million euros. But a recent report from Spain [https://gaceta.es/espana/la-abogada-yobana-carril-el-feminismo-es-hoy-un-gran-negocio-20230308-1658/] reveals that only 3 % of these funds are going to help abused persons, while 97% ends up supporting the operational expenses of feminist organizations.“

(https://endtodv.org/pr/istanbul-convention-an-ineffective-and-expensive-exercise-in-blind-faith/)

An der selwechter Pressematdeelung schreift d'Organisatioun: „Fortunately, high-quality research is being conducted across the continent. These studies show that men and women are equally likely to be perpetrators of domestic violence, and women are more likely to engage in making false allegations.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Gläichstellungsminister:

1. Wéi vill Fongen huet Lëtzebuerg säit 2018 insgesamt am Hëlbäck op d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun agesat? Wéi vill Prozent vun dese Sue sinn direkt un d'Affer vun haislecher Gewalt gaangen?

2. Wéi steet d'Madamm Minister zur Ausso, datt Männer méi oft wéi Frae falsch beschëllegt ginn? Leien der Madamm Minister Statistike vir, déi dës Ausso confirméiere bzw. widderleeën?

Réponse (20/04/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Zanter der Ratifizéierung vun der Istanbul-Konventioun den 3. Juli 2018 ënnerstëtzt d'Regierung d'Ëmsetzung vu verschiddene Moosnamen, fir Fraen, Kanner a Männer besser géint haislech Gewalt an aner Forme vu geschlechterbaséierter Gewalt ze schützen. D'Istanbul-Konventioun ass eis Richtlinn, fir den nationalen Dispositif ze stäerken a weider auszebauen.

Op Basis vun der éischter Evaluatiounsvisitt vum „Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO)“ vum Europarat vum 24.-27. Oktober 2022 gëtt en éischte Bilan iwwer d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konventioun zu Lëtzebuerg gemaach. De Bericht dovun sollt an der zweeter Hallschent vum Joer ofgeschloss sinn.

Mäi Ministère investéiert säit 2018 tëschent 61 % an 69 % vu sengem globale Budget an de Kampf géint haislech Gewalt an de Mënschenhandel. Dës Fonge ginn direkt un eis konventionéiert Partner, déi responsible si fir d'Prise en charge an d'Betreiung vu Fraen a Männer, déi Affer vu Gewalt sinn.

D'Zuele par rapport zur Entwécklung vun der haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg fannt Dir am järelechen Bericht vum „Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence“ an ënnert dem Volet „violence domestique“ vum Observatoire de l'égalité. Dës Statistiken dokumentéieren d'Situatioun vun der haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg.

Événements avec des hommes d'État étrangers pendant la campagne électorale | Question 7846 (30/03/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Virfeld vun de Chamberwahlen 2018 hat de Premier de franséische President Macron, den deemolege belsche Premier Michel an den hollännesche Premier Rutte op Lëtzebuerg invitéiert. Mam franséische President gouf de 6. September 2018 dann och een Evenement an der Philharmonie organiséiert. De franséische President grad ewéi de Premier gehéieren der Fraktioun vun de liberale Parteien an der EU un.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Plangt de Premier, och dëst Joer erëm een Evenement mam franséische President ze organiséieren? – Wa jo, wéini soll dëst stattfannen a wat soll de Sujet vun dësem Evenement sinn?

2. Kann de Premier garantéieren, dass Evenementer mat auslännesche Staatsverrieder net fir Walkampfwzwecker genotzt wäerte ginn?

Réponse (05/04/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

D'Regierung kommuniquéiert, wéi üblech, iwwer offiziell Visitten, soubal déi definitiv confirméiert sinn a plangt hiren internationalen Agenda entspriechend den Interëte vum Land.

Gouvernance du Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) | Question 7848 (31/03/2023) de M. Marc Hansen | Mme Jessie Thill (déi gréng)

Le syndicat de communes SIGI, fondé en 1982 par uniquement trois communes, englobe entre-temps toutes les communes luxembourgeoises à l'exception de la ville de Luxembourg et fournit entre autres des produits et services à quelque 60 syndicats intercommunaux, 30 offices sociaux et plus de 500 crèches et maisons relais. Le SIGI s'est donc transformé endéans 40 ans en un acteur à portée nationale et est devenu un partenaire essentiel voire indispensable pour les communes quant à leur fonctionnement et la qualité de leurs services aux citoyens, notamment en ce qui concerne la dématérialisation et la digitalisation des procédures administratives.

Malgré diverses accusations et des informations plutôt concrètes sur certains dysfonctionnements, harcèlements, irrégularités financières et de gestion, l'absence d'un contrôle politique et financier efficace, des courriers anonymes et des critiques syndicales croissantes, force est de constater que les structures organisationnelles en place, tout comme le contrôle par les délégués.e.s des communes membres, n'ont pas permis une gestion efficace depuis 2017 et même avant. Ainsi, la véracité des reproches n'a pas pu être analysée de façon approfondie et la gouvernance tant stratégique qu'opérationnelle du SIGI faisait défaut.

Désormais, le syndicat a annoncé vouloir lancer un plan de redressement qui s'étendrait néanmoins jusqu'en 2028. Or, l'envergure des manquements relevés par les trois audits indépendants ayant évalué la gestion du personnel, la gestion financière et la satisfaction des clients du SIGI, soulève des questions concernant la capacité même des organes de gouvernance et de contrôle du SIGI à mettre en œuvre une réforme urgente. En l'absence de changements personnels plus larges se pose par ailleurs une question sur l'utilité d'un contrôle de tutelle renforcé voire d'une coopération plus systématique avec les services de l'État et notamment le CTIE.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Le Ministre de la Digitalisation ayant déjà suggéré lors des festivités du 40^e anniversaire du SIGI en avril 2022, un « rapprochement très étroit entre le CTIE et le SIGI » avant d'y ajouter, dans sa lettre du 23 mars 2023 aux communes membres, l'idée d'une intégration des activités et des équipes du SIGI dans le CTIE, Madame la Ministre soutient-elle cette idée ?

2) Madame la Ministre prévoit-elle de proposer, au-delà du cas spécifique du SIGI, des mesures visant à garantir un contrôle ministériel renforcé des syndicats et à améliorer la gouvernance interne des syndicats de communes sur base des manquements et lacunes identifiées au sein du SIGI ?

3) Le Gouvernement ne devrait-il pas insister sur l'importance d'une certaine expertise en matière de gouvernance et de contrôle au sein des organes de syndicats ? Dans l'affirmative, le Ministère de l'Intérieur a-t-il prévu d'offrir des formations ciblées à l'attention des élus et délégués communaux siégeant au sein des syndicats de communes, en collaboration avec le Syvicol ?

4) Compte tenu du fait que les représentants des communes ne sont que rarement des experts en informatique, ne serait-il pas judicieux que le SIGI mette en place un groupe de coordination permanent mettant en réseau tous les responsables IT des communes membres voire de tous ses clients publics, afin de pouvoir mieux répondre aux besoins informatiques des communes ?

Réponse (02/05/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

ad 1) La définition de la stratégie de digitalisation du secteur communal en général, et l'orientation future des activités du SIGI en particulier, relèvent en premier lieu des communes qui organisent le fonctionnement de leurs administrations et leurs processus de travail en toute autonomie. Dans sa réponse au courrier récent du Ministre délégué à la Digitalisation, adressé à l'ensemble des communes, la 2^e Vice-présidente du SIGI considère « qu'une intégration du SIGI dans le CTIE [...] n'est pas dans l'intérêt des communes, alors que les missions des deux entités et les besoins de leurs clients ne sont guère comparables », tout en insistant sur l'importance d'un strict respect de l'autonomie communale.

En tant que Ministre de l'Intérieur, je soutiens pleinement la volonté exprimée dans ce même courrier de développer une collaboration technique et administrative renforcée entre le SIGI et le CTIE. La recherche de coopérations et de synergies est souhaitable lorsqu'elle permet de dégager une valeur ajoutée pour le citoyen. Les communes et les entités y assimilées peuvent compter sur le soutien du Ministère de l'Intérieur pour les épauler dans ce processus.

ad 2) Au regard des nouveaux défis auxquels les entités du secteur communal font face, dont les syndicats de communes, je constate que le cadre juridique actuel n'est plus adéquat et mérite d'être adapté aux besoins et au dynamisme du secteur communal. Quant au SIGI, il me revient que l'organisation et la gestion internes sont en cours d'être revues afin d'améliorer la gouvernance en tirant les bonnes conclusions des rapports d'audit réalisés. Par ailleurs, j'ai prévu de rencontrer les nouveaux acteurs du SIGI prochainement afin de les soutenir dans leurs démarches.

ad 3) Une bonne gouvernance et un contrôle efficace au sein des administrations du secteur communal, notamment des syndicats de communes, sont en premier lieu garantis par un dispositif législatif et réglementaire ainsi que par des procédures internes appropriées. Il est clair que tant les élu-e-s que les agent-e-s, chacun-e en ce qui le/la concerne, devraient être bien

informé-e-s, y compris par le biais de formations, du cadre légal et réglementaire applicable. Le Ministère de l'Intérieur participe à la mise sur pied des formations pour nouveaux élu-e-s qui seront organisés par le Syvicol après les élections communales et qui couvriront aussi les questions de gouvernance et de contrôle.

ad 4) Il appartient aux communes et au SIGI de se prononcer sur la mise en place d'un groupe de coordination tel que proposé par les député-e-s.

Fonds pour la protection de l'environnement | Question 7849 (31/03/2023) de M. Marc Lies (CSV)

Déi verschidde biologesch Statiounen an awer och aner Organisatiounen hei am Land kréie fir hir Aarbechten a Projeten am Sënn vum Natur-, Klima- an Ëmweltschutz Sue vum Staat a Form vu Subventiounen iwwer de Wee vum Ëmweltfong ausbezuelt. Dofir gëtt et och Konventiounen tëschent dem Ëmweltministère an deene jeeeweilegen Organisatiounen. Laut mengen Informatiounen kënn de Staat sengen Obligatiounen zanter enger gewësser Zäit net méi no an d'Sue ginn net méi ausbezuelt. Scheinbar hätt d'Inspection générale des finances (IGF) dës Payementer refuséiert.

Doduerch riskéieren déi concernéiert Syndikater an Organisatiounen, Liquidatiounsproblemer ze kréien an hir Projeten am Beräich Ëmwelt-, Klima- an Naturschutz net duerchzéien ze kënnen. Vertrieeder vu verschiddene Syndikater an Organisatiounen hunn och schon eng Entrevue um Ëmweltministère ugefrot, fir iwwer dës Problemer an déi jeeeweileg Konventiounen kënnen ze diskutéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch, un d'Madamm Ëmweltministesch an un d'Madamm Finanzministesch stellen:

– Kënnen si dës Informatiounen confirméieren? Wa jo – aus wéi enge Grënn ginn dës Payementer net méi duerchgefouert?

– Wat gedenkt d'Regierung hei ze ënnerhuelen? Bis wéini sollen déi genannte Sue bezuelt ginn?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Yuriko Backes**, Ministère des Finances | **Mme Taina Bofferding**, Ministère de l'Intérieur

D'Direktioun vun der Finanzkontroll (DCF) huet opgrond vun hire Kompetenze festgestallt, datt d'Aart a Weis, wéi déi jeeeweileg Organisatiounen a Gemengesyndikater am Kader vun hire Konventiounen mam Staat an de Beräicher Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hiren Dekont um Niveau vun de Personalkäschte presentéiert hunn, net konform zum Budgetgesetz vum 8. Juni 1999 war, besonnesch zum Artikel 81, dee präziséiert, datt d'Beneficiairen, déi eng finanziell Hëllef kréien, d'Notzung vun dëser Hëllef justifiéieren müssen. D'Konventiounen goufe souwuel iwwer den Ëmweltschutzfong (Fonds pour la protection de l'environnement), de Klima- an Energiefong (Fonds climat et énergie) souwéi iwwer de Budget vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung finanziéiert.

Aus deem Grond si verschidde Paiementer suspendéiert ginn.

De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung huet doropshin, a Consultatioun mat der DCF, der Finanzinspektioun (IGF) an dem Inneministère, ënner anere d'Konventiounen ugepasst a Richtlinnen ausgeschafft, fir d'Consigné vun der DCF an d'Obligatiounen vun de Beneficiairë laut dem Budgetgesetz ze präziséieren.

D'Problemer a Léisungsvirschléi, déi festgestallt goufen, sinn de jeeeweilegen Organisatiounen a Gemengesyndikater erkläert ginn. Des Weideren huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung finanztechnesch Ënnerstützung zur Verfügung gestallt.

Déi Zommen, déi nach ausstinn, ginn iwwer d'Budgetgesetz op den nächsten Exercice iwwerdroen a kënnen réischt dann ausbezuelt ginn, wann déi eenzel Organisatiounen a Gemengesyndikater een Dekont agereecht hunn, dee konform zum Budgetgesetz ass.

Doduerch, datt dës nei Approche vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, am Kader vun de staatleche Subventiounen, vun der DCF, der IGF a vum Inneministère validéiert gouf, sollt dës Problem an Zukunft net méi entstoen.

Rénovation énergétique de bâtiments classés | Question 7850 (31/03/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Aktuell lafen d'Aarbechten un engem nationalen Inventaire vum Patrimoine. Well dës Projet nach net ofgeschloss ass, si vill Gebaier zum aktuellen Zäitpunkt nach just um kommunalen Niveau geschützt. D'Patrimoinegesetz vum 25.2.2022 gesäit awer vir, dass all Persoun, där hiert Haus zum Patrimoine communal gehéiert, viru Renovatiounsaarbechten eng ministeriell Geneemegung muss ufroen. Esou soll garantéiert ginn, dass, während den Inventaire gemaach gëtt, kee Patrimoine méi ka verluer goen. Gëtt eng Demande fir Aarbechte gemaach, déi der Aschätzung vun Ministère no zu enger Zerstéierung oder Beschiedegung vum Patrimoine féiere kéinten, huet d'Ministesch d'Méiglechkeet, d'Gebai innerhalb vun 3 Méint virzäitig um nationalen Niveau klasséieren ze loossen.

D'Energie- an d'Klimakris motivéiere vill Leit, energieetesche Renovatiounen virzehuelen, an esou ass et net verwonnerlech, dass och vill Besëtzer vu klasséierten Haiser sech Gedanken doruwwer maachen, wéi si d'Energieklass vun hirem Haus verbessere kënnen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Froen stellen:

1. Klimaschutz an Energieaspuerung sinn an den aktuellen Zäiten zentral, mee gläichzäitig verfollegt d'Regierung och dat wichteg Zil, de Lëtzebuurger Patrimoine ze erhalen. No wéi enge Krittären entscheet d'Ministesch, ob eng energieetesche Renovatioun un engem op kommunalem Niveau geschützte Gebai erlaabt gëtt oder net?

2. Wéi eng Facteure kënnen dozou féieren, dass Isolatiounsaarbechten an enger Fassad vun engem op kommunalem Niveau geschützte Gebai keng Geneemegung kréien?

3. U wie kann eng Persoun sech wenden, bzw. wéi a wou ka si a Recours goen, wa si keng Geneemegung fir eng Renovatiounsaarbecht un hirem op kommunalem Niveau geschützten Haus vun der Ministesch krut an der Meenung ass, dass dës Entscheidung net gerechtfäerdigt ass?

Réponse (21/04/2023) de **Mme Sam Tanson**, Ministère de la Culture

Energiespueren, Klimaschutz an Denkmalschutz dären sech net géigesäitig an de Féiss stoen a sollen Hand an Hand goen. Dofir huet den Institut national pour le patrimoine architectural – INPA (anc. Service des sites et monuments nationaux) – scho virun iwwer 10 Joer Richtlinnen¹⁴ ausgeschafft a permanent

weiderentwéckelt, déi Weeër uginn, wéi een en Haus thermesch verbessere kann, ouni säin Denkmalswäert ze zerstéieren. Am Kader vun de Journées européennes du patrimoine 2022, huet de Kulturministère zesumme mam INPA an der Klima-Agence eng Broschür mam Titel Patrimoine et développement durable¹⁵ erausginn, an där och gewise gëtt, wéi ee Klima- an Denkmalschutz beieenebréngen kann.

Bei ville Restauratiounsaarbechten, déi den INPA begleet, ass dat en Thema an et gëtt ëmmer mat de Proprietären zesummen no de beschte Léisung gesicht.

Vu datt et wëssenschaftlech erstallt ass, datt wéineg Hëtzt duerch al Mauerer entwëscht, ass eng komplett Isolatioun am Bestand meeschtens net noutweneg a gewënscht. Eng Bannendämmung ass dacks déi gutt Léisung, fir net baussen den historesche Botz, d'Encadrementer vun den Ouwerturen oder soss Dekoratiounselementer ze verléieren. Och ass et wichteg, „no ënnen“ an „no uewen“ ze isoléieren an dem Haus en adequaten Hëtzsysteem ze ginn.

Zesumme mat der Klima-Agence an der Stad Déifferdeng huet den INPA eng Kommunikatioun entwéckelt, fir de Leit ze weisen, wéi ee bei enger ganzer Rei kommunal geschützten Haiser zu Déifferdeng mat dësem Thema ëmgoe kann. Well et sech ëm Gebaier aus selwechte Gattungen handelt (Aarbechterkolonien a Reienhaiser, gebaut am Ufank vum 20. Joerhonnert), konnten eenheetlech Moosnamen definéiert ginn, déi dem Public de 24. Abrëll virgestallt wäerte ginn.

Wann e Proprietär vun engem kommunal geschützte Gebai thermesch Verbesserungen wëll ëmsetzen, déi dem historesche Bestand ze vill zousetzen, virun allem duerch eng Bausenisolatioun, an dofir net vum INPA konnte guttgeheescht ginn, da bleift dem Kulturminister, deen iwwer de Projet muss offiziell informéiert ginn, d'Méiglechkeet, d'Haus national ze klasséieren, fir esou e gréissere Schued um gebauten Ierwen ze verhënnere. Géint dës Entscheidung kann de Proprietär viru Geriicht kloen.

Contrôle automatisé des passeports à l'Aéroport de Luxembourg | Question 7851 (31/03/2023) de Mme Elisabeth Margue (CSV)

De 26. Juli 2018 ass um Flughafen Findel d'automatesch Passkontroll agefouert ginn. Doduerch kënnen d'Passagéier, déi aus Länner ausserhalb vum Schengen-Raum an- oder ausreesen, hire Pass selwer scannen. D'Investitiounen an dës Technologie hunn sech am Joer 2018 op eng Zomm vun 3,65 Milliounen Euro belaf, wouvun 2,35 Milliounen Euro vum Flughafenbedriewer iwwerholl gi sinn, a ronn 1,3 Milliounen Euro vum Lëtzebuurger Staat gedroe gi sinn. An der Praxis sinn dës automatiséiert Passkontrollen oft net operabel. D'Borne bleiwen zou an d'Passkontroll gëtt manuell vun engem Mataarbechter iwwerholl. Dëst kascht net nëmmen Zäit, mee et muss och ee Mataarbechter disponibel sinn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Kann d'Regierung déi uewe genannte Feststellung bestätegen?

• Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir, dass dës automatiséiert Passkontrollen reegelméisseg zou sinn?

• Wa jo, wat ënnerhëlt d'Regierung, fir de Problem ze behiewen?

¹⁴ <https://inpa.public.lu/dam-assets/fr/publications/patrimoine-efficiencenerg-tique.pdf>

¹⁵ <https://mc.gouvernement.lu/fr/publications/guide-manuel/minist-culture/brochure-patrimoine-culturel-developpement-jdp2022.html>

Réponse (02/05/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

De 26. Juli 2018 goufen 10 sougenannten „Automated Border Control“-Guicheten (ABC-Gates) um Flughafen a Betrib geholl, jeeeweils 5 fir d'An- respektiv d'Ausrees.

D'ABC-Gates kommen an de Gebrauch fir Passagéier:

- déi sech mussen, gemäß Schenge-Reegelwierk¹⁶, enger Grenzkontroll'ënnerzëien, also déi Passagéier, déi de Schenge-Raum verloossen oder betrieden;
- déi d'Nationalitéit vun engem Land hunn aus dem Schenge-Raum;
- déi iwwert e biometresche Pass verfügen. Den Accès fir Identitéitskaarten ass blockéiert ginn, well aktuell nach net all d'Identitéitskaarten d'biometresch Donnéeën enthalen. Gemäß engem europäesche Règlement muss all Land bis den 3. August 2031 senge Bierger eng biometresch Identitéitskaart ausgestallt hunn¹⁷. Progressiv wäerten d'ABC-Gates also fir d'Identitéitskaarten opgemaach ginn.
- Déi volljäreg sinn. Aus Grënn vum Jugendschutz an an Ofsprooch mam Parquet ass zeréckbehalte ginn, dass keng Kanner dierfen d'ABC-Gates notzen. Dat gëtt am Ausland majoritär och esou gehandhaabt. D'ABC-Gate erlaabt zum Beispill net, d'Verbindung tëschent engem Erwuessenen an engem Kand ze maachen. Dës Konditioun zitt mat sech, dass bei Vakanzeflich ausserhalb vum Schenge-Raum (Ägypten, Tunesien etc.) d'Familien d'ABC-Gates net kënnen notzen.

Den Undeel vun de Käschte vun den ABC-Gates vom Staat beeft sech effektiv op 1.256.193,41 €. Allerdéngs sinn dovun 924.368,75 € vun Internal Security Fund agefloss, duerch e Cofinancement vun der Europäescher Unioun. De Lëtzebuurger Staat huet deemno iwwert de Policebudget just nach 331.824,66 € bäigesteiert.

Duerch folgend Grënn huet Lëtzebuerg momentan just begrenzte Méiglechkeeten, fir d'ABC-Gates verstärkt ze notzen.

– Brexit: Duerch de Brexit ass et legal net méi méiglech, dass Passagéier mat brittescher Nationalitéit duerch d'ABC-Gates ginn. 2019 hunn nach 70.356 Passagéier mat brittescher Nationalitéit d'ABC-Gates konnten notzen.

– Entry/Exit-System: D'Europäesch Unioun huet sech en neie System ginn, fir d'Entréeën an d'Sortie vum Drëttstaatler an de Schenge-Raum ze erfaassen¹⁸. Déi informatesch Entwécklung vum Zentralsystem a vun der nationaler Komponent sinn amgaang. Viraussichtlech wäert den EES 2024 a Betrib goen. Wann dat bis de Fall ass, da kënnen Drëttstaatler bei hirer 2. Arees an de Schenge-Raum d'ABC-Gates benotzen. Doduerch wäerten d'ABC-Gates erëm bedeiend méi benotzt ginn, nottamment vun de brittescher Passagéier.

– Advanced Passenger Information (API)¹⁹: Fir all Extra-Schenge-Vol gesinn d'Polizisten um Flughafen

¹⁶ Notamment de Règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen).

¹⁷ Règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.

¹⁸ Règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 portant création d'un système d'entrée/de sortie (EES) pour enregistrer les données relatives aux entrées, aux sorties et aux refus d'entrée concernant les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres et portant détermination des conditions d'accès à l'EES à des fins répressives, et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et les règlements (CE) n° 767/2008 et (UE) n° 1077/2011.

¹⁹ Directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers, émises au national Recht d'après: Loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation et l'immigration.

am Viraus verschidden Informatiounen iwwert d'Passagéier, dovun och d'Nationalitéit. Wann op engem Fluch weineg Passagéier sinn, déi susceptibel sinn, fir duerch den ABC-Gate ze goen, da gëtt dovun ofgesinn, fir dës ze aktivéieren, an et gëtt en zousätzleche manuelle Guichet opgemaach. Dat selwecht gëllt, wann d'Poliziste mierken, dass vill Vakanzeflich erausginn. Doduerch, dass vill Familien dobäi sinn, huet et da kee Wäert, d'ABC-Gates opzemaachen.

– Wéi all technesch Arichtung mussen d'ABC-Gates reegelméisseg enger Revisioun, enger Reparatur oder engem Update ënnerzu ginn. Wouduerch se da mussen zougemaach ginn.

– D'Flughafepolice (Unité de police à l'aéroport) gëtt bis 2025 mat 15 weidere Poliziste verstärkt. Doduerch wäert et machbar sinn, fir méi Guicheten opzemaachen a parallel och d'ABC-Gates ze besetzen.

– Wou d'ABC-Gates agefouert goufen, sinn „Assistente“ vum Flughafenbedriewer agesat ginn, fir d'Passagéier ze sensibiliséieren an ze ënnerstëtzen. Domat si gutt Erfahrung gemaach ginn, an esou Aktiounen kënnen an Zukunft eventuell widderholl ginn.

Perturbations des lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la France liées aux grèves contre la réforme des retraites en France | Question 7853 (31/03/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Dans le cadre du mouvement de protestation contre la réforme des retraites en France et des grèves y liées, le trafic sur les lignes ferroviaires entre le Luxembourg et la France est depuis un certain temps régulièrement perturbé. Sur l'axe Nancy-Luxembourg, de nombreux trains ont enregistré des retards respectivement ont été supprimés. Cela affecte fortement l'ensemble des transports publics dans la région transfrontalière et notamment les frontaliers se rendant au Luxembourg en transport public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Combien de passagers arrivant au Luxembourg sont actuellement concernés par les retards respectivement annulations dus aux grèves en France ?

– Quels efforts le Gouvernement déploie-t-il afin d'assurer que les transports publics dans la région transfrontalière fonctionnent normalement malgré les grèves actuelles en France ?

Réponse (17/04/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les grèves en France impactent le trafic ferroviaire de la ligne 90 (Luxembourg-Bettembourg-Thionville-Metz), ainsi que de la ligne 70 (Luxembourg-Rodange-Longwy) sur le tronçon entre Rodange et Longwy.

La ligne 90 est utilisée par plus de 12.000 clients par jour et le tronçon frontalier de la ligne 70 par environ 850 clients par jour.

Au cours des trois premiers mois de l'année 2023, 1.480 trains de la ligne 90 et 93 trains de la ligne 70 ont été supprimés à la suite de la grève. À ceux-ci s'ajoutent encore 84 TGV vers Paris et 40 TGV vers le sud de la France.

Vu l'importance de l'impact sur l'offre ferroviaire, les CFL n'ont pas les moyens pour un éventuel remplacement des trains annulés de la SNCF. En plus, comme la grève affecte aussi les postes directeurs, même les trains CFL vers la France peuvent être concernés par la grève.

Les CFL informent les clients en temps réel via tous leurs canaux (Internet, app mobile, affichage en gare,

call center, centre d'accueil) sur les trains qui circulent respectivement ceux impactés par la grève, ainsi que sur d'éventuelles alternatives (p. ex. par le réseau RGTR) qui existent.

Situation des ingénieurs-directeurs et des ingénieurs-directeurs adjoints des syndicats communaux | Question 7854 (31/03/2023) de **M. Aly Kaes** (CSV)

D'Problématique vun den Ingénieurs-directeurs an den Ingénieurs-directeurs adjoints vun den industrielle Gemengesyndikater ass schonns an dësem Haus thematiséiert ginn, ënnert anerem duerch meng QP élargie vum 3. Mee 2021. Et gouf duerno den 12. Mee 2021 eng Aktualitéitsdebatte an der Chamber am Kontext vun der Reform vum Gemengesetz.

Quasi all d'Parteie si vun der ALID, der Associatioun vun den Ingénieurs-directeurs, a Kenntnis gesat ginn. De Syvicol an d'FGFC si mam Problem befaasst. All Acteur ass sech bewosst, dass eng kloer juristesche Basis fir d'Funktioon vum Direkter an dese wictege Syndikater, déi essentiel a kritesch Infrastrukture betreffen, muss geschafe ginn, an dëst net nëmme säit der Diskussioun iwwert de SIGI. Den Dossier ass Iech säit 2019 bekannt.

Mëttlerweil ass een sech eens, an dat ass och de richtige Wee, d'Syndikatsgesetz an net d'Gemengesetz ze reforméieren. Mengen Informatiounen no hutt Dir säit Méint détailléiert Propose vun der ALID um Dësch, déi sech un d'Gesetz vum CGDIS (Loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours) an am Besonneschen un d'Artikele 16 an 20 uleenen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir den Interieur dës Froe stellen:

– Wéi kënn Dir veräntwerten, dass déi genannte Gemengefonctionnairen ouni den noutwennege juristesche Schutz am Alldag musse schaffen?

– Firwat kënn dësen Dossier net virun, wann dach e komplette Konsens besteet an d'Texter aus engem erproufte Gesetz stamen?

– A wat fir engem Delai presentéiert Dir der Chamber de Projet de loi?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

D'Ingénieurs-directeurs an de Gemengesyndikater, déi als Beamten agestallt sinn, ënnerleien deem selwechte juristesche Schutz wéi all aner Beamten am Gemengesecteur, an zwar un éischer Stell deem, deem duerch dat modifizéiert Gesetz vum 24. Dezember 1985, dat de Statut vum Gemengebeamte fixéiert, garantiéiert ass. Donieft definéiert dat modifizéiert Gemengesetz vum 13. Dezember 1988 d'Attributioun vum de Gemengenorganer, präziséiert d'Entscheidungen, déi vun dësen Organer getraff ginn, an delimitéiert d'Responsabilitéit vum de politesche Mandatairen am Verhältnis zu den Agentinnen an Agenten, déi an de Verwaltunge schaffen.

Eng Erkenntnis, déi op ville Plazen am Gemengesecteur gemaach gëtt, ass, dass déi aktuell gesetzlech Dispositiounen, déi d'Organisatioun vun de Gemengeverwaltungen an déi kommunal Decisiounsprozesser reegelen, an engem dynamischen Émfeld sinn, dat permanent wiesselt an dowéinst eng séier Reaktivitéit verlaangt, an dacks den Erausforderunge vun haut net ëmmer ugepasst sinn.

Ech deelen dës Erkenntnis an och d'Aschätzung, dass d'Gemengesyndikater, déi en industriellen Objekt hunn, heivunners besonnesch betraff sinn. All

Verbesserungsvorschlag ass wëllkomm, wéi ë. a. déi, déi d'Association luxembourgeoise des ingénieurs-directeurs et ingénieurs-directeurs adjoints des syndicats de communes (ALID) virgeluecht huet. Mir mussen fir eng méiglech Reform awer och sécherstellen, datt se mat de constitutionnellen a gesetzlechen Dispositionen, déi de Fonctionnement vum Gemengesector definéieren, vereenbar sinn.

Ech erlabe mer, an dësem Kontext drop hinzeweisen, dass ech selwer e Vorschlag ausgeschafft hat, deen eng kohärent Äntwert op dës Erausforderungen duergestallt an eng méi déifgräifend Reform vun de Gemengeverwaltung mat sech bruecht hätt. Dës Propos war enk un den Organisationsmodell vun de staatleche Verwaltungen an Établissements publics ugeleent. Bis elo gëtt et awer am Secteur keng däitlech Bereitschaft, fir dës Wee anzuschloen, och net, wann een dësen neie Modell just um Niveau vun de Syndikater applizéiere géif.

Legislativ Modifikatiounen – sief et um Niveau vum Gemengen- oder Syndikatsgesetz – brauchen engersäits e breede politesche Konsens, anersäits muss dofir gesuergt ginn, dass eng nei Relatioun tëschent dem politeschen an dem administrativen Niveau, z. B. iwwert d'Afféierung vun neie Prozesser, kloer an transparent gereegelt ass, fir all juristesche Onkloerheet bei der Verdeelung vu Kompetenzen a Responsabilitéiten ze vermeiden. Déi rezent Aktualitéit huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, dass d'Organisatioun an d'Gestioun vun de Verwaltungen am Secteur op enger gudder Governance baséiert, mat effizient Kontrollmechanismen. All nei Propose mussen dowéinst och aus dëser Optik op de Préifstand geholl ginn.

Ech kann awer versécheren, dass ech weiderhin am Dialog bleiwen, net nëmme mat de concernéierten Acteuren, mä mam ganze Gemengesector, fir no Äntwerten ze sichen, an dat getrei dem Motto „Materie fir eng modern Gemeng“.

Changeement de carrière au sein de la Police grand-ducale | Question 7855 (31/03/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

La réforme de la Police grand-ducale a introduit de nouvelles carrières (A2 et B1) dans la police par le biais de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale²⁰. Ainsi, le groupe de traitement B1 a été créé pour le cadre policier. Cette valorisation du cadre policier a eu un impact positif sur le recrutement de nouveaux agents. Par conséquent, la majorité des nouveaux agents de police est issue du groupe de traitement B1. Dans le cadre des réformes de 2015, le groupe de traitement A2 a été instauré d'une manière générale dans la structure des carrières pour les détenteurs d'un bachelors. Par la suite, la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale a prévu l'introduction du groupe de traitement A2 pour le cadre policier.

²⁰ Loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et portant abrogation : 1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; 2. le code d'instruction criminelle ; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique ; 2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) La loi modifiée du 18 juillet 2018 a ouvert la voie à la création de postes dans le groupe de traitement A2 auprès de la Police grand-ducale. En effet, des postes faisant partie du groupe de traitement A2 ont été créés dans le cadre civil. Cependant, aucun poste faisant partie du groupe de traitement A2 n'a été créé dans le cadre policier. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons ?

2) L'article 73 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 prévoit la possibilité d'avancer d'un groupe de traitement à un groupe de traitement supérieur. Il serait ainsi possible de passer du groupe de traitement B1 au groupe de traitement A2 et du groupe de traitement A2 au groupe de traitement A1. Est-ce que, par le passé, des policiers du groupe de traitement B1 ont pu passer au groupe de traitement supérieur ? Dans l'affirmative, combien d'agents du groupe de traitement B1 ont pu accéder au groupe de traitement A1 au cours des cinq dernières années ?

Réponse (02/05/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) La loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit la création de groupes de traitement policier A2 et B1. À ce stade, l'implémentation échelonnée des divers aspects de la réforme 2018 qui est toujours en cours, et notamment la transposition du groupe de traitement B1, sont considérées comme étant prioritaires. Il y a aussi lieu d'adapter la formation aux besoins du nouveau groupe de traitement A2 et de définir le rôle des futurs policiers A2.

ad 2) L'article 73 de la loi modifiée du 18 juillet prévoit certes la possibilité d'avancer d'un groupe de traitement à un groupe de traitement supérieur. Mais l'article 74 de la même loi stipule également que le nombre maximum de membres du cadre policier pouvant changer de leur groupe de traitement vers un groupe de traitement immédiatement supérieur est fixé à vingt pour cent de l'effectif total du groupe de traitement dont le membre du cadre policier souhaite faire partie. Vu que le cadre policier A2 n'est, à l'heure actuelle, pas encore transposé, le nombre de membres pouvant changer du groupe de traitement B1 policier vers le groupe de traitement policier A2 via une carrière ouverte prévue à l'article 73 est de zéro.

Contrôles dans les crèches, maisons relais et foyers de jour | Question 7856 (31/03/2023) de Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP)

Viru Kuerzem war an der geschriwwener Press iwwert verschidde Mësstänn an engem private Crèche-grupp ze liesen. Hei geet vun Netanhale vum Betreuungsschlüssel an der virgeschriwwener Gréisst vun de Raimlechte rieds. Et handelt sech ëm e private Gestionnaire, deen iwwert en Agreement mam Educationministère verfüügt. Deementsprechend huet den zoustännige Service vum Ministère d'Recht, ongekënnegt Kontrollen duerchzuführen.

An dësem Zusammenhang stellen ech gär dem Här Minister fir Education, Kanner a Jugend folgend Froen:

1. Wéi vill Kontrollen huet de Ministère an de leschte 5 Joer bei der Demande oder der Erneuerung vun engem Agreement duerchgefouert? Gëtt et Fäll, wou bei der Demande oder der Erneuerung op eng Kontroll verzicht gëtt? Wa jo, firwat?

2. Wéi vill ongekënnegt Kontrollen huet de Ministère an de leschte 5 Joer bei agreementéierte Services d'éducation et d'accueil (SEA) duerchgefouert? Ass et

méiglech, dës Zuelen no Crèche, Maison relais an Dagesfoyer opzelëschen?

3. Wéi vill ongekënnegt Kontrolle ginn an der Reegel pro Joer pro agreementéiert Institution duergeluecht? Gëtt et hei Ennerscheeder tëschent Crèche, Maison relais an Dagesfoyer? Gëtt et hei Ennerscheeder tëschent Institutione mat privaten an effentleche Gestionnairen?

4. Wat motivéiert de Ministère, op zousätzlech ongekënnegt Kontrollen zeréckzegräifen?

5. Wat sinn d'Suitten, wa bei enger Kontroll festgestallt gëtt, datt eng agreementéiert SEA respektiv Crèche net mat de Virschreife vum Agreement konform ass?

Réponse (02/05/2023) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bei enger neier Demande an och bei der Erneuerung vun engem Agreement (bedéngt duerch eng Verännerung vun der Bildungsoffer) fir eng Crèche oder méi generell fir e Bildungs- a Betreuungsservice (SEA) ginn am Prinzip ëmmer Kontrollen duerchgefouert. Iwwert déi leschte fënnf Joer si 638 nei Demanden traitéiert an accordéiert ginn. Iwwert d'Zuel vun den Erneuerunge ginn am Moment keng Statistike gefouert.

Zousätzlech zu den administrative Kontrollen um Niveau vum Dossier sinn am Kader vun den neien Agreementsdemanden an der Erneuerung vum Agreement eng ronn 1.000 Visite vum de Betreuungsstrukturen an de leschte fënnf Joer gemaach ginn.

ad 2. An de leschte fënnf Joer sinn am Secteur ronn 335 ongekënnegt Kontrolle gemaach ginn. Dës Kontrollen ëmfaassen esouwuel reng administrativ Kontrolle wéi och Inspektiounen, d. h. Kontrollen ouni Umeldung sur place.

Et ass ze bemierken, datt et an de Joren 2020 an 2021 wéinst der Fermeture vun de Strukturen opgrond vun der Pandemie mat Momenter net méiglech war, fir verschidde Kontrollen duerchzuführen.

Eng Opschlüsselung tëschent Crèchen a Maison-relais en Dagesfoyer ass momentan net méiglech. Et sief och drop higewisen, datt d'Maison-relais an d'Dagesfoyer (Foyers de jour) deene selwechten Agreementsbedéngungen ënnerstinn, an zwar deene vun engem SEA fir Schoulkanner.

ad 3. Déi ongekënnegt Kontrolle ginn dann duerchgefouert, wann eng oder méi Plainte virleien, oder op Initiativ vum Ministère, wann de Verdacht op Mësstänn besteet. Et gëtt also keng festgeluechten Zuel pro Joer, mee et variéiert vu Joer zu Joer. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7334 kann een nolesen, datt an de leschte fënnf Joer 60 kommerziell Strukturen méi wéi eng Kéier kontrolléiert goufen. Et si pro Struktur bis zu siwe Kontrollen duerchgefouert ginn.

D'Konditiounen, déi de Gestionnaire vun engem SEA muss respektéieren, sinn iwwert de Reegeltex vum 2013 festgeluecht. Et bestinn ënnerschiddlech Konditiounen tëschent engem SEA fir kleng Kanner an engem SEA fir Schoulkanner, mee d'Konditiounen si fir all Träger identesch, onafhängeg vum Statut vum Gestionnaire.

ad 4. Ongemellt Kontrollen erméiglechen, zu all Moment eng Bestandsopnam ze maachen, a sinn eng Ergänzung zu den ugekënnegte Visiten an de Kontrollen, déi am Kader vun der Agreementsdemande an der Erneuerung vun engem Agreement duerchgefouert ginn.

ad 5. Esouwuel d'Gesetz iwwert den Agreement (Loi ASFT) wéi och d'Jugendgesetz gesi Prozedure vir am Fall, wou en SEA net konform ass zum Gesetz.

Am Fall, wou eng Netkonformitéit zum Gesetz festgestallt gëtt, gëtt am Prinzip en Delai accordéiert, bannent deem de Gestionnaire beleëe muss, datt hien sech konforméiert huet. Hien huet och d'Méiglechkeet, innerhalb vun dësem Delai gehéiert ze ginn, fir seng Erklärung matzedeelen. Dës Informatiounen mussen bei enger méiglecher Decisioun mat betruucht ginn. D'Ausnam zu dëser Reegel ass de Fall, wou d'Kanner enger direkter Gefor ausgesat sinn. An dësem Fall kann de Minister direkt reagéieren an eng Decisioun huelen.

Jee no Situatioun schafft de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend enk mat anere staatlechen Instanzen, wéi zum Beispill der ITM, der Inspection sanitaire, der Sécurité alimentaire an och dem Parquet zesummen.

Méiglech Suttien um Niveau vum Agreement sinn eng Reduktioun vun der Kapazitéit oder de Retrait vum Agreement.

Um Niveau vum Chèque-service accueil sinn eng Suspensioun, de Retrait an och e Remboursement als méiglech Konsequenze virgesinn.

D'Zil vun de Sanktiounen ass et virrangeg, de Gestionsnaire dozou ze beweegen, sech ze konforméieren, soudatt d'Kanner an deene beschtméigleche Konditiounen encadréiert ginn.

Subventions pour pompes à chaleur aérothermique | Question 7857 (31/03/2023) de M. Max Hahn | M. Claude Lamberty (DP)

Et ass eis zu Ouere komm, dass den Ëmweltministère bis ewell nach keng Subventioun am Kader vum Klimabonus-Programm fir d'Installatioun vun enger Loft-Wärmepompe accordéiert an ausbezuelt huet. De Grond heifir wier, dass et aktuell um Marché bal keng Wärmepompe gëtt, déi déi jeeweileg Kaméidigrenz-wäerter (≤ 5 kW: 48 dB(A); 5–12 kW: 51 dB(A); > 12 kW: 55 dB(A)) anhält.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dës Informatiounen bestätegen?
2. Falls net, wéi vill Demandé sinn an de leschten dräi Joer pro Joer erakomm? Wéi vill goufen der accordéiert? Wéi vill goufen der ausbezuelt?
3. No wéi enge Krittären sinn dës Grenzwäerter festgeluecht ginn?

Réponse (02/05/2023) de Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Mam groussherzogleche Reglement vum 7. Abrëll 2022 goufen eng éischte Kéier Kaméidigrenz-wäerter fir Loft-Wärmepumpen, déi subventionéiert ginn, agefouert, dëst, fir esouwuel d'Bewunner vum Gebai, zu deem d'Wärmepompe gehéiert, wéi och déi direkt Nopere beschtméiglech viru Kaméidi ze schützen. Et fënnt ee mëttlerweil um Marché eng ganz Rei vu Geräter, déi dës Grenzwäerter anhalen. Donieft léischt dat modifizéiert Reglement vum 7. Abrëll 2022 zwou zousätzlech Optiounen op:

(1) Fir Anlagen, déi dës Wäerter net vu sech aus anhalen, besteet d'Méiglechkeet, duerch d'Installatioun vum enger Schallhauf énnert déi gefuerdert Liimit ze kommen an esou eligibel fir de Subsid ze ginn.

(2) Alternativ zum Erfëlle vun de Limite fir maximal Schallleistungspegel kann een och an de Genuss vun engem Subsid kommen, wann ee kann nowiesen, datt 40 dB(A) op der Grenz zum Noper net iwwerschratt ginn. Mat Hëllef vum Schallrechner léisst sech

d'Kaméidibelaaschtung a Funktioun vum Emplacement vun der Anlag par rapport zum Nopeschterrain ausrechnen. De Schallrechner fir Lëtzebuerg ass um Internetsite www.schallrechner.lu disponibel.

Anlagen, déi fir den Noper eng Kaméidibelaaschtung sinn, ginn net geféiert.

ad 2. An deene leschten dräi Joer si souwuel Demandé fir Subsid fir Wärmepumpen, déi énnert d'Reglement vum 2017 wéi därer, déi énnert d'Reglement vum 2022 falen, erakomm. Déi follgend Tableaun illustrieren déi entspriechend Zuelen. Am Reglement vum 2017 sinn zirka 80 % vun den Demandé Loft/Waasser-Wärmepumpen. Fir den neie Regime ass et nach ze fréi, fir e Prozentsaz ze nennen. Well am neie Regime elo och Wärmepumpen a bestoende Gebaier geféiert ginn, wäert den Undeel vu Loft/Waasser-Wärmepumpen éischter méi héich leien.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. D'Kaméidigrenz-wäerter an déi aner Dispositiounen aus dem modifizéiert Reglement vum 7. Abrëll 2022 goufen esou ausgeluecht, datt esouwuel d'Bewunner vum Gebai, zu deem d'Wärmepompe gehéiert, wéi och déi direkt Nopere beschtméiglech viru Kaméidi geschützt ginn. Et gouf dobäi och séchergestallt, datt an alle Leeschtungsklassen Wärmepompe fir de Subsid eligibel sinn. Dës Dispositiounen goufen och an Zesummenaarbecht mat den Acteuren aus dem Secteur definéiert.

Travail à temps partiel | Question 7858 (31/03/2023) de Mme Carole Hartmann (DP)

Les travailleurs souhaitent un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Ils ont donc de plus en plus souvent recours à des contrats de travail à temps partiel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Messieurs les Ministres, combien de contrats de travail à temps partiel ont été conclus au cours des dix dernières années ? Concernant le secteur privé, Monsieur le Ministre du Travail pourrait-il articuler les contrats de travail à temps partiel également par secteur d'activité ?

2) Au cours des dix dernières années, quel a été le nombre d'heures de travail hebdomadaires des contrats de travail à temps partiel, également ventilé par secteur d'activité ?

3) Monsieur le Ministre du Travail estime-t-il que le cadre légal devrait permettre une plus grande flexibilité en matière de travail à temps partiel ? Afin de pouvoir réagir à des circonstances exceptionnelles ou à des interventions d'urgence, par exemple dans l'industrie ou l'artisanat, le droit du travail ne pourrait-il permettre de dépasser la limite des 40 heures hebdomadaires pour le travail à temps partiel ? Une telle adaptation ne serait-elle pas particulièrement judicieuse pour les contrats de 35 à 38 heures par semaine ?

Réponse (04/05/2023) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

(ad 1) et 2) Définition du travail à temps partiel retenu (secteur privé) : Une personne est considérée comme travaillant à temps partiel si le nombre d'heures de travail contractuel est inférieur ou égal à 90 % du nombre d'heures correspondant à un temps plein (en moyenne

173 heures/mois). Ce seuil de 90 % correspond à celui appliqué dans l'enquête communautaire sur la structure des salaires.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les tableaux qui suivent illustrent la situation et l'évolution des services à temps partiel au cours des 10 dernières années (fonction publique étatique).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En considérant les 4 secteurs majeurs de la fonction publique étatique, la situation se présente comme décrit ci-dessous.

– Administration générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Éducation

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Force publique

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Justice

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En ne considérant que les agents de l'État en service à temps partiel, la moyenne du nombre d'heures travaillées, ventilée par secteur d'activité, se présente tel qu'illustré par le tableau ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire souligne qu'à l'heure actuelle, les salariés peuvent déjà avoir recours à des contrats de travail à temps partiel. D'ailleurs, le projet de loi n° 8016 concernant la directive « Work Life Balance » donne une ouverture supplémentaire.

En ce qui concerne la flexibilité dans le monde du travail, il faut cependant veiller à garder un équilibre entre les besoins du salarié et ceux de l'entreprise. Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire juge d'ailleurs aussi que le choix de travailler 35 ou 38 heures par semaine est un choix bien réfléchi, et que ce choix individuel est à respecter.

Il y a lieu de souligner que, dans le cadre des négociations de contrats collectifs, il est possible de trouver une série de solutions adaptées aux différents secteurs et entreprises. Dans ce contexte, il est à souligner que la loi du 23 décembre 2016 concernant l'organisation du temps de travail et plus spécifiquement le plan d'organisation du travail (POT) accorde une certaine flexibilité. Entre autres, les articles L. 211-18, 211-19, 211-20 et 211-21 permettent une certaine flexibilité en ce qui concerne le temps du travail.

Mesures disciplinaires et protection contre le licenciement dans la fonction publique | Question 7859 (31/03/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

L'effectif de la fonction publique est composé de différents types d'agents. Environ un tiers des agents travaillent sous le statut d'employé de l'État. Moins de 10 % des effectifs sont des salariés de l'État et le reste des agents travaillent sous le statut du fonctionnaire de l'État. Les trois statuts d'emplois diffèrent sur de nombreux points. Ainsi, les mesures disciplinaires et la

protection contre le licenciement différent d'un statut à l'autre.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Le contrat de travail d'un employé de l'État peut être résilié à l'initiative de l'employeur au cours des dix premières années lorsque l'employé « ne répond pas aux attentes » ou pour des raisons dûment motivées. Les conditions de protection contre le licenciement ne s'améliorent qu'après dix ans de service. Qu'est-ce qui justifie cette condition de dix ans ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de réduire cette période ?

– Un agent qui manque à ses devoirs exposés dans le statut peut subir une sanction disciplinaire, et l'application éventuelle d'une sanction pénale. Comme décrit ci-dessus, le contrat de travail d'un employé de l'État dont l'ancienneté est inférieure à dix ans peut être résilié relativement facilement. Un employé de l'État ayant une ancienneté d'au moins dix ans est soumis à une procédure disciplinaire comparable à celle applicable aux fonctionnaires et passe généralement par quatre phases. La première phase est l'enquête préalable, suivie de l'instruction devant le commissaire du Gouvernement ou son adjoint, puis de la décision du conseil de discipline et se termine par l'application de la décision. Le Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire (CGID) est une autorité indépendante qui exerce ses pouvoirs d'instruction à charge et à décharge de l'agent poursuivi. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les employés de l'État devraient pouvoir disposer des mêmes modalités que les fonctionnaires de l'État en matière de régime disciplinaire ?

Réponse (10/05/2023) de **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

Les agents du secteur étatique peuvent être recrutés sous trois régimes différents (fonctionnaires, employés et salariés de l'État), qui comprennent, d'un côté, des règles identiques et similaires et, de l'autre côté, des règles différentes et spécifiques à chaque régime. En effet, il existe bien des différences juridiques entre les trois régimes tout au long de la vie professionnelle des agents, en commençant par les procédures de recrutement et en terminant avec les régimes de pension.

En ce qui concerne plus particulièrement le régime disciplinaire des employés de l'État, je voudrais informer l'honorable Député qu'en 2012, le Gouvernement de l'époque avait déposé plusieurs projets de loi relatifs aux réformes dans la fonction publique qui sont devenus les différentes lois du 25 mars 2015. Dans ce contexte, le projet de loi n° 6465 prévoyait notamment de ramener le délai au bout duquel le régime disciplinaire des fonctionnaires de l'État commence à s'appliquer aux employés de l'État de dix ans à trois ans.

En juillet 2014, à la suite de l'avis du Conseil d'État du 21 janvier 2014, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative de la Chambre des Députés avait amendé le projet de loi en question pour revenir au délai de dix ans, en le commentant comme suit : « L'amendement en question est destiné à rétablir tout d'abord la situation actuelle de l'employé au niveau de la résiliabilité de son contrat de travail. En effet, le projet initial avait envisagé d'aligner cette disposition sur la situation du fonctionnaire nommé après une période de stage de trois années, ceci en prévoyant la non-résiliabilité du contrat de l'employé trois années depuis l'entrée en vigueur du contrat à durée indéterminée au lieu de dix années. Or, dans le souci de maintenir une différence plus nette entre les deux statuts du fonctionnaire et de l'employé et dans la mesure où les dispositions actuelles n'ont pas donné

lieu à des contestations, il a été jugé opportun de conserver les critères fixés par l'article 7 de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État, tout en abolissant la condition d'âge de 35 ans jugée discriminatoire. »

Actuellement, il n'est pas prévu de modifier ce dispositif.

Ceci étant, l'accord salarial du 9 décembre 2022 stipule qu'un « groupe de travail sera institué au cours de l'année 2023 pour analyser le droit disciplinaire en vue d'y apporter d'éventuelles améliorations ». Les questions soulevées par l'honorable Député seront sans doute abordées dans ce contexte entre partenaires sociaux.

Enfin, et pour éviter d'éventuels malentendus quant à la qualité des décisions prises en la matière, je voudrais encore apporter les quelques explications ci-après.

L'autorité qui envisage de prendre une décision de résiliation du contrat de travail d'un employé de l'État doit appliquer la procédure administrative non contentieuse, dont le but est notamment de connaître la position de l'agent par rapport aux reproches formulés et de pouvoir prendre ainsi une décision motivée, objective et proportionnée. À noter aussi qu'une telle décision peut faire l'objet d'un recours en réformation auprès des juridictions administratives et que si ces dernières arrivent à la conclusion que la résiliation n'est pas justifiée, l'agent en question est réintégré comme si la résiliation n'avait pas eu lieu.

Situation du SAMU dans la région Wiltz | Question **7860** (31/03/2023) de **Mme Stéphanie Empain** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Le Plan national d'organisation des secours (PNOS) vise à garantir une arrivée des secours en moins de 15 minutes pour au moins 90 % des opérations de secours aux personnes, d'incendie et de sauvetage à l'horizon 2025. Selon le dernier rapport annuel, le Service d'aide médicale urgente (SAMU) a dû intervenir environ 8.000 fois en 2021. Ce service intervient lors de situations d'urgences médicales ou de détresse vitale nécessitant une prise en charge immédiate, ensemble avec les équipes des ambulances, et fonctionne 24h/24h depuis ses centres d'Esch-sur-Alzette, d'Ettelbruck, de Hesperange, du Findel et de Luxembourg.

Selon nos informations, parvenant de membres des services de secours régionaux, les contraintes liées à la topographie et à la voirie ne permettraient actuellement pas au SAMU d'Ettelbruck de garantir l'objectif d'une arrivée des secours en moins de 15 minutes pour la région de Wiltz. Pour pouvoir atteindre cet objectif, il serait nécessaire d'implanter une antenne du SAMU dans la région de Wiltz.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

- 1) Est-ce que l'option d'une mise en place d'une antenne du SAMU au sein de la région de Wiltz a déjà été analysée ?
- 2) Dans la négative, Madame la Ministre entend-elle insister auprès du CGDIS pour que cette option soit étudiée ?
- 3) Dans l'affirmative, les conclusions s'opposent-elles à la création d'une antenne du SAMU à Wiltz ou dans sa région ? Ces conclusions restent-elles encore valables pour l'année 2023 voire pour l'horizon 2025 ?

Réponse (02/05/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Je tiens tout d'abord à préciser que le délai fixé dans le Plan national d'organisation des secours (PNOS) pour intervenir en moins de 15 minutes dans 90 à 95 pour cent des cas n'est pas applicable aux moyens d'appui au secours d'urgence aux personnes, dont les antennes mobiles du Service d'aide médicale urgente (SAMU) (cf. PNOS p. 232). Le délai d'intervention est calculé pour les moyens de primo-intervention, à savoir les First Responder et ambulances (cf. PNOS p. 287).

Ensuite, je tiens à souligner que la couverture du pays en moyens SAMU a été nettement améliorée depuis la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) avec la mise en service de 2 bases SAMU supplémentaires (cf. PNOS p. 290 et 291). Ainsi, la mise en œuvre d'un hélicoptère de sauvetage avec un équipage dédié à partir de l'Aéroport de Luxembourg a permis une optimisation de la couverture, notamment dans le nord et l'est du pays. Je rappelle qu'en cas d'indisponibilité de l'hélicoptère en raison de mauvaises conditions météorologiques, l'équipage est régulièrement prépositionné au centre d'incendie et de secours de Wiltz.

Toute amélioration supplémentaire de l'efficacité de toute la chaîne de secours à personne, y inclus du SAMU, fait l'objet d'un projet dédié dans le cadre de la mise en œuvre du PNOS et concerne l'ensemble du pays.

Baisse du nombre de cancers détectés pendant la crise de la Covid-19 | Question **7861** (03/04/2023) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Während der Covidsituation war den normale Funktionierung vum eise Spideeler staark ageschränkt. Besonnesch während dem Lockdown gouf et dacks verpasst, d'Fréierkennung an d'Behandlung vu verschiddene Kriibserkrankungen ze assuréieren. Zu Lëtzebuerg geet d'Fondation Cancer esouguer dovun aus, datt duerch déi uewe beschriwwen Emstänn ronn 10 Prozent vun de Kriibserkrankungen net fréizäiteg erkannt goufe respektiv, datt dës net chirurgesch behandelt goufen. Fir de Patient bedeit dat, dass d'Heelungschancë fir déi jeeweileg Kriibserkrankung substanzieel ofhuelen.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Huet d'Regierung Zuelen an/oder Statistiken, wéi vill Kriibserkrankungen duerch d'Covidsituation an de Lockdown net fréizäiteg erkannt konnte ginn? Huet d'Regierung Zuelen a Statistiken, wéi vill fir déi jeeweileg Kriibserkrankung noutwenneg chirurgesch Agrëffer duerch d'Covidsituation an de Lockdown net konnten duerchgefouert ginn?
2. Huet d'Regierung an deem Kontext och Zuelen an/oder Statistiken, a wéi engem Mooss d'Heelungschancë fir Patienten, wou eng Kriibserkrankung net fréi genuch diagnostizéiert gouf respektiv wou e chirurgesch Agrëff net fréizäiteg duerchgefouert gouf, ofgehooll hunn?
3. Huet d'Regierung an deem Kontext och Zuelen an/oder Statistiken, wéi dacks déidlech Suiten duerch déi net duerchgefouert Fréierkennung respektiv duerch déi net duerchgefouert chirurgesch Agrëffer provoziert goufen?
4. Wou läit an den Ae vun der Regierung d'Responsabilitéit fir dës Emstänn, déi jo a ville Fäll fir de Patient déidlech Suiten haten? Misst d'Regierung net och hei betraffe Leit finanziell entschidedegen, well déi Situation jo eng direkt Konsequenz vun hire politeschen Decisioune war?

Réponse (27/04/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Regierung verweist op d'Äntwert vum 23. Mäerz 2023 op d'parlamentaresch Fro Nummer 7662 vum honorabelen Deputéierten Här Mars Di Bartolomeo, deen déi selwecht Thematik uschwätzt.

Et ass aktuell ze fréi, fir weider Analysen ze maachen, besonnesch wat d'medezinnesch Suite vum eventuelle Retarder sinn, well dës eng gewëssen Zäit brauche fir opzotrieden.

Wéi schonns an der éischter parlamentarescher Fro gesot, ass et den nationale Kriisregëster, deen dës Donnéeë suivéiert a wäert an Zukunft Statistiken iwwert d'eventuell Konsequenze vum der Covid-19-Pandemie publizéieren.

Organisation de l'examen du permis de conduire dans le nord du pays | Question 7862 (03/04/2023) de M. André Bauler (DP)

Zanter Joerzénge ginn d'Führerschäinsexamen an der Nordspëtz vum Land zu Wolz an an der direkter Émgéigend ofgehalen. Dat erspuert deene Jonken aus de Kantone Wolz a Clief wäit Weeër bis an d'Nordstad. Elo soll et awer an noer Zukunft sou sinn, datt dës Exame just nach am Kanton Dikrech sollen ofgehalen ginn.

Well d'Schülerinnen an d'Schüler beschtméiglech op hir praktesch Prüfung virbereet solle ginn, missen si da meeschtens am Raum Nordstad mat der Autoschoul trainéieren. Fir déi Jonk aus dem Éislek an dem Réidener Kanton bedeit dat awer een enormen Zäitopwand, well se dacks 40 bis 50 Kilometer fuere mussen, bis datt si zu Dikrech oder Ettelbréck ukomm sinn; kaum ze schwätze vum zousätzlechen Trafick deen doduerjer entsteet.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Stëmmt et, datt d'Exame fir de Führerschäin am Nordbezirk an Zukunft nëmmen nach an der Nordstad ofgehalen solle ginn?

– Wa jo, ass den Här Minister net bereet, fir dës Entscheedung am Sënn vum der Dezentraliséierung a vu manner Ressourcéverbrauch ze iwwerdenken?

– Ass et méiglech, fir zesumme mat der Stad Wolz nei Raimlechkeeten ze sichen, déi et erlaben, dës praktesch Exame weiderhin an der Ardennenhaaptstad ze organiséieren?

Réponse (19/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kader vum der Organisatioun vum de praktesch Führerschäinsexamen am Norde vum Land a speziell an der Stad Wolz.

Grondsätzlech ass an deem Kontext ze soen, datt e Führerschäin net regional beschränkt ass. Wann eng Persoun duerch e praktesch Exame kann nowiesen, datt si ka mat engem Auto am Stroosseverkéier deelhuele, esou dierf dës Persoun, wann si den Exame gepackt huet, op sämtlechen éffentleche Stroossen am In- an Ausland fuere. Deemo muss bei der Preparatioun op e praktesch Exame mat enger Fahrtschoul séchergestallt ginn, datt dës Persoun och tatsächlech an alle Situatiounen hiert Gefier an och de Code de la route beherrscht. Dës ass onofhängeg dovunner, ob eng Persoun ganz am Norden oder ganz am Süde vum Land fiert, a bedeit och net, datt eng Persoun bei all Fahrstonn spezifeschen Strecken an enger Regioun offuere soll, wou potenziell kéint den Examen ofgehalen ginn. Méi wichteg ass et, datt dës Persoun sämtlech Zorte vu Stroosse kenne léiert an dës optimal beherrscht a weess, wéi een sech ze verhalten huet.

Wat den Exame selwer ugeet, esou ass et och oft esou, datt d'Kandidaten nach virun dem Examen eng Fahrstonn hunn an deemno selwer a Begleedung vum Fahrlehrer bis op d'Plaz fuere, wou dësen ofgehalé gëtt, wat an deem Zesummenhang dann och kee verluerene Trajet duerstellt. Déi aner Regioun vum Land hunn zwee Examenssitten zur Verfügung (Sandweiler an Esch-Uelzecht), an do huet et sech erausgestallt, dass dat fir d'Kandidaten aus dem Süden, Osten, Westen an Zentrum kee Problem duerstellt, och wa Verschiedener wäit vum Examszentrum wunnen. An deem Zesummenhang sief dann och nach eng Kéier op d'Äntwerten op d'Question parlementaire élargie N° 182 verweisen, wou och analyséiert gouf, wéi gutt déi verschidde Sitte vum der SNCA am Land mat der neier Opdeelung ze erreeche sinn.

Wat de Site vum Fridhaff ubelaangt, esou ass dësen am Sënn vum enger nationaler Dezentraliséierung vum den Aktivitéit vum der SNCA gebaut ginn a regroupéiert dofir och all Servicer vum der SNCA op enger zentraler Plaz am Norden, wat dem gesamte Ressourcéverbrauch entgéintkëent. D'Führerschäinsexame fir den Norde ginn all um neie Site vum der SNCA um Fridhaff ofgehalen, esoubal dësen operationell ass. De Site Wolz souwéi déi vum Angelduerf an Dikrech ginn dann dono och zougemaach. Momentan hält d'SNCA an der Moyenne 16 Kategorie-B a BE-Exame pro Woch zu Wolz of. Dat ass net ëmmer genuch, fir een Examineur fir zwee Deeg voll ze beschäftegen. Organisatoresch ass et och méi komplizéiert, ee klengen Examszentrum optimal ze besetzen, wann d'Unzuel vum den Examen esou kleng ass wéi zu Wolz, an do déi ofgesoten Examensplagen net kënnen vum enger anerer Fahrtschoul benotzt ginn, well net genuch Kandidaten do sinn.

Deemo ass et am Moment zu Wolz och just méiglech, d'Exame fir den Autosführerschäin souwéi fir d'Autosremorque ze maachen. Sämtlech aner Führerschäiner kënnen am Moment guer net zu Wolz ugebuede ginn, well d'Infrastruktur och net adäquat ass, wat beispillsweis den Übungsterrain ubelaangt. Um Fridhaff wäerte sämtlech Examenskategorië kënnen ugebuede ginn.

Zousätzlech dozou ass nach ze vermierken, dass d'Examen, déi hiren Depart zu Wolz huelen, oft net alles ofdecke kënnen, wat am Artikel 4 vum Règlement grand-ducal du 17 mai 2004 sur les matières des examens en vue de l'obtention d'un permis de conduire recommandéiert ass. D'Aptitude vum Kandidat, fir op der Autobunn ze fuere, kann zum Beispill zu Wolz net iwwerpréift ginn, well do keng Autobunn ass. Wann d'Examen elo fir den Norden all um Fridhaff gefuer ginn, kann am Norden och alles, wat am Règlement grand-ducal recommandéiert ass, iwwerpréift ginn an esou och séchergestallt ginn, datt d'Examen eenheetlech fir sämtlech Regiounen aus dem Land ofgehalen kënnen ginn.

Aus den uewe beschriwwene Grënn ass et net geplangt, weiderhin Depart vu praktesch Examen zu Wolz ze hunn, mee dës op engem Site am Norde vum Land ze regroupéieren. Am konkrete Fall um zukünfte Site Fridhaff vum der SNCA.

Montants de pension versés pour le mois d'avril 2023 | Question 7863 (03/04/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Selon des témoignages de personnes concernées, les montants de pension versés par la CNAP pour le mois d'avril 2023 seraient largement inférieurs aux montants versés pour le mois de mars 2023.

Même si l'expiration du crédit d'impôt énergie peut expliquer une légère baisse des pensions les plus basses

du fait que ce crédit d'impôt avait surcompensé la perte de pouvoir d'achat due au report de la tranche indiciaire de 2022, la baisse des montants qui m'a été communiquée dépasse largement cette envergure.

De plus, des personnes retraitées témoignent d'augmentations des montants cotisés pour l'assurance maladie et l'assurance dépendance qui dépasseraient largement les taux de cotisation fixés par la loi, à savoir 2,8 % pour l'assurance maladie et 1,4 % pour l'assurance dépendance.

En espérant qu'il doit sûrement s'agir d'une erreur de calcul de la part de la CNAP je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'une erreur de calcul s'est effectivement produite lors de la détermination des montants de pension pour le mois d'avril 2023 ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment cette erreur de calcul a pu se produire et combien de personnes en sont concernées ?

3) Dans la négative à la première question, comment s'explique la baisse sensible des montants notamment pour les personnes bénéficiaires de pensions basses ?

4) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'assurer que toutes les personnes concernées auront droit à un recalcul et un remboursement des montants retenus de trop ?

Réponse (17/04/2023) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Contrairement à ce qui est avancé par l'honorable Députée dans sa question parlementaire, les calculs des pensions du mois d'avril 2023 effectués par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) sont corrects. Aucune erreur de calcul n'a été détectée lors de la détermination des montants de pension pour le mois d'avril 2023.

Les « différences » au niveau des montants dus s'expliquent par plusieurs facteurs, y compris par les situations personnelles qui sont à la base des calculs.

En effet, plusieurs facteurs peuvent avoir influencé les pensions du mois d'avril 2023, notamment :

– l'application de l'article 230 du Code de la sécurité sociale qui prévoit un recalcul avec effet au 1^{er} avril de la pension de vieillesse anticipée, de la pension d'invalidité ou de la pension de survie en cas de concours avec un revenu professionnel ou un revenu de remplacement ;

– l'application de la nouvelle cote indiciaire de 921,40 points ;

– la fin du crédit d'impôt énergie (CIE), remplacé par le crédit d'impôt conjoncture (CIC) qui sera applicable rétroactivement au 1^{er} janvier 2023 ;

– un changement de situation personnelle ayant un impact sur la classe d'imposition.

Concernant le CIE, cette mesure était dès le départ limitée dans le temps et son échéance était donc connue depuis sa mise en application. La fin de cette mesure – qui sera remplacée par le « crédit d'impôt conjoncture » avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2023 – peut en effet expliquer une différence au niveau des montants des pensions les plus basses tel qu'expliqué dans le communiqué du Ministère de la Sécurité sociale du 29 mars 2023 : https://mss.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniqués%2B2023%2B03-mars%2B29-adaptations-pensions-avril.html.

D'autres adaptations des montants nets versés peuvent également résulter de variations du taux d'imposition,

notamment dues à un changement de la classe d'imposition, ou d'un autre élément (p. ex. crédit d'impôt) signalé à la CNAP par l'Administration des contributions directes.

Quant aux taux de cotisations légales appliqués sur les pensions, il y a lieu de préciser que pour les bénéficiaires d'une pension personnelle et d'une pension de survie auprès de la CNAP, le total des cotisations sociales – et d'ailleurs des impôts – dû pour les deux pensions est mis en compte intégralement sur une seule pension, en principe la pension personnelle. Il y a donc lieu de comparer le montant des cotisations dues à l'intégralité du montant combiné des pensions et non d'une seule pension.

En conclusion, les dispositions légales, plus précisément en ce qui concerne les taux des cotisations sociales, ont été correctement appliquées par la CNAP.

Financement du terrorisme au Luxembourg | Question **7864** (04/04/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Wéi RTL den 3. Abrëll gemellt huet, gouf et „rezent“ am Süde vum Land Perquisitioune wéinst Finanzéiere vum Terrorismus. An engem Communiqué huet de Parquet matgedeelt, datt d'Sektoune „antiterrorisme“ vun der Police judiciaire Perquisitioune bei 4 Leit doheem gemaach hätt. Dës gi verdächtigt, enger terroristescher Beweegung unzugehéieren, Fongen zoukomme gelooss ze hunn. D'Enquête leeft nach. Zweek Leit wieren an Untersuchungshaft gesat ginn. Eng drëtt Persoun steet ënner Contrôle judiciaire. Déi dräi Verdächtigt sinn inculpéiert wéinst Finanzement vum Terrorismus.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister stellen:

1. Wéi schätzt den Här Premier- a Staatsminister déi uewe genannten Enquête mat Perquisitioun am Süde vum Land sécherheetspolitesch an?

2. Kann den Här Premier- a Staatsminister eis soen, ob et sech hei ëm Eenzelfäll handelt, oder ass de Problem vum Finanzement vum Terrorismus ee Phänomeen, deem am Moment un Envergure gewénnt?

3. Kann den Här Premier- a Staatsminister eis doriwier eraus iwwer déi allgemeng terroristesch Bedroung hei am Land informéieren? Ass dës Gefor a leschter Zäit éischter méi grouss oder méi kleng ginn? Wat gedenkt d'Regierung, heigéint politesch ze ënnerhuelen?

Réponse (04/05/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

D'Justizautoritéit confirméieren de Communiqué de presse, deem no de Perquisitioun am Süde vum Land wéinst Finanzéiere vum Terrorismus gemaach ginn ass. Wéi am Communiqué vum Parquet scho matgedeelt gouf, leeft aktuell eng Enquête wéinst Finanzement vum Terrorismus. Zum jëtzege Zäitpunkt kann een awer net dovun ausgoen, dass et sech heibäi ëm ee Phänomeen handelt, deem un Envergure gewénnt.

D'Lag vun der Bedroung am Beräich Terrorismus a gewaltbereeten Extremismus gëtt vum Koordinéierungsgrupp fir d'Lutte géint den Terrorismus reegelméisseg analyséiert, dëst opgrond vun der Evaluatioun vun der Geforelag duerch den SRE, zesumme mat de verschiddenen zoustännegen nationalen Acteuren. Lëtzebuerg ass momentan mat engem Niveau de menace 2 konfrontéiert, wat bedeit, datt een et, mat

Bléck op d'Sécherheetssituatioun am internationale Kontext, mat enger reeller mee abstrakter Menace ze dinn hunn, an deem Sënn, datt eis Sécherheetsservicer keng Informatiounen iwwer eng konkret Menace fir eng Cible op eisem Territoire hunn. Déi zoustänneg Autoritéit wäerten d'Evolutioun vun der Situatioun kontinuierlech suivéieren an analyséieren.

« Mammerent » | Question **7865** (04/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Mengen Informatiounen no wier de Montant, deem am Kader vun der Mammerent vum Fonds national de solidarité (FNS) ausbezuelt gëtt, dës Mount e gutt Stéck manner héich ewéi de Mount virdrun.

An deem Kontext wéilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

– Aus wéi engem Grond ass de Betrag vun der Mammerent dës Mount méi niddereg?

– Huet dëst eppes mam Auslafe vum Steierkredit ze dinn?

– Wa jo, wier et net noutwendeg, d'Leit doriwier ze informéieren?

Réponse (04/05/2023) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Wéi den Här Deputéierten et richteg indiquéiert huet, ass de Betrag vun der Mammerent wéinst dem Auslafe vum Crédit impôt énergie (CIE) méi niddereg fir de Mount Abrëll 2023 wéi fir de Mount Mäerz 2023. Et ass awer ze bemierken, datt d'Mammerent wéinst engem anere Facteur kann änneren (Changeement vum Taux d'impôt), mee am Prinzip ass déi Reduktioun vun der Mammerent am Abrëll op d'Ofschaffung vum CIE zréckzeféieren.

De Fonds national de solidarité (FNS) huet och säin Internetsite diesbezüglech aktualiséiert, fir de Leit déi néideg Informatiounen zougänglech ze maachen.

Chargés de cours dans l'enseignement fondamental | Question **7866** (04/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi een an engem Artikel vum „Tageblatt“ vum 30. Mäerz 2023 („Unmoralisch bis illegal“) noliese konnt, gëtt et hei am Land Chargé-de-coursen, déi scho säit zwanzeg Joer am Lëtzebuurger Schoulsystem aktiv sinn, ouni jeemools e CDI ënnerschriwwen ze hunn. Dat verstéisst zwar a priori net géint de Code du travail, wou et am Art. L. 122-5 Paragraph 3 heescht:

« Par dérogation aux dispositions du présent article, peuvent être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée totale dépassant vingt-quatre mois, sans être considérés comme contrats de travail à durée indéterminée, les contrats de travail à durée déterminée conclus [...] entre l'État ou la commune, d'une part, et le chargé de direction d'une classe de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire, le chargé d'éducation des lycées, l'agent socio-éducatif d'une administration ou service dépendant du département de l'éducation nationale, le chargé de cours du service de la formation des adultes, le chargé de cours du service de la formation professionnelle et le chargé de cours du Centre de langues Luxembourg, le chargé de cours des instituts et services de l'Éducation différenciée et le chargé de cours du Centre de logopédie d'autre part [...] »

D'Verfassungsgeriicht huet awer an engem Urteel vun 2006 festgehalen, dass dës Passage aus dem Code du

travail géint d'Lëtzebuurger Verfassung verstéisst mam Argument, datt laut Verfassung all d'Lëtzebuurger virum Gesetz gläich sinn (Art. 11). De Ministère huet sech allerdéngs bis elo ni un dëst Urteel vum Verfassungsgeriicht gehalen, ënner dem Virwand, datt d'Urteeler vun dëser héijer Kierperschaft bis zum Gesetz vum 15. Mee 2020 iwwer d'Reform vum Verfassungsartikel 95 net bindend waren.

An deem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. An der neier Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft triede wäert, steet am Artikel 112 (8): « Les dispositions des lois déclarées non conformes à la Constitution par un arrêt de la Cour constitutionnelle cessent d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication de cet arrêt dans les formes prévues pour la loi, à moins que la Cour constitutionnelle n'ait ordonné un autre délai. » Wäert d'Regierung am Hibleck op dës Passus an der neier Verfassung d'Urteel vum Verfassungsgeriicht aus dem Joer 2006 an deem Sënn respektéieren, datt all Chargé de cours vum 1. Juli un no enger bestëmmter, kloer festgesater Frist e CDI kritt? Wann nee, mat wéi engem Argumenter wäert d'Regierung déi jëtzege Praxis am Zesammenhang mat den Aarbechtskontrakten vun de Chargé-de-coursé fortsetzen?

2. Am selwechten Artikel vum „Tageblatt“ heescht et: „Schlimmer sei jedoch, dass auch Personen ohne Arbeitsvertrag vor eine Schulklasse gestellt werden. [...] In den Internationalen Schulen kommt es regelmäßig vor, dass viele Lehrkräfte über mehrere Monate nicht krankensichert seien und kein Gehalt erhalten, weil die Arbeitspapiere nicht fertig sind.“ Kann den Här Minister dës Ausso confirméieren? Wa jo, leien dem Här Minister Zuele vir, wéi vill Chargé-de-coursen am Ablack ouni Aarbechtskontrakt hei am Land Schoul halen?

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richteg, datt déi nei Verfassung an hirem Artikel 112 (8) virgesäit, datt déi legal Dispositiounen, déi duerch en Urteel vun der Cour constitutionnelle eng Verfassungswiddregkeet presentéieren, den Dag no der Publikatioun keng juristesche Effekter méi virweisen. Den Artikel L. 122-5 Paragraph 3 Punkt 4 vum Code du travail, agefouert vun der Loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, baséiert um Artikel 17 vun der Loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

D'Verfassungsgeriicht huet an engem Urteel vum 20. Oktober 2006 festgehalen, datt den Artikel 17 vun der Loi modifiée du 5 juillet 1991 portant dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail géint den Artikel 10bis vun der Verfassung verstéisst. An der Suite koum et zu enger Rektifikatioun vum Artikel L. 122-5 Paragraph 3 Punkt 4, duerch en neit Gesetz vum 22. Dezember 2006; also postérieurement zum Urteel vum Verfassungsgeriicht.

En l'état actuel betrëfft d'Urteel vun Oktober 2006 de fréieren Artikel 17. En Urteel, dat d'Verfassungskonformitéit respektiv d'Verfassungswiddregkeet vum neie Contenu vum Artikel L. 122-5 constatéiert, sou wéi en zanter Dezember 2006 en vigueur ass, gëtt et also net.

D'Verfassungskonformitéit kann nëmme vum Verfassungsgeriicht festgestallt ginn. Et steet der Regierung net zou, sech engem Geriicht ze substituieren. Den aktuellen Artikel L. 122-5 ass e legal gestëmten Artikel, dee ganz regulär déi legislativ Prozedur duerchlaf huet an als solche muss vun der Regierung applizéiert ginn.

ad 2. Et ass falsch ze behaupten, datt verschidden Enseignanten unni Aarbechtsvertrag Schoul halen. All Chargé de cours huet en Aarbechtsvertrag. Ouni sou e Vertrag dierf keen Agent beim Staat ufänken ze schaffen. Allerdéngs kann eréischt eng Pai vum Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ausbezuelt ginn, wann d'Dossiere komplett sinn; also net nëmmen de Vertrag ënnerschriwwen ass, mee och all déi administrativ Pabeieren un déi zoustänneg Administratioun transferéiert goufen. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend huet do net ëmmer Afloss op den zäitlechen Oflaf, dést hänkt och dacks vun externe Facteurs of (Reaktivitéit vun den Agenten, déi néideg Dokumenter ofzeginn).

Logiciels espions au Luxembourg | Question 7867 (05/04/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

DG Justice and Consumers vun der Europäescher Kommissioun huet ee Bréif un d'Memberlänner geschéckt zum Thema „use of spyware in or by Member States“. An dësem Kontext goufe Saache gefrot wéi:

„1. For what purpose is the use of spyware permitted under national law:

- criminal law enforcement?
- national security?
- any other purpose (please specify)?

2. Please list all authorities which are permitted by national law to use or authorise the use of spyware.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

– Kann d'Ministesch mir d'Antworten, déi Lëtzebuerg der EU-Kommissioun am Kader vun dësem Bréif zoukomme gelooss huet, ginn?

Réponse (02/05/2023) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

D'Regierung huet der Europäescher Kommissioun folgend Äntwerten op hire Questionnaire ginn:

« 1. For what purpose is the use of spyware permitted under national law:

- criminal law enforcement?

L'article 88-1 du Code de procédure pénale accorde le pouvoir au juge d'instruction d'ordonner, dans des circonstances exceptionnelles, pour des infractions graves et sous un contrôle très strict, l'utilisation de moyens techniques,

- 1° de surveillance et du contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale ;
- 2° de la sonorisation et de la fixation d'images de certains lieux ou véhicules ;
- 3° de la captation de données informatiques.

Les mesures prévues à l'endroit de l'article 88-1 du Code de procédure pénale ne peuvent être ordonnées par le juge d'instruction uniquement et exclusivement dans le cadre de faits d'une gravité particulière emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement, et à l'encontre de personnes poursuivies pour des actes de terrorisme et de financement de terrorisme ainsi que pour des crimes et délits contre la sûreté de l'État.

- national security?

Oui – veuillez vous référer à la réponse à la question 3.

- any other purpose (please specify)?

/

2. Please list all authorities which are permitted by national law to use or authorise the use of spyware.

a) La police grand-ducale après ordonnance du juge d'instruction conformément à l'article 88-1 du Code de procédure pénale.

b) Le Service de renseignement de l'État en vertu de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État²¹.

3. If your reply to question 1 b) is affirmative, please specify:

- the definition of national security or the criteria used to define the scope of national security;
- the relevant legislation that governs the processing of data for national security purposes;
- which bodies supervise the use of spyware by public authorities (e. g. internal oversight within national security authorities; external oversight by administrative bodies, independent authorities, courts or the national parliament, etc.).

La loi précitée du 5 juillet 2016 définit clairement la mission du Service de renseignement de l'État (SRE) et délimite également de manière précise le contexte dans lequel celle-ci pourra s'exercer : la présence d'une menace ou d'un risque de menace pour la sécurité nationale, à savoir une activité susceptible de mettre en cause l'indépendance et la souveraineté de l'État, la sécurité et le fonctionnement des institutions, les droits fondamentaux et les libertés publiques, la sécurité des personnes et des biens, le potentiel scientifique et technique ou les intérêts économiques du Grand-Duché de Luxembourg. Le champ d'application de cette mission s'étend aussi à la sécurité des États étrangers ou des organisations internationales et supranationales avec lesquelles le Luxembourg a signé des accords.

La loi précise la nature des menaces potentielles pour la sécurité nationale :

- espionnage et ingérence ;
- extrémisme à propension violente ;
- terrorisme ;
- prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et des technologies afférentes ;
- crime organisé et cybermenace dans la mesure où ils se trouvent liés à l'une des menaces précédentes.

Il importe de souligner que la loi précitée exclut explicitement de la mission du SRE toute surveillance politique interne.

Par ailleurs, pour garantir une sécurité juridique aussi bien aux citoyens qu'aux professionnels du renseignement, le SRE est soumis à un contrôle à quatre niveaux, dont trois se situent en amont (niveau politique, niveau administratif et autorités judiciaires) et un a posteriori (au niveau parlementaire).

4. What are the conditions for the use of spyware under question 1 a), 1 b) and 1 c)? Please explain the type of safeguards that exist under national law (e. g. whether there is a limit on what data can be accessed, on the duration of the measure, on the personal scope, etc.).

ad 1. a)

L'article 88-2 du Code de procédure pénale vise à délimiter le cadre dans lequel le juge d'instruction peut ordonner une des mesures prévues par l'article 88-1 précité.

Les mesures prévues à l'endroit de l'article 88-1 du Code de procédure pénale ne peuvent être ordonnées par le juge d'instruction uniquement et exclusivement dans le cadre de faits d'une gravité particulière emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans

d'emprisonnement, et, s'agissant de la sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules visés à l'article 88-1, paragraphe 2, et de la captation de données informatiques, à l'encontre de personnes poursuivies pour des actes de terrorisme et de financement de terrorisme ainsi que pour des crimes et délits contre la sûreté de l'État.

En ce qui concerne la sonorisation et de la fixation d'images des lieux et véhicules visés à l'article 88-1, paragraphe 2, précité, et de la captation de données informatiques, en tout ou en partie, il doit s'agir d'un ou de plusieurs des faits énumérés ci-après :

« a) crimes et délits contre la sûreté de l'État au sens des articles 101 à 123 du Code pénal ;

b) actes de terrorisme et de financement de terrorisme au sens des articles 135-1 à 135-6, 135-9 et 135-11 à 135-16 du Code pénal ;

2° que des faits déterminés rendent la personne à surveiller suspecte, soit d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé, soit de recevoir ou de transmettre des informations destinées à l'inculpé ou au suspect ou qui proviennent de lui ;

3° que les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce. »

L'article poursuit que « (3) La décision du juge d'instruction est écrite et contient, sous peine de nullité, les mentions suivantes :

1° la motivation spéciale d'après les éléments de l'espèce et par référence aux conditions indiquées au paragraphe 2 ;

2° le nom ou, s'il n'est pas connu, une description aussi précise que possible de la ou des personnes visées par les mesures ordonnées ;

3° la manière dont les mesures seront exécutées ;

4° la période durant laquelle les mesures pourront être exécutées au regard des dispositions du paragraphe 4 ;

5° le nom et la qualité de l'officier de police judiciaire qui procède à l'exécution de l'enquête. »

L'article 88-2, paragraphe 4, délimite le champ d'application temporel desdites mesures en imposant qu'elles doivent être levées dès qu'elles ne sont plus nécessaires. Elles cessent de plein droit un mois à compter de la date de l'ordonnance. Elles peuvent toutefois être prorogées chaque fois pour un mois, sans que la durée totale puisse dépasser un an, par ordonnance motivée du juge d'instruction, approuvée par le président de la chambre du conseil de la Cour d'appel qui statue dans les deux jours de la réception de l'ordonnance, le procureur général d'État entendu en ses conclusions.

La mesure ne peut, à peine de nullité, être ordonnée à l'égard d'un inculpé après son premier interrogatoire par le juge d'instruction et celle ordonnée antérieurement cesse ses effets de plein droit à cette date (article 88-2, paragraphe 5).

L'article 88-2, paragraphe 6, interdit, sous peine de nullité, d'ordonner les mesures précitées à l'égard d'une personne liée par le secret professionnel au sens de l'article 458 du Code pénal, à moins qu'elle ne soit elle-même suspecte d'avoir commis l'infraction ou d'y avoir participé.

Conformément à l'article 88-2, paragraphe 6, alinéa 3, « la mise en place du dispositif technique mentionné aux paragraphes 2 et 3 de l'article 88-1 ne peut, à peine de nullité, être réalisée dans les locaux utilisés à des fins professionnelles, le domicile ou ses dépendances au sens des articles 479, 480 et 481 du Code pénal ou le véhicule d'un avocat, d'un médecin, d'un journaliste professionnel ou d'un éditeur, ces deux derniers

²¹ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2016/07/05/n8/jo>

termes compris au sens défini par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, ou concerner les systèmes automatisés de traitement de données se trouvant dans ces lieux ».

L'article 88-4 précise encore que « les enregistrements des télécommunications, conversation, images ou données informatiques et les correspondances postales interceptées sont détruits, à la diligence du procureur d'État ou du procureur général d'État, à l'expiration du délai de prescription de l'action publique. En cas de décision d'acquiescement, ils sont détruits immédiatement après que la décision est coulée en force de chose jugée. En cas de condamnation, ils ne sont pas détruits. »

ad 1. b)

La mise en œuvre des moyens et mesures de recherche prévus aux articles 7(1), 7(2) et 8 (1)c de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État est soumise à des conditions strictes et à des critères précis. La mise en œuvre doit être conforme à trois principes essentiels, qui sont la légitimité, la proportionnalité et la subsidiarité. Cette démarche vise à allier professionnalisme dans la prévention de menace à un haut niveau de protection de l'individu et de sa sphère privée.

Les mesures doivent ainsi viser des personnes physiques ou morales, identifiées ou identifiables.

La surveillance et le contrôle des télécommunications (article 7(1) de la Loi SRE) est limitée à un délai de 3 mois à compter du jour où elle a été ordonnée par le Comité ministériel, après assentiment de la commission spéciale de magistrats, sur demande écrite du directeur du SRE. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions de forme et de fond.

La mesure cesse également en cas de transmission du dossier au procureur d'État compétent dans les limites des faits communiqués.

La mesure de repérage des données relatives au trafic, y compris l'identification des correspondants, et de toutes les formes de communication, ou à la localisation de l'origine ou de la destination de ces communications (article 7(2) de la Loi SRE) est limitée à une période maximale de 6 mois précédant ou suivant la date à laquelle elle a été ordonnée par le Comité ministériel, après assentiment de la commission spéciale de magistrats, sur demande écrite du directeur du SRE.

Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions de forme et de fond.

La mesure d'interception à la source visée à l'article 8(1)c de la Loi SRE obéit aux mêmes principes précités, et est soumise aux conditions cumulatives suivantes :

– Les moyens et mesures de recherche dont dispose le SRE en vertu des articles 5, 6 et 7 s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spécifiques de l'espèce.

– Il s'agit d'un ou plusieurs faits qui revêtent un degré de gravité caractérisé.

– Les faits ont trait soit à des activités d'espionnage, soit à des activités de prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et de technologies y afférentes, soit à des activités de terrorisme.

La mesure permet d'accéder au(x) système(s) informatique(s) susceptible(s) d'être utilisé(s) par une personne ou plusieurs personnes visées par les moyens et mesures de recherche, afin de

– rechercher de manière ciblée des renseignements nécessaires à l'exécution d'une des missions définies au premier alinéa ou de

– surveiller et contrôler des communications dont l'interception technique n'est pas possible moyennant les

réseaux normaux de télécommunication et à ce titre y installer un dispositif technique ou informatique non permanent d'une durée n'excédant pas le délai de trois mois.

Les moyens et mesures de recherche susvisés sont ordonnés par le Comité ministériel sur demande écrite du directeur du SRE et après l'assentiment de la commission spéciale selon la procédure inscrite à l'article 7.

5. Please specify if the use of spyware for purposes under question 1 a), 1 b) and 1 c) requires prior authorisation by a court or an independent administrative authority. If yes, please explain:

a. the circumstances where prior authorisation is required and any criteria allowing the authorisation to be issued;

b. which court or independent administrative authority provides the authorisation;

c. whether the court or the independent administrative authority has access to all information relating to the request for prior authorisation.

ad 1. a)

Veuillez vous référer aux réponses aux questions 1. a) et 4.

ad 1. b)

Les moyens et mesures de recherche prévus aux articles 7-8 de la loi précitée du 5 juillet 2016 sont ordonnés par le Comité ministériel du renseignement, composé de membres du Gouvernement, sur demande écrite du directeur du SRE et après l'assentiment d'une commission spéciale composée de magistrats, à savoir le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative et le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

6. Are there any transparency requirements with respect to the use of spyware (e. g. reporting obligations to Parliament or oversight bodies on the use of spyware, public reporting on statistics, etc.)? Please specify the transparency requirements under question 1 a), 1 b) and 1 c).

La mesure de la captation de données informatiques ne peut être ordonnée uniquement dans l'exercice des missions de protection de la sécurité nationale et de la sûreté de l'État et dans le cadre d'un dispositif de contrôle strictement réglementé.

Il importe également de rappeler que la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale s'applique également à la Police grand-ducale.

Les activités du Service de renseignement de l'État sont soumises au contrôle d'une commission de contrôle parlementaire. La commission de contrôle parlementaire est informée d'office tous les six mois des mesures de surveillance et de contrôle des communications ordonnées par le comité ministériel du renseignement, à la demande du SRE.

7. Please specify:

a. whether there is any requirement to notify the concerned individual(s), once there is no longer a risk to national security;

b. what remedies are available to an individual who was subject to surveillance by means of spyware (e. g. judicial redress, administrative redress such as lodging a complaint to ombudspersons or oversight bodies);

c. whether the administrative or judicial remedy examines the lawfulness of such a measure including

whether the purposes specified in question 1 were invoked legitimately.

Conformément à l'article 88-4, paragraphe 6, du Code de procédure pénale, « [l]a personne surveillée par un moyen technique au sens de l'article 88-1, paragraphe 1^{er}, [...] sont, pour autant qu'ils n'ont pas la qualité d'inculpé ou de partie civile, informés par le juge d'instruction de la mesure ordonnée ainsi que de leur droit de former un recours en nullité sur base et dans les conditions de l'article 126 au moment de la dernière inculpation intervenue dans l'instruction préparatoire en question ou, lorsque l'instruction préparatoire est clôturée par le juge d'instruction sans inculpation, au moment de cette clôture. »

Puis, le paragraphe 7 de l'article 88-4 du Code de procédure pénale permet au procureur d'État de « former appel dans tous les cas des ordonnances du juge d'instruction conformément à l'article 133 ».

Concernant le SRE, l'autorité de contrôle instituée par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données est compétente pour contrôler et vérifier le respect par le SRE des dispositions légales, en vertu de l'article 39 de la loi du 1^{er} août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale.

L'article 13 de la loi précitée règle le droit d'accès par la personne concernée. Ainsi cette personne a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées. Selon l'article 14, le responsable du traitement peut néanmoins limiter, entièrement ou partiellement, le droit d'accès de la personne concernée, notamment afin de protéger la sécurité nationale. En outre, la personne concernée a le droit de demander la rectification ou l'effacement des données à caractère personnel relatives à elle, ainsi que la limitation du traitement de ces données (art. 15) en cas d'inexactitude de données, ou de violations de dispositions légales inhérentes à la protection des données personnelles, ou de respect d'une obligation légale pour le responsable de traitement.

En vertu de l'article 16, les droits de la personne concernée peuvent être exercés par l'intermédiaire de l'autorité de contrôle compétente, à savoir la Commission de nationale pour la protection des données (CNPd). »

.....

Application « E-Bichelchen » | Question 7868
(05/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi een am Reporter.lu-Artikel „Family business im Bildungsministerium“ konnt liesen, gouf et nawell eng Rei Ongereimtheete bei der Entwécklung vun der E-Bichelchen-App. Esou steet de Verdacht vu Vetterwirtschaft am Raum.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Am Artikel gëtt den Entwéckler vun der App, de Loris Wilwert, un, dass d'„Konzeptausarbeitung der Web-App bereits im Vorfeld von einer anderen Firma durchgeführt [wurde]“.

Wéi eng aner Firma war dëst? Krut déi 2. Firma, déi eng Offer eraginn hat, och Zougang zu dësen Informatiounen?

2. Wéi ee Service hat d'initial Konzeptausarbeitung an Optrag ginn?

3. Wéi vill Geld ass un dës éischt Firma bezuelt gi fir hir Aarbecht?

4. Och am Artikel ze lesen ass:

„Da die Abteilung von der Existenz von Apporix wusste, habe man anschließend Loris Wilwert gebeten, ein Angebot einzureichen, so das Ministerium gegenüber Reporter.lu.“

Ass et üblech, dass den Educationministère Firme freet, fir Offeren anzerechen? Wa jo, a wat fir Kontexter gëtt d'ëst gemaach an unhand vu wéi enge Kritäre gëtt entscheet, u wéi eng Firmen een eruntrëtt an u wéi eng net?

5. Wéini gouf d'Konzept fir d'E-Bichelchen initial opgestallt an duerch wien?

6. Ass den Terrain (Lycées- oder Grondschouldirektionen) bei der Ausschaffung vum Konzept mat abezu ginn? Wa jo, a wéi enger Form a wéi oft?

7. Weider ass am Artikel vu Reporter.lu ze lesen:

„Auf Vorschlag der Abteilung für Berufsausbildung des Ministeriums wurde Apporix für die Erstellung einer Web-Applikation ausgesucht.“

Wéi koum den Educationministère dozou, d'Firma Apporix eng éischte Kéier ze engagieren?

8. Wéi héich war den Ënnerscheid tëscht der Offer vun Apporix an der 2. Firma, déi net zréckbehale ginn ass?

9. Wéi a wéini ass den Educationministère déi éischte Kéier op Apporix oder op d'Persoun vun hirem Gerant opmierksam ginn?

10. Wéi vill huet d'Entwécklung vum E-Bichelchen am Endeffekt kascht?

11. Wéi vill huet d'Prozedur vum Insourcing, bei där de Gerant vun Apporix während 6 Méint als externe Mataarbechter beim CGIE agestallt gouf, de Staat kascht?

12. Weess de Minister mëttlerweil, firwat de CGIE-Direkter säi Cabinet net iwwert d'Verbinding tëscht sengem Stellvertrieder an der Firma Apporix opgekläert huet? Wat fir Konsequenzen ergi sech heiraus?

13. Huet de Minister, nodeems en iwwert d'Prozedur beim E-Bichelchen informéiert ginn ass, Abléck an aner Opträg, déi de CGIE geréiert, gefrot? Wa jo, wéi eng?

14. Ënnerhält de Ministère aktuell nach Geschäfts-an/oder Aarbechtsbeziéunge mam Gerant vun Apporix oder der Firma?

15. Hat en aner Servicer vum Ministère Kontakt mam Gerant vun Apporix? Wa jo, a wéi engem Kontext?

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Eng Rei vu Froe vum honorabelen Deputéierte betreffen d'Applikatioun eduCarnet. Am Joer 2019 huet de Service de la formation professionnelle (SFP) zesumme mat de Beruffskummeren decidéiert, e Cahier des charges auszuschaffen, fir de Carnet d'apprentissage ze digitaliséieren. D'Firma WILDmotion huet d'Konzept ausgeschafft, d'ëst am Optrag vum SFP fir e Budget vun 10.296 € TTC. Der Firma WILDmotion war et aus verschiddene firmeninterne Grënn awer net méiglech, d'ëse Projet weiderzeentwéckelen. De CGIE huet dorophi missen innerhalb vu kuerzer Zäit en Developpeur fannen, deen esouwuel zäitlech disponibel wier, wéi och de budgetäre Kader kéint anhalen. Fir d'Entwécklung vun dem eduCarnet waren an der Gestiou vum Projet ronn 50.000 € virgesinn. De CGIE ass op eng Rei vu kommerziellen Acteuren zougange, déi awer ugin hunn, den zäitlechen a finanziellen Kader net kéinten anzehalen. Dem CGIE säi Choix ass finalement op d'Firma Apporix gefall, déi d'Entwécklung vun der App eduCarnet op Basis vum

Cahier des charges iwwerholl huet fir e Budget vu 50.808 € HTVA.

Generell ass et esou, datt d'Softwareentwécklung vum Educationministère der Kompetenz vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) ënnerläit, deen dofir eng Division études et développements huet. Am Fall, wou keng intern Ressourcë vum CGIE disponibel sinn oder de CGIE keng IT-Kompetenzen an engem bestëmmten Domaine huet, ass et üblech, wann och seelen, datt op eng extern Firma zeréckgegraff gëtt; sou och bei der Entwécklung vum eduCarnet. D'Kritäre sinn heibäi de Präis, d'Kompetenz an d'Disponibilitéit, d'ëst am Respekt zum Marchés-publics-Gesetz.

Wat d'Entwécklung vum E-Bichelchen ubelaangt, esou gouf déi initial Konzeptaarbecht Mëtt Mee 2022 vum CGIE an d'Weeër geleet. Eng éischt Versioun vum Konzept vum E-Bichelche gouf Mëtt Juni 2022 de Grondschouldirektiounen presentéiert. Doropshi gouf en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, deen de Projet bis haut reegelméisseg begleet. Bis haut huet d'ësen Aarbechtsgrupp sech dräimol getraff, weider Reunione si geplangt. An deem Grupp vertrauede sinn d'DG Enseignement fondamental an d'DG Enfance, d'Direktiounen vum EF, de CGIE, d'Gewerkschaft SNE an d'SEA-Strukturen.

Déi reng Entwécklungskäschte vum E-Bichelchen hu sech am Joer 2022 op 46.104 € HTVA belaf. Am Joer 2023 si fir d'Phas vum Insourcing an der Begleedung vum Projet 46.560 € HTVA a Rechnung gestallt ginn. No dem Ofschluss vun d'ëser Iwwergangphas ënnerhält den Educationministère keng Relatiounen méi mat der uewe genannter Firma.

De Grond, firwat de CGIE-Direkter op de Wee vum Outsourcing gaangen ass, ass, datt am CGIE keng intern Entwéckler iwwer d'Summervakanz disponibel waren. Dofir huet den Direkter d'urgence no enger Léisung gesicht, d'ëst eenzeg an eleng am Interêt vum Ministère a vum Projet. Vu d'Disponibilitéit, d'Erfahrung an de kompetitive Präis, huet de CGIE-Direkter d'ësen Optrag un Apporix verginn, d'ëst am Aklang vum Marchés-publics-Gesetz. Weider huet de CGIE-Direkter hei zu kengem Moment en Interessekonflikt gesinn, well de Stellvertrieder vum CGIE-Direkter zu kengem Moment an den Entscheidungsprozess mat agebonne war.

.....
Stockage et transport de dioxyde de carbone | Question 7869 (05/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le Danemark a récemment inauguré un site de stockage de dioxyde de carbone à 1.800 mètres sous la Mer du Nord. La particularité de ce site est sa capacité à stocker du CO₂ venu de loin, notamment de la Belgique et, à l'avenir, le CO₂ émis par l'industrie des régions de l'ouest et du sud-ouest de l'Allemagne. Des projets comparables sont en cours de développement dans d'autres pays riverains de la Mer du Nord dont la Norvège.

Dans ce contexte, l'opérateur du réseau gazier belge développe actuellement un grand Hub à Zeebruges reliant la Belgique à la Norvège pour transporter le CO₂ capté chez les émetteurs vers des lieux de stockage. Ce même opérateur a également lancé la construction d'un réseau de transport de CO₂ en Belgique et signé un partenariat pour la création d'un corridor pour transporter le CO₂ capturé sur des sites industriels du sud de l'Allemagne jusqu'à Zeebruges afin de l'exporter vers des sites de stockage en Mer du Nord.

Le Gouvernement luxembourgeois appelle à renoncer à ces technologies de capture et de stockage de carbone (à l'exception des puits forestiers et agricoles) et annonce dans le PNEC (2020-2030) de continuer « ... à encourager la Commission européenne à adopter une stratégie fiable et globale dans le cadre de l'objectif d'émissions nettes nulles en Europe d'ici 2050 au plus tard et à opter pour une politique de renonciation en ce qui concerne la promotion de l'énergie nucléaire, du charbon, du fracking (fracturation hydraulique) et de la capture et du stockage du dioxyde de carbone. »

Vu l'impact écologique peu évalué de ce type de solution et considérant l'interconnexion importante voire l'intégration du marché gazier luxembourgeois avec le réseau belge, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre est-il en échange avec les autorités belges concernant la création d'un réseau de transport et de terminalling du CO₂ ?

2) Monsieur le Ministre est-il en mesure de me dire si le réseau en élaboration reposera sur des infrastructures de transport présentes au Luxembourg notamment pour le transport du CO₂ en provenance de l'Allemagne du Sud ?

3) Est-il envisagé de construire des infrastructures y relatives sur le territoire luxembourgeois ? Le Luxembourg respectivement l'opérateur des réseaux gaziers luxembourgeois pourraient-ils être contraints à contribuer au financement de cette infrastructure de transport ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu des échanges avec des représentants de l'industrie luxembourgeoise en vue d'un accès aux sites de stockage de CO₂ développés en Mer du Nord ?

5) Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport au processus de ratification de l'amendement au Protocole de Londres visant à permettre l'exportation offshore de CO₂ pour un enfouissement sous la mer ? Est-il opposé à un assentiment de cet amendement par le Luxembourg ?

6) Le Gouvernement maintient-il sa position critique par rapport aux technologies de captage et de stockage de CO₂ et s'engage-t-il à y renoncer à l'avenir ?

Réponse (16/05/2023) de **M. Claude Turmes**, Ministere de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Dans le cadre d'échanges bilatéraux entre les ministères belge et luxembourgeois en charge de l'énergie et des gestionnaires de réseau de transport de gaz naturel belge (Fluxys) et luxembourgeois (Creos) concernant le développement d'un réseau européen de l'hydrogène connectant le Luxembourg au réseau belge planifié, Fluxys et le ministère fédéral belge ont informé à plusieurs reprises leurs contreparties de la planification parallèle d'infrastructure hydrogène avec une infrastructure CO₂. Ces informations ont également été véhiculées lors de travaux au niveau du groupe de travail hydrogène du Benelux et au cours du programme de travail SG4 « hydrogène » du Forum pentalatéral de l'énergie. Dans une réunion récente de ce forum dédié à l'infrastructure hydrogène, Fluxys a réitéré ses plans de continuer leurs travaux en relation avec une infrastructure de transport de CO₂. Sous le lien suivant – https://www.fluxys.com/en/energy-transition/hydrogen-carbon-infrastructure/carbon_preparing-to-build-the-network Fluxys donne plus de détails sur leur projet.

ad 2) Des informations publiquement disponibles, on peut déduire que le projet de Fluxys se trouve dans

une phase de manifestation à intérêt qui se concentre sur le territoire belge. Bien que le projet, dans une phase ultérieure, se propose de prévoir également des interconnexions vers ses pays voisins, y inclus le Luxembourg, aucune démarche concrète n'a été entreprise à ce jour. Il semble donc être précoce de pouvoir répondre si un tel réseau reposerait sur des infrastructures de transport présentes au Luxembourg.

ad 3) Pour les raisons évoquées à la réponse à la question précédente, il semble donc être précoce de pouvoir répondre s'il est envisagé de construire des infrastructures y relatives sur le territoire luxembourgeois.

ad 4) Dans le cadre d'une étude sur la décarbonation de l'industrie qui a été menée en 2022 pour identifier les potentiels de décarbonation existants et futurs afin de s'aligner sur les ambitions visant la neutralité climatique d'ici 2050 au plus tard, lors d'échanges organisés avec différents acteurs, le côté industrie avait fait référence au potentiel théorique existant, mais sans indication d'un intérêt précis.

ad 5) Le Luxembourg favorisera une approche de coopération et de concertation au niveau européen.

ad 6) Alors qu'il maintient sa position critique par rapport aux approches qui misent uniquement sur la séquestration géologique du CO₂, le Gouvernement reconnaît le rôle potentiel du captage et de la valorisation du dioxyde de carbone pour accélérer la décarbonation. C'est pourquoi des références au captage et à utilisation de carbone ont été intégrées dans l'avant-projet du PNEC, notamment pour ce qui est de l'analyse du besoin, du potentiel et de la faisabilité technico-économique des technologies de « carbon capture and utilisation (CCU) » respectivement de « direct air capture (DAC) » (mesure n° 522 de l'avant-projet du PNEC).

Dans ce contexte, il y a lieu de renouveler la position critique du Gouvernement par rapport au stockage géologique. Rappelons aussi que le stockage de CO₂ est interdit au Grand-Duché de Luxembourg (loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone).

Personnel du CGDIS | Question 7870 (06/04/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

De CGDIS stellt sech zesammen aus fräiwëllegen an haaptberuffleche Pompjeeën. Heibäi sollen déi Haaptberufflech hëllef, fir den Dénsgcht vum CGDIS ronderëm d'Auer kënnen ze garantéieren. Hei si CISEn opgeléscht, déi méi wéi 3 Asätz den Dag fueren.

Wann een sech d'Zuelen aus dem PNOS an aus der Äntwert vun der Inneministesch op d'parlamentaresch Fro N° 7628 méi genee uckukt, dann erkennt een, a wéi engen Zenteren (CIS) d'Asazzuelen an d'Luucht gaange sinn an a wéi engen Zenteren d'Zuel u professionnelle Pompjeeën erop- oder erofgaangen ass. Esou weisen d'Zuelen, dass an deene meeschten Zenteren d'Zuel vun den Asätz an d'Luucht gaangen ass a just an den Zentere Beetebuerg a Käerjeng-Péiteng se llicht erofgaange sinn.

Kuckt ee parallell dozou d'Entwécklung vun de Beruffspompjeeën iwwert deen Zäitraum, esou ass festzestellen, dass an allen Zenteren d'Unzuel un haaptberuffleche Pompjeeën eropgaangen ass, mat Ausnam vum CIS Beetebuerg, dee vun 9 op 0 professionnell Pompjeeën erofgaangen ass, oder Käerjeng-Péiteng, wou et keng Ännerung gouf.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi huet d'Besetzung vun den Dénsgschtléschten op den Ambulanze vun 2018 op 2022 an de jeeweilegen Zentere variéiert, opgeléscht no fräiwëllegen a beruffleche Pompjeeën?

Ass d'Variation vun den Asazzuelen duerch eng Verschiebung vun de professionnelle Pompjeeën ze erklären respektiv duerch manner/méi besate Gefierer?

2. Betreffend de CIS Beetebuerg:

– Wéi kann et sinn, dass en Asazenter, deen 2018 déi sechstmeechten Asätz am Land hat, keng Beruffspompjeeë méi huet, déi am CIS affektéiert sinn, an hei den Dénsgcht besetzen?

– Firwat gouf d'Entscheidung getraff, fir vun 9 op 0 Beruffspompjeeën erfzogen a fir d'Beruffspompjeeën tëscht Diddeleng a Beetebuerg opzedeelen?

– Am CIS Beetebuerg schafft een Zenterchef haaptberufflech an d'professionnell Pompjeeë vum CIS Diddeleng stinn dem CIS Beetebuerg zur Verfügung. Wéi ass d'Personal hei opgedeelt? Wéi vill professionnell Pompjeeë si jeeweils pro Dag zu Diddeleng oder zu Beetebuerg? Wéi ass dës Opdeelung begrënnt?

3. Wéi ass et ze erklären, dass Zenteren, déi iwwer 5 Asätz den Dag fueren, net op d'Ennerstëtzung vu Beruffspompjeeë kënnen zeréckgräifen, während Zentere mat manner Asätz den Dag hei eng professionnell Ennerstëtzung kréien?

Réponse (05/05/2023) de Mme Taina Boffering, Ministre de l'Intérieur

D'Affektatioun vum Personal an déi eenzel Asazentere läit ganz aleng an der Kompetenz vum CGDIS.

Scanner thoracique dans le cadre de la Covid-19 | Question 7872 (06/04/2023) de Mme Martine Hansen (CSV)

Eisen Informatiounen no ginn zanter dem Enn vun de Covidrestriktiounen am Fall vun enger Infektioun a verschiddene Klinicke keng Scannere vun de Longe méi gemaach, bis de Patient en negativen Test virweise kann. Dat wier och de Fall, wann den Hausdokter bei engem méi schwéiere Verlauf e Scanner ordonéiert a wann eng Urgence virläit.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Kënnt Dir eis Informatiounen confirméieren, dass an eenzele Klinicke keng Scannere méi gemaach ginn, bis de Patient en negativen Test virweise kann?

• Wa jo, wéi ass dës Mesure begrënnt?

• Wa jo, wat solle Risikopatienten maachen, wou den Hausdokter Scanneropname brauch fir auszuschléissen, dass d'Longen ugegraff sinn?

Réponse (15/05/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Dem Gesondheetsministère leie keng Informatiounen an deem Sënn vir an d'Spideeler confirméieren, dass et keng Restriktiounen wéi beschriwwen gëtt a keng negativ Tester vun de Patientene gefrot ginn, fir e Scanner gemaach ze kréien. Och vusäite vum Gesondheetsministère gëtt et keng Virgaben an deem Sënn. Jee no gesondheetlecher Situatioun vum Patient kann et awer sinn, dass eng Mask muss gedroe ginn. Am Prinzipp entscheet den Dokter, zesumme mam Radiolog an en fonction vun de Symptomen vum Patient, wéi eng Examen opportun sinn.

Systèmes de chauffage dans les bâtiments étatiques | Question 7873 (06/04/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Depuis le 1^{er} janvier 2023, les nouveaux biens immobiliers construits ne sont plus équipés de chauffage à gaz. Les nouvelles constructions sont prioritairement équipées de pompes à chaleur tandis que pour les bâtiments plus anciens Monsieur le Ministre préconise des systèmes de chauffage hybride, utilisant des solutions écologiques la plupart du temps et n'employant le gaz ou le mazout qu'en cas de non-viabilité des autres sources d'énergie.

Or, le parc de bâtiments publics représente également une consommation d'énergie importante et en partie fossile.

Partant je voudrais poser à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire des questions à propos des systèmes de chauffage actuellement en place dans le parc immobilier étatique ainsi que des initiatives prévues en vue d'un remplacement des systèmes de chauffage au gaz et au mazout :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de bâtiments étatiques (ministères, administrations, établissements publics, etc.) toujours équipés d'un système de chauffage au gaz ou au mazout sur la totalité du parc immobilier étatique ?

2) Quelle est la proportion annuelle voire mensuelle des énergies fossiles dans la consommation énergétique totale pour le chauffage des bâtiments étatiques ?

3) De quand date le dernier système de chauffage au gaz et au mazout installé dans un bâtiment étatique nouvellement construit ?

4) Quels systèmes de chauffage écologiques sont mis en place dans les bâtiments étatiques nouvellement construits ?

5) Existe-t-il une stratégie de remplacement des systèmes de chauffage dans les bâtiments étatiques anciens respectivement de mise en place de systèmes écologiques complémentaires afin de réduire la consommation d'énergies fossiles dans les bâtiments publics ?

6) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des indications sur les échéances prévues pour le remplacement de ces chauffages et sur les types de chauffage écologique à prévoir ?

Réponse (30/05/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1) À l'heure actuelle, le patrimoine de l'Administration des bâtiments publics comprend environ 1.600 bâtiments, dont elle assure l'entretien et la maintenance, à l'exception de quelque 180 maisons d'habitation conventionnées et gérées par la Fondation pour l'accès au logement. Pour ces dernières, l'administration ne dispose pas de données actuelles.

En ce qui concerne les bâtiments sous gestion technique de l'administration, certains sont raccordés à une même chaufferie ou réseau de chauffage, de sorte qu'environ 760 bâtiments sont alimentés directement par 510 chaufferies au gaz, environ 305 bâtiments par 200 chaufferies au mazout, alors que quelque 140 bâtiments sont raccordés à des réseaux de chauffage urbain fonctionnant au gaz et environ 65 à des réseaux de chauffage urbain à base d'énergies renouvelables avec un appoint au gaz. Les autres bâtiments sont chauffés au bois, à l'aide de systèmes de pompes à chaleur ou d'électricité ou ne sont pas équipés d'installation de chauffage.

ad 2) Étant donné que les frais relatifs aux consommations énergétiques sont pris en charge directement par

les occupants des bâtiments, l'Administration des bâtiments publics ne dispose pas des données requises.

ad 3) La construction la plus récente de l'administration, chauffée par une installation fonctionnant majoritairement au gaz, est le Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff à Sanem. Il dispose également de collecteurs solaires thermiques.

Le dernier système de chauffage fonctionnant au mazout dans un bâtiment nouvellement construit a été mis en service en 2011 sur le site du Service national de la jeunesse à Larochette.

ad 4) De manière générale, toute nouvelle construction de l'Administration des bâtiments publics est équipée d'un système de pompes à chaleur. Des besoins d'appoint en haute température, comme, par exemple, pour la production d'eau chaude sanitaire, peuvent être assurés par une pompe à chaleur haute température ou une chaudière au bois.

Avec le règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments, une pompe à chaleur a été introduite avec effet au 1^{er} janvier 2023 comme installation de chauffage de référence, c.-à-d. que pour toute nouvelle construction pour laquelle une autorisation de construire est demandée depuis le 1^{er} janvier 2023, un chauffage à base d'énergie fossile n'est plus autorisé.

ad 5) Afin de réduire la consommation d'énergies fossiles au minimum, la stratégie de l'Administration des bâtiments publics consiste à assainir énergétiquement en priorité les bâtiments les plus énergivores avec un remplacement systématique du système de chauffage existant par un système de chauffage écologique.

En outre, pour les bâtiments de moindre taille, les chaufferies, fonctionnant sur base d'énergies fossiles et arrivant à leur fin de vie, sont remplacées dans la mesure du possible par des systèmes à base d'énergies renouvelables. Dans des cas exceptionnels, le système mis en place peut nécessiter un appoint de chauffage à base d'énergies fossiles.

À noter que dans le cadre de la révision de la directive européenne sur l'efficacité énergétique (EED – Energy Efficiency Directive) attendue pour 2023, il y aura une obligation de rénovation pour certaines catégories de bâtiments du secteur public, tel que décrit dans la mesure n° 303 de l'avant-projet de mise à jour du PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat), tel que présenté en date du 17 avril 2023, voir https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2023/04-avril/17-pnec.html.

ad 6) Sur base des nouvelles réglementations européennes, l'Administration des bâtiments publics va mettre en œuvre un plan de remplacement des chaudières fossiles.

Évolution de la consommation de gaz naturel au Luxembourg | Question 7874 (06/04/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Am Joer 2021 goufen zu Lëtzebuerg 8.078 GWh Gas verbraucht, wouvunner 31 Prozent op déi privat Stéit, 62 Prozent op d'Industrie a sechs Prozent op d'Stroumproduktioun entfall sinn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Energie-minister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi héich de Gasverbrauch zu Lëtzebuerg 2022 insgesamt louch? Falls et zu enger Reduktioun géintwärtig 2021 koum, kann den Här Minister da matdeelen, wéi déi

entsprechend Aspuerung sech op déi eenzel Secteure verdeelen?

2. Falls de Gasverbrauch an der Industrie erofgaangen ass, kann den Här Minister preziséieren, wéi wäit dës Aspuerungen op technologesche Fortschritt zeréckzeféiere sinn a wéi wäit d'Betribler d'Produktioun agestellt hunn, well et net méi rentabel ass?

3. Kann den Här Minister am Sënn vun der Fro vir-druck elaboréieren, ob hien en allgemenge Réckgang vun der Industrieproduktioun als éischter virdeel-oder nodeeleg fir d'Lëtzebuurger Land bewäert?

Réponse (15/05/2023) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1. Am Joer 2022 war de Gasverbrauch vum Land 6.782 GWh²². Par rapport zum Joer vir-druck gouf domadder 21,45 % manner Gas konsumméiert. D'Verdeelung vun dëser Aspuerung op déi verschidde Secteuren ass wéi folgend:

- Clients résidentiels : -21,36 %
- Clients professionnels (< 280 GWh/an) : -2,56 %
- Clients professionnels (> 280 GWh/an) : -46,98 %
- Production électricité/cogénération : -34,7 %

ad 2. Obwuel et eng Reduktioun vu -46,98 % am Gasverbrauch am industrielle Secteur gouf (2022 par rapport zu 2021), ass de PIB am Industriesecteur laut dem Statec am véierten Trimester 2022 am Verglach mam Joer vir-druck nëmmen ëm 6,3 % zrëckgegaangen. Dës am Verglach mat der Gasconsummation relativ kleng Reduktioun weist dorop hin, dass industriell Acteuren d'Zäit fir temporär Maintenancearbechten a strukturell Energieeffizienzmoosname genotzt hunn, an dat ouni eng direkt negativ Korrelatioun mat der Valeur ajoutée.

ad 3. D'Industrie ass e wichtegen Acteur hei zu Lëtzebuerg, an de Réckgang vun der Industrieproduktioun ass negativ ze bewäerten. Gläichzäiteg ass d'Entkopplung vun der industrieller Produktivitéit vun Energieconsummation – oder an anere Wieder eng verbessert Energieeffizienz vun der Industrie – eng positiv an noutwenneg Entwécklung. Fir Betribler, an zemoos déi energieintensiv Betribler an dëser Situatioun ze ënnerstëtzen, hu mir als Regierung a Kollaboratioun mat de verschiddenen Acteuren hei zu Lëtzebuerg, eng Rei Hëllef lancéiert, fir Betribler bei hirer Energietransitioun ze ënnerstëtze respektiv direkt Hëlfele unzebidde fir Betribler, déi mat extreemen Energiekäschte belaascht sinn. D'kierlech virgestallt Mise à jour vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat beinhalt doriwier eraus verschidde Mesuren, fir d'Industrie och mittel- bis laangfristeg weider op dësem Wee ze halen, notament duerch Investitiounen am Beräich vun der Energieeffizienz an technologesch Léisungen op der Basis vun erneuerbaren Energien an am Sënn vun enger Kreeslafwirtschaft.

Droit à l'avortement | Question 7875 (07/04/2023) de M. Gusty Graas (DP)

Le droit à l'avortement – et donc à l'autodétermination physique – de nombreuses femmes est restreint dans plusieurs pays.

En guise de contre-mouvement, d'autres États veulent étendre ce droit ou l'inscrire dans la Constitution

Le Ministère de la Santé a évoqué des discussions en vue d'une révision du droit à l'avortement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quand le groupe de travail prévu pour réviser le droit à l'avortement se réunira-t-il ?

2) Quels acteurs feront partie de ce groupe de travail ?

3) Quels points seront discutés et quand les travaux du groupe de travail devraient-ils être terminés ?

4) Madame la Ministre pense-t-elle qu'une réforme du droit à l'avortement sera mise en œuvre avant la fin de la législature ?

5) Un groupe de travail sur l'établissement de statistiques avait également été annoncé l'année dernière. Ce groupe de travail a-t-il été constitué ? À partir de quand le Ministère de la Santé publiera-t-il des statistiques sur les interruptions de grossesse au Luxembourg ?

Réponse (05/05/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Dans le cadre de l'évaluation de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse, il est primordial de procéder à un inventaire de ladite loi.

Cette analyse devra être entreprise par un groupe de travail, qui se réunira pour la première fois avant la fin du mois de mai, participera à cette analyse en vue de pouvoir dégager des éléments permettant, le cas échéant, d'adapter la loi précitée. Cette analyse portera également sur les législations applicables en matière d'IVG dans nos pays voisins et limitrophes.

ad 2) Le groupe de travail est composé par des représentants des entités suivantes :

- Ministère de la Santé
- Direction de la santé
- Ministère de la Justice
- Collège médical
- Conseil supérieur de certaines professions de santé
- Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique
- Planning familial

ad 3) Il est renvoyé à la réponse sous 1.

ad 4) La réforme se fera à la lumière des réflexions du groupe de travail susmentionné, mais dans les meilleurs délais.

ad 5) Le groupe de travail auquel se réfère l'honorable Député n'a pas encore été constitué.

Aide militaire à l'Ukraine | Question 7878 (11/04/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Den 28. März 2023 war am „Politico“ ze liesen, datt EU-Länner, déi d'Ukrain mat militärescher Hëllef ënnerstëtzt hunn, duerch d'EPF (d'„European Peace Facility“) een Deel vun hiren Denpense solle finanziell rembourséiert kréien. D'EPF ass e gemeinsame Fong, zu deem d'Memberstaaten, jee no Gréisst vun hirer Economie, bäidroen. Offiziell erhalen all Länner prozentual den nämmelechte Remboursement, nämlech ronn 84 Prozent vum präisleche Wäert, dee si u militärescher Hëllef un d'Ukrain geschéckt hunn. Et gouf sech awer net gëeeneget, wéi de Wäert vun dem Equipement berechent sollt ginn. Doduerch hunn offiziell 6 Länner hire Remboursement unhand vum Wäert vun nei agekaafte Equipement berechent amplaz no dem Wäert vun der eigentlecher militärescher Hëllef. Dem EEAS (European External Action Service) no huet Finland 100 % Prozent vum nei agekaafte Equipement gefuerdert, Lettland 99 %, Litauen 93 %, Estland 91 %, Frankräich 71 % a Schweden 26 %.

²² ILR (2023) : Chiffres clés du marché du gaz naturel

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verdedegungsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wat ass de gesamte Wäert un der militärescher Hëllef, déi Lëtzebuerg bis elo un d'Ukrain geschéckt oder fest zougesot huet?

2. Wéi vill Suen dreet Lëtzebuerg zu der EPF bäi?

3. Huet Lëtzebuerg e Remboursement ugefrot? Wa jo, wéi vill huet Lëtzebuerg gefuerdert? Wéi huet Lëtzebuerg déi Zomm berechent?

4. Krut Lëtzebuerg e Remboursement an, wa jo, wéi vill? Zu wéi engen Zwecker ginn déi rembourséiert Sue benotzt?

Réponse (21/04/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Défense

ad 1. De Gesamtwäert beleeft sech aktuell op 104 Milliounen Euro, wouvu fir 83 Milliounen Euro bis elo un d'Ukrain geliwwert goufen.

ad 2. D'Facilité européenne pour la paix (FEP) ass insgesamt mat 7,98 Milliarden Euro fir d'Period 2021–2027 dotéiert (en initiale Budget vun 5,692 Milliarden Euro plus en Zousaz vun 2,278 Milliarden Euro). Déi Lëtzebuenger Kontributioun gëtt no engem Schlëssel, deen um Bruttonationalakomes baséiert, berechent, deen aktuell bei 0,37 % läit. Aktuell huet Lëtzebuerg 5.345.540 Euro abezuelt.

ad 3. a 4. Lëtzebuerg huet kee Remboursement ugefrot, well d'Moyene vun der FEP begrenzt sinn, während Lëtzebuerg gäre wëll den Effort de défense erhéijen. Sou stinn insgesamt méi Suen zur Verfügung, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen an esou zu der gesamteuropäescher Sécherheet bäizedroen.

Vote dans le cadre du « Chat Control » | Question urgente **8350** (26/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 8287 wollt ech wëssen, wéi d'Lëtzebuenger Regierung zur sougenannter Chatkontroll steet. Déi europäesch Pläng zur Chatkontroll, déi an der Propos mam Titel „Regulatioun laying down rules to prevent and combat child sexual abuse“ virkommen, sinn héich ëmstridden, well se d'Privatsphär vun all Mënsch am Internet ugräifen. Leider wosst d'Regierung zum Zäitpunkt vu menger éischter Fro nach net, wéi ee Minister fir Lëtzebuerg wäert um Vott deelhuefen a wéi gestëmmt wäert ginn.

Rezent ass elo awer e Protokoll geleakt ginn, an deem steet, dass Lëtzebuerg gesot hätt, dass am Regierungsrot vum 15.9. eng Positioun géif ausgeschafft ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Koum de Regierungsrot effektiv de 15.9. zesummen, fir sech mat der Fro vun der Chatkontroll ze befaassen?

2. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung aktuell an deem Dossier?

Ënnerstëtzt Lëtzebuerg déi aktuell EU-Propos oder gi konkret Ännerunge proposéiert?

Falls jo, ëm wéi eng Ännerungen handelt et sech?

3. Weess d'Regierung méttlerweil, wéi ee Verrieder fir Lëtzebuerg am Rot ofstëmme wäert?

Réponse (02/10/2023) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Justizministesch huet effektiv am Regierungsrot vum 15.9. de Regierungsrot iwver den aktuelle Stand vum EU-Reglement vun der Kommissioun, fir géint sexuell Gewalt géint Kanner am Internet virzegoen, informéiert.

ad 2. D'Regierung kann dat geplangt Reglement a senger aktueller Mouture net matdroen a wäert sech weider fir Modifikatiounen vum Text asetzen, fir dass en Equiliber tëschent de verschiddene Grondrechter garantéiert ass.

An deem Kontext hat, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7956 erwäant, de Justizministère mat de Justizministere aus Däitschland, Éisträich, Liechtenstein an der Schwäiz eng Deklaratioun ënnerschriwwen, an där d'Wichtigkeet vun der Noutwennegkeet an der Proportionalitéit vum Agrëff an d'Mënscherechter an de Bedarf u Prezisioun am Text ënnerstrach ass.

Esou wéi et de Service juridique vum EU-Conseil a sengem Avis vum bezüglech der Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll“ recommandéiert, setzt sech d'Regierung fir eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a Grooming an, fir eng generell Iwwerwaachung ze vermeiden.

ad 3. Vu dass dat geplangt Reglement vun der Dagesuerdnung vum Rot vum 28. September erofgeholl ginn ass, well och aner Memberstaaten den Text aktuell net matdroen kënnen, läit nach keng Decisioun an deem Sënn vir.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799